HISTOIRE
DE L'EUROPE
PENDANT LA
RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

H. DE SYBEL
Directeur des Archives royales
Membre de la Chambre des Députés de Prusse et de l'Académie des Sciences de Berlin

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR MLLE MARIE DOSQUET
Inspectrice générale des Écoles maternelles

Édition revue par l'auteur

ET PRÉCÉDÉE D'UNE PRÉFACE ÉCRITE POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

TOME TROISIÈME

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
1886

HISTOIRE

DE L'EUROPE

PENDANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

COULOMMIERS

Imprimerie Paul Brodard.

HISTOIRE
DE L'EUROPE

PENDANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

H. DE SYBEL

Directeur des Archives royales
Membre de la Chambre des Députés de Prusse et de l'Académie des Sciences de Berlin

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR MLLE MARIE DOSQUET

Directrice du Cours pratique des Salles d'asile

Édition revue par l'auteur

ET PRÉCÉDÉE D'UNE PRÉFACE ÉCRITE POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

TOME TROISIÈME

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—

1886

HISTOIRE

DE L'EUROPE

PENDANT LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE

LIVRE IX

VICTOIRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

ARMEMENTS DE LA FRANCE

Depuis le mois de septembre 1793, la France était courbée sous le joug du gouvernement que s'étaient donné les masses populaires régulièrement organisées ; ce gouvernement dominait jusque dans les plus petits villages ; il disposait à son gré des personnes et des biens des citoyens, comptait ses victimes par milliers et le fruit de ses rapines par millions, et enfin il se tourna bientôt contre ses propres partisans avec la même cruauté que contre le reste de la population. La guerre mettait toutes les frontières en feu, et le Comité de Salut public était résolu, pour mille raisons, à prolonger indéfiniment la lutte. Malgré toutes les spoliations exercées jusque-là, le trésor public s'appauvrissait dans la même proportion que les fortunes particulières ; il fallait donc, si l'on voulait subsister à l'intérieur, s'emparer des

richesses étrangères. D'autre part, le gouvernement, en dépit de l'effroi qu'il inspirait, se sentait en butte à la haine toujours croissante des citoyens, et il jugeait prudent de jeter ceux-ci dans les armées, de les dompter à l'aide de la discipline militaire, et de les éloigner en les envoyant aux frontières et à l'étranger. Malgré les discordes qui divisaient les alliés, les instigateurs des massacres de Septembre regardaient la paix avec le reste du monde comme impossible; ils croyaient donc devoir anéantir leurs adversaires, pour échapper eux-mêmes à une ruine certaine. Aussi s'emparaient-ils impitoyablement des hommes, des biens, des intelligences, des forces, des épées, de l'argent et du sang du pays, afin d'envahir de toutes parts, comme un torrent impétueux, les nations de la vieille Europe.

Nous avons déjà vu comment tout avait concouru à ce but dès les premières phases de la Révolution. Pour résister aux attaques des Prussiens, cent mille volontaires s'étaient joints à l'armée de cent cinquante mille hommes qui couvrait la frontière au printemps de 1792; l'explosion de la guerre contre l'Angleterre avait donné lieu au recrutement forcé de trois cent mille hommes, et enfin, le 23 août, à la réquisition de tous les citoyens de dix-huit à vingt-cinq ans. Dans les départements directement atteints par la guerre, c'est-à-dire ceux des frontières, de l'Alsace, de la Flandre, de la Vendée, de même qu'à Lyon et à Toulon, la levée en masse, nous l'avons vu, ne fut pas un vain mot; tout ce que ces départements renfermaient d'hommes valides devait, bien ou mal armé, avec ou sans vivres, soldé ou non, se rendre dans les camps. Cette manière violente de procéder amena cent cinquante mille hommes au moins sous les drapeaux; cependant on reconnut bientôt que ces enrôlements, opérés à l'aventure, n'aboutissaient qu'à faire de nombreux mécontents sans produire aucun résultat utile, et l'on mit tout en œuvre pour organiser militairement la jeune milice qu'on appelait sous les armes. On peut calculer, d'après la population de cette époque, que cent vingt mille hommes atteignaient chaque année l'âge fixé pour le service militaire; or, la loi du 23 août ordonnait le départ de ces hommes à dater des huit dernières années : déduction faite de ceux qui étaient déjà sous les drapeaux, on avait donc cinq cent mille recrues à attendre. Si l'on ajoute à

cela que les royalistes de la Vendée et les villes du Midi avaient, de leur côté, au moins cent cinquante mille hommes sous les armes à l'automne, on verra que, pendant la seule année 1793, plus d'un million des hommes les plus robustes de la nation française étaient jetés dans les hasards d'une guerre qui devenait chaque jour plus meurtrière.

Quelque gigantesques que fussent ces efforts, ils étaient loin d'atteindre complétement le but poursuivi par ceux qui étaient à la tête de l'État. Quand le recrutement du 23 août avait été décrété, les Hébertistes, qui étaient en possession de toute l'influence politique, ne ressentaient que haine et soupçon contre l'organisation militaire telle qu'elle existait alors. Il avait donc été décidé au mois de février que tous les soldats seraient considérés comme volontaires, que des bataillons de ces deux sortes de troupes seraient réunis en demi-brigades, et que les officiers seraient nommés par l'ensemble des soldats. Mais, en face de l'ennemi qui s'approchait avec des forces imposantes, il avait paru par trop téméraire aux généraux, et même au Comité de Salut public que gouvernait Danton, de rompre ainsi tous les anciens liens qui unissaient les troupes, et le décret ne fut pas mis en vigueur. Aussitôt après le renouvellement du Comité, le 12 août, le mélange avait été ordonné encore une fois; mais alors il n'y avait pas un instant à perdre; il fallait sauver Dunkerque, défendre l'Alsace, désarmer la Vendée; on ne pouvait songer à opérer de graves changements dans l'organisation de l'armée, et les régiments de ligne, tout à la fois si détestés et si redoutés, restèrent debout, avec leurs officiers dont beaucoup appartenaient à la noblesse, et leurs anciens états-majors. Le ministre de la guerre, Bouchotte, ne voulut à aucun prix soumettre les nouvelles recrues à ces influences; il décida que partout les communes seraient chargées d'opérer le recrutement, que les recrues de chaque département seraient réunies au chef-lieu pour former un bataillon, lequel choisirait lui-même ses officiers et sous-officiers à mesure que le besoin s'en ferait sentir, et que ces nouveaux corps de troupes, après avoir reçu leurs armes, partiraient pour la frontière. Nous savons ce qu'étaient alors les autorités municipales; nous connaissons le degré d'instruction qu'elles possédaient, la nature de leurs opinions, et nous devi-

nons sans peine avec quel zèle, quel tumulte et quel désordre elles procédèrent à ces armements. Partout les commissaires du peuple, les clubs, les comités révolutionnaires voulurent s'en mêler, et la dictature des membres de la Convention rendit seule la formation des bataillons possible. La situation politique en était arrivée à ce point que la plus légère désobéissance aux ordres du gouvernement et des commissaires de la Convention était menacée et punie de mort immédiate; mais, pour le reste, on ne prêchait aux troupes que soupçon à l'égard de leurs officiers, haine des aristocrates, liberté et égalité.

Toutefois, les nouveaux bataillons cherchaient à se familiariser avec la manœuvre et le maniement des armes. Mais leurs progrès étaient si lents, par suite du manque d'officiers capables, que la Convention décréta, le 27 septembre, que les soldats de la nouvelle levée remplaceraient ceux qui formaient les garnisons des places frontières, et que ces derniers se rendraient aux armées. La discipline et la surveillance des chefs laissaient autant à désirer que leur instruction. Les troupes, rassemblées pour la plupart à leur corps défendant, ne se soumettaient à aucune règle, et semblaient se fondre entre les mains des chefs tant les désertions étaient nombreuses. Ceux qui tenaient bon voulaient au moins un avancement rapide; les nouveaux bataillons augmentaient donc, de leur propre autorité, le nombre de leurs officiers, si bien qu'à la fin d'octobre, le gouvernement apprit avec effroi qu'il avait désormais à payer deux cent soixante mille officiers et sous-officiers. Cela amena un changement de système complet et donna lieu à une nouvelle loi, rendue le 22 novembre. D'après cette loi, les demi-brigades devaient être immédiatement composées de trois bataillons, dont un de ligne et deux de volontaires; le nombre de ces brigades était porté à deux cent dix, et les troupes déjà expérimentées devaient leur servir de souche; quant aux bataillons de la nouvelle levée, ils devaient être dissous, et les hommes qui les composaient, sans distinction du grade qu'ils avaient eu jusqu'alors, devaient être incorporés comme simples soldats dans les demi-brigades. Ceux qui feraient opposition à cette mesure devaient être mis en prison comme suspects, et ceux qui chercheraient à se soustraire au service devaient être considérés comme rebelles et fusillés.

Ces dispositions, qui portaient chaque demi-brigade au chiffre de trois mille deux cents hommes, devaient donner, lorsqu'elles seraient mises à exécution, une masse de six cent soixante-douze mille hommes d'infanterie. La cavalerie, dont le manque de chevaux rendait la formation très-difficile, devait être portée à quatre-vingt-dix mille hommes; depuis le mois d'août déjà, on avait mis en réquisition, dans ce but, tous les chevaux de luxe du pays, et au mois d'octobre, on avait exigé, en outre, huit chevaux par canton; mais, par suite du mauvais état dans lequel se trouvaient l'agriculture et l'élève des bestiaux, le résultat de ces mesures resta bien au-dessous de ce qu'on en espérait, et les violences au moyen desquelles des commissaires de la Convention s'emparèrent parfois de plusieurs centaines de chevaux dans un même endroit ne réussirent pas à améliorer la situation. On ne mettait pas moins de zèle à couler des canons, à organiser des batteries, à s'approvisionner de chariots et de munitions.

Les fabriques d'armes de Paris, entretenues par des millions sans cesse renouvelés, arrivèrent peu à peu à livrer jusqu'à mille fusils par jour. On trouva un procédé, grâce auquel le métal des cloches servit à fondre des canons; le gouvernement s'attribua le droit de disposer de tous les terrains renfermant du salpêtre, et ce fut bientôt une mode patriotique parmi les citoyens zélés ou soumis, de fouiller les caves afin d'y découvrir ce sel précieux. Quant aux vivres et aux vêtements, il semblait que les troupes n'en dussent jamais manquer, car tout ce dont on avait besoin, on le prenait immédiatement aux habitants. Nous avons déjà vu, par des exemples isolés, jusqu'où on alla sur ce point; parmi les mesures générales, nous pouvons mentionner une défense faite le 18 décembre à tous les cordonniers de France de travailler pendant les mois suivants pour d'autres que pour l'armée. Dans les bureaux du ministère de la guerre, de la marine, du Comité de Salut public, les recherches et les projets se poursuivaient nuit et jour; aucun effort, aucun sacrifice ne coûtait; les haines de partis elles-mêmes disparaissaient en présence de ce but unique, la guerre. Toutes les factions étaient unies dans le désir patriotique de vaincre l'Europe; toutes les discordes, toutes les cruautés, toutes les colères, toutes les illégalités, toutes les cupidités semblaient maintenant ne s'employer qu'au profit des

armements. Tandis que les monarques absolus de l'Europe s'inquiétaient avec sollicitude de la prospérité et des vœux de leurs peuples, le gouvernement démocratique poursuivait sa route, écrasant sans pitié dans sa marche hardie tous les obstacles qui lui barraient le passage. Les difficultés de finances, qui tiennent d'habitude le premier rang dans les affaires de la guerre, n'étaient plus, depuis longtemps, comptées pour rien en France. Dans le courant de l'hiver, Cambon se félicitait de ce qu'on n'avait plus besoin, comme précédemment, de 300 ou 400 millions par mois, et de ce que 180 millions suffisaient pour entretenir une armée deux fois plus forte qu'auparavant, tant le Comité de Salut public avait établi partout d'ordre et d'économie (1). Or, si l'on retranche un tiers environ de cette somme, que faisaient perdre les assignats, on aura encore un budget de la guerre de 1 440 millions par an, ce qui, en admettant en chiffres ronds une armée d'un million de soldats, donne 1 440 francs par soldat, tandis que Napoléon, douze ans plus tard, en comptant toutes les dépenses faites pour le matériel, les vivres, les hôpitaux et les fortifications, évaluait la dépense moyenne de l'infanterie à 500 francs, et celle de la cavalerie à 1 000 francs par homme (2).

On voit comment le pouvoir despotique du Comité de Salut public pressurait le pays en prétendant y établir l'ordre; et si, dans l'art de gouverner, le choix du but a souvent moins d'importance que les moyens à employer pour y arriver, il est évident qu'on ne peut accorder une grande habileté à ce gouvernement. Une foule de faits d'ailleurs forcent à augmenter considérablement le chiffre accusé par Cambon. Un jour qu'il s'agissait de se procurer des subsistances à l'étranger, on accorda aux entrepreneurs, pour une livraison de la valeur de 1 500 000 francs, une rente annuelle de 10 millions sur le grand-livre de la République (3). Pour qu'un seul cas semblable pût se produire, il fallait que le gaspillage journalier fût immense. Un tel état de

(1) Saint-Just dit absolument la même chose. (Buchez, 35, 294 et suiv.)

(2) Il parlait à son frère Joseph, auquel, sans doute, il ne voulait pas avouer le chiffre véritable des dépenses. D'autres estimations de l'époque de la Révolution donnent en moyenne 1000 livres par soldat.

(3) Convention nationale, 24 octobre 1796. — Yvernois, *Histoire des finances de la France en* 1793, traduit en allemand par de Gentz, p. 160.

choses était effrayant pour l'avenir du pays, mais non moins terrible pour les ennemis qu'on allait combattre; en effet, tout ce dont la République avait besoin pour résister à ses adversaires, elle était sûre de l'obtenir, si le sang ou l'argent des citoyens pouvait le lui procurer.

Cependant, depuis la loi du 22 novembre 1793, la plus grande activité régnait dans les camps. Des recrues arrivaient chaque jour, par bandes de cent et souvent de mille soldats (1). Quant aux citoyens libres, ils ne montraient pas, en général, un grand zèle pour s'enrôler; le peuple français n'abordait qu'à regret une guerre qui devait lui procurer des triomphes inconnus jusque-là. Tout marchait lentement dans les provinces, bien que les généraux y envoyassent des agents militaires chargés d'appuyer les autorités civiles; les jeunes gens, malgré toutes les peines que se donnait le Comité de Salut public, arrivaient presque tous sans armes et étaient placés au hasard dans les premiers bataillons venus; mais si, par suite du manque d'armes, ils ne pouvaient être employés immédiatement, ils pensaient aussitôt qu'ils n'avaient rien de mieux à faire que de retourner chez eux, et ils désertaient en dépit de la plus rigoureuse surveillance. De toutes les armées arrivaient les plaintes les plus vives, si bien qu'au commencement de février, les commissaires de la Convention aux armées du Nord et des Ardennes donnèrent l'ordre d'arrêter les parents des déserteurs, de confisquer leurs biens, et d'emprisonner les employés de leur commune en leur imposant une amende de 4000 francs. Tout en murmurant et en se plaignant, la plupart se soumirent alors; leur situation était des plus pénibles, car il était impossible d'organiser, d'entretenir et de nourrir d'une manière seulement à demi tolérable, dans les provinces frontières si épuisées, ces masses de soldats dont le nombre augmentait sans cesse; l'armée du Nord, par exemple, reçut trente mille hommes dans les deux premières semaines de l'année 1794, et tout autant dans les deux mois suivants. L'administration militaire déployait la plus grande activité; mais elle agissait, comme toutes les autorités de cette époque, avec une violence aveugle, obtenant par moments de puissants résultats, puis les annulant

(1) Ce qui suit est tiré des pièces des archives de la Guerre, à Paris

aussi vite par son désordre et ses abus. Au commencement de mars, un représentant ordonnait qu'on n'envoyât plus de bestiaux au camp, attendu que l'agriculture était en souffrance dans les campagnes tandis qu'une profusion inutile régnait à l'armée, et, quelques jours plus tard, un autre représentant adressait à Paris les plaintes les plus amères sur le manque effrayant de vivres qui régnait dans les camps. Il en était ainsi dans tous les services; les campagnes se dépeuplaient, et l'armée du Nord avait un chiffre permanent de vingt à vingt-cinq mille malades; ce qui n'empêcha pas qu'au printemps toutes les armées se trouvassent prêtes à ouvrir les hostilités.

La formation des demi-brigades composées de troupes de ligne et de volontaires s'accomplit en même temps que l'incorporation des recrues, ce qui, naturellement, donna lieu à beaucoup de désordres. Là on manquait de bataillons auxquels les volontaires pussent être réunis, ici on manquait d'hommes pour remplir les cadres; ce ne fut que bien lentement qu'on réussit à établir un peu de régularité et d'harmonie. A la Convention même, des doutes s'étaient encore élevés au sujet de l'opportunité de dissoudre les anciens régiments, et le comité militaire avait parlé de la désorganisation qui pourrait en résulter; mais Dubois-Crancé l'emporta, comme il l'avait déjà fait l'année précédente, et le décret fut rendu. « Ce sera un bonheur pour la liberté, s'écria-t-il, si l'esprit de corps militaire est un peu ébranlé; ces troupes de ligne auraient été capables de se laisser enchaîner à l'intérêt personnel d'un général ambitieux. » C'était le sort inévitable de ce gouvernement révolutionnaire de ne pouvoir regarder que d'un œil soupçonneux l'armée créée par lui à si grands frais. La Convention renouvela donc, le 8 janvier 1794, l'ordre de créer les demi-brigades. La ligne quitta alors l'uniforme blanc de l'ancienne armée royale, malgré toute la répugnance avec laquelle beaucoup d'officiers revêtirent l'habit bleu des volontaires républicains. Comme la plus légère manifestation de regret amenait immédiatement le retrait d'emploi et l'emprisonnement, on vit disparaître encore une fois des centaines d'anciens officiers. Dans le choix de leurs remplaçants, on ne consulta que le zèle démocratique, sans s'inquiéter d'aucune autre capacité, à tel point que la Convention dut, le 15 fé-

vrier, ordonner la destitution de tous les officiers qui ne savaient ni lire ni écrire; mais cette mesure, en dépit de tout le terrorisme qui existait alors, ne s'effectua que très-lentement. Quant à ce qui concernait la discipline militaire, on parlait beaucoup de l'obéissance due à la volonté nationale, c'est-à-dire au Comité de Salut public; mais, en même temps, on rappelait sans cesse aux officiers qu'ils devaient employer le langage de la fraternité et des sans-culottes, et ne pas opprimer les troupes par la tyrannie de l'ancien régime. Le gouvernement continuait à envoyer dans les camps de gros ballots de gazettes patriotiques, qui étaient distribuées aux bataillons, et le soir, après l'exercice, on en faisait la lecture aux soldats pour les exalter en faveur de la liberté. On mettait tout en œuvre pour leur présenter la campagne prochaine sous les plus séduisantes couleurs, ce que la facile crédulité des paysans français rendait on ne peut plus aisé. La plupart d'entre eux étaient convaincus que, l'été précédent, les féroces Autrichiens avaient fait rôtir des enfants pour les manger, mais qu'au printemps, les mêmes Autrichiens, passionnés pour la liberté, ne tireraient pas sur leurs frères les Français. En même temps, on leur faisait le plus brillant tableau du butin et du bien-être que leur promettait la conquête de la Belgique. C'en était fait, nous le savons, de la pensée qu'avait eue la Gironde de former une grande alliance des peuples dans le but de frapper les rois en épargnant les citoyens; la Convention avait déclaré officiellement que tous les pays conquis seraient traités en ennemis, et le Comité de Salut public avait adressé dans ce sens aux généraux un ordre qui peut se résumer par ces mots : « Tout ce qui n'est pas rivé à fer ou à clou, emparez-vous-en pour le distribuer aux troupes ou l'envoyer en France. » L'armée de Rhin et Moselle avait déjà joint l'exemple au précepte dans les parties du Palatinat qu'elle avait occupées; elle avait enlevé dans les villes et villages tout ce qu'elle avait trouvé en argent, vêtements, meubles, bestiaux, vivres, après quoi elle avait mis le feu aux bâtiments vides. On jugera par le rapport suivant, adressé le 20 mars au ministre de la guerre, de l'influence que ces principes avaient exercée sur l'armée du Nord : « L'armée se montre fidèle aux grands principes républicains; il semble même que les mœurs s'améliorent et que la probité devient une vertu pour beaucoup de soldats. Il

y a certainement encore bien des exceptions. La plupart des délits que nous avons à punir ne sont autres que des vols; mais le nombre en diminue depuis quelque temps. Presque toutes nos troupes se réjouissent à la pensée de pouvoir se livrer au pillage dès que nous entrerons en Belgique. » On voit que le gouvernement, par sa propre immoralité d'une part, et poussé, de l'autre, par les nécessités de la guerre, employait les moyens les plus propres à former une soldatesque turbulente et indomptable; il exigeait d'elle de la bravoure dans le combat et de la fidélité politique, mais il lui assurait en revanche toutes les jouissances et toutes les licences possibles, et cherchait à s'attacher les soldats en flattant chez eux les passions les plus vulgaires aussi bien que les plus nobles. On devine facilement ce qui en arriva. Les soldats, dès qu'ils avaient surmonté le chagrin du départ et de la séparation, se sentaient remplis d'une belliqueuse ardeur, s'enthousiasmaient pour la République, qui leur promettait une riche moisson de lauriers et une joyeuse vie, et devenaient bientôt l'effroi de leurs adversaires; mais nul sentiment de devoir n'était éveillé en eux. Aussi tournèrent-ils le dos à la République dès qu'apparut un nouveau chef couronné de lauriers plus nombreux encore, puis ils finirent par renverser également ce dernier, poussés par l'égoïsme et la cupidité que la Révolution avait développés dans leur cœur en même temps que l'amour de la gloire.

L'instruction technique des soldats était nécessairement fort incomplète. Ils manquaient, comme à l'automne précédent, d'habitude des manœuvres, et l'on ne pouvait attendre d'eux ni calme, ni fermeté dans la défense. Les chefs le savaient, mais s'en inquiétaient peu. Aux feux soutenus des troupes allemandes, les officiers français répondaient par le signal de l'assaut à la baïonnette, l'arme favorite, disaient-ils, des républicains. Si les masses de leurs soldats inexpérimentés se débandaient, saisis de quelque panique soudaine, ils ne faisaient que hausser tranquillement les épaules, car ils savaient qu'ils ramèneraient bien facilement les fuyards à recommencer l'attaque. Voyant que le désordre se mettait dans les rangs dès qu'on voulait essayer de savantes évolutions, ils apprenaient aux soldats à mépriser toutes les vieilles règles de l'art militaire et à se confier aveuglément au courage qui les poussait en avant. « Pas un moment de repos, il faut

marcher sans cesse, à travers le vent et l'orage, il faut inquieter constamment l'ennemi par des escarmouches de petite guerre et par des attaques; peu importe ceux qui tomberont, la République a assez d'hommes. Qu'elle triomphe, seulement! Que les troupes, l'ennemi, la nation, le monde enfin sache que l'armée française ne peut jamais être battue. » Voilà ce que les généraux disaient à l'armée, voilà ce que le gouvernement disait aux généraux. Paris demandait, avec une vive impatience, dans combien de temps on paraîtrait sur le champ de bataille pour y surprendre l'ennemi, ajoutant qu'il n'était besoin que de courage et de baïonnettes pour l'offensive, et qu'avec de l'énergie et la hache du bourreau on arrivait facilement à vaincre toutes les répugnances et toutes les lenteurs. Pour répondre aux désirs du gouvernement, la longue chaîne des avant-postes des alliés fut tenue en haleine sur tous les points par l'armée du Nord tant que dura l'hiver; quarante petits combats furent livrés en trois mois, et, à la fin de mars, une première tentative d'attaque sérieuse fut faite, non loin de Landrecies, contre le centre des positions ennemies. Trente mille hommes s'avancèrent vers Cateau-Cambrésis, où les Autrichiens avaient placé huit bataillons fort gênants pour les lignes de communication de la place française. Ces jeunes troupes, confiantes dans leur nombre, s'élancèrent sur l'ennemi avec des cris de joie; mais celui-ci résista à leur attaque avec une calme assurance, sur quoi l'aile gauche de l'armée française cessa aussitôt le combat, tandis que l'aile droite, qui avait commencé à marcher, se débandait et prenait la fuite à la seule approche des renforts autrichiens. Ce fut un bataillon des recrues parisiennes qui donna le signal de la déroute; un régiment de dragons le suivit en désordre, et plusieurs canons restèrent aux mains des vainqueurs. « On voit par là, écrivirent à Paris les commissaires de la Convention, qu'il serait dangereux de mettre de trop jeunes soldats en face de l'ennemi. » Prenant aussi en considération le temps pluvieux qu'il faisait alors, on retarda la grande attaque, et l'on finit ainsi par être surpris par les opérations offensives des ennemis.

Voyons cependant comment étaient alors réparties les différentes divisions de l'armée française. Au Sud, l'armée des Alpes, forte de trente-cinq mille hommes commandés par le général Dumas, et

l'armée d'Italie, qui comptait trente-six mille hommes, sous les ordres du général Dumerbion, couvraient les frontières piémontaises, depuis Genève jusqu'au littoral génois. Du côté des Pyrénées, quatre-vingt-deux mille hommes, sous les ordres des généraux Dugommier et Muller, se trouvaient en face de soixante mille Espagnols et Portugais. La Vendée et la Bretagne, où la cruauté des républicains avait suscité de nouveaux soulèvements, occupaient cent trois mille hommes commandés par le général Tureau. L'armée du Nord, placée sur les frontières belges depuis Dunkerque jusqu'à Maubeuge, avait été portée au chiffre de cent quarante-huit mille hommes, dont les positions étaient couvertes par vingt-six places fortes et soixante-quatorze mille hommes de garnison. L'armée des Ardennes enfin, forte de trente mille hommes et destinée à opérer également contre la Belgique, s'étendait depuis Maubeuge jusqu'à la Meuse. Venaient ensuite l'armée de la Moselle et l'armée du Rhin, étroitement liées l'une à l'autre, et formant un ensemble de cent dix mille hommes (1). Quant à la direction de ces armées imposantes, destinées à frapper les coups qui devaient décider de la campagne, voici comment elle était organisée : Pichegru, le favori de Saint-Just, avait reçu en janvier le commandement de l'armée du Nord, en même temps que le pouvoir de disposer au besoin de l'armée des Ardennes, commandée par le général Charbonnier; il avait été remplacé à l'armée du Rhin par le général Michaud, et lorsque Hoche avait été envoyé en Italie par Saint-Just, pour être ensuite jeté dans une prison de Paris, on avait donné à Jourdan, qu'on aimait peu, mais qu'on estimait et qu'on ne redoutait pas, la conduite de l'armée de la Moselle.

Depuis la chute des Hébertistes, la direction des opérations militaires n'appartenait plus au ministère de la guerre, qu'on avait divisé en trois administrations confiées à des employés subalternes; elle était exclusivement exercée par le Comité de Salut public, et tout dépendait des décisions du seul membre

(1) Tous ces chiffres se rapportent au nombre d'hommes prêts à marcher. Les garnisons, en dehors du rayon de l'armée du Nord, employaient plus de cent mille hommes; le total des troupes présentes sous les drapeaux se montait donc à six cent quatre-vingt-dix mille hommes. L'effectif général était de huit cent soixante et onze mille hommes (*Mémoires de Masséna*, I, 4). On peut rectifier d'après ces chiffres toutes les exagérations généralement accréditées.

qui eût à cet égard quelques connaissances pratiques, de Lazare Carnot (1). C'est un étrange hasard de la destinée, qui ne pouvait d'ailleurs se présenter que dans ces temps extraordinaires, qu'un homme tel que Carnot ait été deux fois, au milieu des orages révolutionnaires, en position de décider du sort de l'Europe, bien qu'il manquât de la plupart des qualités qui font l'homme d'État, aussi bien que des vices habituels des démagogues.

Carnot était né en 1753, à Nolay, petite ville de la Bourgogne. Fils d'un avocat auquel la Providence avait envoyé dix-huit enfants, il grandit au sein d'une famille dont les mœurs étaient simples et pures, et y reçut une éducation soignée. Son goût pour l'art militaire se révéla de bonne heure. A l'âge de dix-huit ans, comme il assistait un soir, au théâtre de Dijon, à la représentation d'un drame guerrier, il interrompit le spectacle, au grand divertissement du public, en s'écriant qu'il fallait placer différemment les soldats et les canons, si l'on ne voulait pas que tout fût pris par l'ennemi. Cette vivacité d'intelligence, qui se manifestait dans toutes les branches d'études, donna naissance chez lui à une grande originalité de pensée et à une profonde ardeur de conviction. Il montra dès sa jeunesse ce zèle infatigable au travail qui découle toujours d'un véritable besoin d'indépendance intellectuelle, et s'attira mainte réprimande et punition, parce que, contrairement au règlement de l'école, il travaillait sans cesse, même aux heures de récréation. Toute chose nouvelle pour son esprit provoquait de sa part une étude qu'il poursuivait avec passion jusqu'à ce qu'il fût arrivé à se former une opinion. Il emporta de la maison paternelle, par exemple, une foi naïve qu'il montra dans toute sa sincérité à l'école préparatoire de Paris, et qui l'exposa bientôt aux railleries de ses jeunes camarades. Il supporta leurs quolibets pendant quelque temps sans que sa piété en fût troublée; mais plus tard, ayant ressenti quelques doutes, il résolut de soumettre ses sentiments religieux à un examen approfondi. Pendant plusieurs

(1) Les *Mémoires sur Carnot*, par son fils (2 vol. Paris, 1863), ajoutent à tout ce qu'on savait déjà une foule de choses nouvelles et intéressantes ; mais il est à regretter que l'auteur n'ait pas présenté plus en détails les points les plus importants de son sujet, c'est-à-dire l'action politique et militaire de Carnot, sur laquelle il possédait pourtant une foule de documents authentiques, et qu'il se soit contenté d'en parler d'une manière générale, pour jeter toute la lumière sur le caractère personnel de son héros.

années, il étudia donc la théologie, en même temps et avec non moins de zèle que les mathématiques et l'art militaire, jusqu'à ce qu'il eût arrêté ses convictions, ne conservant certainement pas beaucoup de la foi de son enfance. Cette puissance de travail et cette passion de tout approfondir développèrent en lui une ténacité d'esprit qui, en diverses occasions, jeta tour à tour une brillante lumière et une ombre profonde sur son caractère. Il n'était jamais effrayé par les difficultés d'une grande tâche, mais il était incapable d'abandonner même une chimère, une fois qu'il se l'était mise en tête. Pendant des années entières, il employa inutilement son temps et ses peines à essayer de résoudre le problème de diriger les ballons dans les airs, et il ne se sentit que médiocrement dédommagé de son insuccès sur ce point, lorsqu'à l'âge de vingt-trois ans il se vit arrivé au grade de capitaine du génie et à la position d'écrivain éminent, après avoir découvert une importante loi de la mécanique. Il n'avait, du reste, d'autre passion que celle de la science; il n'existait point pour lui d'autre séduction dans le monde; la sobriété et le désintéressement étaient naturels à cette nature uniquement avide de savoir. Un esprit ainsi consacré uniquement au culte de la vérité devait posséder une invincible fermeté pour conserver et défendre toutes ses croyances; tous les biens de la terre, en effet, le laissaient indifférent; il mettait sa jouissance, son ambition, sa dignité dans le maintien de ses convictions. Il vivait plongé dans l'étude et dans la science, sans prêter nulle attention à ce qui se passait autour de lui. Les plaisanteries de ses camarades, qui l'appelaient original et philosophe, lui étaient indifférentes; il supporta même tranquillement une fois que ses supérieurs lui fissent payer l'indépendance de sa critique par un emprisonnement prolongé à la Bastille. Mais, pour peu que ses idées et ses principes trouvassent une contradiction, cette ardente nature était profondément remuée. Complétement dépourvu de souplesse d'esprit, il ne comprenait pas que l'on jugeât les choses d'après un point de vue différent du sien, et tout adversaire était coupable pour lui de trahison envers la vérité.

Avant la Révolution, Carnot ne s'était occupé de politique qu'une seule fois, et tout à fait indirectement : dans un discours snr le maréchal Vauban, il avait loué le système d'impôts ima-

giné par ce dernier et favorable à la classe pauvre, et il avait énergiquement condamné à cette occasion les abus qui existaient alors. Sa nature, toute portée aux méditations philosophiques, trouvait peu d'intérêt aux devoirs compliqués de la politique; celle-ci ne l'intéressait qu'autant qu'elle touchait aux questions de haute moralité. Aussi, lui qui ne respirait que l'indépendance, fut-il gagné immédiatement à la cause de la Révolution, laquelle lui semblait être celle de la liberté, de l'égalité, de la fraternité. En 1791, il avait fait, comme député de Calais, partie de l'Assemblée législative; ses opinions l'y avaient aussitôt rattaché à la gauche, et, depuis lors, il lui était resté fidèle avec toute la logique du mathématicien, ou, si l'on veut, avec tout l'entêtement du savant. En présence même des faits, c'était la puissance des théories qui le dominait exclusivement. Il soutenait le principe qu'il avait reconnu pour vrai, au point de ne pas en apercevoir les conséquences chaque jour plus terribles, sans en examiner les chances de succès, sans comprendre que la politique n'a pas seulement affaire à des doctrines théoriques, mais à des passions et à des forces matérielles. C'était précisément la fermeté morale de sa nature qui le rendait inébranlable dans son entêtement doctrinaire. Ne regardant pour lui-même à aucun sacrifice ni à aucune peine lorsqu'il s'agissait d'une conviction, il souscrivait de grand cœur au mot de Robespierre : « Périsse le pays plutôt qu'un principe! » C'est ainsi qu'il vota, lui l'officier instruit, pour qu'on armât le peuple de piques, pour qu'on déliât les soldats de l'obéissance passive, pour qu'on rasât toutes les citadelles des places fortes, de peur qu'elles ne devinssent des moyens d'opprimer le peuple. C'est ainsi que lui, l'homme droit et consciencieux entre tous les hommes, vota la mort du roi, entra au Comité de Salut public créé par Robespierre, s'attacha d'une manière toute particulière à Collot, à Billaud et à toute la faction des Hébertistes. Il ne partageait en rien leur vulgarité, mais il trouvait chez eux un zèle plus ardent pour la guerre que chez tout autre parti, et il leur pardonnait leur grossière brutalité, la regardant comme la conséquence de leur dévouement sans réserve à leurs principes. Il alla une seule fois au club des Jacobins, et il y entendit déclarer qu'il n'y avait de vrais patriotes que les membres de ce club; dès ce moment, il

résolut de ne plus y remettre les pieds. Tandis qu'autour de lui s'agitaient les passions les plus égoïstes, il n'avait pas une pensée pour lui-même; bien qu'il fît et défît les généraux, il était toujours capitaine, et ne fut nommé major qu'après deux ans de grade. Au retour de chaque voyage, il remettait religieusement au Trésor ses frais de tournée non dépensés, au grand mécontentement des employés des finances, qui n'avaient pas sur leurs registres de recettes un seul chapitre où ils pussent les inscrire. Toujours occupé de l'intérêt de sa cause, sans aucune considération personnelle, il en arriva peu à peu à s'opposer au fanatisme de ses collègues par amour pour cette même cause. Il répétait sans cesse qu'on ne terminerait jamais la guerre de la Vendée, si on ne la conduisait avec plus d'humanité. Il prit sur lui de choisir les généraux d'armée, et même les officiers de son bureau, sans égard au parti ou à la naissance, mais uniquement d'après leur mérite et leur capacité. Il eut même parfois le courage de protéger des gentilshommes et de placer des émigrés rentrés dans leur patrie. C'était braver en face la haine ardente de son parti; mais ce danger attaché à une action juste n'était qu'un attrait de plus pour ce caractère inflexible.

Les adversaires ne devaient pas manquer à un homme de cette trempe. Comme, en général, il était d'accord avec Collot et Bouchotte, sa rupture avec Robespierre et les Dantonistes fut décidée dès le commencement de l'hiver. Bourdon étant venu un jour demander au Comité l'arrestation de Bouchotte, de Vincent et de Pache, Carnot et Collot le reçurent avec une telle colère, que, craignant d'être arrêté lui-même, il s'enfuit avec une fureur concentrée. Robespierre n'aimait pas Bourdon; mais il détestait les Hébertistes encore davantage, et il reportait tout le poids de cette haine sur Carnot. « Si je pouvais seulement, s'écria-t-il un jour, arriver à comprendre quelque chose à ces maudites affaires militaires, afin d'être en état de me passer de cet homme insupportable ! » En effet, il ne pouvait y avoir aucune sympathie entre ces deux hommes. Robespierre trouvait la ferme indépendance d'idées de son collègues impardonnable, et Carnot, à chaque nouvel abus de pouvoir de Robespierre, s'emportait avec une violence toujours croissante. « Tu es un dictateur, lui cria-t-il une fois devant tout le Comité rassemblé, et au milieu du silence plein

d'anxiété des autres membres; tu es un dictateur! tous tes actes respirent l'arbitraire (1). » — « Nous avons besoin de toi, lui déclara Robespierre de son côté, c'est pourquoi nous tolérons ta présence au Comité; mais, songes-y bien, ta tête tombera au premier revers de nos armées (2)! » Ces menaces n'inspiraient à Carnot d'autre sentiment que le mépris. Au milieu des haines mortelles qui l'entouraient, il poursuivait inébranlablement son chemin et se préparait à combattre l'Europe entière liguée contre la France. Dès les premiers moments, il montra ce que peut une volonté ferme et sûre d'elle-même. Bien qu'il ne possédât pas, ainsi que nous le reconnaîtrons bientôt, les talents d'un grand capitaine, et qu'il apportât dans la direction des opérations la même lourdeur doctrinaire que dans sa conduite politique, son entrée au Comité fit cependant faire un pas immense à la guerre de la Révolution. Sous le rapport de l'élévation des vues, de la puissance d'initiative, de l'habileté à diriger des masses imposantes, Dumouriez, Custine, Hoche, avaient déjà donné d'utiles leçons en 1793; mais leurs efforts n'avaient fait qu'exciter les soupçons des démagogues, et les avaient perdus sans retour. Pour la première fois, l'art véritable de la guerre avait trouvé un représentant énergique, au sein même du gouvernement; immédiatement l'esprit de suite dans les plans et la fermeté dans l'exécution vinrent donner une vie nouvelle aux mouvements, tour à tour trop lents et trop impétueux jusque-là. Pour bien comprendre l'esprit d'après lequel Carnot donna à ces masses innombrables et désordonnées leur imposante unité, il nous faut porter nos regards sur la diplomatie révolutionnaire de l'époque, dont les détails sont restés presque inconnus jusqu'ici.

La France, à ce moment, était de toutes parts entourée d'ennemis. On a ait à combattre, au sein du pays même, les Vendéens; au Midi, les Espagnols et les Portugais sur les Pyrénées, les Sardes et les Autrichiens sur les Alpes. Bien qu'on eût repoussé l'invasion ennemie du côté du Rhin et de la Belgique, il fallait se tenir prêt à un choc décisif, d'une part avec la Prusse et les troupes de l'Empire, de l'autre avec les Autrichiens et les Anglais. En présence de ces nombreux adversaires, le Comité de

(1) Levasseur, Convention nationale, 6 germinal, an III.
(2) Tissot, *Carnot*, p. 65

Salut public était sans cesse occupé à préparer les voies à ses armées en gagnant les gouvernements neutres au parti de la France, ou en provoquant des explosions révolutionnaires dans les États ennemis. Ce que Carnot faisait pour les affaires militaires, Hérault de Séchelles d'abord, puis ensuite Barrère, le faisaient pour les affaires étrangères, avec des pouvoirs presque aussi illimités. D'une part comme de l'autre, le gouvernement ne connaissait ni scrupule, ni indécision, ni souci d'aucun sacrifice; d'une part comme de l'autre, il faisait main basse sur les richesses de la nation française; s'il arrivait parfois à quelques grands résultats, il voyait aussi des sommes immenses gaspillées inutilement par le désordre et l'improbité de ses agents. Essayons de nous rendre compte dans son ensemble de cette propagande, que nous avons déjà rencontrée plusieurs fois sur notre route, mais que nous allons voir se développer ici plus systématiquement que jamais.

Pendant l'hiver de 1794, elle se produisit surtout sur trois grands théâtres, l'Allemagne, l'Italie et l'Est de l'Europe. En Allemagne, la France entretenait des agents dans presque tous les États importants; c'étaient, soit des habitants du pays même qui professaient les idées révolutionnaires, soit de faux émigrés, soit des gens qui se faisaient les espions des deux partis. Leur mission consistait à observer les armements et les mouvements des troupes, à sonder l'opinion des petites cours, à exciter la bourgeoisie et les paysans contre l'ordre de choses établi. Mais c'était principalement sur les deux républiques qui, au Nord et au Sud, s'étaient détachées de l'empire, et auxquelles leur situation assurait une grande influence en Allemagne si un changement révolutionnaire se produisait, c'est-à-dire sur la Hollande et la Suisse, que le Comité fondait ses plus hautes espérances. En Hollande, l'issue inattendue de la dernière campagne avait rendu une vie nouvelle aux adversaires de la maison d'Orange; le Comité de Salut public reçut de La Haye, au mois de mars, l'avis qu'en dépit de toute la vigilance de la police, le pays était prêt à une révolution dont la première victoire de l'armée française en Belgique donnerait le signal. En Suisse, la neutralité autorisait la présence d'un ambassadeur accrédité, lequel fomentait une agitation qui se communiquait aux cantons avec une

force toujours croissante. Cet ambassadeur était encore ce ci-devant marquis Barthélemy, que nous avons trouvé, en 1792, activement mêlé à tous les troubles de Genève; près de lui se trouvait un ami personnel de Robespierre, l'ex-abbé Soulavie, ministre de France à Genève, où la démocratie cherchait à établir en petit le système de terreur qui régnait à Paris. Tous deux envoyaient sans relâche à Paris des rapports pleins d'espérance, en même temps que des demandes continuelles d'argent; au mois de mars 1794, ils avaient déjà dépensé 40 millions, en échange desquels un peu de blé avait été expédié en France; mais la plus grande partie de cet argent avait été employée à provoquer une alliance dont la conclusion se faisait toujours attendre.

Les choses étaient plus avancées en Italie. L'argent français s'était frayé à Turin l'accès du cabinet même du roi. Le secrétaire royal, Dufour, recevait une pension du Comité de Salut public, auquel il livrait, en retour, les plans de guerre et la correspondance diplomatique avec l'Autriche; il finit même par former, avec un des premiers négociants de la ville, une conspiration dont le but était d'assurer la prise de Turin par l'armée française. D'après leur plan, le général Dumerbion devait, au printemps, attaquer soudainement le territoire neutre de Gènes, passer les Apennins, et pénétrer ainsi en Piémont par un côté qui n'était nullement défendu. A l'approche des colonnes françaises, les conjurés devaient mettre le feu au théâtre, à quelques églises et à d'autres édifices publics, exciter partout le tumulte et la révolte, et, à la faveur de la confusion, ouvrir les portes de la ville aux Français. Pour faciliter l'exécution de ce plan, Tilly, chargé d'affaires de la République à Gênes, s'appliquait à former un parti démocratique dans cette ville et à gagner le sénat à l'alliance française, déterminé, si celui-ci refusait de céder, à le renverser au moyen d'une révolte populaire. Des menées analogues avaient lieu à Florence; le ministre de Toscane, Manfredini, passait depuis longtemps pour un partisan zélé des Jacobins, ce qui avait amené une haine mortelle entre lui et l'ambassadeur d'Angleterre, et cette puissance, par ses menaces de guerre, avait obtenu dès l'été de 1793 le renvoi du chargé d'affaires français Laflotte (1). Quant à Naples, le pendant

(1) Octobre 1793. Le résident prussien César à son ministère (19 octobre).

du coup d'état de Turin s'y préparait. Tandis que le gouvernement napolitain s'appuyait exclusivement sur le clergé et sur les basses classes fanatisées par celui-ci, que le roi causait familièrement avec les lazzaroni de la capitale, et que le ministre étouffait tout mouvement libéral à l'aide de la torture et de la hache du bourreau, la classe moyenne et instruite de la population ressentait avec une impatience toujours plus vive le besoin de droits politiques, de réformes administratives, d'égalité civile. Dans de telles circonstances, il ne fut pas difficile aux agents français, qui disposaient ici comme ailleurs de sommes considérables, d'arriver à former une grande conspiration, laquelle comptait parmi ses membres plusieurs milliers d'habitants de la capitale ; cette conspiration avait des ramifications dans les régiments de ligne, et elle ne tendait à rien moins qu'à soulever tout le Sud de l'Italie, au moment où se produiraient les événements de Turin. On pouvait donc espérer qu'à la première apparition des troupes françaises victorieuses, l'incendie, s'allumant tout à la fois à Turin, à Gênes et à Naples, mettrait d'un seul coup la Péninsule en flammes.

Le Comité de Salut public ne poursuivait pas avec moins d'énergie la réalisation de la plupart des projets de ses prédécesseurs, les Dantonistes, par rapport à l'Orient de l'Europe. Les catastrophes du 31 mai et du 2 juillet avaient suspendu momentanément toutes les intrigues; mais la République avait là trop d'intérêts en jeu pour que cette suspension pût durer longtemps; aussi, dès le mois d'août, retrouvons-nous d'actives négociations à Stockholm, à Copenhague et à Constantinople. Reuterholm et Staël, toujours désireux de recevoir des subsides français, maintenaient la Suède dans des dispositions bienveillantes pour la France. Staël, qui était allé en Suisse en quittant Paris après le 31 mai, rédigea en septembre un nouveau projet d'alliance, de concert avec le diplomate Verninac qu'on avait envoyé vers lui ; puis il se hâta de se rendre à Copenhague, afin de gagner la cour de Danemark à son système. Mais cette tâche était plus difficile qu'il ne l'avait supposé. Le gouvernement danois, il est vrai, redoutait la prépondérance anglaise sur les mers plus que les principes des Jacobins sur le continent; il ne manquait pas non plus de griefs au sujet des entraves suscitées au commerce neutre par les vaisseaux

de guerre anglais; néanmoins, le ministre Bernstorff ne pouvait se décider à prendre un parti, partagé qu'il était entre la crainte de l'Angleterre et les menaces de la Russie. Tout ce que put obtenir Staël fut un traité séparé avec la Suède, traité par lequel les deux États se promettaient d'armer une flotte pour protéger leur commerce contre toute attaque injuste. Cette démarche fit un aussi mauvais effet à Londres qu'à Saint-Pétersbourg; mais à Paris, on la considéra comme insuffisante, et, en dépit de toutes les instances, on refusa à la Suède le traité définitif et le payement de tout subside. Le Comité ne se fiait pas complétement à cette avide alliée, et ne voulait rien payer tant qu'elle n'aurait pas rompu irrévocablement avec les puissances. La négociation traîna donc en longueur, au grand désespoir des Suédois; ils ne se laissèrent pourtant pas décourager, et, en attendant le grand traité d'alliance, ils mirent leurs ressources diplomatiques à la disposition des Français.

Dès le mois d'août 1793, les ministres turcs avaient été vivement sollicités par leur drogman Muradgea de prendre part aux querelles de l'Europe et de sauver la France, alors fortement menacée, en tombant vigoureusement sur les Autrichiens; Muradgea avait réussi à arracher le Divan à son indifférence, et avait ainsi frayé le chemin aux efforts de Descorches, le chargé d'affaires français. Descorches trouva tout à coup tant de gens bien disposés pour la France et tant de mains ouvertes dans le Divan, que, pour la fin de mars, il y avait distribué pour plus de quatre millions d'or et de diamants; il avait obtenu en retour l'assurance réitérée qu'on commencerait au plus tôt la guerre contre l'empereur, ou au moins qu'on s'y préparerait par de sérieux armements. Dans ce but, le sultan Sélim demanda un certain nombre d'officiers français capables d'introduire parmi ses troupes la discipline et la tactique européennes, et le Comité de Salut public les lui envoya très-volontiers. Ces mêmes années, pendant lesquelles l'Europe occidentale opéra sa régénération révolutionnaire, virent donc aussi, pour le vieil empire des Osmanlis, le commencement d'une transformation radicale. Pour le moment, toutefois, le changement fut peu sensible : la Porte était épuisée par la guerre de 1788, le trésor était vide, l'effectif de l'armée était considérablement diminué. Le Divan, qui savait qu'une

attaque contre l'Autriche amènerait immédiatement les Russes sur le champ de bataille, flottait indécis entre son ambition et ses craintes, sans pressentir quel orage il attirait sur l'Empire par ses timides hésitations. A Paris, on attendait avec d'autant plus d'impatience sa résolution définitive, que la Turquie, en se décidant pour la guerre, eût mis fin en même temps aux indécisions de la Suède, et que l'on comptait soutenir énergiquement ces deux puissances au moyen d'un mouvement populaire en Pologne.

Les patriotes qui avaient fui ce malheureux pays s'étaient dispersés à Paris, à Dresde, à Lemberg, à Vienne, à Constantinople, d'où ils entretenaient des relations secrètes avec toutes les provinces de leur patrie et recevaient de France les secours qui leur étaient nécessaires pour préparer un armement. Avec toute la force de leur sentiment national et de leur impétuosité, ils poussaient la Porte à une déclaration de guerre contre la Russie, promettant au sultan et au Comité de Salut public de soulever, à un moment donné, tout le pays compris entre la Vistule, la Dvina, les Karpathes et la mer Baltique, et d'y faire éclater une vaste révolution. Si, au même instant, une armée turque paraissait sur les rives du Danube, et une armée suédoise en Russie, tandis que les troupes françaises se jetteraient sur la Belgique, le Rhin et l'Italie, comment ne pas espérer que les vieilles monarchies de l'Europe tomberaient immédiatement en ruines?

Cette perspective était assez brillante pour captiver par son attrait infernal les regards des possesseurs du pouvoir en France, et pour faire taire tous les scrupules, quels qu'ils fussent. Cependant, comme le besoin d'argent augmentait sans cesse et comme les résultats espérés se faisaient toujours attendre, un doute s'élevait parfois au sein du Comité : on se demandait si toutes ces relations avec l'étranger valaient les immenses sacrifices qu'on leur faisait, et si l'on ne prodiguait pas trop légèrement millions sur millions pour n'obtenir en échange que de vaines promesses. La discorde qui régnait entre les divers partis se faisait fortement sentir sur ce point. Au commencement de mars, Saint-Just se répandit en amers reproches contre Hérault de Séchelles et Barrère; il déclara que plus de 200 millions avaient été gaspillés pour des chimères, et proposa de mettre un terme

immédiat à ces dépenses secrètes et de publier toutes les correspondances auxquelles elles avaient donné lieu, à l'exception pourtant de celle qui avait été échangée avec la Turquie. Cette lutte ne contribua pas médiocrement, peu de temps après, à la chute d'Hérault de Séchelles, bien que le Comité fût loin de vouloir adopter les propositions de Saint-Just. On résolut d'apporter à l'avenir plus de circonspection dans les dépenses, tout en continuant à suivre la même voie que par le passé, et de mettre le plan des opérations de guerre en harmonie avec le système de propagande qu'on avait adopté.

Si l'on pèse bien toutes ces complications, si l'on admet la possibilité d'une révolution en Italie, et d'un mouvement en Turquie et en Suède, si l'on se rappelle la faiblesse militaire de l'Espagne, la froideur qui régnait entre la Prusse et l'empereur d'Autriche, et enfin la pénurie d'argent des deux puissances allemandes, il est hors de doute que la République ne comptait pas, parmi les nations étrangères, d'ennemi plus dangereux, plus important, plus redoutable que l'Angleterre. C'était l'Angleterre qui, en s'opposant à l'échange bavarois, retenait l'armée autrichienne en Belgique et la poussait vers les provinces françaises, si proches de la capitale. L'Angleterre seule pouvait, par ses libéralités et ses subsides, mettre les puissances allemandes en état de continuer leurs armements. L'Angleterre seule, par le développement écrasant de sa marine, pouvait tenir en respect tout à la fois Stockholm et Constantinople, Gênes, Livourne et Naples, et faire tomber de leurs mains le glaive levé en faveur de la France. Aussi le Comité de Salut public avait-il résolu, dès l'automne de 1793, de porter un coup au cœur même de ce puissant adversaire et de préparer la descente d'un corps d'armée imposant sur les côtes de l'Angleterre. Dans ce but, tous les chantiers maritimes et toute la marine marchande de la France avaient été mis à la disposition du ministre de la guerre; un membre du Comité, Jean Bon Saint-André, poussait à Brest, avec une activité infatigable et au moyen d'un crédit illimité, l'armement d'une flotte considérable destinée à protéger l'expédition, et en décembre, lorsque le désarmement de la Vendée eut rendu l'armée de l'Ouest disponible, cette armée fut destinée à ouvrir la campagne navale. On aurait pu se demander avec inquiétude si de si vastes

armements seraient terminés au printemps; mais le gouvernement français ne connaissait plus d'obstacles et tenait pour certaine la réalisation de ses projets; il contraignit même les autres armées à se subordonner en tout aux exigences de l'expédition dirigée contre l'Angleterre. L'importance de cette expédition justifiait une telle mesure; toutefois elle amena sur les autres théâtres de la guerre une nouvelle complication de laquelle, comme nous le verrons bientôt, eussent pu résulter les plus grands dangers si l'on avait eu affaire à un adversaire énergique.

Carnot avait l'intime conviction que la France ne se trouverait pas une seconde fois en mesure de soutenir un déploiement de forces semblable à celui qui avait lieu en ce moment. Il lui semblait donc urgent de hâter le commencement de la lutte et de frapper aussi vite que possible les coups destinés à écraser les ennemis, afin de contraindre ceux-ci à faire la paix avant la fin de l'année. Pour atteindre ce but, il lui fallait réunir des forces prépondérantes sur les points les plus importants. Rassuré d'un côté par la faiblesse des Espagnols, de l'autre par les idées de paix dont il croyait les Prussiens animés, il ordonna donc aux corps d'armée qui se trouvaient sur les Pyrénées et sur le Rhin de se tenir dans une réserve absolue et de se borner à défendre le territoire; il leur permit tout au plus la prise d'un point important du voisinage des frontières. La guerre offensive dirigée au Sud contre l'Italie et au Nord contre la Belgique, devait, par contre, se développer avec d'autant plus de vigueur. Pour favoriser le complot de Turin, l'armée d'Italie, dès que la saison le permettrait, devait occuper les côtes génoises, et, de là, diriger rapidement ses efforts vers le Piémont, afin d'assurer, après la prise de Turin, la révolution complète de la Péninsule. On espérait là de faciles et prompts succès, grâce à la force du parti démocratique et à l'hostilité qui existait entre les Autrichiens et les Piémontais. Pour ce qui concernait la Belgique, il fallait s'attendre à de rudes et sanglants combats; cependant Carnot, confiant dans a force de ses moyens d'attaque, comptait sur un résultat écrasant. Pour bien comprendre son plan, il est nécessaire de se représenter, en quelques traits généraux, le théâtre de la guerre.

En 1793, les alliés s'étaient rendus maîtres. vers le milieu de la

frontière belge, des trois places fortes de Condé, Valenciennes et le Quesnoy, lesquelles formaient une sorte de coin dont le tranchant pénétrait en France, dans la direction même de Paris. A l'ouest de ces places, entre l'Escaut et la mer, s'étend la vaste plaine de la Flandre, coupée par la Lys; à l'Est, on trouve les pays montagneux et boisés qui forment les deux rives de la Sambre; puis, en suivant le cours de ce fleuve jusqu'aux environs de Namur, on atteint la Meuse, qui fait en cet endroit un détour vers l'Est et se fraye un passage du côté de Liége à travers la lisière de la forêt des Ardennes. Comme on le voit, ce pays se divise en trois zones : celle de l'Est, arrosée par la Sambre qui coule vers la Meuse; celle de l'Ouest, que traverse la Lys dans son cours vers l'Escaut; celle du centre, entre l'Escaut et la Sambre. C'est dans cette dernière que les alliés s'avançaient comme une pointe acérée; c'était là aussi qu'on devait s'attendre à les voir concentrer leurs forces principales à l'ouverture de la campagne.

Dans ces circonstances, il semblait que les Français dussent avant tout rassembler une armée considérable entre la Sambre et l'Escaut, et tenter une attaque contre Valenciennes. Mais Carnot réfléchit qu'une victoire remportée de ce côté ne ferait que rejeter l'ennemi dans ses forteresses, et lui donner la possibilité de s'y concentrer et d'y rétablir ses forces pour reprendre l'offensive. « Il faut que nous en finissions cette année, écrivait-il à Pichegru le 11 février 1794; tout est perdu pour nous si nous ne faisons pas de rapides progrès, et si, en trois mois, nous n'anéantissons pas l'armée ennemie jusqu'au dernier homme; si nous devions recommencer l'année prochaine, nous mourrions de faim et d'épuisement; ainsi, je te le répète, il faut en finir. » C'est d'après ces idées qu'il traça son programme. Au centre de la position, en face des places fortes perdues, on devait se borner à une défense active et ferme, à l'aide de soixante mille hommes environ; mais tout devait être mis en œuvre pour envoyer sans cesse de nouveaux renforts à l'armée du Nord, afin de la mettre en état d'attaquer la Flandre avec plus de cent mille hommes; alors, après s'être emparée, entre la Lys et la mer, de la ville d'Ypres, la plus importante du pays, cette armée devait livrer un combat décisif aux alliés et envahir toute la basse Flandre jusqu'à Ostende. Tandis que par là on inquiéterait Bruxelles d'un

côté, de l'autre l'armée des Ardennes, portée au chiffre de quarante-cinq mille hommes grâce à quelques divisions de l'armée du Nord, devait passer la Sambre près de Charleroi, et, masquant Namur, pénétrer en Belgique ; en même temps, vingt mille hommes de l'armée de la Moselle devaient faire par le Luxembourg une diversion sur Liége, afin de diviser complétement l'attention et les forces de l'ennemi. Ainsi serré de toutes parts et entouré d'attaques écrasantes, celui-ci ne devait pas échapper à une ruine complète.

La pensée fondamentale de ce plan était donc de déborder l'ennemi par ses deux ailes, de le cerner complétement, et d'arriver ainsi à l'exterminer. D'après le chiffre des soldats, qui assurait aux Français des forces deux fois supérieures, cette entreprise n'était nullement irréalisable ; mais, quand on considère en détail les moyens employés pour arriver au but, on est forcé d'avouer qu'ils étaient bien imparfaits et bien insuffisants. Si Carnot voulait cerner les Autrichiens et leur couper toute communication, il est évident que les forces principales des Français eussent dû être dirigées, non vers la Flandre où elles ne pouvaient causer un dommage sensible à l'ennemi, mais sur la Sambre et la Meuse où elles auraient menacé directement sa ligne de retraite et ses moyens de ravitaillement. Au lieu de cela, Carnot exposait son armée à un double danger, celui de voir les alliés, peu inquiets des petits détachements qui occupaient la Sambre, se jeter avec un redoublement de force sur Pichegru et le repousser jusqu'à la mer, sans lui laisser aucune chance de salut, ou celui de les voir, indifférents à la marche de Pichegru en Flandre, attaquer avec des forces écrasantes l'armée des Ardennes, menacer Paris, et, par là, forcer Pichegru lui-même à quitter immédiatement sa position. Tout cela eût été évité, les événements le prouvèrent quelques mois plus tard, si l'on n'avait envoyé qu'un corps accessoire contre la Flandre et rassemblé les forces les plus considérables sur la Sambre. Ceci est tellement évident que les juges les plus compétents, Jomini et Soult entre autres, n'ont pas de paroles assez énergiques pour blâmer ce qui se fit alors; mais le motif de la faute qui mit en question le succès de toute la campagne, personne, que je sache, ne l'a révélé jusqu'à présent. La correspondance de Carnot nous prouve pour-

tant d'une manière irrécusable que ce n'était pas autre chose que la descente projetée en Angleterre. On espérait voir l'armée de l'Ouest devant les portes de Londres au commencement de l'été, et l'on désirait pouvoir, au besoin, l'appuyer par un envoi considérable de troupes; en conséquence, Pichegru reçut l'ordre de prendre, à tout prix, position sur les côtes de Flandre avec la plus grande partie de ses divisions. Carnot se plaça par là dans la situation la plus difficile où puisse se trouver un général, celle de poursuivre à la fois deux buts tout opposés, et de ne prendre nécessairement que des résolutions ambiguës. Ce fut un nouvel effet de son caractère énergique mais peu pratique, car le véritable talent pratique se manifeste précisément par l'unité et la suite dans les actions.

Jetons encore un coup d'œil sur l'ensemble de ces armements et de ces préparatifs de guerre. Un vaste État de vingt-quatre millions d'habitants remué et bouleversé dans toutes ses profondeurs, saignant de mille blessures, déchiré par les haines et les discordes, saisi par un pouvoir qui l'étreint de sa main de fer, armé de toutes les forces que lui donnent ses hommes et ses richesses et devenant par là un géant sur les champs de bataille; sur toutes les frontières, auxquelles affluent sans cesse de nouveaux renforts, des armées puissantes, les unes destinées à la défense, les autres prêtes à trois grandes attaques, dirigées simultanément contre Londres, Amsterdam et Turin; plus loin enfin, s'étendant sur toute l'Europe, un réseau d'intrigues diplomatiques et démagogiques dont les courants enflammés portent l'esprit de révolte et de guerre en Suisse et en Italie, en Pologne et en Prusse, sur les bords de la Baltique comme aux rives du Pont-Euxin : telle la Révolution s'élevait contre toutes les puissances de la vieille Europe, toujours plus terrible, toujours plus impétueuse, ne proclamant plus seulement la liberté populaire, mais la puissance démocratique. Il semble, en ne considérant que la multitude et la diversité de ses moyens d'action, que le résultat était assuré d'avance et toute résistance désormais impossible.

Mais ce qui est également certain, c'est que le terrain sur lequel s'élevait ce puissant édifice était miné et menaçait de s'effondrer. Quand on examine attentivement les plans de la France

et ses préparatifs de guerre, on y découvre les effets funestes des violences révolutionnaires et des crimes de la Terreur. Les troupes, enrôlées malgré elles, n'apprenaient que sous le feu même de l'ennemi la science du combat et l'attachement au drapeau national. Les chefs avaient, en toute circonstance, l'ordre de tout oser, car le gouvernement, derrière les efforts immenses du pays, entrevoyait un épuisement complet et n'avait d'alternative qu'entre un triomphe rapide ou une chute inévitable. Dans l'anxiété mortelle de cette situation, il accueillait avec ardeur tous les plans qui lui promettaient la ruine de ses adversaires, et les faisait échouer en voulant les exécuter tous à la fois. Il gaspillait les forces matérielles de la nation, ici pour l'entretien des armées qui coûtaient moitié plus que dans un État régulièrement organisé, là pour une diplomatie qui, poursuivant toujours des chimères insaisissables, se faisait payer chacune de ses espérances par des millions. En vain cherchait-on à créer une stricte unité de pouvoir, à suivre une marche sévère et méthodique, l'esprit d'anarchie reparaissait toujours. On pouvait, dans l'ensemble, donner une forte et grande impulsion au torrent; mais, à chaque instant, la violence des passions immorales et égoïstes le faisait sortir du lit qu'on lui avait creusé.

La Révolution n'obtint donc pas encore cette fois un résultat complet. Le danger était grand pour les puissances de l'Europe, mais il était encore possible, par bien des moyens, de faire échouer les plans des Français, de renverser le système de Carnot, de mener à la victoire les vétérans aguerris des vieilles armées, à travers les masses incohérentes des jeunes soldats républicains. Cependant les malheurs de 1793 allaient se renouveler dans des proportions plus grandes encore; au moment même où la France rassemblait toutes ses forces pour le combat, les puissances se détournaient du théâtre de la guerre pour porter leurs regards vers un but plus séduisant, et la vieille Europe allait recevoir un coup mortel, non de la main de ses ennemis, mais de celle de ses propres défenseurs. Il n'était réservé aux armées françaises d'autre triomphe que celui de livrer quelques sanglants combats à un adversaire qui se retirait volontairement.

Cette solution si grave fut amenée par une complication dont le nœud principal est resté inconnu jusqu'ici. Nous ne pourrions

nous faire une juste idée de la campagne de 1794, si nous ne nous rendions compte auparavant des questions et des inquiétudes qui agitaient la politique des cabinets européens depuis l'automne de 1793.

CHAPITRE II

PLANS DE LA RUSSIE CONTRE LA TURQUIE

Depuis le commencement de la guerre de la Révolution, le gouvernement de Catherine II avait obtenu de continuels avantages. L'Autriche et la Prusse briguaient à l'envi sa faveur, l'Angleterre s'était trouvée forcée, par l'attaque des Français, à entrer dans son alliance, les rois d'Espagne et de Sardaigne, les princes de l'empire allemand et les émigrés français commençaient à regarder l'empire du Nord comme le dernier asile de la légitimité. L'impératrice avait su tirer parti de cette situation avec prudence et audace tout à la fois, pour arriver à l'accomplissement d'un de ses rêves favoris. La Pologne était enchaînée à ses pieds. Près de la moitié de ce malheureux pays était incorporé à l'empire russe, le reste lui était soumis, grâce au traité d'alliance du 18 octobre, et ce résultat si important n'avait été acheté que par le sacrifice d'une province, belle à la vérité, mais de peu d'étendue, accordée à la Prusse. Un esprit d'une portée moins vaste que celui de Catherine eût regardé une telle solution comme le plus brillant succès que pût désirer son ambition, et l'éclat de ce sanglant triomphe lui eût suffi pour dorer de lueurs splendides le soir d'une vie glorieuse. Mais, pour l'ambition de cette femme, le repos n'existait pas. Elle avait alors soixante ans; un mal qui s'aggravait toujours lui rappelait souvent l'approche de la mort : loin de s'en laisser abattre, elle n'y trouvait qu'une impulsion plus forte pour hâter l'exécution des desseins qu'elle méditait, avant que la nuit dernière ne l'enveloppât de son ombre.

Elle aurait eu pourtant bien des motifs pour accorder un instant de répit à elle-même, à ses peuples et à ses voisins. La

Russie payait chèrement le triomphe de son ambition. Le recrutement de l'armée ne s'accomplissait qu'au moyen de la plus vive contrainte, et les autorités avaient à lutter sans relâche contre les résistances de la population. Les troupes, tenues incessamment en haleine par des guerres de conquête toujours renaissantes, et harassées par de perpétuels changements d'organisation, commençaient à perdre leur discipline. En dépit des impôts qui augmentaient toujours, les recettes de l'État n'étaient sur aucun point proportionnées aux dépenses; le crédit extérieur était ébranlé, le papier russe avait perdu sa valeur. L'agriculture souffrait des levées continuelles de troupes, et les lois sur l'importation et l'exportation, rendues en faveur d'une industrie languissante, nuisaient au commerce. La situation était donc tendue sous tous les rapports. Toutes les classes de la population se ressentaient de la gêne publique; mais c'était surtout dans les villes que les esprits étaient agités et inquiets. Les ministres s'en rendaient compte, quoiqu'ils ne laissassent voir à l'extérieur qu'une orgueilleuse sérénité. « Nous seuls, disait un jour Markoff à l'ambassadeur prussien, nous seuls entre toutes les puissances n'avons pas besoin de craindre ni de combattre la Révolution française par rapport à nos sujets. » A côté de ces fières paroles, le comte de Goltz disait dans ses rapports que le gouvernement russe prenait les mesures les plus sévères dans certaines provinces, afin d'y prévenir les révoltes. L'impératrice, qui voulait toujours qu'on avançât et qui, par conséquent, n'aimait pas à entendre parler d'obstacles, ignorait beaucoup de choses, qu'on lui cachait soigneusement. Le commencement de l'année 1794 fut marqué par une hausse du prix des vivres qui se prolongea longtemps; à Saint-Pétersbourg, par exemple, la livre de viande coûtait dix sous. Or, Catherine s'étant un jour, à table, informée du prix de la viande, Suboff, son favori, lui répondit qn'elle coûtait cinq sous, et personne n'osa le démentir. Cet homme vain et faible exerçait la plus grande influence même sur les affaires politiques; il avait complétement éclipsé le flexible vice-chancelier Ostermann et même l'orgueilleux comte Besborodko. Il était parvenu à prendre totalement en main les affaires polonaises, et son crédit s'était encore accru après l'heureuse issue de ces affaires. Il aspirait, non-seulement à plaire à la Cza-

rine comme ses prédécesseurs, mais à devenir, à l'exemple de Potemkin, le véritable souverain de l'empire; il prétendait même surpasser son modèle à l'égard de la Turquie, comme il l'avait fait au sujet de la Pologne. Alors comme autrefois, Markoff, pour s'élever à l'aide des bonnes grâces du favori, mettait à son service toute son expérience, son habileté et son manque absolu de principes.

Catherine n'était que trop disposée à aller au-devant de ces vœux. Elle avait interrompu depuis trois ans, à son grand désespoir, la guerre contre la Turquie; mais elle comptait bien la reprendre, et n'attendait pour cela qu'une occasion favorable. Méprisant, à bon droit, les moyens de défense militaire que possédait alors la Turquie, elle ne regardait le succès comme douteux que dans le cas où la France viendrait au secours de la Porte en lui donnant de l'argent, des troupes et des vaisseaux. Il était donc urgent pour elle de s'assurer le concours de l'Angleterre, qui seule se trouvait en position de barrer aux Français la route de la Méditerranée, et rien ne pouvait lui être plus désagréable que l'intérêt décidé que montrait cette puissance à maintenir l'inviolabilité du territoire de la Porte. Elle comprenait que l'Angleterre ne consentirait à lui accorder un traité définitif que si elle tournait ses troupes, non contre la Turquie, mais contre la France. Des négociations se poursuivaient donc entre les deux cours, relativement à un armement en commun dirigé contre les côtes françaises. Catherine cherchait mille faux-fuyants pour éluder de pénibles propositions; elle eut même recours aux prohibitions commerciales, mais elle ne fit qu'accroître par là la fière assurance de langage des ministres anglais. En cette occurrence, rien ne pouvait mieux servir ses projets que les intrigues de la diplomatie française à Constantinople, et ce fut avec joie que l'on apprit à Saint-Pétersbourg, à la fin de septembre, que Muradgea et Descorches excitaient la Turquie à prendre l'offensive et gagnaient chaque jour plus de terrain. Si les Turcs rompaient eux-mêmes le traité de paix pour s'allier à la France, s'ils attaquaient l'empereur d'Autriche par derrière pour plaire à la République, il était évident que l'Angleterre, loin de continuer à les protéger, devrait se montrer reconnaissante et secourable envers les deux cours impériales

dès qu'elles auraient remis à la raison ces nouveaux perturbateurs de l'ordre public. Catherine saisit ce prétexte avec son énergie habituelle. A peine la nouvelle dont nous venons de parler fut-elle arrivée de Vienne, accompagnée de questions relatives à ce que la Russie comptait faire en cas d'attaque des Turcs contre la Hongrie, que Catherine ordonna les armements les plus considérables. Le général Souvarow se rendit en toute hâte en Crimée, pour prendre le commandement des troupes qui s'y trouvaient et de celles du Caucase, montant ensemble à soixante mille hommes; le prince Dolgorouki rassembla en Ukraine une armée de la même importance, tous les officiers et tous les soldats en congé appartenant à ces armées reçurent l'ordre de rejoindre au plus vite leurs drapeaux, la flotte du Pont-Euxin fut équipée sans retard, tout se prépara enfin dans le but d'entreprendre contre Constantinople, au retour de la belle saison, une opération qui pouvait être décisive. Il fut répondu à l'empereur, avec les protestations les plus énergiques, que la Russie, fidèle à ses devoirs d'alliée, paraîtrait sur le champ de bataille aux premiers mouvements hostiles de la Turquie (1).

Il fallait maintenant faire en sorte de ne pas éteindre avant l'heure, par tous ces préparatifs, la faible étincelle d'ardeur belliqueuse qui brillait chez les Turcs. On s'était enfin décidé à Constantinople, après de longues hésitations, à faire un premier pas, encore bien peu décisif à la vérité; un ambassadeur extraordinaire devait se rendre en Russie, pour y demander une modification au tarif des douanes russes établi par le traité de paix de Jassy, et, en cas de refus, pour menacer de rupture les relations amicales qui existaient entre les deux cours. Le gouvernement russe se montra irrité rien que par l'annonce de ce message; Ostermann ne parlait qu'avec le plus profond mépris de l'ambassadeur, qu'il traitait tout haut, dans les cercles les plus nombreux, de gueux et de polisson. Une négociation commencée sous de tels auspices ne pouvait avoir de pacifiques résultats. Tandis que l'Impératrice faisait attendre de mois en mois sa réponse au sujet du tarif, des agents russes s'occupaient activement, en Moldavie et en Valachie, à exciter les Roumains à la

(1) Communication d'Igelstrœm à Buchholz. Dépêches de celui-ci au roi, 30 janvier.

révolte contre le sultan ; l'ambassadeur turc ayant fait mine de s'en plaindre, l'inconvenance avec laquelle le traitaient personnellement les ministres redoubla encore ; en février enfin, il reçut un refus complet quant au tarif; dès lors, la guerre fut considérée à Constantinople comme inévitable. Cependant l'ardeur belliqueuse des Turcs était déjà complétement calmée ; ils s'étaient laissé exalter par Descorches tant que le danger avait été éloigné ; mais, à mesure qu'ils le voyaient s'approcher, ils reprenaient conscience de leur faiblesse et reculaient épouvantés. Le sultan ordonna l'équipement d'une armée de cent vingt mille hommes, afin de n'être pas surpris sans défense par son redoutable adversaire ; mais il ne songeait plus à prendre l'offensive.

A Saint-Pétersbourg, on n'avait garde d'apercevoir ce changement de dispositions ; on ne voulait voir que les préparatifs de guerre que l'on signalait comme de nouvlles marques d'hostilité, et auxquels on se hâtait de répondre par des actes analogues. Le représentant de la Russie à Varsovie, le général Igelstrœm, reçut l'ordre d'exiger du gouvernement polonais que l'armée de la république fût réduite sans retard au chiffre de cent cinquante mille hommes ; dès que cette mesure aurait reçu son exécution et que par là le désarmement de la Pologne serait accompli, la moitié à peu près des régiments russes qui tenaient encore garnison dans ce pays devaient rentrer dans l'intérieur de l'Empire afin d'y servir de réserve pendant la guerre contre les Turcs. On ordonna de faire en Lithuanie et en Wolhynie de grands approvisionnements de blé et d'y créer d'immenses magasins ; le général Soltikow fut nommé commandant en chef des deux armées du Sud, et les amiraux de la flotte du Pont-Euxin durent rejoindre leur station en toute hâte. « La Turquie ne nous attaquera pas, disait Markoff ; mais elle attaquera l'Empereur, et alors elle apprendra ce qu'il en coûte d'offenser nos alliés (1). »

Soit qu'on s'attendît réellement à cette attaque à Saint-Pétersbourg, soit que le gouvernement russe se servît de ce prétexte pour dissimuler ses propres désirs de guerre, il était naturel que les difficultés qui venaient de s'élever avec la Porte plaçassent les relations avec l'Autriche au premier plan de la politique russe

(1) Goltz au roi, 21 février.

Ce n'est pas à notre époque qu'il faut expliquer comment il est impossible que l'Autriche reste neutre en présence d'une guerre sérieuse entre la Russie et la Turquie. Si un homme d'État vraiment fort et habile tient à Vienne le gouvernail des affaires, il s'opposera à toute extension des Russes vers le Sud; si ce gouvernail est aux mains d'un homme ambitieux et peu clairvoyant, cet homme voudra au moins partager le butin avec ses dangereux voisins. Il n'était pas alors pour Catherine de question plus importante que celle-là ; l'attitude prise par Thugut dès son entrée au ministère, et le désir manifesté par lui de s'unir étroitement à la Russie, comme l'avait fait Joseph II, avaient causé une grande joie à Saint-Pétersbourg. Dans l'impossibilité où elle se trouvait de revenir, même pour complaire à Thugut, sur ce qui avait été décidé relativement au partage de la Pologne, Catherine, nous l'avons vu, avait fait tout ce qui avait dépendu d'elle pour créer des difficultés au roi de Prusse. Sur tous les autres points, elle se montrait prête à aller au-devant des désirs de l'Autriche, tant il lui importait de voir l'empereur revenir, par rapport à l'Orient, à la politique de Joseph II.

Dans la situation où se trouvait l'Europe, c'était naturellement la Prusse qui devait ressentir les premiers effets de ces nouvelles tendances. Nous avons déjà vu comment la question polonaise avait refroidi l'entente de cette puissance avec la Russie. Catherine ne lui avait sacrifié qu'à regret une province en Pologne, elle avait tout mis en œuvre pour amoindrir dans ce pays l'influence prussienne, et enfin elle avait éprouvé le plus vif mécontentement en voyant la Prusse se retirer presque complétement de l'alliance formée contre la France, afin de pouvoir disposer de toutes ses forces contre la Pologne. C'était fâcheux pour la cause polonaise elle-même, fâcheux comme signe d'une indépendance que Catherine ne tolérait chez aucun de ses alliés, et plus fâcheux encore pour les intérêts russes. En effet, en cas de guerre contre les Turcs, Catherine, nous l'avons dit, ne redoutait que l'intervention de la France; elle désirait donc occuper celle-ci autant que possible sur ses propres frontières, et elle était d'autant plus résolue à tourner la Prusse de ce côté, qu'elle avait de graves raisons pour ménager l'Autriche pendant la crise orientale. Tout ce qui, depuis lors, s'était passé entre les deux cours

dénotait cette résolution. Le 15 octobre 1793, en apprenant que le roi de Prusse quittait les bords du Rhin pour venir en Pologne, afin de conclure définitivement son traité avec la république, l'impératrice lui avait exprimé par écrit sa joie de ce que la Pologne avait enfin cédé, ce qui allait permettre à la Prusse de se consacrer exclusivement à la guerre sainte dirigée contre la révolution. Lorsqu'au lieu de cela la note de Lucchesini à l'Autriche (du 23 septembre) fut connue, note par laquelle la Prusse déclarait nettement qu'elle manquait des ressources nécessaires pour continuer la guerre contre la France, le monde officiel de Saint-Pétersbourg témoigna une vertueuse indignation, déplorant que la jalousie sans motif que lui inspirait l'Autriche aveuglât le roi au point de lui faire méconnaître que le plus grand intérêt des puissances était de réprimer la révolution. A la nouvelle de la victoire remportée par Wurmser sur les lignes de Wissembourg, la cour combla l'ambassadeur d'Autriche de félicitations, tandis que Goltz, évité de tous, ne reçut de l'impératrice que quelques mots à peine affables. Le même jour ou le lendemain, Catherine adressa à Berlin une note par laquelle, s'appuyant sur le dernier traité de Saint-Pétersbourg, elle réclamait avec une violence blessante la coopération de la Prusse à la guerre de France. « L'impératrice, disait cette note, consacrerait elle-même des troupes à cette guerre, si la Porte, sur les insinuations de la France, ne la menaçait d'un autre côté ; mais elle n'en devait que plus fortement insister pour que la Prusse restât fidèle au traité, et elle espérait que son désir, fondé sur l'équité et le bien général, ne serait pas rejeté à Berlin par la seule raison qu'en y accédant on servait les intérêts d'une troisième puissance (l'Autriche), que la Prusse n'avait pas l'habitude de favoriser. » Quoique ces déclarations ne fussent rien moins que polies, le roi ne s'en émut pas ; depuis la soumission de la Pologne, il était revenu de sa colère contre Catherine, et il éprouvait de nouveau un vif désir de reprendre la guerre contre les Jacobins qu'il détestait si profondément. Il avait déjà demandé à Vienne qu'on lui envoyât un négociateur spécial, avec lequel il pût promptement s'entendre à ce sujet ; dans cette disposition, il ne prit pas garde à la forme offensante de la note russe ; il se contenta de répondre que l'on n'avait pas le droit de rappeler à

la Prusse les termes du traité relatif à la guerre de France, du moment que la coopération de l'Autriche, qui en était la condition première et essentielle, avait fait défaut; que, néanmoins, Catherine pouvait se rassurer, car la Prusse était disposée à combattre sans relâche la révolution, pourvu que l'on suppléât à sa détresse financière par des subsides suffisants. Mais le comte de Goltz, personnellement offensé par l'attitude des ministres russes, s'exprima plus énergiquement. Un violent entretien eut lieu entre lui et Markoff dans les derniers jours de novembre. Goltz prétendit que la note était plus hostile à la Prusse qu'à la France; Markoff, pour réponse, lui exprima ses regrets de le voir si irritable, lui qui avait été jusque-là le plus ferme soutien de l'alliance. « Je désire encore beaucoup cette alliance, répondit Goltz, mais je vois malheureusement que la Russie commence à agir sans se préoccuper des intérêts de la Prusse, ce qui oblige celle-ci à ménager soigneusement ses ressources. « Là-dessus, Markoff s'écria un peu légèrement que, quoi qu'il arrivât, la Prusse serait bien forcée de faire cause commune avec les autres puissances contre les Jacobins. A ces mots, Goltz s'emporta. « Qu'on ne s'y trompe pas, dit-il, nos troupes se battent contre les Français par obéissance; mais il est d'autres ennemis contre lesquels elles se battraient avec joie et comme des tigres! » Le Russe chercha à l'adoucir par de vagues protestations d'amitié. « On fera bien, dit Goltz en terminant, de traiter avec quelques égards un État aussi éminemment militaire que le nôtre. »

L'irritation, lorsqu'elle est appuyée non sur des malentendus mais sur des faits réels, ne fait que s'aigrir par les explications. Aussi le gouvernement prussien blâma-t-il la sincérité de son ambassadeur, dont il devait, en effet, éprouver bientôt les fâcheuses conséquences. Catherine répondit aux courageuses paroles du comte de Goltz en adressant au roi, le 3 décembre, une lettre encore plus impérieuse que sa dernière note. Après avoir de nouveau rappelé au roi quels étaient ses devoirs envers la bonne cause, et l'avoir exhorté à ne plus fatiguer les autres puissances par ses demandes de subsides, elle le rassurait au sujet de la crainte qu'il avait exprimée d'épuiser son pays et d'en faire par là une proie facile pour des voisins ambitieux, lui rappelant qu'il était suffisamment protégé par ses alliances, à la

condition qu'il les respectât lui-même et qu'il prouvât de nouveau sa loyauté en restant fidèle aux traités. Il fallait posséder un grand empire sur soi-même pour ne pas s'irriter d'un tel langage; mais ce qui préoccupait surtout le roi, et ce qui le remplissait d'inquiétude au moment où il souhaitait si ardemment de reprendre la guerre contre les Jacobins, c'était l'épuisement de toutes ses ressources financières. Quelle que fût son ardeur guerrière, faire la guerre sans subsides lui paraissait impossible, et il était prêt à tout tenter pour en obtenir. Pour la seconde fois donc il supporta en silence les reproches de la Russie, mais il n'en poursuivit que plus activement ses demandes d'argent à Vienne et à Londres. Tous ses ministres ne partageaient pas ses idées; plusieurs d'entre eux désiraient la paix avant tout et faisaient des vœux pour l'insuccès de ses démarches. Ils avaient donc considérablement exagéré la somme dont la Prusse avait besoin, demandant, pour une armée de cent mille hommes, 22 millions de thalers, sur lesquels l'Autriche devait en donner trois, l'Angleterre neuf, et l'empire d'Allemagne dix. Ils ne pouvaient croire qu'on leur accordât une telle somme, mais, avant de faire un pas de plus, ils voulaient attendre et voir quelles seraient les propositions et les mesures de l'Autriche.

Malheureusement, la situation était encore moins favorable à la grande cause de la guerre contre la révolution à Vienne qu'à Berlin. Il se trouvait bien dans cette ville des adversaires déclarés de la France, mais pas un partisan de l'alliance prussienne. La situation politique de l'Autriche était alors critique à tous égards. Le gouvernement autrichien était revenu en 1792, sous l'impulsion de Spielmann et sans en bien examiner les dangers, aux idées de conquête de Joseph II; puis il s'était subitement arrêté, en avril 1793, lorsqu'il avait découvert qu'en poursuivant cette route il favorisait les progrès de la Prusse, sa rivale; il s'était alors opposé à ces progrès, sans prévoir que, par là, il se privait de l'appui des Prussiens contre la France et compromettait l'agrandissement de l'Autriche. Cet État se trouvait donc dans une situation incertaine et compliquée, épuisé, déchiré à l'intérieur par les haines des partis, et menacé à l'extérieur de dangers toujours croissants. L'empereur, assailli par les conseils les plus divers et les plus contradictoires, méfiant de lui-même et des

autres, incapable de rien décider et toujours obligé d'avoir recours à une direction étrangère, conséquence inévitable de son horreur du travail, l'empereur ne prenait aucune résolution. Il avait bien le désir de s'agrandir, de battre ses ennemis, d'humilier ses rivaux ou au moins de les inquiéter; il voulait donc continuer la guerre avec les Français jusqu'à ce qu'on fût parvenu à leur enlever une grande province, et il rejetait opiniâtrément tout conseil tendant à la paix; mais il était dans la plus grande perplexité au sujet des moyens à employer pour arriver à son but. Chaque matin, depuis les premières lueurs du jour, il donnait des audiences et tenait des conférences, sans parvenir à asseoir son opinion ni même à se faire une idée exacte de la situation. Fatigué de ce travail, il retombait ensuite dans son triste ennui, dont ni les sciences, ni les arts sérieux, qu'il ne comprenait pas, n'avaient le don de le tirer. L'impératrice, vive et spirituelle, avait alors recours, dans son désespoir, aux jeux puérils, aux feux d'artifice, aux amusements de sa ménagerie, aux farces et bouffonneries, seuls passe-temps qui lui plussent. L'ancien gouverneur de l'empereur, le comte François Colloredo, qui n'était nullement à la hauteur de sa tâche politique et qui craignait de voir diminuer son influence, s'efforçait au moins de seconder en cela l'impératrice. Mais, non content de s'appuyer sur elle et sur ses tentatives de distraction, il avait encore recours au confesseur de l'empereur et à l'autorité de l'Église. Se faisant le protecteur de tous les fanatiques religieux et l'ami des Jésuites qui se trouvaient encore à Vienne, il présentait l'Église à l'empereur comme le seul boulevard qui pût le protéger contre une chute certaine, et Luther comme le précurseur de la révolution; opinions assez étranges dans un État qui, cinq ans auparavant, avait vu une insurrection cléricale éclater dans ses meilleures provinces, et qui maintenant, en présence de la révolution qui s'allumait en France, pays tout catholique, et qui menaçait d'embraser l'Europe, n'entrevoyait de secours possible que de la part de la Prusse et de l'Angleterre, boulevards du protestantisme. Le comte Colloredo provoqua donc quelques mesures contre les sujets protestants de l'Autriche, mais il n'en retira aucun avantage personnel. Au contraire, il voyait avec un secret dépit la faveur de l'empereur revenir

chaque jour davantage à l'ancien favori, l'adjudant Rollin, homme froid et taciturne, que les uns regardaient comme honnête mais borné, les autres comme rusé et impénétrable. L'empereur, qui déjà ne pouvait s'en passer, l'attira à lui encore davantage lorsqu'à un léger retour de l'influence de Colloredo il menaça de quitter la cour. Une fois bien sûr de sa position, le favori s'empara peu à peu de toute la direction des affaires militaires; on vit disparaître devant son crédit l'ancien antagonisme de l'école de Laudon et de celle de Lascy, du conseil de guerre de la cour et de l'état-major de Cobourg; Rollin tenait le général Lascy éloigné des affaires, tout en poursuivant Cobourg et Mack de sa haine. Son homme, à l'automne de 1790, était le général Wurmser, dont il appuyait activement les plans de conquête contre l'Alsace, jetant ouvertement le gant, par là, au gouvernement prussien. Du reste, il s'occupait peu de la politique proprement dite, et abandonnait exclusivement les manœuvres diplomatiques à Thugut, son ami.

Celui-ci, que nous avons vu dès le principe se poser en adversaire de la Prusse et en ami de la Russie, était resté jusque-là fidèle à son système. Il avait gémi, sans doute, en voyant la Russie approuver le traité de cession conclu entre la Pologne et la Prusse; mais, comme compensation, Rasumowski avait annoncé au comte Cobentzel que Catherine consentait très-volontiers à ce que l'Autriche s'emparât de l'Alsace et de la Lorraine, et échangeât même, au besoin, ces provinces contre la Bavière. Comme l'Angleterre, de son côté, ne soulevait aucune opposition à ces projets, Thugut se décida enfin, le 18 décembre 1793, à remettre à Catherine une note très-précise des demandes de l'Autriche. Tout en renonçant bien à regret, dans cette note, au partage complet de la Pologne, il insistait toujours pour que les frontières fussent rectifiées du côté de la Gallicie. Il se montrait prêt à accéder au traité du 23 janvier, du moins pour ce qui regardait la Russie, laquelle, nous nous le rappelons, avait promis par ce traité d'aider l'échange bavarois à s'accomplir. Pour ce qui regardait les acquisitions en France, il réclamait d'un côté la Flandre, l'Artois et la Picardie, de l'autre la Lorraine et l'Alsace. Toutefois, comme la tournure prise par les opérations de guerre et le peu de confiance qu'inspirait la Prusse rendaient la con-

quête de ces provinces fort douteuse, il demandait l'annexion de la Vénétie à l'Autriche, conformément à la lettre autographe de Joseph II, de 1782, bien que la paix la plus complète existât alors entre les deux cours impériales et l'inoffensive république de Venise. Enfin, il voulait que la Russie promît le secours de ses armes à l'Autriche, pour le cas où la Prusse, par suite de ses sentiments hostiles, inquiéterait l'empereur en quoi que ce fût. Par la même raison, il suppliait la Russie de ne pas attaquer la Turquie tant que durerait la guerre avec la France, lui promettant de mettre à la fin de cette guerre toutes les forces de l'empire au service des vues de l'impératrice sur l'Orient.

Il est facile, d'après cela, de saisir tout l'ensemble du système de Thugut. Voyant qu'il ne peut conserver l'amitié de la Russie et de l'Angleterre qu'en continuant à prendre une part active à la guerre de France, il n'hésite pas à y consentir, et se réserve, en cas de succès, cinq provinces françaises. Puis, comme ce succès lui paraît douteux, il cherche d'avance à s'assurer la Vénétie comme compensation en cas d'échec, plus les provinces turques limitrophes de ses États, en vertu de la correspondance de Joseph et de Catherine en 1782. Cette prévoyance n'était que trop bien motivée si la Prusse refusait le secours de ses armes pour la nouvelle campagne, et Thugut était décidé à ne pas acheter ce secours au prix des subsides que demandait le roi de Prusse. Le ministre autrichien avait cependant envoyé le comte Lehrbach à Berlin pour s'entendre avec le roi, mais en lui donnant pour unique mission d'écouter les propositions de la Prusse et d'insister pour que cette puissance continuât à prendre part à la guerre, « non, disaient très-nettement les instructions données à Lehrbach, que nous espérions de la Prusse un secours efficace, mais parce que la retraite de l'armée prussienne et sa rentrée en Prusse, alors que nos troupes seraient occupées en Belgique, constitueraient un grand danger pour les États héréditaires de l'empire.

Ainsi, tandis que les armements de la France devenaient chaque jour plus formidables, la coopération de la Prusse à la guerre était de plus en plus douteuse. L'Autriche pourrait-elle suppléer à l'absence de cette puissance par un déploiement de forces plus considérable? Les hommes d'État qui la dirigeaient ne se flattaient

nullement d'un tel espoir. Bien que les Français annonçassent sans cesse au monde qu'un peuple libre combattait sous leur bannière les esclaves soumis aux monarchies despotiques, Thugut ne savait que trop qu'il ne possédait pas la moitié du pouvoir dont disposait le Comité de Salut public pour jeter des soldats dans le tourbillon de la guerre. En réalité, le gouvernement autrichien n'était bien maître alors que des provinces de la Bohême. Dans l'Archiduché, en Styrie, en Carinthie, en Tyrol, il avait des ménagements à prendre envers les états provinciaux, dont il ne s'inquiétait pas beaucoup d'habitude, mais que, pour plusieurs raisons, il croyait en ce moment devoir traiter avec égards. A Vienne même, on découvrait des complots démocratiques; de hauts magistrats parlaient dans leurs rapports des droits naturels de l'homme; la police secrète de la poste trouvait les lettres remplies d'expressions de mécontentement au sujet de la guerre, des impôts, de la politique du moment. En face de telles dispositions, on redoutait de faire de nouvelles demandes au pays; ces demandes d'ailleurs fussent restées sans effet, car les forces étaient partout épuisées, et le dernier recrutement, malgré toute la sévérité avec laquelle il s'était accompli, n'avait produit que deux mille hommes dans tout l'Archiduché. Quant aux provinces situées hors de l'Allemagne, la Gallicie et la Lombardie étaient à la fois administrées avec la plus grande douceur et soumises à une rigoureuse surveillance, attendu que la Gallicie était exposée aux mouvements de la Pologne et la Lombardie aux attaques des Français. Le gouvernement évitait donc dans ces pays toute mesure violente et oppressive, afin de ne pas fortifier la propagande française en Italie, ou se nuire à lui-même en Pologne, et l'on ne pouvait en espérer que peu d'argent et encore moins de soldats.

Restaient la Belgique et la Hongrie, qui étaient alors les deux plus riches États de la couronne. Toutes deux, on le sait, s'étaient énergiquement opposées à ce que Joseph altérât leur constitution; toutes deux avaient obtenu de Léopold d'importantes concessions; mais toutes deux maintenant ne pouvaient participer aux charges de la guerre qu'avec le libre consentement de leurs États. Après de longues et vives délibérations, les provinces belges accordèrent enfin des sommes considérables, un impôt

de huit millions et un emprunt de quinze; mais, du reste, leur situation vis-à-vis du gouvernement était très-tendue et très-délicate. Leur nouveau gouverneur général, l'archiduc Charles, avait, sur le conseil du comte de Metternich son ministre, fait l'essai d'un gouvernement national; il avait éloigné tous les fonctionnaires dévoués à l'empire et nommés par Joseph, avait donné leurs places aux chefs de l'insurrection, et avait renoncé à toute intervention dans les affaires de l'Église et des communes. Le clergé et la noblesse ne pouvaient assez, au début, lui exprimer leur dévouement et leur reconnaissance; mais bientôt ils ne s'en montrèrent que plus irritables et plus impérieux chaque fois que le comte de Metternich osait avoir une volonté, et comme celui-ci ne pouvait toujours éviter de se prononcer, il s'entendit bientôt reprocher par leur bouche aristocratique d'être moins honnête et moins commode que les Jacobins français. D'un autre côté, chaque courrier lui apportait de Vienne les reproches du ministère sur son indigne faiblesse; le comte Trautmansdorf, qui était chargé à Vienne des affaires de Belgique (c'était un beau-frère de Colloredo, mais il était brouillé avec lui pour des raisons de famille), insistait sans cesse pour qu'on montrât plus de fermeté; en cela il était pleinement approuvé par Thugut, de sorte que ces deux hommes se fortifiaient mutuellement dans la pensée que ce serait un bonheur pour l'Autriche de pouvoir se débarrasser honorablement de ce pays toujours agité et toujours menacé.

S'ils jetaient les yeux sur la Hongrie, les ministres autrichiens n'avaient pas davantage lieu de se réjouir. Ce pays, si facile à ébranler, ne s'était pas encore remis de la tempête qui y avait éclaté du temps de Joseph II. Le peuple y était partout résolu à défendre ses droits et à s'opposer à tout acte arbitraire de la part de la couronne, et le gouvernement, qui connaissait ces sentiments, avait mis jusque-là la plus grande prudence dans les demandes d'armement qu'il lui avait adressées; ainsi, sur cent quinze bataillons de mousquetaires qui se trouvaient en Belgique et sur le Rhin, on n'en comptait que treize composés de Hongrois. On aurait eu actuellement le plus grand besoin d'un recrutement considérable, mais celui-ci ne pouvait être consenti que par la diète. Au mois de décembre, les députés

de plusieurs comitats étant précisément réunis à Pesth, l'empereur envoya vers eux le prince palatin, dans l'espoir qu'il réussirait à leur arracher un vote favorable; mais, loin de là, ils déclarèrent que si l'empereur ne convoquait pas une diète, ils rappelleraient les régiments hongrois qui se trouvaient aux armées. Le gouvernement ayant voulu alors s'adresser aux particuliers pour obtenir d'eux des subsides volontaires, et ayant ouvert des bureaux d'enrôlement, le pays montra qu'il prenait le gouvernement constitutionnel au sérieux. Les comitats déclarèrent immédiatement que la perception de ces subsides était illégale, et le comitat de Gemplin imposa une peine sévère au comte Almasi pour avoir livré malgré eux quelques-uns de ses paysans aux enrôleurs impériaux. Dans ces circonstances, Rollin, ne considérant que les exigences de la guerre, proposa de convoquer la diète. Mais toutes les influences politiques, sans exception, s'élevèrent contre lui. Le clergé, représenté par le comte Colloredo, fit entendre sa voix au-dessus de toutes les autres. Il s'était permis en Hongrie de nombreux abus de pouvoir, et il redoutait, si la diète s'assemblait, les plaintes des protestants et des Grecs. Il offrit donc à l'empereur un don considérable, à condition qu'il épargnerait au pays le fléau d'une diète révolutionnaire. Thugut, qui n'était ni dévot ni timide, ne partageait pas les craintes du clergé, mais il redoutait que l'empereur ne sût pas diriger ses fiers et audacieux Madgyares; il prenait d'ailleurs peu d'intérêt à cette question, car le résultat qu'on espérait de la diète, la création de ressources pour la guerre, lui était indifférent. La proposition fut donc écartée; on imposa aux états de Bohême et d'Allemagne une nouvelle contribution martiale que les habitants de Vienne votèrent paisiblement, et les enrôlements volontaires se continuèrent en Hongrie, mais en restant dans les limites de la stricte légalité. Ils donnèrent, comme on le reconnut bientôt, un mince résultat. Pour ce qui regardait la politique étrangère, la Hongrie regrettait encore, aussi vivement qu'en 1790, que les instances de la Prusse eussent fait abandonner la Turquie, ce vieil ennemi du pays; de plus, les nobles et les paysans étaient actuellement d'accord pour reconnaître que les Français ne leur avaient jamais fait aucun mal, qu'ils se battraient plus volontiers contre la Prusse que contre la France,

mais surtout qu'une seule guerre était sympathique à la Hongrie, la guerre contre les Turcs.

De tout ce qui précède, il résulte que le gouvernement autrichien ne pouvait songer à rivaliser avec la République française dans le développement de ses forces. En portant plus loin ses regards, l'Autriche se voyait engagée en Italie dans de graves difficultés avec le Piémont; les deux États s'accusaient mutuellement de ne pas avoir tenu leurs engagements, et Thugut venait précisément d'envoyer à Turin un ultimatum menaçant, par lequel il demandait, comme prix des secours ultérieurs qu'il prêterait au roi, la restitution des provinces cédées à la Savoie lors de la guerre de la succession autrichienne. Naples, à la vérité, promettait un nouveau corps de soutien pour la Lombardie; mais ses troupes étaient peu habiles, et ne pouvaient exercer aucune influence sur l'issue de la guerre. Dans l'empire allemand, les États cherchaient à l'envi, comme d'habitude, à se soustraire aux charges de cette guerre; ceux qui étaient bien disposés, et le nombre en était peu considérable, avaient déjà leur contingent aux armées, la plupart à la solde de l'Angleterre. La Hollande était remplie de mauvais vouloir à l'égard de l'Autriche, et déclarait hautement que, pour qu'elle continuât à prendre part à la guerre, il fallait que l'empereur cédât les forts Lillo et Liefkenshœk, près d'Anvers, ainsi qu'une certaine étendue de terrain entre Ruremonde et Maëstricht. Or, comme on ne voulait pas entendre parler de telles conditions à Vienne, on n'avait pas plus à espérer de ce côté que de tous les autres.

Si l'on réunit toutes ces impossibilités, impossibilité de vaincre les Français, maintenant que leurs armements étaient complets, du moment qu'on n'avait pas pu les vaincre à l'automne de 1793, alors que ces armements commençaient à peine; impossibilité de recevoir des secours efficaces de l'empire allemand, de la Hollande, ou de l'Italie; impossibilité d'augmenter d'une manière sensible les forces dont on disposait déjà; si, dis-je, on pèse bien tout cela, on en conclut que, dans cette situation, un esprit sage et prudent ne pouvait refuser des subsides à la Prusse et repousser par là le secours de cette puissance, que s'il était indifférent aux événements de France, ou que d'autres intérêts plus puissants l'emportassent chez lui sur le désir de triompher des Jaco-

bins. On ne peut douter, en effet, que telle ne fût la situation de Thugut. Pour plaire à l'impératrice Catherine, il consentait à faire encore la campagne prochaine, et il aurait accueilli la victoire avec joie, bien qu'il ne l'espérât pas; mais il n'était nullement disposé à acheter cette victoire au prix de plus grands efforts; si l'on ne parvenait pas à s'emparer de l'Alsace, il comptait en être dédommagé par l'annexion de la Vénétie, et si une paix désavantageuse se concluait avec la France, s'il fallait enfin abandonner la Belgique, il entrevoyait déjà un riche butin à acquérir en Turquie. Il était résigné d'avance à voir s'accroître encore la puissance de la France, pourvu qu'il parvînt à restreindre celle de la Prusse, contre laquelle son aversion augmentait de jour en jour. Dans les premiers jours de 1794, la nouvelle des revers essuyés sur le Rhin par Wurmser arriva à Vienne, où elle produisit une profonde sensation. Pour un moment, Rollin lui-même fut impuissant à protéger son ami contre Lascy et le prince Colloredo, et le vieux général fut rappelé. Quant à Thugut, il resta convaincu que le duc de Brunswick était d'accord avec les Français, et qu'une trahison ouverte et systématique avait seule amené la défaite des alliés. Nous savons combien cette accusation était dénuée de fondement; quant à lui, il était fortifié dans sa pensée par les rapports que Lehrbach lui adressait de Berlin, lesquels répétaient sans cesse que la Prusse avait secrètement traité avec la France. L'empereur lui-même en était vivement ému.

Ce fut alors que l'on apprit également la chute de Toulon. François II reçut Lucchesini, l'ambassadeur prussien, avec tous les signes d'un violent chagrin. « Je n'ai pas le droit de me plaindre des autres, dit-il; j'ai fait moi-même une grande faute, dont je ne puis que rougir. » Il parla ensuite de la nécessité, pour tous les souverains, de rester unis en présence du danger, sans pouvoir toutefois, même en cet instant, se défendre complétement de l'antipathie héréditaire : « Je vous assure, telles furent ses expressions, que je mets de côté toute jalousie à l'égard de la Prusse; quand la tranquillité sera rétablie, chacun pourra faire ce qu'il voudra; mais, pour le moment, nous devons être unis. » Son cri de douleur lui-même laissait donc entrevoir que, dès qu'une occasion se présenterait, il se séparerait de nouveau de

la Prusse. Toute sa haine, en effet, se réveilla quelques jours plus tard, lorsque la Prusse demanda que ses troupes fussent provisoirement entretenues par les cercles d'Allemagne jusqu'au règlement des subsides, et proposa à l'empereur de présenter de concert avec lui une motion dans ce sens à la diète de Ratisbonne. François II vit dans cette demande d'agir de concert une insulte à la dignité impériale; il la rejeta, et fut doublement courroucé lorsqu'il vit la Prusse présenter seule sa proposition aux délibérations de la diète. Colloredo s'appliqua à entretenir cette colère; il déclara que l'on pouvait faire une guerre énergique à la France tout en se passant du secours de la Prusse; qu'il fallait suivre l'exemple de ses adversaires, et faire dans l'empire d'Allemagne ce que malheureusement la constitution rendait impossible en Hongrie, un armement général de la population, une levée en masse de tous les habitants, bourgeois ou paysans. L'empereur, qui ne désirait pas la guerre moins ardemment que le roi de Prusse, accueillit ce projet, et donna aussitôt des ordres en conséquence à l'ambassade autrichienne à Ratisbonne. Ces ordres y produisirent le même effet qu'une bombe éclatant au milieu d'un appartement tranquille. Une mesure aussi révolutionnaire parut incompatible avec l'antique constitution de l'empire, habitué à toujours marcher dans les mêmes ornières, et mortelle pour l'ordre traditionnel du saint empire romain. La Prusse, qui voyait déjà l'entretien de ses troupes impossible si ce projet était adopté, souleva une vive opposition et eut pour elle une majorité considérable. Cependant tous ces obstacles ne firent aucune impression sur le vice-chancelier de l'empire. Il mit toute la science de ses publicistes en réquisition pour prouver que son plan n'avait rien de contraire à la constitution, et redisait sans cesse combien le ban et l'arrière-ban de l'empire seraient imposants pour les républicains français.

Pendant cette négociation, c'est-à-dire au milieu de janvier 1794, le plus jeune des oncles de l'empereur, l'électeur de Cologne, dont la résidence était trop voisine du théâtre de la guerre pour qu'il ne s'en ressentît pas cruellement, arriva à Vienne dans le but de réchauffer le zèle de son neveu. Bien qu'il fût sur tous les autres points aussi hostile à la Prusse que Colloredo, il considérait la coopération de cette puissance à la guerre

de France comme indispensable. Il s'éleva donc énergiquement contre Thugut et Rollin, auxquels il attribuait le dernier échec, trouva Colloredo animé d'une violente jalousie personnelle contre Thugut, gagna l'archiduchesse Marie-Christine à ses idées, et chercha à faire donner la direction des affaires au général Lascy, partisan déclaré d'une énergique offensive (1). Mais, tandis qu'il poursuivait ses intrigues avec toutes les lenteurs propres à la cour de Vienne, survint un incident qui hâta le dénoûment de cette crise si compliquée.

L'Angleterre fit sa première tentative sérieuse pour provoquer entre les puissances du continent une solide alliance contre la révolution, dont les proportions devenaient chaque jour plus gigantesques.

Le ministère Pitt, comme nous l'avons vu, n'avait pris part à la guerre qu'avec une extrême répugnance, et n'y avait consacré qu'une faible partie de ses forces. L'envoi d'une armée de trente mille hommes en Belgique, le blocus de quelques ports français, une guerre de corsaires faite au commerce ennemi, la prise de quelques îles des Indes occidentales, voilà tout ce que les armements anglais avaient produit jusque-là. D'un autre côté, l'Angleterre n'avait fait preuve ni de prudence ni d'adresse : elle avait négligé de soutenir la Vendée et de mettre à profit la possession de Toulon, elle avait provoqué l'échec de la dernière campagne par sa maladroite expédition contre Dunkerque, et elle allait, par imprévoyance et avidité tout à la fois, confier à des forces considérables une expédition inutile contre la Guadeloupe ou la Martinique. Lorsque lord Auckland représenta que la guerre ne pouvait alors avoir qu'un seul but, celui d'écraser la Convention, et que tous les efforts devaient tendre à ce but, attendu que cette victoire entraînerait toutes les autres à sa suite, les ministres n'essayèrent pas de le contredire; néanmoins l'expédition partit, car en la différant on aurait craint d'avoir l'air de faiblir, et, après l'échec de Dunkerque, du reste, il fallait chercher ailleurs un butin assuré. Personne n'aurait reconnu dans l'auteur de ces pitoyables combinaisons le fils du grand Chatham, personne n'aurait pressenti en

(1) Lucchesini au roi de Prusse, 4 et 18 janvier, 15 février, 5 mars

lui l'arbitre et le maître futur des destinées de l'Europe. Mais, en cette occasion, on devait reconnaître une fois de plus que, de tous les dons humains, une forte volonté morale est le plus fécond et le plus précieux. Ce ne fut que lorsqu'ils virent faiblir les alliés de l'Angleterre et grandir ses ennemis, que le ministre et le pays avec lui comprirent qu'ils avaient une guerre à soutenir; ils pensèrent à se mettre sérieusement à l'œuvre, alors que les vœux de tous appelaient déjà la fin de la lutte. En même temps qu'il travaillait aux armements sur terre et sur mer, le gouvernement prit alors de nouvelles mesures pour réprimer les tendances révolutionnaires à l'intérieur, et agit de toutes parts pour assurer la durée de la coalition. La diplomatie anglaise mit tout en œuvre à Saint-Pétersbourg et à Madrid, aussi bien qu'aux cours scandinaves et italiennes, pour combattre les progrès de la révolution. Un des plus célèbres politiques de l'Angleterre, lord Malmesbury, fut envoyé à Berlin, à la fin de décembre 1793, avec la mission d'offrir à la Prusse des subsides suffisants, si réellement c'était la pénurie d'argent qui l'empêchait d'agir. Malmesbury recueillit sur sa route, en Hollande et à Francfort, les renseignements les plus décourageants sur les dispositions de la cour de Berlin. Il fut donc très-agréablement surpris de l'empressement avec lequel le roi lui assura sur l'honneur qu'il n'avait pas de plus vif désir que de recommencer la lutte contre les Jacobins. Mais lorsque Malmesbury voulut s'informer de l'état des finances du pays, il reçut toujours la même réponse, c'est-à-dire que la guerre et les folles dépenses avaient épuisé le trésor, et que de si lourds impôts pesaient depuis un demi-siècle sur le peuple, qu'on ne pouvait songer à en établir de nouveaux sans provoquer des soulèvements. Là-dessus, Pitt n'hésita plus; le 5 février 1794, Malmesbury reçut l'autorisation d'offrir à la Prusse, si elle voulait mettre sur pied une armée de cent mille hommes, un subside de deux millions de livres, dont l'Angleterre devait payer les deux cinquièmes, et l'Autriche, la Hollande, et la Prusse elle-même les trois autres (1). C'était peu de chose, en comparaison des

(1) Ce qui est remarquable, c'est que les diplomates autrichiens racontèrent que ce plan avait été conçu par la Prusse, et trouvé inacceptable en Angleterre. L'ambassadeur anglais à Vienne lui-même, entièrement gagné par Thugut, était pénétré de cette conviction. L'excellent homme croyait le ministre autrichien sincère, loyal, et digne de toute confiance.

22 millions de thalers demandés originairement par la Prusse; cependant, après quelques pourparlers, le roi déclara qu'il acceptait, et le traité fut provisoirement signé le 12, sous la réserve du consentement de l'Autriche et de la Hollande. Comme on ne pouvait douter de cette dernière, tout dépendait de la résolution de l'empereur. On lui demanda donc s'il était disposé à faire le sacrifice de 400 000 livres sterling, en échange d'une armée prête à combattre la révolution. Cette question fut appuyée par une lettre du prince de Cobourg, lequel annonçait qu'il avait dressé, de concert avec les Anglais, le plan de la prochaine campagne, d'après un projet de Mack, ajoutant qu'il lui fallait encore un renfort de trente-sept mille hommes, non-seulement pour commencer l'attaque, mais même pour pouvoir simplement répondre de la défense du pays (1). Ainsi pressée de toutes parts, il fallait enfin que l'Autriche se décidât.

La décision était prise d'avance par les hommes qui dirigeaient la politique autrichienne. Thugut surtout, qui était à Vienne le véritable chef de la diplomatie, détestait et redoutait les Prussiens, alliés de l'Autriche, plus que les Français, ses adversaires (2). Au point de vue militaire, rien ne semblait devoir être plus funeste que l'éloignement de l'armée prussienne du théâtre de la guerre; mais Thugut, ne consultant que la politique, considérait, au contraire, la présence de cette armée comme le plus grand de tous les malheurs. Peut-être eût-il consenti à payer quelques régiments prussiens qui eussent été soumis aux ordres d'un général impérial; mais une armée prussienne indépendante, placée surtout dans la position qu'occupait celle-ci sur le Rhin-moyen, lui semblait présenter les plus graves dangers pour l'Autriche, en ce qu'elle séparait complétement de ce pays les troupes impériales qui se trouvaient en Belgique. Dans son irritation contre la Prusse, il croyait le roi et ses ministres capables de tout; il allait même jusqu'à les soupçonner d'entretenir des intelligences perfides avec la France et de méditer des plans d'attaque contre les provinces autrichiennes. Cela seul eût

(1) Comme ce plan fut abandonné, je n'en parlerai pas davantage. On trouvera des détails à ce sujet dans Witzleben, III, 51 et suiv.

(2) Ce qui suit est tiré des dépêches de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, sir Morton Eden, *State paper office, London*, et de la correspondance de Thugut et du comte Cobentzel, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, *Archives de Vienne*.

suffi pour qu'il désirât retirer l'armée impériale de Belgique et la ramener en Bohême, et pour qu'il fût prêt à provoquer la dissolution de l'armée prussienne. On devine donc avec quelle fermeté il repoussa, dès le premier mot, l'idée de payer un seul florin pour conserver cette armée. L'ambassadeur de Russie l'assura de la complète approbation de son gouvernement, de ce même gouvernement qui, peu de temps auparavant, avait si énergiquement pressé la Prusse de continuer le combat. Sur ces entrefaites, Thugut envoya le 27 février à Saint-Pétersbourg un nouvel exposé de la situation, dans lequel son irritation contre la Prusse perçait à chaque ligne. Il se déclarait prêt à continuer la guerre de France, mais à la condition que les puissances garantiraient un dédommagement suffisant à l'empereur, et le protégeraient contre les artifices de la politique prussienne. Par suite, dit-il, de la tournure regrettable prise par les événements, l'Autriche consentait à rabattre considérablement de ses prétentions sur les provinces françaises; mais c'était une raison de plus pour qu'elle tînt à rester libre de s'étendre en Vénétie. Tout en promettant son secours à Catherine contre la Turquie, elle suppliait l'impératrice de ne rien entreprendre de ce côté tant que durerait la guerre de France, de peur que la Prusse ne profitât, pour s'étendre audacieusement en Pologne, du moment où elle verrait les armées russes occupées sur le Danube et les armées autrichiennes retenues sur le Rhin. Thugut demandait aussi que la Russie conservât d'importants corps de troupes en Pologne, afin de tenir également l'avidité prussienne en échec de ce côté. Enfin il trahit toute sa pensée par ces paroles : « A vrai dire, il serait à désirer que la Prusse, par un acte d'hostilité quelconque, nous fournît un prétexte pour faire rentrer cette puissance perfide dans de justes limites. »

Il est évident que ce désir de se protéger contre l'hostilité de la Prusse, et même d'attaquer cette puissance de concert avec la Russie, était incompatible avec un zèle ardent pour la guerre de France. Thugut, aveuglé par la crainte et la haine, se trompait complétement dans son jugement sur le gouvernement prussien, lequel, bien que peu disposé à faire de nouveaux efforts contre la France, ne songeait nullement à tourner ses armes contre l'Autriche; mais on conçoit que, par suite de cette erreur, la Belgique

et les bords du Rhin dussent lui être indifférents; dans la crainte d'une attaque contre la Bohême, il était naturel qu'il fût plus disposé à abandonner Bruxelles qu'à découvrir la route de Vienne.

Il ne pouvait, à la vérité, proclamer immédiatement et hautement ce système. Indépendamment de tous les autres obstacles, il avait à triompher de la volonté de l'empereur, qui ne se montrait en rien disposé à faire la paix avec les Jacobins, et qui, au contraire, sous l'influence de Colloredo, semblait redoubler d'ardeur contre les Français. Quelques semaines auparavant, le comte Mercy, l'ancien ambassadeur à Paris, avait demandé de Belgique que l'empereur, pour donner une vie nouvelle aux opérations de guerre, vînt prendre en personne le commandement suprême des armées alliées (1). François II avait accueilli avec joie cette idée, qui lui promettait de la distraction, un voyage, la vue de pays inconnus, et vraisemblablement de riches lauriers; dans cette disposition, il avait approuvé le plan de campagne de Mack, lequel avait pour but une attaque sur Paris, avant même que ce plan eût été soumis aux Anglais. Il était donc aussi éloigné que possible du système de Thugut; et s'il avait été doué de la moindre pénétration, il aurait dû souscrire des deux mains au traité de Malmesbury. Mais ici le prince Colloredo, sans le vouloir, vint puissamment au secours de son rival. Son projet d'armement général du peuple avait été reconnu impraticable : « N'importe, dit-il, nous pouvons toujours nous passer des Prussiens. » Il démontra que ces derniers n'avaient environ que soixante mille hommes sur le Rhin; que, sur ce nombre, sept mille y étaient comme contingent de l'empire, que vingt mille étaient, en tout cas, assurés à l'empereur par le traité de février, et que le reste serait facilement compensé si l'on réunissait sérieusement les différents contingents des autres États de l'empire, pour en former une grande armée impériale. Quand on lui objecta que ces effectifs épars ne pourraient pas être sous les armes avant l'automne (2), il répondit que l'on pourrait conserver les Prussiens jusque-là, même sans subsides. Quand on lui fit remarquer que

(1) Il en avait déjà été question une fois auparavant; mais l'opposition de l'impératrice avait fait abandonner ce plan.

(2) Tout l'ouvrage de Vivenot (le duc Albert de Saxe-Teschen) prouve combien cette objection était fondée, ce qui n'empêche pas l'auteur de déclarer excellent le système de Colloredo, et d'approuver le rejet de la proposition anglo-prussienne

plusieurs des contingents dont il parlait étaient déjà à l'armée de Cobourg, laquelle serait, en conséquence, affaiblie par la formation de l'armée impériale, il répliqua que ce qui pourrait alors arriver de pire serait que les mouvements d'attaque fussent suspendus pendant quelque temps en Belgique; que Cobourg resterait toujours assez fort pour la défense; que les Anglais mettraient tout en œuvre pour empêcher les Français de se rendre maîtres du pays, et que la Russie saurait procurer à l'empereur une acquisition d'un autre côté. Ces réponses étaient tout à fait d'accord avec les vœux qui remplissaient alors le cœur de François II, son voyage en Belgique, et le rejet de l'aide de la Prusse; il accueillit donc la proposition de Colloredo avec la plus vive satisfaction, et manifesta sa résolution au prince de Cobourg le 12 février, le jour même où, à Berlin, le comte Malmesbury signait son traité. Par là, le sort de la négociation anglaise était fixé d'avance, à la grande satisfaction de Thugut; le parti de la guerre se privait lui-même du seul moyen qui eût rendu la guerre possible.

Thugut et Colloredo déclarèrent donc au marquis Lucchesini que l'Autriche était hors d'état de contribuer en rien au payement des subsides promis à la Prusse. Lucchesini avait l'ordre, si ce cas se produisait, d'annoncer que l'armée prussienne allait quitter le Rhin pour rentrer dans sa patrie, à moins qu'avant le 15 mars l'Autriche ne fût revenue à des sentiments meilleurs. Mais, dès le 28 février, les ministres autrichiens affirmèrent à l'ambassadeur qu'il était inutile qu'il attendît aussi longtemps, que la résolution de l'empereur était irrévocable, et que l'Autriche, prête à tout événement, ne réclamait du roi de Prusse que les vingt mille hommes promis par le traité de février. Lucchesini put bientôt se convaincre de la force de l'inimitié qui avait dicté et qui soutenait cette résolution. Lorsque celle-ci fut connue à Vienne, les envoyés des petits États Allemands, qui croyaient déjà voir les Prussiens éloignés et les Français envahissant sans obstacles le territoire de l'empire, accoururent près de Thugut, pleins d'une mortelle anxiété; le ministre les rassura en leur affirmant que la Prusse aurait tourné son armée de cent mille hommes non contre les Français, mais contre les États ecclésiastiques, que le refus de l'empereur avait pour le moment sauvé l'empire de ce danger,

mais que la formation d'une forte armée impériale était absolument nécessaire pour tenir en respect à l'avenir les Français aussi bien que les Prussiens.

La nouvelle de cette fatale résolution se répandit rapidement dans toute l'Europe; partout elle excita violemment les esprits, quoique de manières bien diverses. A Berlin, il fut nécessairement arrêté que les troupes quitteraient le Rhin, et le général Mœllendorf, qui avait remplacé Brunswick depuis le commencement de l'année, reçut le 11 mars l'ordre de se retirer vers Cologne et la Westphalie. Néanmoins, le roi souhaitait toujours ardemment de continuer à combattre la révolution. Aussitôt après l'arrivée de la dépêche de Vienne, il avait demandé à chacun de ses ministres son avis sur la politique à suivre, et en avait reçu des réponses bien différentes. Le comte Alvensleben, qui s'était toujours montré l'ennemi de l'Autriche beaucoup plus que de la France, voulait qu'on rappelât toute l'armée, qu'on s'assurât la faveur de la Russie en lui abandonnant la Turquie, et qu'on fît la paix aussi promptement que possible avec la république française. Le comte Haugwitz, au contraire, pensait que, puisque le roi se considérait toujours comme faisant cause commune avec l'Europe, il devait, après le refus de l'Autriche, s'entendre avec l'Angleterre et la Hollande. Selon lui, tandis que les vingt mille hommes réclamés par l'Autriche resteraient sur le Rhin, on devait, moyennant un subside raisonnable, mettre à la disposition des puissances maritimes, près de Wesel, une armée de cinquante mille hommes, destinée à défendre la Hollande et à exercer peut-être une influence décisive sur la guerre de Belgique. Le roi n'hésita pas un instant entre ces deux avis. Il chargea sur-le-champ le comte Haugwitz d'entamer, conformément à son système, une nouvelle négociation avec Malmesbury. Ces deux hommes d'État tinrent leur première conférence le 7 mars, et Malmesbury, bien que ce cas ne fût pas prévu dans ses pouvoirs, fit entrevoir des perspectives si séduisantes, que le roi envoya le 14 à Mœllendorf un nouvel ordre, par lequel il lui enjoignait de toujours conduire les troupes à Cologne, à l'exception des vingt mille hommes précités, mais de s'arrêter là, attendu que, très-vraisemblablement, lui-même viendrait en Belgique se mettre à la tête d'une nouvelle expédition.

Ces plans, d'après leur nature même, ne pouvaient être communiqués à personne avant la conclusion définitive du traité anglais. L'irritation et l'effroi furent donc immenses dans tous les États du haut Rhin, lorsque les régiments prussiens quittèrent leurs quartiers et commencèrent leur retraite. On ne voyait encore rien de l'armée impériale, si pompeusement annoncée; les troupes autrichiennes, à la tête desquelles le général Brown avait remplacé Wurmser, ne se remettaient que lentement des coups qu'elles avaient reçus en décembre, et les populations prévoyaient avec terreur le moment où la dévastation du Palatinat, gagnant l'autre côté du Rhin, se communiquerait à toute l'Allemagne. Le quartier général de Cobourg partageait ces sentiments. En 1793 déjà, il avait indiqué une opération prussienne contre la Sarre et la haute Meuse comme la plus puissante diversion à la guerre de Belgique; au lieu de cela, il prévoyait maintenant qu'une partie de l'armée française, dite armée de la Moselle, allait opérer contre la basse Meuse et le flanc est de l'armée alliée en Belgique, tandis que l'armée du Rhin reprendrait sur une plus grande échelle le rôle joué par Custine en 1792, s'emparerait de Mayence, envahirait de là les provinces Rhénanes jusqu'à Cologne, et achèverait de cerner l'armée de Belgique. Cobourg avait exposé tout cela à l'empereur, aussitôt après avoir reçu la lettre qui lui annonçait la formation d'une armée impériale; mais l'empereur avait répondu : « La lettre du prince est un avertissement pour moi ; cependant, ses objections ne me détourneront pas de mon projet de faire agir séparément une armée impériale. » On annonça aussi au prince, conformément aux idées de Colloredo, que Mack avait basé la rédaction de son plan de campagne sur plusieurs suppositions erronées, qu'il importait de rectifier dans l'intérêt même de la cause; que l'empereur ne pouvait plus envoyer de renforts de ses États héréditaires, et que Cobourg était invité à s'abstenir dorénavant de toute demande à ce sujet, s'il ne voulait pas affliger l'empereur; que, si une attaque contre la France devenait impossible, il y aurait sans doute lieu de le regretter, mais qu'il faudrait s'y résigner comme à une chose irrémédiable, et se borner à la défensive; que, du reste, il fallait que le prince réclamât énergiquement des secours plus considérables des puissances mari-

times, puisque l'Autriche avait fait tout ce qui dépendait d'elle, et que, comme dernière preuve de son zèle, l'empereur lui-même arriverait en Belgique à la fin de mars, pour y prendre le commandement en chef.

Cobourg, bien qu'il fût prince de l'empire, avait le cœur tout autrichien ; il était toujours prêt à accepter les paroles de l'empereur et à recevoir les ordres du cabinet avec une respectueuse soumission ; mais cette fois, il fut profondément ébranlé et ressentit un violent désespoir. Il disposait en tout de cent soixante-quatre mille hommes (1), troupes excellentes, avec lesquelles un général de la trempe de Napoléon se fût peut-être considéré comme invincible, quelles qu'eussent été les circonstances. Il ne manquait pas non plus de courage, et on l'avait vu conserver un calme impassible au milieu d'une grêle de balles ; mais il succomba cette fois sous le poids d'une responsabilité qu'il n'avait ni assez d'indifférence et de légèreté pour ne pas sentir, ni assez de force pour accepter. Il ne pensa qu'à sa propre faiblesse en présence d'un danger toujours croissant, à la longue étendue de frontières, depuis Luxembourg jusqu'à Ostende, qu'il avait à protéger contre un ennemi peut-être deux fois supérieur, à la ligne du Rhin envahie de tous côtés après la retraite des Prussiens. Inquiet, désespéré, il voyait son entourage et l'état-major de l'honnête mais peu habile duc d'York, aussi découragé que lui-même. Enfin il fut résolu, dans un nouveau conseil de guerre tenu à Bruxelles, qu'on ouvrirait la campagne à Valenciennes, c'est-à-dire au centre de la position générale, par une attaque sur Landrecies, place forte du voisinage, tandis que Clerfayt couvrirait la Flandre à droite, et Kaunitz la Sambre à gauche. « Que Votre Majesté, écrivit alors Cobourg à l'empereur, daigne réfléchir à ce qu'il doit nous en coûter de nous décider à attaquer Landrecies ; en restant inactifs nous aggraverions encore la situation, et cependant l'espoir d'un succès est presque impossible en présence des forces si supérieures de l'ennemi ! Je désire que ceux qui conseillent Votre Majesté à Vienne, et qui ont fait échouer tous nos plans, en assument la responsabilité devant Dieu, de-

(1) Cent quatorze mille Autrichiens, et cinquante mille alliés, dont il fallait déduire dix-sept mille hommes pour les garnisons. — Faits militaires, I, 285. — Witzleben, III, 26 et suiv.

vant l'empereur, devant le monde entier, mais je doute que jamais ils puissent se justifier! » Il adressa des plaintes tout aussi vives à Mœllendorf, au gouvernement hollandais, à Malmesbury, et tâcha d'obtenir au moins que les Prussiens ne quittassent pas encore Mayence. Sur ses instances, l'archiduc Charles se décida, de sa propre autorité, à partir pour Vienne, pour y faire une dernière tentative en faveur d'un changement de système. Cobourg avait déjà rédigé deux lettres à l'empereur pour lui offrir sa démission; mais, au dernier moment, il manquait toujours de la force ou de l'égoïsme nécessaire pour tourner le dos à son souverain et à ses troupes au moment du danger. Il finit donc par rester à son poste avec la soumission passive et dévouée du soldat, quoiqu'il n'espérât plus qu'humiliations pour lui-même, et défaites pour son armée.

Cependant, les choses étaient à Vienne sur une pente trop glissante pour ne pas avancer d'elles-mêmes. Sous le rapport politique, la question orientale devait à chaque pas, depuis le rejet de la proposition prusso-anglaise, repousser davantage la question française dans l'ombre; sous le rapport militaire, toutes les plaintes de Cobourg ne devaient nécessairement servir qu'à le rendre importun, et à le faire accuser de n'être pas à la hauteur de sa position. Tout en lui demandant une conduite énergique et de rapides succès, on persistait à lui refuser des renforts, bien que soixante-dix mille hommes, sans compter les garnisons, se trouvassent disponibles et prêts à marcher; mais Thugut, qui redoutait toujours une attaque des Prussiens, ne croyait pas devoir se dessaisir de ces troupes. Les négociations entamées avec Malmesbury auraient dù cependant éloigner toute crainte de cette nature et permettre, pour le moment, de placer Cobourg en situation de se mesurer encore une fois contre les Français avec quelques chances de succès; néanmoins la méfiance de Thugut contre la Prusse restait inébranlable, et à aucun prix il ne voulait dégarnir les États héréditaires.

En apprenant l'arrivée inopinée de l'archiduc Charles à Vienne, l'empereur crut que quelque grand malheur était survenu; mais lorsqu'il sut de quoi il s'agissait, il témoigna un vif mécontentement, ne permit pas que son frère intervînt dans sa politique, et l'invita, trois jours après, à revenir tranquillement en Belgi-

que avec lui. Les deux princes partirent le 30 mars; le lendemain on apprit à Vienne, à la stupéfaction générale, que l'empereur avait écrit de Linz au prince de Waldeck, désigné pour prendre un commandement en Italie, et l'avait appelé en toute hâte au quartier général de Belgique. Waldeck était un vaillant officier, qui avait perdu un bras dans la guerre de France; il était résolu et dissimulé, passionné dans ses opinions, d'une ambition effrénée, peu sûr pour ses amis, et fort dangereux pour ses adversaires. Il n'avait jamais caché sa haine pour Cobourg et pour Mack; l'appel qui lui était fait dans ces graves circonstances prouvait donc que Rollin, en présence des nouveaux événements, avait surmonté sa répulsion pour le parti de Lascy et avait cédé à l'influence de Thugut, même dans une question militaire.

Tandis que les chefs des armées puissantes rassemblées en Belgique inclinaient ainsi d'un commun accord vers la paix, des nuages de plus en plus sombres, précurseurs d'un nouvel orage, s'amoncelaient à l'Orient de l'Europe. Tous les régiments russes quittaient successivement la Pologne pour se diriger vers la Volhynie, et il était évident que l'armée de réserve destinée à soutenir Dolgoruki et Souvaroff serait bientôt portée à soixante-dix mille hommes. Les négociations se poursuivaient avec l'Angleterre, au sujet du traité d'alliance définitif; mais elles s'arrêtaient toujours au même point, la demande faite par l'Angleterre d'un corps de troupes pour la guerre de France. Catherine restait inébranlable dans son système, qui était de combattre la France par sa diplomatie et non par ses armes; mais il fallait pourtant que ce système s'accordât avec la situation nouvelle. Tandis qu'elle poussait sans cesse la Prusse à la guerre contre la révolution, elle était d'accord avec l'Autriche pour suivre une ligne de conduite tout opposée. Elle s'irrita même de la tentative faite par l'Angleterre pour retenir les deux puissances allemandes dans l'alliance formée contre la France, et de l'offre de Malmesbury de mettre l'armée prussienne à la disposition de l'empereur moyennant un faible subside. Quand la nouvelle en arriva à Saint-Pétersbourg, Markoff s'écria qu'une telle offre n'aurait pas dû être faite à l'Autriche, et il ajouta que Malmesbury avait toujours eu le talent de gâter les meilleures situations. Au moment même où l'empereur

prononçait son refus à Vienne, un grand conseil des ministres avait lieu à Saint-Pétersbourg pour décider la question de la guerre contre les Turcs. Le vice-chancelier Ostermann et le comte Besborodko déclarèrent que l'ouverture des hostilités serait le plus grand malheur qui pût arriver à la Russie dans la situation actuelle; mais Suboff et Markoff exprimèrent un avis tout opposé, avec d'autant plus d'assurance qu'ils savaient pouvoir compter sur l'approbation de l'impératrice. Bientôt après, vers le milieu de mars, Besborodko demanda un congé de plusieurs semaines, et Ostermann se retira complétement de la politique active, en exhalant de nombreuses plaintes. Le plan déclaré infaillible par Markoff, et approuvé par Catherine, consistait à mettre les provinces frontières en état de défense, au moyen de corps de troupes considérables, et de porter en même temps le coup décisif à Constantinople, à l'aide de la flotte. Une fois qu'on aurait ainsi frappé l'empire des Osmanlis au cœur, on espérait avoir facilement raison du reste du pays.

Mais en ce moment se produisit une catastrophe qui, bien que prévue par le grand nombre, surprit complétement les possesseurs du pouvoir et troubla tous les projets, en dirigeant les pensées, celles des amis comme celles des ennemis, sur un point tout nouveau.

CHAPITRE III

INSURRECTION DE LA POLOGNE

Après avoir signé le traité qui consacrait sa soumission à la Russie, la diète polonaise resta encore assemblée à Grodno pendant quatre semaines environ, durant lesquelles elle déploya une grande activité officielle. Sous la direction et la tutelle de l'ambassadeur russe, elle rédigea une nouvelle constitution, changea la circonscription des provinces, réorganisa l'administration, la législation et les finances; bref, à entendre Sievers, il semblait qu'une nouvelle ère, toute de prospérité,

s'ouvrit pour la Pologne. Mais ce paisible bonheur reposait sur des bases peu solides, et Sievers lui-même, malgré ses bonnes intentions, provoqua de nouveaux ébranlements. Il connaissait et méprisait ses anciens protégés, les Targoviciens, il savait qu'ils étaient de toutes parts des objets de haine et de colère, et il songea à fortifier l'influence russe en employant des instruments moins odieux au pays. A peine ce changement se fut-il manifesté dans la politique du puissant protecteur, que la haine inspirée par les Targoviciens se fit jour au sein même de la diète; dans sa dernière séance, cette assemblée cassa d'un seul coup toutes les décisions de la confédération. Malheureusement, parmi ces décisions, il en était une qui défendait de porter les décorations militaires obtenues pendant les dernières luttes contre la Russie, et qui fut annulée comme les autres; aussitôt, les patriotes polonais firent reparaître les insignes prohibés jusque-là. Les généraux russes s'en offensèrent, et Catherine résolut, sur leur rapport, de punir sévèrement cette première explosion d'un sentiment national que rien ne pouvait dompter. Elle rappela et accabla de sa disgrâce l'ambassadeur qui n'avait pas su prévenir un tel scandale, et elle le remplaça par l'orgueilleux et redoutable commandant de ses troupes en Pologne, le général Igelstrœm. Elle exigea ensuite du gouvernement polonais tout tremblant une satisfaction dont elle laissa à son repentir le soin de fixer la nature et l'étendue. Le roi et le conseil permanent, outre-passant leurs pouvoirs, se hâtèrent alors d'abroger la décision de la diète, défendirent de nouveau de porter les ordres séditieux, et envoyèrent une députation solennelle implorer le pardon de l'impératrice. Après cette preuve de soumission absolue, Catherine se déclara satisfaite et disposée à l'indulgence. L'horizon s'étant donc éclairci de nouveau, le gouvernement polonais put encore une fois se consacrer aux affaires intérieures du pays.

Mais ce gouvernement officiel n'était que de nom la représentation de la nation. Il s'appuyait surtout sur les garnisons russes, qui, lors de la signature du traité d'octobre, s'élevaient à environ quarante mille hommes; dans le pays même, il n'avait pour lui que des paysans stupides et indifférents, ou des factieux qui ne respiraient que la haine et le désir de la vengeance. Dans les

grandes villes, telles que Wilna et Grodno en Lithuanie, Varsovie et Cracovie dans le royaume, les citoyens n'avaient pas oublié leur court affranchissement politique de 1791; plus ils étaient opprimés et foulés aux pieds, plus ils regrettaient du fond du cœur cette époque. Dans les campagnes, la plupart des magnats, sans doute, s'étaient placés sous la protection et à la solde de la Russie; mais à côté d'eux s'agitait la masse de la petite noblesse, qui ne supportait qu'en frémissant les maux de la guerre, la brutalité des Russes, l'abaissement profond du nom polonais. L'armée, qui comptait encore trente mille hommes environ, partageait unanimement ces sentiments. Les officiers maudissaient la honte nationale, les soldats mouraient de faim et d'épuisement; tous prévoyaient la prochaine dissolution de l'armée, c'est-à-dire une misère irrémédiable, ou, ce qui les aigrissait encore plus, leur incorporation dans les régiments russes et prussiens.

Dès l'été de 1793, tous ces éléments épars s'étaient réunis et avaient pris une sorte de corps. Un des négociants les plus considérables de Varsovie, nommé Kapostas, avait, depuis le mois de mai, entamé des pourparlers préliminaires avec le général Dzialinski (1); sous leur direction, des réunions secrètes eurent lieu entre de jeunes gentilshommes et des officiers de plusieurs régiments, lesquels avaient été, dans ce but, envoyés dans la capitale par leurs camarades. Ces hommes à têtes ardentes et irréfléchies décidèrent sur-le-champ qu'il fallait tenter une insurrection, quoiqu'ils manquassent absolument d'argent et de matériel de guerre, et qu'ils n'eussent pas, pour le moment, d'intelligences avec une seule puissance étrangère, ni même avec les provinces. La seule chose qui les embarrassât était de donner un chef à cette guerre sainte; mais ils n'hésitèrent pas longtemps, et portèrent leurs vues sur le seul homme qui leur semblât posséder tout à la fois les qualités nécessaires et la confiance de la nation; c'était le héros de Dubienka, Thaddée Kosciusko. Ce général vivait retiré à Leipsick, avec ses amis Ignace Potocki et Hugo Kollontai, les chefs de 1791, déplorant le sort de la patrie,

(1) Ssolowjoff (*la Chute de la Pologne*, p. 323) fait connaître, d'après les interrogatoires de Kosciusko et de Kapostas, plusieurs détails ignorés jusqu'ici. Je me conforme, pour le reste, aux actes des Archives royales de Prusse.

mais ne s'attendant nullement à un si prompt appel. Lorsqu'ils reçurent l'avis que Kosciusko n'avait qu'à se montrer pour mettre la Pologne en flammes, Potocki ne vit là que le rêve de quelques folles imaginations, et exprima la crainte de plonger le pays dans des malheurs plus grands encore si l'on n'attendait pas pour se soulever que la politique de l'Europe eût subi une transformation complète. Mais Kosciusko, quelque calme et réfléchi qu'il fût d'habitude, sentit son cœur ému à cette nouvelle, et voulut au moins juger par lui-même de ce qui se passait. Il se rendit d'abord sur la frontière de la province de Cracovie, puis il finit par pénétrer dans le pays afin de conférer avec le général Wodzicki, tandis que Zajonczek, son confident et son ami, allait prendre de plus amples informations à Varsovie. Les rapports de ce dernier ne furent pas encourageants. La classe aisée de la bourgeoisie, malgré son aversion pour les Russes, reculait effrayée devant toute idée de guerre nouvelle; la haute noblesse, bien qu'animée de sentiments patriotiques, redoutait, en cas de révolution, des mouvements démocratiques parmi ses serfs. Dans le reste de la population, partout on trouvait inquiétude et irritation, mais nulle part force pour agir ni courage pour le sacrifice. Parmi les troupes même, quoique le mécontentement fût général, Zajonczeck ne rencontra que deux généraux, Madalinski et Dzialinski, qui se montrassent prêts à tout oser. Il déclara donc à Kosciusko que, dans cette situation, on pouvait compter sur l'armée, à Varsovie sur les prolétaires seuls, et dans quelques provinces sur la classe de la noblesse pauvre, mais nulle part sur un soulèvement des paysans, et il conseilla énergiquement de ne pas risquer une tentative prématurée, qui ne pourrait amener que des malheurs.

Mais l'apparition de Kosciusko avait déjà porté ses fruits. La nouvelle de son arrivée s'était répandue avec la rapidité de l'éclair dans les régiments, et avait pénétré par eux dans les provinces de l'Ukraine et jusqu'en Courlande. L'exaltation des troupes et des nobles s'accrut bientôt dans des proportions impossibles à décrire; les sociétés secrètes de 1792 se reformèrent de toutes parts; en peu de temps, on en compta plus de sept cents, comprenant plus de vingt mille membres, lesquels avaient juré obéissance aveugle, à la vie et à la mort, aux ordres du *Grand*

Père, comme ils nommaient Kosciusko. Parmi ces milliers d'hommes, il ne se trouva pas un traître. Le pays fut soudainement rempli d'une agitation générale; mais les Russes, bien qu'ils s'en aperçussent, n'avaient aucun moyen de découvrir les plans et leurs auteurs. En janvier 1794, lorsqu'on apprit à Varsovie les victoires remportées par les Français à Toulon et à Landau, la joie l'emporta un instant sur la circonspection, et un long cri d'enthousiasme remplit la capitale. Igelstrœm, qui était depuis plusieurs semaines dans la plus cruelle anxiété, fit arrêter une foule de gens, qu'il envoya en Russie sans jugement ou qu'il soumit à une longue procédure criminelle. Mais à ce moment d'excitation succéda de nouveau un silence complet, et pas un des fils essentiels de la conspiration ne fut découvert.

Kosciusko d'ailleurs était reparti et avait entrepris un voyage en Italie, afin de détourner l'attention de ses ennemis. Il mit ce temps à profit pour se créer des relations à l'étranger, pour obtenir de l'argent du Comité de Salut public, pour solliciter l'appui de la Turquie et de la Suède. Les nouvelles qui lui arrivaient de Pologne étaient meilleures de jour en jour. Pendant tout le mois de février, les bataillons russes s'étaient dirigés en longues colonnes vers l'Est et le Sud; Igelstrœm n'avait plus que vingt mille hommes tout au plus, qu'il rassembla à Varsovie ou dans les environs, de sorte que, Cracovie étant à peu près libre de garnisons étrangères, la noblesse de ce Palatinat se déclara à l'unanimité pour une explosion immédiate. En Ukraine, les anciens régiments polonais devenus russes par suite du partage, qui étaient rassemblés sur le Dniester en vue de la guerre contre les Turcs, commençaient à s'agiter, à piller les villages et à rendre les routes peu sûres. A l'Ouest, dans les nouvelles provinces prussiennes, Wibinski, l'agitateur des années précédentes, entretenait la fermentation parmi la bourgeoisie de Posen, de Gnesen et de Kalisch, tandis que le clergé fomentait dans toutes les familles la haine du protestant, nouveau maître du pays, et que les employés royaux, bien intentionnés d'ailleurs, irritaient les paysans par des formalités et des longueurs auxquelles ceux-ci n'étaient pas accoutumés. Jusque là, Ignace Potocki et Kollontai n'avaient pas voulu croire à la possibilité d'une lutte; mais cette agitation, qui se manifestait partout à la fois, finit

par triompher de leurs hésitations. Zajonczek seul persistait dans ses objections, et Kosciusko, qui avait toute confiance en lui, résolut d'attendre pour agir que la situation fût plus nettement dessinée à l'étranger, surtout pour ce qui regardait la guerre, soit avec la France, soit avec la Turquie. Dans l'intervalle il comptait travailler à étendre toujours davantage ses affiliations dans la Pologne russe et dans la Pologne prussienne; puis, quand le bruit du canon se serait fait entendre aux rives de l'Escaut comme à celles du Danube, à un jour donné, le peuple, altéré de vengeance, se serait jeté partout à la fois sur les garnisons étrangères et aurait vengé la patrie en l'inondant du sang de ses oppresseurs.

Mais, au moment même où ces instructions venaient d'être envoyées aux différentes associations, Igelstrœm fit connaître au gouvernement de Varsovie l'ordre de la Czarine, qui enjoignait que l'armée polonaise fût réduite à neuf mille hommes et celle de Lithuanie à six mille, et que le reste des troupes fût immédiatement licencié. Le Conseil permanent se déclara, comme toujours, prêt à obéir; cependant il fut obligé d'apporter la plus grande circonspection dans l'exécution du décret, car on n'avait absolument aucun moyen d'empêcher les soldats licenciés de mourir de faim, et on devait craindre, par conséquent, des actes de révolte et de pillage. Igelstrœm offrit aux soldats des enrôlements dans le service russe; mais nul n'accepta ce changement et quelques semaines se passèrent avant que le gouvernement polonais osât mettre le décret de licenciement à exécution. Ce délai fut pour Kosciusko de la plus haute importance. L'armée occupait la première place dans son plan; l'annonce du prochain licenciement de cette armée mit donc fin à toutes ses hésitations. Bien que les Turcs et les Français ne fussent pas encore en campagne, bien que plusieurs provinces polonaises ne fussent pas encore armées, il fallait maintenant se risquer à tout prix. Il recommanda aux têtes chaudes de Varsovie de ne pas tout compromettre par un soulèvement précipité; mais le 6 mars (1794) il envoya à Paris un de ses confidents, Piramovitz, avec mission d'instruire le Comité de Salut public du changement survenu dans la situation, de lui demander de l'argent et des officiers, et de désigner le 24 comme le jour fixé pour l'explosion, qui devait

commencer par Cracovie. Il s'excusa en même temps de ne pouvoir immédiatement établir la démocratie pure en Pologne, attendu qu'il avait besoin du secours de la noblesse et du clergé, et qu'il devait s'appliquer avant tout à conserver la concorde à l'intérieur. Le messager arriva heureusement à Paris, et le Comité approuva tous les projets du général; il ne trouva même rien à objecter à l'emploi des forces de la noblesse et au maintien des formes aristocratiques en Pologne; ce qui lui importait, c'était de susciter de nouvelles difficultés aux puissances allemandes, et, à ce point de vue, avant même qu'un seul coup de canon eût été tiré sur la frontière belge, le Comité de Salut public reconnut combien il était de son intérêt de soutenir la Pologne.

De même, en effet, que la perspective d'une guerre avec la Turquie rendait les hommes d'État autrichiens indifférents à la guerre de France, les premiers mouvements de la Pologne fixèrent dans le même sens les longues hésitations de la politique prussienne. La France eut donc le bonheur inouï qu'au moment même où ses armées mettaient le pied sur le théâtre de la guerre, ses principaux adversaires, attirés ailleurs par de plus puissants intérêts, s'en détournèrent comme à l'envi.

Nous avons déjà vu que le roi de Prusse brûlait du désir de combattre les Jacobins, mais que personne, autour de lui, ne partageait ses idées. Au ministère, Haugwitz était le seul qui ne les condamnât pas absolument; Finkenstein, Alvensleben, et le ministre de la guerre, Geusau, éprouvaient un vrai désespoir en entendant le roi parler sans cesse d'une campagne prochaine sur le Rhin ou en Belgique. Ce qui était plus grave encore, c'est que, dans l'intimité même du monarque, Lucchesini et Manstein étaient tout à fait disposés à soutenir les ministres. Ils considéraient l'ardeur du roi comme l'effet d'un enthousiasme romanesque qui ne tiendrait pas devant la gravité des circonstances. En effet, on se trouvait alors dans une situation équivoque, à laquelle il importait de mettre un terme. Continuer la guerre avec la France et ne pas chercher à se rapprocher de l'Autriche était une contradiction dont la Prusse n'était nullement de force à supporter les dangereuses conséquences. Il fallait évidemment que le roi choisît ici entre deux alternatives : ou qu'il renonçât à cueillir des lauriers contre la France, ou qu'il fît tous les sacrifices

humainement possibles pour renouer son alliance avec l'Autriche. Malheureusement, il ne possédait pas assez de force d'esprit pour se résigner à prendre l'une ou l'autre de ces résolutions, ni même pour en reconnaître la nécessité. Il se sentait à tous égards dans son droit vis-à-vis de l'Autriche; il ne voulait, par de bonnes raisons, lui sacrifier ni la Bavière ni la Pologne; mais il ne voulait pas comprendre que l'entente était dès lors impossible entre les deux États, et que, par conséquent, il y avait folie de sa part à vouloir continuer la guerre avec la France. Tant qu'il persistait dans cette disposition, Manstein, avec son intelligence froide et ses idées bornées, mais inflexibles, avait sur lui une supériorité marquée. Après sa rupture avec l'Autriche, tous les intérêts de la monarchie prussienne réclamaient impérieusement la paix : à l'intérieur, c'était le mauvais état des finances et l'épuisement des provinces; au dehors, le peu de confiance qu'inspirait Catherine et l'inimitié non déguisée de Thugut. Dans cette situation et pour l'amour de tels alliés, la Prusse ne pouvait songer à exposer le peu de forces qui lui restaient encore dans une lutte improductive contre la France. Il y avait cependant encore, pour un œil pénétrant, une autre manière d'envisager les choses : les armements du Comité du Salut public auraient déjà pu alors faire pressentir à un politique perspicace les dangers que l'empire militaire qui se préparait devait susciter à l'Europe. Ceci prévu, ce qui aurait été folie dans des circonstances ordinaires devenait de la sagesse; pour éviter Iéna et Tilsitt, on eût bien pu céder aux exigences de l'Autriche, si dures qu'elles fussent. Quelques politiques anglais, quelques émigrés français seuls envisageaient les choses à ce point de vue; en Prusse comme en Autriche, je ne trouve nulle trace de telles considérations de la part des hommes qui étaient alors au gouvernail. « Il serait certainement désirable que nous pussions agir en commun contre les Français, écrivait alors Manstein à Tauenzien; mais cette coopération ne saurait avoir lieu à nos dépens; ce serait nous sacrifier pour le bien général, ce serait une folie. » Il consentait cependant toujours à ce que l'on négociât au sujet des subsides, car il pensait que, plus on serait fortement armé, plus on obtiendrait à Paris une paix fovorable à la Prusse et à l'Allemagne. Il pensait aussi, et le général Mœllendorf avec lui,

que, l'argent une fois obtenu, l'armée devrait rester sur le Rhin et y conserver une forte défensive afin de protéger l'empire, tandis que le roi, de concert, si c'était possible, avec l'Angleterre et l'Allemagne, écouterait en secret les propositions de paix que lui ferait la France. Afin d'ouvrir une voie à ces propositions, un agent déjà employé à Paris autrefois, un nommé Cetto, s'était rendu dans cette ville dès le mois de janvier (1).

Dans cette situation, Manstein ne pouvait s'opposer ouvertement à l'ardeur avec laquelle le roi ouvrit une nouvelle négociation avec Malmesbury, quoiqu'il n'approuvât en aucune façon les idées belliqueuses de ce prince. Il essaya donc de susciter des entraves à la négociation; mais ses efforts furent déjoués par l'habileté du diplomate anglais. Malmesbury, qui excellait dans l'art d'exploiter les passions humaines et qui savait tirer parti des plus petits moyens pour mener les grandes affaires à bonne fin, mit à profit la jalousie d'Haugwitz contre ses collègues, en inspirant au politique prussien la pensée de transférer les conférences à la Haye et de partir avec lui pour la Hollande. Le roi de Prusse, qui accédait à tout ce qui pouvait favoriser une nouvelle expédition, exprima de nouveau à Malmesbury le désir de prendre lui-même le commandement des troupes de Belgique, et envoya à Moellendorf, comme nous l'avons déjà vu, l'ordre d'éloigner les troupes de Mayence, mais de ne pas leur faire dépasser Cologne, où vraisemblablement il se joindrait à lui pour conduire l'armée en Belgique.

Si cet ordre avait été immédiatement exécuté, nul obstacle, de quelque genre que ce fût, n'aurait peut-être pu arrêter le roi; mais malheureusement, depuis le refus de l'Autriche, Malmesbury était sans instructions de son gouvernement, et il avait ouvert la négociation à ses risques et périls. Il était sûr de l'assentiment de ses ministres pourvu qu''il réussît à maintenir la Prusse dans la coalition; mais il ignorait quelles étaient les intentions de Pitt au sujet de la direction à donner à la guerre, et ne savait pas comment il emploierait l'armée prussienne, une fois l'alliance conclue. A la Haye, il fut assailli par les plaintes de Cobourg et même du gouvernement hollandais; tous le conju-

(1) Manstein à Mœllendorf, 24 février (Correspondance de Mœllendorf). Posch à Vieregg, 18 janvier (Archives publiques de Munich).

raient de peser de toute son influence dans la balance pour obtenir qu'on couvrît la ligne du Rhin. Lui-même se disait que la négociation arrêtait bien la retraite des Prussiens, mais ne faisait qu'accélérer le départ de Mœllendorf de Mayence. Dans sa vive imagination, il en vint à se dire que Pitt serait peut-être du même avis que Cobourg et les Hollandais, et enfin il déclara tout à coup au comte Haugwitz qu'il romprait tout à fait avec lui, si tout ne restait pas dans le *statu quo* sur le Rhin jusqu'à l'arrivée d'une réponse de Londres (1). Haugwitz, de son côté, avait reçu de Mœllendorf des lettres dans lesquelles le général se montrait fort peu disposé à faire une campagne chevaleresque en Belgique; il se décida donc, selon le vœu de Malmesbury, à donner l'ordre fatal et à arrêter la marche de l'armée prussienne. Mais Malmesbury devait bientôt se repentir de sa précipitation. A peine la négociation définitive avait-elle commencé à la Haye, qu'on reçut de Londres l'avis que non-seulement l'Angleterre approuvait la retraite des Prussiens vers la Belgique, mais qu'elle en faisait la condition du traité de subsides. D'un autre côté, Manstein annonça à Haugwitz que le roi comptait toujours se rendre en personne à l'armée; mais qu'actuellement, par suite de la présence de l'empereur, il préférait choisir le Rhin pour théâtre; qu'il s'y rendrait avec quatre-vingt-cinq mille hommes, tandis qu'il n'en accorderait que cinquante mille pour la Belgique, si l'Angleterre persistait dans ses exigences. Que n'aurait pas donné alors Malmesbury pour retirer ses protestations contre la marche vers Cologne! Mais il était trop tard; Haugwitz ne voulait plus entendre parler de s'engager formellement à porter la guerre en Belgique. Comme il se montrait d'ailleurs fort accommodant sur tous les autres points, Malmesbury se décida à adopter un moyen terme. Haugwitz promit une armée de soixante-deux mille quatre cents hommes en échange d'un subside mensuel de 87 000 livres sterling; cette armée devait être prête à entrer en

(1) L'éditeur des Papiers de Malmesbury ne fait mention de ce fait important qu'incidemment et dans une note. Ce livre, malgré tous les renseignements précieux qu'il contient, est, en général, partial et incomplet; beaucoup de dépêches y sont passées sous silence ou abrégées sans motifs plausibles. Dans le cas dont nous parlons, le fait que Malmesbury lui-même avait retenu l'armée prussienne sur le Rhin ne s'accordait pas avec l'opinion de l'auteur, qui considère le séjour prolongé des Prussiens sur le Rhin comme une trahison et un acte de déloyauté; voilà pourquoi il en parle à peine.

campagne un mois après le premier payement, c'est-à-dire vers la fin de mai; les pays conquis par elle devaient être mis à la disposition des puissances maritimes, et les troupes devaient, d'après une convention militaire faite entre les trois États, être employées sur les points où les intérêts de ces mêmes puissances maritimes les appelleraient de préférence. Le but final était donc fixé comme le voulaient les Anglais, mais les moyens à employer pour l'atteindre et le choix du théâtre de la guerre devaient être réglés ultérieurement dans une réunion des généraux. Malmesbury, d'après l'enchaînement des circonstances, ne doutait pas que la guerre ne fût portée en Belgique; le roi de Prusse, au contraire, se réjouissait à l'idée qu'il allait enfin pouvoir se diriger vers le Rhin (1). Cette dissidence seule devait avoir de graves conséquences dès que le moment d'agir serait arrivé; ce qui était plus grave encore, c'est que Manstein persistait dans ses efforts pour refroidir l'ardeur belliqueuse du roi, et était fortement soutenu par les nouvelles qui arrivaient chaque jour du côté de l'Est. Le 6 avril, il écrivait à Haugwitz que le roi était prêt à partir pour l'armée et n'avait consenti qu'à regret à un délai de huit jours; mais que lui, Manstein, ne tenait pas cette résolution pour irrévocable; que les affaires de Pologne lui semblaient réclamer impérieusement la présence du roi à Berlin, et que les ministres partageaient cette manière de voir. Le 10 avril, il s'exprima plus explicitement encore : il manifesta le regret qu'Haugwitz eût promis une armée de soixante-deux mille hommes sans y mettre pour condition expresse que la guerre aurait le Rhin pour théâtre; il convenait qu'il était juste et naturel, si les puissances maritimes payaient les troupes, qu'elles désignassent le lieu de la lutte; cependant il ajoutait que, si l'armée quittait le Rhin, il fallait trouver d'autres moyens de défendre cette ligne. « Le roi, disait-il, ne doit partir ni pour le Rhin, ni pour la Belgique. Le fond de tout cela est la ques-

(1) Ce récit exact, puisé des deux côtés aux sources officielles, montre, je crois, d'une manière irréfutable, qu'il est injuste d'accuser à cette occasion Haugwitz de duplicité pour avoir, à la Haye, convenu avec le négociateur anglais de la possibilité d'une guerre belge, tandis qu'il assura plus tard au général Mœllendorf que le théâtre de la guerre n'était pas encore décidé. Il existe une lettre de lui à Malmesbury, du mois de juin, dans laquelle il décrit tout le cours de la négociation tel que je l'ai raconté, sans que le lord ait pu lui faire une réponse négative.

tion polonaise. Igelstrœm réclame instamment notre secours. Si l'on en vient à le lui accorder, le roi seul peut donner les ordres nécessaires, et il ne peut les donner que de Berlin. Mais il ne pense qu'à la guerre de France, et je crains que, absorbé par cette idée, il ne traite trop légèrement les affaires de Pologne, qui, en elles-mêmes, ne peuvent avoir de bien sérieuses conséquences. » Au milieu de toutes ces graves et inquiétantes réflexions, le guerrier diplomate se consolait dans l'espoir du secours du ciel. « Que le Seigneur soit avec vous et qu'il vous dirige, cher Haugwitz, disait-il en terminant; il le fera si nous lui restons fidèles; plaçons donc en lui toute notre confiance; avec son aide, nous pourrons défier les événements. »

Lorsque Manstein écrivait ces mots, ses craintes étaient déjà plus que réalisées en Pologne. L'explosion avait eu lieu et se propageait avec une rapidité qui dépassait toute attente.

Le licenciement des soldats polonais avait été fixé aux premières semaines de mars. Ce licenciement s'effectua sans trop de difficulté dans quelques régiments, dont les hommes se dispersèrent, bien qu'avec des plaintes et des menaces; la plupart se dirigèrent vers Varsovie et réussirent à entrer dans la ville, quoique les Russes l'eussent entourée d'un triple cordon de troupes pour la préserver de ces hôtes redoutés. Mais lorsque l'ordre du licenciement arriva au général Madalinski, qui tenait garnison à Pultowsk avec dix escadrons de cavalerie, celui-ci refusa nettement d'obéir, rassembla ses troupes, et se jeta avec elles dans les bas-fonds marécageux qui bordent la Nareve près d'Ostrolenka. La petite noblesse des environs se joignit à lui, et porta sa troupe à deux mille hommes environ. Cette résistance produisit un effet immense dans le pays, surtout à Varsovie; aussitôt le licenciement s'arrêta partout; les régiments qui étaient à Varsovie, après avoir congédié seize hommes, déclarèrent au général Igelstrœm qu'ils avaient satisfait à ses ordres. Dans le même moment, Igelstrœm recevait pour la première fois, de Lithuanie, des renseignements exacts sur le nombre et les plans des sociétés secrètes organisées et dirigées par Kosciusko; il se vit tout à coup en présence d'un danger qui enveloppait tout le royaume; lui si impérieux et si altier dans la prospérité, perdit complétement la tête dans cet embarras. A la grande satisfaction des Polonais,

il fit aussitôt emballer ses meubles, et renvoya sa maîtresse en Russie. Il tenait la garnison russe de Varsovie nuit et jour sous les armes, fatiguait les troupes, formait sans cesse de nouveaux plans pour réprimer l'insurrection. Après bien des hésitations, il envoya enfin deux petites colonnes contre Madalinski; mais déjà il n'était plus possible d'atteindre ce hardi partisan. Madalinski s'était tourné d'abord à l'Est, vers la nouvelle province prussienne, y avait dispersé les faibles postes de hussards qui tenaient garnison sur la frontière, et avait pillé quelques caisses de la province; puis, faisant un brusque détour vers le Sud, il avait traversé la Vistule, était passé devant Varsovie, et s'avançait maintenant à marches forcées sur Cracovie. Igelstrœm, éperdu, demandait de tous côtés secours et assistance, et ne pouvait se décider à suivre aucun conseil. Pistor, son quartier-maître général, qui était un officier capable et énergique, le conjura de désarmer les régiments polonais qui se trouvaient à Varsovie; il répondit en soupirant que cela ferait couler des flots de sang et rendrait la révolte générale. L'ambassadeur de Prusse, Buchholz, lui rappela l'importance de l'arsenal de Varsovie, le seul grand magasin d'armes que possédât la Pologne, et le supplia d'en confier exclusivement la garde à ses troupes; pour toute réponse, il demanda à son tour que la Prusse intervînt et occupât tout le pays jusqu'à la Vistule, y compris Varsovie et Cracovie. A la nouvelle de l'approche de Madalinski, sa première pensée avait été d'abandonner Varsovie, où, placé entre la garnison polonaise et la bourgeoisie irritée, il était exposé aux plus grands dangers, et de se mettre avec toutes ses troupes à la poursuite du chef polonais; mais il fut retenu par la fermentation toujours croissante de la capitale, où les auberges étaient remplies de gentilshommes sans fortune, de soldats licenciés et d'aventuriers de tout genre, qui désignaient ouvertement le 25 mars comme le jour où aurait lieu la levée de boucliers tandis qu'il savait que dans les campagnes, au contraire, les grands propriétaires se montraient fort tièdes envers Madalinski et faisaient dépendre leur coopération de l'appui d'une puissance étrangère quelconque. Le 25 cependant s'étant passé sans trouble à Varsovie, Igelstrœm envoya enfin les généraux Denissow et Tormassow contre Madalinski avec sept mille hommes, plaça trois

bataillons et dix escadrons à quelques lieues au Sud de Varsovie, et destina la masse de ses forces, huit mille hommes environ, à tenir la ville en respect.

En ce moment même, la révolte militaire prenait à Cracovie son véritable caractère et se constituait en révolution nationale. A la nouvelle de la rébellion de Madalinski, Kosciusko était accouru de Dresde en toute hâte. Le 23, un bataillon polonais avait repoussé hors de la ville les quelques compagnies russes qui s'y trouvaient encore; quelques heures plus tard, Kosciusko arrivait et se mettait immédiatement à la tête du mouvement. Le 24, les troupes et les habitants lui jurèrent une obéissance aveugle. Il dépeignit, dans un manifeste émouvant, le joug humiliant sous lequel les Russes et les Prussiens courbaient le pays, déclara que la nation était résolue à vaincre ou à mourir pour la liberté, et prononça la suspension de tous les fonctionnaires soumis aux ennemis du pays. Il devait exercer la dictature jusqu'à l'entière délivrance de la Pologne, et le gouvernement devait être exercé à l'intérieur par un conseil national nommé par lui. Il régla immédiatement l'administration de Cracovie, établit de nouvelles autorités, avisa aux moyens de se procurer de l'argent et des vivres, et ordonna une levée, dans les contrées environnantes, de tous les hommes en état de porter les armes. Six jours après il quitta la ville, sur l'avis que Madalinski, serré de près par les Russes, arrivait à marches forcées. Il lui conduisit deux mille hommes de renfort, auxquels se joignirent sur sa route quelques centaines de paysans armés de faux, et le 4, après s'être réuni au général, il rencontra non loin de Raclawicz les premiers avant-postes de l'ennemi.

C'était le général Tormassow avec quatre mille hommes environ, c'est-à-dire à peu près égal en force aux Polonais, mais bien supérieur en artillerie. Par bonheur pour les Polonais, Tormassow s'était séparé quelques jours auparavant de Denissow, auquel il avait refusé d'obéir sous le prétexte que celui-ci n'était que simple général de Cosaques, et, par jalousie envers son collègue, il précipita l'attaque afin d'avoir seul la gloire de vaincre les rebelles. Il partagea ses troupes en trois colonnes, lesquelles, séparées les unes des autres par des collines et des ravins boisés, s'avancèrent isolément contre les Polonais, sans combiner

leurs mouvements et sans avoir de réserves. Dès le début du combat, Kosciusko renversa la colonne du centre par une vive attaque à la baïonnette, pendant laquelle les porteurs de faux se précipitèrent sur l'artillerie russe et massacrèrent les canonniers sur leurs pièces. Les deux ailes de l'ennemi se trouvèrent par là complétement séparées; cependant celle de droite repoussa une attaque de gentilshommes à cheval; mais l'arrivée de Kosciusko décida encore la victoire sur ce point, sur quoi la troisième colonne évacua le champ de bataille sans coup férir. Les Russes perdirent environ quatre cents morts, huit cents hommes qui se dispersèrent au loin, et douze pièces de canon; mais les vainqueurs, quoique leurs pertes fussent insignifiantes, étaient dans une telle confusion et un tel désordre que Kosciusko se retira pendant la nuit dans la direction de Cracovie, et que des cavaliers polonais fugitifs répandirent dans toute la contrée le bruit d'une défaite. Kosciusko, indigné de leur lâcheté, échangea son costume de gentilhomme pour des habits de paysan, et jura de porter ceux-ci jusqu'à ce que la noblesse se fût lavée de cette tache honteuse.

La nouvelle de cette bataille fut un coup de foudre pour Igelstrœm. Il n'était pas possible de la tenir secrète à Varsovie; elle courut bientôt de bouche en bouche et fut pour tous le signal de la catastrophe décisive. La position du général russe était d'autant plus critique que Tormassow s'était retiré, après sa défaite, laissant la route de Varsovie ouverte au général victorieux. Lui-même demandait à grands cris des renforts, et Igelstrœm lui envoya le détachement qui se trouvait près de Lublin, se privant ainsi des dernières ressources qui lui restassent pour protéger la capitale. Pistor entra alors en pourparlers avec le gouvernement officiel polonais au sujet des mesures à prendre pour protéger Varsovie.

Les chefs de ce gouvernement, qui se savaient encore plus détestés par les patriotes que les Russes, étaient prêts à soutenir la lutte contre la révolution. Ils accueillirent donc avec empressement les propositions de l'officier russe; mais la conspiration, qui comptait des membres jusque parmi les fonctionnaires les plus élevés, était instruite par eux de tous les plans et de toutes les mesures des Russes. Les conjurés apprirent ainsi qu'Igelstrœm

n'osait demander ni l'occupation de l'arsenal par les troupes russes, ni le désarmement des régiments polonais (1), ce qui les excita d'autant plus à continuer les travaux commencés à l'arsenal, et à distribuer aux troupes et aux paysans les munitions qui s'y trouvaient renfermées. Ils voulaient à tout prix être prêts à profiter du premier moment favorable et éclater aussitôt que possible. Les troupes étaient travaillées par les généraux Ozarowski et Mokranowski, les ouvriers par un cordonnier nommé Kilinski. Des mesures furent prises pour que la révolte éclatât le 17 avril, à Grodno et en Lithuanie, à la même heure qu'à Varsovie. En apparence, la capitale était plus tranquille que jamais, mais la plus grande activité y régnait en secret; le 15, plus de cinquante mille cartouches furent distribuées aux habitants. Igelstrœm accablait le général prussien Schwerin de ses demandes de secours; mais on se refusait, à Berlin, à croire à l'étendue du danger, et le roi surtout, dont toutes les pensées étaient tournées vers la guerre de France, répugnait à diviser ses forces. Il rejeta donc la demande adressée par Igelstrœm à Buchholz de faire occuper par les Prussiens tout le pays jusqu'à la Vistule, y compris Cracovie et Varsovie. Il ne voulait pas, disait-il, toucher à Varsovie, afin de ne pas exciter la jalousie de l'Autriche. La violation du territoire de la Prusse méridionale par la marche de Madalinski le décida cependant à relier à la Prusse la ville frontière de Zakrozyn, non loin de Varsovie, que Sievers n'avait pas voulu lui concéder lors du dernier partage. En conséquence, il fit occuper ce point par le général Wolki, avec quelques escadrons de cavalerie et deux bataillons d'infanterie. De là, Wolki se mit, en cas de besoin, à la disposition du général russe; mais il était beaucoup trop faible pour lui prêter un secours efficace, et l'apparition de ses ordonnances à Varsovie ne servit qu'à augmenter l'exaspération des Polonais. Igelstrœm se voyait donc, avec un désespoir toujours croissant, réduit à ses propres ressources qu'il jugeait tout à fait insuffisantes.

Ce découragement prématuré du général russe fut certainement

(1) Lorsque, le 15, le cordonnier Kilinski répandit le bruit que les Russes, déguisés sous des uniformes polonais, voulaient s'emparer de l'arsenal, et qu'il en avait été informé par son voisin, le tailleur, qui avait fait les uniformes, ce n'était qu'un mensonge inventé pour exciter la population.

pour lui une cause d'échec. Le pays, en effet, ne s'était pas encore soulevé en masse, la victoire de Raclawicz n'avait amené à Kosciusko que quelques bandes de Lublin et de Chelm, les autres provinces attendaient que la capitale leur donnât l'exemple. A Varsovie, les patriotes ne pouvaient compter que sur les troupes polonaises, c'est-à-dire sur quatre bataillons d'infanterie, dix compagnies d'artilleurs et de pionniers et neuf escadrons de cavalerie, en tout quatre mille hommes à peine. Un soulèvement général de la population pouvait seul rendre ces forces redoutables, car les troupes russes dont disposait Igelstrœm étaient deux fois plus considérables ; elles se composaient de neuf bataillons d'infanterie et de huit escadrons de cavalerie (1). Mais Igelstrœm et la plupart de ses officiers étaient complétement paralysés par l'idée exagérée qu'ils se faisaient du danger dont ils étaient menacés. « Je n'ai jamais vu de gens saisis d'une telle peur », écrivait Buchholz. Tout ce que pouvait lui proposer le calme et ferme Pistor semblait à Igelstrœm dangereux ou impraticable ; il fut impossible de le décider à transférer son quartier général, du palais de l'ambassade russe, situé au milieu de rues étroites et tortueuses, dans une partie de la ville plus libre et plus ouverte ; il restait indécis et inactif, comme enchaîné à sa place par un pouvoir surnaturel, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'on parvint à lui arracher son approbation à un plan de défense. En rédigeant ce plan, Pistor avait eu surtout en vue de protéger le quartier général et d'isoler les régiments polonais ; or, comme les casernes de ces derniers étaient situées aux extrémités de la ville, des bataillons russes furent dirigés vers chacune d'elles, avec ordre d'empêcher les troupes qu'elles renfermaient de pénétrer dans l'intérieur de Varsovie ; mais elles devaient, en cas de besoin, se replier sur le quartier général, afin d'y former une imposante concentration de troupes. Le vice de ce plan était évidemment de séparer les uns des autres les corps de troupes russes, par suite de l'éloignement des points qu'ils devaient occuper : il s'agissait de savoir si, en cas de combat, il serait possible de conserver de l'unité et de l'ensemble dans les mouvements.

Le 16 avril, un calme inaccoutumé régna dans la ville : les

(1) Présents sous les armes, sept mille neuf cent quarante-trois hommes (Journal polit. 1794, I, 620). Treskow, p 41, porte ce nombre à huit mille quatre cents hommes.

insurgés avaient terminé leurs préparatifs. Le 17, vers quatre heures du matin, une troupe de gardes à cheval sortit de sa caserne, et attaqua une sentinelle russe dans le voisinage du palais royal ; sur un coup de mousquet tiré par cette dernière, les canons de l'arsenal donnèrent le signal convenu aux troupes polonaises et aux masses populaires ; aussitôt les gardes de la couronne se précipitèrent en foule vers l'arsenal, et diverses compagnies qui se trouvaient à Praga arrivèrent dans la ville sur des bateaux, tandis que le régiment Dzialenski, caserné dans le faubourg de Cracovie, se mettait en mesure de forcer l'entrée de la vieille ville ; dans toutes les rues se formèrent des bandes de peuple armé, qui tombaient avec fureur sur les Russes isolés ; plusieurs centaines de soldats qui rejoignaient leurs détachements, d'ordonnances et d'adjudants qui portaient aux postes avancés les ordres du quartier général, furent ainsi massacrés dès les premières heures, la plupart après avoir été soumis aux plus cruelles tortures, et toute communication se trouva interrompue entre Igelstrœm et un grand nombre de ses bataillons. Bientôt une troupe de quelques centaines d'ouvriers et de soldats sortit des rues étroites de la vieille ville, et se précipita vers le quartier général ; mais elle fut repoussée. Une seconde, une troisième tentative n'eurent pas plus de succès, si bien que, vers dix heures, le peuple suspendit ses attaques et se contenta de bloquer le palais, sur lequel il dirigea un feu de mousqueterie bien nourri. Cependant, la chasse aux Russes isolés ne s'arrêtait pas ; une bande de Polonais rencontra deux compagnies qui devaient communier ce jour-là, et qui, par conséquent, s'étaient rassemblées sans armes pour se rendre au service divin ; tous les hommes qui les composaient furent immolés sans pitié. Un combat acharné s'engagea également avec le régiment Dzialenski dans le faubourg de Cracovie. Deux bataillons russes, soutenus par quelques cavaliers, s'étaient divisés en plusieurs détachements pour occuper l'entrée des diverses rues. Ils avaient l'ordre de fermer le passage aux Polonais, mais de ne pas commencer les hostilités. Les chefs de ces détachements, auxquels les Polonais s'adressèrent d'abord en amis et demandèrent le passage au nom du roi, allié de la Russie, hésitèrent donc, remplis d'une cruelle inquiétude. Une tentative faite par eux pour obtenir de

nouvelles instructions d'Igelstrœm ayant échoué, Dzialenski attaqua un des détachements avec toutes ses forces; mais comme ses soldats, dans leur stupeur, se tenaient à la lettre de leurs instructions et restaient immobiles à leur poste, ils furent aisément enveloppés; près de deux compagnies furent ainsi taillées en pièces, et une sanglante brèche fut faite à la ligne de défense des Russes. Vers la même heure, le feu ayant cessé au quartier général, les officiers russes crurent que celui-ci était au pouvoir de l'ennemi et que tout était perdu; les divers détachements qui occupaient la partie Sud de la ville, au lieu de se replier vers Igelstrœm, conformément à leurs ordres, se précipitèrent vers la porte la plus proche pour se soustraire à la mort, et pour protéger en même temps un grand parc d'artillerie que l'on avait établi dans un village voisin. Les débris de cinq bataillons qui formaient plus de la moitié des forces russes se rassemblèrent peu à peu sur ce point et y délibérèrent en désordre sur ce qu'il leur restait à faire. Leur chef, le général Nowitzki, ne voyait de toutes parts que dangers et désastres et croyait n'avoir à choisir qu'entre le déshonneur et la mort. Quelques heures s'étaient déjà écoulées dans une morne oisiveté, lorsque arriva du quartier général un chirurgien qui avait réussi à se glisser à travers les attroupements du peuple, et qui apportait l'ordre d'Igelstrœm de se joindre à lui, quoi qu'il dût en coûter. Un peu après midi, on se disposa donc à attaquer de nouveau les rebelles. Nowitzki désigna pour cette expédition les deux tiers de ses hommes, et les plaça sous les ordres du colonel Klugen; ceux-ci formèrent une longue colonne qui s'avança d'abord sans résistance à travers les rues les moins populeuses du faubourg; mais bientôt, en pénétrant dans la ville, elle fut arrêtée par le feu de l'ennemi. Ce n'était qu'une troupe de soixante Polonais environ, qui, avec une seule pièce de canon, osaient s'opposer à la marche de forces bien supérieures en nombre, et qui saluèrent de leurs projectiles la tête de la colonne russe. Le colonel Klugen s'arrêta sur-le-champ; ses soldats murmuraient, refusaient d'avancer, et même de faire feu. Le malheureux colonel resta là pendant trois heures, entendant retentir au loin le canon du quartier général, et hors d'état de faire un pas en avant. Le soir venu, il retourna près de Nowitzki; tous deux se mirent en marche au hasard et sans

plan arrêté, au milieu de l'obscurité, avec l'unique pensée de chercher leur salut auprès du premier détachement russe qu'ils pourraient rencontrer. Ils décidèrent par là du sort de Varsovie. Quelques débris des bataillons qui avaient occupé la partie Nord de la ville se réunirent bien encore dans la soirée autour d'Igelstrœm; mais tous avaient fortement souffert; les soldats étaient, pour la plupart, abattus et désespérés; d'autres se livraient au pillage des maisons voisines, sans qu'il fût possible de les arrêter, et tombaient, ivres-morts et sans défense, aux mains des Polonais. Par bonheur pour le général russe, la situation de ses ennemis n'était pas beaucoup meilleure que la sienne. Mokranowski, qui avait pris le commandement en chef, ne put parvenir, dans la soirée, à réunir une masse assez considérable pour donner l'attaque décisive; la nuit se passa donc assez tranquillement. Le 18, Igelstrœm, arraché par Pistor à ses longues hésitations, se fraya, avec environ sept cents hommes, un passage à travers les insurgés; bien que serré de près et plus d'une fois en danger de succomber, il atteignit enfin la porte de la ville, où il fut reçu par les Prussiens du général Wolky, qui venaient d'arriver en toute hâte. Varsovie était au pouvoir de la révolution, après une lutte de deux jours, à laquelle, comme on le reconnut plus tard, deux mille cinq cents combattants à peine avaient pris part du côté des Polonais (1); mais les Russes, par suite du peu d'énergie de leurs chefs et de leur manque de discipline et de confiance en eux-mêmes, avaient perdu près des deux tiers de leurs hommes (2) et onze pièces de canon; de plus, c'en était fait pour longtemps de leur renom de supériorité militaire.

Dans la ville, l'anarchie et le tumulte se prolongèrent pendant toute la journée qui suivit le départ d'Igelstrœm. De petits détachements russes, des sentinelles oubliées ou isolées, des traînards et des pillards furent surpris, attaqués, et, pour la plupart, massacrés par le peuple. Des bandes de prisonniers étaient traînées d'une prison à l'autre, et, au milieu de toutes ces marches, elles n'étaient que trop souvent victimes de la haine et de

(1) Pistor le prouve très-exactement. Les pertes des Polonais furent de deux cent neuf morts et cent quarante-sept blessés.

(2) Cent vingt-deux blessés, deux mille deux cent soixante-cinq morts et plus de deux mille prisonniers. (Journal politique, *l. c.*)

la vengeance. Les chefs révolutionnaires parvinrent à grand'peine à protéger le personnel de l'ambassade russe; mais ils s'efforcèrent vainement de sauver du pillage et de la destruction les demeures des magnats partisans de la Russie. Plusieurs membres de la dernière diète, tels qu'Ankwitz, l'évêque Kossakowski, l'hetmann Ozarowski et le général Zabiello furent arrêtés par la populace en fureur, et un tribunal révolutionnaire fut établi pour juger leurs trahisons. Les ouvriers armés et les vagabonds s'étaient emparés du pouvoir; Mokranowski fut confirmé par eux dans le grade de général en chef, et Zakrzewski fut placé à la tête de l'administration civile; puis un comité provisoire fut chargé du gouvernement, comité dans lequel Kapostas et Kilinski jouèrent bruyamment les rôles principaux. Dès le premier jour, ces excès refroidirent l'enthousiasme que les citoyens aisés avaient d'abord éprouvé en faveur de la jeune liberté; d'un côté, ils voyaient leurs biens menacés par la populace effrénée, de l'autre, ils redoutaient la vengeance des grandes puissances. Le roi Stanislas, quoiqu'il pensât que ces violences mettaient le sceau à la perte de la Pologne, déclara avec empressement qu'il faisait cause commune avec la nation; mais il ne parvint pas à inspirer la moindre confiance.

Des faits analogues se passaient au même moment en Samogitie et en Lithuanie. A Wilna, l'infatigable conspirateur Jasinski avait gagné à la rébellion environ deux cents hommes, étudiants, ecclésiastiques, officiers et Juifs; en outre, il pouvait compter sur deux compagnies d'infanterie polonaise, qui faisaient partie de la garnison de la ville. Il sut habilement, par des apparences de franchise et d'insouciance, inspirer une sécurité si complète au général russe Arseniew, que celui-ci, averti à plusieurs reprises, lui demanda à lui-même, au milieu d'un bal, s'il était vrai qu'il conspirât. Jasinski, sans se troubler, répondit gaiement que tout était possible en ce monde; et lorsque le général, continuant la plaisanterie, lui demanda encore comment il s'y prendrait pour le vaincre, lui et ses deux mille Russes, Jasinski lui expliqua gravement, à la grande terreur de ses complices, qui l'écoutaient, qu'il viendrait un soir le surprendre dans sa demeure, qu'il s'emparerait de lui, et qu'ensuite il aurait facilement raison des soldats sans chefs dispersés dans la ville.

Le général, pleinement convaincu de l'innocence de Jasinski, rit beaucoup de cette réponse. Mais, dans la soirée du 23 avril, tout se passa comme Jasinski l'avait prédit, et avec un succès complet. Arseniew d'abord, puis, dans le courant de la nuit, mille cinq cents des siens furent faits prisonniers à la faveur d'une attaque soudaine; les autres furent chassés de la ville après une lutte sanglante. Le colonel Sicianow, se jugeant trop faible pour résister, abandonna également Grodno, et, en l'espace de quelques jours, toute la Lithuanie fut insurgée. A Wilna comme à Varsovie, les patriotes firent sentir tout le poids de leur colère aux Polonais partisans des Russes. Le général Kossakowski fut arrêté, et pendu comme traître au bout de vingt-quatre heures. Cette nouvelle décida du sort de son frère et des autres prisonniers de Varsovie; le 9 mai, tous moururent de la main du bourreau, après une courte et orageuse procédure. Les gens modérés appelaient de tous leurs vœux l'arrivée de Kosciusko, dont ils connaissaient les sentiments généreux et sur lequel ils comptaient pour mettre fin à ces scènes d'horreur; mais tout était déjà tellement bouleversé, que trois semaines s'écoulèrent avant que Kosciusko eût connaissance de la révolte de Varsovie; il s'efforçait alors d'opérer l'armement des paysans dans les palatinats de Cracovie et de Sendomir, tentative qui échoua complétement devant la stupidité des serfs et le mauvais vouloir des seigneurs, lesquels ne voyaient dans chaque paysan donnant sa vie pour la liberté qu'une diminution de leur avoir. Kosciusko fut donc longtemps sans forces suffisantes à opposer aux Russes de Tormassow. Enfin les troupes de ligne de la province de Lublin, levant à leur tour l'étendard de la révolte, chassèrent leurs généraux qui les exhortaient à la prudence, et placèrent à leur tête le colonel Grochowski, zélé patriote (1). D'autres renforts arrivèrent ensuite de l'Ukraine, grâce à quelques détachements qui avaient été soumis au service russe l'année précédente, et qui, se frayant résolûment un passage à travers les garnisons qui les environnaient, parvinrent, au nombre de six mille hommes, jusqu'à Kosciusko (2). Dès lors, le général patriote put réellement se considérer comme seigneur et maître de toute la

(1) Zajonczek, 109.
(2) Treskow, 61. — Zajonczek, 117.

Pologne, sauf les points sur lesquels se trouvaient encore les débris des colonnes russes ou la tête des colonnes prussiennes.

A dater du 20 avril, la nouvelle de ces événements était arrivée coup sur coup à Berlin; d'heure en heure on y apprenait le développement de l'insurrection. Il était évident qu'il se présentait là des éventualités tout aussi graves pour l'Europe et bien autrement inquiétantes pour la Prusse que les conséquences de la guerre de France. Avant même que la révolte eût éclaté à Varsovie, Lucchesini avait adressé de Vienne un mémoire où il dépeignait sous de vives couleurs les changements que le soulèvement de la Pologne allait opérer dans la situation de l'Europe. C'en était fait pour longtemps, disait-il, des plans de conquête de la Russie contre la Turquie, et de l'espoir conçu par l'Autriche d'avoir de ce côté sa part du butin. La colère de Catherine n'en devait être que plus ardente contre ceux qui renversaient ainsi tous ses projets; on ne pouvait donc pas douter que l'anéantissement de la Pologne ne fût décidé d'avance dans l'esprit irritable de la Czarine. Cette perspective était bien propre à consoler l'empereur de ne pouvoir réaliser ses vues sur la Turquie; on devait s'attendre maintenant à voir l'Autriche proposer un troisième partage de la Pologne, partage qui lui donnerait de nouveau l'espoir d'obtenir l'ancien objet de ses convoitises, et compenserait amplement les avantages qu'elle avait espéré retirer de la guerre contre la France. Dans ces circonstances, que devait faire la Prusse? L'incendie allumé en Pologne la menaçait déjà d'un grand danger, car il était vraisemblable que la rébellion se communiquerait bientôt à la Pologne prussienne. Il fallait donc qu'elle s'armât, qu'elle prît une attitude énergique, et qu'elle se mît en mesure de défendre son influence, peut-être même son indépendance politique, contre la rivalité des deux cours impériales. Si elle réussissait à réprimer l'insurrection avant l'intervention des deux puissances, à occuper Cracovie et à s'emparer d'une main vigoureuse de cette ville, également importante pour l'Autriche et pour Kosciusko, alors, mais alors seulement, il lui serait possible de prendre une position ferme et décisive dans la question polonaise. Pour cela, il fallait de toute nécessité qu'elle eût la libre disposition de toutes les forces de la monarchie; il était impossible de soutenir à la fois

deux grandes guerres, l'une sur le Rhin, l'autre sur la Vistule; l'éloignement de Mœllendorf des frontières de France, depuis si longtemps désiré, était donc devenu une nécessité.

Les ministres remercièrent Lucchesini de cet exposé si précis du seul système qui leur parût praticable ; mais ce mémoire fit d'abord peu d'impression sur le roi, car il arriva à Berlin presque au moment du traité de la Haye, c'est-à-dire lorsque Frédéric-Guillaume était exclusivement préoccupé des idées de gloire éveillées en lui par la guerre de France. Quelques régiments furent bien mis sur le pied de guerre en Silésie et dans la Prusse orientale, et dirigés vers la Pologne; mais ces armements ne devinrent sérieux qu'après la révolte de Varsovie et de Wilna, lorsqu'on vit toute la Pologne en flammes et les frontières orientales de la Prusse menacées sur toute leur étendue. Aussitôt des ordres furent donnés pour la prompte mobilisation de soixante-quatre bataillons et de huit mille cinq cents cavaliers, ce qui formait en tout une force de près de cinquante mille hommes, avec lesquels le général Favrat devait commencer par soutenir et protéger les débris de l'armée russe, réduite à douze mille hommes environ. Manstein représenta au roi, d'abord timidement, puis bientôt avec une énergie croissante, quelle importance le nouveau théâtre de guerre avait pour la Prusse; comment, dans la guerre de France, on ne faisait que se sacrifier pour l'Autriche et l'Angleterre, tandis qu'en Pologne on avait à se protéger contre l'Autriche presque autant que contre Kosciusko ; comment, par conséquent, la présence du roi était bien plus impérieusement réclamée par les circonstances sur la Vistule que sur le Rhin. Mais là il fut interrompu par le roi, qui ne voulait à aucun prix abandonner la guerre contre les Jacobins; tout ce que Manstein put obtenir fut un ordre enjoignant à Favrat de passer la frontière de Pologne aussitôt que possible, et de commencer la lutte contre les rebelles. Pendant ce temps, Kosciusko cherchait à ouvrir une négociation avec la Prusse par l'entremise de l'ambassadeur Buchholz, retenu à Varsovie. Il lui fit déclarer qu'il n'avait pris qu'à regret des mesures hostiles à la Prusse; qu'il était prêt à conclure la paix avec cette puissance, et même à garantir ses nouvelles frontières, si elle voulait s'engager à ne pas accueillir les troupes russes;

qu'il irait même jusqu'à confirmer à la Russie ses acquisitions de l'année précédente, à condition qu'elle ne chercherait plus à attaquer l'indépendance du reste de la république. Le roi se refusa nettement à toute négociation isolée avec la Pologne, et ordonna à Buchholz de ne répondre à ces ouvertures qu'en demandant ses passe-ports ; cependant les offres de Kosciusko firent une forte impression sur son esprit, car elles lui faisaient entrevoir la possibilité d'en finir promptement avec la Pologne, et d'entreprendre enfin sur le Rhin l'expédition qu'il projetait depuis si longtemps. Manstein jugea donc que l'heure de la crise était arrivée. Il s'assura en secret des sentiments de Geusau et du ministre des relations étrangères, puis, le 5 mai, il déclara au roi, humblement mais avec fermeté, que Sa Majesté ne pouvait se rendre sur le Rhin avant que tout ne fût fini en Pologne. Le roi répondit simplement qu'il n'était pas de cet avis, et que les affaires de Pologne pourraient être réglées par des négociations pour lesquelles sa présence n'était nullement nécessaire. Mais Manstein avait bien étudié son sujet, et avait préparé des réponses à toutes les objections. Il fit observer que, jusque-là, il n'avait pas encore été sérieusement question de négociations; que chaque jour, au contraire, amenait de nouveaux actes d'hostilité de la part des Polonais; qu'il n'était pas possible d'hésiter davantage, que la plus grande énergie était nécessaire, et qu'il fallait que le roi quittât Berlin le 12 et rejoignît son armée le 14, afin de commencer le 15 les opérations, prendre Cracovie et Varsovie, puis rejeter l'ennemi au delà de la Vistule; ensuite, s'il le voulait, il pourrait négocier. « Voudrions-nous, dit-il en terminant son chaleureux plaidoyer, voudrions-nous désarmer en présence d'un tel soulèvement? et, si nous ne le voulons pas, sur quels fonds entretiendrons-nous, pendant tout l'été, cinquante mille hommes sur le pied de guerre dans notre propre pays ? » Le roi, embarrassé, chercha une réponse évasive : « Pourrions-nous, dit-il, compter sur l'appui des Russes ? » — « Je pense, repartit Manstein, qu'ils ne laisseront pas sans vengeance l'offense qui leur est faite; d'ailleurs ils ne voudront pas que nous restions les seuls maîtres de la Pologne. Tout, continua-t-il avec véhémence, tout nous porte à prendre l'offensive sur la Vistule, et sur la Vistule seulement; dès que la lutte aura

commencé, nous déclarerons à l'Autriche qu'à notre tour, conformément à notre traité, nous avons besoin d'un corps de secours de vingt mille hommes; si elle nous le refuse, comme cela n'est pas douteux, nous rappellerons vingt mille hommes de notre armée du Rhin, et nous pourrons alors attendre les événements de pied ferme. » Ici le roi s'emporta : « De cette manière, la guerre de France ne finirait donc jamais, s'écria-t-il; je rejette tout projet de ce genre. » Mais Manstein resta inébranlable : « Que Votre Majesté, dit-il, veuille bien réfléchir que chacun de nos alliés ne songe qu'à son propre intérêt, et qu'elle seule agit loyalement en vue du bien général; or, du moment que tous sont mus par l'égoïsme, la Prusse doit les imiter, sous peine de s'exposer à des pertes sensibles. » Ce thème était aussi inépuisable pour Manstein que la longue liste de ses griefs contre l'Autriche. Le roi résista encore pendant quelque temps, puis il finit par se rendre aux raisons de son adjudant. Il décida en soupirant qu'il partirait le 12 pour la Pologne, et ordonna à Mœllendorf de prévoir, en prenant ses dispositions, le cas où vingt mille hommes seraient rappelés de l'armée du Rhin.

Le point essentiel était gagné, le roi avait admis en principe que les véritables intérêts de l'État gisaient dans la guerre de Pologne, et non dans celle de France. Manstein le maintint impitoyablement dans cette ligne, malgré toutes les tentatives du roi pour revenir aux anciens vœux de son cœur. Un jour, il prétendait avoir appris de source certaine que les Russes se retiraient complétement de la Pologne; le lendemain, on lui avait assuré que la Prusse méridionale se révolterait dès que les troupes seraient parties pour la Pologne, etc. « Il ne faut donc pas, disait le roi, que nous nous engagions légèrement dans cette guerre. » Mais il ne fut pas difficile à Manstein de réfuter toutes ces objections, car on avait reçu l'avis officiel de l'arrivée des renforts russes, et, quant à la fermentation de la Prusse méridionale, une guerre décisive faite aux patriotes polonais était le meilleur moyen de la calmer. De plus grandes difficultés s'attachaient au rappel des troupes du Rhin; Manstein, à la vérité, était soutenu ici par le ministre de la guerre; mais il avait contre lui l'opposition décidée de Mœllendorf et de Hauguitz, qui protestaient éner-

giquement contre une violation aussi manifeste du traité tout récemment conclu à la Haye. Le roi prit vivement leur parti, et Manstein se plaignit avec amertume de n'être secondé par personne. Pour assurer un appui à son système, il proposa au roi de faire venir Lucchesini, alors à Vienne, à son quartier général de Pologne ; mais, à sa grande surprise, le roi lui répondit que l'époque de son départ n'était pas encore fixée, et qu'il n'était pas même sûr qu'il dût jamais partir. Dans son désir de se rendre sur le Rhin, il avait découvert une nouvelle objection assez plausible à opposer à l'expédition de Pologne, et il la mit sérieusement en avant. Le comte de Goltz, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, avait reçu l'ordre, dès le commencement de l'insurrection, de sonder les intentions de Catherine à l'égard de la Pologne ; lorsque Wolky se fut mis en marche, Goltz fut chargé de faire valoir les prétentions de la Prusse sur Zakrozyn, et maintenant, en présence des grands armements de la Prusse, il devait s'occuper de lui assurer une indemnité convenable. Or, il écrivait que les événements de Varsovie avaient produit une impression terrible dans toute la Russie ; que ce vaste empire retentissait de cris de vengeance et d'extermination ; que Catherine, se contenant à grand'peine, avait ordonné de prompts armements ; mais que, quant aux plans de la czarine, il ignorait absolument en quoi ils consistaient. La Russie se montrait très-reconnaissante du zèle déployé par la Prusse, tout en ne paraissant pas avoir grande confiance dans la durée de ce zèle. Elle acceptait la proposition faite par le roi d'arracher l'Autriche à sa neutralité à l'égard de la Pologne, et de décider cette puissance à agir ouvertement contre Kosciusko ; mais, à part cela, Goltz ne savait rien du sort réservé à la Pologne. « Zakrozyn est un point d'intérêt général, disait Ostermann, nous en reparlerons plus tard. » — « Il ne faut pas, dit-il une autre fois, vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. » Le roi s'appuya sur ce silence des Russes pour déclarer, le 9 mai, au général Manstein, qu'il croyait devoir différer son départ jusqu'à ce qu'il eût reçu des explications de Saint-Pétersbourg. Une lutte nouvelle et longue s'engagea alors, et elle se termina, comme la première, par la défaite complète du roi et de ses désirs. « Dieu soit loué, écrivit alors Manstein à Mœllendorf, Dieu soit loué, tout est de nouveau en bon che-

min! » Le 14, le roi quitta enfin Berlin pour aller prendre le commandement de son armée de Pologne; Manstein l'accompagna, Lucchesini accourut de Vienne pour le rejoindre. Il était décidé que la Prusse ne ferait plus pour la guerre de France que ce qui serait strictement inévitable.

Transportons-nous maintenant à l'Ouest de l'Europe, sur ce grand théâtre dont le sol, arrosé de sang, ne devait faire germer que trop vite les semences qu'y avait jetées l'insurrection polonaise.

CHAPITRE IV

LUTTES EN BELGIQUE

Tandis que l'Europe orientale était agitée et ébranlée dans ses profondeurs par les plans de la Russie et par l'insurrection polonaise, la guerre s'était allumée en France sur les bords de l'Océan comme sur ceux de la Méditerranée, et avait été signalée au début par plusieurs revers des républicains, dus en grande partie à leurs fautes.

Nous nous souvenons des vastes projets conçus par le Comité de Salut public. D'un côté, des insurrections longuement préparées à Naples, à Gênes et à Turin, devaient, dès que les Alpes et les Apennins seraient franchis, assurer la possession de l'Italie aux armées de Dumerbion et de Dumas. De l'autre, après avoir étouffé en Vendée les dernières étincelles de révolte, on espérait, dès les premiers jours du printemps, pouvoir transporter l'armée de l'Ouest sur les côtes d'Angleterre et écraser, dans les murs mêmes de Londres, les plus ardents adversaires de la révolution. Une fois ces grands coups portés au Nord et au Midi, l'Autriche, isolée de tous côtés, devait être facilement vaincue, et les armes de la république ne devaient plus connaître en Europe d'autres obstacles que ceux que leur poserait la volonté du peuple souverain. Le gouvernement poussait donc activement les chefs de l'armée de l'Ouest à commencer les opérations au milieu même de l'hiver. Le général Turreau était venu, de l'armée de la

Moselle, remplacer Rossignol en Vendée ; au démagogue parisien avait enfin succédé un officier, mais un officier qui se disait avec orgueil l'ami de Rossignol, et qui songeait à terminer la guerre civile conformément aux plans des Hébertistes. Il avait pris son commandement au milieu de janvier 1794, à l'époque, par conséquent, où Robespierre était de nouveau brouillé avec les Dantonistes, et où le Comité était ramené dans les voies de la terreur par Collot d'Herbois et Saint-Just. Le gouvernement s'entendait donc parfaitement avec son général au sujet de la conduite à tenir en Vendée. Il fut résolu que le décret du 25 août recevrait enfin son application, depuis si longtemps réclamée, et que la Vendée serait littéralement anéantie. Incendie des villages, dévastation des champs, destruction des forêts, éloignement des rares républicains qui se trouvaient dans le pays, mort de tous les habitants hostiles ou neutres, quel que fût leur âge ou leur sexe, telles étaient les bases fondamentales du système de guerre de Turreau (1). Il pensait pouvoir commencer son œuvre de carnage aussitôt après avoir exterminé la grande armée catholique et royaliste, car trois chefs connus, tout au plus, défendaient encore avec de faibles bandes l'intérieur du pays, et, sur les côtes, Charette, qui possédait des forces un peu plus considérables, semblait suffisamment occupé à Nantes par le général Haxo. En présence d'adversaires aussi peu redoutables, Turreau n'hésita pas à disperser ses forces, afin de pouvoir porter la dévastation sur tous les points à la fois. Il divisa ses troupes en douze colonnes, qui, pénétrant dans le pays sur douze points différents, devaient tout ravager sur leur passage et transformer la Vendée en une vaste solitude. Ces masses s'ébranlèrent à la fin de janvier 1794. Plusieurs officiers cherchèrent bien à adoucir quelque peu, dans son exécution, l'odieuse mission qui leur avait été confiée ; d'autres représentèrent au général qu'on commettait une grande faute politique en réduisant au désespoir ces rebelles déjà épuisés, et en leur inspirant ainsi une force nouvelle ; mais l'ordre était précis et inexorable, et la plupart de ceux qui devaient l'exécuter étaient depuis longtemps endurcis

(1) Les pièces citées dans la *Guerre des Vendéens*, t. III, prouvent la fausseté de l'assertion de Turreau, qui prétend, dans ses mémoires, n'avoir été qu'un instrument passif.

aux violences et à la cruauté. Bientôt donc l'incendie, allumé dans chaque village, mit de toutes parts le ciel en feu; les hommes étaient traqués et égorgés comme des bêtes fauves, les femmes déshonorées puis mises à mort; les enfants à la mamelle eux-mêmes étaient soumis à d'horribles tortures, aux éclats de rire des assistants. Au début, on avança rapidement et on obtint quelques succès militaires. Le chevaleresque Larochejaquelein tomba dans le courant de février. La petite ville de Chollet, que l'automne précédent avait remplie de souvenirs cruels pour les royalistes, fut occupée de nouveau, et tout le pays qui l'environnait se couvrit de débris fumants. Mais tous ces forfaits reçurent enfin leur châtiment. Les paysans, qui depuis le mois de décembre avaient perdu tout espoir et étaient disposés à se soumettre pour sauver leur vie, se rassemblèrent de nouveau et sentirent se ranimer en eux l'esprit de résistance, à la vue de ces épouvantables boucheries. Les anciens chefs Stofflet et Marigny, qui n'avaient trouvé jusque-là chez leurs hommes que timidité et découragement, se virent tout à coup entourés de nouveau de bandes avides de vengeance, et, dès le mois de février, ils portèrent plusieurs coups funestes aux colonnes *infernales*, comme les républicains se nommaient eux-mêmes. Turreau vit soudain devant lui toute la province armée, et il dut, avec honte et courroux, annoncer à son gouvernement qu'il avait besoin de renforts considérables pour se maintenir seulement sur la lisière du pays révolté. Lorsque le printemps ramena l'époque des grandes opérations, l'armée de l'Ouest était donc encore bien loin de pouvoir être employée à l'entreprise projetée contre l'Angleterre.

En Italie et sur la Méditerranée, les événements n'étaient pas beaucoup plus favorables aux Français. A la faveur des luttes de partis qui divisaient la Corse, les Anglais étaient parvenus, au mois de février, à s'emparer de cette île. La marche de la révolution y avait produit les mêmes effets qu'à Lyon et à Toulon. L'enthousiasme libéral avait d'abord commencé par y confondre tous les partis, puis une fraction radicale avait pris le dessus, et s'était bientôt divisée elle-même en parti girondin et en parti jacobin. Lorsque les Jacobins l'eurent emporté à Paris, les Girondins avaient vu en Corse, comme dans tous les autres dépar-

tements, les modérés se réunir à eux, et, sous la conduite de leur héros national, le général Paoli, qui s'était rendu célèbre contre les Génois, ils avaient tenté de résister au Comité de Salut public. Cette résistance acquit même en Corse une couleur et une signification toutes particulières par suite de la situation exceptionnelle de l'île. Ici, ce n'étaient pas seulement deux principes politiques qui étaient en lutte; c'étaient encore deux époques différentes et de nombreuses haines de famille. Le gouvernement français, qui n'était guère en possession de l'île que depuis vingt-cinq ans, n'avait réussi à faire pénétrer la civilisation et les idées modernes que dans les villes situées sur les côtes; dans les montagnes de l'intérieur, les vieilles coutumes patriarcales existaient encore dans toute leur rudesse. Paysans, pâtres, chasseurs, villages, familles vivaient isolément et se gouvernaient à leur guise, sans se préoccuper du pouvoir de l'État; en haine ouverte contre les villes, ils se protégeaient l'arme au poing contre leurs voisins, et vengeaient toute offense par le sang. La lutte des partis politiques était donc encore augmentée ici, d'un côté par l'antipathie des citadins et des gens de la campagne, de l'autre par les discordes héréditaires qui existaient entre certaines familles rivales. Lorsque les Jacobins eurent pris le dessus dans les villes, il était naturel que le parti qui leur était hostile ralliât à lui la plus grande partie des montagnards; de même que, quand le général Paoli eut pris la direction de ces derniers, plusieurs familles qui étaient séparées de lui par d'anciennes haines héréditaires se réunirent aux Jacobins. Cependant ceux-ci étaient de beaucoup les plus faibles à l'intérieur. Après une courte lutte, ils furent obligés, et avec eux les commissaires de la Convention et leurs faibles garnisons, de se réfugier dans les places de la côte, où ils furent aussitôt bloqués par les insurgés du côté de la terre, et par la marine anglaise du côté de la mer. Malgré tout ce que cette situation avait de critique, ils résistèrent courageusement jusqu'au mois de février 1794; mais alors, un corps de troupes anglaises ayant débarqué et procuré aux insurgés tout ce dont ils avaient besoin pour faire une guerre en règle, les villes furent bientôt forcées de capituler, et toute l'île fut occupée par les Anglais.

Quoique cette perte ne créât pas précisément un grave danger

pour la France, elle lui fut extrêmement sensible, car c'était un coup porté à sa position maritime et à son influence politique dans la Méditerranée. Cependant les États du littoral ne virent pas d'un œil favorable l'établissement des Anglais en Corse; partout, au contraire, se manifesta la plus vive jalousie. A Madrid, par exemple, l'ancien ministre, Aranda, proposa immédiatement au conseil d'État la conclusion de la paix et une alliance avec la France, afin de prévenir l'oppression de l'Espagne par la force maritime de l'Angleterre; la reine, à la vérité, exila Aranda, pour cette motion, dans une ville de province (1); mais le sentiment exprimé par lui continua à prédominer dans toutes les régions officielles. A Vienne l'ambassadeur d'Espagne déclara ouvertement qu'une alliance avec la France, soit monarchie, soit république, était indispensable aux intétrêts maritimes de sa patrie. Pour le moment, toutefois, ces idées ne se traduisirent par aucun acte, car la prise de l'île de Corse avait augmenté la crainte en même temps que la répulsion qu'inspirait la puissance anglaise. Sous l'impression produite par cet événement, Naples promit huit mille hommes pour tenir garnison en Corse, et douze mille pour fortifier l'armée alliée en Lombardie. Le grand-duc de Toscane se vit contraint d'accorder à son tout-puissant favori, Manfredini, qui était partisan des Français, un congé que celui-ci devait passer hors du pays. A Gênes, le parti démocratique venait de commencer sa levée de boucliers en demandant la révision de la constitution; mais le sénat se sentait maintenant assez fort pour déjouer tous les efforts de ses adversaires, pour conserver la neutralité, et pour étouffer les menées du chargé d'affaires français. De toutes les espérances que la France avait fondées sur l'Italie, il ne lui restait que quelques conspirateurs à Turin; encore ceux-ci avaient-ils besoin, pour oser agir, qu'une première victoire amenât l'armée française dans le voisinage de la capitale du Piémont. Ce fut donc presque un bonheur pour la cause française lorsque, vers la fin de mars, la police napolitaine se mit sur la trace des démocrates de cette ville et prévint par de nombreuses arrestations l'explosion de leur complot; car la frayeur qui en résulta à la

(1) Rapport de l'ambassadeur de Hollande, Van der Goes.

cour fut si grande, que le roi ne voulut plus se dessaisir d'un seul de ses soldats et priva par là l'armée alliée, dans la haute Italie, d'un renfort considérable et vivement désiré. Dès lors, la tristesse régna à Milan et à Turin. Par suite des oscillations et des divisions de son ministère, l'Autriche, au lieu de la force nominale de trente-deux mille hommes, n'en avait pas, en réalité, vingt-huit mille en Lombardie. L'armée de Sardaigne comptait encore vingt-cinq mille soldats environ; mais les désastres de l'année précédente, le manque absolu d'argent et les querelles constantes qui s'élevaient entre son gouvernement et l'Autriche l'avaient complétement désorganisée; avant même l'ouverture de la campagne elle s'attendait aux plus fâcheux résultats.

Telle était la situation lorsque, dans les premiers jours d'avril, le général Dumerbion se disposa à aller attaquer les alliés dans les montagnes de l'ancienne Ligurie (1). Ce général était âgé et goutteux, et, la plupart du temps, c'était de son lit qu'il donnait ses ordres; mais il avait auprès de lui deux adjudants capables, quelques généraux habiles dans son état-major, surtout le robuste et fougueux Masséna, et, au-dessus de lui, trois commissaires de la Convention, Salicetti, Ricord et Robespierre le jeune, lesquels prenaient en tout conseil de Bonaparte, déjà arrivé au grade de général de brigade.

La première chose à faire était de quitter les côtes du comté de Nice, en se dirigeant vers le Nord, de gravir les Apennins, de s'emparer du col de Tende, qui était le passage le plus proche, et de descendre de là sur Turin à travers le Sud du Piémont, tandis qu'au même moment le général Dumas, débouchant par la Savoie avec l'armée des Alpes, entreprendrait à l'Ouest une attaque combinée sur les Alpes maritimes et le Mont-Cenis. Afin de protéger le col de Tende, les alliés s'étaient établis dans la forte position de Saorgio, à quelques lieues vers le Sud, position que le général Bonaparte jugeait dangereux d'attaquer de front; mais il y avait un moyen facile de la tourner : c'était de s'avancer sur la côte à quelques lieues vers l'Est, jusqu'à Oneglia; on pouvait alors prendre Saorgio par derrière et serrer cette place de tous les côtés à la fois. Un obstacle se présentait bien encore. La

(1) V. les pièces à ce sujet dans le Ier volume des mémoires de Masséna.

côte, en cet endroit, appartenait aux Génois; c'était, par conséquent, un territoire neutre, interdit aux armées françaises; mais une telle considération n'était pas, nous le savons, de nature à arrêter le Comité de Salut public, dès qu'il s'agissait de remporter un avantage réel, et peut-être même considérable. Dès le mois de février, il avait, sur la proposition des commissaires, autorisé l'occupation d'Oneglia; le 4 avril, Bonaparte y amena donc une forte colonne, qui s'en empara sans peine et mit la ville au pillage, pendant que Masséna détournait l'attention des Piémontais par une attaque, infructueuse d'ailleurs, sur Saorgio. Une fois toute la côte, jusqu'à Finale, occupée par les Français, et le revers méridional des Apennins purgé d'ennemis jusqu'à Orméa, Saorgio fut de nouveau attaquée simultanément, le 27 février, du côté de l'Est et du côté de l'Ouest, avec une telle énergie que le général Colli, découragé, évacua ses redoutes et se retira avec ses troupes sur les hauteurs du col de Tende, après avoir fait des pertes considérables. Ce fut en vain qu'il demanda du secours au général de Vins, qui commandait alors le corps autrichien en Piémont; en vain que celui-ci s'adressa à Milan, à l'archiduc Ferdinand, pour avoir des renforts. On manquait, dans ce camp désorganisé, de zèle, d'unité, d'activité, et le général de Vins dut se contenter de dire à Colli que ces misérables défilés n'avaient aucune importance, mais que, si l'ennemi osait se hasarder dans la plaine, il se chargeait de lui tenir tête. Au moyen d'une marche de flanc bien combinée, les Français réussirent donc à s'emparer, le 10 mai, des passages situés sur les hauteurs, et à prendre position sur les sommets des montagnes, prêts à continuer l'offensive. Ils n'attendaient plus que l'apparition du général Dumas sur le Mont-Cenis pour donner aux conjurés de Turin le signal si impatiemment attendu, et provoquer la grande explosion dont ils espéraient l'anéantissement du royaume de Sardaigne.

Le gouvernement français aurait volontiers attendu que les choses se dessinassent de ce côté, avant de commencer en Belgique la lutte contre les Autrichiens. Mais tandis que, de tous cotés, il poursuivait activement ses armements, ce furent ses adversaires qui prirent l'initiative sur ce point important du théâtre de la guerre. Malgré les soins infatigables de Carnot, malgré

l'ardeur avec laquelle on travaillait dans tous les camps à l'éducation des troupes, bien des choses étaient encore en arrière, lorsque, le 9 avril, l'empereur François, accompagné de ses frères Charles et Joseph, de ses ministres Colloredo et Trautmannsdorf (Thugut ne les suivit que quelques jours plus tard), et de ses adjudants Rollin et Waldeck, arriva à Bruxelles, prit immédiatement le commandement en chef de l'armée alliée, et donna l'ordre d'ouvrir les hostilités. Tandis que la ville retentissait des cris de joie habituels en pareil cas, que les protestations de dévouement, les adresses, les députations et les fêtes se succédaient sans relâche, les troupes s'avançaient, resserraient leurs cantonnements, et se disposaient à commencer les opérations. Le comte Clerfayt, à la tête de vingt-huit mille hommes, formait l'aile gauche, en Flandre, avec deux petits corps de jonction de dix mille hommes qui s'étendaient vers le centre du côté d'Orchies et de Denain ; l'armée principale, forte de soixante-sept mille hommes (1) et commandée par le duc d'York et les princes de Cobourg et d'Orange, s'étendait ensuite de Valenciennes à Bavay ; ce fut en ce dernier lieu que l'empereur établit son quartier général, afin de pouvoir diriger en personne l'attaque projetée contre Landrecies. Enfin, sur l'aile gauche, Kaunitz surveillait le cours de la Sambre avec vingt-sept mille hommes, après en avoir dirigé huit mille autres vers l'Est, sous le général Beaulieu, pour protéger Luxembourg. Pour le moment, on était rempli des meilleures espérances. Le comte de Mercy laissait entrevoir que les états de Belgique, en reconnaissance de la visite impériale, voteraient d'abondants subsides, et l'empereur fit déclarer aux puissances maritimes qu'il abandonnerait aux Hollandais les territoires si souvent réclamés par eux, aussitôt qu'il aurait enlevé aux Français toutes les conquêtes faites par Louis XIV et regagné pour la Belgique les frontières de 1658 (2). L'empereur arriva le 14 avril au quartier général de Cobourg, où, deux jours plus tard, l'armée du centre lui donna le spectacle d'une grande parade. Le temps était chaud et magnifique, les troupes, dans tout l'éclat

(1) Le Journal militaire autrichien, 1818, II, p. 80 et s., compte soixante-treize mille hommes, mais en y comprenant la garnison de Valenciennes. Les Français sont dans l'erreur quand ils parlent partout de quatre-vingt-dix mille hommes.

(2) Rapports de Sir Morton Eden à Lord Grenville

de leur grande tenue, faisaient retentir l'air de cris d'allégresse à l'idée de quitter enfin leurs tristes quartiers d'hiver pour marcher sérieusement contre l'ennemi. L'empereur s'enivrait à longs traits de cette atmosphère de guerre; il était résolu, excité, confiant comme jamais on ne l'avait vu. Les inquiétudes et les méfiances qui lui étaient habituelles semblaient oubliées; il n'avait plus d'autre pensée que celle de conduire le plus promptement possible ces superbes troupes à la victoire et à la gloire. Le 17 enfin, l'armée se divisa en huit colonnes qui partirent de Cateau en rayonnant, et, par conséquent, en s'éloignant les unes des autres; les unes se dirigèrent à gauche vers Landrecies, les autres à l'Ouest pour repousser l'ennemi des environs de Cambrai.

Cette inutile dispersion de forces eût pu être funeste en face d'un autre adversaire; mais, le plan de Carnot consistant à jeter les masses principales vers la Flandre, les forces françaises étaient réduites ici, vers le centre, à quatre divisions à peu près aussi faibles que celles de leurs adversaires, et dispersées, comme ces dernières, depuis Avesnes jusqu'à Cambrai. L'attaque des alliés les prit tout à fait à l'improviste; partout leurs postes cédèrent après un court combat, et la seule colonne qui rencontra quelque résistance, celle du duc d'York, repoussa enfin l'ennemi jusqu'à Guise, grâce à la vigueur de son attaque. Une poursuite énergique aurait pu avoir les conséquences les plus considérables; il eût été facile alors de disperser complétement le centre des Français, et de placer leur aile droite, isolée sur la Sambre, dans la situation la plus dangereuse. Mais ni le regard de l'empereur ni celui de Cobourg n'allait aussi loin, et l'on se contenta de bloquer Landrecies. Le soir venu, les colonnes victorieuses s'arrêtèrent ou revinrent sur leurs pas, et le 18, le prince d'Orange commença immédiatement le blocus de la place, tandis que le reste des troupes formait une armée de soutien qui s'étendait, en formant une vaste courbe à droite et à gauche de la Sambre, sur une étendue de cinq lieues.

Ainsi donc, on n'avait tiré aucun enseignement des désastres de l'automne précédent, et l'on employait de nouveau la tactique qui avait amené Hondschoote et Wattignies. Absence de but bien déterminé, morcellement des forces, siéges entrepris avant d'a-

voir mis hors de combat les troupes qui pouvaient apporter du secours à l'ennemi, toutes ces fautes qui avaient caractérisé la dernière campagne allaient se reproduire dans la lutte qui se préparait. Les conséquences ne s'en firent pas longtemps attendre. Les Français, qui n'avaient été qu'effrayés, mais non découragés, revinrent bientôt à la charge. Dans les premiers instants, à la vérité, ils ne furent pas assez forts pour faire une tentative sérieuse; le 21 avril, les jeunes soldats de la division Goguet se dispersèrent en désordre après un court combat (1); le 22, les divisions Balland et Fromentin furent également repoussées, et le 24, une colonne venant du côté de Cambrai se heurta contre les hussards d'Esterhazy, qui l'assaillirent, la culbutèrent et lui firent éprouver une perte de dix-sept cents hommes tués ou prisonniers. Mais alors, le général en chef des troupes françaises, qui jusque-là ne s'était inquiété que de la Flandre, conformément aux instructions de Carnot, s'émut du danger que courait le centre de son armée, et envoya au secours de Landrecies le vieux et brave général Ferrand avec dix mille hommes de renfort. Il eût pu changer complétement la situation, et peut-être même anéantir l'armée alliée, déjà engagée très-avant dans le pays, si, au lieu de dix mille hommes, il en avait envoyé trente mille vers Cambrai, et si, de la basse Sambre, il avait dirigé une seconde masse semblable contre les assiégeants. Ceux-ci, arrêtés en front par Ferrand et vigoureusement attaqués à droite et à gauche, auraient difficilement échappé à la ruine. Mais, soit que Pichegru ne crût pas alors tant d'efforts nécessaires, soit qu'il fût lié par les ordres de Carnot, il resta, comme ses adversaires, fidèle au système de ne pas agir au moyen de forces concentrées, mais par des attaques partielles et isolées. Au lieu de réunir la plus grande partie de ses troupes sur le point du centre qui était alors menacé, il commença, au contraire, à opérer sur les deux ailes comme le lui avait prescrit Carnot, c'est-à-dire sur la Sambre d'un côté et en Flandre de l'autre, et laissa échapper ainsi la possibilité de terminer la lutte dès sa première heure. Sans doute le général Ferrand, grâce aux mesures déplorables prises par les alliés, pouvait encore attaquer leur armée de soutien avec

(1) *Moniteur*, 12 floréal.

un grand avantage numérique; mais les troupes alliées étaient alors tellement supérieures aux recrues françaises, que leur habileté compensait amplement leur infériorité de nombre. Le combat s'engagea, le 26, sur tout le front de leur armée. Sur la rive droite de la Sambre, Ferrand lui-même lutta longtemps et opiniâtrément contre les Autrichiens de Cobourg (quarante-cinq mille hommes contre moins de trente mille) ; il paraissait même assuré de la victoire lorsqu'un effort désespéré du général Kinsky le renversa et le força à une prompte retraite. A l'Ouest de la Sambre, le duc d'York, à la tête de dix-sept bataillons et de soixante escadrons, s'appuyait sur plusieurs redoutes élevées à la hâte, et contre lesquelles le général Chapuis amena de Cambrai deux colonnes, l'une de vingt-six mille et l'autre de quatre mille hommes. Protégées par un épais brouillard, les têtes de ces colonnes purent s'avancer jusqu'aux positions anglaises et repoussèrent victorieusement les avant-postes du duc d'York hors des villages derrière lesquels s'élevaient les redoutes. Plus tard, lorsque le brouillard se dissipa et que le duc put embrasser du regard toute l'étendue de la plaine, le général impérial Otto lui fit remarquer que la colonne principale de l'ennemi, dans son vaste déploiement, n'était nullement protégée contre leur aile gauche; aussitôt le prince Charles de Schwarzenberg reçut l'ordre de tenter une attaque sur ce point avec des cuirassiers impériaux et neuf escadrons anglais. Schwarzenberg se dirigea donc au galop vers l'extrême gauche des lignes anglaises, et de là, protégé en partie par les inégalités du terrain, il s'élança sur les Français, au moment où ceux-ci sortaient des villages conquis pour attaquer les retranchements anglais. Il rencontra d'abord un petit détachement de cavalerie qui fut dispersé en un instant, laissant son chef, le général Chapuis lui-même, aux mains de l'ennemi ; puis une batterie d'artillerie à cheval, qui lui lança une bordée, mais qui, aussitôt après, pris la fuite et se rejeta en désordre sur les bataillons d'infanterie qui la suivaient. Il en résulta une confusion effroyable, au milieu de laquelle les coups étaient tirés au hasard et les différents corps ne formaient plus qu'une masse confuse. Alors les cavaliers de Schwarzenberg s'avancèrent avec des hourras et des fanfares, et en quelques minutes la principale colonne des Français fut dispersée ; la seconde,

qui était beaucoup moins considérable, ne tarda pas à éprouver le même sort, et le champ de bataille fut couvert de milliers de fugitifs, de prisonniers et de morts. Pas un seul bataillon ne put se réorganiser : trente mille hommes s'étaient dispersés, presque sans résistance, devant deux mille quatre cents. Les Français perdirent en cette journée, dont l'issue décida du sort de la ville assiégée, sept mille soldats et quarante et une pièces d'artillerie.

Le bruit du combat retentissait encore de toutes parts, lorsque le prince d'Orange ouvrit le feu de ses batteries; bientôt une grande partie des maisons furent en flammes, et le général Rouland, qui n'entrevoyait nul espoir de délivrance, se décida, le 30, à capituler. Tous les hommes de la garnison, au nombre de cinq mille, furent faits prisonniers de guerre. Une place importante venait d'être prise sous les yeux d'un ennemi deux fois supérieur en nombre, auquel on avait enlevé en dix jours environ quinze mille hommes et cent quarante-trois pièces d'artillerie. La supériorité des troupes aguerries de la coalition venait de se manifester encore une fois; les alliés s'étaient brillamment acquittés de la première partie de leur tâche

Un général hardi et ami des entreprises hasardées aurait pu obtenir ici de grands succès. En marchant rapidement en avant, il eût peut-être réussi à renverser complétement le centre de l'armée française, ce qui eût compromis la situation de l'ennemi sur la Sambre et ouvert aux alliés la route de Paris, à la condition toutefois que ceux-ci eussent été assez forts en nombre pour se hasarder ainsi, alors que, derrière eux, les troupes de Pichegru étaient encore intactes en Flandre. Mais le prince de Cobourg était un soldat aussi prudent que brave et habile; il avait par-dessus tout le sentiment de la lourde responsabilité qui pesait sur lui, et il déclara, comme il l'avait toujours fait, que toute grande offensive serait insensée et coupable, si des renforts suffisants ne venaient en assurer le succès. Quant à Thugut, du moment que l'on devait continuer la guerre, il désirait naturellement vaincre plutôt qu'être vaincu; mais il ne voulait à aucun prix envoyer ses troupes d'Allemagne en Belgique, et il persistait à accuser d'incapacité les généraux qui ne savaient pas marcher sur le corps de l'ennemi avec les

forces dont ils disposaient. Il est évident que rien n'était possible en présence de systèmes aussi contradictoires. Le général Mack éprouva le plus pénible des refus lorsqu'il parla de tenter une invasion en France, à la condition toutefois que l'Angleterre enverrait en Belgique, divisés en quatre détachements, les soixante-deux mille Prussiens qui lui avaient été promis. Le général prussien s'éleva contre ce morcellement et allégua l'absence de magasins. Thugut se prononça plus fortement encore, car il ne voulait pas trouver de garnisons prussiennes dans les provinces françaises qu'il convoitait après la victoire. Nous verrons plus tard combien ses projets politiques devaient le rendre alors peu favorable à une guerre offensive contre la France; toujours est-il que, sur les instances de l'empereur, Cobourg, après avoir perdu bien du temps à y réfléchir, dressa un plan d'attaque contre les places les plus voisines, Bouchain, Cambrai et Avesnes, se contentant, du reste, d'envoyer de faibles renforts sur les points menacés par l'ennemi, et dirigeant en tout sa propre conduite d'après celle de ses adversaires. Ce fut donc aux Français que revint encore une fois toute l'initiative des mouvements. Vers la fin d'avril, indifférents au sort de Landrecies, ils se disposaient, sur tous les points du théâtre de la guerre, à mettre à exécution le vaste plan de Carnot et à décider par là du sort de l'Europe.

Nous nous souvenons que, d'après ce plan, un grand mouvement offensif devait s'opérer sur les deux ailes, tandis que le centre resterait sur la défensive. La masse principale de l'armée du Nord devait se jeter à l'Ouest sur la Flandre, tandis que l'aile droite, réunie à l'armée des Ardennes, attaquerait Kaunitz, et qu'enfin, plus à l'Est encore, un détachement de l'armée de la Moselle diviserait l'attention des alliés par un coup de main contre Namur. Ces divers mouvements, pour lesquels nous avons vu négliger la délivrance de Landrecies, commencèrent à la fin d'avril sur tous les points à la fois, et quoiqu'ils n'aient produit d'abord que des résultats partiels, ils n'en étaient pas moins menaçants pour les alliés. A l'Est, le général Jourdan envoya quarante mille hommes en Luxembourg, contre Arlon, que l'autrichien Beaulieu évacua après une courte résistance; mais bientôt, renforcé par Kaunitz, il reparut à la tête de douze

mille hommes, et, malgré la supériorité numérique des Français, il les repoussa vigoureusement hors de la place qu'ils venaient de conquérir. Les Français ne furent pas beaucoup plus heureux contre Kaunitz lui-même : le 27, le général Charbonnier conduisit l'armée des Ardennes jusqu'à Beaumont, où la division Desjardins vint de Maubeuge se réunir à lui : Kaunitz, qui ne pouvait espérer de leur résister, se retira au delà de la Sambre, et se contenta de garder aussi fortement que possible les passages de cette rivière, à Charleroi, Thuin et Merbes-le-Château. En ce moment, les attaques des Français s'arrêtèrent; les généraux n'étaient pas d'accord avec Carnot au sujet du point sur lequel devait s'effectuer le passage. Carnot voulait que ce fût aussi près que possible de l'armée principale des ennemis, c'est-à-dire bien plus haut sur la Sambre, tandis que Charbonnier, redoutant précisément le voisinage de cette armée, désirait, au contraire, opérer à l'Est, aux environs de Charleroi. Près de quinze jours se passèrent dans cette indécision. Au bout de ce temps, Carnot renforça Charbonnier de deux autres divisions du centre (1), et porta par là ses forces à soixante mille hommes; mais Cobourg avait également envoyé à son général des secours considérables, grâce auxquels Kaunitz pouvait opposer environ trente-deux mille hommes à l'attaque qui se préparait contre lui. Cette attaque eut lieu le 10 mai. Les Français passèrent la Sambre à Thuin et à Merbes-le-Château. La pluie tombait à torrents; les chariots de munitions s'embourbaient dans le sol détrempé des bois qui, en cet endroit, bordent la rivière sur une étendue de plusieurs lieues, et les Français purent au commencement tirer avantage de leur nombre dans un combat à la baïonnette. Dans l'ardeur de la lutte, les deux armées s'avancèrent jusque dans le voisinage de Binche, et Kaunitz fit enfin prendre à son corps principal une forte position dans le petit village de Rouveroy. Le 13 mai vers midi, Desjardins, à la tête de cinq colonnes, s'avança contre lui (2); le combat dura jusqu'au soir sans se décider; mais alors le colonel Kienmayer tomba avec quatre escadrons sur le flanc

(1) Despeaux et Fromentin. Charbonnier eut depuis lors cinq divisions, deux de l'armée des Ardennes et trois de l'armée du Nord.

(2) 40 000 hommes contre 22 000.

gauche de ses adversaires, les dispersa du premier choc, et les repoussa dans toutes les directions jusqu'à la Sambre. Desjardins effrayé se hâta de profiter de l'obscurité de la nuit pour regagner l'autre rive; Charbonnier se vit contraint de le suivre, et, le 14 mai, il ne se trouvait plus un Français au Nord de la Sambre. Cette première et infructueuse tentative contre l'aile gauche des alliés coûta aux Français quatre milles hommes et douze canons.

Pendant ce temps, les affaires de la coalition semblaient prendre une tournure inquiétante sur l'autre aile, c'est-à-dire en Flandre (1). Le commandant en chef des armées françaises, le général Pichegru, avait rassemblé entre Lille et Dunkerque les trois fortes divisions Moreau, Souham et Michaud, qui formaient un ensemble de soixante et un mille hommes, tandis que le général Clerfayt, outre qu'il n'était pas de moitié aussi fort, avait ses détachements dispersés sur toute la Flandre. Les Français passèrent la frontière le 24 avril, Michaud à l'Ouest, vers Ypres et Nieuport, Moreau et Souham sur les deux rives de la Lys, l'une à droite, l'autre à gauche de cette rivière, pour se réunir ensuite et bloquer la place forte de Menin. Clerfayt était bien loin de là, à Denain, sur l'Escaut, lorsqu'il reçut du prince de Cobourg la nouvelle de l'invasion qui les menaçait. Cobourg lui-même en avait été instruit par les papiers du général Chapuis, fait prisonnier à Cateau. Clerfayt se hâta aussitôt d'accourir au secours de Menin. Il rencontra en route une troupe de Hanovriens commandés par le général Oeynhausen, qui avait enlevé la position de Mouscron aux Français après un sanglant combat, et, par là, lui avait ouvert de nouveau la route de Menin. Clerfayt rassembla sur ce point environ dix mille hommes, réunis de différents côtés, et il n'attendait plus pour prendre l'offensive que quelques troupes anglaises du détachement du duc d'York, lorsque, le 29 avril, il se vit soudainement attaqué en face et sur

(1) Le meilleur travail sur la guerre de Flandre est, sans contredit, l'excellent livre de Ditfurth (*les Hessois dans les Pays-Bas*, 1793 à 1795). Cet ouvrage, qui donne plus que le titre ne promet, témoigne des études les plus consciencieuses et du jugement le plus sain. Les Français ni les Autrichiens n'ont rien dans leur littérature qui puisse lui être comparé pour ce qui a trait à cette guerre.

On peut y joindre maintenant la remarquable biographie du prince de Cobourg, de Witzleben. — Note de la 2e édition

ses deux flancs par plus de trente mille hommes des divisions Souham et Moreau, qui le battirent complétement malgré son énergique résistance. Ce ne fut qu'au bord de l'Escaut, non loin de Tournay, qu'il put de nouveau rallier ses troupes éparses, sous la protection des régiments anglais qu'il avait attendus, et qui venaient seulement de le rejoindre. Les Français, qui avaient essuyé de sanglantes pertes, ne le poursuivirent pas ; mais, après cette défaite, il ne pouvait plus songer à délivrer Menin. Cette place était dans un état déplorable, et incapable de résister longtemps. Par suite de la négligence qui caractérisait alors l'administration autrichienne, rien n'avait été fait pendant l'hiver pour en améliorer la situation, ni pour la pourvoir de vivres et de munitions. Aussi se serait-elle vue forcée de se rendre dès l'apparition de la première patrouille de cavaliers ennemis, si son commandant, le Hanovrien Hammerstein, n'avait pas été un homme de fer, un vieux soldat d'un courage à toute épreuve. Sans se préoccuper du désordre qui régnait au quartier général, il prit lui-même les mesures nécessaires et sut remplir les cinq bataillons qui composaient sa garnison, depuis le premier jusqu'au dernier homme, de confiance et d'ardeur. Il se maintint pendant quelques jours dans la place à moitié ouverte; mais le 29 avril, le feu des Français ayant fait sauter son magasin à poudre, il réunit dans la soirée tous ses officiers, et leur déclara son intention de se frayer un chemin avec la garnison à travers les rangs serrés des ennemis. Cette audacieuse entreprise réussit pleinement. Un peu après minuit, émigrés français, Hanovriens et Hessois sortirent par les portes de Courtray et de Bruges; une effroyable mêlée et une confusion indescriptible s'ensuivirent bientôt. Les Français devenaient toujours plus nombreux; leur artillerie et celle des alliés obstruaient les rues étroites de la ville; amis et ennemis s'entre-choquaient dans l'obscurité, l'incendie de quelques maisons éclairait seul ces scènes de carnage. Cependant Hammerstein réussit à dégager ses colonnes, et ramena à Clerfayt une troupe de douze mille hommes, qui venait de se montrer l'égale des plus héroïques.

Le même jour, Landrecies capitulait. Dans la soirée, York quitta Cateau avec dix mille hommes pour aller soutenir Clerfayt à Courtray; son arrivée porta à douze mille hommes environ

l'armée réunie en ce lieu. On résolut de reprendre l'offensive avec ces forces, malgré la supériorité numérique des ennemis. Ce dessein n'était pas aussi téméraire qu'aurait pu le faire croire le nombre respectif des forces belligérantes, car déjà le vice radical du plan de Carnot se faisait sentir, ce vice qui consistait à faire opérer les meilleures troupes françaises au hasard et sans objet déterminé. Ces troupes formaient, depuis Lille jusqu'à Courtray, une longue colonne qui, d'après les désirs de Carnot, devait se diriger au Nord-Ouest, vers Bruges et Ostende. Clerfayt et le duc d'York, qui étaient au Sud-Est de Lille, c'est-à-dire presque derrière les Français, pouvaient donc, n'importe sur quel point, porter un coup fatal à cette colonne, et ils tenaient par là leurs redoutables adversaires en échec. Cela était si évident, que Pichegru appela de Cambrai en Flandre le général Bonnaud avec vingt mille hommes, pour le placer entre Lille et Tournay, avec mission de protéger ses opérations contre le duc d'York. Quoiqu'il eût alors environ quatre-vingt-dix mille hommes en Flandre (1), il aurait encore pu se trouver dans une position critique si ses adversaires se fussent jetés sur Bonnaud avec leurs forces réunies, et l'eussent battu avant que Souham et Michaud eussent pu venir à son secours de Courtray et d'Ypres. Mais les alliés lui épargnèrent un coup aussi funeste. Ils résolurent d'attaquer, non Bonnaud contre lequel ils auraient pu diriger toutes leurs forces, mais Souham et Moreau. Par suite de cette résolution, il fallait, s'ils ne voulaient pas abandonner complétement leurs communications avec Cobourg, qu'une partie considérable de leur armée restât à Tournay, ce qui réduisait de plus de moitié les forces disponibles pour le combat. Ce fut une nouvelle et fatale dispersion de troupes. Clerfayt partit avec seize mille hommes pour attaquer de front Souham et Moreau, à une grande distance du reste de l'armée; York resta complétement inactif avec vingt mille autres, et Walmoden prit position entre eux, à égale distance de l'un et de l'autre, sous le prétexte de leur servir de point de jonction, mais, en réalité, sans le moindre avantage pour qui que ce fût. De tous côtés on se sentait faible et menacé, et les demandes de secours les plus pres-

(1) Bonnaud 20 000, — Souham 28 700, — Moreau 22 200, — Michaud 12 000, — Osten 7000, *présents sous les armes.*

santes se succédaiedt au quartier général de l'empereur. Là, l'émotion était profonde; une foule de conseils contradictoires cherchaient à influer sur la résolution du maître. Sous le rapport militaire, la situation était nettement dessinée : le moment d'agir était arrivé; la direction même à donner à l'action ne pouvait plus être méconnue, car il était évident que l'ennemi voulait opérer sur les deux ailes pour arriver à cerner les alliés. Les positions françaises, depuis les derniers mouvements, formaient un grand demi-cercle à l'extrémité occidentale duquel cent mille hommes s'avançaient en Flandre, et que soixante mille autres terminaient à l'Est, sur la Basse Sambre, tandis que le centre n'était formé que par dix-huit mille hommes répartis dans des postes écartés les uns des autres. Les deux flancs des alliés étaient donc plus vivement menacés de jour en jour, et une plus longue incertitude était impossible, même pour l'observateur le plus superficiel. D'un autre côté, si les alliés, en présence des plans et de la position de l'ennemi, considéraient qu'ils avaient eux-mêmes pris peu à peu une position tout à fait semblable, bien qu'en décrivant un arc plus petit, qu'ils avaient trente quatre mille homme au centre et environ trente-neuf mille sur chaque aile, et que, malgré quelques pertes, chacune de ces ailes avait résisté jusque-là à la supériorité de l'ennemi, il devait être évident à leurs yeux qu'il existait encore pour eux plus d'une chance de salut et de succès (1). Il s'agissait seulement de savoir profiter de la dispersion des forces ennemies, et de se concentrer afin d'être plus forts sur le point décisif, quoique plus faibles dans l'ensemble. Pour cela, ils avaient le choix entre plusieurs moyens. Cobourg pouvait, en quelques jours, mettre le centre de l'ennemi hors de de combat, puis, se tournant à gauche et agissant de concert avec Kaunitz, battre l'armée de la Sambre avant même que Pichegru n'eût pu envoyer de Flandre un seul bataillon à son secours. Ou bien Cobourg pouvait, au contraire, se tourner à droite, et agir de concert avec le duc d'York et Clerfayt contre l'armée principale de Pichegru en Flandre. En pénétrant de ce côté, on interceptait les communications et la ligne de retraite de l'armée

(1) Les considérations militaires qui suivent sont entièrement empruntées aux autorités militaires déjà citées.

de Lille, et on la repoussait au milieu d'un pays ennemi, avec le dos à la mer, couverte également de flottes ennemies. De ces deux entreprises, la première, l'expédition contre l'armée de la Sambre, était la plus facile, car les alliés y auraient eu sur leurs adversaires une supériorité de nombre bien marquée; mais la seconde, si elle réussissait, devait être décisive, en ce qu'elle aurait détruit la meilleure partie des forces françaises. De plus, Kaunitz se soutenait seul sur la Sambre et ne réclamait l'aide de personne, tandis que le duc d'York et Clerfayt demandaient du secours à grands cris. L'avis du prince de Cobourg était donc qu'il fallait conduire l'armée du centre vers Tournay et la Flandre.

L'empereur, qui avait assez d'intelligence militaire pour comprendre cette situation, penchait pour qu'on adoptât ce nouveau plan; mais il se trouvait au quartier général d'autres forces et d'autres influences qui s'appliquaient à l'en détourner. Thugut, naturellement, persistait plus que jamais dans ses idées. Catherine avait adressé à Vienne la demande officielle d'un corps de troupes autrichien destiné à marcher contre la Pologne, et l'ambassadeur d'Autriche écrivait de Saint-Pétersbourg que, si ce secours était accordé, l'impératrice abandonnerait à l'Autriche une part très-considérable du butin. Des demandes et des espérances semblables arrivaient d'Italie. L'archiduc Ferdinand insistait à Milan pour qu'on lui envoyât sans tarder des renforts aussi considérables que possible; en même temps, on annonçait l'arrivée d'un ambassadeur sarde, chargé enfin d'offrir à l'empereur des avantages réels en échange d'un appui efficace. Mais ce qui paraissait plus important encore, c'est qu'au moment même où les forces de l'Autriche étaient ainsi appelées de tous côtés vers des contrées lointaines, l'occasion tant désirée de conclure la paix avec la république française se présenta inopinément. Un Français, qui se faisait appeler le comte de Montgaillard, arriva à cette époque à Valenciennes, où se trouvaient les diplomates du quartier général, et il se posa publiquement comme un émigré poursuivi par la tyrannie démocratique. En réalité, c'était un chevalier d'industrie politique, comme ces temps de troubles en produisirent un si grand nombre, le fils d'un paysan du village de Montgaillard, nommé Jean Roques. En sortant de l'école, où il s'était fait remarquer par son indis-

cipline, il s'était fait soldat, puis spéculateur de bourse, et, depuis la révolution, c'était un aventurier au service de tous les partis. Après le 10 août, il s'était attaché à Danton, qui l'avait employé plusieurs fois comme espion, tant en Belgique qu'auprès de Mercy et de Cobourg. Depuis la chute de Danton, il était passé, instrument docile, aux mains de Robespierre, et il se présenta à Valenciennes en déclarant qu'il avait d'importantes communications à faire à l'empereur lui-même de la part du Comité de Salut public. Comme le comte Mercy le connaissait pour être un agent, quoique secondaire, des maîtres actuels du pouvoir en France, il fut admis en présence de François II, auquel il déclara que la France était prête à conclure une paix générale, en prenant pour base le *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire ce qui existait avant la guerre. Tout en donnant ces avances comme une preuve, non de la faiblesse, mais des sentiments d'humanité de Robespierre, il insista pour obtenir une prompte réponse, et fit entrevoir, en cas de refus, le glaive déjà aiguisé contre tous les souverains. Ses manières parurent si étranges, que l'empereur ordonna d'abord de le retenir prisonnier; mais Thugut et Trautmannsdorf crurent devoir l'interroger de nouveau. D'après ses offres il fallait que la France renonçât à ses conquêtes sur le continent, à la Savoie, à Nice, aux provinces belges qu'elle occupait déjà; en échange elle devait recouvrer la Corse et les îles des Indes occidentales. Par là, l'Autriche et la Sardaigne seraient rentrées en possession de ce qu'elles avaient perdu, tandis qu'au contraire l'Angleterre aurait dû abandonner ses conquêtes. On devait donc supposer que les propositions du Comité de Salut public n'étaient pas sérieuses, et n'avaient pour but que de jeter un brandon de discorde entre l'Autriche et l'Angleterre. D'un autre côté cependant, on connaissait trop bien l'état d'épuisement de la France et la situation difficile dans laquelle se trouvait le Comité de Salut public, pour rejeter tout à fait la possibilité d'un traité de paix; Thugut, en particulier, y était d'autant moins disposé qu'il désirait depuis longtemps que les choses prissent cette tournure. La proposition de Montgaillard était d'ailleurs parfaitement acceptable pour l'Autriche; mais il fallait savoir ce qu'en penserait l'Angleterre. Or, comme lord Grenville écrivait que Montgaillard lui était

également annoncé, on renvoya le Français, en dépit de ses menaces régicides, non à Paris, mais à Londres.

Il devait paraître peu prudent de s'engager, tant que duraient ces négociations, dans de grandes opérations offensives qui pouvaient, de quelque côté que fût la victoire, mettre fin tout à coup aux idées pacifiques attribuées à Robespierre, et qui, dans tous les cas, éloignaient toujours davantage les armées alliées du Rhin, de la Pologne et de l'Italie, pour les engager d'une manière peut-être inextricable sur un théâtre lointain. Cependant, d'alarmantes nouvelles arrivées de Flandre mirent fin à toutes les incertitudes, et firent triompher pour le moment le parti de la guerre.

La tentative de Clerfayt contre Courtray avait complétement échoué en présence des forces trois fois supérieures de l'ennemi. Après un combat sanglant, Clerfayt avait dû battre promptement en retraite le 11 mai, et, se dirigeant vers le Nord-Ouest, il était revenu en assez bon ordre, mais serré de très-près, jusque dans le voisinage de Gand. Le duc d'York en gémissait, mais sans pouvoir lui porter secours, car, dès le 10 mai, lui-même avait été vivement attaqué par le général Bonnaud. Grâce à l'excellence de sa cavalerie, les Français avaient enfin été contraints de reculer, comme devant Cateau, après avoir essuyé des pertes considérables; mais il ne pouvait songer à soutenir Clerfayt ou à délivrer Gand. A ces nouvelles, l'empereur ne voulut plus entendre parler de retard. Il fallait prévenir la ruine d'une vaillante armée et l'envahissement de toute la Flandre; la Hollande commençait déjà à trembler pour ses frontières; enfin lord Elgin, le représentant de l'Angleterre au quartier général, insistait pour qu'on ne laissât pas les Français prendre pied sur les côtes. Des ordres furent donc donnés pour que les divisions du centre effectuassent une grande marche de front vers la Flandre.

Nous avons montré plus haut quelles brillantes perspectives pouvait ouvrir cette résolution; nous devons dire maintenant quelles difficultés s'opposaient à son exécution. Les Français, qui poursuivaient sans relâche leurs enrôlements, et qui, par là, rendaient peu à peu leurs garnisons disponibles pour le service de campagne, s'étaient constamment renforcés en Flandre, et n'y

comptaient pas actuellement beaucoup moins de cent mille hommes (1). Il fallait que les alliés s'attachassent avant tout à compenser cette supériorité numérique par des mouvements simples et hardis, qu'ils négligeassent résolûment toutes les opérations secondaires, et qu'ils réunissent toutes leurs forces sur le point décisif. Il eût été possible, dans ce but, d'emprunter, pour protéger Landrecies, quelques milliers d'hommes à Kaunitz, qui venait précisément de remporter une victoire, d'attirer à l'armée principale tous les petits corps détachés, et d'ouvrir l'attaque contre Pichegru avec quatre-vingt mille hommes, au moyen des forces réunies du duc d'York et de Clerfayt. Ce chiffre, le plus haut auquel on pût atteindre, restait encore, comme nous le voyons, bien inférieur à celui des armées françaises; le succès ne pouvait donc être obtenu qu'à force de promptitude et d'énergie, et les hommes les plus froidement calculateurs eux-mêmes auraient dû reconnaître qu'ici la prudence devait faire place à l'audace et à la témérité. Mais, pour le malheur de la coalition, cette manière d'envisager la situation n'était nullement comprise au quartier général. L'opposition de Thugut et de Waldeck paralysa l'entreprise dès le début; Cobourg et Mack reculaient avec effroi devant toute mesure d'une vaste portée ou dangereuse en apparence. On se cramponnait à chaque pouce de terrain que l'on parvenait à occuper; on ne voulait découvrir ni la Sambre ni le centre; on croyait devoir opposer à chaque corps ennemi au moins un détachement, si faible qu'il fût. Ce fut ainsi qu'on laissa le prince d'Orange avec onze mille hommes à Landrecies, et un deuxième corps de quatre mille hommes sur l'Escaut, près de Denain. Les renforts qu'on envoya en Flandre se réduisirent par là à vingt-trois mille hommes, de sorte que les forces totales de l'armée destinée à exécuter le grand projet des alliés n'étaient plus que de soixante-deux mille hommes. Ce n'était pas tout encore : on forma un plan d'attaque qui, sans doute, indiquait clairement le dessein de couper à l'ennemi toute communication avec sa patrie, mais qui, par une dispersion complète, affaiblissait encore et condamnait à l'impuissance les soixante-deux mille hommes destinés à en combattre cent mille.

(1) Y compris la division Michaud.

Nous voici arrivés au moment et sur le terrain où se décidèrent les destinées de la campagne, devenues celles de l'Europe entière : il est donc nécessaire que nous insistions d'une manière particulière sur les détails relatifs à la guerre, et surtout sur la situation topographique du théâtre des événements.

La contrée que nous avons devant nous fut de tout temps fertile en grands faits historiques, et souvent arrosée de sang. Ce fut des rives de l'Escaut et de la Lys que partirent jadis les Francs Saliens pour commencer leur course triomphante et soumettre la Gaule. Ce fut là que, plus tard, la maison des Guelfes fut renversée dans la poussière par les armes victorieuses de Philippe-Auguste. Là encore que les ducs de Bourgogne, résistant à l'esprit d'indépendance des villes flamandes, posèrent les fondements d'une puissance qui devait plus tard dominer le monde, et que, plus tard encore, Louis XIV, terrassé enfin après de longues années de succès et d'arrogance, retrouva dans son désespoir la force de résister à Eugène et Marlborough.

Ce terrain, sur lequel allaient encore une fois se jouer les destinées de l'Europe, s'étend sur une longueur de soixante-dix-sept kilomètres et une largeur de soixante-dix, et forme, par conséquent, un carré presque régulier entre les côtes de la mer du Nord à l'Ouest, et à l'Est l'Escaut, qui coule presque parallèlement à ces côtes. C'est une vaste plaine, bien cultivée et très-populeuse. De nombreuses villes, riches et florissantes, y sont reliées entre elles par des villages plus nombreux encore, bien bâtis et entourés de jardins et de vergers. Tous les champs y sont bornés par des fossés où coule une eau abondante, par des haies fort hautes ou par des rangées d'arbres étroitement serrés, qui, dans des opérations de guerre, s'opposent absolument au développement de la cavalerie; chaque ruisseau, dans ce sol friable et gras, est bordé de terrains mouvants et de marécages, de sorte que les plus petits cours d'eau ne peuvent être franchis que sur des ponts solides, et qu'on ne peut demander, même à l'infanterie, aucun mouvement rapide en dehors des grandes routes, et encore moins un changement dans la ligne d'opérations.

On comprend facilement quels avantages un tel terrain peut offrir à un défenseur prudent et circonspect, et nous verrons

bientôt combien ces circonstances influèrent sur la lutte qui se préparait.

La Lys entre en Belgique à environ vingt kilomètres à l'Ouest de l'Escaut, et coule parallèlement avec ce fleuve jusqu'à Deynze, en passant devant Menin et Courtray; à Deynze, elle fait une courbe vers l'Est, et se réunit enfin à l'Escaut près de Gand. Les deux cours d'eau forment ainsi en Flandre un triangle allongé, sur la base duquel se trouve, du côté de la France, Lille, la plus importante des places de la frontière, et, du côté flamand, Tournay, sur l'Escaut. Voici quelle était dans ce triangle la position des armées belligérantes : les Français, comme base de leur attaque, avaient placé tout près de Lille les divisions Bonnaud et Osten; de là, Moreau et Souham, se dirigeant vers le Nord, avaient d'abord pris Menin puis occupé Courtray, et étaient sur le point, en marchant toujours au Nord, de porter un nouveau coup contre Clerfayt. Afin de couvrir leur longue ligne du côté de l'Ouest, Michaud, à quelques lieues de là, se tourna vers Ypres.

Du coté des alliés, nous avons vu que Clerfayt était avec seize mille hommes au delà de la Lys, près de Thielt, au Nord de la colonne d'attaque des Français, et séparé des siens par cette colonne même, tandis que le duc d'York était avec dix-huit mille hommes à Tournay, à l'Est de Lille, en face de Bonnaud et presque sur les derrières de Souham et de Moreau. Il était évident que si, en le renforçant de toutes les troupes du centre, on portait ses forces à quarante ou cinquante mille hommes, il lui serait possible de disperser promptement les troupes de Bonnaud; ceci fait, Moreau et Souham, privés de tout secours, auraient difficilement échappé à une ruine totale. Ainsi que nous l'avons dit, les avantages de ce plan avaient été compris au quartier général; mais la résolution manqua pour l'exécuter. On décida bien que les troupes de Landrecies, au nombre de vingt-trois mille hommes, attaqueraient Bonnaud sous l'archiduc Charles et le général Kinski; mais, au lieu de donner la même direction au duc d'York, on divisa son corps en deux colonnes qui devaient marcher vers Roubaix et Tourcoing, dans le voisinage immédiat de Courtray, et attaquer là Moreau et Souham. A quelques lieues plus au Nord, les Hanovriens de-

vaient attaquer Mouscron, et enfin Clerfayt, décrivant une large courbe vers l'Ouest, devait tourner l'armée française et se frayer à ses risques et périls un chemin à travers cette armée pour rejoindre le duc d'York à Tourcoing. On espérait par là compléter la dispersion des lignes françaises et assurer la ruine de l'ennemi. Ce plan avait été parfaitement combiné par Mack, la carte à la main; seulement il fallait supposer que toutes les colonnes se rencontreraient à l'heure dite sur le champ de bataille, et que les cent mille Français qui se trouvaient placés au milieu d'elles ne déchireraient pas ce réseau, si bien tramé qu'il fût, par une contre-attaque inattendue.

Pour le moment, sans doute, ce dernier danger était peu à redouter, car Pichegru était si loin de s'attendre à une attaque sérieuse, qu'il venait précisément de quitter l'armée de Flandre pour aller sur la Sambre porter des encouragements et des consolations aux généraux qui y avaient été battus. Souham et Moreau partageaient sa sécurité, lorsque, le 16 mai, leurs avant-postes annoncèrent les mouvements qui se faisaient au camp de Clerfayt; ils passèrent alors la Lys avec plus de quarante mille hommes, pour aller donner une sévère leçon au général autrichien, sans pressentir en rien qu'un danger menaçât leurs derrières. Les villes qu'ils occupaient, Mouscron, Roubaix et Tourcoing, ne restèrent donc que faiblement gardées, et les alliés, venant de Tournay, purent commencer leur attaque le 17, avec les meilleurs chances de succès. Le petit corps des Hanovriens essuya, à la vérité, des pertes sensibles en essayant de prendre Mouscron; mais le général impérial Otto s'empara de Tourcoing après un chaud combat, et la garde anglaise, conduite par le duc d'York lui-même, s'établit vers le soir à Roubaix avant que les généraux français eussent pu faire repasser la Lys à leurs troupes. Il est donc hors de doute qu'il leur aurait été impossible de secourir ce jour-là le général Bonnaud, placé à trois lieues plus au Sud, si Cobourg avait jeté toutes ses forces contre lui; par conséquent, le plan de bataille indiqué plus haut eût encore été parfaitement réalisable dans la matinée du 17 mai.

Mais les avantages remportés par le duc d'York et par Otto restèrent complétement isolés. Clerfayt n'osait s'avancer qu'avec une extrême lenteur dans un pays rempli d'ennemis, et quand il

s'arrêta vers le soir, il n'était encore qu'à Werwick, sur la rive gauche de la Lys, et à plusieurs lieues de Tourcoing où il devait opérer sa jonction avec le duc d'York. L'archiduc Charles, après une marche longue et pénible, n'atteignit le général Bonnaud, que le 17 vers midi; ses troupes, quoique haletantes et fatiguées par cette longue route faite sous les rayons d'un soleil brûlant, s'élancèrent courageusement à l'attaque dès qu'elles aperçurent les Français, et repoussèrent ceux-ci jusque sous les remparts de Lille; cependant elles ne purent parvenir à les défaire complétement et à les mettre hors de combat. Le soir, lorsque le canon cessa peu à peu de se faire entendre sur ce vaste champ de bataille, ni l'archiduc Charles, ni Walmoden, ni Clerfayt n'avaient accompli la tâche qui leur avait été assignée; Otto et le duc d'York, qui avaient l'un et l'autre pénétré fort avant dans les lignes ennemies, avec huit mille hommes chacun, se trouvaient donc dans une position fort critique. On avait, au quartier général, un demi-pressentiment de cette situation, et on annonça au duc d'York que l'archiduc Charles lui enverrait le lendemain matin quinze bataillons de renfort; puis, au milieu de la nuit, un nouvel ordre vint lui enjoindre de continuer à s'avancer et de chercher à se réunir à Clerfayt pour compléter la dispersion de l'ennemi.

Tandis qu'ici on passait le temps à donner des ordres et à faire des promesses, les Français agissaient. Le 17 mai dans l'après-midi, lorsque les différents projets d'attaque des alliés se dessinèrent clairement, les généraux Souham, Moreau, Macdonald et Reynier tinrent conseil à Menin. Reynier exposa combien il serait facile de jeter de plusieurs côtés à la fois des masses écrasantes sur Tourcoing, et d'y anéantir les alliés avant que leurs ailes pussent leur envoyer du secours. Souham appuya énergiquement cette motion. Il avait servi pendant cinq ans comme simple soldat dans la cavalerie avant 1789; une taille gigantesque, une force herculéenne, un courage à toute épreuve, joints à une vive intelligence et à un jugement sain, lui avaient donné, dès le début de la révolution, une autorité décidée sur ses camarades; lorsque la guerre eut éclaté, il conquit promptement tous les grades, et à trente-trois ans il était déjà général de division. Les soldats disaient que, sous sa conduite, ils ne seraient jamais battus, et un agent

ministériel écrivait à Carnot que c'était un patriote « qui écraserait Pitt et Cobourg comme des poires blettes. » Un homme de cette trempe devait accueillir avec joie l'idée de déjouer l'attaque des ennemis par une surprise soudaine; les autres généraux y applaudirent également, et, sur-le-champ, on envoya demander aide et assistance à Osten et à Bonnaud. Les quarante mille hommes qui se trouvaient au delà de la Lys, en face de Clerfayt, revinrent en toute hâte à Courtray, pour tomber par le Nord sur Tourcoing et sur le flanc droit d'Otto. Moreau prit en personne position contre Clerfayt, près de Werwick, avec huit mille hommes, ce qui, en protégeant les derrières des positions françaises, permit aux douze mille hommes que le duc d'York avait battus la veille de reprendre les localités perdues. Enfin, après avoir laissé près de Lille environ huit mille hommes pour observer l'archiduc, Bonnaud se mit en marche vers quatre heures du matin, avec dix-huit mille autres, pour tomber par le Sud sur Roubaix et sur l'aile gauche du duc d'York. Aux premières lueurs du jour, les deux colonnes du centre des alliés se virent donc attaquées par des forces qui leur étaient quatre fois supérieures en nombre.

Dès le premier moment, la position des alliés fut désespérée. Le duc d'York et Otto avaient dispersé leurs troupes dans plusieurs petits villages qui furent tous attaqués simultanément par des masses écrasantes. Du côté d'Otto, le général Monfrault occupait Tourcoing avec six bataillons, et, à une lieue en arrière, le général hessois Hanstein était posté à Watrelos avec deux autres. Quant au duc d'York, il avait placé le général Abercromby, avec sept bataillons, entre les villages de Mouveaux et de Roubaix, le régiment des gardes hessoises à Lamoy, pour couvrir ses derrières, et deux bataillons autrichiens vers Tourcoing pour assurer ses communications avec Otto. Après un court mais vif combat, Tourcoing fut emporté par l'ennemi; Monfrault prit alors une nouvelle position en rase campagne, derrière la ville, et là, quoique serré de près, il soutint pendant trois heures une lutte inégale. Ses troupes formaient un grand carré contre lequel échouaient tous les assauts des colonnes françaises; à droite et à gauche, des essaims de tirailleurs et de cavaliers ennemis remplissaient la plaine; par derrière retentissait

toujours plus violent, le tonnerre du combat qui se livrait à Watrelos. Là, les gardes hessois n'avaient pas moins de trois brigades en face d'eux; mais ils résistèrent avec un courage invincible à cette immense supériorité de nombre, ce ne fut que vers huit heures, lorsque les munitions commencèrent à leur manquer, qu'ils se retirèrent lentement et en bon ordre, quoique sous un feu constant, derrière le ruisseau d'Espierre. Au moment où leur arrière-garde allait passer le ruisseau, quelques cavaliers épars, poursuivis par des chasseurs français, accoururent au grand galop, faisant de loin des signes de détresse aux grenadiers. A leur tête se trouvait le duc d'York, qui avait été repoussé à Mouveaux, et qui, se croyant déjà entouré d'ennemis à Lannoy, avait remis à Abercromby le commandement de sa colonne et s'était dirigé à travers champs vers Watrelos, pour regagner de là le quartier impérial. C'était courir au-devant du danger, puisque les troupes françaises, comme nous l'avons vu, couvraient le pays sur les derrières de Monfrault; le duc ne dut qu'à la vitesse de son cheval de ne pas tomber aux mains de l'ennemi. A sa voix, les Hessois n'hésitèrent pas à faire volte-face et à se tourner contre les Français, que leurs dernières décharges forcèrent à se retirer. Le duc d'York avait tellement perdu l'esprit, qu'il passa le ruisseau à gué, en vue même d'un pont; arrivé sur l'autre rive, il s'enfuit à toute bride. La triste conséquence de cet incident fut que les Hessois, arrêtés par leur dévouement, furent bientôt atteints par des détachements français plus considérables, et éprouvèrent de nombreuses pertes en repassant le ruisseau. Néanmoins, leur régiment se reforma sur l'autre rive, et, renforcé par quelques réserves autrichiennes, résista sur ce point aux attaques des Français pendant la plus grande partie du jour. La colonne de Monfrault éprouva sur-le-champ quel service cette résistance héroïque rendait à l'armée alliée. Cette colonne tint derrière Tourcoing jusque vers neuf heures; après quoi, la perte de Watrelos lui fermant la grande route, elle se retira, d'abord en bon ordre, par un chemin détourné; mais bientôt elle fut serrée de près et enfin prise en flanc par les Français. La plus affreuse confusion se mit alors dans les rangs; les bataillons se débandèrent, et toute la masse des troupes reprit en désordre et à franc étrier le

chemin de Tournay, en passant devant les positions des Hessois. Si ceux-ci avaient également cédé, et si les fuyards avaient rencontré des troupes ennemies, pas un seul homme n'aurait échappé à la mort.

A la même heure, la colonne du général Abercromby éprouvait un sort semblable. Elle aussi opposa d'abord une héroïque résistance aux forces écrasantes de l'ennemi. Les gardes anglais semblaient cloués au sol; lorsque Abercromby donna enfin le signal de la retraite, ils quittèrent lentement Mouveaux, pour recommencer à Roubaix, toujours avec le même sang-froid, une lutte tout aussi inégale. Ils étaient, comme Monfrault, menacés par derrière d'un redoutable danger; tandis qu'il prenait Roubaix par le côté avec une moitié de sa division, Bonnaud avait, à six heures du matin, dirigé l'autre moitié contre le régiment des gardes du corps hessois posté à Lannoy. La prise de cette ville aurait enlevé toute chance de salut aux Anglais. Par bonheur pour ces derniers, les gardes du corps firent leur devoir, comme, deux lieues plus loin, d'autres Hessois faisaient le leur à Watrelos. Cernés de tous côtés par des forces huit fois supérieures, assaillis sans cesse par de nouveaux combattants qui faisaient pleuvoir sur eux une grêle de balles ou les attaquaient à la baïonnette, ils soutinrent sans lâcher prise une lutte de sept heures, et occupèrent tellement toute la colonne ennemie, qu'il n'en resta pas un bataillon disponible pour inquiéter la retraite d'Abercromby. Vers dix heures, les Anglais, se retirant de Roubaix, arrivèrent dans le voisinage de Lannoy, leurs régiments de ligne déjà débandés, mais les gardes encore serrés et prêts à combattre. Les Français ne purent envoyer contre eux qu'un régiment de cavalerie; mais l'attaque néanmoins fut si énergique, que les gardes anglais eux-mêmes finirent par abandonner leurs rangs, et, jetant pour la plupart leurs armes, s'enfuirent à perte d'haleine vers Tournay. Les Hessois se maintinrent dans Lannoy jusqu'à une heure; alors, leurs munitions étant épuisées, le colonel Eschwege, après une dernière salve de mousqueterie, se fraya à la pointe de la baïonnette un chemin à travers les masses compactes de l'ennemi, non sans laisser un tiers de ses hommes morts ou prisonniers. Les Français ne continuèrent pas la poursuite sur ce point; mais ils envoyèrent une

colonne contre le flanc des Hessois et des Autrichiens, au ruisseau de l'Espierre, où un vif combat d'artillerie s'engagea de nouveau; cependant, comme les Français ne tentèrent aucune attaque à l'arme blanche, le général Hanstein put conserver sa position jusqu'à sept heures du soir, et ramena ses troupes saines et sauves au point de ralliement général, le camp de Marquain, aux portes de Tournay.

Ce lieu atteint, tous s'informèrent aussitôt du sort des autres troupes et demandèrent ce qu'était devenu le corps de l'archiduc Charles; nul ne comprenait comment on avait pu les laisser ainsi exposés à tout le poids de la supériorité des Français, sans faire un pas pour les soutenir. En effet, la conduite de l'aile commandée par l'archiduc n'était pas ce qu'il y avait eu de moins incompréhensible dans cette étrange journée du 18 mai. Nous avons vu, le 17, l'archiduc et le général Kinski repousser les Français jusqu'à Lille, après quoi ils bivouaquèrent tranquillement pour la nuit, Kinski à Chéraing et l'archiduc à Lesquin. Chéraing est à une lieue de Lannoy, Lesquin à deux, et Lannoy est à peine à une lieue de Mouveaux. Naturellement donc on entendit à Chéraing tous les coups qui furent échangés depuis quatre heures entre les Anglais et la division Moreau. On entendait aussi dans le lointain le canon de Tourcoing et de Watrelos, et l'on pouvait se rendre compte des progrès de l'ennemi d'après la direction du son. Les chasseurs hessois qui formaient l'avant-garde de Kinski ne comprenaient pas que l'ordre de marcher ne leur fût pas donné; vers six heures, leur chef, le capitaine Ochs, courut plein d'impatience vers le général, lui représenta le danger que couraient leurs compagnons d'armes, la nécessité de les secourir au plus vite, et l'insignifiance des divisions ennemies qui leur barraient le passage. Mais le général Kinski lui répondit froidement qu'il était malade et ne commandait plus. Les troupes restèrent donc inactives, contemplant les nuages de fumée qui, se rapprochant toujours, finirent par envelopper Lannoy, sans qu'il leur fût permis de faire un pas pour porter secours à leurs camarades.

Même inaction régnait au camp de l'archiduc. On a dit que l'ordre de conduire vers midi quinze bataillons à Lannoy lui était arrivé le matin à cinq heures, mais que, saisi d'un spasme épi-

leptique, il était resté sans connaissance pendant toute la matinée, et n'avait pu, par conséquent, obtempérer à cet ordre (1).

Cependant l'empereur, Cobourg, Mack et Waldeck, qui passèrent une partie de la matinée à Templeuve et se rendirent plus tard à Marquain, c'est-à-dire à une lieue de Kinski et à deux lieues de l'archiduc, devaient avoir eu connaissance, au plus tard à sept heures, de l'état de maladie de ces deux généraux. Ce qui se passa alors entre eux, quels motifs d'honneur et de courage, de prévoyance et de réserve furent mis en avant, combien de colère douloureuse et de froids calculs se manifestèrent dans ces délibérations, nul ne l'a jamais révélé. Cependant les heures s'écoulaient. Tourcoing et Watrelos avaient été successivement perdus, Abercromby renversé, et enfin la ville de Lannoy elle-même était tombée aux mains des Français. A quatre heures de l'après-midi, l'avant-garde de Kinski reçut enfin l'ordre si ardemment désiré de marcher sur Roubaix. Les troupes partaient pleines d'ardeur, sinon pour réparer les malheurs accomplis, au moins pour les venger, lorsqu'un nouvel ordre du quartier général, signé cette fois du prince de Waldeck, vint annoncer que le duc d'York était complétement battu, et enjoindre à la colonne de retourner au camp de Marquain. C'était avouer que la journée était perdue et que le grand mouvement offensif des alliés était abandonné.

Nul ne pourrait affirmer que l'intervention opportune et énergique de l'archiduc aurait changé la face de cette journée et transformé la défaite en victoire; mais nul ne pourrait nier non plus que la chose ne fût possible, car les Français, avec quatre-vingt mille hommes, eurent besoin de douze longues heures pour en battre seize mille. Il est vraisemblable aussi que, si Charles avait agi, Clerfayt aurait pu agir à son tour, lui qui, après avoir quitté Warwick et s'être avancé avec succès, dans la matinée du 18, dut, le 19, se retirer en toute hâte au delà de la Lys. Quoi qu'il en soit, la résolution prise par l'empereur de sacrifier ses alliés pour épargner ses propres troupes, décida irrévocablement de l'issue de la campagne et assura la victoire aux Français. Il fallait que les vues militaires de François II fussent bien étroites

(1) Dans son propre rapport, il parle de la réception de l'ordre, mais non du spasme. (Witzleben, III, 216, 220.)

pour qu'il pût se faire illusion là-dessus, ne fût-ce que quelques jours. Les Français avaient ouvert la campagne avec une grande supériorité de forces, que des renforts avaient constamment augmentée en dépit de toutes leurs pertes, et qui avait fini par prendre sur tous les points du théâtre de la guerre des proportions véritablement menaçantes pour les alliés. Pour ceux-ci, au contraire, il n'était pas de renforts, et les victimes de chaque jour n'étaient jamais remplacées. De plus, les jeunes soldats des Français s'instruisaient par chaque combat, tandis que, du côté des alliés, chaque homme qui tombait était un vieux soldat perdu à jamais; et comme, naturellement, c'étaient les meilleurs soldats qui, s'exposant davantage, tombaient les premiers, ces pertes diminuaient incessamment la valeur de l'ensemble. Dans ces circonstances, une grande supériorité d'action eût seule pu faire pencher la balance en faveur des alliés; il aurait fallu que le talent de leurs généraux dispersât les masses ennemies par des coups rapides et vigoureux, sans quoi le poids même de ces masses devait nécessairement assurer la victoire aux Français. Dès le début, l'empereur avait laissé échapper l'occasion d'un succès; il l'avait négligée une seconde fois après la chute de Landrecies; dans la soirée du 18 mai, il la perdit de nouveau et pour toujours. Si, comme il y a lieu de le supposer, ce fut le prince de Waldeck qui obtint l'ordre fatal donné à Marquain, il assura par là le triomphe de son système, car il plaça l'armée de Belgique dans une situation telle, que dès lors il put, avec un droit incontestable, prêcher la nécessité de la retraite. Jusque là, Thugut avait toujours déclaré qu'il était impossible de renforcer l'armée, et qu'il fallait à tout prix surprendre l'ennemi par d'écrasantes attaques; or, toute opération de ce genre étant désormais devenue impossible, la guerre de Belgique n'offrait plus aucun espoir. Le 19 mai, Thugut écrivit à Colloredo pour se plaindre amèrement des opérations militaires, bien que la résolution politique qui devait précipiter la catastrophe finale fût déjà arrêtée dans son esprit.

Les troupes, du reste, acquirent encore une fois, dans ce dernier moment, la preuve que leur défaite n'était pas due à la faiblesse de leurs armes. Dans la soirée du 18 mai, il est vrai, une confusion effroyable régna à Tournay, les soldats du duc d'York

et de Monfrault, prêts à se révolter, remplissaient de leurs plaintes le camp et la ville, et les plus grands malheurs auraient pu arriver si les Français avaient continué leur poursuite. Mais, Pichegru ayant hésité pendant trois jours, l'ordre et la confiance se rétablirent promptement. Dans un conseil de guerre tenu le 19, le prince d'Orange opina seul pour qu'on renonçât à toute idée d'attaque ; les autres généraux, y compris Waldeck lui-même, se prononcèrent pour la possibilité de conserver l'offensive (1) ; Cobourg surtout insista pour qu'on rappelât tous les détachements épars au loin, s'engageant, avec ces forces réunies, à remporter avant huit ou dix jours une victoire décisive sur les Français (2). En attendant, on s'efforça de rassembler les troupes, d'étendre et de fortifier quelque peu les positions. Le 22 enfin, Pichegru, avec toutes ses forces, commença l'attaque sur toute l'étendue des lignes alliées. On vit alors se rallumer un combat qui dura plus de douze heures, une deuxième grande bataille, dans laquelle les Hanovriens surtout déployèrent la plus brillante valeur. Le soir venu, les Français durent céder sur tous les points ; ils battirent en retraite, laissant sur le champ de bataille cinq pièces de canon et plus de cinq mille hommes. Ce triomphe fit complétement oublier aux soldats l'échec du 18 ; l'empereur lui-même, qui ne s'était ménagé en aucune façon pendant le combat, jeta encore une fois des regards pleins d'espérance et de joie sur l'avenir réservé à cette guerre.

Mais l'inutilité de cette nouvelle effusion de sang était évidente pour tout homme compétent. Thugut voyait son heure arrivée. Il résolut de provoquer sans tarder un changement complet dans la politique autrichienne. Dès le 23 mai, il signa à Valenciennes, avec l'ambassadeur de Sardaigne, un traité par lequel les deux puissances s'engageaient à faire de nouveaux efforts contre les Français ; si elles réussissaient à conquérir une province sur les frontières de France, celle-ci devait rester à la Sardaigne ; mais à la condition que le roi de Sardaigne concéderait à l'Autriche une portion moitié moins grande prise sur le territoire piémontais. La perspective de voir l'Autriche s'étendre en Lombardie accrut encore l'indifférence avec laquelle Thugut

(1) Le duc d'York à Dundas, 19 mai.
(2) Witzleben, III, 224.

considérait la perte irrévocable de la Belgique. Cependant les arguments destinés à refroidir tout à fait l'empereur à l'égard de la guerre de France devaient lui être fournis par des intérêts plus puissants encore, par la question polonaise et par la jalousie que lui inspirait la Prusse.

CHAPITRE V

ÉVACUATION DE LA BELGIQUE

Thugut n'avait pas encore quitté Vienne lorsque éclata l'insurrection polonaise. La nouvelle ne pouvait lui en être que fort agréable, car la révolte de Kosciusko réduisait à néant le traité de garantie russo-polonais, c'est-à-dire le seul obstacle qui s'opposât à ce qu'il s'emparât d'une partie de la Pologne, ce qui était, depuis le commencement de l'été de 1793, l'objet de tous ses désirs. Il serait donc probablement revenu avec joie et empressement à ses projets de conquête, si là encore il n'avait été arrêté par les inquiétudes que lui causait la Prusse. « La crainte que la Prusse ne se livre à de nouveaux actes de déloyauté et de violence l'emporte encore sur les soucis que me cause l'insurrection polonaise, » écrivait-il le 10 avril au comte Cobentzel. « Les troupes prussiennes sont en marche vers la Pologne, et le général Igelstrœm, loin de protester, est d'accord avec elles. Nous ne pouvons tolérer que les Prussiens restent plus longtemps en Pologne et s'établissent à Cracovie. L'empereur ne demande aucun changement; il ne veut rien acquérir en Pologne, et ne réclame que le droit de placer des garnisons dans quelques villes frontières. Il en serait autrement si la Prusse prenait un nouvel accroissement; mais la Russie saura s'y opposer, et nous la prions de nous faire savoir de quelle manière elle compte réprimer l'avidité prussienne. Il faut d'abord qu'elle renforce ses troupes; puis, en second lieu, nous la supplions au nom de Dieu de différer la guerre contre la Turquie. L'empereur approuve les plans de la Russie, il est tout disposé à contribuer à leur réalisation; mais, dans ce moment, la guerre serait fatale. La Prusse

procéderait aussitôt à de nouveaux empiétements, et l'Autriche, pour pouvoir lui résister, serait forcée de conclure à tout prix la paix avec la France. Avant toute chose, il faut que nous soyons bien certains que la Russie ne partage pas ses faveurs entre nous et la Prusse. Si elle laisse entrer des troupes prussiennes en Pologne, nous y entrerons également, afin d'avoir notre part de ce pays en cas d'un dernier partage. »

Cette lettre, on le voit, était tout un programme, aussi clair et aussi précis que possible. Si la Russie tenait les Prussiens éloignés de la Pologne, l'Autriche, loin de chercher à s'agrandir dans ce pays, consentait à tourner ses idées de conquête vers les provinces de France, ainsi que cela avait été convenu, sauf à partager plus tard la Turquie avec la Russie. Mais, si la Russie permettait que les Prussiens restassent ou s'agrandissent en Pologne, soit en les favorisant directement, soit en s'engageant prématurément dans une guerre contre la Turquie, l'Autriche déclarait qu'elle mettrait tout en œuvre pour s'y opposer, dût-elle, pour cela, conclure, n'importe à quel prix, la paix avec la France.

Comme nous le savons, c'est cette dernière alternative qui se produisit en Pologne. Au milieu des embarras et des inquiétudes que leur causaient les insurgés victorieux, les Russes, loin de repousser les Prussiens, les appelèrent à leur secours. Et ce ne fut pas un petit corps prussien qui entra en Pologne, ce fut une armée imposante, conduite par le roi lui-même; et cette armée se dirigea précisément vers Cracovie, c'est-à-dire vers le point où, plus que partout ailleurs, Thugut redoutait de voir arriver ses adversaires. Le 25 avril, Catherine exposa sa situation à l'empereur; elle lui représenta combien le secours de la Prusse lui était nécessaire, ajoutant que, loin de songer à attaquer la Turquie, elle devait se mettre en garde contre une attaque de cette puissance. Dans ce moment même, Kosciusko, effrayé par l'approche des troupes prussiennes, offrait à l'archiduc gouverneur de Gallicie, de livrer Cracovie aux troupes impériales, à condition que l'Autriche s'engagerait à rester neutre dans la guerre de Pologne. Ces nouvelles arrivèrent à Thugut vers le milieu de mai, presque en même temps qu'avait lieu la bataille de Tourcoing. Il fallait enfin prendre une décision. L'archiduc demandait une

prompte réponse, car une bataille pouvait à tout instant mettre Cracovie au pouvoir des Prussiens, et changer la situation de l'Autriche, non-seulement vis-à-vis de la Prusse, mais encore vis-à-vis de la Russie. On ne savait pas encore ce que Catherine avait résolu; mais les négociations entamées en décembre et en février étaient complétement suspendues, et il était à craindre que la Prusse n'eût déjà reconquis toutes les sympathies de l'impératrice par l'empressement avec lequel elle lui avait prêté secours.

Que devait faire l'Autriche dans de telles conjonctures? Il lui était impossible de songer à promettre sa neutralité à la Pologne, car c'eût été rompre avec la Russie, dont l'alliance lui était de la plus haute importance. Peut-être aurait-elle pu parvenir à obtenir Cracovie des Polonais par une négociation ambiguë qui aurait donné des espérances sans faire de promesses; mais il était beaucoup plus probable que Kosciusko retirerait alors ses propositions, et que les Prussiens s'empareraient de la ville. En ce cas, il ne lui serait resté d'autre ressource que d'intervenir énergiquement dans les affaires de Pologne, de s'assurer par là l'amitié de la Russie, et de reprendre Cracovie aux Prussiens par la force des armes, si les moyens diplomatiques ne réussissaient pas. Nous connaissons la manière de penser de Thugut relativement à la Prusse; nous savons qu'il croyait le roi prêt à profiter de la première occasion pour tomber sur les provinces autrichiennes. Selon lui, si l'Autriche s'emparait de Cracovie, elle devait s'attendre à une rupture ouverte, peut-être même à une guerre immédiate avec la Prusse; en ce cas, rien ne pouvait lui être plus funeste que l'absence de son armée principale, de cette armée de Belgique que les troupes prussiennes séparaient des provinces menacées. Il fallait donc, aussi promptement que possible, arracher cette armée à une telle situation, la ramener sur le sol allemand afin d'en imposer à la Prusse, et procurer par là, à l'Est de l'Europe, une entière liberté à la politique autrichienne.

Tous les faits nous prouvent que, depuis les derniers événements dont la Belgique avait été le théâtre, ces idées dominaient dans l'entourage et le conseil de l'empereur. Au moment même où Thugut arrivait à Tournay, le général Mack, exaspéré par

l'insuccès de son grand plan de campagne, venait de donner sa démission de chef de l'état-major général. Il n'espérait plus pouvoir défendre la Belgique contre la supériorité des armes françaises; entrant donc dans les idées de ses adversaires politiques, il commençait à se demander si, dans les circonstances présentes, l'Autriche, loin d'exposer plus longtemps son armée, principal soutien de l'État, à une tâche devenue impossible, ne devait pas la ramener en Allemagne pour protéger les autres intérêts de l'empire (1). Le prince de Waldeck, qui avait remplacé Mack à la tête de l'état-major, se chargea de se faire l'organe de ces réflexions et d'en assurer le triomphe (2). Il déclara sans détours à l'empereur qu'à ses yeux il serait impardonnable de sacrifier plus longtemps les forces de l'empire sur un théâtre lointain, où leur ruine était certaine, au lieu de les faire revenir pour les employer plus utilement dans le centre de l'Allemagne. En conséquence, il s'opposa à toute nouvelle attaque, et les Français purent venir reprendre impunément, sous les yeux de leurs vainqueurs, les canons que la fuite de la veille leur avait fait abandonner. L'irritation que les Anglais et les Hanovriens éprouvaient depuis le 18 mai contre les Autrichiens en fut encore augmentée. Officiers et soldats parlaient hautement de la lâcheté et de la trahison de leurs alliés, le camp retentissait des expressions de la haine qui divisait les différents corps de troupes. Le représentant de l'Angleterre, lord Elgin, demanda le jour même au ministre impérial si l'empereur, après tant de batailles et des pertes si considérables, ne songeait pas à emprunter pour la Belgique quelques renforts à son armée du Rhin. Mais Thugut répondit négativement, sans hésiter un seul instant; il ajouta même

(1) Voir son mémoire du 29 mai dans Witzleben, III, 265.

(2) Vis-à-vis du duc d'York, il rejeta tout sur Thugut, ce que le duc annonça aussitôt en Angleterre. Mais alors déjà il ne cachait plus qu'il partageait les idées de Thugut. (Rapports du duc d'York, du 28 juin, dans Witzleben, III, 275, 317.) Quelques jours plus tard, il déclara au comte Doehnhoff lui-même qu'il avait agi dans ce sens auprès de l'empereur. Doehnhoff écrivait au roi de Prusse le 2 août : « *Waldeck m'a dit en propres termes que c'était lui qui avait proposé à l'empereur de retirer ses troupes des Pays-Bas.* » Hardenberg écrivait également de Manheim, le 24 juin, que le beau-frère de Waldeck, le prince de Nassau-Usingen, lui avait développé le même système; de plus, il écrivit à Dohm, le 8 juillet, que le prince de Metternich avait déclaré que l'évacuation de la Belgique était une *affaire de convention.* A cela viennent s'ajouter les déclarations de Thugut à lord Elgin, que je rapporte dans le texte d'après les dépêches de ce dernier, et les explications analogues de Thugut à Spencer et à Grenville, dont il sera parlé au livre suivant.

qu'il était fort douteux que la possession des Pays-Bas méritât de nouveaux sacrifices de la part de l'Autriche. Elgin, fort surpris et voulant éprouver la sincérité de ces paroles, déclara que, dans ce cas, l'Angleterre devrait également se borner à protéger la Hollande; mais à sa grande stupéfaction, Thugut lui répondit qu'il avait raison, que ce qu'on pouvait faire de mieux était d'évacuer la Belgique. « Ce n'est pas ma faute, ajouta-t-il, si l'empereur n'a pas commencé l'expédition par là. » — « Je ne puis trouver d'expressions assez fortes, écrivit Elgin à son gouvernement, après cet entretien, pour rendre la fermeté avec laquelle cette fatale résolution semble être prise. » La nouvelle s'en répandit promptement dans le camp, dans toute la Belgique, et bientôt dans l'Europe entière. Quant aux vrais motifs de Thugut, ses plans sur l'Est de l'Europe, nul ne les connaissait positivement; mais on avait remarqué la présence du négociateur français au quartier général, et on se rappelait les anciens désirs d'agrandissement de l'empereur du côté de la Bavière. Aussitôt donc s'éleva dans tous les esprits le soupçon que Thugut était d'accord avec Robespierre, que la France, d'après leurs conventions, devait conserver la Belgique, mais qu'en revanche elle devait aider l'empereur à s'emparer de la Bavière.

Cependant le ministre, sans s'inquiéter de l'orage soulevé par ces suppositions, remettait à l'empereur les dépêches arrivées de Vienne et de Cracovie (1), en faisait ressortir toute la gravité, et terminait en demandant qu'avant tout François II revînt à Vienne et comprît qu'à l'avenir la question polonaise avait pour l'Autriche bien plus d'importance politique que la guerre de France. La conséquence de ces conclusions était facile à tirer. L'armée était considérablement affaiblie, les officiers étaient mécontents, les alliés hostiles, et l'ennemi s'avançait à grands pas. Pour conserver la Belgique, il fallait concentrer sur ce point toutes les forces de l'Allemagne, se procurer des renforts de tous côtés, électriser le peuple belge en faveur de la défense de la patrie, inspirer une ardeur nouvelle aux soldats, et regagner la confiance des alliés de l'Autriche. Si l'empereur n'était jamais venu en Belgique, tout cela eût peut-être pu s'accomplir sans

(1) César l'annonce de Vienne au roi de Prusse, le 22 juin, d'après des communications faites par Jenisch, le chef de bureau de Thugut.

réclamer son intervention directe; mais, du moment qu'il avait passé quatre semaines dans ce pays et qu'il y avait pris une part active à tous les événements, sa retraite soudaine, à l'instant même de la crise, ne pouvait manquer d'être fatale. Il est aisé de deviner combien il fut surpris et ébranlé par les paroles de Thugut. Il venait précisément encore de donner au prince de Cobourg les assurances les plus formelles; il l'avait encouragé, et lui avait promis de faire les plus grands sacrifices pour soutenir la guerre contre la France (1). Lui-même désirait plus que jamais combattre les Jacobins, car les lauriers du 22 mai avaient triomphé de sa nature indécise. Il résista donc pendant plusieurs jours. C'était, comme nous le voyons, le pendant exact des longs pourparlers au moyen desquels, quatre semaines auparavant, le général Manstein, à Berlin, avait détourné l'intérêt de son souverain de la guerre de France pour le porter sur la Pologne. La situation était absolument la même des deux parts. Dans l'une comme dans l'autre, les sympathies du souverain le portaient vers la défense des intérêts généraux, vers la grande alliance, vers la guerre contre la révolution; dans l'une comme dans l'autre, ces sympathies étaient combattues, au nom de l'égoïsme et de l'ambition, par les hommes qui tenaient en main le gouvernail des affaires. A Vienne comme à Berlin, les considérations d'intérêt particulier triomphèrent en réalité des désirs personnels du souverain, quoique ce triomphe ne se soit pas immédiatement manifesté par un changement complet de système.

Le 24 mai, Cobourg reçut de l'empereur l'ordre de réunir tous les généraux en un grand conseil de guerre, afin d'examiner avec eux comment, dans l'état d'épuisement de l'armée, on pourrait préserver les affaires de Flandre d'une ruine complète, en admettant que l'on continuât à être victorieux sur la Sambre. Rien que la manière dont cette question était posée trahissait les désirs du cabinet, et le conseil de guerre s'empressa d'y correspondre. Quoique Cobourg pensât qu'en rassemblant toutes les forces sur la Sambre on pourrait encore donner un tour heureux aux événements de la campagne, les mêmes généraux qui, avant le dernier combat, avaient conseillé unanimement une attaque

(1) Rapports d'Elgin et du duc d'York.

vigoureuse, déclarèrent tout aussi unanimement maintenant, après la victoire, que tout effort serait désormais infructueux. Le duc d'York, à sa grande surprise et à sa grande colère, fut le seul qui persistât à soutenir qu'une offensive ferme et résolue était possible et même nécessaire (1). Tous s'accordèrent à dire que la Belgique ne pouvait être défendue plus longtemps, et que l'évacuation de ce pays était inévitable (2). Un mémoire du général Mack, signé le 29 mai et rédigé tout à fait dans le sens des désirs de l'empereur (3), nous montre de quelle manière cette question était envisagée dans les hautes régions politiques. D'après ce mémoire, il fallait renoncer à l'espoir de l'emporter sur les Français et de conquérir une province française; il fallait tâcher, au contraire, d'entamer des négociations de paix avec la république; il ne s'agissait, en ce cas, que d'obtenir des conditions aussi avantageuses que possible; l'acquisition de quelques places fortes de la frontière rencontrerait des difficultés et n'était pas même très-désirable pour l'Autriche, à moins que les puissances maritimes et les États de Belgique ne fournissent l'argent et les troupes nécessaires pour les défendre; on pouvait faire une tentative dans ce sens auprès des puissances maritimes, mais sans en espérer grand succès; du reste, l'entier abandon de la Belgique ne serait pas un malheur pour l'Autriche, quoi que l'Angleterre pût ensuite vouloir faire de ce pays, etc.

Tandis qu'on abandonnait ainsi tout espoir relativement à la Belgique, et que les dangers qui menaçaient Cracovie attiraient vers la Pologne tout l'intérêt et toutes les forces de l'Autriche, de nouveaux ennuis, causés par les États de Belgique, vinrent encore compliquer la situation. Le comte de Mercy, toujours zélé et comptant sur la présence de l'empereur, venait de sommer ces États de faire un don gratuit de 4 millions; mais, à son amer désappointement, sa demande fut entièrement rejetée. Le clergé belge, auquel on avait demandé, non le sacrifice de l'argenterie de ses églises mais seulement celui de sa vaisselle plate, répondit sèchement que, depuis longtemps, il avait mis ces richesses en lieu de

(1) York à Dundas, 26 mai. Witzleben, III, 258.
(2) Pradt, *Sur la Belgique*, p. 143.
(3) Witzleben, III, 266. Mack y présente toutes ses idées sous la forme interrogative, mais l'enchaînement des questions ne permet pas un doute au sujet de la réponse.

sûreté en Hollande (1). La Belgique, pour la défense de laquelle l'Autriche venait de verser le sang de ses meilleurs soldats, retombait donc dans son ancien égoïsme et dans son ancienne opposition. Devait-on, pour conserver une province aussi peu profitable et aussi peu dévouée, risquer de compromettre davantage les plus graves intérêts de l'Autriche?

Sous le coup de ces impressions diverses, l'empereur se décida à faire les démarches décisives. En premier lieu, on envoya à l'archiduc palatin, à Lemberg, l'ordre de chercher à obtenir des Polonais, par de vagues promesses, la cession de Cracovie. Il fut décidé ensuite que l'on promettrait un secours énergique à la Russie pour l'aider à résister à l'insurrection polonaise, à la condition qu'un accord complet s'établirait entre les deux cours impériales, et que, pour rendre cet accord plus facile, l'empereur retournerait immédiatement à Vienne. On voulait surtout que la Russie fît tout ce qui dépendrait d'elle pour vaincre le mauvais vouloir de la Prusse, et pour obtenir qu'une armée de trente-trois mille Prussiens restât sur le Rhin. Pour ce qui concernait la Belgique, l'empereur prévoyait déjà les malheurs irrémédiables qui devaient se produire un mois plus tard, et, sans donner l'ordre de la retraite, qui lui était odieux, il fit prendre toutes les mesures nécessaires pour le cas où cette retraite deviendrait inévitable (2). Il envoya encore une fois aux États de Brabant un message par lequel il se plaignait du peu de patriotisme qui animait ce pays, et exprimait la résolution de ne pas sacrifier plus longtemps les forces de l'empire pour le défendre, si les États ne décrétaient pas immédiatement une nouvelle levée de quarante mille hommes. La haine qui continuait à régner entre les États et le gouvernement rendait cette mesure impossible; mais en admettant même, contre toute attente, qu'on eût été disposé à accéder aux désirs de l'empereur, il était certain que ces bonnes dispositions ne devaient pas tenir devant le départ de François II. Bien loin de penser en ce moment à rappeler subitement l'armée entière, ce à quoi d'ailleurs l'empereur n'eût jamais consenti, les vues bien connues de l'Angleterre sur la Bel-

(1) Rapport du comte O'Donnel du 25 juin. Vivenot, *le duc Albert*, I, 125.

(2) Communication faite par le comte Trautmannsdorf au président du directoire général à Vienne, le comte Kollowrath (Archives de Bruxelles).

gique devaient, au contraire, faire éviter toute démarche trop marquée. La rupture probable avec la Prusse, en prévision de laquelle Thugut désirait retirer l'armée impériale de Belgique, rendait en effet le bon accord avec l'Angleterre indispensable à l'Autriche ; or l'Angleterre, on le savait, ne désirait rien tant, sur le continent, que de retenir les Autrichiens en Belgique. Thugut qui, en ce moment même, comptait sur les subsides anglais pour remédier aux embarras financiers que causaient à l'Autriche les complications prusso-polonaises, avait donc de graves motifs pour cacher ses véritables desseins à l'Angleterre. Ses premières ouvertures à lord Elgin avaient déjà produit le plus fâcheux effet à Londres ; il fallait maintenant s'appliquer à atténuer cet effet, dissimuler ses désirs, et laisser l'évacuation de la Belgique se produire d'elle-même, comme conséquence inévitable des événements militaires. Avant tout, il fallait défendre, au moins provisoirement, les positions de la Sambre, car, si les Français s'en étaient emparés, toute la ligne de retraite eût été gravement compromise. Dix mille hommes du camp de Tournay furent donc envoyés de ce côté ; mais le belliqueux et victorieux Kaunitz fut rappelé et remplacé par le prince d'Orange, l'ancien adversaire de la guerre offensive. Comme, dans le même moment, les Hanovriens furent envoyés au général Clerfayt pour garder la frontière de Hollande, le camp de Tournay se trouva ne plus être autre chose qu'un poste de jonction sans importance, et il était peu flatteur pour Cobourg qu'on lui donnât le commandement en chef d'une position devenue si insignifiante. On laissa sans protection les quatre places conquises, car on pensait qu'elles pouvaient chacune soutenir un blocus de plusieurs mois, et l'on espérait bien, avant ce temps, avoir conclu la paix avec Robespierre. Il résulte de tout ce qui précède que l'empereur, sans avoir résolu ni ordonné l'évacuation de la Belgique, négligeait toutes les mesures propres à assurer la défense du pays, tout en ordonnant que l'armée résistât aussi longtemps que cela lui serait possible : par cet ordre si vague, l'empereur cherchait à mettre sa responsabilité à couvert vis-à-vis de sa conscience comme vis-à-vis de ses alliés ; mais, de fait, on faisait en tout le contraire de ce qui aurait pu rendre la résistance possible. Satisfait de ce résultat, Thugut dès lors se montra disposé à

adresser au nom de l'empereur des lettres belliqueuses et encourageantes aux généraux. La Belgique n'était pas encore abandonnée, mais déjà elle n'était plus l'objet de l'intérêt de l'Autriche.

L'empereur fit enfin le dernier pas, celui qui était, en quelque sorte, la promulgation de tout son système : il annonça à l'armée, par un ordre du jour, qu'il allait visiter rapidement les troupes placées sur la Sambre et se concerter encore une fois à Bruxelles avec les États; puis qu'ensuite il retournerait à Vienne, où le rappelaient des affaires importantes. Ce manifeste produisit une surprise et une consternation impossibles à décrire. Quoique l'empereur assurât aux diplomates présents au quartier général qu'il n'était rappelé que par le désir d'assembler la diète de Hongrie afin de lui demander des renforts pour la Belgique, personne ne douta que l'armée ne suivît de près le souverain (1). Cette perspective comprima chez les États le dernier élan de patriotisme, et comme, de tous côtés, les Français recommençaient leurs attaques, une immense terreur remplit le pays. La crainte, la colère, la confusion régnaient en tous lieux. Les uns cherchaient à mettre en lieu de sûreté ce qu'ils possédaient d'objets précieux, les autres se tenaient prêts à fuir dès que les troupes se retireraient. Déjà tous les ressorts de l'administration commençaient à se détendre et les routes à se couvrir d'émigrants. Partout, dit un témoin oculaire, le pays présentait l'image du chaos.

En supposant même que les Français ignorassent tous ces détails, la nouvelle disposition des forces alliées aurait dû suffire pour ne leur laisser aucune incertitude sur la manière dont ils devaient agir eux-mêmes. Plus la lutte prenait d'importance sur la Sambre, plus ils auraient dû comprendre la nécessité de rapprocher autant que possible leur armée principale de cette rivière, c'est-à-dire de se tourner vers l'Est, de poursuivre Co-

(1) Lord Auckland, quoique favorable à l'empereur et frère de Sir Morton Eden, partisan déclaré de Thugut, écrivait à Pitt le 28 novembre 1794 : *From the time that the emperor, in last May, declared his intention to return to Vienna, it was evident that the Austrian ministers were impressed by the necessity of withdrawing from the prosecution of the French war, and that they had resolved, under this impression, to leave the borders of Germany, the Austrian Netherlands and Holland to their fate. My old friend the Count of Mercy transmitted to me from his death-bed a contrary assertion, and I must presume* THAT HE BELIEVED IT.

bourg de près, et de prendre ainsi leurs adversaires entre deux feux. Mais le Comité de Salut public ne songeait nullement à donner un ordre qui aurait pu être si funeste à l'ennemi. Aussitôt après la bataille de Tourcoing, au contraire, Pichegru reçut de Carnot l'injonction formelle d'exécuter enfin son grand plan, c'est-à-dire d'abandonner Cobourg pour diriger ses forces principales vers la côte, et, dans ce but, de prendre avant tout Ypres et Bruges. Au lieu de poursuivre l'ennemi qu'on venait de vaincre, c'était lui accorder la facilité de reprendre haleine, de se rallier, de renouveler peut-être son attaque sur le flanc des Français, ou au moins d'accomplir sa retraite en toute sécurité. Militairement parlant, une telle mesure ne peut se justifier; la seule chose qui l'explique, c'est la supposition qu'en ce moment le Comité de Salut public désirait ménager l'empereur aux dépens de l'Angleterre, désir qui se manifestait d'ailleurs dans tous les actes du gouvernement français. Le 26 mai, le Comité avait décidé qu'à l'avenir on ne ferait plus de prisonniers de guerre anglais ni hanovriens; la flotte de Brest reçut à plusieurs reprises l'ordre de chercher à remporter des victoires décisives ; tous les organes du gouvernement se répandaient en menaces d'extermination contre la moderne Carthage, etc. (1). Pichegru dut donc obéir. Il partagea ses troupes en cinq divisions, en destina deux à surveiller Cobourg, une autre à tenir Clerfayt en respect, et commença l'investissement d'Ypres avec les deux dernières. Cette place était plus considérable et en meilleur état que Menin; cependant, par suite de la négligence qui régnait dans l'administration, l'armement et la défense en étaient restés tout à fait incomplets. On n'avait pas, par exemple, inondé, en ouvrant les écluses, la vaste plaine qui s'étend devant la ville, attendu, disait le rapport, que cette mesure aurait ruiné plusieurs propriétés privées, et aurait, par conséquent, soulevé une vive opposition. La garnison comptait un peu plus de six mille hommes, dont un tiers d'Autrichiens et deux tiers de Hessois; elle était commandée par le général

(1) L'armée de l'Ouest fournit cependant alors des détachements considérables, destinés à renforcer l'armée du Rhin qui venait d'être battue par Mœllendorf : « Il faut, écrivait Carnot à cette occasion, que nous différions l'attaque projetée contre l'Angleterre; mais nous n'y renonçons en aucune façon. » *Guerre des Vendéens*, III, 515.

impérial Salis, jadis vaillant officier, mais que les années avaient affaibli, et qui, dès le second jour du bombardement, se retira dans une casemate à l'abri des balles, d'où il ne sortit pas tant que dura le siége. Ici donc encore la résistance reposa presque exclusivement sur la bravoure des troupes, bravoure que les derniers revers n'avaient pas ébranlée. Chaque pouce de terrain fut disputé à l'ennemi pied à pied et au prix de sacrifices héroïques. Le général Salis plaçait tout son espoir dans les secours du dehors; mais Clerfayt, quoique fort de vingt mille hommes, fut longtemps sans oser risquer une attaque, et le bombardement des Français, en détruisant peu à peu tous les quartiers de la ville, provoquait de la part de la garnison des efforts incessants qui l'épuisaient. Le 11 juin enfin, Clerfayt s'ébranla; mais, après un court combat, il fut repoussé par Souham près de Hooglede, pendant que la garnison de Lille tenait le prince de Cobourg en échec par une vigoureuse démonstration. Cobourg était complétement abattu et désespéré; quant à Clerfayt, il tenta le 14 une seconde attaque sur Hooglede. Le combat, cette fois, fut plus long et plus opiniâtre; mais l'issue n'en fut pas plus favorable aux alliés, et ne pouvait pas l'être, vu la supériorité de forces de l'ennemi et l'entière inaction de Cobourg. La garnison d'Ypres prêtait une oreille anxieuse au bruit du canon lointain, qui malheureusement s'éloignait toujours davantage. Après ce second échec, le général Salis perdit tout à fait courage; le 15, il proposa à ses officiers de capituler. Tous s'y refusèrent d'un commun accord. Le 16, l'ennemi commença une troisième parallèle et établit pendant la nuit une batterie de brèche, qui, le 17 au matin, ouvrit un feu meurtrier contre les bastions voisins. Salis alors assembla pour la seconde fois son conseil de guerre. Les munitions étant épuisées, les officiers reconnurent l'impossibilité de tenir plus longtemps; ils demandèrent alors à suivre le glorieux exemple que Hammerstein leur avait donné à Menin, et à se frayer un passage les armes à la main à travers les rangs des ennemis; mais Salis rejeta avec colère un projet qu'il regardait comme inexécutable. Il fut donc décidé que l'on offrirait la reddition de la place à l'ennemi, à condition que la garnison pourrait sortir librement. Cependant, la nouvelle se répandit bientôt après dans la ville que le général,

sur la demande de Moreau, avait signé sans résistance une capitulation qui rendait la garnison prisonnière. Alors, pour la dernière fois pendant cette campagne, on vit se réveiller dans toute sa vigueur la fierté du soldat. Les bataillons hessois se rassemblèrent en poussant des cris furieux, menaçant de tuer leurs officiers, demandant encore que, comme Hammerstein l'avait fait, on les conduisît à l'ennemi dont ils perceraient les rangs. Mais il ne se trouvait pas là de Hammerstein. A la tombée de la nuit, ils se dispersèrent enfin et retournèrent, abattus et frémissant de rage, à leurs différents quartiers. Le 19 juin, ils sortirent de la ville avec tout le cérémonial d'usage. Les Français les saluèrent d'une bruyante musique, et ordre leur fut donné de répondre au salut en présentant une dernière fois les armes avant de les rendre à l'ennemi. Alors s'éleva un nouveau tumulte; les soldats quittèrent leurs rangs, brisèrent leurs fusils, déchirèrent leurs drapeaux et en jetèrent les morceaux aux pieds des Français, en faisant entendre des malédictions et en versant des larmes. « Maintenant que le signe de l'honneur n'existe plus, disaient-ils, nous nous tiendrons tranquilles. » Un murmure d'approbation et d'estime parcourut les rangs des vainqueurs : « Ce sont des braves! » s'écrièrent les soldats. Le général Moreau lui-même parcourut, la tête nue, le front de la colonne et répéta : « Ce sont des braves qui méritaient un meilleur sort! »

La nouvelle de cette catastrophe interrompit Cobourg au milieu d'une troisième tentative de délivrance, au moment même où des nouvelles tout aussi désastreuses lui arrivaient de la Sambre; il déclara alors que, ne pouvant plus rien pour la Flandre, il allait conduire comme renforts à l'armée de la Sambre les troupes impériales qui étaient devant Tournay. Le duc d'York dut dès lors se charger avec ses Anglais, ses Hanovriens et ses Hessois, renforcés seulement des Autrichiens de Clerfayt, de protéger l'Escaut et les frontières de Hollande. Cobourg étant parti le 21 juin, il se retira également le lendemain sur la rive droite du fleuve, et fit former à ses troupes une vaste courbe qui s'étendait d'abord au Nord, derrière l'Escaut, vers Gand, en passant devant Oudenarde, et de là à l'Ouest, derrière le canal de Gand, vers Bruges et Helvoetsluys. Pichegru, avec des forces deux fois supérieures, était placé en face de ce mince cordon; s'il

s'était jeté de tout son poids sur Tournay ou Oudenarde, rien n'aurait pu l'empêcher de rompre les lignes du duc d'York, d'atteindre Bruxelles avec soixante mille hommes en trois jours de marche, et de séparer par là York de Cobourg, ce qui les aurait perdus à jamais. Pour bien comprendre l'influence décisive qu'un tel mouvement aurait exercée sur toute la campagne, il faut que nous représentions les événements qui se passaient au même moment sur la basse Sambre, à l'est du théâtre de la guerre.

Ainsi que nous l'avons vu, une première tentative des Français contre l'aile gauche des alliés avait été, le 14 mai, repoussée par Kaunitz, près de Rouveroy. Jourdan, qui avait reçu l'ordre d'envoyer vers Namur ou Liége vingt à trente mille hommes de l'armée de la Moselle pour continuer à inquiéter les Autrichiens, subit de son côté, dans le Palatinat, une rude attaque des Prussiens, attaque qui refoula les Français jusque derrière Kaiserslautern. Il avait donc fort à faire pour se défendre et pour préparer en même temps, entre la Moselle et la Sambre, une expédition en Belgique. Les choses restèrent dans cette situation, sur la Sambre, pendant tout le mois de mai. Saint-Just, qui était alors à l'armée des Ardennes où il appliquait le système de la terreur en ordonnant chaque jour des arrestations ou des exécutions nouvelles, fit encore une fois passer la rivière à l'armée le 20 juin; mais il n'avait pas pris ses mesures mieux que Charbonnier autrefois; le 24, Kaunitz battit les Français, leur prit quarante et une pièces de canon et les rejeta en pleine déroute sur l'autre rive, après leur avoir fait essuyer une perte de trois mille hommes. Lorsque l'empereur se décida à évacuer lentement la Belgique, Kaunitz était donc autorisé à croire son armée capable de tenir encore pendant plusieurs semaines sur la Sambre, pourvu qu'on lui envoyât des renforts qui auraient rendu ses troupes à peu près égales en nombre à celles de ses adversaires. Ces derniers, à la vérité, ne lui laissaient pas un moment de repos; Saint-Just forçait ses généraux, par de constantes menaces de mort, à tenter chaque jour de nouvelles attaques; mais Kaunitz était sûr de pouvoir leur tenir tête, car Saint-Just ne savait que punir et nullement diriger. Son premier soin eût dû être, par exemple, de régler et de concentrer en une

seule main le commandement en chef de l'armée; au lieu de cela, il décida que Charbonnier commanderait sur la basse et Desjardins sur la haute Sambre, et que ce dernier, les jours de bataille surtout, prendrait conseil des généraux de division Kléber et Scherer. Il s'inquiétait aussi peu des conséquences de cette division d'autorité que de la force de l'ennemi ou de la position de ses propres troupes. Tout ce qu'il savait dire aux généraux, c'était qu'il fallait qu'ils écrasassent l'ennemi sous peine de mort. Après l'échec du 24 juin, comme il répétait cette phrase en insistant plus fortement encore, les généraux lui représentèrent que les troupes étaient épuisées et avaient besoin de repos; le 25 en effet, les bataillons de Kléber, bien qu'ils n'eussent pas encore été battus, refusèrent de marcher, restèrent immobiles et comme pétrifiés sous une grêle de balles ennemies, et ne voulurent pas même essayer d'une attaque à la baïonnette. Mais Saint-Just déclara, avec un laconisme impitoyable, que la république voulait une victoire pour le lendemain. Vainement Charbonnier risqua encore quelques observations; vainement il rappela que Jourdan se dirigeait en ce moment vers la Meuse avec la moitié de l'armée de la Moselle, et qu'il serait insensé de ne pas l'attendre et de compromettre l'armée de la Sambre avant son arrivée; Saint-Just fut inébranlable. « La république, répéta-t-il, veut demain une victoire, il faut donc attaquer immédiatement. Elle vous laisse libre de choisir le moyen que vous emploierez pour vaincre; décidez si ce sera un siége ou une bataille rangée. » Il croyait, par cette arrogante opiniâtreté, faire preuve de grandeur et se montrer supérieur aux événements, comme il convient à un vrai républicain. Les officiers frémissaient de colère en se voyant soumis à une tyrannie qui se jouait ainsi, avec une aveugle présomption, du sang des hommes et du sort de la campagne; mais, quels que fussent leur haine et leur mépris pour celui qui leur donnait cet ordre, ils étaient forcés d'obéir. Ils choisirent donc le siége de Charleroi, par la raison que Charbonnier, ainsi que nous l'avons vu, avait déjà opéré dans cette contrée, et que ce mouvement avait en outre l'avantage de rapprocher l'armée du cercle d'action de Jourdan. Mais les fautes habituelles se produisirent encore ici : on laissa deux divisions au Sud de la Sambre, on en destina deux à bombarder Charleroi,

et on en plaça deux autres au-dessus de la ville pour arrêter les Autrichiens au besoin ; en un mot, on morcela de nouveau des masses imposantes, et on les exposa ainsi à des échecs partiels. Les conséquences de ces fautes se firent promptement sentir. Le général Beaulieu, avec dix mille hommes environ, retournait précisément alors de Luxembourg à Namur; d'un autre côté, l'empereur lui-même, venant de Tournay, s'avançait avec des forces considérables; les alliés donc, malgré toutes leurs pertes, allaient avoir dans cette contrée au moins cinquante mille hommes, avec lesquels ils auraient pu écraser isolément les divisions françaises. Par bonheur pour celles-ci, ils tombèrent dans la faute même que leurs adversaires avaient commise à Landrecies, et dispersèrent plus d'un tiers de leur armée dans des garnisons et des postes plus ou moins importants. Il ne restait donc pas au prince d'Orange, qui depuis le 30 mai avait succédé à Kaunitz dans le commandement en chef, plus de trente-deux mille hommes, avec lesquels il tomba le 2 juin sur le corps d'observation des Français. On ne pouvait espérer ici une action décisive; mais les Français, affaiblis par l'étendue de leurs positions, s'enfuirent partout après une courte résistance, levèrent le siége de Charleroi, et se précipitèrent au-delà de la Sambre après avoir perdu plus de deux mille hommes. C'était la troisième fois que cette rivière voyait cette lutte opiniâtre produire le même résultat.

Cette action fut la dernière à laquelle l'empereur François prit part en Belgique; immédiatement après il retourna à Vienne, où l'attendaient de graves préoccupations politiques. Il ne put pas encore se résoudre, cependant, à avouer à ses généraux le véritable motif de son départ. Il écrivit à Cobourg qu'il n'était pas besoin qu'on lui indiquât la ligne de conduite qu'il devait tenir, attendu qu'il connaissait à fond tous les détails relatifs à la guerre, la situation de l'armée et l'état des troupes; mais il lui enjoignit de songer avant tout à la conservation des soldats et au maintien de la discipline. Quoique le mot de retraite ne fût pas encore prononcé, il était évident que déjà la sollicitude de l'empereur n'avait plus pour objet la défense du pays, mais seulement le bon état des troupes.

Tel était l'état des choses en Belgique au commencement de

juin. On s'était déjà familiarisé avec l'idée que ce pays était impossible à défendre et n'avait d'ailleurs aucune importance pour l'Autriche. On cherchait, autant que possible, à éviter tout nouveau combat, et si quelques batailles furent encore livrées sur la Sambre, elles n'eurent plus pour but de protéger le pays, mais seulement de couvrir la retraite. D'après tous les faits actuellement connus, on ne peut plus attribuer ce résultat à l'excellence des généraux français et de leurs troupes. Il fut dû d'abord à l'écrasante supériorité numérique des forces françaises, qui n'offrait en perspective à l'empereur, au lieu de prompts et éclatants succès, que la perte inutile de ses meilleurs soldats; puis surtout à la marche des Prussiens sur Cracovie, laquelle vint faire tout à coup de la question polonaise l'objet le plus important des préoccupations et des efforts de l'Autriche. Les plans de Carnot et les talents militaires de Pichegru y avaient peu contribué; au contraire, ces deux hommes eussent plus d'une fois gravement compromis leur cause, si François II et Cobourg n'eussent, par leurs fautes, neutralisé à l'envi celles de leurs ennemis. Ce fut donc par une sorte d'ironie, mais non d'injustice du sort, que Carnot conçut précisément alors la première pensée vraiment hardie et féconde qui ait signalé cette campagne, au moment même où son adversaire abandonnait le terrain de son plein gré, et où ses mesures, ce qui d'ailleurs ne leur enlève rien de leur mérite, devenaient presque inutiles.

Jourdan, comme nous l'avons vu plus haut, avait reçu vers la fin d'avril l'ordre d'envoyer dix-huit mille hommes environ de l'armée du Rhin remplacer l'armée de la Moselle dans ses positions, puis de diriger vingt-cinq à trente mille hommes de cette dernière armée sur la Meuse, à travers le Luxembourg, pour opérer une diversion contre Namur ou Liége. Le brave et ardent général s'acquitta de cette tâche avec un zèle qui l'entraîna bien au-delà des plans formés alors par le Comité. Pressentait-il qu'il n'y avait aucune action importante à redouter de la part des Prussiens dans le Palatinat, ou comptait-il ce danger pour peu de chose en présence des graves intérêts qui se débattaient en Belgique? Quoi qu'il en soit, il résolut de conduire non vingt-cinq mille hommes, comme l'avait ordonné Carnot, mais cinquante mille, de la Moselle sur la Meuse. Dès le 22 mai, il avait réuni toutes

ces masses à Thionville. Il conserva cependant le secret le plus inviolable sur l'expédition qu'il projetait. Les troupes elles-mêmes ignoraient complétement vers quel but elles allaient se diriger, lorsque, au jour dit, il leur fit quitter Thionville et prendre la route d'Arlon. « L'ennemi, écrivait-il alors à Carnot, a reculé d'Arlon à Bastogne; je le poursuivrai jusque là et plus loin encore, jusqu'à ce que je le force à livrer une bataille. » Cet ennemi était le général Beaulieu, qui venait précisément d'accomplir un brillant fait d'armes contre la garnison française de Bouillon, mais qui maintenant, devant des forces quatre fois supérieures, reculait en toute hâte vers Namur où nous avons vu qu'il arriva assez tôt pour prendre part, le 3 juin, à la bataille de Charleroi. Jourdan, avançant avec précaution, arriva sur la Meuse, près de Dinant, le 30 mai; là, il reçut du Comité de Salut public l'ordre de ne pas descendre le fleuve jusqu'à Namur comme cela avait d'abord été décidé (1), mais de se réunir à l'armée des Ardennes pour assiéger Charleroi (2). Il se dirigea donc vers Thuin, où il arriva dans la soirée du 3 juin, juste à temps pour recevoir les fuyards et pour soutenir l'armée vaincue. Saint-Just, qui venait d'être rappelé à Paris par le Comité pour mettre ordre aux haines de partis qui divisaient la Convention, y raconta les désastres de l'armée, les attribuant en grande partie à la discorde qui régnait entre Desjardins et Charbonnier. Il obtint le rappel de ce dernier, mais il croyait encore si peu à l'efficacité des mouvements de Jourdan, qu'il proposa de donner la conduite de l'armée des Ardennes au général Desjardins, sous le commandement de Pichegru, et non de Jourdan. Cependant le Comité avait sous les yeux un rapport de Pichegru tout à fait défavorable à Desjardins au point de vue de la capacité, rapport que vint corroborer la nouvelle de l'échec du 3 juin; le 4 donc Carnot envoya à Thuin un décret par lequel le Comité confirmait la réunion des deux armées, donnait à cette masse de cent mille hommes le nom d'armée de Sambre-et-Meuse, et en remettait le commandement à Jourdan, sous la haute surveillance de Pichegru.

(1) Telle était encore son intention le 21, comme Charbonnier l'annonça au général Bruce.

(2) Ordre du 8 *prairial*, imprimé au *Moniteur* du 14.

Le 6 juin, Jourdan s'entendit avec les commissaires de la Convention présents au camp au sujet des premières mesures à prendre. Ils résolurent d'abord de laisser un bon tiers de leurs forces au Sud de la Sambre, et trente-cinq mille hommes à droite et à gauche de Maubeuge pour défendre le pays, bien que, après des semaines passées à combattre dans cette région, les Français ne pussent ignorer quelle était la faiblesse de leurs adversaires. Le 12 juin, soixante-six mille hommes repassèrent la Sambre presque sans résistance, car Orange, après la dernière affaire, avait ramené la masse de ses forces à Rouveroy. La division Hatry, forte de huit mille hommes, investit Charleroi, ouvrit des tranchées, et commença le bombardement de la ville; les autres divisions, pour protéger les assiégeants, se partagèrent en trois masses distinctes, séparées, sur un espace de quatre lieues, par des ruisseaux, des bois et des défilés. Cette disposition inspira à Orange le courage de faire encore une tentative pour secourir la ville, quoiqu'il fût de moitié moins fort que ses adversaires. De même que le 3 juin, il désigna trente-trois mille hommes environ pour cette opération; lui-même partit de Rouveroy et s'avança avec trois colonnes, tandis que Beaulieu, quittant Namur, se dirigeait avec onze mille hommes sur le flanc droit des Français. Leur plan était d'attaquer les postes français, le 16 au point du jour, de tous les côtés à la fois; mais Jourdan, informé des mouvements de l'ennemi, comprit alors tous les dangers que présentait l'étendue de sa ligne de défense. Il résolut, le 13 au soir, de prévenir les Autrichiens en prenant hardiment l'offensive. La nuit fut extrêmement sombre; quand parurent les premières lueurs du jour, un épais brouillard couvrait la campagne et empêchait de rien distinguer. Vers trois heures, les troupes s'ébranlèrent, au moment même où les Autrichiens se mettaient également en marche. Un choc terrible eut lieu, suivi d'une foule de combats partiels et meurtriers, dont le cours et la direction n'étaient indiqués aux chefs que par le bruit. Beaulieu rejeta d'abord le général Marceau sur le village de Fleurus, qu'il prit ensuite d'assaut; au centre, le général Latour repoussa à la baïonnette la division Championnet hors du village d'Heppignies, et se prépara à attaquer Gosselies, sa dernière position avant Charleroi; sur l'aile

gauche, un combat dont l'issue resta longtemps incertaine s'était établi à Trasignies et à Forchies entre Kléber et Wartensleben. Enfin, Jourdan envoya vers Fleurus la division Lefèvre, qui, à la faveur du brouillard, put avancer sans être aperçue des Autrichiens. Tout à coup les bataillons français, sortant du milieu des blés, tombèrent à l'improviste sur l'infanterie ennemie et la repoussèrent hors du village; puis ils continuèrent à s'avancer, malgré tous les efforts faits par la cavalerie pour les arrêter. En même temps, la division Morlot, sortant de Gosselies, se précipita sur Latour; celui-ci, attaqué également du côté de Fleurus, se retira d'abord lentement; mais bientôt il fut atteint par la réserve de cavalerie des Français, sous les ordres du général Dubais, laquelle lui tailla en pièces tout un bataillon, lui prit sept canons, et rejeta les Autrichiens jusqu'à Frasne et à Millet, à près d'une lieue de distance.

La bataille semblait prendre une tournure encore plus mauvaise pour les alliés sur leur aile droite, où Kléber repoussa les Hollandais hors du village de Trasignies après leur avoir fait essuyer des pertes considérables, et où Wartensleben lui-même fut blessé et forcé de quitter le champ de bataille. Il était alors huit heures du matin, et déjà Jourdan croyait la journée gagnée pour les républicains. Mais, en ce moment, Orange rassembla encore une fois toutes ses forces pour tenter un dernier effort. Il courut lui-même au secours de Latour avec les généraux impériaux Alvinzy et Werneck, et, quoique sous une pluie de balles, il inspira une énergie nouvelle à la colonne déjà faiblissante. D'un autre côté, le général Petrasch conduisit contre le village de Fleurus une dernière réserve de grenadiers, et forma avec ce noyau de troupes un impénétrable rempart, grâce auquel il arrêta la marche de Marceau; par là, Orange parvint à dégager la division Latour et à la conduire à Beaulieu. Ce mouvement rassembla une masse de près de vingt mille hommes sur un seul point; ces troupes se rangèrent de nouveau en bataille, précédées par l'artillerie disposée en batteries, et s'élancèrent contre l'ennemi, musique en tête et sonnant la charge. La division Lefèvre, qui avait épuisé ses munitions dans l'ardeur du combat, fut renversée du premier choc; cet échec obligea Marceau à battre promptement en retraite, et bien-

tôt après, le village de Lambusart, sur lequel s'appuyait la droite des Français sur la Sambre, fut au pouvoir de l'ennemi. Midi venait de sonner; le soleil, perçant enfin le brouillard, permit d'embrasser la plaine du regard : alors Jourdan, qui se tenait sur les hauteurs de Jumet, entre Charleroi et Gosselies, vit sa droite fuir en désordre vers les ponts les plus proches, tandis que les Autrichiens remontaient le fleuve au-dessus de Lambusart et menaçaient déjà de prendre son centre à revers. Sur-le-champ il rappela Morlot et Championnet, qui étaient à Millet et à Gosselies, et les plaça sur la colline de Jumet; mais à peine y avaient-ils pris position, que Werneck et Baulieu les atteignirent et, par un dernier assaut, les forcèrent aussi à repasser promptement la Sambre avec leurs divisions. Hatry les suivit sans faire même une tentative de résistance, et, vers cinq heures du soir, Charleroi était délivrée. Le général Kléber seul, sur l'aile gauche des Français, avait maintenu sa supériorité, avait rejeté les Hollandais hors de toutes leurs nouvelles positions, et les avait repoussés jusqu'à Roeulx. Mais la retraite de Jourdan rendait ces succès inutiles : Kléber ne pouvait songer à se maintenir seul sur la rive septentrionale de la Sambre.

Les vainqueurs avaient lieu d'être satisfaits de leur journée. Ils avaient acheté, au prix sans doute du sang de trois mille de leurs soldats, la gloire de rejeter pour la quatrième fois des forces bien supérieures au-delà du fleuve si vivement défendu. Maintenant que l'armée de la Moselle avait aussi éprouvé la force de leur bras, ils espéraient avoir du repos pour longtemps; aussi le prince d'Orange n'hésita-t-il pas à envoyer le 17 juin quatre bataillons renforcer Cobourg. Mais il s'exagérait les conséquences de sa victoire. Les Français qui, à proprement parler, n'avaient éprouvé d'échec sérieux que près de Fleurus et n'avaient perdu en tout que trois mille hommes environ, rétablirent promptement l'ordre dans leurs rangs quand ils furent au delà de la Sambre, et Jourdan décida avec Saint-Just, revenu de Paris depuis quelques jours, qu'il fallait repasser la rivière sans retard. Aussitôt Orange rappela les bataillons qu'il avait laissé partir et demanda même des renforts à Cobourg. Désireux d'éviter une nouvelle bataille, il laissa à Jourdan le temps d'investir encore une fois Charleroi et de faire reprendre à son armée ses anciennes positions,

depuis Trasegnies et Gosselies jusqu'à Fleurus et Lambusart. Malgré la supériorité numérique de son armée, le général français, se souvenant du passé, ne se sentait pas en sûreté sur ce sol détrempé de sang; il donna à ses troupes l'ordre de se retrancher jusqu'aux dents, de couper les bois et de fortifier les villages. Cependant on apprit des habitants de la contrée qu'une faible troupe autrichienne était seule dans le voisinage, et une grande reconnaissance que l'on effectua le 20 juin en amont du fleuve vint encore confirmer cette assertion; Orange reculait devant les colonnes françaises sans tirer un seul coup de canon. Cette conduite parut surprenante aux Français, et quoiqu'il fût naturel de penser que le prince d'Orange n'évitait le combat que pour attendre des renforts, Saint-Just qui, à l'exemple du Comité, considérait la Flandre comme le seul théâtre important, concût la crainte que ses adversaires n'y eussent concentré leurs forces pour porter un coup décisif à Pichegru. Carnot avait justement donné le 18 Juin à ce général l'ordre de diriger seize mille hommes de la Sambre sur les côtes de Flandre (1). Saint-Just à son tour ordonna, sur la Sambre même, que le général Kleber quittât le camp le 24 avec trente six mille hommes, et marchât sur Mons pour menacer de là les Autrichiens sur l'Escaut. Le 24 précisément, Cobourg arriva avec douze mille hommes au camp du prince d'Orange, près de Nivelle; Kleber, s'il avait exécuté l'ordre de Saint-Just, serait donc tombé au milieu des forces alliées, et, s'il avait été battu, Jourdan et le reste de l'armée se seraient trouvés fort exposés. Saint-Just ne comprenait nullement cette situation; il se faisait dépeindre par des transfuges Autrichiens et des patriotes belges la misère des troupes ennemies et l'effroi qui régnait en Belgique; il se berçait des plus brillantes espérances, et écrivit au Comité que le jeune homme que le bonheur de la république avait placé sur le trône impérial était incapable de résister plus longtemps, et succomberait infailliblement si on l'attaquait avec vigueur. Ne voulant plus admettre que quelque danger pût encore se présenter sur la Sambre, il repoussa avec une orgueilleuse brutalité toutes les objections que

(1) Louis Blanc, d'après les mémoires de Jourdan, XI, 164, L. Blanc commet seulement l'erreur de supposer que cet ordre a été un sujet de querelle entre Carnot et Saint Just.

Jourdan tenta d'opposer au départ de Kleber. Jourdan alors déclara ouvertement qu'il ne ferait pas exécuter un tel ordre, et qu'il soumettrait la question au Comité de Salut public. Saint-Just, qui venait de faire fusiller un officier d'artillerie dont la batterie n'avait pas été prête exactement à l'heure ordonnée, entra en fureur en voyant le général lui opposer une telle résistance; mais avant qu'il eût pris une résolution, on apprit que de toutes parts, de Cambrai, de Cateau, de Maubeuge, des corps autrichiens se dirigeaient vers Charleroi. Le 25 juin enfin, après huit jours de repos, les avant-postes de Kléber commençaient à être inquiétés. Il était clair qu'une nouvelle bataille allait être tentée dans le but de délivrer la ville, ce qui justifiait pleinement l'opposition de Jourdan (1). Le bombardement de Charleroi n'en fut continué qu'avec plus d'ardeur, et avec un tel succès que, dans le cours de la matinée, le commandant de la place envoya un officier pour traiter de la reddition. Le sort de l'armée française pouvait dépendre d'une conclusion immédiate; mais cette fois encore, Saint-Just, croyant se poser en grand homme, déclara avec emphase qu'il n'écouterait aucune négociation, et menaça de tout égorger si, pour le soir, les portes de la ville ne lui étaient pas ouvertes et si la garnison ne se rendait pas à discrétion. Il oublia en même temps d'instruire Kléber de l'état des choses, de sorte que, sans l'intervention de Jourdan, ce général eût engagé contre les Autrichiens un combat dont le feu eût immédiatement annoncé à la ville la proximité du secours et, par conséquent, prévenu la reddition (2). Le soir venu, le commandant déposa les armes comme Saint-Just l'avait exigé. Les Français virent par là leur position assurée sur la Sambre, et purent disposer de la division Hatry pour la bataille qui se préparait. Ils attendaient donc l'attaque des Autrichiens avec une force de soixante seize mille hommes.

Les alliés, même après l'arrivée de Cobourg, ne comptaient pas beaucoup plus des deux tiers de cet effectif. En outre, leurs troupes n'étaient plus ce qu'elles avaient été au commencement

(1) D'après les pièces déposées aux archives de la Guerre. Au moment de sa chute, Saint-Just a reproché au général Jourdan la faute proposée par lui; ce reproche a été répété par Buchez, et, d'après lui, par d'autres historiens.

(2) Mémoires du maréchal Soult.

de la campagne ; tant de combats meurtriers avaient décimé leurs meilleurs soldats, et ceux qui restaient étaient découragés par le bruit d'une prochaine retraite. Cependant, il n'était pas un seul d'entre eux qui n'eût couru bravement au-devant du combat, et la dispersion des forces ennemies rendait encore une victoire possible, mais à la condition que les alliés concentrassent toutes leurs forces pour attaquer une des ailes de l'ennemi ; alors, non-seulement la route de Charleroi eût été ouverte, mais les Français auraient encore été menacés dans leurs communications et forcés de repasser la Sambre. Mais Cobourg, qui ignorait la perte de Charleroi, ne songeait pas à employer d'autre tactique que celle que le prince d'Orange avait employée lui-même dix jours auparavant. Il chargea quinze bataillons (onze mille hommes), divisés en deux colonnes, d'occuper le centre de l'ennemi, envoya les princes d'Orange et de Waldeck (1), avec dix-huit mille hommes, contre l'aile gauche que commandait le général Kléber, et fit marcher le général Beaulieu et l'archiduc Charles, à la tête de dix mille hommes, contre l'aile droite des Français, placée à deux lieues plus loin, vers Fleurus et Lambusart, sous les ordres des généraux Marceau et Mayer. D'après cette disposition, il est facile de reconnaître que tout dépendait du premier choc. Si Marceau et Kléber n'étaient pas complétement battus, il était clair qu'ils se replieraient sur Charleroi, et ne feraient, par cette retraite, que fortifier la position des Français. Chaque pas qu'ils feraient en arrière devait remédier au vice principal de leur position, qui était son immense étendue ; les différents détachements, en se rapprochant les uns des autres, devaient se soutenir mutuellement et se mettre en mesure de profiter de tous les avantages que leur donnait leur supériorité de nombre. C'était ce dont les alliés allaient faire, le 26 juin, la cruelle expérience.

Le jour n'avait pas encore paru lorsque le prince d'Orange commença le combat. Il se jeta, dès une heure du matin, sur l'avant-garde de Kléber, la division Montaigu, qui était placée à Vespe, sur la Sambre. L'attaque fut si vigoureuse, qu'après un court combat les Français prirent la fuite et cherchèrent leur

(1) Le prince régnant de Waldeck, général d'infanterie.

salut au-delà de la rivière. A quatre heures, Waldeck ouvrit le feu contre Kléber; une vive canonnade s'établit; bientôt Trasegnies fut pris à la baïonnette et l'ennemi repoussé hors du bois de Monceaux; à neuf heures enfin, le village de Marchiennes, sur la Sambre, qui n'était qu'à un quart d'heure de Charleroi, fut emporté d'assaut. Mais alors Kléber courut en personne vers le général Morlot, qui commandait au centre la division la plus voisine, et lui emprunta quelques bataillons avec lesquels il attaqua impétueusement Waldeck. En même temps, Jourdan fit marcher contre le flanc des Autrichiens la cavalerie de la réserve, commandée par le général Dubois, tandis qu'une batterie d'obusiers, venant de Gosselies, faisait pleuvoir ses balles sur le bois de Monceaux; bref, tout ce que purent faire les alliés fut de défendre le terrain qu'ils avaient déjà conquis, mais il leur fut impossible de pénétrer plus avant.

Pendant ce temps, le général Beaulieu et l'archiduc Charles éprouvaient un sort semblable à l'extrémité opposée de la ligne de bataille. Beaulieu s'était établi dans les bois qui bordent la Sambre, bien que l'ennemi lui opposât un feu de tirailleurs des plus opiniâtres; les Français se défendaient pied à pied, les impériaux n'avançaient qu'au prix de grandes pertes. Ce ne fut que vers onze heures qu'ils purent complétement repousser leurs adversaires hors du taillis. Le général Marceau rassemble alors sa division devant le vilage de Lambusart, et oppose aux Autrichiens qui s'avancent le feu meurtrier de vingt canons; mais les Autrichiens, bien qu'ils voient tomber des rangs entiers, continuent à marcher pleins d'ardeur; ils attaquent les Français à la baïonnette et les mettent en déroute. Vainement Marceau, pour rallier ses hommes, se jette au milieu de la mêlée; son cheval est tué, lui-même se voit en danger d'être fait prisonnier; le gros de sa division, vivement poursuivi par les cuirassiers autrichiens, prend la fuite et repasse la Sambre. Malheureusement l'archiduc avait vainement tenté jusque-là de repousser les Français hors de Fleurus; Beaulieu dut donc s'arrêter, ce qui laissa à Jourdan le temps de détacher du centre le général Lefèvre avec plusieurs bataillons, et de les envoyer vers Lambusart pour soutenir l'aile droite. Bientôt cependant l'archiduc, ayant enfin pris Fleurus, se réunit à Beaulieu, et tous deux, bien que sous le feu

des canons ennemis, se disposent à livrer au village de Lambusart une attaque qu'ils croient devoir être décisive. Trois fois leurs colonnes pénètrent jusqu'au village, et trois fois elles sont repoussées; enfin Lefèvre laisse ce village en flammes aux mains des vainqueurs, et se retire un peu en arrière, sur une colline retranchée, où, bientôt après, le général Hatry le rejoint et offre un nouveau combat en perspective aux Autrichiens épuisés.

Il était trois heures de l'après-midi. Cette lutte sanglante et incertaine durait depuis douze heures, et la journée pouvait déjà être considérée comme perdue pour les alliés, par le seul fait qu'elle n'était pas gagnée depuis longtemps. Quand même, par un miracle de bravoure, leurs troupes affaiblies auraient remporté une nouvelle victoire à Lambusart ou à Marchiennes, ils devaient s'attendre à éprouver des pertes considérables, et une destruction complète les menaçait dès que le sort si témérairement tenté cesserait sur un point de les favoriser. Évidemment Cobourg ne devait pas se risquer ainsi, puisque, comme nous l'avons vu, il combattait, non pour conserver le pays, mais pour le quitter le moins désavantageusement possible. En ce moment, on apprit par le lieutenant Radetzky (le même qui s'illustra plus tard comme feld-maréchal), qui, avec six cavaliers, avait passé la Sambre à la nage et s'était glissé à travers l'armée ennemie jusqu'aux murs de Charleroi, que cette ville était depuis vingt-quatre heures au pouvoir des Français. Aussitôt Cobourg se décida à faire cesser le combat. La retraite de ses colonnes s'effectua dans le plus grand ordre; Beaulieu put même emmener avec lui un canon conquis, car les Français étaient eux-mêmes trop maltraités pour inquiéter la marche de leurs adversaires. Kléber seul fit encore quelques tentatives contre Waldeck, dont la colonne resta la dernière sur le champ de bataille; mais il ne parvint à remporter aucun avantage sérieux. Néanmoins, les Français avaient atteint en cette journée le but qu'ils poursuivaient depuis si longtemps; ils avaient assuré leur position au Nord de la Sambre, et si leurs soldats n'avaient pas conquis de gloire nouvelle, leur général avait du moins obtenu le meilleur résultat qu'il fût possible d'attendre de la bataille de Fleurus.

C'était encore une fois des mesures qu'allaient prendre le prince

de Cobourg que devait dépendre l'influence que cette bataille était destinée à exercer sur la suite de la guerre. Son armée n'était nullement abattue; ses troupes, au contraire, étaient encore pleines de confiance en elles-mêmes. S'il se décidait à laisser la route de Bruxelles libre devant les Français et à conduire toute son armée vers Namur, il pouvait, en l'espace de quelques semaines, faire venir des renforts de Luxembourg et de Trèves et se trouver à la tête de soixante mille hommes. De plus, il assurait par là ses communications avec l'Allemagne et pouvait tenir Jourdan en échec de ce côté, pour des mois entiers peut-être, tout aussi sûrement que, dans une situation analogue, il avait déjà tenu le général Pichegru en échec du côté de Tournai. En ce cas, il eût fallu qu'il se résignât à voir des détachements français entrer à Bruxelles et y lever même des contributions, et qu'il ne s'occupât que des mouvements que Jourdan pourrait tenter vers le Nord; or, une telle manière de faire la guerre ne pouvait être comprise par lui. Il adopta donc un système diamétralement opposé, et s'appliqua à garder péniblement toutes les routes, prêt à céder à la moindre attaque sérieuse. Il fit reprendre à chacun de ses corps le chemin qui l'avait amené sur le champ de bataille, c'est-à-dire que Beaulieu se retira du côté de l'Est, vers Gembloux, pour protéger Namur, que le centre reprit la route de Bruxelles jusqu'à Genappe, et que le prince d'Orange se dirigea vers l'Ouest jusqu'à Roeulx, non loin de Mons. Il divisait ainsi ses forces en trois corps de douze à quinze mille hommes chacun, auxquels il faisait occuper un espace de plus de six lieues, et cela en face d'un ennemi qui, en vingt-quatre heures, pouvait réunir une masse de plus de cent mille hommes. Si nous ajoutons qu'au même moment le duc d'York dispersait ses troupes en détachements plus faibles encore, depuis Tournai jusqu'à Helvoetsluis, il sera évident que le sort des alliés était absolument aux mains des Français. Bien peu d'entre eux eussent pu échapper peut-être si, le 27 juin, Jourdan, à la tête de quatre-vingt-dix mille hommes, avait paru entre Namur et Liége pour leur fermer la retraite, tandis que Pichegru, passant l'Escaut près d'Oudenarde avec une force semblable, aurait séparé le duc d'York de Clerfayt et poursuivi sans obstacle sa marche vers Bruxelles,.sur les derrières de Cobourg.

Mais le système de guerre adopté par la révolution sauva ici les alliés, comme les fautes de ces derniers avaient si souvent préservé les troupes françaises. Quoi que pût faire Cobourg pour mettre la victoire aux mains des Français, ceux-ci se refusèrent opiniâtrément à s'en emparer. Le 27 juin, Jourdan écrivit à Carnot que deux opérations se présentaient à lui : que la première consistait à repousser l'ennemi des environs de Maubeuge, et la seconde à assiéger Namur, ce qui aurait de bien plus grands avantages, mais ce qui rencontrerait aussi de bien plus grandes difficultés. Il priait le Comité de lui faire connaître laquelle de ces deux opérations s'accordait le mieux avec son plan général. Il n'avait donc aucun pressentiment des lauriers qu'il eût pu recueillir, et le Comité, de son côté, ne crut pas devoir se départir du plan qu'il avait conçu. On persista à vouloir combattre les puissances maritimes, et, par conséquent, à diriger l'armée principale à l'Ouest, vers la Flandre et les côtes. Peu importait que la tournure prise en Belgique par les événements appelât vers l'Est les deux armées françaises, et que les plus grands résultats fussent à attendre d'un mouvement vigoureux dans cette direction; peu importait que la flotte de Brest eût été récemment maltraitée par les Anglais près d'Ouessant, à sa première tentative de sortie, et fût rentrée dans le port après avoir perdu sept navires et huit mille hommes, ce qui ne permettait plus de songer à une descente en Angleterre; la France persévérait dans sa politique de ménagement envers l'Autriche et d'intimidation envers l'Angleterre, et cette politique, autant que nous en pouvons juger, décida invariablement de toutes les mesures militaires du Comité.

Déjà Pichegru, qui jugeait sainement la situation, avait commencé un mouvement contre Oudenarde, lorsque Carnot lui déclara impérieusement qu'il était temps de rompre, par la prise d'Ostende, les derniers fils qui liassent encore l'Autriche à l'Angleterre; qu'en conséquence, il devait occuper toute la West-Flandre, et s'y assurer un point d'où il pourrait aller visiter les Anglais dans leur propre pays, « car, ajoutait Carnot, le gouvernement n'a nullement abandonné ses projets de descente. » Si l'on n'avait pas, pour le moment, assez de navires pour accomplir cette entreprise, Pichegru devait, en attendant, pré-

parer une plus petite expédition contre l'île hollandaise de Walcheren, y consacrer au moins seize mille hommes et y subordonner toutes les autres opérations. Aussitôt Pichegru suspendit l'attaque déjà commencée contre Oudenarde, et réunit la masse de ses forces à Bruges, dont Moreau s'était emparé le 26 juin. Jourdan reçut le 29 des instructions analogues. Il ne devait entreprendre de grande expédition ni à l'Est ni à l'Ouest, mais se prêter complétement au système de petites colonnes et de lente retraite adopté par Cobourg. Il devait donc envoyer un corps à droite contre Namur, un autre à gauche contre Mons, et suivre avec sa masse principale le centre des alliés dans sa marche vers Bruxelles. Pour compléter toutes ces fautes, le Comité de Salut public décida enfin, le 4 juillet, que les deux armées renverraient plusieurs de leurs divisions pour faire le siége des quatre forteresses perdues par les Français, et s'abstiendraient de toute grande opération offensive jusqu'à la reprise de ces places, se contentant de repousser les alliés au delà d'une ligne tirée d'Anvers à Namur (1).

Je ne sache pas qu'un seul juge compétent ait jamais hésité un moment dans l'appréciation de ces mesures. Il suffit de citer ici les autorités françaises qui ont soumis la campagne de 1794 à leur critique militaire. Servan et Jomini, Jourdan et Soult blâment d'une voix unanime les dispositions que nous venons de mentionner. Les faits d'ailleurs parlent eux-mêmes d'une façon non équivoque. Qu'on se représente la nouvelle distribution des troupes françaises : Pichegru faisant avec ses cent mille hommes des marches inutiles sur les côtes de la mer, et l'armée de Jourdan divisée en trois détachements de trente mille hommes chacun, que séparent des lieues entières ! Rien n'empêchait les alliés, s'ils l'eussent voulu, de réunir entre ces corps une masse de soixante mille hommes, de culbuter le centre de Jourdan par une attaque soudaine, et de rejeter pour la cinquième fois au delà de la Sambre les deux ailes désespérées de l'armée française. Les troupes en auraient certainement encore été capables, car

(1) La Convention décréta en outre que toute garnison qui ne capitulerait pas dans les vingt-quatre heures après la première sommation serait passée au fil de l'épée. C'était, vis-à-vis de l'ennemi, une phrase révolutionnaire qui ne reçut jamais son application ; la véritable signification de ce décret se fera jour plus tard, au milieu des luttes des partis.

nous avons vu que l'armée alliée n'avait nullement été battue à Fleurus, et qu'elle avait conservé l'ordre et la discipline. Depuis le départ de l'empereur, les officiers montraient une vive répugnance à se soumettre à de nouvelles fatigues, qu'ils considéraient comme inutiles (1); mais les soldats, s'ils n'avaient plus d'enthousiasme, étaient du moins toujours prêts au combat. Il était évident qu'un tel revirement, opéré sur la Sambre, aurait réagi puissamment sur les projets d'attaque de Pichegru, et arrêté les Français sur toute la frontière. Cette situation était comprise au quartier général des alliés. Un grand conseil de guerre, présidé par Cobourg, décida le 1er juillet qu'on ferait une dernière et suprême tentative pour défendre la Belgique (2), et que, dans ce but, on enverrait un corps considérable attaquer l'aile gauche de Jourdan et protéger Mons. Mais le même jour, Ferrand repoussa le prince d'Orange hors des murs de cette dernière ville, sur quoi un nouveau conseil de guerre déclara, le 5, que toute résistance était désormais impossible et qu'il fallait évacuer Bruxelles le 7 juillet. Depuis bien des semaines cette ville tremblait en prévision de cet événement; tous s'y rappelaient la conduite tenue par les Français l'année précédente, et la domination de Robespierre faisait redouter de plus grands maux encore. Quiconque avait quelque chose à perdre profita de ces derniers instants pour s'enfuir. Il en fut de même à Gand, à Anvers, à Louvain, à Namur. Tous les nobles, sans exception, quittèrent le pays; la plupart des prélats les suivirent; les fabricants et les marchands se mirent en sûreté eux et leurs biens. A Bruxelles, la moitié des boutiques furent bientôt vides; les fugitifs se pressaient sur les routes entre les détachements de troupes; on évalua leur nombre à deux cent mille pour toute la Belgique. Dès le 3 juillet, le siége du gouvernement avait été transporté de Bruxelles à Malines et, pour adieu, les gouvernants avaient exaspéré la bourgeoisie en demandant à emporter avec eux l'argent déposé aux caisses de la ville. Le 9 juillet, ils se reti-

(1) Le duc d'York à Dundas, 28 juin.

(2) Orange et le duc d'York interpellèrent ici les généraux impériaux et leur demandèrent si l'Autriche comptait évacuer la Belgique; les généraux répondirent, sincèrement sans doute, qu'ils n'avaient pas reçu d'ordre pour quitter les Pays-Bas ou pour opérer une retraite précipitée. En racontant cela, Vivenot croit prouver d'une manière irréfutable que jamais Thugut n'avait songé à l'évacuation; cela seul suffit pour donner une idée du degré de confiance que l'on doit accorder à son jugement

rérent encore plus loin, à Diest d'abord, puis à Ruremonde et à Dusseldorf; la plupart des employés les suivaient, tous les liens administratifs étaient rompus (1).

Lorsque ces nouvelles affligeantes arrivèrent en Flandre, au quartier général du duc d'York, elles n'y produisirent pas moins d'émotion que chez le peuple belge. Après les désastres de Tournay, le duc d'York avait prévu ce qui arrivait en ce moment; mais les premiers combats livrés sur la Sambre avaient atténué ces craintes, que sa légèreté imprévoyante et les plaisirs de la table lui avaient bientôt fait complétement oublier. Les nouvelles qu'il reçut alors le mirent hors de lui. Il apprit du prince de Cobourg que, le 6 juillet, les généraux Beaulieu et Quosdanowich avaient été attaqués par trente mille Français; que, sans doute, ils avaient résisté à l'ennemi, mais que la retraite sur Tirlemont semblait inévitable. « Le temps n'est donc plus, répondit-il au prince, où, à la nouvelle de l'approche d'une armée française deux fois plus considérable, nous ne nous inquiétions que du lieu où nous pourrions la rencontrer? Cette retraite sur Tirlemont se poursuivra jusqu'à Maëstricht et sera plus funeste qu'un échec; à vous dire vrai, prince, la nation anglaise, dont l'opinion n'est pas à mépriser, ne pourra faire autrement que de penser que nous sommes trahis et vendus! » Il s'adressa ensuite à l'archiduc Charles, lui exprima la même conviction, le conjura, comme gouverneur général, de prendre en pitié la situation des provinces qu'on abandonnait à l'ennemi, et de rompre d'une main ferme un tissu d'infamies. La réponse de Cobourg ne se trouve nulle part; quant à l'archiduc, il répondit que, s'il n'écoutait que ses propres sentiments, sa résolution serait bientôt prise; mais qu'il était dans une ignorance complète de la situation politique, et que l'empereur lui avait enjoint de la manière la plus formelle de n'agir ici que comme soldat et comme général. « Il ne me semble que trop évident que nous sommes trahis, dit-il en terminant; mais si vous en avez entre les mains les preuves positives, je vous supplie de les envoyer à l'empereur et de ne pas me les communiquer. »

Dans cette situation, il ne restait à la faible armée du duc

(1) Correspondance du comte Trautmannsdorf et du secrétaire d'État Muller, aux carhives1 de Bruxelles.

d'York d'autre parti à prendre que celui d'une prompte retraite. Cobourg convint avec le duc qu'on occuperait d'abord une ligne derrière la Dyle, d'Anvers à Namur, en passant par Louvain et Gembloux; mais ce projet n'avait rien de sérieux. Partout où les Français se montraient, les troupes cédaient presque sans combat. Cobourg donna l'ordre d'évacuer Namur, puis il se sépara complétement du duc d'York, appela le comte Clerfayt à son armée principale, et laissa, en revanche, le prince d'Orange se réunir aux Anglais. Le 11 juillet, Jourdan entra dans Bruxelles au milieu du morne silence des habitants, et Pichegru ne tarda pas à l'y rejoindre avec deux divisions de l'armée du Nord. Le 12. ce dernier marcha vers Malines, dont il s'empara le 15, après une faible attaque et une résistance plus faible encore de la part des Hollandais et des Hessois. Pendant ce temps, Kléber conduisait l'aile gauche de l'armée de la Sambre contre Louvain, d'où les Autrichiens se retirèrent sur Tirlemont, presque sans combat. Par là, la séparation du duc d'York et de Cobourg se trouva définitivement accomplie : York, avec les Anglais, les Hollandais et les Allemands à la solde de l'Angleterre, se retira lentement vers le Nord, sans que Pichegru l'inquiétât en rien, pour couvrir la frontière de Hollande entre l'Escaut et Bois-le-Duc; Cobourg, avec les troupes impériales, ne se retira pas moins prudemment vers l'Est, inquiété seulement par quelques combats d'arrière-garde que lui livra Jourdan, et prit position sur la Meuse, entre Ruremonde, Maëstricht et Liége. Si, au commencement du mois, les Autrichiens, en décidant la retraite, avaient servi les intérêts des Français, ceux-ci le leur rendirent par les facilités qu'ils accordèrent à cette retraite. Depuis le malheureux conseil de guerre du 5 juillet, la désorganisation de l'armée autrichienne était complète; les officiers parlaient hautement de l'incapacité de Cobourg et du peu d'importance qu'avait la Belgique pour la monarchie autrichienne; les soldats se plaignaient de l'insuffisance des vivres et de l'affront fait à leurs armes. Partout le changement qui venait de s'opérer avait enrayé les rouages de l'administration de l'armée, partout le désespoir se manifestait par l'indiscipline et la mutinerie (1).

(1) Rapport du quartier général à l'empereur, du 15 juillet (papiers de Cobourg). Rapports des officiers anglais Crawfurd et Calvert.

Les mouvements que nous venons de mentionner furent suivis d'une suspension d'armes générale : la Belgique était au pouvoir des Français. La fortune se montrait également favorable à ces derniers sur d'autres points du théâtre de la guerre. En Vendée, Carnot avait obtenu au mois de mai le rappel du brutal et incapable Turreau, et avait, malgré Robespierre, introduit dans ce pays un système plus doux et plus intelligent. Aussitôt l'insurrection s'était sensiblement calmée, de sorte qu'on avait pu distraire de l'armée de l'Ouest, encore forte de quatre-vingt mille hommes, cinq mille hommes qui furent envoyés sur les Pyrénées, et vingt mille qui allèrent sur le Rhin combattre les ennemis extérieurs. Ce renfort permit aux généraux Michaud et Moreau, après de rudes combats, d'expulser les Prussiens des positions qu'ils avaient conquises au mois de mai dans le Hardtgebirg, et de prendre Kaiserslautern, Neustadt et Spire. Sur les Pyrénées orientales, le général Dugommier avait également repris aux Espagnols et aux Portugais les places frontières dont ils s'étaient emparés, tandis qu'à l'autre extrémité de la chaîne, Moncey avait emporté les retranchements ennemis à Fontarabie et à Hernani, et avait posé son pied victorieux sur le sol espagnol.

En Italie, la situation était moins favorable aux Français. Aussitôt après les succès obtenus sur le territoire de Gênes et dont nous avons parlé plus haut, l'armée des Alpes s'était également mise en mouvement. Elle s'était emparée d'abord des passages du petit Saint-Bernard, puis de celui du mont Cenis, et enfin de celui des Barricades; par là, elle se trouvait, comme l'armée du Sud, sur le sommet des Alpes, prête, semblait-il, à fondre sur Turin. Mais, en ce moment, un heureux hasard fit découvrir au gouvernement sarde le complot ourdi dans sa capitale. Le traité de Valenciennes lui fournit quelques renforts autrichiens, et, à dater de la fin de juin, tout devint aussi calme de ce côté que quatre semaines plus tard dans les Pays-Bas. On ne saurait douter que le rapprochement qui s'opérait entre la politique de l'Autriche et celle de la France n'ait influé ici sur les opérations militaires. Manfredini était déjà revenu à Florence; à son instigation, le grand-duc envoya à Gênes le chevalier Carletti, celui de tous ses diplomates qui était le plus favorable à la France, avec mission de faire les premiers pas en faveur d'un accommode-

ment entre la Toscane et la république. Mais, à mesure que le plus proche parent de l'empereur entrait dans la politique de Thugut, la plus puissante des alliées de l'Autriche s'y montrait de moins en moins favorable. L'Angleterre répondit au message de Montgaillard, vers le milieu de juin, par une décision des notables de Corse, laquelle proclamait Georges III roi de l'île que ses armes venaient d'occuper. Cet acte produisit un effet également mauvais à Madrid, à Gênes et à Florence; partout la jalousie qu'inspirait la prépondérance maritime de l'Angleterre augmenta la sympathie que l'on commençait à éprouver pour la France. A Vienne même le mécontentement fut grand. On y prétendit que Pitt avait répondu aux propositions de Montgaillard par une contre-proposition, qui abandonnait la Belgique à la France, à condition que celle-ci reconnaîtrait la suprématie de l'Angleterre sur la Corse. C'était une fausseté, et Thugut n'y ajoutait pas foi; mais le seul fait d'un bruit semblable répandu à Vienne montrait clairement que Thugut, en ce moment, penchait moins vers Pitt que vers Robespierre.

CHAPITRE VI

CHUTE DE ROBESPIERRE

Si nous jetons un dernier coup d'œil sur la situation politique de l'Europe au mois de juillet 1794, nous trouverons une supériorité militaire bien décidée du côté des Français, tandis que les puissances alliées étaient en proie à la lassitude et au découragement. L'Angleterre seule, victorieuse sur les mers, était encore animée de sentiments belliqueux. La Prusse lui avait laissé la libre disposition de son armée du Rhin, mais tous les intérêts, tous les efforts du cabinet de Berlin étaient dirigés vers la guerre de Pologne. La Hollande, les États de l'empire allemand, Naples et l'Espagne désiraient ardemment la paix, n'importe à quel prix. L'Autriche enfin, le plus ancien et le plus considérable des adversaires de la France, se montrait plus que tous les autres disposée à se rapprocher de la république. Aucune négociation

officielle n'était encore ouverte, on ignorait jusqu'à quel point les égards qu'il devait à ses alliés permettraient à l'empereur de s'avancer dans cette voie ; mais on savait, même à Paris, que tous ses désirs, comme ceux du roi de Prusse, avaient la Pologne pour objet. Déjà il avait abandonné une importante province de l'empire, dans le double but de pouvoir employer contre la Prusse l'armée qui la défendait et de décider les puissances maritimes à conclure promptement la paix.

Dans ces circonstances, tout dépendait pour l'Europe des sentiments, soit pacifiques soit belliqueux, des chefs du gouvernement français. A en juger d'après leurs actes officiels, la paix semblait plus éloignée que jamais. A aucune époque les armements n'avaient été plus actifs et plus ostensibles; jamais la tribune de la Convention n'avait retenti de malédictions plus violentes contre les tyrans couronnés, contre les esclaves armés des princes, contre les brigands monarchiques. Mais, à côté de ces déclamations officielles, on découvrait une tendance tout opposée. Le désir de la paix ne se trouvait plus seulement chez les classes élevées, qui avaient toujours considéré la guerre comme le plus redoutable ferment de révolution, chez la masse des citoyens qui voyaient l'industrie et le bien-être diminuer de jour en jour, et chez les populations des campagnes auxquelles la guerre demandait incessamment le sang de leurs fils et les récoltes de leurs champs : ce désir recommençait, comme un an auparavant, à pénétrer au sein même du Comité de Salut public.

Après la chute d'Hébert et de Danton, Robespierre avait de nouveau dominé la situation politique. Les événements du mois de mars avaient enlevé à Collot d'Herbois, son rival, tout ce qui ui avait assuré jusque-là, ainsi qu'à son parti, une position indépendante, l'influence des Cordeliers, l'appui de la municipalité parisienne, enfin, et avant tout, la direction du ministère de la guerre. Pour briser à jamais le pouvoir de ce ministère, la Convention avait prononcé la dissolution de tout le conseil des ministres, qu'elle avait remplacé par douze commissions. Les attributions conférées à chacune de celles-ci caractérisaient bien la situation. La première embrassait l'administration, la police et les tribunaux; officiellement même, la justice n'était donc plus qu'une simple subdivision de la police. La deuxième avait à s'oc-

cuper de l'instruction publique, ce qui était une faible tâche, car la révolution avait supprimé les écoles anciennes, et la ruine des finances s'opposait pour le moment à toute organisation nouvelle. La troisième était chargée de l'agriculture et des arts; remarquons à cette occasion que le vrai républicain, d'après les idées alors dominantes, ne devait, à proprement parler, exercer d'autre art que celui de l'agriculture. La quatrième surveillait le commerce et les approvisionnements, ce qui prouvait que, pour ces derniers, on comptait plus sur les importations étrangères que sur le sol de la France. La cinquième était chargée des travaux publics; la sixième des secours publics; la septième du service des postes. Toutes ces administrations étaient ruinées, et leur restauration était urgente. Venait ensuite une commission des finances, mais pour la forme seulement, car, en réalité, il n'existait plus d'autres revenus que les assignats, les confiscations et les réquisitions; puis trois commissions chargées de l'organisation de la défense du pays, c'est-à-dire de l'administration des armées, des flottes, des fabriques d'armes et de poudre. La douzième enfin avait pour attributions les relations extérieures, limitées pour le moment au Danemark, à la Suisse et à l'Amérique du Nord.

Robespierre se réserva exclusivement la composition de ces commissions. Nous avons des listes écrites de sa main, des projets, de courtes notes sur les individus, et enfin la combinaison définitive. Il nomme les uns patriotes, en leur accordant plus ou moins de talent; d'autres sont désignés par lui comme des hommes énergiques, sages, honnêtes, propres aux missions les plus importantes et aux plus hauts emplois; ce sont pour la plupart des gens obscurs dont aucun n'a fait preuve de talents politiques. Le commissaire de la police et des tribunaux fut Hermann, jusque-là président du tribunal d'Arras, ville natale de Robespierre; on lui donna pour adjoint Lanne, l'ami intime du député Lebas, lequel était à son tour l'ami de Saint-Just et avait épousé la fille de l'hôte de Robespierre. Un maître d'école du Jura, nommé Buchot, recommandé par le président du tribunal révolutionnaire, fut nommé par Robespierre commissaire des relations extérieures (1). Un certain Lerebours, employé des postes, avait,

(1) *Mémoires de Miot de Mélito*, I, 53.

peu de temps auparavant, soutenu une violente discussion au club de Pontarlier avec un député de passage dans la ville; Robespierre, qui en fut informé, le fit venir à Paris, vanta son énergie, et le fit directeur des secours publics; ce nouveau ministre se rendit dès lors chaque jour chez Robespierre, pour travailler sous sa direction (1). Les autres commissaires s'étaient fait distinguer comme orateurs aux Jacobins, ou comme membres des tribunaux révolutionnaires de Lyon et d'Arras. Un adjoint à la commission de l'agriculture avait adopté pour cachet une image de la guillotine. Quelques-unes de ces nominations furent faites dès le 8 avril; mais elles furent toutes consacrées en masse le 18 par un seul décret de la Convention.

Ceci fait, il fallait aviser aux moyens de s'assurer de Paris; il fallait, pour la première fois depuis 1789, soumettre au gouvernement la municipalité, qui avait été jusque-là le centre de toutes les oppositions. Le Comité de Salut public reconstitua donc, de sa propre autorité, la police de la ville; puis il purgea les comités des diverses sections de tous les éléments suspects, et fit décider par les Jacobins, qui lui étaient entièrement soumis, la suppression et la fermeture des autres clubs et sociétés révolutionnaires. L'effet produit par ces dernières mesures fut tel que tout se soumit sans résistance et accepta avec empressement le mot d'ordre officiel, qui était que, de même que la république, l'opinion publique devait être une et indivisible. En même temps que tout organe était ainsi enlevé aux sentiments hostiles, la nouvelle municipalité fut formée, comme les ministères, d'après des listes dressées par Robespierre. Fleuriot, admirateur enthousiaste du dictateur, fut nommé maire, et agent national un certain Payan, frère du commissaire de l'instruction publique et ami intime de Saint-Just. On laissa à la tête de la garde nationale Henriot et Boulanger, qu'animait un seul désir, celui de racheter leurs anciennes fautes comme hébertistes par un redoublement de zèle.

La ville de Paris, jadis si tumultueuse, avait été ramenée ainsi au calme d'une obéissance passive. A la Convention, nulle voix n'osait plus s'élever contre les tout-puissants maîtres de la France. Les provinces avaient appris, par l'exemple de Lyon, de Toulon,

(1) Villiaumé, *Hist. de la Rév. franc.*, vol. III, note P.

de Bordeaux, quelles suites terribles avait la colère du gouvernement jacobin, et, à l'exception de la Vendée, toutes étaient dans une soumission absolue. L'attention de Robespierre n'avait plus à se diriger que sur les employés publics eux-mêmes; il s'occupait avec ardeur à mettre par la terreur un terme, ici à la licence et au désordre, là à la mollesse et au relâchement par lesquels les hébertistes et quelques dantonistes l'avaient si souvent irrité. Il avait vu avec colère comment la fortune publique était gaspillée, tandis que les poches des commissaires de la Convention se remplissaient, et comment les citoyens étaient pressurés par une foule de pouvoirs arbitraires et non autorisés. Ce qui lui semblait tout aussi funeste au bien public, c'est que ce désordre fournissait fréquemment aux aristocrates les moyens d'échapper à la surveillance, que la justice révolutionnaire était souvent ramenée à des voies de douceur par des influences personnelles et locales, et que les clubs des départements, tout en s'imprégnant des tendances générales, négligeaient l'exécution précise des ordres du gouvernement. Il fallait, selon lui, faire disparaître toutes ces influences, toutes ces individualités, à l'aide d'une unité rigoureuse et d'une discipline de fer. Le 15 avril donc, Saint-Just présenta à la Convention un grand rapport sur la police générale. Il disait dans ce rapport comment le papier-monnaie, les spéculations de bourse, les malversations avaient amené la ruine des finances. Il se plaignait de la misère générale, de la rareté des vivres, de l'anéantissement du crédit. Il fallait, disait-il, consolider l'édifice du gouvernement, arracher à leur sommeil les administrateurs de l'État, demander aux fonctionnaires un compte sévère de leur négligence, de leur brutalité, de la faveur qu'ils avaient accordée aux traîtres et aux scélérats. A la suite de ce rapport, il fut décrété que les conspirateurs du pays tout entier comparaîtraient désormais devant le tribunal révolutionnaire de Paris, et que, par conséquent, tous les tribunaux de ce genre seraient dissous dans les départements (1), à moins que le Comité de Salut public n'en décidât autrement. C'était centraliser complétement la justice politique, et la subordonner à la volonté du

(1) Cela ressortait naturellement de la première phrase; mais comme ce n'était pas formellement exprimé dans le premier décret, il s'éleva des doutes dans les départements; le 8 mai enfin, cela fut nettement décrété.

gouvernement. Nous savons déjà que cette justice, sous des formes à peine voilées, pouvait disposer des biens et de la vie de tout citoyen; nous verrons bientôt comment Robespierre surveilla et dirigea tous les actes du tribunal parisien. La dissolution des tribunaux révolutionnaires des départements écartait du système toute opinion, toute influence individuelle des juges; mais il devait en résulter un encombrement de travail pour le tribunal parisien, et il fallait empêcher que les affaires n'en fussent retardées, ce que Robespierre eût regardé comme le plus grand des malheurs et comme la ruine de son autorité. Déjà la loi provoquée le 26 février par Saint-Just avait ordonné la formation de six commissions dites populaires, chargées des enquêtes relatives aux suspects prisonniers; ces commissions allaient maintenant devenir tout naturellement les auxiliaires du tribunal révolutionnaire. Il fut donc décrété que le Comité de Salut public en nommerait les membres avant le 14 mai; elles devaient prendre connaissance de la position des suspects, élargir les innocents, et livrer les autres au tribunal; en outre, elles devaient prononcer sur le sort de tous les citoyens âgés de moins de soixante ans, qui, vivant sans profession déterminée, se seraient exprimés d'une manière hostile à la révolution; ceux-ci devaient être déportés à Cayenne. Enfin, pour compléter ces mesures de haute police, tous les ex-nobles ou étrangers devaient quitter Paris, les places fortes et les ports de mer dans un délai de trois jours.

Les autres dispositions du décret concernaient les employés administratifs. Tous les fonctionnaires devaient avoir mis leur travail à jour dans l'espace de trois mois; nul ne devait, à l'avenir, sortir du cercle de ses attributions; nul commissaire de la Convention ne devait plus déléguer ses pouvoirs à qui que ce fût; aucun employé, sauf les membres de la commission des approvisionnements et les représentants envoyés aux armées, n'avait le droit de faire des réquisitions. Le Comité de Salut public devait tout mettre en œuvre, ajoutait le décret, pour relever le commerce et l'industrie. « Il faut enfin, avait dit Saint-Just dans son rapport, créer des institutions civiles, institutions qui seules pourront établir l'État sur des bases solides, et auxquelles nul n'a songé jusqu'ici. »

Ces derniers mots étaient la première expression du système politique par lequel Robespierre voulait distinguer son gouvernement de celui de ses prédécesseurs révolutionnaires. Jusqu'ici, le pouvoir démocratique avait complétement soumis à sa loi la vie extérieure, les biens, le sang de tous les Français. De plus, il avait poursuivi à outrance certaines tendances politiques et religieuses, et en avait menacé toute manifestation d'un châtiment immédiat et mortel. Maintenant, Saint-Just annonçait qu'un nouveau pas allait être fait dans cette voie. On voulait dorénavant régner sur les esprits comme on avait régné sur les corps, distribuer aux hommes leurs opinions et leurs croyances comme on leur distribuait les biens de la terre, ne pas tolérer plus d'indépendance et d'individualité dans la vie de l'âme que dans celle du corps. Saint-Just établissait une distinction entre les *lois* qui réglaient les rapports administratifs et judiciaires et les *institutions* destinées à accomplir l'éducation intellectuelle et morale du peuple. Ceci devint dès lors comme le mot d'ordre des nouveaux possesseurs du pouvoir, qui annonçaient à la nation, avec une entière sincérité, jusqu'à quel point et par quels moyens ils comptaient exercer leur souveraineté sur les esprits. Le 20 avril, Billaud-Varennes proposa, au nom du Comité, un décret qui n'était autre chose qu'un programme général. « La Convention déclare, disait ce décret, qu'elle assurera le triomphe complet de la république démocratique et qu'elle anéantira sans pitié tous ses ennemis. » Le rapport de Billaud expliquait ce que le Comité entendait par ce triomphe complet. Le passage d'une nation longtemps asservie de l'esclavage à la démocratie était comparable, selon lui, aux efforts faits par la nature pour passer du néant à l'existence. « Pour rendre un peuple à la liberté, disait-il, il faut, pour ainsi dire, le créer de nouveau ; il faut détruire ses préjugés, changer ses habitudes, borner ses besoins, extirper ses vices, redresser ses penchants. Une grande activité est nécessaire pour développer en lui les vertus civiles et étouffer les passions. La république est la fusion de toutes les volontés, de tous les intérêts, de tous les talents, et chacun doit retirer ensuite de cette masse commune une part correspondante à sa mise première. L'État doit donc prendre l'homme dès sa naissance, et s'emparer d'une main vigoureuse de son éducation. La

faiblesse confiante de Solon a replongé Athènes dans l'esclavage, la sévérité de Lycurgue a établi la république de Sparte sur une base inébranlable. Ce parallèle, ajouta l'orateur, résume tout l'art de gouverner. »

Les possesseurs du pouvoir prétendaient donc fondre violemment dans un moule nouveau, les mœurs, la religion, la vie de la masse de leurs concitoyens ; ils ne voulaient pas conformer le gouvernement aux besoins des hommes, mais soumettre, de gré ou de force, la volonté de ces derniers aux formes du nouveau gouvernement. Tout esprit non prévenu se révolte contre un despotisme aussi fanatique et aussi arbitraire ; mais il est important de se rendre bien compte des motifs de ce jugement, de leur valeur et de leurs limites. Comme dans toutes les grandes erreurs politiques, on trouve dans la pensée de Saint-Just un élément de vérité. Il est impossible qu'une forme de gouvernement acquière de la consistance, si, pour l'appuyer, une direction correspondante n'est pas donnée aux mœurs du peuple. L'État, de même qu'il est influencé par ces mœurs, est donc, incontestablement, autorisé à chercher de son côté à les améliorer et à les ennoblir. C'est là le devoir de tout bon citoyen, et il serait insensé de vouloir exclure de cette haute mission les membres les plus importants de la société, les dépositaires de la force politique. Le rapport entre la politique et les mœurs est même si profondément enraciné dans la nature humaine, que l'État qui le méconnaît tombe aussitôt en dissolution. Mais, s'il se charge de l'éducation du peuple, l'État ne doit pas oublier que cette éducation a pour but l'affranchissement et non l'asservissement des esprits. La religion et les mœurs n'ont de vie réelle qu'autant qu'elles sont l'émanation des sentiments intimes des individus. Toute loi pénale rendue sur ces matières est un coup de poignard porté au cœur de la nation. Les mœurs imposées par la terreur ne valent pas mieux que les religions soutenues par les bûchers : les unes et les autres se réduisent bientôt à de vaines formes et à un culte extérieur qui les tuent, ne laissant aux nations asservies que le choix entre la révolte et l'esclavage. C'est ainsi qu'au XIII[e] siècle, en établissant les tribunaux de l'inquisition, les papes sapèrent eux-mêmes la base de leur domination universelle et jetèrent les forces morales de l'Europe hors des voies de l'Église.

C'est ainsi qu'au XVIe siècle, l'Espagne et la Pologne épuisèrent pour de longues années les forces vitales de leurs peuples par la contrainte religieuse, et anéantirent chez eux toute vie politique, pour les plonger ici dans une licence effrénée, là dans un engourdissement inerte. Telle était la route sur laquelle marchait alors Robespierre. Si ses idées eussent prévalu, la révolution, après avoir d'abord pris pour types Hampden et Franklin, après s'être ensuite plongée dans les mêmes excès que les paysans de Georges Metzler et de Thomas Munzer, eût fini par une pesante et sombre tyrannie semblable à celle du roi Philippe II.

Saint-Just avait parlé d'une nouvelle organisation de la société, Billaud avait dit qu'il fallait déraciner les anciennes mœurs et les vieilles habitudes, mais ce fut Robespierre qui prononça le 7 mai le mot décisif, en annonçant quelle serait, à l'avenir, la religion de l'État. Ce qui d'abord n'avait été pour lui qu'une arme contre les hébertistes et un appât destiné à gagner les habitants des campagnes, avait fini par devenir l'élément principal de sa politique. Il sentait qu'un gouvernement, pour être durable, doit diriger les hommes par leurs passions. Le premier moyen qui aurait pu s'offrir à lui, celui de la gloire militaire, était hors de sa portée; mais l'instinct de son ambition lui fit reconnaître l'usage qu'il pouvait faire de la religion pour cimenter sa politique. Son projet, pris dans l'ensemble, partait du même point de vue que ses anciens discours contre l'athéisme d'Hébert. Il commençait par déclarer que la France avait devancé le reste du monde de deux mille ans, que le peuple français n'offrait plus qu'une ressemblance lointaine avec les autres races, tant ses désirs et ses idées morales étaient opposés à ceux des peuples contemporains. Il n'était plus difficile, selon lui, de consolider la république; il ne fallait pour cela, que continuer à faire exactement le contraire de ce qui s'était fait autrefois; c'est-à-dire qu'il fallait donner partout la vertu pour base à l'État, développer chez les hommes un penchant décidé vers les choses morales, et donner, par la religion, une consécration surnaturelle aux préceptes moraux. « Il ne s'agit plus, s'écria-t-il, de discussions scientifiques entre des philosophes; qu'on laisse à ceux-ci toute leur liberté. Il ne s'agit pas du rétablissement de prêtres ambitieux, qui sont à la morale ce que les charlatans sont à la médecine;

mais l'idée de la Divinité et de l'immortalité de l'âme est un rappel continuel à la justice, elle est donc sociale et républicaine. » En conséquence, la Convention décréta la reconnaissance d'un Être suprême par le peuple français et l'établissement de trente-six fêtes annuelles consacrées au nouveau culte. La première de ces fêtes en l'honneur de l'Être suprême fut fixée au 8 juin.

Dans la soirée, les Jacobins ratifièrent ces décisions par des acclamations enthousiastes; quelques jours plus tard, la municipalité résolut d'exprimer en masse sa reconnaissance à la Convention, et le Comité de Salut public ordonna de placer sur le frontispice de tous les temples cette inscription : « A l'Être suprême. »

La soumission et l'accord semblaient complets. En effet, pour ce qui regardait la forme, Robespierre avait atteint son but. Nul ne se rendait encore bien compte de ce que serait le nouveau culte, mais ce qu'on proposait semblait aux paysans français, comme aux puissances européennes, un progrès immense après les scandales du culte de la Raison, institué par Hébert. Cependant, la majorité de la Convention se sentait frappée au cœur. Les représentants dont le mot d'ordre avait été jusque-là le pillage des temples, les amis de Danton, qui ne connaissaient d'autre religion que les plaisirs des sens, les compagnons d'Hébert et de Brissot, qui, depuis leur jeunesse, avaient fait reposer la civilisation et l'art de gouverner sur le mépris de l'Église, étaient profondément irrités. Ils n'osaient toutefois faire aucune opposition; ils écoutaient les dissertations religieuses de Robespierre dans un silence plein de rage, qu'ils ne manifestaient que par des applaudissements frénétiques à chaque attaque lancée par l'orateur contre le fanatisme et les prêtres. Robespierre, qui avait toute la susceptibilité d'un parvenu au pouvoir, s'en aperçut et ne dissimula pas son mécontentement, dont quelques dantonistes sentirent qu'ils seraient les premières victimes. Bourdon de l'Oise, qu'une accusation criminelle avait déjà menacé en février, Fréron, le meilleur ami de l'infortuné Desmoulins, Tallien, auquel les agents de Robespierre reprochaient sans cesse la conduite qu'il avait tenue à Bordeaux, ses premières exactions et la douceur qui les avait suivies, réunirent en secret quelques amis, pour aviser avec eux aux moyens de soustraire la Convention à la

tyrannie du Comité; ils essayèrent de provoquer quelques mouvements d'opposition à l'occasion d'une loi sur l'impôt; mais ils furent si brutalement rappelés à l'ordre par Robespierre, que Tallien et Bourdon s'empressèrent de retirer humblement et solennellement leur motion téméraire.

Le 23 mai, un certain Ladmiral, ancien employé à la loterie, après avoir vainement guetté Robespierre, tenta d'assassiner Collot d'Herbois dans sa propre demeure. Le coup manqua et le meurtrier fut arrêté; mais, jusqu'à sa dernière heure, il se glorifia de son projet. Le 24, une jeune fille, nommée Cécile Renault, fut trouvée dans la maison de Robespierre, armée d'un grand couteau; mais elle nia tout projet de meurtre, et prétendit avoir voulu seulement voir de près comment était fait un tyran (1). Barrère prit occasion de ces deux tentatives pour s'élever de nouveau contre Pitt, qu'il désignait comme leur instigateur, et, sur la motion de Robespierre, la Convention décida qu'à l'avenir il ne serait plus fait de prisonniers de guerre anglais ou hanovriens. La Convention, les Jacobins, la municipalité, les sections rivalisèrent de protestations d'indignation, de dévouement, et d'enthousiasme; cependant les chefs du gouvernement ne se sentaient nullement rassurés. La faim et la misère régnaient à Paris et dans les provinces; des émeutes et des grèves commençaient à se produire; on craignait de ne pouvoir nourrir et contenir le peuple jusqu'au temps de la moisson. Le zèle des employés de la police était donc sans cesse stimulé; l'administration des postes reçut l'ordre d'envoyer au Comité de Salut public toutes les lettres qui semblaient suspectes ou qui étaient adressées à l'étranger, et Robespierre, qui se défiait des sentiments hébertistes du Comité de Sûreté générale, chargé de diriger la police, forma un bureau secret de haute police, dans lequel on s'occupait avant tout de surveiller les députés hostiles. On décida de même la formation, à côté de la garde nationale parisienne, d'une seconde force armée, entièrement dévouée au gouvernement, à laquelle devait être confié le soin de protéger la capitale, et dans laquelle on recruterait peu à peu le corps d'officiers de l'armée. En conséquence, l'établissement près de Sablons d'un camp permanent,

(1) Inutile de dire que Ladmiral et Cécile Renault furent guillotinés après une détention de plusieurs semaines.

sous le titre d'École de Mars, fut décrété le 1er juin; trois mille jeunes gens de seize à dix-sept ans devaient y recevoir une éducation révolutionnaire propre à en faire de vrais républicains; ce camp devait être commandé par le général Labrétèche, admirateur passionné de Robespierre.

Au milieu de tous ces soins, on approchait du jour de la fête de l'Être suprême, que Robespierre considérait comme la consécration publique de son système de gouvernement. Il s'était fait décerner pour cette semaine la présidence de la Convention, afin d'occuper la première place dans la solennité qui se préparait. Dans l'espoir de produire un grand effet sur le peuple, il se montrait depuis quelque temps plus rarement que jamais, et redoublait de laconisme et et d'arrogance. Le 8 juin, un brillant soleil éclairait Paris; sur l'ordre de la Convention, toutes les maisons étaient ornées de fleurs et de feuillage, mais elles étaient vides, abandonnées, disait le programme, à la garde des vertus républicaines. Tous les habitants, hommes et femmes, jeunes gens et jeunes filles, enfants et nourrissons, étaient convoqués au jardin des Tuileries pour y entendre un discours de Robespierre et voir tomber en poussière une statue de l'athéisme. On devait ensuite se rendre au Champ de Mars, où un second discours du président, un hymne populaire, religieux et patriotique, et une salve de coups de canon devaient terminer la fête.

Tout se passa dans l'ordre indiqué, si ce n'est que Robespierre se fit attendre pendant plusieurs heures, ce qui occasionna un retard considérable. On le chercha en tous lieux, et on le trouva enfin chez un de ses amis, debout à la fenêtre, contemplant dans une extase enthousiaste les flots de peuple qui s'offraient à ses regards. Les mécontents de la Convention s'irritèrent de ce retard. Bourdon de l'Oise et Merlin de Thionville se laissèrent même entraîner par la colère à se railler de lui à haute voix pendant son discours, et à accabler, aux yeux du peuple, le nouveau grand-prêtre de leurs sarcasmes. Robespierre ne perdait aucun de leurs gestes, il entendait même quelques-unes de leurs paroles. « Voyez, disaient-ils, comme il resplendit, comme il cherche l'admiration; il se sent déjà le maître de cette foule, il ne tardera pas à s'en croire le Dieu. » Robespierre fut très-sensible à ces railleries, malgré les bruyantes acclamations qui accueil-

lirent ses paroles. « Les Pygmées veulent-ils renouveler l'histoire des Titans et prendre le ciel d'assaut? » écrivait-il peu de temps après. Ces lignes montrent toute son irritation ; blessé au cœur, il résolut de proposer immédiatement une mesure qu'il méditait depuis longtemps, et qui devait le rendre le maître exclusif de la vie de ses audacieux adversaires.

Depuis les lois de septembre, l'activité du tribunal révolutionnaire ne s'était pas ralentie un seul instant. Ce tribunal avait successivement fait disparaître toutes les oppositions, et aplani les voies au gouvernement, par la mort des girondins, des hébertistes et des dantonistes. Il avait inculqué les principes communistes au peuple en envoyant à l'échafaud, ici une dame noble qui avait nourri ses chevaux avec de l'orge, là des paysans qui avaient gaspillé du pain et du blé. Il avait rempli les caisses du trésor, car les exécutions, depuis un an, avaient tellement diminué le nombre des créanciers de l'État et tellement augmenté la masse des biens confisqués, que cette phrase : « Battre monnaie avec la guillotine » était devenue proverbiale dans les deux Comités du gouvernement. Le tribunal était donc le rouage le plus important de la machine révolutionnaire. Robespierre s'en était toujours occupé avec une attention particulière, et avait fait en sorte que ses partisans y fussent en majorité. Depuis le mois de septembre, il avait habitué l'accusateur public, Fouquier-Tinville, qui jusque-là n'avait reçu ses instructions que du Comité de Sûreté générale, à venir les prendre tous les jours au bureau du Comité de Salut public (1). Bientôt même, alléguant les nombreuses affaires qui surchargeaient ses collègues, il s'était réservé presque exclusivement ce travail; enfin, depuis l'institution du bureau de la haute police, Fouquier avait été complétement et officiellement soumis à ses ordres (2).

(1) Déposition de Fouquier dans son procès.

(2) Décision du Comité de Salut public du 25 floréal, écrite de la main même de Robespierre (Archives impériales) : « Fouquier présentera chaque décade la liste des procès à instruire. » Après le 9 thermidor, Fouquier prétendit qu'il avait toujours été en rapport avec le Comité de Salut public et jamais avec Robespierre isolément, et qu'il ignorait l'existence du bureau de la police. Mais Billaud présenta, le 9 germinal an III, une lettre de Fouquier adressée : « *Aux représentants du peuple, membres du C. de S. P., chargés de la police générale.* » En présence de ces dates, il est tout à fait indifférent que Fouquier n'ait ressenti aucune affection pour Robespierre, comme L. Blanc le répète à plusieurs reprises, X, 20, 484. Il ne s'appuie ne

Ce n'était pas encore assez pour Robespierre. Le tribunal prononçait, en moyenne, vingt condamnations par semaine; Robespierre, trouvant que ce nombre ne suffisait pas pour produire chez le peuple l'intimidation dont il avait besoin, insistait sans cesse pour que les procédures marchassent plus rapidement et pour que les condamnations fussent plus considérables (1). Au mois de février, comme il formulait de nouveau ces plaintes dans un repas, un juré lui répondit que les formes judiciaires ne permettaient pas d'aller plus vite. « Ah! les formes! s'écria-t-il, vous aurez bientôt une loi qui vous en délivrera. » Au mois de mai, Fouquier apprit de Dumas, alors vice-président du tribunal, que cette loi était rédigée, qu'elle abrégeait les procédures et diminuait le nombre des jurés. Fouquier, dans sa rudesse, n'eut rien à objecter contre l'inhumanité de ces mesures; mais la réduction du nombre des jurés lui parut impolitique, en ce qu'elle pouvait faire croire que le gouvernement était embarrassé pour trouver les instruments aveugles dont il avait besoin. Il était bien connu, en effet, que plusieurs des jurés, révoltés par les horreurs qui se commettaient chaque jour, n'étaient retenus sur leur siége que par des menaces de mort. Fouquier adressa ses observations au Comité, à Billaud, à Collot, à Carnot, qui tous le renvoyèrent à Robespierre; et Robespierre, peu disposé à souffrir qu'un homme qu'il ne regardait que comme un instrument eût une volonté, lui ferma la bouche en l'appelant aristocrate.

Le Comité était donc ici d'accord avec Robespierre (2). Tous les membres désiraient autant que lui disposer sans restriction de la vie de tous les citoyens français. Ils abandonnèrent même à leur redouté collègue le choix des personnes qui, à l'avenir, feraient couler, en qualité de juges et de jurés, le sang des malveillants, et confirmèrent une décision par laquelle il rejeta vingt et un candidats désignés par le Comité de Sûreté générale.

cela que sur les déclarations faites par Fouquier lui-même après le 9 thermidor, alors que tout le monde reniait Robespierre. L'essentiel est que, avant le 9 thermidor, Fouquier, qu'il aimât ou qu'il détestât Robespierre, qu'il le visitât personnellement ou non, lui obéissait exclusivement et lui envoyait régulièrement les listes des procès.

(1) Déposition de Fouquier-Tinville à la barre de la Convention, 9 août 1794.

(2) Nous savons que Saint-Just seul ne l'était pas. Hamel, *Saint-Just*, 520.

L'attitude hostile prise par Tallien, Bourdon et Merlin inspira à Robespierre l'idée de profiter de cette occasion pour obtenir que la Convention renonçât à une de ses plus importantes prérogatives, celle par laquelle aucun représentant ne pouvait être cité devant le tribunal sans le consentement de toute l'assemblée. S'il réussissait, un signe fait à Fouquier devait lui suffire à l'avenir pour étouffer toute tentative d'opposition dans le sang des contradicteurs, et, une fois maître du tout-puissant tribunal, il n'aurait plus de rival à redouter, même au Comité de Salut public. Il fit rédiger dans le plus grand secret un projet de loi à cet effet par son ami Couthon, qui, deux jours après la fête de l'Être suprême, le 10 juin (le 22 prairial d'après le calendrier républicain), présenta son travail à l'approbation de la Convention. Couthon se plaignait de ce que l'ancien despotisme avait complétement confondu les notions du juste et de l'injuste; de ce qu'il avait accordé les mêmes formes protectrices aux criminels d'État qui menacent le bonheur de tous, et aux simples violateurs du droit privé. Afin de réformer à jamais cet abus, il proposait de reconstituer le tribunal révolutionnaire, d'en donner la présidence à Dumas, et de nommer juges et jurés soixante-cinq patriotes éprouvés. Le tribunal devait se diviser en quatre sections qui agiraient simultanément et puniraient de mort tous les ennemis du peuple. Les ennemis du peuple, disait encore Couthon, étaient les partisans de la royauté, les détracteurs du gouvernement actuel et des patriotes, les traîtres à la patrie, les fournisseurs improbes, les séducteurs du peuple, les corrupteurs des mœurs. La défense, l'interrogatoire secret, l'audition des témoins étaient supprimés; la conviction des jurés suffisait. La Convention, les deux Comités du gouvernement, les représentants en mission et l'accusateur public avaient seuls le droit de citer quelqu'un devant le tribunal.

Malgré toute sa soumission, la Convention vit ici les craintes pour l'avenir l'emporter sur les terreurs du moment. Quelques voix demandèrent l'ajournement. Un membre s'écria que, si cet ajournement était rejeté, il se ferait sauter la cervelle. Mais Robespierre s'étant élevé avec violence contre tout délai, l'opposition se tut aussitôt, et la loi fut votée à l'unanimité. Pendant la nuit, toutefois les députés opposants sentirent se réveiller leurs

craintes ; ils se rendirent mieux compte de la situation, et comprirent que le moment était décisif pour eux. Le lendemain, Bourdon demanda à la Convention de déclarer qu'à elle seule était toujours attribué le droit de citer ses membres devant le tribunal. Couthon et Robespierre étant précisément absents, la motion de Bourdon fut adoptée sans discussion. Robespierre déchargea sa colère le soir même, aux Jacobins, en attaquant avec la plus grande violence Fouché, l'ami d'Hébert, qu'il accusa d'être un athée endurci, puis ensuite au Comité de Salut public, où une discussion des plus vives s'éleva au sujet de la loi. Le vieil antagonisme qui avait existé jadis entre Collot d'Herbois et Robespierre se fit jour de nouveau ; Collot était tout disposé à abandonner à son rival et au tribunal des milliers de ses concitoyens, mais il ne voulait lui sacrifier aucune des factions qui divisaient la Convention, et, moins que toute autre, celle de ses anciens amis les hébertistes. Il fut soutenu énergiquement par Carnot, lequel était depuis des semaines en lutte ouverte avec Saint-Just au sujet de la guerre de Belgique, et avec Robespierre au sujet de la Vendée. La querelle s'anima tellement et devint si bruyante, que les gens qui passaient dans la rue s'arrêtèrent pour écouter. Enfin Robespierre dut se résoudre à renoncer à la mort immédiate des députés qui lui étaient hostiles, et le Comité, de son côté, maintint dans leur ensemble les principes de la loi. Couthon demanda donc le 12 juin, au nom du Comité, le retrait formel du décret obtenu la veille par Bourdon, le dépeignant comme offensant pour le Comité, qu'il semblait accuser d'avoir voulu porter atteinte à un des priviléges les plus précieux de la Convention. Bourdon et Tallien rappellent alors le texte de la loi, qui ne laissait aucun doute possible à cet égard ; mais Robespierre, perdant toute mesure, accuse Bourdon d'être un menteur méprisable et un intrigant hypocrite ; Billaud, de son côté, fait ressortir ce qu'il appelle l'incroyable impudence de Tallien, et la Convention tremblante se soumet encore une fois et abroge son dernier décret. Quoi qu'ait pu dire Couthon sur les intentions du Comité, la vie de tous les représentants, d'après la lettre de la loi, se trouvait maintenant entre les mains du Comité de Salut public et de Fouquier-Tinville. Bourdon, Tallien, Fouché n'avaient d'espoir que dans la prolongation des divisions pro-

fondes qui existaient entre une partie du Comité et Robespierre; mais l'exemple d'Hébert et de Danton avait récemment montré combien un tel espoir était incertain. Robespierre avait quitté la séance le cœur plein de rage, plus ferme que jamais dans ses desseins, et ne songeant plus qu'à briser la résistance du Comité comme il avait brisé celle de la Convention.

En effet, il était peu probable que la bonne harmonie pût jamais se rétablir entre lui et ses collègues du Comité. Un rapprochement aurait encore été facile si Robespierre n'avait eu en vue que la prolongation et même l'accroissement de son pouvoir. Il avait plus que tout autre contribué à établir la dictature du Comité, à assurer l'asservissement du peuple français, à allumer la guerre contre l'Europe entière; s'il avait voulu s'en tenir là, ses collègues l'auraient volontiers laissé exercer une influence prépondérante. Mais nous savons que certains côtés du régime révolutionnaire le révoltaient, bien qu'il les eût fortement soutenus autrefois. Il voulait le despotisme populaire, mais non des émeutes bruyantes, tumultueuses et vulgaires telles qu'il s'en produisait sans cesse. Il exigeait, au contraire, une soumission muette, absolue, générale. A l'intérieur, l'anarchie qu'il avait déchaînée jadis lui était devenue odieuse, maintenant qu'il était arrivé au pouvoir. A l'extérieur, la guerre qu'il avait allumée l'été précédent contre l'Europe entière ne lui causait plus que de dévorants soucis; d'un côté, il craignait que la gloire d'un général victorieux ne vînt un jour éclipser la sienne; de l'autre, l'exercice du pouvoir lui avait appris que ses projets de guerre universelle et irréfléchie étaient insensés. Toutefois, il n'admettait pas plus qu'aucun de ses amis que la France pût vivre en paix avec la vieille Europe. « Il faut, écrivait alors Saint-Just, que la France, même en temps de paix, ait sur pied une armée de huit cent mille hommes, afin d'être redoutable aux autres États; il faut qu'elle ait une monnaie qui ne puisse jamais avoir cours à l'étranger. » Ces hommes repoussaient donc toute relation avec les nations voisines, et, même après la conclusion de la paix, ils voulaient les menacer au moyen d'une force militaire supérieure à celle de toute l'Europe réunie; mais cela ne les empêchait pas de vouloir régulariser la politique extérieure, diviser leurs adversaires, tourner les uns contre les autres les monarques de

la vieille Europe. Nous voyons qu'il arrivait à Robespierre exactement ce qui était arrivé à Danton l'année précédente. Une fois à la tête du gouvernement, il rejetait avec mépris les idées démagogiques qui l'avaient animé jusque-là. De même que Danton avait cherché à conclure la paix avec l'Angleterre et avec la Prusse afin de s'assurer des appuis contre l'Autriche, Robespierre, dans sa haine contre l'Angleterre, désirait maintenant traiter avec l'empereur François. Mais il éprouva un sort semblable à celui qu'il avait préparé à Danton un an auparavant : il fut accusé par la majorité du Comité, sinon de trahison, au moins de tiédeur. A l'exception de Couthon et de Saint-Just, tous les membres persistaient dans leur vieille haine contre l'Autriche et dans leur désir de bouleverser l'Europe, désir que Robespierre lui-même leur avait inspiré. Il était donc impossible qu'ils s'entendissent sur ces questions, et plus encore sur celles qui concernaient la politique intérieure. Les dehors de vertu, d'honorabilité, de piété, dont l'absence devait, d'après les idées de Saint-Just et de Robespierre, constituer à l'avenir un crime digne de mort, étaient pour le Comité des sujets de raillerie et d'indignation. Dès que Robespierre les avait quittés, Barrère, Collot et leurs amis tournaient en ridicule l'arrogance sacerdotale avec laquelle il voulait soumettre la révolution victorieuse à une papauté nouvelle. Ces sentiments dominaient surtout, et avec plus de violence encore, au Comité de Sûreté générale, où Robespierre ne comptait que deux partisans, le peintre David et Lebas, l'ami de Saint-Just. Vadier, membre de ce Comité, porta le 15 juin un coup caché, mais très-sensible, au zèle religieux de Robespierre, en dénonçant à la Convention une vieille femme, nommée Catherine Théot, qui se disait mère de Dieu, tenait avec quelques adeptes des conventicules dans une mansarde, et, malheureusement pour Robespierre, le désignait comme le restaurateur de la religion en France. Pendant le rapport de Vadier, qui tantôt accablait de railleries la folie des nouveaux sectaires, tantôt s'élevait contre le crime d'un tel fanatisme, le rire éclata dans la Convention, et Robespierre comprit avec une rage frémissante que c'était à lui qu'il s'adressait.

En un mot, un singulier contraste se manifestait partout : d'un côté était le désir de s'abandonner de plus en plus au tor-

rent révolutionnaire, de l'autre des efforts pour en arrêter le cours et pour consolider d'une manière durable l'autorité nouvellement conquise. C'était la crise que tout triomphe révolutionnaire réserve aux défenseurs de la révolution, soit pour les élever, soit pour les anéantir. C'était le moment où les armes de la rébellion se tournent vers ceux qui les ont portées jusque-là, et où ceux-ci doivent soutenir l'inconséquence de leur conduite par la force et l'autorité de leur valeur personnelle, ou être perdus à jamais.

L'abîme qui séparait les deux partis du Comité ne se combla donc pas, quoique Lindet et Prieur prêchassent sans cesse l'unité, que Barrère se montrât soumis aux volontés de Robespierre, et que Collot d'Herbois et Billaud-Varennes eux-mêmes, craignant une lutte ouverte, cédassent avec empressement à leur redouté collègue dans toutes les questions secondaires. A défaut des députés malveillants, Robespierre s'occupait à procurer du travail au tribunal révolutionnaire, grâce aux suspects prisonniers. Son ami, le maire Fleuriot, avait découvert au fond d'une prison un condamné aux fers qui se montrait prêt à formuler de fausses accusations de révolte et de conspiration contre ses compagnons de captivité; le Comité s'empressa de confier la poursuite de ces affaires à des amis de Robespierre, Lanne, Dumas, Hermann, de sorte que l'échafaud fit bientôt tomber cinquante, soixante et quatre-vingts têtes par jour (1). Le redoutable tribunal déploya alors une activité que la plume est impuissante à décrire. Depuis le jour de son établissement jusqu'au 22 prairial, il avait rendu un peu plus de douze cents sentences de mort; depuis le 22 prairial jusqu'à la chute de Robespierre, c'est-à-dire en six semaines, il en rendit plus de quatorze cents. Chaque acte d'accusation comprenait vingt ou trente noms pris au hasard, des nobles de Paris,

(1) Les modernes admirateurs de Robespierre se sont constamment efforcés de l'absoudre de ce reproche; ils cherchent à le faire retomber sur la majorité du Comité, dont l'anéantissement, selon eux, avait été le but unique de Robespierre lorsqu'il avait proposé la loi du 22 prairial. Qu'il nous suffise de donner ici un exemple de leur argumentation. Lorsque Ladmiral et Cécile Renault furent traduits devant le tribunal, on leur adjoignit cinquante-deux autres accusés, sous le prétexte d'une *conspiration de l'étranger*. Parmi ceux-ci se trouvait une dame de Saint-Amaranthe avec son fils, sa fille et son gendre; cette famille était d'une réputation plus qu'équivoque. Après la chute de Robespierre, ses adversaires l'accusèrent de s'être enivré à la table de cette dame et de lui avoir dévoilé des secrets d'Etat, tandis que Saint-Just lui avait fait vainement une déclaration d'amour, et ils prétendirent que tels étaient

des manœuvres de Marseille, des matelots de Brest, des paysans d'Alsace, qu'on accusait d'avoir conspiré ensemble contre la république. Enquête, instruction, examen des preuves, tout était supprimé; c'était à peine si les noms des accusés étaient lus aux jurés; il arriva plus d'une fois que le fils fut confondu avec le père, et qu'un homme qui n'était pas même sur les listes fut envoyé à la guillotine à la place du véritable accusé. Les juges contraignaient les jurés, par de bruyantes menaces, à prononcer les sentences de mort, auxquelles des membres des deux Comités, presque toujours présents, applaudissaient avec de grossières plaisanteries. Billaud était alors bien rarement d'accord avec Robespierre; mais quand la liste des prisonniers qui devaient être exécutés le lendemain lui était présentée au Comité par les amis de Robespierre, il la signait toujours « avec plaisir » (1). Quelques semaines se passèrent ainsi dans une paix apparente. Robespierre n'assistait plus que rarement aux séances du Comité, mais il s'en faisait apporter les procès-verbaux, qu'il examinait avec soin avant de les signer (2). En revanche, on le trouvait assidu, comme au temps de ses luttes avec Hébert, à la tribune des Jacobins, qu'il avait presque entièrement abandonnée à Collot depuis la fin de mars, mais dont maintenant, en prévision de nouveaux combats, il désirait redevenir le maître exclusif. Toutefois pas plus que Collot il n'était encore décidé à faire la dernière attaque, et il ne se rendait pas bien compte de l'époque où elle aurait lieu ni de sa portée.

Le 27 juin, Saint-Just apporta à Paris la nouvelle de la victoire de Fleurus. Il devenait plus important que jamais de prendre une décision au sujet de la politique extérieure, et Saint-Just, qui avait poussé jadis son ami à agir contre Danton, lui inspira

les crimes qui avaient conduit cette malheureuse famille à l'échafaud. Au lieu de se borner à réfuter ces accusations, L. Blanc prétend que les ennemis de Robespierre ont mêlé les Saint-Amaranthe et les quarante-huit autres victimes au procès de Cécile Renault pour rejeter tout l'odieux de cette boucherie sur Robespierre, tandis qu'en réalité, ni Robespierre, ni Saint-Just ne se sont, selon lui, occupés le moins du monde de cette procédure. Cependant, tout ce qu'on sait d'authentique sur la famille de Saint-Amaranthe se borne à une dénonciation de police trouvée dans les papiers de Saint-Just, et à une accusation formulée par Saint-Just contre Danton, qu'il désigne comme l'infâme complice de cette famille. Nulle part on ne trouve de trace d'autre persécution que celle exercée par Saint-Just.

(1) Déposition de Trinchard dans le procès de Fouquier. Buchez, XXXIX, 336.

(2) Les originaux se trouvent aux Archives impériales.

de nouveau la force de prendre une résolution énergique. Robespierre renouvela donc au Comité la motion de citer devant le tribunal révolutionnaire les membres récalcitrants de la Convention; mais il subit un nouvel échec, et les mots d'absolutisme et de dictature lui furent jetés au visage. Le 1er juillet enfin, il fit officiellement part de ces dissidences aux Jacobins. Il se plaignit de ce que le parti de Danton, le parti des faibles, se réveillait, et de ce qu'on le soupçonnait non-seulement à Londres, mais encore à Paris, de vouloir s'emparer du pouvoir. « Vous frémiriez, dit-il, si je vous racontais en quel lieu et parmi quels hommes, des hommes revêtus d'un caractère sacré..... Si l'on me force à sortir du Comité de Salut public, s'écria-t-il en terminant, je n'en continuerai pas moins, comme représentant du peuple, à faire jusqu'à ma dernière heure une guerre à mort à tous les tyrans! » Deux jours après ces menaces publiques, de nouvelles explications eurent lieu au Comité. Hermann avait recueilli de si amples matériaux dans les prisons, qu'il présenta une liste de cent soixante personnes, lesquelles avaient, selon lui, tramé depuis leur captivité une conspiration ayant pour but de renverser le gouvernement; en conséquence, il proposa de les envoyer toutes à la fois devant le tribunal, c'est-à-dire à l'échafaud. Dans la situation où se trouvaient alors les esprits, c'en était trop, même pour Collot : « Que ferez-vous, s'écria-t-il, quand vous aurez déconsidéré jusqu'à la peine de mort? » Et l'on décida de faire au moins de cette masse d'accusés l'œuvre de trois jours successifs. Robespierre fut encore plus profondément blessé lorsque, le 4 juillet, Barrère, si docile jusque-là, fit à la Convention une sortie non déguisée contre la politique extérieure de son maître. Les Autrichiens commençaient alors à évacuer la Belgique. Robespierre avait obtenu qu'au lieu d'ordonner de poursuivre l'ennemi, le Comité se contentât de la reprise des quatre places françaises; mais Barrère fit rendre un décret qui menaçait les garnisons d'une mort immédiate à la première tentative de résistance, et repoussa avec emphase, dans son discours, toute possibilité de paix avec l'Autriche. « Nous vous avons devinés, amis de la paix, s'écria-t-il; nous connaissons votre désir d'affaiblir l'armée et de diminuer son courage; mais prenez garde! la liberté a les yeux sur vous,

elle nous a dévoilé les terribles conséquences qu'aurait une faiblesse prématurée. » Robespierre lui répondit quelques jours plus tard, mais toujours aux Jacobins. « Un peuple, dit-il, ne retire aucun éclat de la chute des rois étrangers; nous avons une mission plus élevée, celle de lutter contre les partis et d'établir le règne de la vertu et de la justice. A quoi bon tant de pompeux lieux communs contre Pitt? A quoi bon tous ces récits de victoires bruyants et creux? Les mêmes hommes qui se complaisent dans ces discours sapent en secret les bases du gouvernement, s'opposent aux motions utiles, calomnient les meilleurs patriotes, et soupçonnent le plus ferme rempart de notre liberté, le tribunal révolutionnaire. »

La lutte s'aigrissait ainsi de jour en jour, et se traduisait par des menaces de mort. Robespierre se décida alors à faire en secret les premiers préparatifs de son coup d'État. Ses amis de l'hôtel de ville et des sections parisiennes commençaient à travailler les citoyens; çà et là quelques voix s'élevaient du milieu du peuple, disant qu'il fallait faire un nouveau 31 mai contre la majorité de la Convention (1), et une tentative fut faite pour provoquer des agitations et des soulèvements au moyen de banquets populaires donnés dans les rues (2); mais on reconnut bientôt que la grande masse des habitants ne tenait pas plus à Robespierre qu'à Collot, et l'on s'empressa de faire interdire ces agapes fraternelles par un ordre de la municipalité. Les amis de Robespierre redoublèrent alors de zèle aux Jacobins, mais sans beaucoup plus de succès. Le club, tout en étant soumis, tout en expulsant Tallien, Bourdon, Fouché, ne montrait plus son ancienne ardeur. « Le club est tiède, s'écriait Robespierre le jeune, il ne fait plus rien pour les patriotes persécutés; tout ce que je désire maintenant est une tombe auprès de celle de mon frère. »

On cherchait aussi à gagner les provinces. Bien que Robespierre eût perdu une partie de son ancienne influence par suite de la rareté de sa présence au Comité de Salut public, il diri-

(1) Couthon mit ensuite les Jacobins en garde contre ces bruits compromettants.

(2) Récit de Barrère. Garnier, juré au tribunal révolutionnaire, annonce à Robespierre, le 27 messidor, qu'il a établi ces banquets, mais qu'il a bientôt cru devoir les suspendre, attendu que les aristocrates s'en étaient emparés à leur profit.

geait cependant encore toute l'administration, grâce à la soumission des commissaires ministériels. Hermann, le commissaire de l'intérieur, appela alors à Paris, de toutes les parties de la France, les employés les plus dévoués et les clubistes les plus influents, pour conférer avec eux au sujet du bouleversement qui se préparait; mais le Comité, dont la majorité surveillait ces démarches avec une inquiétude toujours croissante, fit prononcer par la Convention, le 21 juillet, l'expulsion de Paris de tous les hommes étrangers, et, à cette occasion, Barrère s'éleva amèrement contre les discours provocateurs que Robespierre prononçait au club. Dans le même temps, le Comité de Sûreté générale s'étant plaint de ce que le bureau de police institué et dirigé par Robespierre empiétait sur ses attributions, la majorité du Comité de Salut public résolut de dissoudre ce bureau.

Le 22 juillet, les deux Comités se réunirent en séance générale, pour délibérer sur l'ensemble de la situation. Robespierre n'y vint pas, mais Saint-Just était présent, et Billaud le sonda pour découvrir s'il ne serait pas possible de le gagner à la majorité. Il s'agissait d'adresser à la Convention un rapport sur les nouvelles tendances de l'opinion publique, manifeste que le Comité avait l'habitude d'envoyer régulièrement à la veille des grandes catastrophes. Billaud dénonça l'ambition de Robespierre, dépeignit les dangers de la situation, prétendit que l'on se trouvait sur un volcan, et proposa enfin à Saint-Just de se charger du rapport. Saint-Just, quoique bien décidé à ne pas abandonner Robespierre, ne crut pas devoir enlever tout espoir à ses adversaires. Il accepta, à la condition que le rapport serait respectueux envers la Convention et ses membres, promettant de faire connaître les causes du mal et de dévoiler tous les plans de bouleversement. On ne pouvait douter que la crise ne fût imminente; cependant, malgré tout leur courroux, les adversaires de Robespierre montraient une grande crainte, et celui-ci résolut de faire une dernière tentative de rapprochement. Il proposa donc qu'une seconde séance des deux Comités eût lieu le lendemain.

Avant d'entreprendre le récit des derniers événements qui décidèrent la chute de Robespierre et mirent fin au système de la terreur, voyons dans quelle situation se trouvait alors la

France, et tâchons de bien nous représenter ce qu'était devenu le pays soumis à tant de violences.

A l'exception de la Vendée et de quelques parties de la Bretagne, toute la France avait reconnu et accepté le gouvernement révolutionnaire. Toute ombre de résistance avait disparu; l'espoir avait été arraché du cœur des citoyens, en même temps que les armes étaient enlevées à leurs mains, le pays entier était soumis à une obéissance passive et tremblante. Le Comité de Salut public régnait avec un pouvoir illimité, tel qu'aucun roi ne l'avait jamais possédé. Ses membres étaient collectivement responsables de chacun de ses actes, mais l'accumulation des affaires avait bientôt amené une division du travail : quelques membres s'attribuaient exclusivement certaines branches de l'administration, et les autres signaient sans aucun examen tout ce qui leur était présenté. C'est ainsi que Carnot dirigeait la guerre, Jean Bon Saint-André la marine, Barrère les affaires extérieures, Robespierre la police et les tribunaux. Cette organisation nuisait à toute régularité, d'autant plus que quelques membres étaient souvent absents; Couthon était retenu chez lui par la maladie, Saint-André était sur la flotte, Prieur en Vendée, Saint-Just à l'armée du Nord. En outre, l'arbitraire absolu qui servait de base à ce système se faisait sentir même entre les membres du gouvernement. Un jour, c'était Robespierre qui faisait arrêter les secrétaires de Carnot; un autre jour, c'était Saint-Just qui intervenait dans de grandes mesures relatives à la guerre, etc. Il n'existait plus de règle fixe sur rien; c'étaient tantôt des considérations politiques, tantôt le simple hasard qui décidaient quelles affaires seraient soumises aux délibérations générales du Comité (1). Il est facile de comprendre combien une telle organisation était funeste aux intérêts publics. Les influences auxquelles obéissait le Comité n'étaient pas mieux définies. Le nouveau programme du gouvernement, le reniement de l'athéisme et la loi du 22 prairial nous ont suffisamment prouvé que, depuis la chute d'Hébert, le crédit de Robespierre

(1) Les procès-verbaux des séances et cent arrêtés isolés (Archives impériales de Paris) nous le prouvent d'une manière incontestable. Les attributions respectives des deux Comités et celles du bureau de police et du Comité de Salut public dont celui-ci tformait une section ne sont pas mieux tranchées. Les arrestations et les élargissements étaient prononcés par ces divers pouvoirs, souvent d'une manière contradicoire. Hamel entre autres nous en donne des exemples. *Saint-Just*, 543.

prédominait en tout; il s'était maintenu malgré les divisions des dernières semaines, et les modernes admirateurs de Robespierre se trompent quand ils nous dépeignent celui-ci comme ayant perdu son pouvoir parce que, depuis le 22, il n'assistait plus à toutes les séances du Comité. Celles-ci, nous l'avons dit, ne constituaient plus qu'une très-petite part, toujours variable, de l'action gouvernementale; Robespierre, d'ailleurs, était tenu jour par jour au courant de ce qui s'y passait; il poursuivait avec un zèle infatigable ses travaux comme membres du Comité, et exerçait en outre la plus grande influence, grâce à la dépendance absolue sous laquelle il tenait les autorités municipales de Paris, le tribunal révolutionnaire et presque toutes les commissions ministérielles (1). (Le commissaire des armées seul, Pillé, suivait, d'après la nature de son emploi, l'impulsion de Carnot plutôt que celle de Robespierre.) Mais cette marche arbitraire et incertaine imprimée aux affaires ne suffisait plus, comme nous l'avons vu, à l'ambition toujours croissante de celui-ci. Après être parvenu à soumettre au gouvernement les autorités municipales et départementales, il voulait maintenant soumettre le gouvernement à sa volonté d'une manière précise et formelle.

La seconde autorité centrale de la république, la première même par la forme, la Convention, était impuissante à lutter contre le Comité; car, si celui-ci pouvait à chaque instant être dissous légalement par elle, il disposait en maître de la vie de chaque député. Les pouvoirs que la Convention devait conférer chaque mois au Comité pour qu'il existât légalement étaient devenus une vaine formalité. « Ah! j'allais oublier qu'il faut que le Comité soit confirmé de nouveau dans son existence! » s'écria Barrère le 12 juillet, à la fin d'un rapport, et la Convention manifesta son consentement par de longs applaudissements. Cependant, la plupart des membres étaient las de ce joug. Ceux qui autrefois avaient

(1) Les actes du Comité, aux Archives impériales, nous en fournissent de nombreux témoignages. Beaucoup des choses qu'ils contiennent ont été imprimées depuis longtemps, ce que les admirateurs actuels de Robespierre et de ses amis semblent ignorer, comme par exemple, les dépositions de Fouquier-Tinville à la Convention, du 9 août, sur la part prise par Robespierre aux poursuites dirigées contre la conspiration des prisons; au milieu de messidor, la déposition du rédacteur du *Moniteur* (*Moniteur*, 12 germinal an III); la décision du Comité, du 2 messidor, Buchez, xxxv, 43; la décision du 2 thermidor; le rapport des Vingt-un, pièce nº 11, etc. V. aussi Wilson Croker, *Essays*, p. 168.

formé la droite, les modérés, les Girondins, éprouvaient une joie secrète en voyant leurs vainqueurs s'entre-déchirer. Quant à la Montagne, les partisans de Robespierre n'en formaient plus qu'une petite fraction; la haine qui jadis avait séparé les hébertistes et les dantonistes s'effaçait chaque jour davantage devant le danger commun dont tous se sentaient menacés par la colère du dictateur. Ils n'avaient que des données vagues, mais d'autant plus inquiétantes, sur ce qui se passait aux délibérations secrètes du Comité; on faisait circuler diverses listes des députés dont Robespierre demandait la tête; tantôt cinq ou six, tantôt dix-huit noms et plus étaient désignés. Bien peu cependant avaient le courage de désirer qu'une lutte s'engageât; la plupart cherchaient à se faire oublier en se tenant silencieux et dans l'ombre. Bientôt les séances de la Convention ne comptèrent plus que deux cents membres. De sept cent cinquante-trois qu'ils étaient dans l'origine, cinquante environ avaient été assassinés ou exécutés, vingt étaient proscrits, soixante-treize en prison, cent en mission dans les départements ou dans les armées, deux cent quatre-vingts enfin étaient plongés dans le travail ignoré des commissions chargées des différentes branches de la législation. Ces commissions auraient dû avoir à déployer une immense activité par suite du renversement de toutes les anciennes institutions, mais, sur ce point encore, le despotisme paralysait tout. Cette période de la révolution n'a produit ni une loi ni une organisation durable. La seule de toutes les commissions à laquelle les circonstances imprimassent quelque activité était la commission des finances; Ramel y faisait preuve de temps à autre de certaines connaissances pratiques, et Cambon y manifestait son obstination violente et inflexible; aussi tous deux étaient-ils on ne peut plus mal notés par Robespierre; leurs noms se trouvaient sur toutes les listes de proscription.

Les commissions ministérielles n'étaient ni plus libres ni plus fermes que la Convention. Aucune règle ne déterminait quelles étaient les affaires qu'elles devaient abandonner aux employés subalternes, celles qu'elles devaient traiter elles-mêmes, celles enfin qu'elles devaient soumettre à la décision du Comité de Salut public. Les rapports envoyés des départements par les commissaires de la Convention, par les autorités locales et par les clubs

étaient adressés indistinctement tantôt au Comité, tantôt à un ministère, tantôt au club des Jacobins, selon que le décidaient les influences personnelles ou le hasard. D'un autre côté, les différents membres du Comité empiétaient d'une manière tout aussi irrégulière et tout aussi arbitraire, et toujours avec une violence arrogante, sur le travail des commissions. Celles-ci étaient donc, à tous égards, dans l'impossibilité d'embrasser l'ensemble des affaires. Partout le gouvernement trahissait son origine : à ce moment même, lorsque l'Europe tremblait devant ses armes, ce n'était autre chose qu'un club parvenu au pouvoir, une assemblée populaire régularisée à grand'peine. D'un côté, on voyait la volonté arbitraire et effrénée d'une démagogie victorieuse; de l'autre, des masses considérables, à la fois soumises et brutales. Jamais État n'a payé un aussi grand nombre de fonctionnaires que le gouvernement jacobin, lequel augmentait le chiffre de ses partisans en leur procurant des moyens d'existence. La seule commission du commerce et des approvisionnements comptait trois mille cinq cents employés, et ce nombre était proportionnellement le même partout (1). Dans les provinces, les conseils des villes et des départements, dont les membres étaient très-nombreux, existaient toujours; mais toute leur importance avait disparu devant celle des comités révolutionnaires qui avaient été formés dans toutes les communes par les commissaires de la Convention, sous la surveillance des clubs. Ces comités, chargés de l'inspection de la police, s'étaient emparés peu à peu de toute l'administration et avaient fini par correspondre directement avec les autorités centrales. Ils étaient au nombre de plus de cinquante deux mille, et réunissaient plus de cinq cent soixante mille membres, dont chacun, en vertu de la loi du 5 septembre 1793, aurait dû recevoir une solde de trois livres par jour. D'après cela, ils auraient coûté à l'État 591 millions par an, c'est-à-dire 10 millions de plus que l'Assemblée constituante ne consacrait au budget général de la France. En dépit de la loi, la commission des finances se refusa à payer cette solde; alors les comités révolutionnaires, faisant valoir leurs droits, la levèrent directement

(1) Dubois-Crancé, *C. N.*, 5 mai 1795. Johannot dit, le 14 avril 1795 : « Le mouvement révolutionnaire nous a amenés à payer plus de traitements que tous les autres États de l'Europe réunis ».

sur les citoyens sous forme de taxes révolutionnaires, bien que la loi du 4 décembre 1792 interdît aux magistrats de second ordre la faculté de lever des impôts extraordinaires. C'est ainsi qu'une illégalité en amenait une autre (1).

Avant la révolution, la France comptait environ quatre millions et demi d'hommes adultes et capables de travailler. Sur ce nombre, plus de cent mille étaient morts dans les guerres civiles, cent mille avaient fui à l'étranger, cent mille encore, environ, avaient été emprisonnés comme suspects. La guerre en avait pris plus d'un million pour les armées et les avait mis, par conséquent, à la solde de l'État, un autre million était employé à l'intérieur par l'administration, de sorte que l'industrie était privée de la moitié de ses bras. Il arrivait quelquefois que, dans des villages composés d'une douzaine de familles, tous les hommes se constituaient en comité révolutionnaire et s'espionnaient ensuite les uns les autres, afin de pouvoir toucher leur salaire. Il est évident que, parmi cette masse d'hommes, bien peu étaient propres à remplir un emploi administratif; la plupart ne voyaient dans leurs nouvelles fonctions que le lucre, et surtout le moyen d'écraser tout ennemi personnel, tout parent détesté, tout voisin gênant, tout créancier exigeant, tout concurrent redoutable. Comme ils appartenaient généralement à la classe des paysans et des ouvriers, et que leurs intérêts, leurs penchants, leurs inimitiés ne s'élevaient guère au-delà de cette classe, il arriva que la terreur, qui n'avait d'abord frappé que les nobles, le clergé et les riches, s'étendit bientôt sur tous les rangs de la société. Les paysans surtout furent cruellement atteints. C'était dans les villages que les changements civils et religieux des dernières années s'étaient fait le plus fortement sentir. Le clergé des villes avait été mis de côté sans lutte; mais chaque curé de campagne avait trouvé un certain nombre d'ardents défenseurs. Dans les villes, avant la révolution même, on avait vu quelquefois de petits spéculateurs s'enrichir et de grands princes de la finance tomber dans la misère; mais dans les villages, l'imagination la plus hardie n'aurait jamais osé admettre qu'un simple fermier pût devenir possesseur du château seigneurial, ou qu'un

(1) Voir sur tout cela le rapport de Cambon à la *C. N.*, 6 frim. III, ainsi que les débats. *C. N.*, 17 brum. II.

pauvre paysan pût s'emparer de la moindre partie des riches biens de l'Église. Les confiscations cependant avaient transféré un bon tiers du sol de la France à de nouveaux maîtres, et toutes les passions que peuvent inspirer la cupidité, l'envie, le bouleversement de toutes les anciennes habitudes avaient été violemment excitées dans le cœur des paysans. Les nouveaux propriétaires, salués d'abord avec joie par le parti victorieux, étaient bientôt devenus de toutes parts des objets d'envie et de suspicion. Le gouvernement trouvait que de trop grandes propriétés recommençaient à se former; les petits paysans établissaient entre leurs nouveaux et leurs anciens maîtres des comparaisons qui n'étaient pas à l'avantage des premiers; ceux-ci ne trouvaient autour d'eux que voisins soupçonneux ou adversaires politiques. Ce fut principalement contre cette classe d'enrichis que se dirigèrent les persécutions révolutionnaires de 1794. Les deux tiers des victimes immolées par le tribunal révolutionnaire après le 22 prairial furent des paysans (1).

La sécurité générale des habitants n'était pas mieux sauvegardée au mois de juillet 1794 qu'au mois de septembre de l'année précédente. Le nombre des arrestations allait toujours croissant. A Paris, les prisons contenaient en moyenne de cinq à sept mille prisonniers, et, presque toujours, l'arrestation était le prélude assuré de la condamnation à mort. Les deux commissions populaires instituées le 14 mai avaient, en huit semaines, examiné huit cents accusés, parmi lesquels, d'après leur rapport, elles avaient trouvé un patriote sur quatre-vingts, tant, disaient-elles, les comités révolutionnaires avaient procédé avec justice dans les arrestations. Quant aux départements, depuis que la liberté des discussions n'existait plus, on avait moins de nouvelles de ce qui s'y passait que pendant les bruyants orages de l'année précédente; mais le peu que l'on en savait prouvait que le despotisme des commissaires de la Convention était toujours le même. Les départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône comptaient environ cinq cent mille habitants; sur ce nombre, quinze mille étaient incarcérés au mois de mai. Lyon était toujours soumise aux lois de proscription du mois d'oc-

(1) C'est ce que prouvent les listes officielles. On en trouve un résumé dans les tableaux de Prudhomme, *Crimes de la Révolution*.

tobre; la destruction des maisons s'y poursuivait, et souvent le club des Jacobins retentissait à Paris de plaintes amères sur ce que la population de *Commune-Affranchie* était incorrigible. Dans le Jura, Bassal avait ordonné deux mille huit cents arrestations pendant l'hiver; ses successeurs, Lejeune et Prost, amis l'un d'Hébert, l'autre de Robespierre, se haïssaient mortellement et emprisonnaient par centaines, chacun à leur tour, les partisans de leur adversaire. Au départ de Saint-Just, Strasbourg comptait deux mille prisonniers, qu'il avait été plus d'une fois question de noyer tous le même jour dans le Rhin. La langue et le costume allemands étaient surtout considérés comme des preuves de sentiments suspects, et après le 22 prairial, le président du tribunal révolutionnaire de la ville, Monet, admirateur passionné de Saint-Just, porta promptement à quatre mille le nombre des arrestations. Le voyage de Saint-Just à l'armée du Nord avait produit les mêmes effets sur tout le passage du terrible commissaire. Saint-Just fit arrêter sans distinction tous les nobles de quatre départements, et bientôt tous les clubs répétèrent à l'envi d'après lui que c'étaient des fosses et non des prisons qu'il fallait songer à remplir de traîtres à la patrie. Dans ces circonstances, le Comité de Salut public usait largement du droit qui lui était conféré de laisser subsister exceptionnellement et d'établir même des tribunaux révolutionnaires dans les provinces. Dès le mois de floréal, des autorisations avaient été données dans ce sens à Arras, à Orange, à Nîmes, à Bordeaux, à Noirmoutiers (1). Dans les deux premières de ces villes surtout, ces tribunaux ont laissé de redoutables souvenirs. A Arras, l'œuvre sanguinaire était dirigée par un ancien prêtre, nommé Lebon, alors commissaire de la Convention. Ce Lebon s'était montré d'abord inoffensif et léger, au point que le Comité l'avait appelé à Paris, au mois de février, pour lui reprocher sa douceur; mais bientôt après, Darthé, un de ses amis, écrivait à Lebas, l'ami de Saint-Just: « Lebon est revenu de Paris dans une sorte de fièvre; il a immédiatement formé un jury révolutionnaire, à l'instar de celui de la capitale, et y a nommé soixante bougres à poil; la guillotine ne chôme plus un seul instant; les têtes des aristocrates, mâles et femelles, tombent comme la grêle. » Lebon, qui ne

(1) Archives impériales, à Paris.

possédait aucune idée morale bien arrêtée, était, en effet, en proie à une excitation qui tenait de la fièvre; bientôt il surpassa Carrier en cruauté, en débauche, en brutalité. Les habitants d'Arras respirèrent lorsque la loi du 14 avril appela tous les accusés à Paris; ils regardaient comme un bonheur de passer des mains de Lebon à celles de Fouquier-Tinville. Mais leur bourreau reçut, sur ses instances, l'autorisation (1) non-seulement de continuer son œuvre, mais de redoubler encore de rigueur. Il étendit ses persécutions aux villes voisines, à Cambrai, à Doullens, à Boulogne, à ce point qu'au mois de juin les plaintes de ses victimes ne purent plus être tout à fait étouffées et arrivèrent jusqu'à Paris. Le député Guffroy, bien que fanatique vulgaire comme Lebon, s'éleva contre son ancien compagnon; Robespierre le jeune reçut d'Arras des nouvelles qui dénonçaient Lebon comme Hébertiste; de violentes discussions s'élevèrent à ce sujet au Comité de Salut public, et Lebon accourut pour se défendre. Saint-Just intervint en sa faveur; Couthon dit aux Jacobins que Lebon avait ranimé l'esprit de liberté dans son département, Barrère enfin obtint que la Convention passât à l'ordre du jour sur tous les griefs, car, dit-il, « tout doit être permis contre les aristocrates à un ardent républicain, pourvu que, même avec des formes un peu acerbes, il n'agisse que par de bons motifs ». Lebon revint donc triomphant à Arras, où il annonça à tous les siens que le Comité l'avait exhorté à persévérer dans sa conduite, et que Robespierre désirait l'établissement de tribunaux spéciaux dans toutes les villes de la frontière (2).

Dans le même temps, le commissaire de la Convention Maignet, soutenu par le parti de Robespierre, procédait à Orange avec la même cruauté. Aussitôt après la loi du 14 avril, il avait déclaré au Comité qu'il était impossible d'envoyer à Paris tous les conspirateurs de la ville et des environs, et avait demandé, en conséquence, l'établissement d'un tribunal révolutionnaire. Il savait cependant qu'il ne trouverait pas dans le pays de juges tels qu'il les désirait, non plus que dans les départements voisins, de la

(1) Décret du Comité de Salut public, du 30 germinal. La minute en est de la main même de Robespierre.

(2) D'après les pièces qui se trouvent aux Archives impériales. Quelques-unes sont imprimées dans les *Papiers inédits de Robespierre.*

Drôme et de l'Ardèche ; il s'établit à ce sujet entre lui et le cercle intime de Robespierre une correspondance qui suffirait seule pour asseoir sur ces hommes le jugement de l'histoire (1). Le 10 mai, Robespierre présenta au Comité un rapport qui eut pour conséquence l'institution du tribunal ; celui-ci reçut dès lors, d'après un projet conçu par Robespierre lui-même, les attributions que la loi du 22 prairial conféra plus tard au tribunal de Paris (2), et ordonna cent quatre-vingt-dix-sept exécutions dans les quinze premiers jours qui suivirent son établissement. Le 17 mai, l'arbre de la liberté fut coupé pendant la nuit dans le village de Bédouin, non loin d'Avignon ; aussitôt Maignet fit exécuter plusieurs habitants, et réduisit en cendres le village entier, composé de cinq cents maisons, de sorte que près de deux mille malheureux sans asile se réfugièrent dans les montagnes, où ils vécurent misérablement pendant plusieurs mois, cachés dans des gorges et des cavernes (3). Maignet lui-même en vint à craindre que le Comité n'approuvât pas toutes ces rigueurs, et lui représenta ce que l'indulgence aurait de funeste ; mais il fut immédiatement rassuré ; la Convention même, sur la motion du Comité, lui exprima son approbation. Bientôt il découvrit qu'il n'en faisait pas encore assez au gré de ses protecteurs parisiens, et qu'il était de beaucoup dépassé par les amis de Robespierre. Il se forma deux partis parmi les membres de son tribunal ; les uns voulaient qu'on déclarât coupables, sans autre examen, tous les ci-devant nobles et prêtres, tous les riches, les gens d'affaires, tous ceux enfin qui avaient reçu quelque éducation ; mais ils réclamaient une distinction pour la classe des artisans et des manœuvres, attendu, disaient-ils que beaucoup d'entre ces derniers avaient été trompés et séduits, et souvent même calomniés par de faux témoins. Les autres ne voulaient pas admettre cette distinction ; ils entraient en fureur en entendant leurs collègues parler de formes et demander des preuves comme les

(1) Imprimée dans Buchez, 35.

(2) Ici, on le voit, on ne peut soutenir, comme au 22 prairial, que la loi n'avait eu pour but que l'extermination des terroristes.

(3) Rapport de Goupilleau à la *C. N.*, 3 frimaire III. Députation des habitants eux-mêmes, le 15 frimaire (5/12 94) : « Les manufactures de soie que renfermait le village sont détruites, soixante mille livres de soie ont été brûlées, on a fait sauter une église. »

juges de l'ancien régime. Comme Maignet penchait vers les premiers, les seconds s'adressèrent à Paris à Payan, l'ami de Robespierre, lequel déclara sans détours qu'il ne s'agissait pas d'avoir des preuves, mais seulement de savoir si les accusés étaient amis ou ennemis de la révolution; qu'en un mot, le juge devait être inaccessible à tout sentiment d'humanité. Au Midi, comme au Nord sous Lebon, le sang continua donc à couler à flots toujours plus pressés.

Les propriétés, tout autant que les individus, étaient en butte aux mesures arbitraires du gouvernement.

Depuis la fin de la guerre civile, on recommençait à s'occuper quelque peu du recouvrement des impôts, complétement suspendu depuis longtemps (1). La commission des finances avait été chargée de présenter un projet de loi à ce sujet; mais rien n'avait encore été fait. En attendant, on avait recours pour vivre aux anciens moyens, aux réquisitions, aux confiscations, aux emprunts forcés, aux taxes révolutionnaires, et surtout au papier-monnaie. Il n'est pas plus facile de préciser quel a été le produit total de ces revenus sous le gouvernement despotique de 1794 que pendant l'anarchie de 1793; nous essayerons cependant de donner par quelques exemples un aperçu de ce qui se passait alors.

Les représentants en mission à l'armée du Rhin ordonnèrent en janvier, dans le département du Bas-Rhin, l'échange de 10 millions en argent contre une somme égale en papier-monnaie; en février, un semblable échange, de 5 millions, fut imposé dans le Haut-Rhin; puis, en juillet, un troisième échange, encore de 10 millions, eut lieu de nouveau dans le Bas-Rhin. Le papier avait perdu alors plus de 60 pour 100 de sa valeur, de sorte que ces trois mesures constituaient une exaction d'environ 16 millions. Au mois de mai 1794, comme la guerre de Flandre semblait réclamer une augmentation de cavalerie, le Comité de Salut public ordonna la levée de quatorze mille chevaux de labour; puis, au mois de juin, beaucoup de chevaux de l'armée ayant besoin d'être mis au vert, le Comité s'empara de toutes les prairies dans trente-deux départements. Au mois de juillet enfin,

(1) Rapport de la commission des finances, 12 juin 1795 · « Les impôts arriérés s'élèvent à 1200 millions ».

comme la marche des Français en Belgique rendait insuffisants les équipages de l'armée du Nord, on décida que toutes les voitures et tous les chevaux de Paris seraient envoyés sur le théâtre de la guerre, pour y faire au moins un charroi chacun. Le produit des taxes révolutionnaires, qui restait presque toujours, comme nous l'avons vu, entre les mains des autorités locales, était employé dans des vues politiques, telles que le payement des comités et des missions patriotiques, l'assistance des pauvres, les dépenses des clubs, les fêtes du culte de la Raison, l'établissement de théâtres gratuits; 31 millions cependant en furent versés au trésor. Aux taxes se joignaient les dons patriotiques, accordés avec un empressement auquel les possesseurs du pouvoir eux-mêmes n'accordèrent bientôt plus que des éloges ironiques. Le trésor en retira en tout 21 millions, mais il est probable que les citoyens avaient versé dans les caisses locales une somme au moins dix fois plus considérable. Puis venaient 25 à 30 millions produits par la vente des trésors des églises (1), 15 millions de la fonte des cloches, et près de 200 millions qu'avait donnés à grand'peine, malgré la dureté avec laquelle il avait été perçu, le grand emprunt forcé établi sur les riches par le système de la terreur (2). La vente des biens nationaux peut nous donner une idée approximative de la somme représentée à cette époque par les confiscations. Au mois d'octobre 1793, le gouvernement fit apposer des affiches contenant l'inventaire des biens confisqués aux émigrés dans le département de la Seine. Ces affiches étaient si énormes que le papier et l'impression en coûtèrent plus d'un million, et que les lecteurs durent monter à des échelles pour en prendre connaissance. Dans quatre cent dix-sept autres districts, les biens des émigrés, alors en vente, furent évalués à 1700 millions; en avril 1794, la Convention fut informée qu'un dixième tout au plus en avait été vendu, mais le double de l'évaluation, ce qui avait produit 241 millions. Cependant toutes ces recettes ne rapportaient que fort peu de chose au trésor, en partie parce qu'elles ne rentraient que par

(1) Cambon *C. N.*, 2 novembre 1794, 24 février 1795.

(2) Grand rapport de Cambon à la *C. N.*, 13 décembre 1794. Discours du même le 3 février 1795. Johannot, 2 *niv.* (22 décembre 1794) : Revenu mensuel des biens nationaux, 20-24 millions.

petites sommes, en partie parce que la dépréciation du papier-monnaie leur enlevait immédiatement la moitié de leur valeur.

La préoccupation constante du gouvernement était donc de maintenir et de faire hausser le taux des assignats. Plus les ressources diminuaient, plus les exactions devenaient infructueuses, et plus on revenait naturellement au papier-monnaie comme à une ressource dernière. Jusqu'au 1er janvier 1793, on en avait émis pour trois milliards six cents millions; l'année 1793 doubla cette somme, et la première moitié de 1794 la vit encore s'accroître d'un milliard (1). Le cours des assignats, qui avait été de 61 pour 100 au commencement de 1793, descendit de semaine en semaine jusqu'à 34, malgré de rigoureuses lois pénales; on devait même s'attendre à une baisse plus considérable encore, bien que tout trafic d'argent et toute augmentation du prix des marchandises fussent sévèrement interdits, et que ceux qui s'en rendaient coupables fussent menacés de la prison et de l'échafaud et eussent cinq mille espions prêts à les dénoncer. C'était en vain que le despotisme luttait contre la force des choses. Le Comité lui-même se voyait chaque jour obligé d'enfreindre la loi du maximum, de payer des prix exorbitants à des fournisseurs sans conscience, et de se procurer aux conditions les plus onéreuses l'argent monnayé dont il avait besoin pour ses achats à l'étranger. Les ballots de papier-monnaie fondaient donc entre les mains du gouvernement, tout autant que le produit des confiscations et des réquisitions. Le trésor restait vide, bien que le peuple fût pressuré jusqu'à la moelle. La guerre absorbait de 180 à 200 millions par mois, et les achats de grains étrangers de 100 à 120 millions (2). En ne portant en compte que les deux tiers de cette somme, par suite de la dépréciation des assignats (3), on aura, rien que pour ces deux chapitres, un budget annuel plus considérable que ne le fut jamais celui de toute l'administration sous l'empereur Napoléon Ier. Quant aux autres services publics, ils restaient tout à fait en souffrance, bien que, de temps à autre,

(1) Tableaux de Ramel : *Les finances de la rép. franc. en l'an IX.*

(2) D'après Saint-Just, Buchez 35, 294. — Discussions de la Convention, 30 mai, 19 juin, 12 juillet. — Cambon, 22 mars.

(3) Il est impossible de faire une évaluation plus basse, car, outre les assignats, tout l'encaisse métallique que possédait alors le gouvernement était consacré à ces deux branches de dépenses.

un ordre fût donné les concernant, et que quelques sommes leur fussent assignées sur le papier. Tous les partis étaient unanimes pour se plaindre de ce que les routes et les canaux étaient devenus impraticables, faute d'être entretenus (1), de ce que les forêts étaient dans un état de dévastation inouï, de ce que les prisons et les hôpitaux tombaient en ruines, et de ce que ceux qui les habitaient mouraient de faim (2). L'État ressentait maintenant les effets funestes et dévastateurs de l'iniquité avec laquelle il avait porté la main sur tous les biens des citoyens.

Dans une telle situation, la population avait perdu tout goût pour le travail, pour l'activité, pour le progrès. L'agriculture était ruinée par l'absence des milliers de travailleurs qui dépensaient actuellement leurs forces dans les armées, dans les clubs et dans les comités révolutionnaires, par la disparition du capital, qui allait aux caisses publiques ou affluait vers les frontières, par la diminution du bétail, conséquence des réquisitions continuelles et toujours plus considérables, enfin par la dépréciation de la propriété, qui, en perdant son inviolabilité, avait vu disparaître aussi sa fertilité. Par une grâce du ciel, plus précieuse pour la France que ne l'eût été le gain de dix batailles, les récoltes furent, cette année-là, plus précoces et plus abondantes qu'elles ne l'avaient été de mémoire d'homme. On eût dit que la nature, dans sa prévoyante libéralité, voulait offrir les moyens de réparer les désastres causés par la folie et les crimes de l'humanité; mais, à cette occasion même, on reconnut combien la perturbation était grande. L'oppression qui pesait depuis si longtemps sur le peuple l'avait tellement abruti, qu'en cent endroits les moissonneurs se refusèrent à rentrer les trésors que leur prodiguait le sol. Il fallut que le gouvernement donnât des ordres pour assurer la conservation des récoltes; alors, sur la réquisition du Comité de Salut public, réquisition qu'accompagnaient des menaces de mort, on vit toute la population d'une ville, fonctionnaires et officiers en tête, se rendre dans les champs de la banlieue pour y engranger les blés.

(1) *C. N.*, 11 mars (Barrère), 16 mars (Baudot).

(2) *C. N.*, 14 juin, 13 juillet, 21 juillet, sur les hôpitaux.— 25 avril, Eschassériaux à la *C. N.* sur les forêts. — Les actes des Archives impériales fourmillent d'exemples de ce genre. Le manque de bois de chauffage était général, la marine prenait tous les arbres, jeunes ou vieux, une bonne administration forestière était impossible

Dans les villes, les mêmes causes avaient produit sur l'industrie et le commerce les mêmes effets que sur l'agriculture dans les campagnes. Le maximum, après avoir d'abord éloigné les denrées des marchés, ne tarda pas à paralyser toute production. Les fabricants se voyaient suspectés dans les clubs et par les tribunaux révolutionnaires comme autrefois les nobles et les prêtres. La guerre avait suspendu toutes les relations maritimes et coloniales. Mais c'était surtout la classe la plus pauvre, celle des travailleurs, qui était le plus rudement atteinte par cet état de choses. Le manque d'ouvrage faisait constamment baisser le prix des journées; pour les tailleurs, par exemple, ce prix n'était plus que le quart de ce qu'il avait été en 1790; pour les maçons, il était réduit au cinquième; pour les porteurs d'eau, dont le misérable métier, accessible à tous, avait provoqué une concurrence considérable, il était tombé encore plus bas (1). D'un autre côté, l'absence de production avait fait hausser le prix des denrées, de sorte que la misère était immense. A Bordeaux, la consommation fut, pendant huit mois entiers, limitée à une demi-livre de pain par personne. On se nourrissait de racines, quelquefois de riz; dans les campagnes, de malheureux affamés se disputaient l'herbe des champs (2). A Paris, chaque semaine voyait arriver de nouvelles députations d'ouvriers qui venaient demander une augmentation de salaire à la Convention ou au Comité. « Depuis des mois nous ne vivons que de pain et de fromage », disaient ces hommes. Bien que le gouvernement eût, de tous côtés, recours à la force armée pour procurer des moyens de subsistance à la capitale, il était loin d'y parvenir complétement. On en vint bientôt à ce point que l'État dut, à la lettre, mesurer la portion de chaque citoyen. Il fut interdit aux bouchers d'acheter leur viande ailleurs que sur le marché de la ville, où une certaine quantité en était assignée à chacun d'eux. Le père de famille ne devait recevoir qu'une livre de viande tous les dix jours pour chacun des siens, et cette viande ne lui était remise que sur une carte délivrée à sa section. Des mesures analogues étaient prises pour le vin, pour le beurre, pour le fromage, pour les œufs; les récalcitrants, ceux

(1) Saint-Aubin, *Tableau comparatif des denrées*, Lecoulteux, *C. N.*, 3 décembre 1795.
(2) Tallien, *C. N.*, 12 mars.

dont l'appétit ne voulait pas se contenter de la ration républicaine, étaient l'objet de châtiments sévères et qui se renouvelaient sans cesse (1). Le vin, que l'on croyait encore abondant, vu que depuis quelques années les récoltes étaient bonnes, se trouva épuisé tout à coup, par un autre motif : il fut prouvé, au sein même du Comité de Salut public, que jamais il ne s'en était bu en aussi grande quantité que pendant ces années d'excitation révolutionnaire (2).

Tel était l'état auquel se trouvait réduit le pays de l'Europe le plus favorisé par la nature. « Nous devions craindre, disait trois mois plus tard Robert Lindet à la Convention, que les terres ne finissent par ne plus être cultivées, car leurs propriétaires languissaient dans les prisons, ou étaient retenus loin de tout travail comme membres des comités révolutionnaires. L'industrie est perdue, les besoins augmentent, la consommation est immense. Le commerce français n'offre que des ruines ; les matières premières destinées aux manufactures sont sous les scellés ; toutes les fabriques, sauf celles qui ont pour objet le matériel de guerre, ont suspendu leur travail. Les différentes classes de la société sont divisées entre elles, des germes de haine sont semés et grandissent entre les villes et les villages, entre les paysans et les ouvriers, entre les diverses communes, au sein même des familles. Le génie de la discorde a parcouru le pays, laissant partout des traces de son passage dévastateur. » Ce que Robert Lindet disait hautement au mois de septembre avait été, depuis le printemps, l'objet de mainte discussion au sein du Comité, car la question économique divisait les esprits tout autant que la politique extérieure. On était d'accord pour prendre des mesures palliatrices et passagères, pour consacrer chaque mois plusieurs millions à l'assistance des pauvres, pour défendre toute aumône particulière, pour interdire par une loi la mendicité dans les villages ; mais dès qu'il s'agissait de guérir le mal dans sa racine, les opinions se divisaient. La majorité, continuant à ne voir dans toutes les difficultés qui se produisaient que l'effet de menées aristocrates, espérait que le maximum sévèrement appliqué suffirait à maintenir la valeur du papier-monnaie, et qu'on pourrait vivre au jour

(1) Voir presque tous les numéros du *Moniteur* d'avril à juillet
(2) Rapport de Robert Lindet, *C. N.*, 20 septembre 1794.

le jour grâce à ce trésor inépuisable. Robespierre paraît n'avoir eu aucune opinion arrêtée sur ces questions; mais ses amis, surtout Couthon et Saint-Just, se prononçaient résolûment pour un changement de système. Saint-Just rejetait le papier-monnaie aussi bien que les taxes forcées, qu'il avait combattues dès le principe, et auxquelles il n'était revenu que par esprit de parti. Couthon, convaincu que la situation actuelle ne pourrait se prolonger longtemps, voulait que l'on revînt aux recettes régulières et à un système d'impôts bien arrêté. Jusque-là, leurs idées étaient plus justes que celles de la majorité, de même que la critique faite par Robespierre de la forme du gouvernement alors en vigueur était parfaitement fondée; mais, en admettant qu'ils triomphassent, que comptaient-ils mettre à la place des institutions qu'ils voulaient renverser?

Couthon plaçait tout son espoir dans les plans d'un charlatan politique, tel que les époques de commotion en produisent par centaines. Celui-ci, qui se nommait Rioux de Maillou, prétendait sauver les finances de l'État en perfectionnant la loi sur le maximum. Cette loi, si l'on s'en souvient, décidait que toutes les marchandises seraient vendues au taux moyen de 1790, augmenté de la moitié. Maillou, et après lui Couthon, qu'il avait pleinement convaincu, voulaient qu'à l'avenir cette moitié revînt à l'État; ils avaient la confiance que cette mesure produirait infailliblement un revenu annuel de deux milliards. Maillou répondit une fois pour toutes aux objections statistiques de la commission des finances, que les chiffres qu'on lui présentait dataient du temps de la monarchie et ne prouvaient rien pour la république (1).

Quant à Saint-Just, ses plans étaient plus compliqués. Il voulait rétablir les finances au moyen de la régénération du peuple français, et il comptait, pour opérer cette régénération, sur les institutions déjà annoncées par lui. Comme Robespierre s'associait aux plans de son ami (2), les fragments de ces plans qui nous ont été conservés nous offrent le tableau authentique de l'avenir que ce parti réservait à la France. Nous allons donc en reproduire les traits principaux.

(1) D'après les actes de la Commission des finances, aux Archives impériales.
(2) Voir plus bas les discours de tous deux, le 8 et le 9 thermidor.

« Les Institutions, disait Saint-Just (1), sont le boulevard des gouvernements libres contre la corruption des mœurs, et celui des peuples libres contre la corruption des gouvernements. Si les mœurs étaient pures, tout marcherait bien ; il faut donc établir des institutions propres à purifier les mœurs, et le reste suivra tout naturellement. » Malheureusement, il trouvait le moment présent aussi peu favorable que possible. « La révolution, déclarait-il, est engourdie ; les principes sont relâchés, les bonnets de la liberté ne couvrent plus que des têtes creuses, le régime de la terreur a blasé les criminels comme l'usage des boissons fortes émousse le palais. » Le papier-monnaie surtout, par suite de sa grande masse et de ses oscillations, lui semblait être une peste pour les mœurs du peuple : « Il a enrichi un grand nombre d'hommes, il en a réduit un grand nombre d'autres à la mendicité ; mais il a communiqué à tous l'horreur du travail, l'avidité et la mollesse. Le désir d'acquérir des richesses est général, bien que la richesse en elle-même soit considérée comme un crime. » D'après lui, il ne devait y avoir, dans un État sain, ni riches ni pauvres ; tout citoyen devait posséder une petite propriété équivalente à ses besoins. La main de l'homme n'était faite que pour la charrue ou pour le glaive, toute autre existence, tout autre métier lui étaient antipathiques (2). Personne ne devait entasser des trésors, et diminuer par là la part de son voisin ; ou, comme le dit un jour Couthon à la Convention, il fallait amener tous les hommes à ne plus considérer leurs biens que comme la propriété d'une seule grande famille. Saint-Just voulait, en conséquence, que l'on divisât les biens nationaux en petits lots, et que l'on répartît ceux-ci entre les pauvres ; si cela ne suffisait pas, il demandait que l'on forçât les propriétaires fonciers à former de nombreuses petites fermes que tous les hommes âgés de vingt-cinq ans, qui n'étaient ni employés ni ouvriers, cultiveraient eux-mêmes, et sur lesquelles chacun d'eux devrait élever annuellement quatre moutons par arpent. La simplicité des mœurs ru-

(1) Son mémoire, qui n'est autre qu'un projet de loi motivé, est imprimé dans Buchez, volume XXXV, page 294 et s.

(2) Page 296. *Un homme n'est fait ni pour le métier, ni pour l'hôpital, ni pour les hospices ; tout cela est affreux. Il ne peut exister de peuple vertueux et libre qu'un peuple agriculteur. Un métier s'accorde mal avec le véritable citoyen ; la main de l'homme n'est faite que pour la terre ou pour les armes.*

rales devait bientôt amener l'abolition de la domesticité et la suppression de tous les ustensiles d'or ou d'argent. Aucun enfant au-dessous de seize ans ne devait manger de viande, aucun adulte ne devait en manger plus de sept jours par décade. Tout citoyen devait rendre chaque année un compte exact de l'état de sa fortune ; d'après cet état, il devait ensuite payer au gouvernement un dixième de ses rentes et un quinzième du produit de son travail, moyennant quoi tout impôt devenait inutile.

Cependant, malgré toute sa présomption et son fanatisme, Saint-Just doutait que cette république d'agriculteurs, formée sur le modèle de celle de Sparte, pût être immédiatement établie telle qu'il l'avait conçue. Il avait donc avant tout porté son attention sur la jeunesse, à l'égard de laquelle il proposait les mesures les plus vastes. Il voulait que, dès l'âge de sept ans, les garçons fussent enlevés à leurs parents et placés à l'école de la nation, où, sous une discipline sévère, on les habituerait à s'exprimer laconiquement, on les endurcirait aux travaux de la vie, et on les instruirait au service de la guerre, à l'agriculture, à la connaissance de la langue. Saint-Just, désirant détruire tout lien de famille, voulait qu'aucun mariage ne fût reconnu qu'après la grossesse, que le divorce fût libre et que la loi rompît tout mariage sans enfants. A la place de la vie de famille, il voulait faire de l'amitié une institution publique. A l'âge de vingt et un ans, tout citoyen devait déclarer dans le temple quels étaient ses amis ; celui qui était sans amis devait être proscrit. Les amis devaient être placés les uns auprès des autres dans les combats, prononcer comme arbitres dans leurs procès respectifs, et être présents à la conclusion de tout traité passé par l'un d'eux. Si un homme commettait un crime, ses amis étaient bannis.

En attendant que ces institutions eussent pu produire leur effet et former une population morale à la manière dont l'entendait Saint-Just, celui-ci pensait que l'État ne pouvait être sauvé que grâce à un dictateur énergique ou à des censeurs vertueux (1). Par censeurs, il entendait des hommes âgés, qui, avec un traitement de 6000 livres, mais sans autorité bien définie, seraient chargés, chacun dans un canton, de surveiller les fonction-

(1) P. 312. « *Il faut dans toute révolution un dictateur pour sauver l'État par la force, ou des censeurs pour le sauver par la vertu.* »

naires et de recueillir les plaintes qui s'élèveraient contre eux. Cependant, dans la situation telle qu'elle était alors, la dictature lui semblait être ce qu'il y avait de préférable. « Sans doute, disait-il (1), le temps de faire le bien n'est pas encore venu, il faut attendre que le mal soit arrivé au point de faire désirer de toutes parts une réaction vers le bien ; car tout ce qui produit le bien est terrible ou semble ridicule quand on l'entreprend prématurément. » Il voulait donc d'abord une dictature qui augmentât tellement la terreur que la nation, pour y échapper, acceptât avec empressement cette vie disciplinée, sans liens de famille, sans science, sans bien-être, dépeinte par lui. Alors, sauf l'introduction de la censure, on conserverait en général l'ancienne organisation. Saint-Just rejetait également le pouvoir unique et le pouvoir trop divisé : ce qui lui semblait le plus compatible avec la liberté était une magistrature suprême composée de peu de membres, telle que l'était celle du Comité du Salut public, en supposant naturellement que lui et Robespierre y reconquerraient la majorité (2).

Il n'est pas nécessaire de soumettre un pareil système à un examen approfondi; voyons seulement quelle est la conclusion de tout ce qui précède. La France, grâce aux efforts de Carnot et aux divisions qui régnaient entre les cours étrangères, était arrivée à maintenir à l'extérieur, par la victoire, son rang et son honneur; mais à l'intérieur, malgré des sacrifices inouïs, elle était à deux doigts de sa perte. Un tiers de ses habitants vivaient grâce au papier de l'État, et, pour soutenir la valeur de ce papier, ils soumettaient les deux autres tiers à des persécutions et à des exactions de toute nature. Malgré une moisson abondante, la famine menaçait chaque jour de faire périr des milliers d'hommes, et le gouvernement, qui disposait à son gré

(1) Page 290.

(2) Son dernier travail, le projet de son discours du 9 thermidor prouve avec une incontestable évidence que ses dissidences avec la majorité du Comité n'avaient pas pour objet le désir de diminuer la terreur, mais seulement celui de posséder le pouvoir. L'attaque que renferme ce discours contre Billaud, Collot, etc., se réduit au seul reproche de vouloir introduire un funeste système de douceur et d'affaiblissement du tribunal révolutionnaire. Nous ne savons que trop que ce reproche était dénué de fondement; mais il est clair que celui qui le faisait ne pouvait vouloir abolir le système de la terreur. Ces adversaires ne voulaient, les uns et les autres, que la continuation de la tyrannie, mais ils s'en disputaient la haute direction.

de la vie et des biens de tous, était pauvre, désorganisé, sans unité. Robespierre, il est vrai, voulait lui imprimer l'ordre et la dignité qui lui manquaient; mais nous savons que c'était en augmentant la terreur et non en l'adoucissant qu'il prétendait y parvenir. Ses partisans ont vainement essayé plus tard de dire que les atrocités du mois de juin ont été commises malgré lui; c'était lui qui provoquait alors tous les crimes du tribunal révolutionnaire; c'était lui qui, directement ou par l'entremise de ses amis et de ses agents, protégeait Lebon et excitait Maignet; c'était lui qui accusait sans cesse ses contradicteurs de chercher à entraver la marche du tribunal révolutionnaire. Si, dans la constitution que son parti voulait donner à la France, il n'employait pas les deux leviers du communisme, le papier-monnaie et le maximum, c'était uniquement parce qu'il voulait partager directement toutes les terres, et recommencer chaque année le nivellement des fortunes. La négation du droit individuel et, après elle, le système de la terreur et la dépopulation de la France, n'auraient donc fait, sous sa domination, que devenir plus uniformes, plus étendus, plus oppressifs.

Les deux Comités du gouvernement ouvrirent dans la matinée du 22 juillet la discussion demandée par Robespierre. Celui-ci commença par se plaindre des lenteurs de la justice révolutionnaire; il dit que les deux commissions populaires instituées le 14 mai étaient hors d'état de suffire à la masse des prisonniers, et qu'il fallait enfin en établir quatre autres, prévues par la loi du 12 ventôse. En présence du désir bien connu qu'avait Robespierre de se débarrasser d'un certain nombre de députés, la majorité des Comités était peu disposée à augmenter d'une manière quelconque la force du tribunal révolutionnaire; cependant la crainte d'une rupture ouverte l'emporta encore, et la motion fut adoptée sans la moindre opposition. On demanda ensuite dans quel but les deux Comités avaient été réunis en séance extraordinaire, car il était évident que ce ne pouvait être simplement pour décider l'application d'une loi déjà rendue. Ici, Robespierre resta muet; Lebas, l'ami de Saint-Just, dit quelques mots sur la nécessité d'écraser d'un seul coup tous les ennemis du peuple, puis le silence se fit de nouveau : les deux partis redoutaient de prononcer le mot décisif. Enfin Saint-Just

se leva (1) : « Vous semblez abattus, dit-il; il faut pourtant parler sincèrement; je commencerai, si vous le permettez. » Il rapporta alors, prétendant le tenir des dépositions des prisonniers de guerre, que l'Autriche s'attendait à la chute prochaine de la « forme terrible du gouvernement » de la France et de « l'organisation bienfaisante » de la justice de ce pays. Cela indiquait, dit-il, où voulaient en venir les factions intérieures, et en effet, il entendait déjà, non sans indignation, parler de douceur et d'indulgence. On s'efforçait de détruire l'influence des hommes les meilleurs et les plus capables, en les dépeignant comme des tyrans. Une telle conduite avait malheureusement des chances de succès, car la république manquait des institutions qui auraient pu consolider et protéger son existence politique. « Qu'on regarde, ajouta-t-il, dans toutes les branches de l'administration. Le mal y est à son apogée; l'anarchie du pouvoir et de la volonté règne partout; la Convention rend des lois inexécutables, qui, par conséquent, restent inexécutées; les représentants en mission auprès des armées disposent des troupes au gré de leur caprice; les commissaires de la Convention absorbent toute l'autorité dans les provinces. Cet immense désordre ne peut se guérir que par la concentration du pouvoir, l'unité du gouvernement, la force des institutions. »

Ici Saint-Just s'arrêta : « Parle, lui cria-t-on, où veux-tu en venir? » — « Je parlerai donc, » dit-il du ton flegmatique mais hautain qui lui était habituel. « La dictature est nécessaire; non la dictature du Comité de Salut public, mais celle d'un homme qui possède force et génie, qui joigne l'expérience révolutionnaire à l'amour de la patrie, qui soit vertueux, inflexible, incorruptible. Cet homme, c'est Robespierre. Lui seul peut sauver l'État. Je demande que demain les Comités proposent de le nommer dictateur. » Tous s'attendaient à cette conclusion,

(1) Ce qui suit est tiré du discours écrit par Saint-Just pour le 9 thermidor et des mémoires de Barère. L. Blanc et Hamel rejettent comme erroné le récit de Barère, parce qu'il y est dit quelque part messidor au lieu de thermidor (ce qui est évidemment une faute de copiste, puisque Barère remarque, aussitôt après, que la scène s'est passée trois jours avant le 8 thermidor); ils ont également dédaigné ou oublié le propre rapport de Saint-Just. Celui-ci, à la vérité, n'y parle pas ouvertement de la dictature de Robespierre; mais tout ce qu'il dit y ramène comme conséquence finale, et confirme les assertions de Barère. V. aussi le discours de Ruhl, 3 germinal III, et la notice de Buchez, XXXIII, 359.

cependant l'effet qu'elle produisit fut immense. Couthon, David, Lebas se joignirent à leur collègue; les autres hésitaient, pleins de doute et d'incertitude; mais ils s'encouragèrent promptement à la résistance. Cependant la déclaration de guerre ouverte fut encore évitée. « Nous sommes tes amis, dit Billaud à Robespierre; nous avons toujours marché ensemble. » Malgré la sortie violente de Saint-Just, le Comité ne crut pas devoir lui retirer la mission qui lui avait été confiée la veille, et charger un autre membre du rapport qui devait être présenté à la Convention. La situation était tendue au plus haut point; les deux partis avaient quitté leur camp d'un commun accord et s'étaient rangés en ordre de bataille; mais, au dernier moment, chacun d'eux reculait et n'osait porter les premiers coups.

En présence de cette attitude de la majorité, Robespierre, qui n'était pas d'ailleurs un homme d'action soudaine et énergique, et Saint-Just lui-même, quoiqu'il eût recommandé la décision et la promptitude, résolurent de procéder avec une certaine modération et de rester, autant que possible, dans la légalité. Ils avaient voué à la mort les Dantonistes et les Hébertistes de la Convention; mais, pour ce qui concernait Billaud, Collot et les membres du Comité, il fut décidé que Robespierre se bornerait à présenter à la Convention une attaque générale contre leur système d'administration, sans nommer personne. Saint-Just devait ensuite, le lendemain, formuler ses griefs contre Billaud, Collot et Carnot (on comptait sur la soumission de Barère, de Saint-André, de Lindet et des deux Prieur); mais, au lieu de demander leur mort, il ne devait demander que l'établissement de ses institutions. Une fois ce point gagné, la force politique de leurs adversaires devait être complétement brisée, et d'ailleurs la guillotine pourrait toujours, pensaient-ils, être employée plus tard. Plus ils montreraient en ce moment de justice et de modération, plus ils auraient de chances d'entraîner la majorité de la Convention, et en particulier les hommes de la droite.

Ceux-ci, menacés, poursuivis et opprimés depuis plus d'un an, regagnèrent une importance inattendue par suite de la discorde qui s'établit entre leurs vainqueurs. Robespierre cependant ne fit pas une seule démarche particulière pour les gagner. Après avoir défendu les soixante-treize députés girondins, il se croyait

sûr de la droite en général, tant à cause de la crainte qui la dominait depuis si longtemps, qu'à cause de la haine ardente qui l'animait contre les Hébertistes. En ce moment, en effet, ce calcul était encore exact. Tallien et Fréron, Bourdon et Fouché, exaspérés par les menaces réitérées du dictateur, et s'attendant tellement à une mort prochaine que chaque nuit ils couchaient dans un lieu différent, pressèrent plusieurs fois les hommes de la droite de s'unir à eux pour assurer leur délivrance commune. Mais les chefs de ces hommes, Champeaux, Boissy d'Anglas, Durand Maillane n'osaient se fier à ces propositions. L'exemple de Danton leur avait appris combien les chefs radicaux se réconciliaient facilement aux dépens des modérés; tout mouvement, quel qu'il fût, pouvait compromettre leur vie, et il leur était permis de douter que le passage de la domination de Robespierre à celle de Collot valût un tel enjeu. Ils repoussèrent donc deux fois en quelques jours les avances des montagnards menacés.

Le 25 juillet (le 7 thermidor d'après le calendrier républicain), une députation des Jacobins se présenta à la Convention pour ouvrir de la manière habituelle le combat qui se préparait. Robespierre était parvenu à soumettre complétement le club à sa volonté; son frère, Couthon et Lebas l'avaient surtout secondé ici, pendant que Saint-Just défendait la position au Comité de Salut public. A l'instigation de Couthon, la députation dénonça la formation d'un nouveau parti modéré, demanda que la justice révolutionnaire sévît avec une rigueur inflexible, loua la pureté de la Convention, laquelle n'était souillée que par la présence de quelques criminels, et termina en se plaignant de Pillé, commissaire de l'armée, qui éloignait de Paris des canonniers patriotes et s'enveloppait d'un mystère suspect. Le lendemain, 8 thermidor, Robespierre, au milieu de l'anxiété générale, demanda à la Convention l'autorisation de lui ouvrir son cœur oppressé et déchiré. Il se plaignit alors, dans un long préambule, des calomnies qui l'accusaient de viser au pouvoir suprême et de vouloir la mort de plusieurs députés. Il était, dit-il, l'esclave de la liberté, le martyr vivant de la république, la victime et l'ennemi de tous les scélérats. Les attaques dirigées contre lui avaient commencé le jour de la fête de l'Être-Suprême; depuis lors, on cherchait

à miner le tribunal révolutionnaire, le boulevard de la liberté. Les finances de la république, continua-t-il, avaient été ruinées par le parti qu'il combattait, par Cambon, par Ramel ; les relations extérieures avaient été négligées ; grâce à des fleurs de rhétorique, on avait entraîné la nation dans les guerres les plus meurtrières, et on avait accordé à l'armée une indépendance dangereuse pour la liberté. Il fallait maintenant épurer les Comités, fortifier le gouvernement, en simplifier les rouages ; il fallait donner à la justice populaire le droit de punir les hypocrites, et établir, après l'anéantissement de ces derniers, des institutions morales et politiques propres à protéger les faibles sans entraver le cours de la justice nationale.

La Convention écouta ce discours dans un profond silence, s'attendant à chaque instant à entendre désigner les victimes, et surprise, lorsque Robespierre se tut, qu'il n'eût formulé aucune motion. L'intimidation était encore si forte, qu'un ennemi de Robespierre lui-même, Lecointre de Versailles, demanda l'impression du discours, et que la Convention, après une sortie véhémente de Couthon, qui s'indigna qu'on pût hésiter un instant, vota l'impression et l'envoi dans tous les départements. Mais alors Cambon ne se contint plus. « Avant que je sois déshonoré, dit-il, je veux parler à la nation ! » Il défendit donc ses mesures financières, et, s'animant de plus en plus, il termina en s'écriant : « Un seul homme paralyse les travaux du gouvernement, et cet homme, c'est Robespierre ! » La glace était enfin rompue : Billaud et d'autres se joignent à lui ; on demande qu'avant l'impression le discours de Robespierre soit communiqué aux Comités ; de toutes parts on presse à grands cris Robespierre de nommer les traîtres dont il veut la mort, afin de rassurer les innocents. Ici, tout le côté droit s'émeut ; le bruit se répand que Robespierre ne prétend épargner que vingt et un membres de la Convention, et, comme il refuse obstinément toute explication, on déclare qu'on ne décidera rien ce jour-là ; toutefois le décret qui ordonnait l'impression est rapporté à une grande majorité.

Robespierre ne comprit pas toute la signification de cette séance. Loin de se tenir pour battu, il était encore plein de confiance dans la majorité de la Convention. Le soir venu, il court,

accompagné de ses amis, aux Jacobins, où les hommes de l'Hôtel de ville s'étaient rendus en masse et l'attendaient avec impatience. Il y est reçu avec enthousiasme, lit son discours une seconde fois, et est interrompu à chaque phrase un peu énergique par un tonnerre d'applaudissements. Plusieurs voix demandent un nouveau 31 mai, elles veulent que la municipalité se lève une seconde fois contre la Convention, et Robespierre consent à ce qu'on purge de nouveau cette assemblée des scélérats qui l'oppriment. « Avant tout, s'écrie Couthon, il faut que le club lui-même conserve sa pureté. » En conséquence, il demande l'expulsion de tous les traîtres, de tous les députés qui, le matin, ont voté contre l'impression du discours. Collot et Billaud, qui sont présents, comprennent que c'est contre eux qu'est soulevée cette tempête. La proposition de Couthon est adoptée sans opposition, au milieu d'un affreux tumulte, et des cris fanatiques entourent les députés bannis. En vain Collot tend vers Robespierre des mains suppliantes et tente une réconciliation. « Nous t'aimons tous, lui dit-il, tu as tort de nous suspecter, nous sommes solidaires du Comité! » Robespierre reste inflexible. Le tumulte va toujours croissant; bientôt Billaud est pris à la gorge, Collot voit des couteaux se diriger contre lui, et tous deux n'atteignent la porte qu'à grand'peine. Il était alors près de minuit. Le club resta encore quelques instants en séance; les propositions les plus violentes se succédèrent; mais Robespierre insista pour qu'on prît en tout modèle sur le 31 mai, sur quoi Henriot envoya immédiatement à plusieurs bataillons de la garde nationale l'ordre de se tenir prêts pour le lendemain à sept heures du matin (1). Robespierre, qui comptait toujours sur la droite, pensait qu'une légère pression du dehors suffirait pour lui assurer la majorité. En rentrant chez lui, il dit à son hôte qui l'attendait avec une vive inquiétude : « Rassure-toi, la Convention est pure, et je n'ai rien à craindre. »

Mais l'appui sur lequel il comptait l'abandonnait en ce moment même. Les montagnards, après le discours de Robespierre, avaient regardé leur perte comme assurée et avaient passé le reste du jour dans une fiévreuse agitation. Fréron, Cambon,

(1) Lecointre, *C. N.*, 29 août. Les détails que l'on trouve ailleurs ne sont pas authentiques.

Lecointre, en courant çà et là dans Paris, avaient eu connaissance des ordres donnés par Henriot et des mesures prises par la municipalité ; tous accoururent donc au Comité de Salut public, pour demander l'arrestation des traîtres et protection pour eux-mêmes. Tallien, Bourdon et quelques autres s'adressèrent encore une fois, pleins d'angoisse, à Boissy d'Anglas et à Durand Maillane. Le moment décisif était arrivé, dirent-ils ; tous étaient perdus si, le lendemain, ils ne devançaient le tyran ; tout dépendait d'un décret de la Convention ; la droite, qui tenait leur sort entre ses mains, serait responsable de tout le sang que verserait encore Robespierre, etc. Boissy d'Anglas était un homme calme, prudent, ferme dans ses convictions ; il vit que, cette fois, ces paroles étaient sérieuses, et, rassuré sur ce point, il n'hésita plus. Il détestait presque à l'égal de Robespierre les hommes qui imploraient maintenant son appui ; mais il détestait plus encore que les hommes le système actuellement en vigueur, et il était évident que c'était la chute de Robespierre et non celle de Billaud et de Collot qui devait renverser ce système. C'était Robespierre qui gouvernait les ministères, les tribunaux révolutionnaires, les Jacobins, l'administration de Paris ; au point où en étaient arrivées les choses, sa chute devait entraîner celle de ces instruments de la terreur, tandis que sa victoire ne pouvait que leur donner une force nouvelle et plus considérable encore. Ces considérations si simples décidèrent Boissy et Durand ; ils promirent leur appui à la Montagne pour la séance du lendemain.

Pendant que ce grave revirement s'opérait, le Comité de Salut public passait aussi les heures de la nuit dans la plus grande agitation. Barère, Carnot, Prieur, Lindet, Saint-Just étaient restés en séance. On traita d'abord quelques affaires courantes ; mais l'anxiété qui remplissait les esprits faisait à chaque minute suspendre les délibérations. Enfin Barère rompit le silence et somma Saint-Just de soumettre à l'approbation du Comité le discours dont il avait été chargé le 22. Saint-Just s'excusa, en disant qu'il n'avait pas ce discours sur lui ; mais il refusa même d'en faire connaître les conclusions, ce qui excita les soupçons de ses collègues. En ce moment, Billaud et Collot revinrent du club, ébranlés, irrités, hors d'eux-mêmes. Saint-Just ayant demandé froidement ce qui s'était passé aux Jacobins : « Tu le demandes, s'écrie

Collot, toi le complice de Robespierre, le triumvir, l'assassin! » Une violente querelle s'engage alors, pendant laquelle on revient au discours; Saint-Just déclare enfin qu'il attaque quelques collègues, mais, sans demander que des poursuites soient exercées contre eux. « Robespierre, dit-il, connaît toutes vos démarches; il sait que Collot a des intelligences avec Fouché, et que Fouché travaille contre nous. » On lui répond que tout cela n'est que calomnies, tandis qu'il est avéré que la municipalité prépare pour le lendemain un coup de main contre la Convention. Collot demande l'arrestation immédiate de Fleuriot, de Payan, d'Henriot; ce à quoi Saint-Just s'oppose si violemment que le bruit de la discussion arrive jusqu'aux antichambres. Enfin, aux premières lueurs du jour, Billaud propose, comme moyen terme, d'appeler le lendemain ces trois employés municipaux au sein du Comité; Saint-Just, ne pouvant rien objecter à cette proposition, sort en promettant de revenir à onze heures pour lire son rapport. Mais le maire, qui était déjà en révolte ouverte, renvoya le messager du Comité avec des paroles insultantes, et onze heures n'étaient pas encore sonnées lorsqu'un billet de Saint-Just fut remis au Comité : « Vous avez cette nuit déchiré mon cœur, y était-il dit, je vais l'ouvrir à la Convention. » Tous alors s'écrient qu'ils sont trahis et se hâtent de courir à la séance qui allait décider de leur sort.

Les députés étaient plus nombreux que d'habitude. Les modérés et les montagnards causaient ensemble dans les corridors et aux abords de la salle, en attendant l'heure de la séance. On vit Bourdon serrer la main de Durand en disant : « Oh! les braves gens que les gens de la droite! » Au moment où Tallien allait se joindre à eux, il apercoit, par la porte ouverte, Saint-Just déjà à la tribune : « C'est le moment, s'écrie-t-il, il faut en finir! »

« Je ne suis d'aucune faction, disait Saint-Just, je les combattrai toutes. Elles ne disparaîtront que grâce aux institutions qui poseront les bornes de l'autorité gouvernementale, et qui feront ployer sans retour l'orgueil humain. Au point où en sont les choses, cette tribune sera peut-être la roche Tarpéienne pour celui qui vous dit que les membres du gouvernement ont abandonné les voies de la sagesse; mais je crois qu'à tout prix je vous dois la vérité. Les Comités m'avaient chargé d'un rapport; cette

confiance m'honorait; mais cette nuit quelqu'un a déchiré mon cœur; je vais vous l'ouvrir. » Ici, Tallien l'interrompt. « Je demande la parole pour une motion d'ordre, s'écrie-t-il. Quel triste état que celui de la république! On ne voit de toutes parts que discorde. Hier un membre du gouvernement s'est isolé et a parlé en son propre nom; un autre fait de même aujourd'hui; de nouvelles attaques se préparent; on précipite la patrie dans l'abîme; je demande que le voile soit entièrement déchiré. » De bruyantes acclamations accueillent ces paroles; Billaud-Varennes s'élance alors à la tribune, raconte ce qui s'est passé la veille aux Jacobins, et dénonce l'attitude indépendante prise par Saint-Just à l'égard du Comité; puis, se tournant vers Robespierre, il dépeint son ambition, l'accuse d'avoir donné des emplois à des nobles, d'avoir protégé longtemps le traître Danton, d'avoir dominé le Comité pendant de longs mois. « Nous serons tous honorés de mourir, s'écria-t-il, car il n'est pas un homme ici qui voulût vivre sous un tel tyran! » Ici Robespierre veut se précipiter à la tribune; mais des cris unanimes l'arrêtent : « A bas le tyran! à bas le tyran! » Tallien reprend alors la parole pour demander l'arrestation d'Henriot et de son état-major, et la permanence de l'Assemblée jusqu'à la chute de la tyrannie. Les excès révolutionnaires avaient été poussés si loin, qu'un homme qui avait été jadis à la tête des septembriseurs, et qui avait immolé à Bordeaux des centaines de victimes, venait aujourd'hui proclamer la nécessité de ramener le tribunal révolutionnaire dans les voies de la convenance et de l'équité, et de rétablir en France la liberté de la presse! L'arrestation d'Henriot et celle de Dumas sont décrétées sur-le-champ; tous les efforts faits par Robespierre pour prendre la parole sont étouffés sous des cris de fureur. Sur la proposition de Barère, on prononce la suppression de la charge de commandant général de la garde nationale, et on rend le maire responsable, sur sa tête, du repos de la capitale. Enfin Vadier et Tallien ramènent la discussion sur les crimes de Robespierre. Celui-ci se tient près d'eux à la tribune; mais, chaque fois qu'il ouvre la bouche, il est interrompu par des murmures et des cris. Il se tourne vers la Montagne, où il ne voit sur tous les visages que l'expression d'une haine mortelle. « Je m'adresse à vous, crie-t-il alors au côté droit, à vous qui êtes

des hommes purs et non des brigands! » Mais une bruyante explosion d'indignation accueille ses paroles. « Pour la dernière fois je te demande la parole, président d'assassins... » La colère l'empêche de continuer. « C'est le sang de Danton qui t'étouffe », dit Garnier.

L'instant décisif était arrivé. Un député inconnu jusque-là, Louchet, prononce enfin, au milieu du tumulte, le mot qui était sur les lèvres de tous : il demande l'arrestation de Robespierre. Un moment de silencieuse stupeur succède à cette motion qui, la veille encore, aurait constitué un crime capital; mais ce moment est court. Bientôt une approbation toujours croissante se manifeste dans l'Assemblée; la mise aux voix immédiate est demandée de tous les côtés. Robespierre subit alors ce qu'il avait fait subir à tant de milliers d'hommes, une condamnation sans défense et sans jugement. Rempli d'une rage impuissante, il essaie vainement de lutter contre le torrent; il est sans force pour lui résister, sans force pour se soumettre. Ce fut à ses amis que revint le soin d'ennoblir la chute de leur cause; ils ne faillirent pas à la tâche. Saint-Just resta impassible au milieu du tumulte et conserva un dédaigneux silence; Couthon se reconnut coupable de tous les faits qu'on lui imputait; Robespierre le jeune et Lebas demandèrent eux-mêmes à être compris dans une condamnation qui les honorait, disaient-ils. Après une vive discussion, le décret est enfin rendu, aux cris de : « Vive la République! Vive la liberté! » et les cinq députés sont conduits à cinq prisons différentes. Presque au même moment, à cinq heures du soir, Henriot était arrêté dans les rues de Paris, qu'il parcourait accompagné de quelques gendarmes, prêchant partout la révolte contre la Convention.

Cependant la véritable lutte restait encore à soutenir (1). De même que la Convention, les Jacobins et la municipalité étaient en séance et délibéraient vivement depuis le matin. Le projet de procéder en tout comme le 2 juin prenait de plus en plus de

(1) Le procès-verbal officiel de la municipalité, publié par Buchez, a été jusqu'ici la source où l'on a puisé des détails sur ce qui va suivre. Ce procès-verbal a été écrit pendant la séance, à la vérité, mais rédigé dans le sens du parti. Les Archives impériales renferment, au contraire, les observations faites dès le lendemain, au sujet du procès-verbal, par le secrétaire de la municipalité; là les faits sont exposés simplement et sans déguisement.

consistance. On voulait cerner la Convention à l'aide des bataillons de la garde nationale, et exiger d'elle l'anéantissement des ennemis de Robespierre. Dans le cours de l'après-midi, la municipalité envoya quelques-uns de ses membres dans les sections afin de préparer les esprits, publia un manifeste rempli des louanges de Robespierre, de Couthon et de Saint-Just, et rassembla les canonniers de la garde nationale, sur lesquels elle croyait pouvoir compter. Mais, vers six heures du soir, on apprit quelles mesures venait de prendre la Convention. Le maire proposa aussitôt d'appeler à l'Hôtel de ville les hommes du 10 août, et déclara, en élevant aux yeux de tous le tableau de la déclaration des droits de l'homme, que, du moment que la Convention trahissait ces droits, l'insurrection était un devoir sacré. Cependant, on était inquiet; on remarquait que les galeries ne se remplissaient pas, et on envoya sur la place pour y recruter des auditeurs; puis il se trouva que la liste sur laquelle les membres présents s'étaient déjà inscrits en partie avait disparu tout à coup, et les secrétaires qui avaient à dresser le procès-verbal déclarèrent qu'ils voulaient rentrer chez eux pour dîner. Les plus hardis virent qu'il n'y avait pas un moment à perdre si l'on ne voulait pas que la défection devînt générale. Ils firent sonner le tocsin, envoyèrent aux prisons pour en faire sortir les cinq députés et Henriot, et pressèrent autant que possible les préparatifs du coup de main projeté contre la Convention. Robespierre le jeune, qui parut le premier, fut reçu avec des cris de joie et des embrassements. Son frère avait été conduit au bureau de la police, d'où il refusa de sortir à la première invitation; il voulait, comme Marat, se présenter devant le tribunal révolutionnaire, où il espérait recevoir une éclatante et victorieuse réparation. Il ne céda que sur un second message, qui lui annonça la délivrance de Couthon et de Saint-Just. Son apparition accrut jusqu'au délire l'ardeur de ses partisans. Un comité de douze membres fut établi et chargé de diriger la révolte; de nombreuses arrestations eurent lieu dans la salle même, où plusieurs voix s'étaient élevées en faveur de la Convention, et Henriot, qui venait également d'être délivré, reçut l'ordre de marcher contre cette Assemblée. Celle-ci avait ouvert la séance à l'heure fixée; bientôt les nouvelles les plus alarmantes lui arrivèrent coup sur coup.

Cependant la certitude d'une ruine complète si l'on ne triomphait pas soutenait les esprits. Lorsqu'on apprit que la révolte venait d'éclater, la Convention prononça la mise hors la loi de tout fonctionnaire récalcitrant et de quiconque se refuserait à exécuter un ordre d'arrestation, donna le commandement de la force armée au député Barras, qui avait été officier autrefois, et envoya dans toutes les sections des commissaires chargés de s'assurer des sentiments des citoyens. Ces mesures produisirent immédiatement l'effet qu'on en attendait. Robespierre lui-même avait détruit quatre mois auparavant, par la chute des Hébertistes, les éléments qui, seuls, auraient pu le sauver. Privées de leurs chefs, les bandes qui avaient triomphé du roi le 10 août et de la Convention le 2 juin s'étaient dissoutes à jamais. On se trouvait maintenant en face d'une population qui n'avait d'autre désir que celui du repos public et de la liberté individuelle, et qui ne voyait en Robespierre que l'auteur et le chef détesté du régime de la terreur. Les canonniers d'Henriot eux-mêmes, auxquels celui-ci venait de donner l'ordre de diriger leurs pièces sur les Tuileries, l'abandonnèrent lorsqu'ils eurent connaissance du décret de mise hors la loi, de sorte qu'il revint en toute hâte se réfugier à l'Hôtel de ville, auprès de ses amis. De toutes les sections, les gardes nationaux accouraient à l'envi pour protéger la Convention. Quelques instants après minuit, tout danger avait disparu et l'Assemblée put songer à faire elle-même la dernière attaque. Legendre conduisit une colonne contre les Jacobins, dispersa le club sans difficulté et en ferma les portes, tandis que Léonard Bourdon se dirigeait avec deux autres colonnes vers l'Hôtel de ville. Là tout était redevenu calme dans la grande salle; on attendait des nouvelles des sections. Robespierre et ses plus proches amis s'étaient retirés dans une pièce écartée pour y délibérer plus à l'aise. Tout à coup, on entend retentir dans cette chambre le bruit de plusieurs coups de feu, et aussitôt la nouvelle que Robespierre vient d'attenter à ses jours se répand dans la salle. En effet, en apprenant que, de toutes parts, les gardes nationaux se déclaraient pour la Convention, Saint-Just et Lebas avaient sommé leur ami de se lever et de se mettre lui-même à la tête des derniers partisans qui leur fussent restés fidèles; mais Robespierre, abattu et découragé, resta sourd

à ces prières. Alors Lebas, qui, depuis la veille, s'attendait à une catastrophe, s'écria : « Eh bien, donc, il ne nous reste plus qu'à mourir ! » et prenant deux pistolets qu'il portait sur lui, il en présenta un à Robespierre et se fit sauter la cervelle avec l'autre (1). Saint-Just resta sombre et immobile; quant à Robespierre, il se plaça le canon dans la bouche et pressa la détente d'une main incertaine; il tremblait tellement, qu'il ne fit que se fracasser la mâchoire, sans se donner la mort. Presque au même instant, Léonard Bourdon pénétrait avec ses troupes à l'Hôtel de ville, où la confusion et le désordre étaient à leur comble. Robespierre le jeune se jette alors par une fenêtre, mais il est relevé vivant encore. Quant à Henriot, un de ses compagnons, indigné de son manque d'énergie, le jette également au dehors; il tombe sur un tas d'immondices et n'est que légèrement blessé. En quelques minutes tous sont arrêtés. Leur mise hors la loi rendait toute procédure inutile; cependant ce ne fut que dans l'après-midi que les préparatifs de leur exécution furent terminés. On avait étendu Robespierre sur une table, où une boîte soutenait sa tête blessée. Il était silencieux, impassible, et ne remuait que pour essuyer avec des morceaux de papier le sang qui s'échappait de sa blessure et lui inondait le visage. Les curieux se pressaient autour de lui; il n'entendait de toutes parts que les expressions d'une joie haineuse; mais il promenait des regards vitreux sur ceux qui l'insultaient, sans que son calme se démentît un seul instant. Enfin parurent les charrettes qui devaient le conduire, avec vingt et un de ses compagnons, au lieu des exécutions. Sur l'échafaud, le bourreau arracha le bandage qui couvrait sa blessure; il poussa alors un cri de douleur, le premier son qui fût sorti de sa bouche depuis son arrestation : ce fut aussi le dernier !

Le lendemain, soixante et onze membres de la municipalité furent également conduits à la mort : le règne de la terreur finit par un affreux carnage.

Qu'allait-il advenir maintenant? C'est ce que nul ne pouvait prévoir; mais on comprenait qu'il fallait, avant tout, compléter la victoire remportée sur la faction tombée et la mettre à

(1) Notice sur Lebas, Buchez, 35.

profit. Pendant des semaines entières, chaque séance de la Convention vit se produire de nouveaux chefs d'accusation, de persécution, de proscription. Une épuration radicale du personnel des commissions populaires et ministérielles fut décidée, et l'action du tribunal révolutionnaire fut interrompue jusqu'au moment où ce tribunal serait reconstitué. Mais ici l'alliance qui avait renversé Robespierre se rompit : les membres du Comité de Salut public, encore pleins d'ardeur révolutionnaire, s'opposèrent violemment aux modérés du côté droit, lesquels demandaient la dissolution immédiate du tribunal; par là ils s'aliénèrent la majorité, et bientôt la Convention répéta avec enthousiasme qu'il fallait avant tout qu'elle s'affranchît elle-même de la tyrannie du Comité. Tous les décrets du 22 prairial furent successivement rapportés; puis on décida que les deux Comités seraient reconstitués, c'est-à-dire qu'un quart des membres en sortiraient à la fin de chaque mois et ne pourraient y rentrer qu'un mois plus tard. Par là, sans doute, le but qu'on poursuivait était atteint, la prépondérance du Comité sur la Convention était détruite; mais le désordre et la confusion que tous les hommes compétents avaient si amèrement déplorés jusque-là furent encore augmentés par ces mesures. Le nouveau système s'opposait à toute unité de direction, à toute suite dans les affaires, et les effets en furent d'autant plus funestes que, pendant quelque temps encore, nul n'eût su dire quel parti l'emporterait sur l'autre. On vit donc tout à coup une profonde faiblesse succéder dans le gouvernement à une omnipotente autorité, et l'opinion publique reconquit soudainement une force plus grande que celle qu'elle avait possédée aux premiers jours de la révolution. Seulement cette opinion avait totalement changé de direction depuis 1789. Alors le parti démocratique était à sa tête, entraînant derrière lui, dans une immense majorité, les espérances et les vœux de toute la nation; aujourd'hui ce parti était troublé, en proie à la discorde, et l'abus cruel qu'il avait fait de sa force lui avait attiré la haine du pays. Paris, et après lui la France entière, répétaient avec une joie toujours croissante que le règne de la violence, du meurtre, du pillage avait cessé. De nombreuses gazettes, auxquelles le 9 thermidor avait rendu la liberté de leur langage, devançaient la voix du peuple par d'énergiques mani-

festes; déjà les suspects étaient élargis par centaines; le maximum était enfreint partout; le châtiment des vrais criminels était demandé avec instances. Quant au gouvernement, il n'osait ni résister ni marcher en avant.

Les relations extérieures surtout se ressentirent du temps d'arrêt qui se manifesta dans le gouvernement de la France. Depuis que Carnot était sorti du Comité de Salut public, la guerre languissait sur toutes les frontières. Les relations diplomatiques que Robespierre était sur le point de nouer au moment de sa chute ne furent pas poursuivies. Aucune négociation définitive n'était encore entamée; certaines tendances vers un rapprochement se faisaient seules jour çà et là, et avaient puissamment influé sur les événements de la guerre; mais pas un mot d'engagement n'avait encore été prononcé; c'est à peine si une démarche préliminaire avait été faite. Le 9 thermidor ramena donc de toutes parts une incertitude complète, et le sort de la Pologne reparut plus que jamais au premier plan dans les complications européennes.

LIVRE X

TROISIÈME PARTAGE DE LA POLOGNE

CHAPITRE PREMIER

PRISE DE CRACOVIE

A Saint-Pétersbourg, de même que dans toute la Russie, on n'entendait contre la Pologne qu'un cri de colère et de vengeance. L'esprit dominateur de la Tzarine, les sentiments d'honneur de l'armée, la vieille haine nationale du peuple, tout avait été irrité et blessé par les désastres de Varsovie. Nul ne songeait à la paix, quels que fussent les dangers et les charges de la guerre; il semblait être reconnu par tous que l'anéantissement complet de la Pologne pourrait seul laver l'affront subi par les armes russes. Catherine était plus que personne pénétrée de ce sentiment; mais elle comprenait aussi mieux que qui que ce fût tout ce que la situation avait de critique. Les revers essuyés en Pologne avaient montré d'une manière terrible les vices de l'organisation militaire de la Russie. Avec bien des efforts, on pouvait espérer réunir encore dans tout l'empire trente mille hommes de réserve environ, mais il était impossible qu'ils atteignissent le théâtre de la guerre avant un mois. L'armée de Soltikow devait en fournir la plus grande partie; quant à Suwarow, qui alors protégeait presque seul les frontières du Sud contre les Turcs, on n'osait pas lui enlever un seul homme, car qui répondait que la Porte n'allait pas chercher à se venger des menaces qui lui avaient été faites? Les nouvelles de Constantinople étaient vagues et contra-

dictoires, et la paix n'offrait pas de ce côté de sérieuses garanties à la Russie. Au Nord, la Suède se montrait de plus en plus hostile. Lorsque Staël eut conclu avec le Danemark l'alliance de neutralité armée dont nous avons parlé, une partie de la noblesse de Suède, ayant à sa tête le beau, ardent et téméraire baron d'Armfeldt, avait offert à Catherine de renverser le régent et Reuterholm au moyen d'une vaste et puissante conspiration, si elle voulait les soutenir par l'apparition d'une flotte russe devant Stockholm. Catherine avait accueilli favorablement ce projet; mais le complot fut découvert. Armfeldt s'enfuit à grand'peine, et comme le gouvernement suédois le poursuivait de sa haine, tandis que les cours alliées refusaient opiniâtrément de le livrer, il devint l'objet d'une correspondance diplomatique d'une violence singulière. A Varsovie, au contraire, le ministre de Suède était dans les meilleurs termes avec les nouveaux possesseurs du pouvoir, de sorte que tous, Polonais et Russes, s'attendaient à ce que la Suède saisît la première occasion pour intervenir dans la lutte.

Dans cette situation délicate, l'impératrice tournait ses regards avec plus d'inquiétude que jamais vers ses alliées, les deux grandes puissances allemandes. Cette fois, ce fut sérieusement qu'aussitôt après les désastres de Varsovie elle réclama à Vienne aussi bien qu'à Berlin le secours auquel les traités lui donnaient droit. A la vérité, elle n'obtint pas, dans ce premier moment, le résultat qu'elle aurait désiré : l'Autriche, son alliée secrète contre les Turcs, à laquelle elle accordait toute sa faveur, lui exprima les plus chaudes sympathies, mais en se montrant beaucoup plus préoccupée de la Belgique que de la Pologne, tandis que la Prusse, qui lui portait ombrage et qui s'était déjà si fort étendue en Pologne, mit immédiatement en campagne une armée considérable, dont le roi lui-même prit le commandement. Cependant, malgré toutes ses sympathies pour l'Autriche, la Russie ne pouvait que se réjouir de ce que la Prusse, en occupant les forces de Kosciusko, lui permettait de compléter ses armements. Ceux-ci se poursuivaient activement. Le général Derfelden avait quitté l'Ukraine et se dirigeait au Nord, vers Brzesc et Slonim, avec un corps de l'armée de Soltikow; ce corps était soi-disant fort de trente mille hommes; mais, en réalité, il

en comptait tout au plus sept mille. Le prince Repnin, qui avait remplacé Igelstrœm dans le commandement général, était arrivé à Riga, amenant avec lui six mille hommes, sous les ordres du général Nummsen, pour renforcer le corps de troupes russe qui se trouvait encore en Lithuanie. Ce qui restait en Pologne de la garnison de Varsovie, sept mille hommes environ (1), était rassemblé près de Lowicz, non loin de la frontière de Prusse; après la défaite de Raclawice, le général Denisow s'était retiré du côté d'Opatow, dans la province de Sendomir, où peu à peu ses forces atteignirent le chiffre de huit mille cinq cents hommes (2). Le général Fersen fut placé, au commencement de mai, à la tête de ces troupes; mais, en attendant, Denisow reçut l'ordre de se rapprocher de la frontière prussienne et de se réunir au corps de Favrat. La Russie ne négligeait donc rien pour concentrer et pour augmenter ses forces. Quant à son but, elle le dissimulait et s'enveloppait dans un silence circonspect chaque fois que l'ambassadeur de Prusse à Saint-Pétersbourg cherchait à sonder ses intentions. Catherine ne voulait prendre d'engagement à aucun prix tant qu'elle ne serait pas parfaitement d'accord avec l'Autriche; or, comme François II était alors en Belgique, cet état d'incertitude pouvait se prolonger pendant plusieurs mois.

Les circonstances étaient donc on ne peut plus favorables à la Prusse, qui, depuis le commencement de mai, avait cinquante mille hommes de troupes bien exercées réunis dans le voisinage du point décisif. Sa route était clairement tracée. Elle avait pu, les années précédentes, se demander s'il n'y aurait pas avantage pour elle à soutenir la Pologne contre la Russie; mais maintenant l'hésitation ne lui était plus permise, et tout la poussait à agir promptement. Kosciusko lui avait déclaré la guerre aussi bien qu'à la Russie; plus tard, il est vrai, il lui avait fait de secrètes propositions de neutralité; néanmoins toute la Prusse méridionale était en fermentation, et il était facile de prévoir que la première victoire remportée par les Polonais serait pour cette province le signal d'une insurrection générale. Malgré les journées désastreuses de Varsovie, nul changement ne s'était opéré dans

(1) Pistor, 194.
(2) Treskow, 62.

les idées des Polonais, qui eussent encore, comme en 1793, préféré le joug des Russes à celui des Prussiens. Des deux parts, une haine réciproque remplissait les âmes depuis des siècles; c'était un malheur pour la Pologne comme pour l'Allemagne, mais, du moment que le fait existait, la Prusse ne pouvait pas reculer. Il fallait, au contraire, qu'elle marchât résolûment en avant, et qu'elle défendît ses intérêts contre des amis hostiles et des voisins irrités. Quoique le mot de partage n'eût pas encore été prononcé, il était dans l'air à Saint-Pétersbourg comme à Berlin, dans les camps comme dans les chancelleries. Il était certain qu'on en arriverait là; la seule chose qui restât encore dans l'ombre était la manière dont le partage serait réglé. Ce que la Prusse devait souhaiter en pareil cas était nettement indiqué. La nature désignait aux possesseurs de Breslau, de Posen et de Kœnigsberg, le Niémen, la Nareve et la Vistule comme leurs seules vraies et sûres limites; mais il était hors de doute que l'Autriche s'opposerait à ce que sa rivale prît une telle extension, et plus que probable que Catherine soutiendrait l'Autriche. Moins donc la Prusse était capable de lutter avec les deux cours impériales, plus il importait qu'elle fît pencher la balance en sa faveur par la promptitude de ses résolutions et de ses actes. Il était évident qu'elle pourrait tenir un tout autre langage, si ses armes victorieuses étouffaient la révolte polonaise et si elle s'emparait d'une main hardie des provinces qu'elle convoitait, que si elle devait en implorer la concession du bon plaisir de ses alliées. Nous avons déjà vu que le plan développé au roi par Manstein et Lucchesini était tout à fait basé sur ces idées, tant sous le rapport militaire que sous le rapport diplomatique.

Si, conformément à ces vues, les Prussiens avaient énergiquement attaqué au mois de mai, ni Kosciusko ni Catherine n'auraient pu résister aux prétentions du roi. En effet, la situation de la Pologne était triste au plus haut point; nulle part ce pays n'offrait de véritables éléments de résistance. Kosciusko était rempli de patriotisme et de talents militaires; mais il ne possédait ni l'expérience politique ni le cynisme démagogique qu'eussent réclamé les circonstances. Il était calme et sérieux par nature, exempt de toute passion basse ou égoïste, de haine et de vengeance; son seul mobile était un ardent désir de gloire. Le sentiment du devoir

l'avait entraîné dans son entreprise, mais jamais il ne s'était flatté de l'espoir de réussir; la ruine, au contraire, lui avait toujours semblé inévitable. Cependant ce sentiment n'influa jamais sur ses actes, n'affaiblit jamais son dévouement; il le fortifia plutôt dans la résolution de ne souiller une cause mourante par aucune injustice ni aucune violence, eussent-elles pu même lui procurer un avantage passager. Durant les premières semaines de l'insurrection, il avait fait pendre un partisan de la Russie; mais, depuis lors, nul ne put le décider à prendre une mesure de rigueur. Son vœu le plus cher était de triompher de la mollesse sensuelle et de l'irréflexion capricieuse de ses compatriotes, d'ennoblir ceux-ci, de les relever au moyen de l'excitation patriotique et religieuse, et de réconcilier tous les partis dans une seule pensée, celle de la Pologne, leur mère commune. Mais ces nobles mobiles ne pouvaient rien sur les hommes auxquels il commandait, et ses efforts restèrent vains parce qu'il ne voulut pas les soutenir par l'égoïsme ou la terreur. Il s'occupait sans relâche de lever des troupes; mais il était arrêté à chaque pas par l'indifférence inerte des paysans et par le mauvais vouloir de la noblesse. C'était en vain que ses agents offraient aux premiers la propriété des terres et la liberté; il ne faisait par là qu'irriter les nobles, qui l'accusaient de vouloir leur enlever leurs biens. Ceux-ci poussaient les populations des campagnes à se réfugier dans les bois dès qu'apparaissaient les régiments patriotes, et eux-mêmes émigraient en foule vers la Galicie. L'armée de Kosciusko ne s'augmentait donc que bien lentement; au commencement de mai, il avait peut-être douze mille hommes autour de Cracovie, tandis qu'à l'Ouest le général Favrat rassemblait près de Czenstochowa un corps d'égale force, et qu'à l'Est le général Denisow le séparait complétement de la rive droite de la Vistule, de Lublin, de Chelm, et des troupes de Grochowski. Le général polonais tenait avant tout à rester en communication avec ce dernier; il résolut donc, se fiant à la lenteur de Favrat, de laisser devant Cracovie trois mille hommes armés de faux pour masquer plutôt que pour protéger la ville contre les Prussiens, et de marcher sur Denisow avec sa masse principale, en descendant la Vistule. Mais il reconnut bientôt que, réduit à ses propres forces, il ne serait pas en état de l'emporter, même sur les Russes; il se vit forcé, au contraire,

de se retrancher derrière de fortes redoutes, dans une position solide près de Polaniec, où il avait la Vistule d'un côté et un profond ruisseau devant lui, et d'attendre là que Grochowski le rejoignît, ce qui devait prendre Denisow entre deux feux. Les deux armées restèrent ainsi en présence et presque inactives jusqu'au milieu de mai; alors Grochowski, après bien des efforts, ayant passé la Vistule avec sept mille hommes, Denisow, pour ne pas être pris à revers, se retira précipitamment vers le Nord-Ouest et se dirigea vers la frontière de Prusse, comme il en avait reçu l'ordre depuis longtemps. Aussitôt Kosciusko se réunit à Grochowski, et marcha sur les pas des Russes. Une action décisive semblait imminente, car le général Favrat s'était également avancé, et était entré le 10 mai sur le territoire de la république avec onze mille hommes. Il aurait pu, en quelques jours de marche, atteindre Cracovie restée presque sans défense, et s'y emparer de tous les magasins, de tous les dépôts, de toutes les caisses de Kosciusko; mais le général polonais avait bien jugé son adversaire. Favrat possédait au plus haut degré cette circonspection qui avait fait la gloire du duc de Brunswick dans l'état-major prussien, mais qui lui avait été si funeste pendant la guerre. Au quartier, il appliquait toutes les ressources de son esprit à combiner des marches habiles, et à dresser des plans de bataille grâce auxquels il espérait écraser l'ennemi; puis, une fois en campagne, il ne savait plus agir et encore moins combattre, soit parce que sa boulangerie n'était pas encore organisée, soit parce qu'il manquait des ustensiles de cuisine réglementaires. Il resta donc jusqu'au 18 mai sans se décider à attaquer les bandes que Kosciusko avait placées à Skala, à deux lieues en avant de Cracovie. Le résultat cependant fut tel qu'on devait l'attendre : aux premiers coups de canon, les paysans s'enfuirent si rapidement que les vainqueurs ne firent qu'un seul prisonnier. Favrat alors se plaignit de ce que son plan de bataille n'avait pas été fidèlement exécuté; il voulait exterminer tous les paysans, après quoi, dit-il, dans son rapport, il aurait immédiatement fondu sur Cracovie. Au lieu de cela, il passa tranquillement toute la journée du 19 sur le champ de bataille, puis, le 20, un coup de canon d'alarme, sans conséquence d'ailleurs, lui servit de prétexte pour se retirer tranquillement derrière la rivière de Pilica. Là, le

général Denisow lui-même vint le trouver pour lui proposer de réunir leurs efforts afin de livrer à Kosciusko une bataille qui probablement eût décidé de l'issue de la campagne ; mais Favrat souleva de nouveau mille difficultés, et finit par déclarer qu'il ne lui appartenait pas de terminer la guerre au moment même où l'arrivée du roi était attendue de jour en jour. Les opérations furent donc complétement suspendues jusqu'au 3 juin, temps précieux dont Kosciusko profita pour activer ses armements.

Tandis que, dans le Sud, le général polonais avait ainsi à soutenir des luttes incessantes, difficiles et désespérées contre les armées étrangères et contre la mauvaise volonté de ses compatriotes, le torrent révolutionnaire grossissait toujours à Varsovie (1). Le gouvernement provisoire avait conservé dans la ville douze mille hommes de troupes de ligne environ ; il avait dispersé le reste en petits détachements, placés, les uns sur la Nareve, les autres à Lowicz et à Rawa, pour surveiller la frontière prussienne et armer les paysans. Le général Mokranowski, commandant militaire de la capitale, avait fait élever autour de Varsovie une suite de retranchements sur lesquels furent placés les canons de l'arsenal ; quiconque ne voulait pas passer pour un ami des Russes devait prendre la pioche et la bêche, au moins pour quelques jours. Le roi Stanislas lui-même, pour complaire à ses sujets, dut jeter quelques pellées de terre sur les nouveaux bastions ; mais, quoi qu'il fît, chacun se défiait de sa faiblesse ; on ne le croyait pas capable de prendre une résolution énergique, et le gouvernement provisoire ne cherchait pas plus que le peuple à lui dissimuler ses soupçons et son hostilité. Stanislas était placé sous la surveillance constante de deux agents de la commune, et plus d'une fois il se vit arrêté par la populace dans ses promenades, qu'on soupçonnait d'être de coupables tentatives de fuite. Les nobles, dont les intelligences avec la Russie avaient été prouvées, soit à la dernière diète, soit par les papiers d'Igelstrœm, étaient plus mal traités encore. De nouvelles et nombreuses arrestations avaient suivi de près l'exécution de Kossakowski. L'ancien favori d'Igelstrœm, le colonel Bauer, avait été pris, et,

(1) Outre le récit de Zajonczek et la correspondance, toujours bien informée, du journal politique, je me suis encore servi, pour ce qui suit, des dépêches de Buchholz, ambassadeur de Prusse, et de celles du Hollandais Griesheim.

dans l'espoir d'échapper à la mort, il s'était empressé de dénoncer tous les membres de l'ancien parti russe, ou ceux que les nouveaux possesseurs du pouvoir voulaient perdre sous ce titre. La terreur était donc générale, et l'on devait d'autant moins espérer le rétablissement d'un ordre de choses régulier, que tout le monde était armé jusqu'aux dents, sans que la moindre discipline régnât parmi la masse du peuple. Ainsi qu'il arrive toujours en pareille circonstance, les gens aisés et les ouvriers honnêtes se retirèrent bientôt de ce tumulte; la lie de la population resta seule alors à faire retentir la ville du bruit des armes; aucun frein ne réprimant sa licence avide, elle se chargeait d'exercer la police révolutionnaire contre les mauvais patriotes, et vivait dans l'abondance aux dépens des citoyens effrayés, lesquels, sans s'inquiéter de la délivrance nationale, flottaient incertains entre la crainte des excès du peuple et celle des tribunaux russes. Ils ne supportaient que bien à contre-cœur les charges et les impôts qui se succédaient sans relâche, tels que l'envoi de tous les ustensiles d'argent à la monnaie, la remise de tous les chevaux aux armées, l'entretien des milices de passage, le payement d'un quart de leurs revenus pour l'année courante d'abord, puis bientôt, par anticipation, pour les trois années suivantes. Le commerce était complétement arrêté; là où les mesures des puissances ne l'avaient pas détruit, le gouvernement provisoire lui-même s'était chargé de ce soin, en défendant l'exportation de tous les objets utiles à la guerre, et surtout des denrées alimentaires.

A la fin de mai, cette situation se compliqua encore dans la capitale. Kosciusko avait enfin reçu, le 10, la nouvelle de la révolution de Varsovie; aussitôt il avait envoyé dans cette ville les deux plus considérables de ses partisans, Ignace Potocky et Hugo Kollontai, afin d'y établir un gouvernement digne de la grandeur de la cause. Ceux-ci arrivèrent le 18 mai et prirent sans tarder la direction des affaires. Dans le premier moment, ils furent salués par les acclamations unanimes du peuple; mais la différence de leurs deux natures ne se fit sentir que trop tôt, et leur présence, loin d'être le signal du rétablissement de l'ordre, fut, au contraire, celui de nouvelles dissensions. Potocky, issu d'une des plus riches et des plus puissantes familles du pays,

avait montré de bonne heure des avantages personnels dignes de cette noble origine. Son esprit était vif, mobile, pénétrant. Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, il avait reçu à Rome une éducation plus soignée et des connaissances plus profondes qu'on n'en trouvait d'habitude chez la noblesse polonaise, ce qui ne l'empêchait pas de posséder à un haut degré la grâce facile et séduisante qui est le propre de cette nation. Il y joignait, en outre, ce que l'on ne trouvait plus guère chez ses compatriotes, un instinct naturel pour tout ce qui est grand et noble, et une répugnance invincible pour la vulgarité et l'égoïsme. Il avait fièrement professé ses convictions dans les cercles sans mœurs et sans croyances de la haute société de Varsovie; aussi était-il, depuis 1788, à la tête du parti de la réforme. Grâce à son intelligence, à son activité, à ses connaissances, il monta rapidement de degré en degré, devint membre du conseil d'éducation ou ministère de l'instruction publique, et bientôt après, à l'âge de trente ans, fut nommé grand-maréchal de Lithuanie. Ses succès populaires ne furent pas moins considérables; la masse des patriotes suivait son brillant chef avec enthousiasme, et il pouvait se considérer comme le véritable auteur de la constitution de 1791. « C'est le seul d'entre eux qui ait du talent », écrivait l'ambassadeur russe à la Tzarine, « mais il manque de prudence politique, et ses défauts dominants, l'amour-propre et une confiance exagérée en lui-même, sont trop faciles à exciter ». Il partageait le désintéressement de Kosciusko et le penchant de Kollontai vers la démocratie; mais, tandis que de sombres inquiétudes abattaient le premier et endurcissaient le second, Potocky était rempli d'une espérance inébranlable, qui lui présentait la victoire comme assurée. Tels avaient déjà été ses sentiments en 1792, et les cruels désenchantements de cette époque n'avaient pu lui ravir sa confiance. Ses amis s'étonnaient souvent qu'il pût rester si gai au milieu de tant de fatigues et de dangers. « Au pis aller, disait-il alors, si nous succombons, ce sera avec la patrie; sera-ce un malheur? »

Un homme tel que celui-là aurait pu, malgré quelques dissidences d'opinion, opérer de grandes et bonnes choses de concert avec Kosciusko ; mais il n'en était pas de même de Kollontai, dont la versatilité et les talents eux-mêmes devaient être la source de

discordes funestes à la cause patriotique (1). De même que Potocky, Kollontai avait étudié à Rome pour entrer dans les ordres; puis il s'était lié avec l'évêque Soltyk, grâce auquel il avait obtenu un canonicat à Cracovie. Bientôt après, dans l'espoir de plus grands avantages, il se tourna vers le parti russe, ce qui lui valut le rectorat de l'université de Cracovie. Ses talents et son empressement à se rendre utile le firent distinguer par les possesseurs du pouvoir; il fut nommé référendaire de la couronne et espérait arriver aux dignités de chancelier et d'évêque. Il avait le travail facile, connaissait mieux que qui que ce fût le dédale des lois polonaises, et écrivait tour à tour adroitement, énergiquement et passionnément, selon que le réclamaient les circonstances ou les gouvernants. Malheureusement il n'était resté étranger ni aux penchants ni à la corruption de la nation polonaise. Son visage rouge et gonflé, ses yeux noirs et ardents, dénotaient un homme adonné aux excès et aux orgies de toute nature; aussi une goutte violente et prématurée l'empêchait-elle de marcher sans le secours d'une canne. L'amour des plaisirs avait fait naître en lui la soif de l'argent. Il passait pour être prêt à tout moyennant salaire, pour ne pas rendre le plus petit service sans se faire bien payer, et pour être, à cette condition, à la disposition de tous les partis à la fois. Lorsque les patriotes eurent le dessus, en 1790, il s'empressa de se joindre à eux, et, comme tous les nouveaux convertis, il déploya pour cette cause un zèle fanatique. Ses talents furent d'un grand secours au parti : c'était un logicien instruit et habile, qui ne reculait devant aucune conséquence pour peu qu'elle fût compatible avec ses intérêts, qui excellait dans toute espèce de travail, et qui se montra inappréciable au milieu des intrigues des partis. Il prit une part considérable à la législation et plus encore au coup d'état de 1791 ; mais, tandis que Potocky s'enthousiasmait pour les principes des *Droits de l'homme*, lui ne considérait que les avantages réels de la révolution française. Lors de la catastrophe de 1792, on le vit hésiter et chanceler de nouveau; il aurait passé sans difficulté au parti victorieux, si celui-ci lui eût garanti sa charge de vice-chancelier de la couronne. Il opina au conseil

(1) Smitt, Suwarow, II, p. 172, 476, 481.

royal pour qu'on adhérât à la confédération, et, comme ses compagnons se déclaraient en faveur de l'émigration, il leur répondit qu'il leur était bien facile de parler ainsi, à eux qui, n'importe où ils iraient, ne manqueraient jamais de rien; mais que lui, pauvre diable qui n'avait que son emploi pour vivre, se trouvait dans une position bien différente; il demanda enfin s'il ne vaudrait pas mieux qu'il restât en Pologne et se réunît aux Targoviciens pour servir encore en secret la cause patriotique. Cette proposition ayant été rejetée, il se décida pour le moment à jouer un double jeu. Il quitta Varsovie, mais, en partant, il laissa en secret son acte d'adhésion à la confédération de Targovice, ce dont il donna connaissance à l'ambassadeur russe. Puis il resta sur la frontière de la province de Cracovie, pour y attendre le résultat de sa démarche; mais il eut l'humiliation de voir que les Russes le méprisaient, que les Targoviciens dédaignaient ses services, et que son emploi de chancelier passait en d'autres mains. Il arriva donc à Dresde rempli d'une double colère, ne respirant que la haine et la vengeance. Il était près de Kosciusko, à Cracovie, lorsqu'on reçut la nouvelle du soulèvement de Varsovie; son premier soin fut de demander si le roi avait été tué, et, ayant reçu une réponse négative, il éclata en malédictions. Il discutait sans cesse avec Kosciusko sur la question de savoir s'ils devaient écraser leurs adversaires avec une main de fer ou chercher à les gagner à force de générosité. Il s'appliquait à faire ressortir la profonde immoralité de la faction ennemie, et demandait surtout l'abolition de l'esclavage des paysans, qu'il nommait, à juste titre, la grande tache nationale; il espérait, par cette mesure, envenimer à jamais la haine des partis, et forcer Kosciusko à exercer une autorité sanguinaire. Ces sentiments de Kollontai étaient bien connus à Varsovie, aussi la nouvelle de sa prochaine arrivée y causa-t-elle une vive agitation. On l'accusait de vouloir abolir la propriété et provoquer des massacres en masse, à l'exemple de ce qui s'était passé à Paris.

Conformément aux ordres du général en chef, le premier soin de Potocki en arrivant à Varsovie fut d'établir, le 28 mai, un conseil supérieur destiné à remplacer le gouvernement provisoire. Ce conseil se composait, outre lui et Kollontai, de l'ancien

président Zakrewski et de cinq autres magnats; les autres membres du gouvernement provisoire furent mis de côté, et Mokranowski, commandant de la ville, que l'on regardait comme un instrument du roi Stanislas, fut remplacé par le général Orlowski, dont le dévouement était assuré. Ces mesures rencontrèrent toutefois bien des résistances. D'un côté, on vit s'agiter tous les partisans du roi, auxquels vinrent se joindre, par peur de la sévérité de Kollontai, les anciens amis des Russes et un grand nombre de nobles, qui regardaient l'abolition du servage comme la ruine de leur fortune. D'un autre côté, les prolétaires et les bourgeois de la capitale s'irritèrent de ce que le Conseil n'était composé que de gentilshommes, tandis que les vrais représentants de la grande cause populaire, tels que Kapustas et Kilinski étaient exclus du gouvernement. Le parti russe n'hésita pas à exploiter contre Kosciusko ces dispositions du peuple, de même qu'à Paris le parti de la cour s'était quelquefois ligué avec Danton et ses bandes contre le parti constitutionnel. Les citoyens, fortifiés et excités par ce secours inattendu, se mirent bientôt en mouvement, et envoyèrent une députation à Kosciusko pour lui exposer leurs griefs et lui demander satisfaction. Le général se trouva alors dans une position délicate : il était humiliant de céder, et dangereux de résister; il essaya donc d'un moyen terme, et nomma un certain nombre des candidats populaires, non membres du Conseil, mais suppléants à ce même Conseil. Par là, il calma pour un instant le mécontentement; mais un ferment d'opposition resta dans les esprits, et l'explosion ne devait pas tarder à avoir lieu.

Cependant, la Prusse complétait ses préparatifs de guerre. Dans la Prusse orientale, le général Brunneck établissait, avec huit mille hommes, un cordon le long de la frontière de Lithuanie, tandis que, sur la Nareve, le général Schœnfeld, à la tête de onze mille hommes, livrait incessamment de petits combats aux avant-postes polonais. Plus au Sud, en deçà de la Vistule, un corps de près de huit mille hommes, commandé d'abord par le général Bonin et ensuite par le prince royal, était placé entre Zakrozyn et Rawa, afin de protéger Posen en cas d'attaque de la garnison de Varsovie. Enfin, le 3 juin, le roi lui-même arriva au quartier général de Favrat, dans la province de Cracovie, avec

des renforts considérables. Il était accompagné de Manstein, de Lucchesini et du prince de Nassau-Siegen, que Catherine avait envoyé auprès de lui en qualité de représentant militaire, afin de sonder les intentions de la Prusse et d'arrêter le plan de la campagne. Le prince de Nassau passait à Saint-Pétersbourg pour un des plus ardents partisans de l'alliance prussienne; dépassant ses instructions, il avait même, l'hiver précédent, défendu les intérêts prussiens à Vienne; on ne pouvait donc trouver un meilleur intermédiaire entre le roi et la Tzarine, lesquels, en attendant, restaient tous deux renfermés en eux-mêmes, sans vouloir faire les premières avances. Nassau avait déjà parlé de l'anéantissement de la Pologne à l'ambassadeur de Prusse à Saint-Pétersbourg; il prétendait savoir que le roi désirait un partage, et assurait que Souboff et Markoff le désiraient également, mais qu'ils voulaient seulement laisser subsister une petite langue de terre entre les deux États, afin d'éviter un voisinage immédiat et les inconvénients qui y sont toujours attachés. Il renouvela ces ouvertures au quartier général; tout en répétant bien haut qu'il ne faisait qu'exprimer son opinion personnelle, sans avoir de mission à cet égard, il dit combien il serait agréable pour Souboff et flatteur pour lui-même que la Prusse les désignât au choix de l'impératrice comme les ducs à venir des provinces destinées à séparer les deux États; il ne paraissait pas douter qu'en ce cas Souboff n'employât toute son influence pour obtenir que la Prusse pût s'étendre jusqu'à la Vistule. Ces projets, avec lesquels s'accordait parfaitement le plan de campagne conçu par Repnin et proposé par Nassau, sonnaient de la manière la plus agréable à l'oreille du roi. D'après ce plan, les armées russes devaient se borner à soumettre la Lithuanie, et laisser aux Prussiens le soin de conquérir toute la partie de la Pologne située à l'Ouest de la Vistule. Cependant, on apprenait d'autres sources que Repnin ne faisait aucun mystère de son aversion personnelle contre la Prusse, et qu'en général tous les officiers russes témoignaient une prédilection bien marquée en faveur de l'Autriche, dont ils désiraient la coopération dans la guerre de Pologne. Les lettres mêmes que le comte de Goltz écrivait de Saint-Pétersbourg étaient de nature à refroidir toute confiance dans les promesses de Nassau : « L'impératrice et

Souboff, disait l'ambassadeur, montraient la plus grande réserve à son égard, Markoff était en relations intimes avec Cobentzel, et Besborodko répétait partout que la Russie devait, cette année, donner la préférence à l'empereur comme elle l'avait donnée au roi de Prusse en 1793, afin de rester fidèle à son principe de tenir toujours une des puissances en échec au moyen de l'autre, pour les mieux dominer toutes deux. »

En présence d'assertions si contraires, le roi sentait qu'il fallait battre les Polonais et écraser Kosciusko avant de traiter avec les puissances. Il insistait d'autant plus pour que l'on se hâtât, qu'il ne comptait passer que quelques semaines en Pologne; il voulait ensuite, suivant l'élan de son cœur, se jeter dans la guerre de France, à la grande terreur de ses ministres qui suppliaient le marquis Lucchesini d'empêcher ce voyage sur le Rhin, si funeste à leurs yeux.

Le 5 juin, Denisow annonça que les Polonais étaient en marche contre lui et avaient repoussé ses avant-postes : aussitôt le roi dirigea son armée sur Székqzyn, afin de soutenir les Russes. Vers le soir, cette armée atteignit les positions russes, sur la Pilica, à deux lieues de l'ennemi, lequel, au lieu d'occuper un long défilé marécageux qui se présentait à lui, s'était déployé dans la plaine à une lieue en arrière. C'étaient Kosciusko et Grochowski, avec environ dix-sept mille hommes (1), dont la moitié peut-être étaient des paysans récemment enrôlés et armés seulement de faux. La force des Prussiens seuls était égale à celle des Polonais, et les Russes comptaient plus de huit mille hommes; tout se présentait donc de la manière la plus favorable pour les alliés. D'après les ordres du roi, les Russes, puis ensuite les Prussiens, passèrent le défilé dans la matinée du 6, après quoi les premiers formèrent l'aile gauche, et les seconds l'aile droite de la ligne de bataille; l'infanterie fut placée au centre, sur deux rangs et la cavalerie partagée entre les ailes et la réserve. A la première attaque, donnée par les cosaques, la cavalerie polonaise se débanda et prit la fuite comme à Raclavice; mais cela

(1) Le chiffre de vingt-six mille hommes, donné par Treskow, est exagéré, ainsi que le prouve tout ce qui précède. Zajonczek est plus près de la vérité lorsqu'il dit quinze mille ; les fluctuations constantes de la milice s'opposent, en général, à toute évaluation exacte.

n'eut pas grande influence sur le combat décisif, car l'infanterie russe s'arrêta à une grande distance de l'ennemi, et se borna à tirailler sans causer de grandes pertes. Les Prussiens ne s'en avancèrent qu'avec plus d'impétuosité, repoussèrent les Polonais hors de quelques villages et se préparèrent à cerner leur aile gauche de manière à les écraser. Mais la halte des Russes ayant dégarni leur propre aile gauche, Kosciusko en profita pour faire une vigoureuse attaque, dont le succès aurait rompu par le milieu la ligne de bataille des alliés. Un vif combat s'engagea alors; déjà plusieurs bataillons prussiens commençaient à fléchir, lorsque le bruit se répandit que Kosciusko avait péri, ce qui jeta le trouble et la confusion parmi les Polonais. Dans ce moment, les cavaliers russes et prussiens accoururent au secours du centre; Kosciusko ramena alors ses troupes de ligne derrière le village de Rawka, et laissa les porteurs de faux qui formaient sa seconde ligne soutenir seuls le choc de la cavalerie ennemie. Ces hommes si misérablement armés formaient comme une muraille impénétrable, et, malgré des pertes considérables, ils repoussèrent les attaques réitérées de la cavalerie aux cris de : « Vive Thadée, notre père ! » Cependant l'infanterie russe finit aussi par arriver; en ce moment même, l'aile droite des Prussiens achevait de tourner la gauche des Polonais, et déjà Kosciusko voyait les dragons ennemis sur les derrières de sa position. Il se décida alors à donner l'ordre de battre en retraite; aussitôt tout courage abandonna ces paysans qui venaient de montrer un si grand mépris de la mort, et toute l'armée polonaise s'enfuit en désordre. La seule brigade Sangusko défendit encore pendant quelque temps un bois situé sur la route de retraite, et, par là, elle préserva les siens d'une ruine complète.

La position des Polonais était critique au plus haut point. Les troupes de Kosciusko, complétement démoralisées, se débandaient dès qu'elles apercevaient un détachement ennemi; la plus grande partie de la milice, qui avait pris les armes par force, jeta ses faux, se dispersa et rentra dans ses foyers; Kosciusko se voyait pour le moment hors d'état de se défendre et de fermer aux vainqueurs les routes de Cracovie et de Varsovie. Quoi qu'il pût lui en coûter, il n'hésita pas, dans ces circonstances, à aban-

donner la première de ces villes, et à sauver à tout prix ses communications avec la capitale par une retraite vers le Nord. Aussitôt après la bataille, le roi de Prusse avait dirigé contre Cracovie le général Elsner, avec deux mille hommes environ, et, pour le soutenir, il avait fait venir de Silésie le général Ruits, avec cinq bataillons et treize cents cavaliers. Les Polonais considéraient donc la ville comme perdue. Plusieurs officiers de l'entourage de Kosciusko ayant refusé de prendre le commandement d'un poste si dangereux, le général y nomma enfin le jeune Winiawski, officier rempli de zèle et de dévouement, mais tout à fait inexpérimenté. Kosciusko lui donna ostensiblement l'ordre de défendre jusqu'à la dernière extrémité cette ville faiblement retranchée, qui ne possédait que huit canons et huit cents hommes de garnison; mais il lui enjoignit secrètement de remettre Cracovie aux Autrichiens, qui se trouvaient dans le voisinage, à la première approche des Prussiens. En conséquence, lorsque la colonne du général Elsner parut devant la ville, Winiawski s'empressa de se rendre près du colonel autrichien; mais celui-ci, qui n'avait pas encore reçu d'instructions du quartier général de Belgique, n'osa pas prendre sur lui de négocier. Cracovie capitula donc le 15 juin. Les Polonais passèrent la frontière et se retirèrent en Galicie. Un officier autrichien se présenta bien aux Prussiens pour protester au nom de l'empereur; mais le général Elsner, qui avait prévu ce cas, le traita comme un Polonais déguisé, et le renvoya également de l'autre côté de la frontière. La vieille ville des Sarmates était aux mains des Prussiens.

Ce fait était important, en ce sens que c'était comme la première partie du jeu diplomatique qui allait s'engager entre les trois puissances; mais il était à peu près insignifiant pour l'issue de la guerre, qui dépendait exclusivement de la personne de Kosciusko et de la possession de Varsovie. On peut maintenant affirmer hardiment qu'une poursuite énergique, immédiatement après la bataille de Rawka, eût consommé l'anéantissement de l'armée polonaise, et que quelques semaines auraient suffi ensuite pour que le roi de Prusse entrât en vainqueur dans la capitale déchirée et consternée. En commençant les opérations, quelques jours auparavant, le roi avait déployé toute l'énergie qui eût été néces-

saire ici et qui eût pu produire de si grands résultats; aussi ne s'explique-t-on pas l'engourdissement subit qui suivit la victoire. L'armée fit d'abord une halte de trois jours à Rawka, puis elle s'avança à petites journées jusqu'à Michalow, où elle resta jusqu'au 23 juin, c'est-à-dire où elle passa plus de quinze jours dans une inaction complète, laissant à Kosciusko le temps de rallier ses troupes, de remonter leur moral, et de leur rendre à peu près leur ancienne force. On ne trouve nulle part les motifs de cet inconcevable temps d'arrêt; nous savons seulement que le quartier général, bien qu'en fête sous le rapport militaire, était rempli de graves soucis politiques. On venait d'y apprendre la résolution prise par l'empereur François de quitter son armée de Belgique, et les agents que la Prusse avait dans ce pays et sur le Rhin affirmaient que l'évacuation des Pays-Bas était décidée et qu'une paix séparée allait être conclue entre l'Autriche et la France. En écartant même cette dernière assertion, on devait donc s'attendre à voir très-prochainement l'empereur intervenir activement en Pologne et à Saint-Pétersbourg. En Russie, les marques de sentiments hostiles se multipliaient. On savait que le général Igelstrœm avait envoyé depuis quelques semaines courrier sur courrier à l'impératrice, pour lui certifier que les Prussiens n'entreraient pas en Pologne, mais traiteraient avec Kosciusko. Le général Fersen, qui venait précisément de rejoindre l'armée, ne se montrait nullement disposé à vivre en bonne harmonie avec les Prussiens, ses nouveaux compagnons d'armes. De plus, le général Derfelden avait battu le 8 près de Chelm, à l'Est de la Vistule, un corps polonais commandé par Zajonczek, à la suite de quoi il avait occupé toute la province de Lublin et rejeté son adversaire au delà de la Vistule; lui-même était au bord de ce fleuve, plus près de Varsovie que le roi; en conséquence, celui-ci exprima le vœu qu'il coopérât à l'attaque de la capitale. Quelque légitime que fût cette demande, il lui fut répondu vaguement que Derfelden, conformément au plan de campagne convenu, avait reçu du prince Repnin l'ordre exprès de se rendre sans retard en Lithuanie. Il n'y avait rien à objecter à cela, mais cette réponse n'était pas de nature à rassurer le quartier général; aussi commença-t-on à y exprimer hautement la pensée que la Prusse ne devait plus faire de nou-

veaux sacrifices pour cette guerre, tant que la Russie ne lui en aurait pas d'avance assuré le prix (1).

Toutes ces circonstances réunies pouvaient bien avoir contribué à refroidir l'ardeur du roi. Le 23 juin cependant, on se mit enfin en marche contre Varsovie; mais, malgré les instances de Lucchesini, cette marche fut très-lente; Kosciusko ne tentait cependant de résister sur aucun point; partout il cédait aux premiers coups tirés par les alliés, et reculait pied à pied dans la direction de la capitale. La situation de cette ville empirait de jour en jour; depuis la bataille de Rawka surtout, la fermentation des esprits n'y connaissait plus de bornes. La faction démocratique criait hautement à la trahison, et demandait avec violence qu'il fût tiré une éclatante vengeance des amis des Russes. Les partisans du roi et de la haute noblesse attisaient ce feu, afin de créer des embarras au conseil supérieur. Celui-ci avait défendu la formation de clubs organisés, mais il avait autorisé les réunions populaires; les rues étaient donc journellement le théâtre de scènes tumultueuses, dans lesquelles de jeunes et ardents orateurs se plaignaient des lenteurs de la justice et excitaient le peuple à prendre des mesures révolutionnaires. La bourgeoisie, de plus en plus opprimée et inquiète, en était venue à désirer la prompte arrivée des Prussiens, lesquels la protégeraient à la fois contre les violences du peuple et contre la vengeance des Russes. Les chefs démocratiques, au contraire, déclaraient ouvertement, aux bruyants applaudissements de leurs partisans, que, dès que l'ennemi paraîtrait, le peuple égorgerait tous les prisonniers; quelques-uns demandaient même s'il ne serait pas bon de commencer immédiatement le massacre par les étrangers qui habitaient la ville. Les premiers mouvements de l'armée prussienne furent donc pour Varsovie le signal de l'explosion redoutée depuis longtemps. Le 23 juin, un attroupement considérable se forma devant la prison des nobles partisans des Russes, et demanda avec des cris furieux leur condamnation immédiate. Le tribunal ayant déclaré que la procédure n'était pas terminée, et que, par conséquent, le jugement ne pouvait pas encore être rendu, les insurgés

(1) Dépêches de Lucchesini au ministère. Ces dépêches modifient la relation de Treskow.

assaillirent le bâtiment, tuèrent un gardien qui voulait les arrêter, et traînèrent au lieu des exécutions sept des prisonniers, parmi lesquels se trouvait l'évêque Messalski, le prince Czetwertinski et deux chambellans du roi. En vain Potocki et Kollontai se jetèrent au milieu du tumulte et mirent toute leur éloquence en œuvre pour sauver ces malheureux ; on les repoussa, et les sept infortunés furent pendus, après avoir été brutalement maltraités. La populace retourna ensuite à la prison, pour y chercher de nouvelles victimes ; déjà le comte Moszinski avait été dépouillé de ses vêtements, lorsque le président Zakrewski et le général Orlowski, se frayant un chemin à travers la foule, au péril de leur propre vie, vinrent l'arracher des mains de ces furieux. Le calme ne se rétablit que lorsque le tribunal eut promis formellement de prononcer le lendemain la condamnation des autres traîtres.

Au récit de ces atrocités, Kosciusko donna aussitôt des ordres pour que les auteurs en fussent punis de la manière la plus sévère. Son nom était si respecté, et la nécessité de son autorité était si généralement reconnue, que sa parole suffit pour faire passer subitement les masses populaires de la colère et de l'excitation au chagrin et à l'abattement. Le parti du roi montra alors le plus grand empressement, se déclara en tout d'accord avec Kosciusko, et ne chercha rien moins qu'à impliquer Potocki et Kollontai dans l'enquête dirigée contre les meurtriers. Les secrétaires de ces derniers avaient été à la tête des séditieux ; mais il fut impossible de les décider à sauver leur vie en accusant leurs maîtres. Ce fut au milieu de ces tristes circonstances, alors que ses compatriotes étaient divisés par la haine et ses meilleurs amis menacés et soupçonnés, que Kosciusko, serré de près par l'ennemi, arriva à Varsovie le 9 juillet au soir. Durant tout le jour, son armée avait échangé une vive canonnade avec les Prussiens, tandis que le corps de Zajonczek soutenait un sanglant combat contre les Russes. Son apparition tant désirée excita un nouvel élan d'enthousiasme guerrier, et ranima si bien le zèle de la milice civique que quinze mille hommes prirent les armes pour concourir à la défense de la ville. En rassemblant toutes ses forces, Kosciusko était parvenu à réunir à Varsovie environ dix-sept mille hommes de troupes de ligne et

quinze mille paysans, et l'arsenal lui avait fourni quatre cent cinquante canons pour armer ses murs et ses retranchements; ses forces matérielles étaient donc de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi, qui avait trente-huit mille hommes et à peine cent canons. Sans doute, les travaux de défense étaient encore bien peu avancés, et durent être complétés en partie en vue même de l'ennemi; sans doute, la solidité de ces travaux n'offrait pas beaucoup plus de garanties que les talents militaires de la milice; mais n'avait-on pas vu maintes fois ailleurs, dans la défense d'aussi misérables retranchements, le courage individuel et le dévouement national communiquer aux troupes une force qui l'emportait sur toute la supériorité de l'art militaire? Il ne s'agissait que de savoir jusqu'à quel point cette force morale s'était conservée chez les Polonais; les discordes politiques qui continuèrent à diviser les défenseurs, même après l'arrivée de Kosciusko, étaient donc plus funestes à leur cause que l'absence de talents stratégiques. Depuis le massacre des prisonniers et l'enquête à laquelle il avait donné lieu, Kosciusko était devenu, de fait, l'allié du parti royal; c'était là le plus grand malheur que les assassins eussent pu attirer sur la Pologne, car ceux que l'on nommait les royalistes étaient généralement, sinon amis des Russes, du moins adversaires d'une insurrection au succès de laquelle ils ne croyaient pas, et toute influence, toute position, tout emploi qu'ils parvenaient à obtenir constituait une perte pour l'activité de la guerre. Cependant le parti démocratique, aveuglé par la haine, se soulevait chaque jour davantage contre Kosciusko et le poussait de plus en plus du côté des amis du roi. Les massacres des prisons avaient été publics, aussi l'instruction dirigée contre les auteurs de ces crimes fut-elle promptement terminée. Lorsque cinq de ces derniers eurent été mis à mort, les démocrates se plaignirent bruyamment de ce que le tribunal se retranchait derrière les lenteurs des formes légales lorsqu'il s'agissait de traîtres au pays, tandis que, pour les patriotes, il procédait avec une hâte sanguinaire. L'agitation devint si forte que Kosciusko céda, et nomma le général Zajonczek, dont les sentiments démocratiques étaient bien connus, président du tribunal révolutionnaire. Celui-ci, en effet, activa vivement le procès des partisans de la Russie, et obtint bientôt une con-

damnation à mort contre l'évêque de Chelm, accusé d'avoir voté à la dernière diète en faveur du traité de partage. Un tel acte de vengeance politique causa naturellement la plus vive émotion au parti menacé; le roi Stanislas dit avec raison que, si l'on procédait ainsi, lui-même pourrait bientôt être envoyé au gibet. Kosciusko, révolté à l'idée de verser un sang innocent, commua la peine portée contre l'évêque en une détention perpétuelle; mais, quelque rigoureux que fût encore ce châtiment pour une simple dissidence politique, Zajonczek résigna sur-le-champ ses fonctions de juge, donnant ainsi toute publicité à sa rupture avec le général en chef. Il s'ensuivit bientôt une scission profonde entre les officiers de l'armée. Les mêmes hommes qui, pendant la nuit, réunissaient leurs efforts pour s'opposer à l'établissement des tranchées prussiennes, passaient ensuite les jours dans des luttes violentes, s'accusant réciproquement de vouloir perdre le pays. Les uns traitaient l'insurrection d'entreprise insensée, et, par cela même, criminelle; les autres déploraient que toute manifestation de semblables opinions ne fût pas étouffée dans le sang de ses auteurs. Kosciusko, placé entre ces deux partis, suspect au premier comme l'instigateur de la guerre, au second comme le représentant du système de douceur, mais attaqué surtout par ce dernier, était entraîné malgré lui à s'appuyer sur les royalistes, à donner les emplois les plus importants aux modérés, aux partisans du roi, aux amis secrets des Russes. Jusque-là Jasinski avait conduit la guerre, en Lithuanie, en hardi partisan, dirigeant ses expéditions sur la Courlande, la Samogitie et la grande Russie; vaincu un jour, vainqueur le lendemain, il avait repoussé vaillamment une attaque des Russes contre Wilna. Mais maintenant, l'ennemi s'avançait de tous côtés en masses considérables; c'étaient, au Nord, les généraux Knorring et Sicianow; à l'Est, le corps du général Numsen; au Sud, la division de Derfelden. On répétait sans cesse à Varsovie que Jasinski n'était pas de force à leur tenir tête, et qu'il fallait envoyer en Lithuanie un général d'un talent éprouvé. Dans la situation où il se trouvait alors, Kosciusko ne pouvait choisir ce général que dans le parti modéré; son choix tomba donc sur le général Wielhorski. A peine celui-ci fut-il arrivé à Wilna, qu'il déclara la ville et le pays perdus sans retour, rassembla les détachements épars, et se disposa à se re-

tirer vers Grodno, sur la frontière occidentale de la Lithuanie. A cette nouvelle, les patriotes entrèrent en fureur; Kosciusko dut révoquer la nomination de Wielhorski, mais il lui donna pour successeur un officier du même parti, le général Mokranowski, et celui-ci fut remplacé dans l'emploi qu'il occupait à Varsovie par le neveu du roi, le prince Joseph Poniatowski, lequel recula bientôt après devant les Prussiens comme Wielhorski l'avait fait devant les Russes. Bref, de tous côtés les divisions intestines condamnaient la cause polonaise à l'impuissance et la conduisaient à l'abîme.

Si l'intérieur de la ville était ainsi en proie aux luttes et au désordre, le camp des assaillants offrait au dehors un spectacle absolument semblable. L'armée alliée était arrivée le 13 juillet devant Varsovie. Les Russes avaient établi leur position au Sud, sur l'aile droite; les Prussiens avaient décrit une vaste courbe autour de la ville, pour la prendre du côté du Nord. Ce côté était celui où les retranchements polonais étaient le plus défectueux, car on ne s'y attendait nullement à une attaque; aussi le roi de Prusse et le général Favrat pensaient-ils qu'un assaut immédiat leur livrerait la ville. Mais, au moment même où le roi allait donner l'ordre d'attaquer, le prince de Nassau, fondé de pouvoirs de la Russie, arriva à l'armée et eut avec le monarque prussien un entretien secret, dans lequel il réussit à changer complétement ses projets : au lieu de donner l'assaut, les troupes établirent un camp où elles passèrent quinze jours dans une inaction absolue. Les hostilités furent tout à fait suspendues; pendant ce temps, les relations du roi avec le général Fersen, qui n'avaient jamais été très-bonnes, s'envenimèrent encore et se changèrent en une haine décidée. La lutte provint naturellement de la situation et des dispositions respectives des deux puissances. D'après tout ce que l'on savait des forces de l'insurrection, du désir de paix de la haute noblesse, de la mollesse dont les paysans avaient fait preuve à Cracovie et à Sendomir, en Samogitie et en Courlande, personne au quartier général ne pensait que la guerre offrît de sérieux dangers. On avait la certitude d'étouffer l'insurrection dès qu'on le jugerait convenable; le moment à choisir dépendait donc, non plus des considérations militaires, mais seulement

des convenances politiques. La Russie ne désirait nullement aider le roi de Prusse à marcher de triomphe en triomphe. On n'avait encore reçu à Saint-Pétersbourg aucune nouvelle directe de Belgique, mais on savait d'avance quelles exigences se produiraient de ce côté, et l'on ne doutait pas que la rupture avec la Prusse n'en fût la conséquence. Plutôt donc que de permettre que celle-ci s'emparât de Varsovie, on aimait mieux laisser les Polonais tranquilles pendant quelque temps, jusqu'à ce que les forces russes fussent en mesure de décider de l'issue de la guerre d'abord, puis ensuite de la question diplomatique, c'est-à-dire du partage du pays. Ces forces étaient alors en marche de tous côtés. Nous avons déjà vu quels corps nombreux entouraient la Lithuanie; des masses tout aussi considérables se dirigeaient en ce moment vers la Pologne proprement dite. Le 26 juin, le reis-effendi avait déclaré à l'envoyé russe à Constantinople que la Porte, dans son désir de vivre en paix avec la Russie, renonçait complétement à ses exigences relativement aux tarifs de douane. Cette déclaration rendait disponibles toutes les forces qui, jusque-là, avaient protégé contre les Turcs les frontières méridionales de la Russie; aussitôt le meilleur de tous les généraux russes, le général Suwarow reçut l'ordre de réunir ces forces en Podolie et d'en former une armée destinée à la guerre de Pologne. Il était donc du plus haut intérêt pour la Russie que les Prussiens ne portassent aucun coup sérieux et surtout ne s'emparassent pas de Varsovie avant l'arrivée de cette armée.

Le quartier général prussien ressentit bientôt les effets de cette situation. Le général Fersen devenait chaque jour moins *traitable*, disait le roi de Prusse. En ce même moment, on apprit de Vienne la résolution prise par l'empereur François. On sut que l'Autriche demandait les quatre palatinats du Sud, et ne voulait laisser ni Cracovie ni Sendomir aux mains des Prussiens. Déjà Harnoncourt, général impérial, était entré dans la province de Lublin avec cinq mille hommes, et avait même établi quelques postes avancés dans la province de Sendomir, occupée par les Prussiens. Le quartier général prussien s'en plaignit amèrement; mais Fersen déclara avec indifférence que les désirs de l'Autriche étaient on ne peut plus légitimes. D'un autre côté, une profonde dissidence s'établissait dans l'entourage du roi, au

sujet de la direction à donner à la guerre. Lucchesini prétendait plus ardemment que jamais que, plus les alliés se montraient hostiles, plus la Prusse devait agir énergiquement contre l'ennemi; il voulait que l'on attaquât et prît Varsovie aussi vite que possible, puis que, sans se contenter de cette position, les Prussiens passassent la Vistule et se répandissent dans la Lithuanie; de la sorte, pensait-il, on les considérerait plus tard comme très-modérés s'ils se contentaient de la Vistule avec Cracovie et Varsovie. Ce système courageux et résolu aurait été incontestablement le plus habile et le meilleur à adopter, dans la situation tendue et compliquée où l'on se trouvait alors; malheureusement le quartier général renfermait d'autres hommes pour lesquels la prudence ne consistait que dans l'adoption de voies détournées. Le beau-frère de Lucchesini, le général Bischosffswerder, promoteur de l'alliance autrichienne, le même qui, en 1790, avait fait abandonner la politique offensive à la Prusse, exerça ici, pour la seconde fois, une funeste influence sur les décisions du roi. « L'aversion des Russes était évidente, dit-il; partout ils se tenaient à l'écart, laissant les Prussiens verser seuls et inutilement leur sang contre les murailles polonaises. Le roi ne devait pas, pour leur plaire, jouer plus longtemps la vie de ses soldats contre ces odieux insurgés. En prenant Varsovie d'assaut, on ruinait une ville destinée à devenir prussienne, et l'on se plaçait dans la nécessité de soumettre les habitants à un châtiment terrible pour satisfaire la soif de vengeance des Russes. Il était hors de doute, au contraire, que Varsovie capitulerait dès qu'elle verrait faire de grands et imposants préparatifs pour un siége en règle. En attendant que la grosse artillerie nécessaire pour cela arrivât de Graudenz et de Breslau, il fallait faire en sorte que les Russes usassent leurs forces à des attaques isolées, mais réserver toutes les troupes prussiennes pour le moment décisif. » Le général dépeignit ensuite toutes les horreurs d'un assaut, et réussit par là à gagner le cœur si facile à émouvoir du roi. Il fut donc résolu qu'on traînerait le siége en longueur, et qu'on laisserait les Russes s'exercer seuls contre les retranchements polonais.

Mais le général Fersen connaissait trop bien la situation pour qu'un tel plan fût exécutable avec lui. Lorsque, le 26 juillet, les Prussiens portèrent leur camp un peu plus près de Varsovie,

dans le village de Wola, pour ouvrir de là leurs tranchées contre la ville, et qu'ils sommèrent les Russes d'attaquer de leur côté, Fersen répondit nettement qu'il ne pouvait tenter avec ses faibles bataillons une entreprise aussi hasardeuse, mais que, si les troupes royales voulaient se réunir à lui, il était prêt à combattre de concert avec elles. Là-dessus, les Prussiens commencèrent leurs ouvrages et dressèrent peu à peu quelques batteries; mais leurs ingénieurs avaient si mal choisi la place que leurs boulets n'atteignaient pas la ville, tandis que les Polonais trouvèrent le moyen d'établir de nouveaux retranchements sur le flanc gauche des tranchées prussiennes et de balayer celles-ci au moyen de leurs feux. Cependant les Prussiens ne bougèrent pas; le général Fersen leur déclara alors, le 3 août, qu'il avait ordre de passer la Vistule et de se réunir en Lithuanie au général Repnin, si l'inaction se prolongeait devant Varsovie et si le conseil de guerre prussien ne l'initiait pas à ses secrets. « La Russie, dit-il, était plus qu'une alliée dans cette guerre; elle était la puissance principale; il fallait donc que toutes les mesures fussent prises de concert avec elle. » Le roi de Prusse accueillit d'abord fort mal cette demande; mais il réfléchit bientôt au mauvais effet que le départ de Fersen ferait à Saint-Pétersbourg, et il se décida, au bout de quelques heures, à lui envoyer un mémoire dans lequel le projet d'une attaque collective était développé. Aussitôt Fersen répondit qu'on l'avait mal compris, qu'il n'avait voulu que protester contre la dépendance dans laquelle le tenaient les Prussiens, et qu'il n'avait jamais pensé à préférer un assaut précipité à un siége régulier. Le parti de la temporisation l'emporta donc de nouveau près du roi, quoi que pût faire Lucchesini pour prouver le mauvais vouloir des Russes et la nécessité d'une prompte résolution. « Catherine, lui répondait-on, ne donnait plus signe de vie; tandis que la Prusse versait le sang de ses meilleurs soldats, les deux cours impériales finiraient peut-être par s'approprier le butin sans avoir tiré un coup de fusil; il ne fallait plus faire un pas sans être assuré d'un profit proportionné, et il fallait insister pour obtenir le concours actif de la Russie et de l'Autriche. » En conséquence, on dépêcha à Repnin et à Harnoncourt des messagers porteurs de demandes de secours, et, dans l'attente de leurs réponses, tous les travaux militaires furent de nouveau suspendus.

A tous ces soucis s'en joignaient encore d'autres, qui eussent excité une nature énergique et provoqué de sa part un redoublement d'efforts, mais qui ne pouvaient qu'augmenter les irrésolutions d'un esprit faible et replié sur lui-même. Des attroupements se formaient, des émeutes même avaient lieu au Sud, sur les derrières de l'armée, dans la partie acquise à la Prusse par le dernier partage. Des bandes de quatre-vingts à cent hommes parcouraient le pays, pillaient les caisses publiques, dispersaient les petits détachements de troupes, et disparaissaient dans les bois aussitôt que se montraient des corps plus considérables. Le 22 août, ces insurgés réussirent même à arrêter et à submerger près de Wroclawec un transport de poudre destiné au siége de Varsovie, qui remontait la Vistule. Rien ne les aurait plus sûrement fait rentrer dans le devoir que la prise de la capitale; mais Bischoffswerder et ceux qui partageaient sa politique ne voyaient dans ces mouvements que de nouveaux motifs pour la Prusse de réserver ses forces pour les dangers à venir. On apprit alors que la déclaration officielle de l'Autriche était arrivée à Saint-Pétersbourg vers le milieu de juillet; le silence inflexible que la Russie avait opposé jusque-là aux instances de la Prusse cessa tout à coup, et les négociations diplomatiques, un instant suspendues, reprirent leur cours. Cela seul eût suffi pour mettre au jour les dispositions de Catherine. Le 19 août, Alopeus, ambassadeur de Russie à Berlin, proposa d'ouvrir à Saint-Pétersbourg, avec le concours de l'Autriche, une négociation définitive dans laquelle serait fixé le sort de la Pologne. De son côté, le roi de Prusse avait déjà résolu d'envoyer en Russie le Comte Tauenzien, qui, l'année précédente, avait fait preuve d'une grande habileté au quartier général de Cobourg, avec mission de défendre les intérêts prussiens contre les prétentions de l'Autriche.

Plus la crise décisive approchait, plus il était évident que l'issue de cette crise dépendrait surtout de la conduite de l'Autriche, et plus l'attention de toutes les parties intéressées était vivement reportée sur la guerre de France. C'était, si nous nous en souvenons, l'époque où les Autrichiens évacuaient la Belgique. La Prusse était partagée entre la crainte que l'empereur, par une paix séparée avec la France, ne devînt maître d'envoyer toutes ses forces en Pologne, et la crainte non moins vive que, par un

redoublement d'efforts contre les Français, il ne s'assurât toute la bienveillance de l'Angleterre et de la Russie, et ne réduisît par là l'influence prussienne à néant. Dans cette situation, il lui fut doublement pénible de voir se compliquer ses propres relations avec les puissances maritimes, et de découvrir combien était équivoque le traité conclu le 4 avril à La Haye. Il faut ici que nous jetions un regard en arrière, sur la position et les actes de son armée du Rhin.

Malmesbury, comme nous l'avons vu, avait exigé à La Haye que cette armée fût mise à sa disposition en Belgique; mais Haugwitz, bien qu'il ne se fût pas montré personnellement hostile à cette demande, avait refusé de faire aucune promesse officielle, et avait réservé toutes questions militaires pour qu'elles fussent discutées plus tard entre les généraux. Aussitôt après la ratification du traité, l'Angleterre devait payer 300000 livres, qui serviraient au premier armement des troupes, et, quatre semaines après la réception de cette somme, c'est-à-dire vers le 24 mai, l'armée devait être prête à entrer en campagne. Or, l'exécution du traité subit dès le début un retard considérable; le gouvernement anglais n'expédia de Londres le subside stipulé que le 25 mai; cet argent n'arriva à Hambourg que dans le milieu de juin, et à Berlin qu'au commencement de juillet; par conséquent, l'armement des troupes ne put pas être exigé de la Prusse avant les premiers jours d'août. Lord Malmesbury, après avoir été lui-même retenu inutilement en Angleterre pendant plusieurs semaines, arriva le 1er juin à Maëstricht, pour y avoir une dernière entrevue avec Haugwitz. Celui-ci lui exprima alors le désir de voir Mœllendorf rester sur le Rhin avec l'armée; mais Malmesbury ayant déclaré très-nettement que l'intention de l'Angleterre était d'employer les troupes en Belgique, Haugwitz protesta de nouveau de son consentement personnel (1), en rappelant cependant que, vu le retard du subside, on ne pouvait songer à entreprendre aucune opération avant un mois. Lord Cornwallis, le premier des généraux anglais de cette époque, se

(1) La seule faute d'Haugwitz fut de laisser au général Mœllendorf le soin de décider la question relative au théâtre de la guerre, dans le but, évidemment, d'éviter une lutte avec Malmesbury. Cependant on ne peut appeler cela de la duplicité, car, dès le début, il informa Malmesbury qu'un *concert militaire* allait régler ce point.

rendit également à Maëstricht, ainsi que le baron Kinckel, envoyé par la Hollande pour prendre part aux négociations. Au grand mécontentement de Malmesbury, ce dernier était porteur d'un mémoire du prince d'Orange, dans lequel il était dit que l'intérêt des Pays-Bas eux-mêmes exigeait que Mœllendorf restât sur le Rhin, et le diplomate anglais dut mettre en œuvre toute sa violence et toute son arrogance pour amener les Hollandais à céder aux vues de son gouvernement. D'autres difficultés se présentèrent encore : Cobourg, qui regardait l'armée prussienne comme indispensable pour défendre le Rhin, partageait les idées du prince d'Orange; Thugut lui-même protesta vivement alors contre le plan de l'Angleterre, car la présence d'une armée prussienne en Belgique lui semblait devoir être plus préjudiciable aux affaires de ce pays sous le rapport politique qu'elle ne leur serait avantageuse sous le rapport militaire (1). Malmesbury, d'autant plus sensible sur ce point que jadis il avait appuyé l'opinion de Mœllendorf, se décida à se rendre au quartier général prussien, accompagné de Kinckel et de Cornwallis, afin de déterminer Mœllendorf à se diriger vers la Belgique. Il arriva le 20 juin à Kirchheim-Boland, mais il reconnut aussitôt l'impossibilité de songer à une expédition avant l'arrivée du subside anglais. En effet, bien que l'armée fût dans le meilleur état sous le rapport des hommes, elle était complétement dépourvue de magasins, d'approvisionnements, de munitions, de chevaux de bagages, de matériel de pontonniers. Elle n'avait pas non plus reçu de recrues depuis le commencement de la guerre de Pologne, et ne comptait guère plus de quarante mille hommes; mais Mœllendorf se garda de trahir ceci aux Anglais; il se contenta de déclarer de la manière la plus péremptoire que ses troupes étaient absolument nécessaires sur le Rhin-moyen. Après avoir, au mois de mai, repoussé les Français hors du Rheinthal, il avait pris position dans les Vosges, où il s'était maintenu jusque-là, grâce à sa jonction avec l'armée de l'Empire que commandait le prince de Saxe-Teschen. Il lui semblait évident que, lui parti, l'armée impériale ne pourrait pas tenir une semaine contre les Français; or, une fois cette armée battue et rejetée au delà du Rhin, on

(1) Correspondance de lord Grenville avec sir Morton Eden et lord Yarmouth, mai 1794.

devait s'attendre à voir se renouveler, sur une échelle plus vaste encore, tous les malheurs de 1792; bientôt Mayence, Coblentz, Trèves seraient de nouveau au pouvoir des Français, et l'armée alliée se trouverait en Belgique complétement séparée de l'Allemagne (1). Au lieu de cela, il offrait de tomber des Vosges sur la Sarre et la haute Moselle, aussitôt que les subsides anglais le lui permettraient, et de prendre l'armée française à revers en Belgique, c'est-à-dire d'exécuter le plan qui avait été arrêté entre Cobourg et Brunswick dans l'été de 1793, mais que l'opposition de Wurmser et de Thugut avait fait abandonner. Cobourg et Orange, nous le savons, auraient été disposés à y revenir, et Cornwallis lui-même reconnaissait la valeur des considérations militaires sur lesquelles il s'appuyait; mais Malmesbury s'écria violemment que le traité de La Haye conférait aux puissances maritimes seules le droit de décider de la destination de l'armée prussienne, que ces puissances avaient résolu de l'envoyer en Belgique, et qu'il ne permettrait plus la moindre discussion sur ce point. Là-dessus un débat orageux s'engagea. Mœllendorf affirma avoir entendu répéter plusieurs fois par Haugwitz, que le choix du théâtre de la guerre regardait les généraux; Malmesbury déclara que cela ne pouvait être, attendu que, dès le premier moment, Haugwitz avait connu et approuvé les vues de l'Angleterre. Dans sa colère, il écrivit au comte, pour le prier de rectifier les idées du général opiniâtre ou abusé; mais Haugwitz, dans une réponse datée du 28, lui rappela d'abord que lui-même s'était opposé au mois de mars à ce que l'armée quittât Mayence; puis qu'on n'avait pas pu s'accorder, lors du traité, au sujet du théâtre de la guerre, et qu'on en avait remis le choix à une convention

(1) Vivenot, qui s'en rapporte partout au jugement de Malmesbury (et celui-ci est aussi hostile à la Prusse que le capitaine autrichien), Vivenot ne s'inquiète nullement de cette considération, qui était décisive; il oublie ici que, dans une autre partie de son livre, où il loue l'Autriche aux dépens des autres États de l'Empire, il a dépeint d'une manière plus circonstanciée qu'aucun autre auteur la désorganisation de l'armée de l'Empire, laquelle sur un effectif de soixante dix-neuf mille hommes, comptait tout au plus trente-six mille combattants disponibles (Vivenot, I, 97). Comment, sans les Prussiens, cette armée eût-elle pu couvrir la ligne du Rhin? Il dit plus loin (p. 92) que le prince de Saxe-Teschen avait consenti au départ des Prussiens; mais il semble ignorer que c'était à la condition que vingt-cinq mille hommes, c'est-à-dire près de la moitié de leur armée, resteraient sur le Rhin. Il parait avoir oublié également que, le 15 juillet, l'empereur lui-même, dans une lettre à Cobourg, qualifie le plan des Anglais de projet irréalisable.

ultérieure des généraux; enfin il ajouta que la source de toutes les difficultés actuelles était le retard apporté dans le payement du subside. Malmesbury, voyant qu'il ne pouvait rien obtenir, retourna, le cœur plein de haine, à Frankfort, d'où il dépeignit, sous les plus noires couleurs, la déloyauté de la Prusse à son gouvernement.

Cependant la guerre prenait de tous côtés la tournure la plus contraire à la réalisation de ses vœux. En Belgique, la bataille de Fleurus avait eu lieu, et l'armée autrichienne était en pleine retraite. De nombreux rapports présentaient la paix comme conclue entre la France et l'empereur, et les plus circonspects eux-mêmes annonçaient que Cobourg ne s'arrêterait que sur le Rhin. Les ministres prussiens, auxquels, pendant les négociations, les réclamations anglaises avaient été fort pénibles, voyaient maintenant leurs prévisions parfaitement justifiées et se félicitaient de ce que Mœllendorf avait su résister aux demandes de Malmesbury. Ils persistèrent donc dans leurs résolutions, bien que, vers cette époque, Thugut eût complétement changé d'attitude dans cette question, et qu'après avoir obtenu que les Autrichiens quittassent la Belgique pour se retirer sur le Rhin, il insistât maintenant auprès de l'Angleterre pour que les Prussiens vinssent du Rhin en Belgique. Toutes ces négociations n'eurent pour la coalition d'autre résultat que d'augmenter de toutes parts le désaccord et le mécontentement, tandis que les adversaires de cette coalition surent profiter activement du répit qui leur était ainsi accordé. Les renforts venus de la Vendée étaient arrivés sur le Rhin, à l'armée française, dans la seconde moitié de juin, et, depuis le commencement de juillet, cette armée dirigeait des attaques toujours plus violentes contre les positions des Prussiens dans le Hardtgebirg. Du 2 au 13 juillet, il n'y eut pas un jour de repos; presque toutes les hauteurs des environs de Kaiserslautern furent l'objet et le théâtre de sanglants combats. Enfin la victoire resta au grand nombre; Mœllendorf dut se retirer jusque sous les canons de Mayence, après avoir perdu deux mille hommes et seize pièces d'artillerie. Aussitôt le prince de Saxe-Teschen abandonna complétement la rive gauche du Rhin et se replia vers Mannheim. La prophétie de Mœllendorf s'était tristement réalisée : on ne pouvait plus douter que l'éloignement

de ses troupes n'ait livré tout le Rhin-moyen aux Français.

Bientôt après, le prince de Reuss fut envoyé par Cobourg à Schwetzingen, au quartier-général de l'armée de l'Empire, pour s'entendre avec Mœllendorf et le prince de Saxe-Teschen au sujet des opérations à venir. Cobourg était toujours d'avis que l'armée prussienne appartenait au Rhin-moyen; il aurait voulu seulement que cette armée dirigeât ses forces principales vers le Hundsruck, un peu au nord de Mayence, afin d'empêcher l'armée française de la Moselle de s'étendre de la Sarre dans la province de Trèves, et de menacer par là le flanc gauche et les derrières de Cobourg. Pour accomplir ce mouvement, il fallait que Teschen fît également avancer un de ses détachements au Nord de Mannheim, vers Mayence. Les deux généraux se déclarèrent sur-le-champ prêts à agir, et dressèrent le 26 juillet un nouveau plan d'opérations : Mœllendorf devait laisser douze mille hommes à Mayence, où le prince de Saxe-Teschen en enverrait dix-huit mille de son côté, et le prince héréditaire de Hohenlohe devait prendre le commandement de ces trente mille hommes. Avec le reste des troupes prussiennes, Mœllendorf devait occuper le Hundsruck, protéger Coblentz et même Trèves si s'était possible, et, afin de mieux assurer la défense de cette dernière ville, il devait envoyer le général Kalkreuth sur la Moselle. Mœllendorf, aussi fatigué que son gouvernement de la guerre de France et de l'alliance autrichienne, signa ces conventions, mais à la condition que Cobourg se maintiendrait sur la rive gauche du Rhin, sans quoi il annonça qu'il ne se considérerait comme engagé à rien. Malmesbury donna également son adhésion, en déclarant toutefois que ce projet n'avait rien de commun avec le traité de La Haye et n'était nullement regardé par lui comme la conséquence de ce traité (1).

Malheureusement ces combinaisons ne devaient être d'aucune utilité pour l'ensemble de la guerre. Kalkreuth se dirigea bien vers Trèves, mais les Français atteignirent cette ville avant lui, et en chassèrent le général autrichien Blankenstein, qui leur opposa cependant une héroïque résistance (2). A cette occasion, tout

(1) Le ministère anglais pensa tout autrement; il reconnut que ce projet donnait à l'armée prussienne la meilleure destination qui fût alors possible.

(2) Lorsqu'on vint dire à Malmesbury : « *Trèves est pris!* » il conserva assez de

reste d'harmonie disparut entre les alliés et une longue querelle s'engagea : les uns prétendaient que Kalkreuth s'était avancé trop lentement, les autres que Blankenstein s'était retiré trop précipitamment. Mœllendorf, irrité de son échec et plus encore de ce que les dix-huit mille Autrichiens attendus à Mayence n'y avaient pas paru, resta immobile dans sa position, et Malmesbury écrivit à Londres, d'une manière plus positive que jamais, que la Prusse était décidée à ne pas agir et ne cherchait qu'à extorquer de lourds subsides à l'Angleterre. A la même époque, Mœllendorf écrivait de son côté à Lucchesini que sa position entre les exigences des Autrichiens et celles des Anglais n'était pas supportable; que l'Autriche ne songeait qu'à conclure la paix avec la France et à s'étendre en Pologne, et que, selon lui, la Prusse ne pouvait rien faire de mieux que de suivre cet exemple, c'est-à-dire de chercher à traiter avec la république afin de pouvoir ensuite tourner toutes ses forces vers l'Est. Ce n'était pas la première fois que Mœllendorf abordait ainsi les questions de haute politique. Quoiqu'il fût alors âgé de soixante-dix ans, c'était toujours un homme d'un esprit vif et ardent, ami, non de l'action, mais du mouvement, rusé, ambitieux, né pour l'intrigue, et qui dut rire de bon cœur lorsqu'il apprit que Malmesbury le dépeignait comme un homme droit, mais usé, qui se laissait conduire par des favoris subalternes. En 1793 déjà, il avait plusieurs fois pesé en Pologne sur les négociations, et, récemment encore, il venait de provoquer un changement très-important dans l'administration de la Prusse méridionale (1). Le 5 juillet, lorsque les premiers bruits relatifs aux négociations de Montgaillard commencèrent à circuler, il avait écrit au roi, du Palatinat où il se trouvait alors, pour demander l'autorisation de nouer des intelligences dans le même sens avec les agents de Robespierre. Mais Lucchesini eut ordre de lui répondre que

présence d'esprit pour s'écrier : « *Eh bien ! désormais nous n'aurons ni repos ni trêve.* » (Communication d'un témoin auriculaire.)

(1) En 1793, il avait, en qualité de commandant général, introduit les employés prussiens dans ce pays, dont il avait pu étudier à fond la situation, et aux habitants duquel il avait promis que plusieurs de leurs coutumes particulières seraient respectées. Le ministre Voss, qui fut envoyé ensuite dans cette province, avait de tout autres idées. Il mit sans ménagements le pays sur le même pied que le Brandebourg, au grand mécontentement des Polonais, si bien que Mœllendorf obtint son éloignement et fit remettre l'administration de Posen au comte Hoym, ministre silésien.

tous ces bruits étaient dénués de fondement, et qu'un rapprochement entre la Prusse et la France était impossible à tous égards. Comme nous venons de le voir, Mœllendorf ne se découragea pas; peu de semaines après, il renouvela sa tentative. Dans l'intervalle, les progrès des armes prussiennes s'étaient arrêtés en Pologne, l'attitude hostile de l'Autriche s'était nettement dessinée à Saint-Pétersbourg, et, cette fois, Mœllendorf fut énergiquement soutenu. Les ministres Finkenstein, Alvensleben, Geusau avaient reconnu depuis longtemps la nécessité de faire la paix avec la France; la guerre de Pologne les fortifiait chaque jour dans cette conviction, car il était évident que l'on ne pouvait songer à un double armement, et le besoin d'une augmentation de forces en Pologne se faisait de plus en plus sentir. Ils ne croyaient pas plus que le roi à une paix séparée et immédiate entre la France et l'Autriche; mais il était évident que l'armée impériale, en quittant la Belgique, aspirait à prendre possession sur le Rhin, et l'on voyait là à Berlin une menace aussi bien contre la Bavière que contre les principautés prussiennes d'Anspach et Baireuth; si l'on conservait Mœllendorf sur le Rhin, c'était donc surtout pour protéger Baireuth, et pour pouvoir, au besoin, le faire marcher contre la Bohême. Au quartier général de Varsovie, Lucchesini approuvait pleinemant ces considérations, et il profita de la première occasion pour sonder le roi sur ces grandes questions.

Le gouvernement anglais, qui venait de se fortifier, au mois de juillet, par l'entrée au ministère des whigs conservateurs, Portland, Pelham, Windham, amis de Burke, était plus résolu que jamais à continuer à outrance la guerre contre la France et la révolution. Il maîtrisa donc l'ardeur de Malmesbury et lui déclara que l'Angleterre continuerait à marcher de concert avec la Prusse, dût le payement du subside ne lui procurer qu'un avantage négatif. Depuis le mois de juin, il envisageait l'attitude de l'Autriche de la même façon que la Prusse; il reconnaissait que l'Angleterre seule s'intéressait actuellement à la Belgique, et que Thugut ne songeait qu'à s'agrandir en Allemagne ou en Pologne; mais, tandis que les hommes d'État prussiens penchaient pour la paix avec la France, les Anglais étaient décidés à faire de nouveaux efforts pour maintenir l'Autriche dans

l'alliance européenne. Lorsque cette disposition de l'Angleterre fut connue à Vienne, au commencement de juillet, elle y produisit une profonde impression. On y désirait ardemment les subsides de l'Angleterre; dans ce but, l'empereur résolut d'envoyer le comte de Mercy à Londres, puis il écrivit le 15 juillet au prince de Cobourg, et lui enjoignit de se maintenir sur la Meuse aussi longtemps que possible, afin de démentir tous les bruits qui l'accusaient d'avoir volontairement évacué la Belgique. Il engageait même Cobourg à reprendre l'offensive, mais sans lui dire un mot des renforts qu'il demandait si instamment. Enfin Cobourg reçut, le 31 juillet, une seconde lettre de l'empereur, dans laquelle il n'était plus question d'attaque, mais seulement de la défense de la ligne de la Meuse; encore cette défense était-elle expressément subordonnée au succès de la mission de Mercy. De son côté, le ministère anglais envoya à la fin de juillet son garde des sceaux, le comte Spencer, et Thomas Grenville, frère du ministre des affaires extérieures, en ambassade extraordinaire à Vienne, pour obtenir à tout prix qu'on reprît l'offensive en Belgique. La nouvelle de cette ambassade causa une vive agitation au quartier général prussien, car il semblait certain que les ambassadeurs mettraient fin aux hésitations de l'Autriche. Le roi de Prusse ne doutait pas que l'empereur ne se laissât persuader, et toute sa crainte était que, dans ce cas, l'Angleterre ne lui donnât les subsides qui avaient été promis à la Prusse. Lucchesini, au contraire, était convaincu que Thugut refuserait, et il croyait enfin le moment favorable pour proposer une paix générale. Il demanda donc au roi de l'envoyer passer quelques jours à Vienne, sous un prétexte quelconque, et, lui remettant la lettre de Mœllendorf, il ouvrit une discussion en règle relativement à la paix avec la France.

Cette tentative provoqua d'abord chez le roi une violente explosion de colère (1). « Nul homme, s'écria-t-il, ne me décidera à faire une démarche déshonorante, à traiter avec des régicides. Comment, ensuite, oserais-je encore regarder en face les puissances maritimes, dont je reçois les subsides? L'Autriche, qui désavoue toute négociation tendant à une paix séparée, ne m'ac-

(1) Lucchesini à Mœllendorf, 14 août. Le même aux ministres, 1er, 8 et 14 août.

cuserait-elle pas de trahison aux yeux de tout l'empire? » Lucchesini s'empressa de le calmer, en lui déclarant qu'il n'entendait parler que de propositions à faire aux puissances alliées, et des préludes d'une œuvre de pacification qui devrait être accomplie en commun. « Oui, dit le roi, la paix serait un grand bonheur; mais comment espérer une paix honorable tant que les Jacobins n'auront pas senti la pointe de nos épées? Que d'autres l'essayent, s'ils ne savent pas faire la guerre; pour moi, aucun de mes serviteurs ne me décidera à faire le premier pas. » Lucchesini connaissait le roi; il savait que, chez lui, ces explosions de colère n'étaient que passagères, et que sa résistance s'usait par sa violence même. Il persista donc dans son opinion; il dit que. tout en ne désirant pas la paix, il n'était pas besoin de faire un tel étalage d'idées belliqueuses; que, d'ailleurs, il serait toujours utile qu'il allât à Vienne, pour faire connaître au comte Spencer que la Prusse ne comptait pas renouveler le traité de subsides pour 1795. Mais ici le roi se récria de nouveau, s'appuyant sur ce que l'argent des Anglais lui était indispensable pour maintenir ses troupes sur le Rhin. Tout ce qu'on put obtenir de lui fut qu'il envoyât à Hardenberg, alors ministre d'Anspach et Baireuth, les pouvoir nécessaires pour traiter avec Malmesbury, afin de ne plus exposer Mœllendorf à la pression de l'Angleterre. Il finit aussi par consentir à ce que Lucchesini allât à Vienne, mais seulement pour écouter et observer, et avec défense de prononcer une seule parole de paix. Le marquis, tout en se déclarant l'instrument docile de son maître, ne put s'empêcher d'énumérer les nombreux États qui se seraient associés avec joie aux tendances pacifiques de la Prusse : la plupart des États allemands, l'Espagne, qu'animait une vive jalousie contre l'Angleterre, Naples, dont l'ambassadeur à Vienne, le marquis de Gallo, ne cessait de lui répéter depuis des mois que la paix seule pourrait sauver l'Italie et l'Europe. « Mon Dieu, répondit le roi, je sais bien que la paix est un bienfait du ciel, et je ne m'oppose pas à ce que vous tâchiez de le persuader aux autres, mais en votre nom personnel, entendez-vous bien. Je vous réitère la défense formelle de prononcer en aucune manière mon nom à moi, et de faire la moindre allusion à mon gouvernement. »

« J'ai joué aujourd'hui plus gros jeu que ne l'auraient fait cent patriotes ardents, écrivait Lucchesini à Mœllendorf après cet entretien ; mais aussi j'ai gagné un grand point. Je suis autorisé à jeter les premiers germes de la paix, et je consacrerai mon existence entière à cette œuvre bénie. » Ce fut dans ces dispositions qu'il se mit en route, le 14 août. Le 21, il eut une première audience de l'empereur François, et le lendemain un ordre du roi le força, bien contre son gré, à demander au ministre Thugut d'envoyer des troupes autrichiennes au siége de Varsovie.

Le feu des ouvrages avancés des Polonais étant devenu intolérable pour les tranchées de l'aile gauche des Prussiens, le roi donna le 26 l'ordre de repousser les ennemis hors de cette position. Les troupes prussiennes attaquèrent alors avec une si vaillante impétuosité, que le roi, après avoir brillamment repoussé une sortie des Polonais, résolut de donner le 1er septembre un assaut général. Mais, dans ce moment même, il reçut de Vienne une dépêche par laquelle Lucchesini lui annonçait que l'Autriche se déclarait hors d'état d'envoyer des troupes à Varsovie; ce à quoi le marquis ajoutait avec raison qu'il était bien heureux pour la Prusse que l'empereur ne profitât pas de cette occasion pour accroître son influence en Pologne. D'un autre côté, le comte de Goltz écrivait de Saint-Pétersbourg que Catherine approuvait tous les détours et tous les refus du général Fersen, et désirait que celui-ci, se séparant de l'armée prussienne, passât sur la rive droite de la Vistule, à moins toutefois que le roi ne s'y opposât formellement. Malgré cette restriction, il était facile de comprendre quelles idées dominaient à Saint-Pétersbourg ; il y aurait eu folie à compter plus longtemps sur un secours actif de ce côté. Si, comme on devait s'y attendre, Fersen se retirait en Lithuanie, la position des vingt-cinq mille Prussiens qui se trouvaient devant Varsovie pouvait devenir des plus critiques, quoique la mauvaise qualité des troupes polonaises diminuât considérablement le danger. Ici encore on aurait dû se souvenir de Frédéric le Grand, qui s'était trouvé dans un embarras analogue en 1762, lorsque la même Catherine avait rappelé les troupes russes qui faisaient partie de l'armée prussienne. Malheureusement, son successeur n'était pas un de

ces génies supérieurs auxquels chaque nouveau danger inspire une plus grande énergie; il était brave et belliqueux, mais il ne possédait pas la fermeté et la persévérance qui sont l'âme de toute entreprise; les difficultés, loin de l'exciter davantage, le plongeaient dans une irritation qui ne lui laissait ni force de volonté ni suite dans les idées. Lucchesini était loin de lui; ses autres conseillers lui montraient le danger de voir l'armée prussienne engloutie sous les flots de l'insurrection, l'iniquité qu'il y avait à laisser la Prusse verser seule son sang, la nécessité pour cette puissance de se retirer, au moins pour quelque temps, afin de mieux faire sentir le prix de son secours aux deux cours impériales. L'assaut ordonné pour le 1er septembre n'eut donc pas lieu; bientôt après, on prit la malheureuse résolution de lever le siége, de ramener les troupes dans la Prusse méridionale, et de ne tenter de nouvelles attaques que lorsque la situation militaire de la Prusse, par rapport aux autres puissances, serait bien assurée et définie. La révolte de la Prusse méridionale servit de prétexte officiel à la retraite; on fit surtout sonner bien haut la perte du transport de poudre dont nous avons parlé, et l'on déclara que l'on se trouvait par là dans l'impossibilité de bombarder Varsovie (1). Cependant on avait encore assez de poudre pour protéger la retraite; pendant deux jours le canon des batteries gronda sans interruption; puis, dans la soirée du 5 septembre, on fit sortir les pièces des tranchées. Le 6 au matin, les régiments les suivirent, sombres et irrités; mais le plus mécontent était le roi lui-même, qui remit le commandement en chef au général Schwerin, et retourna en toute hâte à Berlin, malade de dépit.

(1) Les cours impériales ne s'y trompèrent pas; la littérature seule a accepté cette raison. La perte du transport de poudre est mentionnée dans toutes les histoires à la gloire de Mniewski et de Niemejowski, qui avaient fait cette capture importante; mais les dates seules suffiraient à prouver que ce ne fut pas là ce qui décida le roi. Cette capture eut lieu le 22 août à midi (Treskow, 172); la nouvelle devait donc en être arrivée au quartier général bien avant le 1er septembre.

CHAPITRE II

PRISE DE VARSOVIE

A peine le bruit s'était-il répandu en Allemagne que l'armée prussienne avait honteusement reculé devant l'insurrection polonaise, qu'une autre nouvelle tout aussi alarmante vint, du côté de l'Ouest, augmenter encore le trouble des esprits.

On apprit que l'Autriche, continuant la retraite interrompue au mois de juillet, abandonnait la Belgique et laissait les provinces rhénanes exposées sur tous les points aux dangers d'une invasion ennemie.

Nous nous souvenons que, dans l'attente des subsides de l'Angleterre, le prince de Cobourg avait reçu, le 31 juillet (1), l'ordre de faire l'impossible pour défendre et conserver tous les points de la ligne de la Meuse qui n'étaient pas déjà au pouvoir des Français. En conséquence, il plaça son aile droite près de Venloo, et son centre à Maëstricht et autour de cette ville; puis, comme l'ennemi était en possession de Liége, il fit reculer son aile gauche derrière l'Ourthe, affluent de la Meuse, et lui fit occuper la ligne de cette rivière depuis Liége jusqu'à Malscheid. L'arrivée de quelques renforts avait porté l'effectif de l'armée impériale à quatre-vingt-trois mille hommes (2); mais nous savons dans quel état d'épuisement et de désorganisation cette armée avait quitté les champs de bataille de Belgique; on ne pouvait songer à l'appeler à de nouveaux combats avant qu'elle se fût réparée par un long repos. La situation des alliés de l'Autriche n'était pas beaucoup meilleure : après avoir évacué Anvers, dans le Brabant septentrional, l'armée du duc d'York avait pris position entre les places fortes de Bois-le-Duc et de Berg-op-Zoom, sur les bruyères de Dongen, à quelques lieues au Sud de la Meuse. Cette armée comptait encore quarante-trois

(1) Lettre de l'empereur du 31 juillet. Witzleben, III, 336, 358.
(2) Journal militaire autrichien, 1820, nos 2 et 3. Witzleben, III, 365.

mille hommes, tant Anglais que Hollandais et Allemands, outre les garnisons des places ; cependant, d'un côté comme de l'autre, l'ennemi, s'il s'était avancé résolûment et en masses compactes, aurait pu alors, à la fin de juillet, remporter les plus grands avantages; il ne lui eût pas été plus difficile de rejeter les Anglais sur leurs vaisseaux que les Allemands de l'autre côté du Rhin. Mais les alliés furent préservés de ce danger par le Comité de Salut public lui-même, qui avait défendu de rien entreprendre avant d'avoir reconquis les quatre places françaises prises par Cobourg, et s'être emparé des villes maritimes de Flandre qui résistaient encore. Ces divers siéges occupaient donc plus de quarante mille hommes; d'un autre côté, l'exaspération causée en Belgique par les exactions et les déprédations des vainqueurs réclamaient sur tous les points des garnisons considérables, de sorte que le nombre des troupes que les Français pouvaient diriger sur le champ de bataille se trouvait réduit dans d'effrayantes proportions. Jusque-là leurs généraux n'avaient paru sur les différents théâtres de la guerre qu'avec une supériorité de forces bien marquée; maintenant, Pichegru n'avait plus que quarante-cinq mille hommes à opposer au duc d'York, et Jourdan cinquante-trois mille au prince de Cobourg. Ces deux généraux, loin de songer à une poursuite sérieuse, devaient s'estimer heureux de ne pas être inquiétés par leurs adversaires; aussi s'ensuivit-il, pendant cette guerre de siéges, une suspension d'armes de plus de quatre semaines, qui permit aux alliés de se remettre des fatigues et des souffrances supportées sur la Sambre.

Malgré ce temps de répit, le chef de l'armée alliée, le prince de Cobourg, n'entendait pas compromettre encore une fois sa renommée en continuant cette guerre funeste. Il n'avait pas faibli au mois de mars, lorsque l'empereur restait sourd à toutes ses demandes de renforts et à toutes les offres d'amitié de la Prusse; ni au mois de mai, lorsque la main des diplomates, en paralysant les opérations militaires, éveillait des soupçons de trahison chez tous les alliés de l'Autriche; ni au mois de juin, lorsqu'au lieu des lauriers qu'il s'apprêtait à saisir, il ne reçut que la triste mission de faire sortir son armée de la Belgique avec le moins de pertes possible : et maintenant que, par suite de toutes ces fautes, les troupes étaient décimées, épuisées et mécontentes, que

les ressources de la Belgique étaient abandonnées à l'ennemi et que la situation militaire était presque désespérée, il recevait de l'empereur les lettres du 15 et du 31 juillet, lettres remplies de blâme et de plaintes pour les pertes subies, lettres qui désavouaient tout projet de retraite régulière et qui lui ordonnaient de reprendre l'offensive! Et comme il se plaignait de l'insuffisance de ses ressources, l'empereur, au lieu de lui envoyer des renforts sérieux, lui permettait de s'adjoindre Blankenstein avec les troupes qui avaient pu quitter Trèves, en tout trois bataillons! Le mécontentement que tant d'exigence causait au vieux général était encore augmenté par les rapports qu'il recevait chaque jour. Ses officiers se plaignaient sans cesse du relâchement de l'ordre et de la discipline, relâchement causé surtout par le manque de subsistances. Les magasins belges étaient perdus pour l'armée, les caisses étaient vides, la patrie et les ressources qu'elle pouvait offrir étaient bien loin! Cobourg s'adressa aux princes voisins et aux cercles allemands des frontières; il fit un appel énergique aux habitants des provinces rhénanes, les suppliant de lui donner des vivres et des médicaments pour ses malades; mais il ne put parvenir à triompher de la molle indifférence de ces populations, si dénuées alors de sens politique. Quant aux princes, le plus considérable d'entre eux, l'électeur Maximilien de Cologne, oncle de l'empereur, répondit que, depuis son dernier séjour à Vienne, les intrigues dont il avait été le témoin lui avaient fait prévoir les malheurs qui arrivaient; que le gouvernement autrichien avait entrepris cette guerre malgré ses conseils, et que, vu la manière dont elle avait été conduite et la direction qui avait été donnée aux affaires à cette occasion, il regarderait comme une honte qu'on pût le soupçonner d'y avoir pris part. « Que Votre Altesse, ajoutait-il, me permette donc de continuer à y rester complétement étranger et de ne me mêler en rien des opérations financières de l'Autriche. Si j'ai eu le bonheur de pouvoir, par quelques avances, faciliter l'entrée des Pays-Bas à l'armée victorieuse de Votre Altesse, Votre Altesse ne peut me demander aujourd'hui de l'aider, par les mêmes moyens, à sortir de ce pays. Si l'armée de Votre Altesse ne veut pas se maintenir, ou ne peut pas arrêter l'ennemi, je ne ferais, en supposant que je parvinsse, par des efforts désespérés, à réunir quelques sommes destinées à

combler les vides des finances de l'Autriche, que retarder de quelques jours la ruine de nos contrées, puisque nous n'avons plus aucun secours à attendre. »

Irrité par une telle conduite, accablé par les souffrances physiques et en proie à un profond désespoir, le prince envoya le 9 août sa démission à l'empereur.

En ce moment même, lord Spencer et Thomas Grenville arrivaient à Vienne pour tâcher d'y provoquer un nouvel effort en faveur de la Belgique. Leur mission et les négociations auxquelles elle donna lieu méritent, par leur importance et par l'influence décisive qu'elles ont exercée, que nous leur accordions une attention toute particulière.

Leurs instructions, rédigées le 19 juillet, leur enjoignaient de demander de prompts renforts pour l'armée de Belgique, le changement du général en chef de cette armée, et l'intervention énergique de l'Autriche en Italie; en revanche, ils devaient promettre, au nom de l'Angleterre, des subsides considérables et un secours loyal et efficace en cas d'hostilités de la part de la Prusse. Ils rencontrèrent en route le comte de Mercy qui leur fit les meilleures promesses, mais qui leur répéta qu'il était impossible que l'armée entreprît de secourir les places menacées, et qui, tout en déclarant qu'il tenait la défense de la Meuse pour certaine, refusa cependant de laisser publier officiellement cette déclaration. Arrivés à Vienne, les négociateurs anglais trouvèrent d'abord un grand bon vouloir chez Thugut relativement à un point de leurs instructions, le rappel du prince de Cobourg. Thugut céda ici sans hésiter, et fit donner le commandement en chef de l'armée de Belgique au général Clerfayt, qui n'avait aucune couleur politique. Mais les difficultés surgirent bientôt, lorsque les Anglais demandèrent que l'Autriche consacrât une partie de son armée du Rhin à la défense de la Belgique. Thugut s'y refusa nettement, d'un côté parce que ces troupes lui étaient indispensables sur le Rhin, de l'autre parce qu'il ne voulait pas les éloigner davantage des frontières autrichiennes. « Du reste, dit-il, il faut avant tout que l'Angleterre nous garantisse un prêt de 3 millions de livres sterling pour cette campagne, et nous promette un nouveau subside pour l'année prochaine. » Il fit remarquer que lord Grenville pouvait

transférer à l'Autriche, qui était toujours restée fidèle aux traités, le subside payé à la Prusse jusque-là. « Mais alors, il sera nécessaire que la Russie et l'Angleterre prennent des mesures pour nous mettre à l'abri d'une attaque du roi de Prusse... Si l'Autriche n'est pas ainsi soutenue, dit-il en terminant, nous devrons nous borner à défendre le Rhin avec une armée de trente à quarante mille hommes (1). »

Le jour même où les négociateurs anglais rendaient compte de cet entretien à leur gouvernement, le 12 août, le conseil de guerre de la cour envoyait au prince de Cobourg et à Saxe-Teschen l'ordre de faire tous leurs efforts pour défendre, non la Belgique, mais Luxembourg, Mayence et Manheim, et de ne continuer à se retirer qu'en cas d'extrême danger (2). Deux jours plus tard, l'empereur écrivit de nouveau à Cobourg pour lui annoncer trois bataillons de renfort et lui dire que maintenant il attendait de lui de grandes choses, si toutefois les nouvelles envoyées de Londres par Mercy étaient telles qu'on les désirait; mais Cobourg lui répondit que, dans les circonstances où il se trouvait placé et vu l'insuffisance des renforts qui lui étaient accordés, il ne pouvait songer à remporter le moindre succès militaire. Lorsque, bientôt après, Clerfayt prit le commandement, quelque mouvement se produisit cependant, sinon parmi les troupes, du moins dans les conseils de guerre. Clerfayt dressa avec le duc d'York un plan ayant pour but la délivrance d'Anvers, et fit des propositions à Mœllendorf en vue de reprendre Trèves. La dispersion des troupes françaises et le long repos qui venait de réparer les forces des alliés rendaient, en effet, un succès possible de ce côté; mais, comme l'empereur l'avait dit à Cobourg, tout dépendait du résultat de la négociation entamée avec l'Angleterre; or, comme les prétentions de Thugut rendirent tout accord impossible, les exploits guerriers se réduisirent à des projets et à de belles paroles.

Le vieux champion de la Belgique, le comte de Mercy, n'était pas destiné, du reste, à exercer de l'influence sur cette question; il mourut peu de temps après son arrivée à Londres, et

(1) Dépêche de Spencer du 4 août.
(2) Vivenot, I, 231.

l'accomplissement de sa mission fut confié à l'ambassadeur, le comte Stahremberg. Celui-ci présenta ses demandes au ministre anglais le 26 août. C'étaient d'abord les points sur lesquels Thugut avait déjà insisté : une avance immédiate d'argent comptant, sans laquelle il était impossible que l'armée se maintînt sur la Meuse, la garantie d'un prêt de 3 millions de livres, et un nouveau subside pour l'année suivante. A cela, il joignit la prétention, pour le cas où la Belgique serait reprise, d'annuler la constitution de ce pays et de le gouverner en pays conquis. Le ministre anglais accorda sur-le-champ une avance de 150000 livres; quant aux autres points, il annonça que ses envoyés à Vienne feraient connaître sa réponse. Spencer et Grenville n'avaient pas eu lieu, jusque-là, d'être très-satisfaits de leurs rapports avec Thugut. Toutes leurs lettres, soit officielles, soit confidentielles, étaient empreintes de découragement. « Thugut, disaient-ils, montrait la plus grande indifférence relativement à la conservation de la Belgique et de la Hollande; il prédisait un échec certain de ce côté, et ne cherchait que des faux-fuyants pour leur échapper. En supposant même que cette indifférence fût simulée et eût pour but d'arracher plus de concessions à l'Angleterre, ce système, qu'il fût sincère ou non, avait toujours pour conséquence l'inaction de l'Autriche par rapport à la Belgique. La répugnance que témoignait Thugut à soutenir ce pays ne provenait pas seulement du dédain avec lequel il s'était habitué à le considérer, il était évident qu'elle avait aussi pour causes l'espoir que les puissances maritimes n'y souffriraient en aucun cas la domination française, et le désir de réunir toutes les forces autrichiennes sur les frontières de l'Allemagne afin de les avoir sous la main si la Prusse venait à attaquer les États héréditaires. Le traité même le plus formel resterait sans effet, ajoutaient-ils, tant que cette divergence subsisterait entre l'Autriche et l'Angleterre (1). » On devait reconnaître bientôt la justesse de ces appréciations.

Le 14 septembre, les envoyés anglais firent connaître à Thugut la réponse de l'Angleterre aux demandes de l'Autriche. Cette

(1) Tout cela résulte des rapports officiels de Spencer et de Grenville (Sate-paper office), ainsi que de leur correspondance privée. Buckingham, *Mémoires sur la cour et les cabinets de Georges III.*

réponse était favorable sur le point principal : l'Angleterre consentait à garantir le prêt si l'empereur s'engageait à porter son armée à cent mille hommes; elle promettait d'accorder un subside pour l'année suivante, c'est-à-dire, comme Thugut l'avait donné à entendre, de transférer à l'Autriche le subside payé jusque-là à la Prusse, si l'Autriche promettait de mettre sur pied soixante mille hommes, comme le faisait la Prusse. A cette occasion, lord Grenville exprima sa satisfaction d'avoir entendu dire jadis à Thugut que l'empereur saurait faire accorder de l'argent à la Prusse par la diète allemande. Quant au renversement de la constitution belge, il le déclara impraticable pour l'Angleterre et nuisible pour l'Autriche elle-même; mais il insista d'autant plus sur la nécessité de donner une direction énergique à la guerre, et, dans ce but, il proposa de réunir sous un seul commandement toutes les forces actives de la Belgique. Le duc d'York s'était soumis autrefois aux ordres de Cobourg; actuellement, comme l'Angleterre se disposait à envoyer en Belgique lord Cornwallis, son meilleur général, elle demanda que Clerfayt, qui lui était inférieur en rang, lui fût subordonné.

L'Angleterre consentait donc à tous les sacrifices qu'on exigeait d'elle. Si l'aversion de Thugut pour la Belgique n'était qu'une feinte destinée à arracher de plus grandes concessions aux alliés de l'Autriche, ce but était atteint. Le moment était venu de jeter le masque et d'agir avec énergie; mais telle n'était pas l'intention de Thugut. Au contraire, il repoussa vivement les propositions de l'Angleterre. Il déclara que ce serait un déshonneur pour l'empereur que de soumettre Clerfayt aux ordres de lord Cornwallis; il se plaignit amèrement de ce que l'Angleterre traitait l'empereur beaucoup plus mal que le roi de Prusse, et exigeait de lui trois fois plus qu'elle n'avait exigé de ce dernier; il déclara qu'il s'inquiétait peu des subsides de la Prusse, et que, s'il pouvait obtenir de l'argent de la diète, il garderait cet argent pour lui au lieu de le donner à ses voisins. Enfin, il termina en disant que, dans ces circonstances, il se voyait forcé de restreindre considérablement ses opérations en Belgique.

Les choses en étaient là à Vienne au milieu de septembre, et la tournure que prenaient les événements sur le théâtre de la guerre répondait pleinement à cette situation. Les places fortes du Hai-

naut et de la Flandre, Landrecies et le Quesnoy, Ostende et Nieuport, Condé et Valenciennes avaient successivement capitulé; aucune n'avait essayé de résister, dès que les Français avaient accordé à la garnison la faculté de se retirer librement. C'était toujours et partout le même spectacle : on renonçait au pays pour conserver l'armée. Les détachements français occupés au blocus de ces places se retrouvaient donc, en septembre, disponibles pour la grande guerre. Clerfayt envoya alors au duc d'York un message par lequel il déclarait l'offensive projetée inutile, du moment que les places que l'on voulait secourir étaient au pouvoir de l'ennemi. Puis, comme le duc d'York n'en persistait pas moins dans ses projets et insistait sur l'utilité et la nécessité d'une vigoureuse offensive, il lui proposa un nouveau plan qui modifiait essentiellement le premier, mais que le duc d'York et le prince d'Orange trouvèrent inexécutable dans ses détails (1). En un mot, on resta des deux parts dans une inaction complète. Les armées étaient isolées dans leurs cantonnements, immobiles comme en temps de paix, abattues par le souvenir des revers essuyés pendant la campagne de l'été précédent, hésitantes et sans confiance en l'avenir. Une telle situation devait finir, en se prolongeant, par corrompre jusqu'au cœur le moral des troupes, et déjà les effets désastreux s'en faisaient sentir dans les régiments anglais. Depuis le commencement de la campagne, les vivres avaient été distribués à ces régiments avec une abondance qui allait jusqu'à la prodigalité; cependant le gaspillage et la négligence les avaient rendus insuffisants. Souvent les soldats passaient des jours entiers sans recevoir de pain ni de viande; en revanche, l'eau-de-vie ne leur manquait jamais, et le nombre des femmes qui encombraient le camp était presque égal à celui des soldats. Ajoutons que ces troupes se composaient en grande partie de vagabonds, le rebut du prolétariat anglais, et l'on comprendra quels instincts brutaux devaient se développer parmi elles dans de semblables circonstances. En Flandre, le mal avait été jusque-là un peu moins grand, grâce à l'activité qui avait été entretenue chez les troupes, et si quelques actes d'indiscipline s'y étaient parfois manifestés, la nécessité avait forcé les

(1) York à Dundas, 7 septembre.

officiers, et surtout le commandant en chef, à prendre immédiatement des mesures de rigueur. Mais actuellement, un funeste repos démoralisait les chefs aussi bien que les subordonnés. Les officiers étaient presque tous de jeunes gentilshommes riches, complétement dépourvus de connaissances militaires, qui n'avaient acheté leurs charges que pour faire cette campagne et se procurer par là un passe-temps chevaleresque. Ils ne s'inquiétaient nullement des devoirs de leur position ni du bien des soldats, vivaient dans les orgies et les plaisirs, et donnaient le plus mauvais exemple aux troupes par leur propre indiscipline et leur libertinage. Il arrivait souvent, lorsque les régiments se mettaient en marche le matin, que les officiers restassent à boire dans quelque cabaret; puis, vers midi, ils rattrapaient à toute bride la colonne, devant laquelle ils passaient à demi-ivres, en criant et en chantant, à la grande indignation des soldats. Il n'était pas étonnant, dans ces conditions, que quelques semaines eussent suffi pour démoraliser les troupes. Elles mettaient tout au pillage sur leur passage, pressuraient la population jusqu'au sang, et dépensaient dans de basses débauches le produit de leurs rapines. Toutes les fois que l'on se trouvait en face de l'ennemi, c'étaient les troupes allemandes, les Hanovriens, les Hessois, les bataillons de Darmstadt qui supportaient presque seuls le poids du combat. Ces troupes résistaient avec une admirable fermeté à tous les entraînements du mauvais exemple; mais elles étaient trop faibles en nombre pour contre-balancer les désordres des Anglais et pour maintenir l'unité et l'entente entre les armées. Depuis que la guerre avait atteint leurs frontières, les Hollandais reconnaissaient cruellement tous les vices de leur vieux système de défense. On manquait partout d'hommes exercés et d'officiers sûrs, et, malgré la richesse du pays, la plupart des forteresses n'étaient pas entretenues. De plus, les habitants, poussés à bout par la licence des Anglais, maudissaient amèrement la guerre; ils appelaient de leurs vœux l'arrivée des Français, desquels ils espéraient leur délivrance, et qui devaient les venger d'alliés détestés; ces sentiments ranimaient de toutes parts la sympathie pour les anti-orangistes, pour les patriotes de 1788. Le duc d'York était désespéré en voyant ces maux s'aggraver chaque jour. Il publia quelques ordres du jour dans lesquels il somma

durement ses troupes de changer de conduite, mais cela ne remédia à rien; bientôt il reconnut qu'il ne devait plus compter sur les Autrichiens, et que, depuis la prise des places fortes, une attaque sérieuse des Français était imminente; alors le découragement le paralysa tout à fait; incapable de rien décider, il attendit immobile le danger qui le menaçait.

Les premiers détachements français parurent le 14 septembre devant les avant-postes des alliés, près de Bois-le-Duc. Malgré une héroïque résistance, une division de Darmstadt fut écrasée presque aussitôt, à Boxtel, par un ennemi de beaucoup supérieur. Dès lors le duc d'York, s'exagérant les forces des Français et ne les estimant pas à moins de quatre-vingt mille hommes, n'eut plus qu'une pensée, celle de conserver les moyens d'effectuer sa retraite au delà de la Meuse. Il se décida donc à évacuer tout le Brabant septentrional, et, le 16, il fit repasser le fleuve à son armée pour la ramener dans les Provinces-Unies (1).

Dans le même temps, le général Jourdan se préparait à attaquer de nouveau les Autrichiens près de Liége; il avait reçu du Hainaut vingt-sept mille hommes de renforts, ce qui rendait son armée à peu près égale en nombre à celle de l'ennemi. Il résolut de diriger son attaque principale vers le Sud, contre l'aile gauche de son adversaire, qui s'appuyait sur l'Ourthe, car il avait compris que, s'il parvenait à renverser cette aile, il compromettrait la ligne de retraite et de ravitaillement de Clerfayt, plus qu'il n'aurait pu le faire par toute autre opération. Il dirigea donc vers l'Ourthe les vingt-sept mille hommes dont nous venons de parler, sous les ordres des généraux Marceau et Schérer; il donna ensuite l'alarme à l'ennemi, le 16 septembre, par une fausse attaque sur le centre, c'est-à-dire sur Maëstricht; puis, quand il vit toute l'attention de Clerfayt concentrée sur ce point, il se déroba tout à coup à ce combat et rejoignit Marceau avec douze mille hommes; le 18, il avait donc près de quarante mille hommes à opposer au général autrichien Latour, dont la division n'était que de vingt-quatre mille. Encore les Autrichiens avaient-ils enlevé à Latour près de la moitié de ces soldats, qu'ils avaient dirigés vers le Sud pour servir de réserve à l'expédition

(1) Porbeck, *Histoire critique*, etc. Dittfurth, *les Hessois dans les Pays-Bas*, vol. II

de Trèves ; ce qui restait sur l'Ourthe fut bientôt mis en pleine déroute par une armée trois fois supérieure, et forcé de rétrograder après avoir perdu plus de trois mille hommes. Cette défaite était d'autant plus regrettable que ces troupes, bien disciplinées et fortifiées par un long repos, s'étaient vaillamment battues et avaient fait payer la victoire aux Français par une perte de près de six mille morts. Tout en se retirant après le combat, Latour sut maintenir l'ordre dans ses rangs, et, le 20, il repoussa énergiquement une seconde attaque de l'ennemi près d'Henri-Chapelle. Comme les autres divisions autrichiennes, qui formaient une masse de soixante mille hommes, étaient toujours intactes, il ne pouvait encore être question de danger sérieux ; néanmoins, Clerfayt ordonna sans retard une retraite générale derrière la Roër ; le 23 septembre, l'armée y avait pris position entre Düren et Ruremonde. Les pourparlers recommencèrent alors, avec le duc d'York d'un côté et avec Mœllendorf de l'autre. Clerfayt demandait que le duc d'York, pour couvrir l'aile droite des Autrichiens, se chargeât de protéger Venloo, sur la Meuse, et que Mœllendorf, pour fortifier leur aile gauche, occupât le poste de Kaisersesch, dans la province de Trèves ; sans cela, le général autrichien déclarait qu'une plus longue défense de la rive gauche du Rhin était impossible. Les deux généraux alliés firent quelques difficultés ; toutefois York finit par envoyer un petit détachement de Hanovriens du côté de Venloo, et Kaisersesch fut compris dans la ligne de défense des Prussiens ; mais à peine ces mouvements étaient-ils opérés que les colonnes de Jourdan parurent sur la Roër, et que, le 2 octobre, elles attaquèrent les Autrichiens. Partout où elles se montrèrent avec quelque supériorité de forces, les impériaux reculèrent en bon ordre, sans presque opposer de résistance ; ils arrivèrent ainsi, le 4 octobre, au bord du Rhin, et passèrent le fleuve dans la nuit du 5 au 6. Les chiffres que présentent les états autrichiens, du 21 septembre au 6 octobre, nous montrent clairement quel esprit a présidé aux dernières opérations de cette malheureuse campagne. Les forces effectives de Clerfayt étaient alors de soixante-seize mille neuf cent soixante-huit hommes ; ceux-ci avaient devant eux soixante-quinze mille Français environ, et ils leur abandonnèrent la rive gauche du Rhin, après avoir perdu cent soixante et onze

morts, vingt-huit blessés et quatre cent soixante-huit prisonniers ou hommes égarés (1).

Ce que Thugut avait prédit était donc arrivé : la guerre était réduite à de très-petites proportions. L'armée, arrachée à la Belgique, se trouvait sur le sol allemand, prête, au besoin, à se tourner contre la Prusse. A peu près dans le même moment, Thugut éprouva encore une autre satisfaction, celle de voir le ministère anglais se convertir aux idées de l'Autriche, librement, et par la simple considération qu'un demi-secours pour la guerre de France, valait encore mieux qu'une absence totale de coopération.

Le 14 septembre, le jour même où lord Spencer avait avec Thugut la discusion que nous avons rapportée, lord Grenville adressait de Londres des instructions toutes nouvelles à ses envoyés. Depuis la perte des places de la Flandre et du Hainaut, Grenville avait abandonné tout espoir relativement à la Belgique, et afin de s'assurer au moins le secours de l'empereur en faveur de la Hollande, actuellement menacée, il s'était décidé à entrer dans les vues de Thugut. « Nous voulons, écrivit-il, souscrire au vœu si souvent exprimé par Thugut de ne pas donner aux opérations de Belgique une aussi grande portée que celle qu'elles devaient avoir dans le principe. » En conséquence, l'Angleterre renonçait à exercer le commandement sur l'armée de Clerfayt, et n'exigeait plus que cette armée fût portée à cent mille hommes; elle consentait à garantir le prêt de 3 millions pour la simple continuation des services rendus jusque-là par l'Autriche, et à assurer

(1) Journal militaire autrichien, l. c., p. 278, 282. On comprend dès lors comment Clerfayt pouvait écrire à l'empereur (Vivenot, II, 285) : « Je sens toute l'importance de cette démarche, et les suites qu'elle peut avoir m'affligent sensiblement; mais si V. M. daigne réfléchir à notre position, j'ose espérer qu'Elle me rendra la justice d'être persuadée que je n'ai songé qu'au bien de son service, et que cette retraite en présence d'une armée nombreuse s'est faite sans précipitation et *n'a pas été l'effet de la crainte.* » Vivenot veut absolument considérer la retraite au-delà du Rhin comme la conséquence forcée des difficultés que les États de la rive gauche de ce fleuve, et surtout l'électeur de Cologne, suscitaient à l'approvisionnement de l'armée; mais nous n'avons pas besoin de faire remarquer qu'une armée de soixante-quinze mille hommes ne pouvait mourir de faim dans les provinces de Juliers et de Cologne, les plus fertiles de toute l'Allemagne, pour peu que ses chefs eussent pris les mesures nécessaires; et que, d'un autre côté, le passage du Rhin ne pouvait améliorer cette situation, puisqu'on quittait l'électorat de Cologne pour les provinces de l'électeur palatin, dont Vivenot accuse en cent endroits le gouvernement d'avoir été aussi négligent et aussi mal disposé que l'archevêque.

à l'empereur la possession des provinces françaises qui pourraient être conquises par la suite. Thugut reçut cet agréable message le 1er octobre. Il en témoigna une joie extrême et se répandit en promesses au sujet de la Hollande; cependant on n'était pas encore au bout de ses exigences. « Outre le prêt de 3 millions pour cette campagne, dit-il, il en faut encore à l'Autriche un second de même valeur pour la campagne prochaine. » Sur quoi lord Spencer et Thomas Grenville, fatigués depuis longtemps de leur ennuyeuse mission et convaincus que Thugut se préoccupait beaucoup plus de la guerre de Pologne que de la guerre de France, se déclarèrent sans pouvoirs pour discuter cette question, et laissèrent à l'ambassadeur résidant le soin de continuer les négociations.

Ce fut ainsi que se termina l'action de l'Autriche en Belgique et sur le bas Rhin.

Cet enchaînement de circonstances avait également mis un terme aux longues hésitations de la politique prussienne, et avait provoqué de ce côté un premier pas vers une conclusion définitive. Nous avons vu qu'à la fin d'août, lorsqu'il s'était agi pour la dernière fois des plans d'attaque de l'Autriche, Mœllendorf avait promis son appui pour reprendre Trèves, en même temps qu'il attaquerait l'armée française sur le Rhin. Mais cela ne l'avait pas empêché de faire à la même époque une nouvelle tentative auprès de son souverain pour obtenir que la Prusse abandonnât une guerre qui lui semblait funeste à tous égards. Il tirait des concessions faites par le roi de Prusse à Lucchesini les mêmes conclusions que ce dernier; il pensait que la permission tacite de vanter dans l'intimité les bienfaits de la paix indiquait un changement complet dans les idées du roi. Dans cette conviction, il envoya à Berlin son adjudant, le major Meyerinck, qu'il chargea d'user de toute son influence en faveur de la paix. Il s'était depuis longtemps entendu avec Lucchesini au sujet des considérations qui devaient servir de base à la politique prussienne. Tous deux souhaitaient que la Prusse intervînt auprès de la France comme la représentante de l'empire allemand et proposât au nom de cet empire une paix fondée sur le *statu quo ante bellum*. Ils pensaient qu'une telle négociation, conduite avec habileté et énergie, ne pourrait manquer son but, et que, si on

laissait la France en possession des Pays-Bas autrichiens, cette puissance, en échange d'un avantage aussi considérable, se montrerait prête à reconnaître l'inviolabilité des frontières de l'empire et à comprendre la Hollande dans le traité de paix. « On pourrait ensuite, disaient-ils, laisser à l'Angleterre et à l'empereur le soin de décider si la Belgique serait abandonnée moyennant une indemnité accordée à l'Autriche, comme Thugut le désirait depuis longtemps, ou si on l'échangerait contre les colonies prises aux Français, ainsi que cela s'était déjà fait en 1748, et ainsi que Montgaillard venait encore de le proposer (1). La tournure prise alors par la lutte, la retraite déclarée de l'Autriche, le profond épuisement de la France assuraient à ce système des chances de succès, et, s'il prévalait, l'Allemagne aurait tout lieu d'en être satisfaite, du moment que ses princes avaient renoncé depuis longtemps à la restauration de Louis XVII. »

Meyerinck trouva, en effet, le roi de Prusse très-accessible à ses idées. Depuis son départ de Varsovie, ce prince était de plus en plus triste et mécontent. Les illusions qui l'avaient décidé à rester inactif en Pologne s'étaient évanouies au moment même où les conséquences en étaient devenues irrévocables. « On va, disait-il, suspecter notre bonne foi à Saint-Pétersbourg, et l'Autriche ne manquera pas de s'emparer de cette arme pour détruire notre influence en Russie. » Il comprenait qu'il fallait qu'il reparût en Pologne avec des forces nouvelles et plus considérables; mais, pour cela, il devait chercher à provoquer sur le Rhin un arrangement quel qu'il fût. Il consentit donc à ce que Lucchesini, se fondant sur ce que la Prusse était menacée dans ses propres États par les progrès de l'insurrection polonaise, demandât au cabinet de Vienne le secours de vingt mille hommes auquel le traité de février 1792 lui donnait droit. Il était convaincu que l'Autriche ne pourrait fournir ce secours, ce qui autoriserait la Prusse à rappeler, pour les envoyer en Pologne, vingt mille hommes de son armée du Rhin. Le plan de Mœllendorf parut au roi acceptable à tous égards. Frédéric-Guillaume avait, avant tout, le sentiment de ses devoirs comme prince de l'em-

(1) Le 6 juin, Lucchesini avait exposé ce système dans une dépêche; depuis lors, il y revint dans de nombreux mémoires.

pire et comprenait quelles vastes perspectives devait ouvrir à la Prusse une politique vraiment allemande et nationale. Mœllendorf entrait donc dans ses idées en lui proposant, non une paix séparée, mais une médiation entre l'Allemagne et la France. Le maréchal lui offrait un moyen tout simple d'entrer en pourparlers; c'était d'ouvrir une négociation au sujet de l'échange des prisonniers de guerre. Comme la Prusse détenait un plus grand nombre de ces prisonniers que la France, elle pouvait espérer obtenir au moins, pour prix de leur liberté, une trêve pour ses provinces rhénanes, en attendant la paix générale. Le roi comprenait tout cela; mais il pensait encore que l'on pourrait s'épargner l'humiliation de conclure une paix officielle avec les régicides, et se borner à une grande trêve semblable à celle qui avait eu lieu en 1609 entre l'Espagne et la Hollande. Il ne voulait pas non plus que l'on s'adressât directement à Paris, et consentit tout au plus à ce que l'on choisît à l'étranger un diplomate français avec lequel Meyerinck pourrait traiter de l'échange des prisonniers, sauf à prolonger adroitement ces négociations si elles prenaient une tournure pacifique. Lucchesini ayant désigné à cet effet Barthélemy, l'ambassadeur de France en Suisse, dont il vanta les opinions modérées et la gravité diplomatique, Mœllendorf envoya aussitôt à Bade, près de Zurich, où Barthélemy se trouvait alors, un négociant de Kreuznach, nommé Schmerz, qu'il chargea de préparer les voies à la négociation (1). Mais en même temps il s'adressa secrètement, à l'insu même du roi, autant que nous pouvons en juger, à l'électeur de Mayence, comme au premier dignitaire et au prince de l'empire le plus opprimé par la guerre, l'informa des sentiments de sa cour, et l'engagea à décider la diète à faire un pas dans la voie des avances (2).

Pendant toutes ces négociations, l'époque était arrivée à laquelle devaient avoir lieu les opérations contre Trèves et Kaisers-

(1) Lucchesini à Mœllendorf, 21 septembre. C'est donc à tort qu'au commencement de 1795, le Comité de Salut public annonça à son ambassadeur à Copenhague que Barthélemy avait reçu les premières ouvertures dès le milieu d'août.

(2) Lucchesini à Mœllendorf, 8 septembre. Le silence de toutes les correspondances prussiennes de cette époque, et l'assurance donnée à Vienne à César le 3 novembre, prouvent que le roi n'avait pas provoqué la démarche de Mœllendorf. Mais naturellement cela ne l'empêcha pas, lorsque l'électeur présenta des propositions qu'on pouvait regarder comme la conséquence de cette démarche, de les approuver et de les appuyer.

lautern, conformément à ce qui avait été convenu avec Clerfayt. Du moment que l'on demandait une paix qui sauvegardât les frontières de l'empire, il était tout naturel que l'on cherchât à repousser l'ennemi hors du territoire allemand; en conséquence, Mœllendorf conduisit quinze mille hommes sur le Hundsruck, tandis que Hohenlohe, par une attaque soudaine et de brillants combats, rejetait les Français hors des vallées orientales du Hardtgebirg. Mais on apprit alors les revers essuyés sur l'Ourthe par Clerfayt, la marche rétrograde de ce général vers la Roër, et enfin sa retraite définitive de l'autre côté du Rhin. Dès lors il ne pouvait plus être question d'attaquer Trèves; après la prise de Cologne par l'armée de la Sambre, il devenait même impossible de protéger plus longtemps Coblentz et le Hundsruck contre l'armée de la Moselle, et l'on devait s'attendre, comme conséquence immédiate de cette situation, à voir rappeler Hohenlohe sous les canons de Mayence. La perte de toute la rive gauche du Rhin était imminente.

Ici, comme dans tout le cours de ces tristes événements, ce furent les considérations diplomatiques qui tranchèrent la question. Le 16 octobre encore, Mœllendorf avait envoyé au duc Albert la promesse formelle d'attendre une bataille de pied ferme dans ses positions : trois jours plus tard, il recevait de Berlin l'ordre catégorique de ramener l'armée sur la rive droite du Rhin. Cet ordre était la conséquence des dernières mesures du cabinet de Londres : l'alliance anglo-prussienne, si peu solide depuis longtemps, allait enfin se rompre définitivement.

Les excitations de Malmesbury avaient fini par produire quelque impression à Londres; à cela étaient venues se joindre les prétentions de l'Autriche aux subsides payés à la Prusse; enfin les échecs constants essuyés sur le Rhin avaient fait déborder la coupe. Le 1er octobre, les fonds anglais ne parvinrent pas à Berlin; la Prusse en ayant demandé la raison, Pitt répondit sèchement que l'Angleterre avait résolu de suspendre provisoirement le payement de tout subside; et comme l'ambassadeur lui faisait observer que la Prusse devait voir là une violation du traité, les ministres anglais déclarèrent qu'ils avaient prévu ce cas. Un an donc après la rupture de l'alliance autrichienne, le roi vit aussi se rompre l'alliance anglaise, et, avec celle-ci, le second des liens qui rete-

naient la Prusse dans la grande coalition. Rien ne s'opposait plus dès lors à Berlin aux vœux de ceux qui cherchaient à faire de la guerre de Pologne et non plus de la guerre de France la base de la politique prussienne. Le roi se décida immédiatement à rappeler Mœllendorf sur la rive droite du Rhin, et à envoyer en Pologne vingt mille des hommes que ce général avait sous ses ordres.

Pendant ce temps, Lucchesini avait à Vienne un long entretien avec Thugut, et lui proposait formellement de faire un pas significatif vers la paix. Il représenta au ministre autrichien que la prolongation de la lutte enlevait en France au parti modéré toute possibilité de relever la tête, compromettait l'existence politique de la Hollande, et asservissait l'Europe entière aux républicains. Il pressa Thugut de soutenir près du cabinet de Londres la combinaison qui tendait à rétablir la paix moyennant un renoncement mutuel à toutes les conquêtes déjà faites; c'était par là seulement qu'il voyait la possibilité de décider la France à un arrangement, après les victoires remportées par elle sur le Rhin. Thugut répondit vivement qu'il ne désirait rien tant qu'une paix honorable, et qu'il applaudissait à la pensée de la Prusse relativement à une trêve prolongée. Toutefois un nouvel incident vint bientôt prouver à Lucchesini qu'on pouvait peut-être compter sur Thugut pour conclure une paix séparée ou pour continuer la lutte avec le secours de l'Angleterre et de la Russie, mais qu'il ne fallait pas espérer qu'il entrât, de concert avec la Prusse, dans une négociation ayant la paix générale pour but. Les communications de Mœllendorf avaient tellement encouragé l'électeur de Mayence, qu'il demanda à la diète de faire des tentatives de paix; mais, soit en vertu d'une convention faite avec l'Autriche, soit par suite de la jalousie de cette puissance à l'égard de la Prusse, ce ne fut pas le roi Frédéric-Guillaume, mais les cabinets de Copenhague et de Stockholm qu'il proposa comme médiateurs. La cour de Berlin ne s'attendait pas à ce changement, surtout en présence des sentiments bien connus du roi de Suède en faveur de la France; cependant elle s'empressa de soutenir cette proposition à la diète, même sous la nouvelle forme. Thugut, au contraire, la traita avec dédain et déclara n'y voir qu'une machination secrète de la Prusse, ayant pour but de détruire l'influence de l'empereur en Allemagne. « Dans un entretien que

j'ai eu avec Thugut à ce sujet, écrivit alors Lucchesini à sa cour, j'ai acquis la conviction que l'Autriche ne fera pas la paix en ce moment; ni la Hollande ni l'empire ne l'intéressent et ne doivent compter sur son appui; néanmoins, elle n'acquiescera pas à nos désirs de trêve. L'Angleterre et la Russie la poussent à la guerre, et elle souscrit de nouveau à leurs plans dans l'espoir que cette politique pourra lui rapporter quelque avantage lorsqu'il s'agira du partage de la Pologne. »

Lucchesini ne se trompait pas; cependant il ne savait pas tout. La mésintelligence qui régnait entre l'Autriche et la Prusse, après avoir été si funeste à la guerre, s'opposait maintenant à ce que les deux puissances s'entendissent pour traiter de la paix. Bien loin de là, Thugut était sur le point de conclure avec la Russie une alliance qui avait pour objet non la paix générale, mais des conquêtes sur tous les points. Ses longues hésitations venaient enfin d'être fixées par les affaires de Pologne, qui étaient alors arrivées au dernier paroxysme.

Après le départ des Prussiens, les habitants de Varsovie avaient pu respirer de nouveau; ce ne fut pour eux qu'un moment de bonheur après tant de semaines de désolation, qu'un éclair de joie au milieu de tous les dangers qui les entouraient. En effet, la cause polonaise se voyait maintenant menacée du côté de l'Est tout aussi gravement qu'à l'Ouest. Malgré une héroïque résistance, le général russe Knorring avait pris, le 12 août, la ville de Vilna, en Lithuanie; le colonel Grabowski s'était alors dirigé vers l'Est pour tenter une expédition aventureuse en Russie, dans la province de Minsk; mais il avait été atteint par le prince Sicianow, et fait prisonnier avec tous ses hommes. D'autres invasions des généraux polonais en Samogitie et en Courlande ne furent pas plus heureuses, et enfin, au commencement de septembre le nouveau commandant en chef de cette partie de l'armée, le général Mokranowski, se vit obligé d'abandonner la Lithuanie et de concentrer tout ce qui lui restait d'hommes (vingt mille environ) aux environs de Grodno, sur les frontières de la Pologne proprement dite. Le général Sierakowski était placé plus au Sud, sur le Bug, dans la province de Brzesc-Litewski, avec mission d'observer le corps russe du général Derfelden, et de réprimer toute attaque qui pourrait être tentée du

côté de l'Ukraine; il savait vaguement que le général Suwarow était en mouvement dans cette province avec des forces considérables, et il envoyait sans cesse à Varsovie de pressantes demandes de renforts. Quant au général Fersen, il avait quitté Varsovie en même temps que les Prussiens; mais il s'était immédiatement séparé de ces derniers avec treize mille hommes, et s'était, de sa propre autorité, dirigé vers le Sud, en remontant la Vistule, afin de passer ce fleuve aussitôt qu'il en verrait la possibilité, et de se réunir à Derfelden et à Suwarow. De son côté, Kosciusko fit également remonter le fleuve, sur la rive droite, au prince Poninsky, qui devait ne jamais perdre Fersen de vue et l'empêcher à tout prix de passer la Vistule. Kosciusko aurait peut-être pu remporter ici un avantage sérieux si, immédiatement après le départ des Prussiens, il s'était mis à la poursuite de Fersen avec toutes les forces dont il pouvait disposer; le corps de ce dernier, complétement isolé, eût alors difficilement échappé à une ruine totale. Mais l'incertitude où l'on se trouvait au sujet de la conduite qu'allait tenir la Prusse, ainsi que les progrès de l'insurrection de Posen absorbaient en ce moment toute l'attention et toutes les ressources de Kosciusko, qui laissa le champ libre aux opérations des Russes pour s'occuper d'intérêts beaucoup moins graves. Les généraux Madalinski et Dombrowski quittèrent Varsovie et se dirigèrent vers l'Ouest, à la tête de trois mille hommes; ils passèrent la Bzurra, rompirent le faible cordon que formaient les troupes prussiennes, et se répandirent dans les provinces de la Prusse méridionale, où leur arrivée ranima le courage des insurgés. Le nombre de ces derniers s'éleva bientôt à quatre mille; Dombrowski put donc s'avancer avec des forces égales contre les sept mille Prussiens environ que commandaient le général Schwerin et le colonel Szekuli. Il était, du reste, bien supérieur à ses adversaires en audace, en ruse et en vigueur; il les surprenait sans cesse aux points les plus inattendus, et disparaissait dès qu'ils se dirigeaient contre lui avec toutes leurs forces. Il parvint de cette manière à exterminer complétement le détachement de Szekuli, à occuper Bromberg et à menacer Thorn; toute la Prusse méridionale était en proie à l'agitation et retentissait de cris de guerre; déjà les partisans de la Pologne commençaient également à lever la tête dans la Prusse orientale et jusqu'à Dant-

zig. La perplexité la plus grande régnait à Berlin : on ne voulait pas affaiblir l'armée principale, qui formait alors un long cordon entre Varsovie et Posen, car on craignait que de nouveaux détachements ne fussent envoyés de la premiére de ces villes ; on ne pouvait pas faire venir de renforts de la Prusse orientale, attendu que l'armée polonaise de Lithuanie effectuait alors sa retraite vers Grodno, en passant sur les frontières mêmes de la Prusse, et qu'il était indispensable de garder celles-ci ; on n'osait pas faire venir de détachements considérables de Cracovie et de Sandomir, car on avait à défendre ces provinces non-seulement contre les attaques des Polonais, mais encore contre les invasions des Autrichiens. On ne prit donc aucune mesure sérieuse, et l'on se contenta de réunir lentement et à grand'peine douze cents hommes, avec lesquels on mit au moins la Prusse occidentale à l'abri de l'extension de l'insurrection. Mais cette situation critique ne dura pas longtemps. Tandis que Dombrowski tenait les Prussiens en haleine sur la Vistule, l'orage terrible qui s'amoncelait sur la Pologne éclata sur le Bug, et Kosciusko dut rappeler promptement le général victorieux à Varsovie.

Depuis le mois de mai, le général Suwarow avait pris le commandement en chef des troupes russes dans l'Ukraine et la Russie Rouge. Cet homme extraordinaire, qui venait de remplir le monde du bruit de ses victoires contre les Turcs, et qui, vingt ans auparavant, avait déjà répandu en Pologne la terreur de son nom, était né en 1729 ; il était alors, par conséquent, dans sa soixante-sixième année. Son père, sénateur considéré, l'avait d'abord destiné à la magistrature ; il n'avait donc pas été, dès le jour de sa naissance, inscrit sur les listes d'un régiment des gardes pour entrer réellement au service à l'âge de seize ans, comme cela se pratiquait alors en Russie pour tous les jeunes gens des familles nobles. Malgré cela, de tels germes de talents militaires et un tel amour pour les armes se manifestèrent chez cet enfant dès l'âge de douze ans, que son père, jugeant la résistance inutile, l'abandonna à sa volonté, mais non sans un profond chagrin. Suwarow, privé de toute protection, passa par les grades les plus obscurs ; il fut tour à tour soldat, caporal, sergent-major, et enfin, après quatorze années bien pénibles, il fut nommé lieutenant : c'était le but de toute son ambition. Pendant

ce long temps d'épreuves, il s'endurcit à la vie par laquelle plus tard, devenu prince de l'empire et feld-maréchal sous deux empereurs, il devait étonner le monde. Ce fut alors qu'il acquit les habitudes du simple soldat, qu'il apprit à coucher sur la paille, à se lever à quatre heures, à déjeuner à neuf de la manière la plus frugale, à dormir à tout moment opportun. De même que ses camarades, il baisait dévotement dans ses prières l'image du saint auquel il s'adressait, ne prononçait le nom de l'empereur qu'avec un pieux respect, et employait dans ses discours le ton sérieux et railleur tout à la fois qui est en usage entre gens de guerre. Mais, à côté de cela, il étudiait sans cesse et avec une impatiente ardeur l'histoire des grands hommes qui devaient plus tard lui servir de modèles, les exploits des généraux romains, les campagnes de Montecuculli, les aventures de Charles XII. Il cherchait à imiter le général autrichien dans sa prudence patiente et infatigable, mais il prenait surtout pour règle de sa vie la maxime du roi de Suède : « Laissez tirer les lâches, et marchez sur le corps de l'ennemi. » Une fois entré dans la lice, il resta constamment fidèle à cette règle, soit qu'il se montrât partisan rusé et audacieux pendant la guerre de Sept ans, soit qu'il fut investi du commandement général dans la guerre contre les Turcs, guerre dans laquelle il ne parut jamais que pour attaquer et combattre, et ne combattit jamais sans vaincre et sans anéantir son adversaire. Ses soldats l'adoraient, bien qu'il exigeât d'eux des marches de sept lieues, qu'il fît couler leur sang à flots quand ses plans le réclamaient, et qu'il n'épargnât aux nonchalants ni les coups de poing ni les coups de pied; mais ils savaient qu'il les conduisait à coup sûr à la victoire et au butin, et qu'il partageait avec eux toutes les fatigues comme tous les dangers. De plus, chacun d'eux était en rapports personnels avec lui; il vivait au milieu d'eux, tous savaient que leur nourriture et leurs vêtements étaient les objets de sa sollicitude; ils le voyaient louer et récompenser les plus braves, relever le courage des autres par sa gaieté et ses bons mots. Pour lui-même, il n'avait aucun besoin et ne demandait rien; après ses premières victoires, il accepta avec reconnaissance les ordres et les épées d'honneur que lui décerna la tzarine; mais il refusa toute donation de terres ou d'argent, jusqu'au jour où il eut des fils sur lesquels pussent se

reporter les faveurs de sa souveraine. Tel était l'homme qui avait entrepris d'anéantir la Pologne. Tout à la fois bon et impitoyable, instruit et grossier, il était surtout infatigable et toujours prêt à poursuivre son ennemi jusqu'en ses derniers retranchements. « Pas de longues manœuvres, pas de feu inutile, toujours l'arme blanche; avancer, avancer sans cesse, tout renverser, tout écraser », telle était dès lors sa maxime, comme elle le fut encore cinq ans plus tard dans la grande lutte qu'il soutint contre la révolution française. Dès les premiers symptômes de la guerre qui se préparait, on le vit s'agiter avec impatience derrière les barrières que sa prudence opposait à son ardeur belliqueuse, jusqu'au moment où, son œil d'aigle reconnaissant le point décisif, il put s'élancer au combat.

Le 14 août, il quitta Niemerow, en Podolie, n'ayant avec lui que huit mille hommes de troupes choisies, auxquelles il fit parcourir quatre-vingts lieues en trois semaines. Sur sa route, il réunit à lui deux détachements de quatre mille hommes chacun, commandés par Markow et Buxhœvden, et, au milieu de septembre, il arriva à Brzesc, sur le Bug, non loin du général polonais Sierakowski. Des prisonniers faits par les cosaques qui marchaient en éclaireurs annoncèrent que Sierakowski, croyant n'avoir devant lui que Markow et Buxhœvden, s'était avancé à leur rencontre vers l'Est, du côté de la Polésie, afin de prévenir leur attaque; mais bientôt de nouveaux renseignements apprirent que le général polonais, alarmé par la dispersion de quelques-uns de ses corps de partisans, songeait à se défendre et avait établi un camp retranché non loin de Krupcyce, derrière de vastes et infranchissables marais. Sans s'inquiéter de ces obstacles, Suwarow donna, le 17 août au matin, l'ordre de l'attaque. Après une vive canonnade, l'infanterie russe se divisa en deux colonnes, qui, au mépris de tout danger, entreprirent de traverser les marais. On vit ces hommes se débattre péniblement au milieu de la boue, sous une pluie de balles qui leur faisaient éprouver de cruelles pertes; mais ils avançaient toujours et finirent par atteindre le bord opposé. Après s'être réorganisés aussi bien que possible, ils s'élancèrent contre l'ennemi, la baïonnette en avant, et sans tirer un seul coup de fusil. Alors s'engagea une lutte acharnée, dont l'issue fut longtemps incer-

taine; mais enfin l'expérience militaire et la discipline des Russes l'emportèrent sur la bravoure inexpérimentée de l'ennemi, et Sierakowski se décida à se retirer à Brzesc avant que le désordre ne se fût mis parmi ses soldats. Il fit former à son centre et à ses ailes un grand carré sur les flancs duquel il plaça la cavalerie, puis il se dirigea vers le Bug, lentement et en combattant toujours. Dans le courant de l'après-midi, la cavalerie russe, ayant également traversé le marais, fondit sur lui le sabre à la main et lui fit encore éprouver des pertes considérables; mais enfin le crépuscule arriva; les Polonais atteignirent un terrain boisé qui leur offrit un abri inespéré, et Suwarow cessa sa poursuite. Cette journée avait coûté cher aux deux armées. Les Polonais avaient laissé trois mille hommes sur le champ de bataille; épuisés et découragés par cette première rencontre avec le redoutable Suwarow, ils revinrent à Brzesc où ils étaient protégés par une large rivière, et où Sierakowski espérait qu'il lui serait permis de prendre enfin quelque repos; il plaça une batterie de deux canons sur le pont qui relie la ville à la rive opposée, et envoya d'instantes demandes de renforts à Kosciusko.

Mais son adversaire ne lui accorda pas le répit sur lequel il comptait. Dans la nuit même qui suivit le combat, Suwarow fit encore quatre lieues dans la direction de Brzesc; puis, le 18, il fit explorer le pays et le fleuve par ses troupes légères, afin de pouvoir diriger aussi promptement que possible une seconde attaque contre Sierakowski. Le même jour, un juif de Brzesc, qui s'annonçait comme l'ennemi acharné de la nation polonaise, parut à son quartier général et lui indiqua plusieurs points, au Sud de la ville, sur lesquels l'armée pouvait passer le fleuve sans le moindre danger. Suwarow ne perdit pas un instant. Le 19 à deux heures du matin, ses troupes se mirent en marche; elles suivirent dans l'obscurité le lit marécageux d'un petit affluent du Bug, arrivèrent aux premières lueurs du jour sur les bords de cette rivière, nullement défendue en cet endroit, et passèrent en bon ordre sur la rive polonaise. Cependant leur approche avait été aperçue et avait causé la plus vive émotion dans tout le pays environnant. Tous les clochers de la ville et des villages voisins retentirent bientôt du son du tocsin, et les habitants de Brzesc se précipitèrent dans les églises pour implorer la protection du

ciel. Les soldats polonais couraient çà et là dans le plus grand désordre; quant à Sierakowski, il sortit consterné de son quartier général, où il avait passé la nuit à boire et à jouer, et, en apprenant que les Russes avaient franchi la rivière, il ordonna une retraite immédiate. Il disposa son infanterie en trois grands carrés qui s'avancèrent parallèlement sur la vaste plaine, tout aussi prêts, pensait-il, à la marche qu'au combat. Il avait environ une heure d'avance, de sorte qu'il espérait pouvoir encore éviter les Russes; mais Suwarow, devinant ses intentions, se précipita en avant avec sa cavalerie, sans se préoccuper du nombre de ses adversaires, et ordonna à ses régiments de fondre sur tous les détachements polonais qu'ils apercevraient, et de revenir sans cesse à la charge, quelles que dussent être leurs pertes, car il fallait empêcher à tout prix que l'ennemi ne leur échappât. Les Polonais n'avaient qu'inquiétude et découragement à opposer à cette ardeur implacable. Leurs hommes, jeunes recrues pour la plupart, manquaient de la discipline, du sang froid, de la fermeté qui sont précisément les qualités les plus nécessaires pour un combat de retraite; leurs officiers eux-mêmes étaient loin d'égaler les Russes en habileté, en promptitude d'évolutions, en adresse à profiter des avantages du terrain. Bien que chaque soldat se battît avec le courage du désespoir, leur situation s'aggravait à chaque pas. Les charges de la cavalerie se succédaient sans relâche; tous les bataillons étaient enfoncés les uns après les autres; dans tous les villages, dans tous les bois où les Polonais cherchaient un abri, ils se voyaient devancés par leurs infatigables ennemis. Vers midi enfin l'artillerie russe arriva; en deux heures, elle décida de la journée. Les colonnes polonaises furent immédiatement dispersées, et comme les soldats se défendaient avec acharnement, presque tous restèrent sur le terrain. Sur dix mille hommes environs, Sierakowski n'en emmena que quelques centaines avec lui; cinq cents furent faits prisonniers; tous les autres étaient tombés sous les coups de la cavalerie russe.

Ces terribles nouvelles jetèrent la consternation dans Varsovie, et décidèrent Kosciusco à réunir toutes ses forces pour faire face au danger. Si l'on voulait retarder encore la chute de la Pologne, il fallait triompher de l'ennemi qui avait apporté dans le pays

une guerre si terrible; Kosciusko envoya donc à Dombrowski, comme nous l'avons vu, l'ordre de quitter la Prusse pour revenir à Varsovie, et il enjoignit à Mokranowski de conduire l'armée lithuanienne de Grodno vers le Sud, dans la direction de Bielka, afin de pouvoir agir de là contre le flanc oriental et les derrières de Suwarow. Il envoya le général Kniaczewitsch avec deux mille hommes au devant des débris de l'armée de Sierakowski; lui-même le suivit bientôt à la tête de huit mille hommes de la garnison de Varsovie, afin d'attaquer Suwarow de front avec toutes ces forces réunies, dès que l'armée de Lithuanie aurait pénétré assez avant vers le Sud.

Après sa dernière victoire, Suwarow avait pris position à Brzesc avec quelques renforts qu'il avait appelés à lui, et avant de s'avancer davantage en Pologne, il attendait des nouvelles de Derfelden et de Fersen. Le premier faisait alors un mouvement contre Grodno; le second, toujours de l'autre côté de la Vistule, était complétement séparé de lui par Poninski et ses troupes. Fersen, comme on le pense bien, désirait ardemment rétablir ses communications avec la Russie; aussi épuisa-t-il, pendant de longues semaines, toutes les ruses et tous les artifices pour tromper la vigilance de Poninski et parvenir à passer le fleuve. Au moment même où Kosciusko se mettait en marche contre Suwarow, il se décidait à faire une nouvelle tentative qui, cette fois, fut couronnée de succès. Grâce à quelques mouvements simulés, il fit croire à Poninski qu'il songeait à effectuer le passage près de Pulawy; puis, pendant que le général polonais réunissait toutes ses forces sur ce point, il réussit à faire traverser le fleuve à ses hommes près de Koszenice, à peu de distance de là. Poninski, persistant dans son erreur, annonça au général en chef qu'un petit détachement russe avait gagné la rive droite de la Vistule; aussitôt Kosciusko résolut de rejeter ces troupes dans le fleuve avant que le gros de l'armée ne pût venir à leur secours, et il s'élança avec ses dix mille hommes au-devant d'un ennemi auquel il se croyait bien supérieur en nombre. Il s'avança jusqu'à Okrzeja, à quelques lieues seulement de l'armée de Fersen; mais là, les renseignements qui lui arrivèrent de toutes parts l'éclairèrent sur la situation. Au point où en étaient les choses, une bataille était inévitable. Il prit donc à Maciejowice

une position aussi avantageuse que possible, dans laquelle il se retrancha, et il donna à Poninski l'ordre de se réunir promptement à lui. Le moment décisif était également arrivé pour Fersen, qui, n'ayant ici aucun ménagement diplomatique à garder envers la Prusse, se décida à attaquer sans retard. Dans la nuit du 9 au 10 octobre, il donna au général Denisow quatre bataillons, dix escadrons et six régiments de cosaques, avec lesquels il lui enjoignit de faire un long détour à travers les bois et les marais, afin de tomber sur le flanc gauche de l'ennemi. Lui-même s'ébranla vers minuit, avec le gros de ses forces, pour attaquer Maciejowice. Tous deux atteignirent simultanément les lignes polonaises aux premières lueurs du jour. Leurs troupes avaient toutes, pour la plupart, assisté à l'insurrection du mois d'avril; elles brûlaient d'impatience de venger dans le sang polonais l'affront fait alors à leurs armes et la mort d'un si grand nombre de leurs camarades. Bientôt s'établit une mêlée effroyable qui dura pendant six heures. Kosciusko mit en œuvre tout ce qu'il possédait de talent, et ses recrues toutes les forces que peut inspirer le désespoir; mais, peu de temps après midi, la discipline et la tactique russes l'emportèrent encore une fois, et les positions polonaises furent enlevées sur plusieurs points. Les Russes n'accordèrent ni grâce ni merci; ils exterminaient impitoyablement les fugitifs en s'écriant : « Souvenez-vous de Varsovie! » Six mille Polonais couvrirent le champ de bataille de leurs cadavres, seize cents furent blessés ou faits prisonniers, deux mille à peine se rallièrent autour de Poninski et revinrent avec lui à Varsovie. Jusqu'au dernier moment, Kosciusko combattit au plus fort de la mêlée; lorsque tout fut perdu, il se disposait à fuir comme les autres, quand il fut atteint par un vieux cosaque nommé Potopyn. Toutefois, comme il montait un mauvais cheval fatigué (il en avait eu deux tués sous lui) et portait l'habit blanc des paysans, Potopyn ne le reconnut pas; le général ayant refusé de se rendre, il le blessa d'un coup de lance et porta un second coup à son cheval, qui se cabra et d'un bond se précipita dans un marais. Kosciusko, renversé, s'enfonça dans la vase jusqu'aux épaules; cependant il parvint à prendre pied et cherchait à s'échapper, lorsqu'un officier de cavalerie russe lui porta sur la tête un coup qui le terrassa sans qu'il proférât un

seul cri (1). Reconnu, il fut porté au château de Maciejowice, où il reçut les premiers soins, après quoi Suwarow le fit conduire à Kiew, sous la garde du vieux feld-maréchal Romanzow.

Ce coup fut décisif dans toute l'acception du mot. Les Polonais venaient pour la troisième fois de subir un échec meurtrier, ils avaient fait de nouveau des pertes considérables en hommes et en armes, et surtout ils avaient perdu un général impossible à remplacer. Cela seul impliquait l'anéantissement de la Pologne. La prise de Kosciusco rompait le seul lien qui eût à grand'peine uni entre elles des factions jalouses; elle enlevait aux soldats toute confiance en eux-mêmes, en leurs chefs et en leur cause. Un seul sentiment, celui d'un sombre découragement, régna désormais dans le pays. Sur les instances de Kollontai, le conseil national donna le commandement en chef au général Wawrzecki, alors à la tête de l'armée de Lithuanie, puis il ordonna aux différents corps de troupes de se réunir aussi promptement que possible à Varsovie, afin de repousser les Russes loin de cette ville, comme on avait repoussé les Prussiens quelques mois auparavant. Mais personne dans ce malheureux pays ne croyait plus à l'avenir, ni à la possibilité du succès. Les paysans jetaient leurs faux et désertaient par centaines pour regagner leurs demeures; les soldats pleuraient leur père Thadée; ils se croyaient de toutes parts entourés de trahisons, et accueillaient avec empressement l'espoir d'une capitulation honorable. Le désir de traiter avec l'ennemi n'était plus considéré comme un crime à Varsovie; le seul point qui divisât les habitants était de savoir si on livrerait la ville aux Prussiens ou aux Russes. Il est même probable que le conseil de guerre supérieur aurait fait une motion à ce sujet, si, dans cette situation critique, le général Zajonczek ne s'était réuni à Kollontai pour demander impérieusement la continuation de la guerre, et pour flétrir toute faiblesse du nom de honteuse trahison. Quant aux moyens de sauver la Pologne, ils étaient impuissants à les indiquer. Wawrzecki ayant représenté qu'il serait impossible de se défendre contre les Russes sur la rive droite de la Vistule, et qu'il fallait, en conséquence, évacuer et brûler le faubourg de

(1) Rapport d'un témoin oculaire, Journal militaire et hebdomadaire de Prusse, 1829, n° 702. Voir aussi le *Moniteur* du 30 brumaire, d'après les gazettes de Berlin.

Praga, afin de mettre le fleuve entre soi et l'ennemi, Zajonczek approuva cette proposition. Il pensa même que, par ce moyen, on disposerait d'assez de forces pour tenter une nouvelle attaque contre les Prussiens; mais lorsqu'ils voulurent développer leur plan au conseil national, on leur prouva sur-le-champ que ce projet était impraticable, attendu que, de Praga, les Russes pourraient bombarder et détruire toutes les maisons de Varsovie, et qu'en présence d'un tel danger les habitants exigeraient une capitulation immédiate. Il fut donc décidé que l'on défendrait Praga, et l'on commença à entourer ce faubourg de murailles et de retranchements. Au milieu de l'abattement général, on n'éprouva qu'une faible consolation en apprenant que le prince Poniatowski, par des attaques réitérées sur la Bzurra contre le cordon prussien, avait réussi à absorber toute l'attention du craintif et indécis comte Schwerin, ce qui avait permis à Dombrowski et à Madalinski, forts encore de plus de quatre mille hommes, de se soustraire aux poursuites et de regagner heureusement le territoire polonais. Le roi de Prusse, irrité de cette négligence de ses officiers, leur avait ordonné plus impérieusement encore de marcher sur Varsovie, afin de ne pas laisser aux Russes seuls la gloire d'une action décisive. Mais, soit que ses généraux fussent réellement incapables, soit qu'ils ressentissent les funestes effets de l'expédition de l'été précédent, les troupes prussiennes restèrent dans leur molle inactivité, se contentant de défendre leurs positions sur la Bzurra et la Nareve par quelques combats d'avant-postes.

Cependant, dès que Suwarow avait reçu la nouvelle de la bataille de Maciejowice, il avait envoyé à Fersen et à Derfelden l'ordre de se diriger sans retard vers Varsovie et de se réunir à lui à Minski, à quelques lieues de Praga. La promptitude avec laquelle cet ordre fut exécuté amena la ruine d'une troisième armée polonaise, l'armée de Lithuanie, qui se retirait alors en trois colonnes sur Varsovie, ainsi que le lui avait prescrit Kosciusko. Une de ces colonnes rencontra Derfelden et essuya quelques pertes; toutefois elle réussit à se dégager et arriva presque intacte dans la capitale. La seconde ne rencontra pas d'ennemis; mais la troisième, conduite par le général Mayen, tomba le 26 octobre, non loin de Kobilka, aux mains de Suwarow et de

Fersen, qui venaient précisément de se réunir près de Minski, et qui avaient par conséquent des forces écrasantes à opposer aux Polonais. On vit alors un combat semblable à celui de Brzesc, c'est-à-dire la lutte inégale d'une infanterie pleine de bravoure, mais inexpérimentée et sans discipline, contre une cavalerie impétueuse, parfaitement dirigée et sûre du succès. La plus grande partie de la colonne fut dispersée ou exterminée, ce qui mit le comble au découragement des troupes chargées de défendre Varsovie. A peine arrivé, Mokranowski se démit de son commandement. Il n'y avait qu'une voix à Varsovie pour déclarer que les faibles ouvrages de Praga n'étaient pas tenables. Ignace Potocki ne voulait pas qu'on s'exposât aux horreurs d'un assaut, et demandait qu'on fît prendre aux troupes une position défensive en avant des retranchements; mais Zajonczek déclara que ce ne serait là qu'une demi-mesure, à moins que l'on ne rappelât promptement à Praga tous les détachements occupés contre les Prussiens, afin de tenter une dernière attaque contre Suwarow avec une forte supériorité de nombre. Personne ne voulant recourir à ce moyen désespéré, qui aurait laissé le champ libre aux Prussiens, on s'en tint à la résolution de défendre les retranchements de Praga jusqu'à la dernière extrémité. Pendant ces inutiles discussions des Polonais, leur inexorable adversaire n'avait pas perdu un instant. Aussitôt après la victoire de Kobilka, Suwarow avait tout disposé pour assaillir Praga; en même temps, il avait instamment demandé aux Prussiens, au général Schwerin, au roi lui-même, de soutenir ses opérations en cernant étroitement et en attaquant Varsovie sur la rive gauche de la Vistule. L'esprit ferme et droit de Suwarow le rendait inaccessible aux tristes jalousies qui avaient été si funestes l'été précédent; il ne voyait que le but de cette guerre, la prompte répression d'une insurrection formidable, et, pour y arriver, il faisait appel aux forces des Prussiens comme aux siennes propres. Le 30 octobre il écrivait à Schwerin, dans son style énergique que la précipitation cependant rendait souvent confus : « Aussitôt que le général Derfelden se sera réuni à moi, et il faut que ce soit dans quelques jours, je marcherai sur Praga d'un pas ferme. Varsovie doit périr. Voir errer des frères révoltés sur cette rive du fleuve, les anéantir, arborer le drapeau de notre toute-puissante

souveraine sur les murs de la perfide capitale, au grand effroi de ses habitants, voilà quel doit être notre but! »

Cependant, malgré tout son courroux contre les Polonais, Suwarow désirait encore traiter avec eux de leur soumission; c'est dans ce but qu'il réclamait la coopération des Prussiens, espérant, grâce à la famine, amener la ville à se rendre. Mais Schwerin persista dans son immobilité, le parti de la paix n'osa pas élever la voix à Varsovie, et Derfelden arriva à Kobilka le 1er novembre. Le 3, Suwarow établit un camp proche des retranchements de Praga, puis il donna tous les ordres nécessaires pour que l'assaut eût lieu le lendemain matin. Quelques heures avant de commencer le combat, il écrivait à Schwerin : « J'espère réussir, avec l'aide de Dieu; le parti dominant, celui des désespérés, paraît peu disposé à capituler; qu'ils périssent donc par le glaive qu'eux-mêmes ont attiré sur leur tête. » Il détermina aussitôt ce qu'il y aurait à faire après la prise de Praga. Ne doutant pas que Schwerin ne vînt serrer Varsovie du côté de l'Ouest, il pensait que la misère et la faim, ou quelques heures d'un combat acharné, compléteraient son œuvre; dans ce cas, il aurait de tout cœur partagé avec la Prusse la gloire du succès. Le 4 novembre, aussitôt après minuit, les troupes russes établirent trois fortes batteries de seize, vingt-deux et quarante-huit canons; puis, vers trois heures, elles ouvrirent un feu bien nourri contre les retranchements ennemis. Ce bombardement fit penser aux Polonais que Suwarow ne songeait pas à une attaque soudaine et qu'il allait faire un siége en règle; cependant Zajonczek, qui commandait à Praga de concert avec le Lithuanien Jasinski, demanda à Wawrzecki de lui envoyer comme enf orts tout ce dont il pouvait disposer de la milice bourgeoise de Varsovie. Il avait sous les armes huit mille hommes de troupes de ligne et dix-huit cents habitants de Praga, auxquels Wawrzecki se hata d'ajouter trois mille bourgeois de la capitale. Les retranchements formaient une vaste courbe autour du faubourg, à une assez grande distance des maisons; puis, par derrière s'élevait un second rempart, destiné à protéger immédiatement la place. Le feu des batteries russes, qui devenait plus vif de moment en moment, empêcha les Polonais de remarquer que l'armée ennemie, forte alors de vingt-deux mille hommes,

s'était avancée sur sept colonnes jusqu'au pied des retranchements, à la faveur de l'obscurité d'une sombre nuit d'hiver, et se disposait à attaquer. A cinq heures, Suwarow fit lancer une fusée; c'était le signal convenu. Aussitôt les troupes russes, excitées par l'eau-de-vie, par le souvenir des journées sanglantes de Varsovie et par la certitude de vaincre, se précipitèrent avec impétuosité dans les fossés et gravirent non moins vivement le talus des retranchements. Les Polonais, dont la confusion des derniers jours avait fait négliger la nourriture, étaient épuisés par la faim et par le froid; pris tout-à-fait à l'improviste, ils n'opposèrent de résistance sérieuse que sur quelques points isolés. Jasinski, qui avait fait connaître à ses amis sa résolution de ne pas survivre à une défaite, tomba dans la mêlée; Zajonczek fut grièvement blessé dès le commencement du combat. Lorsque le jour parut, il vit de tous côtés ses hommes en pleine déroute, et ne regagna qu'à grand'peine le pont qui conduisait à Varsovie, au moment même où les premières colonnes ennemies paraissaient pour en occuper l'entrée et enlever au gros de la garnison polonaise la seule chance de salut qui lui restât encore. Quoique privées de leur chef et sans espoir de secours, ces troupes continuèrent la lutte sur tous les points. Les Russes frappaient avec fureur, sans trêve ni quartier, sans même faire de prisonniers. Les habitants ayant fini par se réfugier dans leurs demeures, ils y attirèrent après eux leurs implacables ennemis, qui égorgèrent sans pitié des êtres sans défense, des vieillards, des femmes et des enfants. Un officier prussien, ayant cherché à protéger un jeune garçon contre une baïonnette russe, reçut cette réponse : « Qu'il périsse, sinon quand il sera devenu un homme, il assassinera un de mes frères! » et l'enfant tomba sous les coups de ce furieux. Bientôt le feu prit en plusieurs endroits; des maisons en flammes, s'écroulant sur des monceaux de cadavres, obstruaient les rues, tandis que des centaines de fugitifs, cherchant dans les eaux une dernière chance de salut, y étaient poursuivis par les balles ennemies et périssaient misérablement. Enfin les généraux russes parvinrent à faire entendre leur voix au milieu de ces scènes de carnage. Ils mirent un terme à la résistance des Polonais aussi bien qu'à la fureur de leurs propres troupes, et plusieurs mil-

liers de prisonniers furent emmenés loin de ces débris fumants. A neuf heures du matin, les Russes étaient en pleine possession de Praga. Le combat n'avait duré que quatre heures; mais, dans ce court espace de temps, quatorze cents Russes avaient été tués ou blessés, deux mille Polonais avaient trouvé la mort dans les eaux, et plus de dix mille étaient tombés sous les coups de l'ennemi (1). C'en était fait de la Pologne.

A Varsovie, le tocsin faisait de toutes parts entendre sa voix lugubre; les soldats, remplis d'une fureur impuissante, se rassemblaient par groupes plus ou moins considérables; le peuple parcourait les rues dans la plus effroyable agitation, criant à la trahison. Le pont avait été rompu dans le but de prévenir une attaque soudaine des Russes; on voyait donc les flammes de Praga s'élever vers le ciel, on entendait le tonnerre du combat et les cris des mourants, sans pouvoir porter aucun secours à ce malheureux faubourg. A midi, Varsovie elle-même se vit menacée par les boulets d'une batterie russe élevée sur le rivage. Le lendemain, après une nuit de perplexités et d'angoisses, le conseil de la ville résolut d'en finir à tout prix. Il envoya un message au général russe, pour lui demander ses conditions et implorer une suspension d'armes au nom des habitants. Le 4 novembre, Suwarow avait contemplé, avec l'orgueil du vainqueur, ses troupes occupant les remparts de Praga; pour toute relation, il avait écrit ce peu de mots au comte Schwerin : « Je suis ici, avec mes soldats parés des lauriers de la victoire (2). » Mais, plus tard, la vue de ces rues inondées de sang l'avait profondément ému; il fit traiter les prisonniers le mieux qu'il lui fut possible, et donna aux envoyés polonais la réponse la plus favorable. Si les troupes polonaises déposaient immédiatement les armes, il leur accordait la liberté, et leur garantissait non-seulement la sûreté personnelle, mais encore la

(1) Dans la *Vie de Suwarow*, II, 236, la garnison polonaise est évaluée à trente mille hommes, le nombre des morts à quinze mille, celui des blessés à quatorze mille. Les récits des Polonais disent qu'outre la garnison, quinze mille habitants paisibles ont encore été tués. Cependant, d'après les données précises de Busching, Praga n'avait, en 1788, que six mille six cent quatre-vingts habitants, sur lesquels (Treskow, 316, d'après un témoin oculaire) dix-huit cents ont pris part au combat.

(2) Je ne saurais dire si la lettre au roi de Prusse attribuée à Suwarow est authentique : « Praga fume, Varsovie tremble. — Sur les murs de Praga. — Suwarow. »

possession de leurs biens; les mêmes sécurités et l'entier oubli du passé étaient promis aux habitants. Les parlementaires, agréablement surpris, demandèrent qu'il leur fût permis de remercier eux-mêmes le général russe de sa modération. Ils le trouvèrent dans sa tente, assis par terre; à leur vue, il se leva vivement, alla à eux en criant : « Paix! paix! » les embrassa, et insista pour que l'on traitât sans retard. Cependant Varsovie était en proie à une telle confusion, que quelques jours s'écoulèrent encore avant qu'il fût possible d'y rien décider. Les soldats désertaient par centaines, et bientôt par milliers; mais ceux qui restaient ne voulaient pas entendre parler de désarmement, et ils étaient soutenus en ceci par une partie du peuple. Dans la nuit du 6 au 7, une émeute ayant éclaté, les partisans du conseil de la ville durent prendre les armes pour s'opposer à l'enlèvement du roi Stanislas. Le 7 enfin, Wawrzecki fit sortir de Varsovie les troupes qui s'y trouvaient encore; la capitulation fut signée immédiatement, et, le 8 novembre, les Russes prirent solennellement possession de la capitale. La désorganisation et l'anxiété des derniers jours avaient été si grandes, que la plupart des habitants se précipitèrent avec une sorte de joyeuse reconnaissance au-devant du vainqueur qui leur promettait la paix et le repos. Suwarow lui-même en fut ému, et nous aimons à croire que ce fut du fond du cœur qu'il s'écria, lorsqu'on lui remit les clefs de la ville : « Dieu tout-puissant, sois béni pour ne m'avoir pas fait payer ces clefs aussi cher que celles de... » L'émotion lui coupa la parole, mais il jeta un regard en arrière du côté de Praga. Tous ceux qui l'entouraient éclatèrent en sanglots. Il traversa silencieusement la foule reconnaissante pour se rendre à son quartier, puis la plus grande partie des troupes allèrent hors des murs compléter le désarmement de l'armée polonaise. Dix jours plus tard, les débris de cette armée étaient totalement dispersés; Wawrzecki, qui s'était dirigé vers le Sud, du côté de Sandomir, finit lui-même par déposer les armes. Madalinski, qui s'était séparé de lui, fut arrêté dans la Prusse méridionale, et Harnoncourt mit la main sur Zajonczek qui fuyait vers la Galicie. Suwarow, fidèle à sa parole, renvoya dans leur patrie les officiers qui promirent sur l'honneur de se tenir tranquilles. Quant aux chefs politiques, tels qu'Ignace Potocki, Zakrewski, Kapustas

et Kilinski, ils furent conduits à Saint-Pétersbourg sur l'ordre de l'impératrice, et soumis à une captivité assez douce d'ailleurs.

Ainsi se termina, par une ruine complète, la dernière levée de boucliers de la nation polonaise. Ce qui arriva ici fut la conséquence naturelle de la conduite de ce peuple grand et richement doué, qui, depuis deux siècles, se rendait coupable d'un suicide moral et politique. Une catastrophe telle que le monde n'en avait pas vu depuis la destruction de Jérusalem se produisit enfin, frappant indistinctement l'innocent et le coupable. A un tel spectacle, on serait tenté de se voiler la face et de douter de la justice de la Providence, si l'on ne reconnaissait que les nations qui se sont perdues elles-mêmes finissent seules par vieillir et par mourir ainsi. La Pologne succomba parce que ses fautes l'avaient rendue incapable de résister à ses puissants voisins; quant à ceux-ci, ils devaient bientôt apprendre ce qu'il en coûte à des hommes mortels de se faire les instruments d'une Providence vengeresse. Ils se voyaient au but de leurs désirs et de leurs efforts, et en possession de vastes provinces du pays conquis; mais ils ne devaient pas jouir en paix d'une proie due aux fautes des vaincus et à leur propre injustice, et les conséquences de leur avidité se firent sentir au moment même où ils s'emparaient du butin. En effet, les discordes amères et irréconciliables qui les divisaient depuis l'origine de la guerre étaient devenues de plus en plus profondes, de plus en plus ardentes; elles allaient éclater enfin, et provoquer la crise qui, depuis cinq ans, menaçait l'Europe.

CHAPITRE III

TRAITÉ DE PARTAGE AUSTRO-RUSSE

La Russie, comme nous l'avons vu, avait déclaré aux deux cours allemandes le 3 juillet, dès que l'entrée de l'armée prussienne en Pologne eut rappelé l'empereur François à Vienne, qu'il fallait que les trois grandes puissances voisines s'entendissent pour décider du sort de la malheureuse Pologne. La

Prusse, qui attendait depuis lors l'ouverture de la négociation, était bien décidée sur ce qu'elle voulait demander dans cette grave question. Les instructions destinées au comte Tauenzien, son nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg, avaient pour bases les considérations suivantes (1) :

Depuis l'explosion de la guerre de Pologne, le troisième partage était bien plus motivé que les deux premiers; on pouvait regarder comme certain que ce partage aurait lieu, bien que les cours impériales ne s'en fussent pas encore ouvertes au roi, et l'on devait s'attendre à ce que l'Autriche n'y assistât pas en simple spectatrice; il y avait tout lieu de croire, au contraire, surtout après ses revers en Belgique, qu'elle s'empresserait de conclure la paix avec la France et de chercher des compensations en Pologne. Toutefois, quoique l'empereur eût fait entrer un petit corps de troupes dans le palatinat de Lublin, il ne pouvait comparer ses droits à ceux de la Prusse. Le roi désirait obtenir tout le pays situé entre la Silésie, la Prusse méridionale et la Vistule. Considérant comme utile qu'une étroite bande de terre séparât les nouvelles frontières de la Russie de celles de la Prusse, il entendait former là une principauté qu'il offrirait à Suboff, à la condition que celui-ci le soutiendrait contre les prétentions de l'Autriche et ferait en sorte que la part de la Prusse fût encore augmentée de la partie de la Samogitie située entre la mer Baltique, la frontière de Courlande et la rivière de Windau, du reste du palatinat de Plock, et d'une petite portion de la Masovie, depuis la rive droite de la Nareve jusqu'à Poltosk. Tauenzien pourrait ensuite, selon les circonstances, tâcher d'obtenir pour Nassau-Siegen une principauté analogue à celle de Suboff.

Quant à son attitude, l'ambassadeur devait se renfermer dans un silence absolu, attendre les ouvertures de la Russie, et ne laisser entrevoir que par ses réponses quelle était la nature de ses instructions.

Tauenzien arriva le 19 août à Saint-Pétersbourg. Il y trouva d'abord un accueil amical, et s'abandonna pendant quelques

(1) Le roi, d'après les projets de Lucchesini, jeta ces pensées sur le papier dès le 1er juillet; les instructions furent rédigées le 11 juillet, et envoyées à Tauenzien le 20 août. Ceci, comme tout ce qui suit, résulte de pièces qui se trouvent aux archives royales de Prusse.

instants à l'espoir de l'emporter sans peine sur l'influence autrichienne. C'était l'époque où le roi de Prusse commençait le siége de Varsovie, et où le succès de ses armes semblait assuré. Mais, à mesure que la situation militaire des Prussiens se compliqua en Pologne, l'atmosphère se refroidit autour de Tauenzien. « Dans les circonstances actuelles, écrivait-il au commencement de septembre, je suis étonné de l'indifférence dont les relations avec la Prusse sont l'objet à Saint-Pétersbourg; le système autrichien a déjà jeté ici de profondes racines; il ne m'a pas été possible d'obtenir des ministres russes la moindre explication au sujet de la Pologne. » Sur ces entrefaites, on apprit que les Prussiens avaient abandonné Varsovie. A l'audience suivante, l'impératrice parut avec un visage souriant; nul n'aurait pu supposer qu'elle venait de recevoir de mauvaises nouvelles du théâtre de la guerre. Elle passa devant Tauenzien sans lui adresser la parole; mais Markoff s'approcha de l'ambassadeur et lui représenta d'un ton si sentencieux la nécessité de rétablir la bonne harmonie entre la Prusse et l'Autriche, que Tauenzien, sentant son sang bouillir dans ses veines, rompit l'entretien avec une froide politesse. Quelques jours plus tard, lorsqu'il annonça au vice-chancelier Ostermann l'arrivée de ses instructions et se déclara autorisé à traiter, dans quelque sens que ce fût, Ostermann lui dit que l'impératrice avait ressenti un vif chagrin de la levée du siége de Varsovie, et qu'elle considérait cette opération comme une faute, même sous le rapport militaire, car la chute de Varsovie aurait tout naturellement mis fin à l'insurrection de la Prusse méridionale. Tauenzien, n'ayant aucune raison sérieuse à mettre en avant, insista sur le mal que la présomption et l'opiniâtreté de Fersen avaient fait en cette circonstance; mais il ne fit par là qu'envenimer l'entretien. Il voyait d'ailleurs plus clairement de jour en jour que les Russes n'avaient en vue que le partage complet de la Pologne. Tous les ministres étaient unanimes sur ce point. Ce qu'on laisserait subsister de ce pays ne devait servir, selon eux, qu'à créer de nouvelles difficultés, et finirait toujours par devenir la proie des puissances après les avoir entraînées dans de pénibles complications. Les conférences, ajoutaient-ils, s'ouvriraient très-prochainement.

Cependant les jours se succédaient, et Tauenzien, exaspéré par

la froide politesse des Russes, inquiété par le mouvement que se donnait l'envoyé de l'Autriche, et plus irritable d'ailleurs par nature qu'il n'eût fallu l'être en cette circonstance, Tauenzien, disons-nous, se décida enfin, le 7 octobre, à rompre la glace et à interpeller confidentiellement Suboff. Dans une visite du soir qu'il fit au favori de la tzarine, il l'informa des intentions du roi de Prusse à son égard et de la donation princière qui lui était réservée; mais, à sa grande surprise, cette confidence fut loin de produire l'effet qu'il en attendait. Suboff, tout en l'assurant de sa profonde reconnaissance, se déclara indigne d'occuper une si haute position et exprima la crainte que ce plan ne fût inexécutable. Avec les idées de la tzarine, dit-il, il ne voyait pas où le duché qu'on lui offrait pourrait être pris, et l'on devait s'attendre à rencontrer une vive opposition de la part de l'Autriche. « Si la Prusse et la Russie sont d'accord, l'empereur ne pourra pas soutenir sa protestation, répondit Tauenzien. » Suboff n'insista pas; il se contenta de demander ce que la Prusse réclamait pour elle-même, et comme Tauenzien refusait de se prononcer, il mit fin à l'entretien en disant qu'il lui fallait quelques jours de réflexion.

Les Russes ne manquèrent pas d'exploiter de leur mieux l'impatience dont Tauenzien avait fait preuve par cette démarche précipitée. La première fois que celui-ci se retrouva avec Ostermann, le chancelier lui demanda, comme préliminaire indispensable aux conférences proprement dites, un mémoire relatif aux prétentions de la Prusse. Tauenzien le refusa, fidèle en cela à ses instructions; il comprit d'ailleurs que la Russie désirait connaître les exigences des deux puissances allemandes, afin de pouvoir ensuite se poser comme arbitre entre elles. Le soir même il retourna chez Suboff, qui lui déclara l'impossibilité de créer la principauté que lui destinait la Prusse, et qui lui fit part du désir de l'impératrice de recevoir les communications confidentielles de chacune des deux cours avant l'ouverture des conférences. Tauenzien réitéra son refus, puis il amena l'entretien sur les prétentions de l'Autriche. A son grand mécontentement, Suboff lui exposa la nécessité de dédommager richement cette puissance des sacrifices et des peines que lui avait coûtés la guerre de France, et lui déclara qu'on ne pouvait trouver qu'en Pologne une indemnité convenable à lui donner. Tauenzien en convint, mais il insista

sur la différence qui existait entre les prétentions de la Prusse, la première des puissances belligérantes en Pologne, et celles de l'Autriche, lesquelles n'étaient basées que sur les convenances des puissances européennes. Ici Suboff ne fit aucune objection; il était évident pourtant que tout allait dépendre de ces convenances et du plus ou moins d'avantage qu'elles procureraient à l'Autriche.

Dès lors il ne se passa plus un jour sans que, d'un côté ou d'un autre, Tauenzien ne fût sollicité de faire connaître les demandes de la Prusse. Suboff continua à lui témoigner personnellement la plus grande confiance; Markoff lui-même sut exciter son ambition diplomatique en lui donnant à entendre que tont pourrait se réparer si la Prusse voulait agir avec une entière sincérité à l'égard de la tzarine. Le 21 octobre, Tauenzien annonça donc à son gouvernement qu'il lui avait été impossible de résister davantage, et qu'il s'était rendu aux désirs de la Russie. Outrepassant ses instructions, il avait réclamé comme ligne de jonction entre Poltosk et la Samogitie tout le pays baigné par la Nareve, entre Zakrozyn et Tykozyn, puis la ligne du Niémen depuis Grodno jusqu'à Kauen, c'est-à-dire une étendue d'environ treize cent milles carrés. Après avoir pris connaissance de ces prétentions, Suboff déclara qu'il les trouvait exorbitantes; cependant il promit, aussi bien que Markoff et Ostermann, de faire tout ce qui dépendrait de lui pour que l'impératrice les accueillît favorablement. Il ajouta seulement qu'il espérait que le bruit récemment répandu d'une négociation de paix entre la Prusse et la France était dénué de fondement, attendu que rien ne pourrait offenser plus profondément Catherine qu'une telle déloyauté de la part de son alliée. Tauenzien s'empressa de le rassurer et de protester que cette nouvelle était fausse et calomnieuse.

Trois jours plus tard, on apprit la victoire de Fersen, la capture de Kosciusko, et la marche de Suwarow contre Varsovie. Personne ne pouvait plus douter de ce qui allait arriver; l'orgueil des Russes était enfin délivré de toute contrainte, affranchi de toute dissimulation. La résolution de Catherine fut prise sur-le-champ. Aussitôt après avoir reçu la note prussienne, elle avait envoyé un courrier à Vienne pour demander que l'on donnât à l'ambassadeur d'Autriche, le comte Cobentzel, les pouvoirs néces-

saires pour traiter définitivement, et le 30, Tauenzien reçut enfin une réponse. La Russie commençait par déclarer qu'elle était tout à fait de l'avis de la Prusse quant à la nécessité de ne pas différer le partage complet de la Pologne; puis, après avoir ainsi, comme en 1793, rejeté sur la cour de Berlin la responsabilité de l'instigation première, elle passait aux désirs de l'Autriche. Il fallait, disait-elle, trouver un moyen de faire cesser toutes les craintes et toutes les jalousies. L'impératrice avait eu l'occasion de sonder les dispositions de l'Autriche; elle avait reconnu que celle-ci considérait les provinces de Cracovie et de Sandomir comme les boulevards de la Galicie, et qu'elle n'accéderait jamais aux plans de la Prusse. En conséquence, Catherine demandait au roi Frédéric-Guillaume de renoncer à ces deux palatinats. Quant à elle, elle ne désirait qu'assurer des relations de bon voisinage par des frontières nettes et bien déterminées. La nature elle-même s'était chargée d'établir ces frontières, grâce au Bug et au Niémen. Enfin, elle devait insister pour que la Prusse se contentât de ses frontières actuelles du côté de la Courlande, attendu que, les deux premiers partages n'ayant pas donné de ville maritime ni commerciale à la Russie, celle-ci ne pouvait actuellement céder la moindre partie du littoral.

On accordait donc à la Prusse les bords de la Nareve et du Niémen, demandés par Tauenzien, ainsi que le pays situé à l'Ouest de la Pilica et de la Vistule jusqu'à Varsovie, qui avait été l'objet d'une demande antérieure; mais on lui refusait Cracovie, Sandomir et la Samogitie, réservant les deux premières de ces provinces pour l'Autriche et la troisième pour la Russie. D'après cette combinaison, Catherine devait acquérir plus de deux mille lieues carrées, l'empereur mille environ, et le roi de Prusse guère plus de sept cents. Il y avait donc entre les deux plans, au détriment de la Prusse, une différence de six cents lieues carrées et de huit cent mille habitants, dont un cinquième devait échoir en partage à la Russie et quatre cinquièmes à l'Autriche. Nous savons par quelles fautes la Prusse avait compromis à ce point sa situation; nous verrons bientôt comment Thugut s'y était pris pour améliorer la sienne.

Un tel procédé, après tant de démonstrations d'amitié, émut profondément Tauenzien. Dans sa première stupeur, il aurait

voulu que le roi l'envoyât à Vienne, où il espérait décider l'empereur à s'étendre aux dépens de la Russie et non à ceux de la Prusse; mais ce projet, évidemment irréalisable, lui attira d'amers sarcasmes de la part de Lucchesini. Pour mettre le comble à son chagrin, la nouvelle de la rupture du traité de la Haye et de l'ordre de quitter le Rhin donné à Mœllendorf arriva de Berlin à Saint-Pétersbourg. « La tzarine, lui dit Ostermann, ne veut pas rechercher qui a raison ici de la Prusse ou de l'Angleterre; mais elle ne comprend pas en vue de quel ennemi la Prusse augmenterait maintenant ses forces en Pologne. Elle croit, continua-t-il en s'animant, que la gloire de la Prusse est intéressée à la continuation de la guerre de France; elle croit que la Prusse a tort de subordonner ainsi sa conduite au payement des subsides anglais; elle voit combien elle a eu raison de ne pas vouloir mettre de troupes russes à la disposition d'une coalition si peu unie. Combien est différente la conduite de l'Autriche, qui montre toujours, malgré ce qu'il lui en coûte, le zèle le plus ardent pour la guerre de France! » Markoff s'exprima plus énergiquement encore : « La Prusse a déjà oublié les avantages que lui a procurés le traité de 1793, s'écria-t-il; elle ne veut pas comprendre que la Prusse méridionale était une indemnité suffisante, non pour une, mais pour quatre ou cinq expéditions, et elle passe sous silence l'article du traité par lequel elle s'engageait à poursuivre la guerre jusqu'à ce que la révolution française fût complétement vaincue. »

La nouvelle de ces difficultés arriva à Berlin en même temps que celle de la prise de Praga par Suwarow. A mesure donc que les Russes se déployaient en Pologne, on les voyait se montrer de plus en plus hostiles aux prétentions de la Prusse. Cette question d'Ostermann : « En vue de quel ennemi la Prusse veut-elle augmenter ses forces en Pologne? » semblait être une amère ironie. Mais ici encore l'ancienne haine contre les Jacobins l'emporta dans l'âme du roi sur toute autre considération. A peine eut-il appris la répression de l'insurrection polonaise, que, malgré toutes les observations de ses ministres, il ordonna à Hohenlohe de revenir sur le Rhin avec ses vingt mille hommes. C'était la dernière pulsation d'un système à l'agonie. Déjà les effets de la mission de Meyerink et de la proposition de l'électeur de Mayence

se faisaient sentir de tous côtés. Le major écrivait de Bâle, après avoir eu quelques entretiens avec Bacher, secrétaire de l'ambassade de France, que la France était toute disposée à étendre à l'empire la paix avec la Prusse. Les landgraves de Cassel et de Darmstadt, le duc de Deux-Ponts, l'électeur de Trèves se déclaraient successivement pour l'intervention de la Prusse auprès des Français victorieux. Les cercles de Franconie, du haut Rhin et du Rhin électoral avaient résolu de solliciter, non les puissances du Nord, mais l'empereur et le roi de Prusse, d'être les médiateurs de l'empire auprès de la France, et le comte Hardenberg appuyait fortement cette décision; mais le cabinet de Berlin déclara qu'elle était impraticable, attendu que l'Autriche ne pouvait être à la fois puissance belligérante et médiatrice. Ce qui était plus significatif encore que cette disposition de l'Allemagne, c'est que le gouvernement hollandais demandait instamment à la Prusse de lui prêter l'appui de ses armes contre les attaques dont le menaçait la France, ou de le sauver par l'ouverture de négociations ayant la paix générale pour but. Depuis le commencement de la lutte anglo-prussienne, la Hollande avait toujours pris parti pour la Prusse; elle avait blâmé énergiquement la suspension des subsides, et à la fin d'octobre, se voyant serrée de près par les Français, elle avait enfin décidé l'Angleterre à reprendre les payements dès que le général Mœllendorf aurait été autorisé pas son gouvernement à agir vigoureusement contre l'ennemi commun. Mais il lui avait été répondu par la Prusse que le payement des sommes arriérées devait précéder tout projet d'opérations militaires, ce qui ne fit que rendre ses instances plus pressantes pour que la Prusse ouvrît une négociation avec la France.

En un mot, tandis qu'elle ne rencontrait à l'Est que répulsion et refus déguisés, la Prusse trouvait à l'Ouest les dispositions les plus amicales, aussi bien chez ses ennemis victorieux que chez ses alliés opprimés.

Toutes ces questions vinrent à la fois assaillir le ministère prussien vers le milieu de novembre. Le 14, les comtes Haugwitz et Struensée examinèrent avec les généraux Manstein, Zastrow et Knobloch la note de la Russie relative à la Pologne. Les trois généraux déclarèrent d'un commun accord que le partage de la Pologne ne serait avantageux pour la Prusse que si celle-ci obte-

nait pour frontières la Vistule, la Nareve, le Niémen et la Wildau, comme le demandait Tauenzien; dans le cas contraire, ils étaient d'avis que l'on devait protester contre le partage en général, mais surtout contre l'agrandissement de l'Autriche sur la rive gauche de la Vistule, et consentir tout au plus à une rectification des frontières pour chacune des trois puissances. Ces idées, si elles prévalaient, devaient amener inévitablement une rupture, non-seulement avec l'Autriche, mais encore avec la Russie, rupture dont il était impossible de prévoir les conséquences. On devait s'attendre à ce que Catherine ne reculât devant aucun moyen et n'hésitât pas même à avoir recours aux armes pour triompher, car son ambition et son arrogance n'avaient fait que s'accroître depuis les victoires de Suwarow. En présence d'une telle perspective, il était évident qu'il fallait mettre un terme aussi prompt que possible à la guerre de France. On ne se demanda pas si, par là, on n'offenserait pas mortellement les deux cours impériales; ni si, le cas échéant, la paix avec la France fournirait les moyens d'engager avec elles une lutte qui pourrait attirer de nouveau sur la Prusse tous les dangers de la guerre de Sept ans; on évita avec soin, au contraire, de se préoccuper de ces malheurs lointains et peut-être imaginaires. On pouvait espérer, en effet, que les cours impériales, reculant devant le danger d'une alliance entre la France, la Prusse et la Pologne, souscriraient aux demandes du cabinet de Berlin dès qu'elles le verraient délivré de la guerre de France et libre de disposer de toutes ses forces pour trancher la question polonaise. Les ministres résolurent donc de persister dans leurs demandes vis-à-vis de la Russie, et d'ouvrir avec la France une négociation officielle et définitive.

Mais ils durent avoir recours aux plus puissants arguments pour arracher au roi son consentement définitif. Les sentiments monarchiques de Frédéric-Guillaume se révoltaient à l'idée de tout contact amical avec les démagogues parisiens, et, tandis que ses ministres et ses généraux n'éprouvaient que haine et colère à l'égard de l'Autriche, son cœur de prince de l'empire était encore rempli de vénération pour l'empereur. Pour combattre ce sentiment, les ministres appelèrent à leur aide un allié que, jusque-là, ils avaient tenu éloigné du roi avec un

soin jaloux, le seul frère encore vivant du grand Frédéric, le prince Henri, alors âgé de soixante-dix ans. Depuis 1786, celui-ci n'avait plus exercé la moindre influence sur le gouvernement de son neveu. Il vivait presque seul à son château de Rheinsberg, d'où il observait les événements politiques avec cette sévérité chagrine que donne une inaction forcée aux hommes de talent et d'imagination ardente. Les deux grands faits des dernières années, l'alliance avec l'Autriche et le partage de la Pologne, avaient été de sa part les objets d'une amère critique. Il considérait la guerre de France comme un suicide de la Prusse en faveur de l'Autriche, sa rivale. Quant à la Pologne, il avait travaillé à un partage de ce pays vingt ans auparavant, mais il se plaisait à faire ressortir la différence de situation qui existait entre les deux époques. Il ne possédait ni la persévérance patiente, ni la circonspection tolérante qui distinguent le véritable homme d'État du simple rêveur politique, mais il était actif, vif, éloquent, et, ce qui manquait totalement à son royal neveu, il était toujours prêt à agir et se décidait à l'heure même, sans se laisser arrêter par aucune opinion contraire. Saisissant avec ardeur l'occasion si longtemps désirée d'exercer enfin une influence sérieuse, il s'appliqua à prouver au roi, par mille arguments nouveaux, qu'il fallait empêcher le partage de la Pologne, se séparer résolûment des cours impériales, et établir des relations de sincère amitié avec la France. Un nouvel incident vint à point nommé appuyer ses paroles. Dans les derniers jours du mois du novembre, l'ambassadeur de Hollande annonça à Berlin que son gouvernement avait adressé à Londres une demande formelle pour que l'on traitât avec la France, et qu'en attendant la réponse, il avait envoyé secrètement deux agents, les sieurs Brantsen et Repelaer, au quartier général de Pichegru. Cette nouvelle décida le roi. Le 1er décembre, il fit mander à Berlin son ancien ambassadeur à Paris, le comte de Goltz, afin de lui donner des instructions précises, et de l'envoyer à Bâle avec la mission d'entrer en négociation avec Barthélemy. « Notre dernier rapport a produit son effet, écrivit alors le vieux ministre Finkenstein à ses collègues. Dieu soit loué, le fer est enfin au feu! » Alvensleben, non moins enchanté quant à la résolution du roi, craignait cependant encore que l'on n'attei-

gnît pas le but désiré : « Goltz, disait-il, va se trouver dans une situation difficile; il aura à lutter d'un côté contre les difficultés de l'affaire en elle-même et contre l'orgueil des Français, et il se trouvera, de l'autre, ballotté entre la jalousie de Meyerinck, les conseils impérieux de Mœllendorf, les intrigues du général Kalkreuth, les instructions préalables du prince Henri, les ordres directs du roi, les lettres confidentielles de Bischoffswerder, l'intervention de Hardenberg, autorisée par le roi, et enfin les injonctions officielles du ministère. »

Les instructions qui furent rédigées pour Goltz dans la première semaine de décembre, d'après un projet du prince Henri, lui ordonnaient de s'appliquer d'abord à bien convaincre les Français de la sincérité des sentiments de la Prusse, puis d'éprouver à son tour la sincérité de la France en proposant une trêve. Quant aux conditions de la paix, la Prusse serait prête à reconnaître la république française ; mais elle comptait, en échange, sur l'évacuation de ses provinces de la rive gauche du Rhin. Elle demandait en outre que les États de l'Empire qui imploraient son intervention fussent compris dans la trêve et dans le traité de neutralité ; enfin le vœu le plus ardent du roi était que la Prusse fût choisie pour médiatrice entre la France d'un côté, et l'Allemagne et la Hollande de l'autre. Si la France désirait une alliance avec la Hollande sans cession de territoire, la Prusse y souscrirait, à la condition que la maison d'Orange conserverait sa situation et se rallierait nécessairement au système français. Goltz devait voir ensuite s'il pourrait obtenir une clause favorable aux émigrés français, s'opposer à ce qu'il fût fait la moindre mention de la question polonaise, et tâcher de découvrir si l'Autriche travaillait toujours à conclure une paix séparée avec la France et à acquérir la Bavière.

Comme cet acte ne traitait encore que des vœux de la Prusse, la rédaction en fut facile et ne souleva aucune opposition. Un paragraphe qui enjoignait à Goltz de chercher à savoir si la France demanderait une cession de territoire fut le seul qui donna lieu à une courte discussion entre les ministres. Alvensleben était convaincu que les Français voudraient conserver la rive gauche du Rhin, et il était d'avis qu'il fallait autoriser immédiatement le comte de Goltz à céder sur ce point, attendu que

la Prusse était hors d'état de repousser les vainqueurs des provinces dont ils s'étaient emparés; mais Finkenstein et Haugwitz, tout en reconnaissant cette impossibilité, déclarèrent qu'il serait temps d'examiner cette triste question quand les demandes se produiraient. Ils enjoignirent à leur mandataire, au contraire, de rappeler à la France qu'elle avait garanti la paix de Westphalie, et de demander que la république renouvelât cette garantie, laquelle excluait précisément toute violation du territoire de l'Empire.

Les ministres prussiens avaient également rédigé, avec beaucoup moins d'appréhension qu'ils ne l'eussent fait peu de temps auparavant, la note destinée à la Russie. Ils y rejetaient poliment l'honneur de l'idée première du partage de la Pologne sur l'impératrice; puis, entrant dans l'examen détaillé des différentes prétentions qui se produisaient : « La Prusse, disaient-ils, désire comme la Russie une solution qui concilie tous les intérêts. Elle n'éprouve ni haine ni jalousie à l'égard de l'Autriche; le temps de ces sentiments hostiles est passé; mais elle ne peut consentir à une délimitation qui lui serait préjudiciable. Ce n'est pas à l'État qui est déjà le plus fort que doit revenir la part la plus considérable; les lois de l'équilibre réclament, au contraire, que le plus faible soit le plus favorisé. Pour ce qui concerne Cracovie en particulier, ce ne sera jamais, comme ville prussienne, qu'un poste de défense, vu sa position au Nord des montagnes; tandis qu'entre les mains de l'Autriche cette ville deviendrait une position d'attaque, au moyen de laquelle la Silésie prussienne serait enserrée de tous côtés par les possessions impériales. La Prusse se conforme ici au même principe que la Russie; elle veut des frontières nettes et bien déterminées; ces frontières, la nature les lui désigne, d'un côté par le cours de la Vistule, de l'autre par celui de la Nareve et du Niémen. Si elle ne pouvait les obtenir, disait la note en terminant, la Prusse préférerait que les choses restassent dans l'état ou elles étaient depuis 1793, sans qu'il fût question d'un nouveau partage de la Pologne. » Tauenzien reçut l'ordre de rester fidèle à ces instructions, et de ne pas s'en écarter, comme il l'avait fait jusque-là, par suite d'une confiance trop crédule ou d'une trop haute idée des résultats qu'il pouvait obtenir.

Le roi signa cet acte le 28 novembre. Il était alors convaincu que la logique de ses arguments et le retour de Hohenlohe sur le Rhin ne pourraient manquer de faire une impression favorable sur l'impératrice; mais il n'avait nulle idée de la nature du terrain sur lequel son adversaire avait transporté à Saint-Pétersbourg la question en litige.

Il faut que nous comprenions bien quelle était, depuis la fin de l'été, la situation respective des deux cours impériales (1).

Dès le début de la guerre de Pologne, le cabinet de Vienne avait décidé que, cette fois, une partie considérable de ce pays reviendrait à l'Autriche. Il voulait, avant tout obtenir Cracovie, puis il comptait comprendre dans les frontières de Galicie les palatinats de Sandomir, de Lublin et de Chelm. Bien que ces prétentions n'eussent pas été discutées officiellement, on en avait donné connaissance à Rasumowski, ambassadeur de Russie, lequel avait déclaré que son gouvernement les trouvait justes et fondées. Fort de cette assurance, Thugut avait envoyé, au commencement de juillet, le général Harnoncourt, avec un corps de quinze mille hommes, à Sandomir et en Volhynie. Il fut donc surpris au dernier point lorsqu'il vit la Russie consentir à ce que les Prussiens occupassent Cracovie; la note russe du 23 juillet surtout le blessa profondément. Croyant à une défection complète de la Russie en faveur de la Prusse, et ne voulant pas, dans ces circonstances, exposer Harnoncourt et ses hommes aux dangers d'une rencontre avec l'ennemi, il rappela ceux-ci en Galicie dans les premiers jours d'août. Cependant les ministres russes s'empressèrent d'exprimer à Cobentzel les vifs regrets que leur causait cette méfiance. Ils déclarèrent formellement et une fois pour toutes que la Russie resterait la fidèle amie de l'Autriche, mais qu'elle avait aussi ses embarras et était tenue à certains ménagements. Tant que l'armée prussienne victorieuse était à peu près maîtresse de la Pologne, ce dernier point était incontestable; Thugut se rassura donc lorsqu'il apprit la levée du siége de Varsovie et la retraite des Prussiens. Le 11 septembre, il envoya à Cobentzel les instructions relatives à la

(1) Ce qui suit résulte de la correspondance de Thugut avec Cobentzel (Archives de Vienne).

grande négociation. « L'Autriche, y disait-il, avait toujours gémi des partages de la Pologne, qu'elle considérait comme contraires à ses intérêts; cependant, si un nouveau partage était inévitable, elle entendait y être comprise, afin de ne pas être écrasée par la Prusse. Elle devait alors insister pour que le lot de chacune des puissances copartageantes fût proportionné à son importance; en conséquence, elle réclamait pour elle-même le pays compris entre la Pilica, la Vistule, le Bug et la Lipsk, c'est-à-dire entre les frontières de la Prusse et celles de la Russie, n'admettant la possibilité d'une réduction qu'en Volhynie, à l'Est du Bug. Après s'être étendu sur l'insatiable avidité de la Prusse, Thugut faisait remarquer que l'empereur était encore en droit de réclamer une autre indemnité, équivalente à ce que la Prusse et la Russie avaient gagné au second partage, et il désignait soit une province de France, bien que de ce côté, disait-il, l'Autriche fût disposée, pour rendre la paix plus facile, à restreindre de beaucoup ses premières prétentions, soit les provinces vénitiennes indiquées dans la note du 27 février. Si Catherine ne jugeait pas à propos de discuter ce point avec la Prusse, il pouvait être réglé par les cours impériales au moyen d'une correspondance entre les deux souverains, comme en 1782. Dans aucun cas, la Prusse ne devait obtenir un pouce de terrain nouveau en Pologne, à moins qu'elle ne consentît à envoyer des forces considérables sur le Rhin et à soumettre toutes ses troupes au commandement d'un généralissime autrichien. Quant à la Russie, l'empereur souscrivait d'avance et avec joie à ce que ses acquisitions en Pologne fussent aussi étendues que possible. »

Cobentzel reçut ces instructions le 28 septembre et s'empressa de les communiquer aux ministres russes. En résumé, l'Autriche réclamait pour elle-même environ quatorze cents lieues carrées en Pologne, sans compter les provinces vénitiennes, et elle ne posait pas de bornes à la part de la Russie; mais, pour celle de la Prusse, elle prétendait la réduire à néant, car elle savait à n'en pas douter que le roi ne consentirait jamais à morceler son armée ni à la soumettre à un général étranger. L'Autriche, dans sa haine, allait donc bien plus loin que la Prusse, laquelle refusait simplement de renoncer aux palatinats de Cracovie et de Sandomir, mais sans s'opposer à ce que sa rivale eût sa part de

la Pologne. Quoi qu'il en soit, la Russie, par suite de ces mésintelligences, devenait en quelque sorte l'arbitre des destinées des puissances allemandes, position dont elle comprenait tous les avantages. Suwarow avait déjà remporté plusieurs victoires, et l'assujettissement de la Pologne n'était plus qu'une question de temps; Catherine allait donc pouvoir revenir à son projet favori, celui de s'emparer de la Turquie, dont elle avait été distraite six mois auparavant par le soulèvement de Kosciusko. Or, dans l'intérêt même de ce projet, il était évident qu'elle devait prendre fait et cause pour l'Autriche, mais sans vouloir, comme Thugut, pousser la Prusse à bout. D'un autre côté, la discorde qui régnait entre les puissances allemandes lui fournissait les moyens de résister à l'Autriche et de ne pas lui donner tout ce qu'elle demandait. Besborodko et Markoff déclarèrent donc au comte Cobentzel, le 30 septembre, qu'il aurait les quatre palatinats du Sud, Cracovie, Sandomir, Lublin et une partie de Chelm, mais qu'il était impossible de lui donner ce qu'il demandait au Nord et à l'Est; que Praga dépendait de Varsovie et ne pouvait être refusée aux Prussiens, et que Brzesc et la Volhynie devaient revenir à la Russie, laquelle considérait le Bug comme sa frontière naturelle. Cobentzel s'adressa vainement à Suboff, il n'en obtint pas davantage. Suboff lui fit même remarquer que la partie de la Volhynie réclamée par Thugut renfermait la ville de Vladimir, de laquelle jadis le christianisme était sorti pour se répandre en Russie. Pour tout le reste, les ministres russes se montrèrent aussi coulants et aussi bien disposés que possible; ils promirent de n'ouvrir de négociation officielle avec Tauenzien que lorsque les deux cours impériales seraient tout à fait d'accord, et assez fortes par leur union pour résister au mauvais vouloir de la Prusse; mais, relativement à la Volhynie, ils restèrent inébranlables. « Prenez la moitié de la France, dit Catherine elle-même, prenez la Vénétie, prenez les provinces turques, nous consentons à tout; mais il faut que le Bug devienne notre frontière en Pologne. » Cobentzel dut donc se résigner, et, le 21 octobre, il demanda de nouvelles instructions.

Les routes de Pologne étaient si peu sûres que la lettre de Cobentzel n'arriva à Thugut que le 10 novembre, alors que Kosciusko était déjà prisonnier, que Varsovie avait succombé, et

que la Russie dominait à tous égards la question polonaise. Thugut ne pouvait que se soumettre, car il n'admettait pas la possibilité de s'entendre avec la Prusse pour arracher une concession à la Russie. Il avait d'ailleurs, même en agissant ainsi, bien des sujets de satisfaction. En accédant au désir tant de fois exprimé par Catherine relativement au traité de 1793, au moins pour ce qui regardait la Russie, il forçait celle-ci à s'engager, conformément à ce traité, à favoriser l'échange bavarois. L'Autriche, sans doute, avait déclaré à Londres et à Munich qu'il renonçait à l'échange immédiat; mais nous verrons bientôt que Thugut persistait toujours dans son aversion pour la Belgique et dans son désir d'acquérir la Bavière. Le vieil électeur Charles-Théodore était de nouveau complétement soumis à l'influence autrichienne; malgré ses soixante-dix ans, il demandait la main d'une archiduchesse et était plus disposé que jamais à céder la Bavière à l'empereur moyennant une compensation convenable. D'un autre côté, la Russie se montrait prête à accorder la Vénétie à l'empereur, ce qui devait combler un autre des vœux les plus chers et les plus anciens de la diplomatie autrichienne. Depuis l'origine de sa puissance, celle-ci avait trouvé en mainte occasion la république de Venise comme un obstacle sur son chemin, cette république qui occupa en Europe, pendant plusieurs siècles, une haute position due à son industrie, à son commerce, à sa force morale et politique. L'empereur Maximilien I[er] avait déjà fait jadis, de concert avec la France et l'Espagne, une tentative pour soumettre ces riches et gênants négociants aux trois couronnes réunies. Jamais Vienne n'avait oublié d'ailleurs que les possessions italiennes de Venise avaient appartenu autrefois à l'empereur et à l'Empire, et que la couronne de Hongrie avait possédé des droits sur les provinces dalmates. Récemment encore, Joseph II avait agité ces questions avec la tzarine, laquelle, en reconnaissance de l'acquiescement de l'empereur à ses plans sur la Turquie, s'était montrée, à son tour, favorable à ses projets. Maintenant que François II se disposait à renouer, avec plus de force que jamais, les relations d'amitié qui avaient existé entre son oncle et Catherine, un de ses premiers soins devait être, et fut en effet, de revenir aux grands projets de 1782. Cette Venise jadis si fière était maintenant vieillie et épuisée; son

gouvernement, comparable naguère aux gouvernements de Rome et d'Angleterre pour la force et le patriotisme, était tombé, aux yeux de l'Europe, à peu près sur la même ligne que la diète de Pologne ou l'émigration française. Au moment où le régime féodal s'écroulait pour les Bourbons comme pour les Sarmates, on pouvait presque considérer comme une mission providentielle de lui faire subir le même sort à Venise. Enfin, rien ne pouvait mieux agrandir Milan, le Tyrol et l'Illyrie que ces riches provinces dont la possession devait forcément étendre l'influence autrichienne sur la mer Adriatique, sur l'Italie et sur le pape lui-même.

De tels avantages n'étaient pas à dédaigner; mais, pour les assurer à l'Autriche, il fallait que Catherine ne se bornât pas à de vagues promesses; il fallait qu'elle s'engageât formellement à triompher de toute opposition et à empêcher, les armes à la main l'intervention de la Prusse. En conséquence, Thugut donna au comte Cobentzel, le 13 novembre, l'ordre de céder relativement à la Volhynie, mais de ne se montrer que plus inflexible pour ce qui regardait le pays situé entre le Bug et la Vistule, ainsi que pour les indemnités à réclamer en dehors de la Pologne. Ce même ordre fut répété dans les instructions définitives, qui arrivèrent à Cobentzel le 29 novembre. Thugut y demandait de nouveau que la part de la Russie fût aussi large, et celle de la Prusse, au contraire, aussi restreinte que possible. « En présence de la déloyauté de la Prusse, il ne comptait que sur la Russie, disait-il, pour l'aider dans la réalisation de ses désirs. Il devait donc réclamer de l'impératrice la promesse formelle de tout mettre en œuvre pour assurer à l'Autriche une indemnité convenable, soit en France, soit en Vénétie, soit même ailleurs, et de faire cause commune avec l'empereur si une tierce puissance voulait s'y opposer, de même que si la Prusse se permettait des menaces, des démonstrations ou des voies de fait contre l'Autriche; les deux puissances enfin devraient prendre contre les Prussiens le même engagement qu'elles avaient pris contre les Turcs en 1792, celui de se soutenir mutuellement et avec toutes leurs forces. Il était à désirer aussi, ajoutait Thugut, que le traité formulât l'obligation pour la Prusse de continuer la guerre de France sous le commandement d'un général autrichien, car la

Prusse cherchait par tous les moyens à venir en aide à la France, et même à conclure une alliance avec les brigands républicains. La situation devenant plus grave de jour en jour, l'empereur pourrait se voir contraint, si le secours de ses alliés ne lui était pas formellement assuré, de prendre une détermination qui lui répugnait au plus haut point. »

Il était temps que le pouvoir de traiter fût enfin donné à Cobentzel. Depuis la soumission de la Pologne, l'impatience de Catherine croissait de jour en jour. Bien qu'elle désirât toujours s'entendre d'abord avec l'Autriche, l'impératrice, comme nous l'avons vu, avait pressé ses ministres, dès le mois d'octobre, de négocier provisoirement avec Tauenzien; depuis lors, elle comptait les heures dans l'attente du courrier de Vienne. Pas plus que ses ministres elle n'épargnait au comte Cobentzel les plus amères critiques sur la conduite de l'Autriche à l'égard de la France. Elle avait envoyé en Belgique le général Korsakoff, dont les rapports ne parlaient que de retraite sans combat, de retraite au moment même de la victoire, et d'autres faits tout aussi inexplicables. « Y a-t-il là quelque trahison, sinon que devons-nous penser? » demandait Suboff. — « Il n'est pas possible, disait Markoff, que nous engagions nos troupes dans cette malheureuse guerre. » — « Nous vous donnerons cependant un corps de soutien, reprenait Suboff; mais il faut auparavant que la question polonaise soit vidée. » Catherine elle-même, revenant à son ancien thème, déclarait que la guerre contre la révolution n'était pas une guerre d'intérêts, mais une guerre de principes; que c'était la république et non la France que l'on combattait; que ni l'Autriche ni la Prusse ne pouvaient désirer conclure la paix avec les chefs actuels du gouvernement français, attendu que cette paix ne serait autre chose qu'une courte trêve; que c'était d'abord à l'intérieur de la France que devait se produire la véritable paix. « Peut-être, ajoutait-elle, l'homme qui doit rendre le repos à ce pays existe-t-il déjà; mais il ne s'est pas encore manifesté. Il est triste que ceux à qui reviendrait de droit cette tâche ne possèdent pas les qualités nécessaires pour la remplir. » Malgré l'incapacité des Bourbons, à laquelle elle faisait ainsi allusion, elle demanda plusieurs fois à l'Autriche de reconnaître le comte de Provence pour régent de la France, ce qui aurait immédiate-

ment donné lieu à une levée de boucliers du parti royaliste. Cette proposition mit Thugut en fureur. Au moment même où l'empire d'Allemagne appelait de tous ses vœux la paix avec la France, où lui-même regardait la guerre avec la Prusse comme imminente, il ne pouvait admettre la pensée d'éterniser la lutte avec la république par la reconnaissance du comte de Provence. Il répondit donc par le refus le plus formel.

Au milieu de toutes ces complications, Catherine ne perdait pas de vue ses projets contre la Turquie. Si, après lui avoir mainte fois répété que le plus vif désir de l'empereur était de revenir au système de Joseph II, Thugut y mettait actuellement pour condition que la Russie garantirait à l'Autriche l'annexion de la Bavière et de la Vénétie, l'impératrice était résolue, de son côté, à demander qu'une garantie semblable fût donnée dans le traité à ses prétentions sur la Turquie.

Elle n'avait, sur la question de principe, aucun obstacle à redouter de la part de l'Autriche, à laquelle elle avait promis en 1782 sa part de conquête en Turquie; mais elle devait s'attendre à des résistances relativement au temps et aux moyens à employer, car, autant la Russie désirait attaquer promptement et pendant la guerre de France, autant les intérêts de l'Autriche, au contraire, exigeaient que la paix fût auparavant conclue avec la république. Catherine garda donc sur ce point le silence le plus complet, bien sûre de parvenir à faire prévaloir sa volonté lorsque le moment en serait venu.

Les instructions préalables du 13 novembre arrivèrent à Cobentzel le 9 décembre. Markoff demanda aussitôt si, dans le cas où la Prusse ferait des difficultés, l'ambassadeur autrichien traiterait avec la Russie seule, du moment que l'on était d'accord sur le point principal. « Si vous aviez persisté daus vos prétentions sur la Volhynie, ajouta-t-il, nous aurions traité avec la Prusse, tant nous avons hâte d'en finir. » Cobentzel répondit qu'au besoin il se croirait autorisé à traiter, mais qu'il préférait attendre ses instructions définitives, lesquelles devaient arriver avant peu. Cependant les jours se succédaient et le courrier de Vienne ne paraissait pas. « Quand arrivera-t-il? demandait Catherine; dans huit mois, peut-être? » — « S'il n'arrive pas, reprenait Ostermann, nous serons forcés de traiter avec la Prusse. »

Enfin, Tauenzien ayant annoncé qu'il avait reçu ses pouvoirs, Cobentzel, pour calmer l'impatience des Russes, dut se décider à ouvrir les négociations sur les bases indiquées par ses instructions préalables. La première conférence eut lieu le 15 décembre entre lui, Ostermann, Besborodko et Markoff. En échange de son renoncement à la Volhynie, Cobentzel reçut la promesse que les quatre palatinats seraient donnés à l'Autriche; quant à la pointe de terre située entre le Bug et la Vistule, elle devait être l'objet d'une discussion ultérieure. On s'entendit ensuite sur la conduite à tenir. Tauenzien devait d'abord être invité à une conférence avec les ministres russes; puis, si ces derniers ne pouvaient le décider à céder, une seconde conférence, générale cette fois, devait avoir lieu. Dans le cas enfin où toute entente serait impossible, les Russes proposèrent que les cours impériales traitassent seules du partage de la Pologne, et que, pour les autres questions, des déclarations ministérielles remplaçassent les lettres entre souverains dont il avait d'abord été parlé. Cobentzel hésita pendant quelques instants; cependant, pour prévenir un rapprochement entre la Russie et la Prusse, il prit sur lui de consentir à tout.

Les choses en étaient là le 16 décembre, lorsque s'ouvrit la première conférence entre Tauenzien et les ministres russes. Ostermann commença par déclarer que la tzarine comptait accepter l'offre de la Courlande, et réunir ce duché à l'empire russe. Jusque-là on n'avait pas dit un mot de ceci à la Prusse, aussi Tauenzien exprima-t-il un vif étonnement. Il fit remarquer que le traité d'alliance prusso-russe de 1792 garantissait expressément la situation actuelle de la Courlande; mais les Russes avaient prévu cette objection. Ostermann répondit que cette garantie n'avait été stipulée qu'en vue du parti réformateur qui régnait alors en Pologne, et qu'elle tombait d'elle-même par suite de l'anéantissement de ce pays. Tout ce que put faire alors Tauenzien fut de se réserver d'en référer à son gouvernement, lequel, pensait-il, ne céderait sur ce point que si l'on faisait droit à ses désirs relativement à d'autres questions. Après ce préambule, l'impatience générale amena immédiatement la discussion sur le point capital, les prétentions des deux puissances allemandes aux palatinats de Cracovie et de Sandomir.

Tauenzien développa les arguments renfermés dans la dernière note prussienne ; mais il rencontra une vive opposition et trouva la Russie ostensiblement favorable à son adversaire. Markoff surtout se prononça vivement et énergiquement dans ce sens. Enfin, après une longue discussion, on leva la séance sans que rien eût été décidé.

Le lendemain, Tauenzien tâcha de s'entendre isolément avec Cobentzel; mais il ne fit pas faire un pas à la question. A la seconde conférence avec les Russes, le 18 décembre, Tauenzien se borna à discuter la prochaine délimitation des frontières du côté de la Lithuanie. Les Russes exprimèrent l'espoir que la Prusse renoncerait à ses prétentions sur la partie de la Samogitie baignée par la Wildau, et, dans leur désir de tenir cette puissance éloignée de la frontière de Courlande, ils lui offrirent en échange une petite langue de terrain entre la Nareve et le Bug. Tauenzien, ayant promis de soumettre cette proposition à son gouvernement, crut alors découvrir chez les Russes quelque disposition à se montrer plus traitables relativement à Cracovie.

Mais cette illusion se dissipa bientôt. Dès le début de la troisième conférence, qui eut lieu le 19, Cobentzel demanda instamment que l'on décidât quelque chose. Il déclara qu'en aucun cas l'Autriche ne pourrait ni ne voudrait renoncer à Cracovie, attendu que toute la Galicie et surtout l'importante saline de Wiliczka seraient menacées si cette ville échéait en partage à la Prusse. Ici Tauenzien l'interrompit, en disant que Cracovie était déjà une possession prussienne ; qu'elle l'était en vertu du droit de conquête qui doit présider à toute bonne guerre offensive, de ce même droit à la faveur duquel l'Autriche s'était emparée de Valenciennes en 1793, et auquel cette puissance devait se soumettre aujourd'hui comme la Prusse s'y était soumise alors. « Alors comme aujourd'hui, reprit Cobentzel, il s'agissait de dédommager l'Autriche des dépenses d'une guerre coûteuse, et de faire droit à des demandes que la Prusse a approuvées et garanties par toute une suite de traités. Vous ne sauriez prétendre que les provinces de Lublin et de Chelm puissent former à elles seules l'indemnité qui nous a été promise par la Prusse et la Russie. » Tauenzien exprima alors le désir que la Russie considérât les choses à ce point de vue. « Si le système naturel devait être changé en faveur

de l'Autriche et si la Russie était disposée à donner une part additionnelle à cette puissance, il lui semblait juste, dit-il, qu'elle renonçât pour cela à une légère portion de son immense butin, au lieu de songer à léser un tiers. » Avant que les Russes eussent pu répondre à cet argument inattendu, Cobentzel reprit vivement la parole : « Mon souverain, dit-il, reconnaît pour justes et naturelles les demandes formulées par la Russie ; les deux cours sont pleinement d'accord à ce sujet et considèrent les frontières russes comme irrévocablement fixées. Vous-mêmes ne pouvez être sincèrement d'une opinion contraire. Si l'on vous accordait Cracovie et Sandomir, il est évident qu'il ne nous resterait plus rien, et que l'Autriche se verrait, pour la seconde fois, trompée dans ses désirs les plus légitimes. » Les ministres russes applaudirent à ces paroles, et en conclurent à l'envi que la Prusse devait céder. Tauenzien dit alors son dernier mot. « Il voyait, déclara-t-il, qu'il était impossible qu'on s'entendît, et que l'empereur François était décidé à protester contre tout partage qui ne donnerait pas Cracovie et Sandomir à l'Autriche. Il avait maintenant à exprimer une semblable protestation au nom de son maître, si Cracovie et Sandomir ne restaient pas provinces prussiennes. Dans cette situation, le partage était évidemment impossible ; ce qu'il y avait de mieux à faire était de laisser subsister la Pologne telle qu'elle était avant la dernière insurrection. » Mais les Russes et Cobentzel se levèrent comme un seul homme pour repousser cette proposition. « C'est impossible ! » s'écrièrent-ils d'un commun accord. « Les trois cours, ajouta Ostermann, ont reconnu la nécessité d'un partage, dans l'intérêt même de leur sécurité et de leur conservation ; c'est la Prusse qui en a parlé la première et a prouvé que ce partage était inévitable ; la Pologne est morte à jamais, et l'on ne réveille pas ainsi les morts à volonté. » Cobentzel, jugeant le moment opportun, reprit alors, en s'adressant aux Russes : « Puisque nous sommes d'accord sur tous les points, dressons le procès-verbal et signons le traité. Si la Prusse veut marcher avec nous, tant mieux ! sinon, nous saurons nous passer d'elle. » Tauenzien protesta avec colère contre ces paroles, et l'assemblée se sépara, complétement désunie.

A dater de ce moment, la solitude se fit à Saint-Pétersbourg autour de l'ambassadeur prussien. L'impératrice se dit malade

et ne se montra plus nulle part. Il ne fut plus question de reprendre les conférences, et le cabinet de Berlin lui-même se réjouit de cette interruption pendant laquelle les négociations de Bâle et de Paris allaient nettement se dessiner. Tauenzien, ayant revu Ostermann le 26, le trouva poli, laconique, avec toutes les apparences d'un regret résigné. Ostermann lui apprit que l'Autriche avait longtemps hésité à se contenter même des quatre palatinats : « Nous ne pouvons faire autrement que de soutenir les intérêts de l'Autriche, ajouta-t-il; nous avons trouvé en elle une alliée fidèle en 1788, et elle en a été trop peu récompensée alors. » Quant aux intentions et aux résolutions des deux cours, Tauenzien chercha vainement à les découvrir.

Cependant Catherine, aussitôt après l'arrivée des instructions adressées le 29 novembre par Thugut, avait donné l'ordre de rédiger les actes par lesquels les deux cours impériales devaient s'engager. On leur donna la forme de deux déclarations ministérielles ayant force de contrats. La première concernait le partage de la Pologne. D'après cette pièce, la Russie devait avoir pour sa part tout le pays situé à l'Ouest d'une ligne qui, partant du Bug au Sud, passait à Brzesc, se dirigeait ensuite directement sur Grodno, et enfin gagnait la frontière orientale de la Prusse en suivant le cours du Niémen : cela formait en tout deux mille trente lieues carrées. L'Autriche devait avoir les quatre palatinats, c'est-à-dire tout le pays situé entre la Pilica, la Vistule et le Bug (plus de mille lieues carrées) ; le reste enfin (sept ou huit cents lieues carrées) (1) était laissé à la Prusse, à la condition, bien entendu, qu'elle reconnaîtrait et garantirait les acquisitions des deux cours impériales. Ce traité devait rester secret jusqu'au moment où ces cours jugeraient le moment convenable pour le produire à Berlin.

Lorsque Cobentzel eut consenti à tout, Markoff lui dit que l'impératrice s'engageait à concourir à la réalisation de tous les vœux qu'il avait exprimés, mais que, de son côté, elle espérait que l'Autriche lui prêterait un semblable concours. Cobentzel

(1) Ces chiffres diffèrent de ceux qui ont été donnés jusqu'ici. Les mesures agraires étaient alors fort inexactes; pour se fixer d'une manière seulement approximative il n'y a pas d'autre moyen que de mesurer ces frontières sur les cartes modernes, et d'évaluer l'étendue de chaque portion en comparant celle-ci aux provinces polonaises actuelles.

ayant demandé avec étonnement ce qu'il entendait par là, Markoff lui répondit que Catherine demandait à l'Autriche de souscrire au traité du 23 janvier 1793, et de lui promettre une entière réciprocité relativement à la Prusse. Jusque-là, il n'y avait rien à objecter, car ces demandes étaient tout à fait conformes aux idées du gouvernement autrichien et aux instructions reçues par Cobentzel; mais, à la grande surprise de ce dernier, Markoff continua : « Catherine demande encore, en cas de guerre avec la Turquie, que la convention de 1782 soit renouvelée ; surtout elle réclame l'érection d'un royaume de Dacie en faveur d'un prince russe, en échange de la Serbie et de la Bosnie qu'obtiendrait l'Autriche. Ici Cobentzel répondit sans hésiter qu'il n'était nullement autorisé à discuter une clause semblable : « Je suppose, dit-il, que l'empereur, par attachement pour l'impératrice, cédera encore sur ce point; mais pourquoi ne m'en avez-vous pas parlé plus tôt, afin que je pusse demander des instructions en conséquence? » Markoff lui répondit alors que, pour être vrai, il devait lui avouer que cette idée ne venait pas des ministres, mais de l'impératrice seule, qui y tenait fortement. Il espérait, ajouta-t-il, que Cobentzel se déciderait à signer, la guerre contre la Turquie paraissant alors plus éloignée que jamais. Après quelques pourparlers, Cobentzel signa en effet, car il ne doutait pas de l'approbation de l'empereur; toutefois il fit ajouter à la phrase relative au traité de 1793 la mention expresse et toute particulière de l'échange bavarois (1). On était donc également d'accord au sujet de la seconde déclaration.

« L'impératrice, y était-il dit, s'étant déclarée prête à aider l'empereur à obtenir les nouvelles indemnités auxquelles lui ont donné droit les frais et les sacrifices que lui a occasionnés la guerre, indemnités dont il a donné connaissance à la cour de Russie, l'empereur, de son côté, déclare accepter les engagements stipulés dans le traité prusso-russe de 1793 pour ce qui concerne les intérêts des deux cours impériales, l'échange de la Belgique contre la Bavière et les acquisitions russes en Pologne,

(1) Cette mention était superflue, car l'article 7 du traité approuvait l'échange. Aussi Thugut dit-il plus tard à Cobentzel qu'il aurait mieux fait de s'en abstenir, de peur que l'Angleterre et la Bavière ne vinssent à en avoir connaissance, ce qui ne pourrait manquer de produire une fâcheuse impression après le renoncement exprimé par l'Autriche.

acquisitions qu'il garantit dès aujourd'hui. En outre, les dispositions secrètes du traité d'alliance austro-russe relatives à la Porte Ottomane seront étendues à la Prusse; en conséquence, chacune des deux cours s'engage à secourir l'autre dans toute la mesure de ses forces, en cas d'attaque de la part de la Prusse. Si une nouvelle guerre vient à éclater entre les deux puissances et la Turquie, l'empereur promet de faire tout ce qui dépendra de lui pour que les conventions stipulées en 1782, dans la correspondance autographe de Catherine et de Joseph II soient réalisées, et pour que la Moldavie, la Valachie et le Bessarabie soient érigées en principauté indépendante en faveur d'un membre de la maison impériale de Russie. En échange, l'impératrice s'engage à donner à l'Autriche les provinces turques qui avaient été alors destinées à Joseph II. Elle déclare, en outre, qu'elle contribuera de toutes ses forces à assurer des dédommagements à l'Autriche, et, dans le cas où la fortune des armes ne permettrait pas à l'empereur de se les procurer en France, elle consent d'avance à ce qu'il s'empare de tous les pays possédés illégalement par Venise, ou à ce qu'il cherche ailleurs des acquisitions suffisantes et à sa convenance. Enfin, l'impératrice promet de secourir l'empereur avec toutes ses forces, si la Prusse se permet contre lui des démonstrations hostiles ou des actes de violence. »

Ces deux actes furent signés le 3 janvier 1795, par Ostermann, Besborodko, Markoff et Cobentzel, et la nouvelle en fut envoyée à Vienne en toute hâte. Quant à la Prusse, Catherine s'était chargée de répondre à sa dernière note, tout autant du moins qu'une réponse semblait nécessaire pour le moment. Alopeus remit donc au cabinet de Berlin, le 7 janvier 1795, un mémoire qui ne contenait pas la plus légère allusion aux projets des deux cours impériales, mais dont le ton dur et impérieux ne laissait aucun doute sur les intentions et les espérances de la Russie. « L'impératrice, disait ce mémoire, n'avait pu, sans un profond étonnement, entendre la Prusse poposer de laisser subsister la Pologne. C'était là un de ces désirs qui peuvent bien naître dans un cœur, mais qui doivent être aussitôt réprimés, car ils sont contraires à la nature même des choses. » Pour soutenir cette assertion, Ostermann rappelait la dernière insurrection, celle qui avait démontré d'une manière irréfutable la nécessité de

partager une terre si volcanique. « Dans la fixation de ce partage, continuait-il, nous sommes restés fidèles à la règle de conserver dans les mêmes proportions le pouvoir respectif des parties co-partageantes, à cette règle que la Prusse a si sévèrement observée à l'égard de l'Autriche lors de la dernière guerre contre les Turcs. » Puis il ajoutait, sur un ton amical, mais qui cachait mal une amère raillerie : « Nous mentionnons ce précédent sans crainte qu'on nous accuse de nourrir le moindre ressentiment de l'attitude prise alors par la Prusse, car le partage de 1793 a depuis lors montré au monde entier avec quelle ardeur nous avons contribué à l'agrandissement de cet État. » Examinant ensuite les prétentions des diverses puissances, il s'appliquait à prouver la modération et l'équité de celles de l'Autriche. Puis, venant à celles des Russes, il s'élevait au plus haut degré de fierté et d'arrogance. Bien loin de chercher encore à rejeter sur une des puissances allemandes la responsabilité de l'idée première du partage, il employait l'argument contraire pour prouver que la Russie avait droit à la plus forte part du butin. « On peut avancer hardiment, disait-il, que les droits de l'impératrice à une partie de la Pologne ne sont l'œuvre ni du moment ni du hasard, mais qu'ils sont le résultat de trente années de travaux, de soucis, d'entreprises colossales de toute nature. On peut avancer qu'à ce point de vue tous les avantages que la Prusse et l'Autriche obtiendront jamais en Pologne, leur seront donnés gratuitement et comme en présent. » Il n'était pas possible de définir plus nettement en quelques lignes la politique de Catherine, et de révéler avec une plus brutale sincérité le sort réservé à la Pologne. De ce coup d'œil jeté sur le passé, Ostermann tirait enfin des enseignements pour l'avenir : « Que la Prusse, disait-il, réfléchisse qu'en cédant elle consolidera son alliance avec la Russie, ce qui est bien plus important pour elle que toutes les considérations de frontières qu'elle a mises en avant jusqu'ici. Une telle conduite exercerait la meilleure influence sur la situation générale de l'Europe, tandis que ces espérances chimériques de paix avec la France, dont on a récemment fait tant de bruit, ne peuvent conduire à rien. »

Il était facile de conclure de cette note que la Russie était d'accord avec l'Autriche sur tous les points, qu'elle n'avait pas

pardonné à la Prusse son intervention dans sa dernière guerre avec la Turquie, que les deux cours condamnaient les prétentions de Frédéric-Guillaume dans la question polonaise, et que, dans le cas même où la Prusse ferait la paix avec la France, elles étaient décidées à ne pas céder. Dans ces circonstances, le cabinet de Berlin ne dut-il pas regarder comme une sorte d'ironie du sort que la diète de Ratisbonne, adoptant après une longue discussion la proposition de l'archevêque de Mayence, exprimât à une forte majorité un vœu en faveur de la paix, et sommât l'empereur et le roi de Prusse, le 22 décembre, de travailler de concert à cette œuvre bénie? A mesure que la politique des deux cours impériales se dessinait plus nettement et que la Prusse sentait davantage la nécessité de conclure la paix avec la France, elle reconnaissait aussi, de plus en plus clairement, l'impossibilité de traiter de concert avec l'Autriche.

LIVRE XI

PAIX DE BALE

CHAPITRE PREMIER

CHUTE DES JACOBINS

Les puissances européennes se montraient donc désireuses de conclure la paix avec la république. Examinons maintenant quelle tournure les événements avaient prise en France depuis la chute de Robespierre.

Le 9 thermidor fut un jour de joie pour Paris, et cette joie se communiqua bientôt à la France entière. Le pouvoir s'était tellement incorporé dans Robespierre, toutes les autorités locales, les sociétés populaires, les comités et les tribunaux révolutionnaires s'étaient tellement groupés autour du dictateur, que la chute de celui-ci ébranla l'édifice de l'État jusque dans ses fondements. Pendant quelques instants, nul à Paris ne voulut croire à un événement qui semblait impossible à tous. Le 8 encore, on avait enlevé aux prisonniers tous leurs effets et tout leur argent, et les malheureux, pleins d'une angoisse mortelle, s'attendaient à voir se renouveler les massacres de septembre; le 9 même, Henriot, au milieu du tumulte, avait fait conduire quatre-vingts condamnés à l'échafaud. La nouvelle de la catastrophe, signal de la délivrance, qui courut bientôt de bouche en bouche, apporta donc partout un bonheur inattendu. On se voyait tout à coup affranchi de la plus effroyable servitude, on pouvait de nouveau respirer librement, sans avoir sans cesse une

mort violente à redouter. Sans doute les dangers et les maux étaient grands encore; l'odeur du sang versé remplissait l'air; les lois établies par la tyrannie étaient encore en vigueur; mais l'espoir qui animait les cœurs faisait tout oublier, et la population s'abandonnait à la joie. Pendant toute la journée du 10 et la nuit qui suivit, des flots de peuple firent retentir les rues de leurs cris d'allégresse. Les séances du tribunal révolutionnaire étaient suspendues, le club des Jacobins était fermé, les membres de la municipalité avaient porté leur tête sur l'échafaud : tous les instruments de la tyrannie semblaient brisés à la fois. Parmi les vainqueurs, les dantonistes surtout appuyaient leur triomphe sur l'opinion publique. Pendant six mois Robespierre les avait poursuivis de ses menaces de mort, pour avoir, en novembre, conseillé la clémence et l'humanité; le moment était venu pour eux de prouver que Camille Desmoulins avait réellement sacrifié sa vie pour défendre ces principes de douceur. Aussi Legendre et Merlin de Thionville, Tallien et Fréron visitaient-ils sans relâche les prisons, délivrant souvent par centaines ceux qu'elles renfermaient, sans attendre plus d'enquête pour les élargir qu'on n'en avait demandé pour les incarcérer. Le temps n'était pas loin encore où aucun d'eux ne l'avait cédé en cruauté à Robespierre; aujourd'hui, leurs bons sentiments se manifestaient d'une manière tout aussi arbitraire que l'avait fait leur haine. Habitués qu'ils étaient à n'obéir qu'à l'inspiration du moment et aux circonstances, la justice politique avait toujours consisté pour eux à suivre le torrent de l'opinion.

De tout autres sentiments dominaient à la Convention. Les membres du Comité de Salut public, Collot d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot et Barère, ainsi que les partisans qu'ils comptaient au Comité de Sûreté générale et dans les rangs de la Montagne, se sentaient les vrais fondateurs de l'ère nouvelle. C'étaient les débris ou au moins les anciens alliés du parti hébertiste, les véritables représentants du système de la terreur, que des motifs d'ambition personnelle avaient seuls séparés de Robespierre. Ils n'avaient fait que se défendre le 9 thermidor; pour eux ce jour n'inaugurait pas un nouveau système; au contraire, il consolidait l'ancien; ils n'avaient combattu que pour empêcher la dictature de Robespierre, et pour assurer à leur

parti la continuation de l'œuvre révolutionnaire. L'émotion générale leur causait une colère mêlée d'étonnement; Billaud s'éleva violemment contre la suspension du tribunal révolutionnaire; lorsqu'on voulut recomposer ce tribunal, Barère proposa de nouveau Fouquier-Tinville comme accusateur public; mais, à sa grande surprise, une tempête d'indignation accueillit sa proposition, et une accusation criminelle fut prononcée contre Fouquier. Peu de temps après, un autre ami et esclave de Robespierre, Lebon, le redoutable proconsul du département du Nord, fut désigné à la justice vengeresse de la Convention, et son arrestation préventive fut décrétée sans opposition. Le même sort frappa quelques instruments subalternes du pouvoir tombé; cependant une accusation portée contre Maignet, le bourreau de Bedouin, resta d'abord sans effet. Peu à peu, les sentiments de la Convention se dessinèrent plus nettement. Le parti modéré, le centre et les débris de la droite, habitués depuis un an à garder un silence passif, reprirent bientôt cette attitude, et le pouvoir resta de nouveau exclusivement à la Montagne. Toutefois Barère et Billaud ne purent réussir à faire prévaloir leurs idées. Les plus ardents d'entre les montagnards ne voulaient plus que ce fussent les Comités qui gouvernassent, mais bien la Convention tout entière, et ils demandaient qu'on mît une fois pour toutes l'Assemblée à l'abri du despotisme de ces Comités. Ils provoquèrent donc, dès le 11 thermidor, de nouvelles élections et une réorganisation complète du gouvernement. Le Comité de Salut public fut composé de deux ardents Jacobins, Laloi et Eschasseriaux, de deux dantonistes, Thuriot et Tallien, et de deux membres du premier Comité de Salut public (avril 1793), Bréard et Treilhard. L'opinion qui prévalut parmi ces nouveaux membres fut qu'il fallait que la Convention mît un terme aux excès de la tyrannie, mais qu'elle ne devait à aucun prix abandonner le système suivi jusque-là. On voulait bien écarter les partisans de Robespierre, les égorgeurs et les assassins, mais sans amoindrir légalement la toute-puissance du gouvernement révolutionnaire. Le tribunal révolutionnaire fut donc conservé et réorganisé; il devait continuer à rendre ses sentences conformément aux décrets du temps de la terreur, à l'exception de la loi du 22 prairial. Le seul adoucissement que

put obtenir Bourdon de l'Oise fut que nulle condamnation n'aurait lieu désormais sans que des projets de trahison ou de contre-révolution fussent bien clairement prouvés. Le club des Jacobins lui-même se rouvrit dans les premiers jours d'août. Il avait été décidé qu'il serait soumis à une nouvelle épuration, et que tous les partisans de Robespierre en seraient exclus; mais « les frères et amis » se montrèrent indulgents les uns envers les autres, et conservèrent tous ceux qui assuraient n'avoir pris aucune part à la révolte de Robespierre pendant la nuit du 9 thermidor (1). Le club put donc reprendre ses séances comme auparavant; on l'entendit de nouveau fulminer contre les aristocrates, les égoïstes et les riches, et exhorter la Convention à étouffer le lâche modérantisme à force d'énergie révolutionnaire.

Néanmoins, les événements poursuivaient leur cours. Depuis le mois d'avril, le gouvernement avait reçu tous ses organes de la main de Robespierre; chaque mesure dirigée par les nouveaux gouvernants contre le parti tombé enrayait donc immédiatement un rouage de système gouvernemental. Une réorganisation de la garde nationale était indispensable; deux fois, le 31 mai et le 9 thermidor, Henriot, commandant général de cette milice, avait menacé la Convention dans son existence; en conséquence, on résolut de supprimer cette dignité dangereuse et de renouveler l'état-major tous les cinq jours, au moyen des commandants de districts. De la sorte, il devenait impossible, sans doute, qu'un parti s'emparât soudainement de la force armée de la capitale, mais aussi la Convention ne pouvait plus compter sur l'influence qu'elle exerçait autrefois sur la masse de la garde nationale. Après de longs débats, les nouvelles attributions des Comités du gouvernement furent réglées le 13 août. Au lieu de concentrer, comme autrefois, tous les pouvoirs dans la main d'un Comité de Salut public permanent, on décida que trois membres de ce Comité en sortiraient au commencement de chaque mois, et ne pourraient y rentrer qu'un mois plus tard; puis on déclara que la Convention, dans son ensemble, serait désormais le centre unique du gouver-

(1) Dubais, *C. N.*, 4 octobre : « L'épuration n'était qu'une vaine formalité. » — Ardouin aux Jacobins, 7 vendémiaire : « Les aristocrates se chargèrent d'abord de l'épuration; mais bientôt le club mit fin aux menées des *messieurs*, qui ne voulaient conserver que d'honnêtes gens. »

nement, mais que les affaires seraient réparties entre seize Comités, savoir : Comité de Salut public, pour la diplomatie et la guerre ; Comité de sûreté générale, pour la haute police ; Comité de législation, pour l'administration intérieure et les tribunaux ; Comité militaire ; Comité des finances ; Comité des postes ; Comité de la marine, etc. Par ce système, on atteignait le but que l'on poursuivait, on prévenait toute possibilité de dictature ; mais il est facile de comprendre aussi qu'une assemblée de plus de six cents membres ne pouvait traiter les affaires avec suite et unité. Il arriva bientôt que les différents Comités, indépendants les uns des autres et agissant simultanément, s'entravèrent mutuellement et tendirent souvent à des buts contraires. Au sein même de la Convention, la nouvelle organisation, en appelant un bien plus grand nombre de membres à participer aux affaires, mit en évidence une plus grande masse de médiocrités et d'idées étroites, et l'action du gouvernement au dehors souffrit naturellement de ce manque d'unité dans la direction.

Cinq jours plus tard, la Convention se vit forcée de prendre une autre mesure, d'une non moins grande portée. Les comités révolutionnaires avaient été, nous nous en souvenons, les instruments les plus actifs et les plus redoutables du système de la terreur. Ils étaient partout étroitement unis aux clubs ; depuis le commencement de l'année surtout, Robespierre avait eu soin de ne les composer que de partisans dévoués, auxquels il avait accordé ainsi un pouvoir illimité sur la liberté de leurs concitoyens. C'eût été un contre-sens pour ceux qui venaient de renverser Robespierre que de laisser un demi-million d'ennemis en possession d'un tel pouvoir : la Convention décida donc, le 18 août, qu'à l'avenir il n'y aurait plus qu'un comité par district, et qu'à Paris, le nombre de ces comités, qui était de quarante-huit, serait réduit à douze ; les commissaires de la Convention ou le Comité de sûreté générale devaient en nommer les membres, qui devaient être tenus de se conformer, pour les arrestations, à des règles légales strictement établies.

Le 21 août vit encore tomber une autre institution du temps de la terreur. Bourdon de l'Oise demanda l'abrogation de la loi qui accordait une rémunération de 40 sous par séance à tous les citoyens présents aux assemblées des sections. Cette loi avait été jadis

réclamée par Danton afin que les ouvriers animés de sentiments démocratiques pussent être assidus aux séances des assemblées; mais un rapport de Cambon fit connaître que, depuis quelques mois, on n'avait jamais vu, dans aucune section, plus de trois cents citoyens présents, bien que les comptes en eussent porté deux et trois fois plus. Cambon représenta, en outre, que les assemblées fréquentes n'étaient que des occasions de désordre, et il demanda qu'à l'avenir ces assemblées n'eussent plus lieu que les jours de décadi, qui étaient les dimanches du calendrier républicain. La Convention adopta ces deux motions sans résistance.

Après les comités révolutionnaires et les assemblées des sections, le nouveau gouvernement arriva enfin aux autorités locales et aux sociétés populaires des départements, lesquelles avaient montré partout le plus grand zèle pour les principes de Robespierre. Les agents du Comité de Salut public et des commissions ministérielles en avaient choisi les membres avec soin parmi les partisans dévoués du système tombé, et un changement radical semblait être ici une question d'existence pour le nouveau pouvoir. En conséquence, les commissaires de la Convention en mission dans les départements reçurent l'ordre de soumettre le personnel des clubs et des municipalités à un examen et à une épuration sévères, et afin que cette réforme fût bien faite comme on le désirait, une grande partie des représentants en mission furent rappelés et remplacés par des partisans du nouvel ordre de choses.

Toutes ces mesures montrèrent au pays quelle était la signification du 9 thermidor. Plus tout ce qui était démocrate ou Jacobin s'était groupé depuis quelques mois autour du drapeau de Robespierre, plus la chute du parti de ce dernier fut radicale. Les commissaires de la Convention, eussent-ils voulu agir différemment, n'en avaient pas le choix. S'ils ne voulaient pas que les partisans de Robespierre continuassent à régner dans les municipalités, les clubs et les comités révolutionnaires, il fallait qu'ils y appelassent les modérés, les propriétaires. les constitutionnels, la classe moyenne enfin, si opprimée jusque-là. De toutes parts, sur leur ordre, les prisons se rouvrirent, les milliers d'infortunés qui y étaient renfermés rentrèrent dans leurs demeures, et passèrent même trop souvent de la captivité à l'exercice du pouvoir politique. Mais presque tous trouvaient leurs maisons vides et dévas-

tées. Il était peu de familles qui n'eussent à déplorer l'exécution d'un ou de plusieurs de leurs membres; les comités révolutionnaires, après avoir mis les maisons et les biens des prisonniers sous le séquestre, avaient en cent endroits brisé eux-mêmes les scellés; partout les coffres avaient été pillés et les meubles enlevés. D'honorables familles, riches jadis, se trouvaient tout à coup, sans l'ombre d'un crime ou d'une accusation, déshonorées et réduites à la misère. Le mécontentement était immense et général; d'un bout de la France à l'autre, des millions d'hommes demandaient à grands cris vengeance et réparation. Les clubistes, devant lesquels la bourgeoisie avait tremblé jusque-là, étaient partout emprisonnés à leur tour; les accusations de vol, de pillage, de malversations, de crimes de tout genre, s'élevaient contre eux, plus menaçants de jour en jour. « Partout les vrais patriotes sont poursuivis, partout l'aristocratie relève sa tête hideuse, » écrivaient les Jacobins dans leur fureur impuissante. Dans la capitale même, les décrets récemment rendus avaient tout transformé. La bourgeoisie dominait de nouveau dans les assemblées des sections; les derniers restes des *tape-dur* disparaissaient des rangs de la garde nationale; la jeunesse des classes riches et élégantes se réunissait dans les cafés pour y organiser des démonstrations contre les Jacobins; chaque jour le Palais-Royal était le théâtre de rixes sanglantes. Les sections se pressaient incessamment à la barre de la Convention, pour crier vengeance contre les anciens comités révolutionnaires. Au grand mécontentement de l'Assemblée, on demandait le rétablissement des élections populaires pour tous les emplois, la liberté du commerce intérieur, la paix avec l'Europe. La presse, que le 9 thermidor avait délivrée de toute entrave, excitait et entretenait partout la fermentation. La terreur n'avait pas aboli la loi qui proclamait la liberté absolue de la presse, mais elle envoyait à la guillotine les journalistes qui lui déplaisaient. Aujourd'hui donc qu'une volonté arbitraire n'avait plus le pouvoir de faire tomber les têtes, la presse n'était retenue par aucun frein, et cette arme redoutable poursuivait les Jacobins avec une rage non moins impitoyable que celle qu'elle avait déployée contre la royauté, trois ans auparavant. La Convention était, pour le moment, en désaccord complet avec un parti odieux à tous; aussi les gazettes

et les sections lui témoignaient-elles le plus grand dévouement; mais, au fond, nul n'avait confiance en elle. On méprisait, au contraire, la plupart des députés, ceux surtout qui avaient pris part aux crimes de la terreur, et on désirait ardemment un ordre de choses nouveau, dans lequel, à l'ombre de lois protectrices, le sort du pays pût être confié à des hommes instruits et honorables.

Le gouvernement était donc faible dans son organisation, faible par l'absence de principes solidement établis, faible par sa rupture avec ses anciens partisans, et faible par le mépris de ses alliés actuels. Il poursuivait en tâtonnant sa route incertaine, sur un sol que faisaient trembler toutes les passions. Dans une telle situation, l'accord ne fut pas de longue durée entre les vainqueurs du 9 thermidor. Les hébertistes Collot d'Herbois et Billaud-Varennes siégeaient au nouveau Comité de Salut public à côté des dantonistes Thuriot et Tallien; la haine sanglante qui avait toujours séparé les deux factions avait cédé un instant, en thermidor, devant le danger commun; mais elle se réveilla bientôt, plus irréconciliable que jamais. Les anciens membres du Comité se voyaient en butte à la jalousie de la Convention, qui leur faisait payer cher leur ancien pouvoir; les autres reconnaissaient plus clairement chaque jour quelle direction prenait la volonté populaire, et de quelle manière ils pouvaient se rendre la foule favorable. Quelques-uns d'entre les dantonistes avaient, en outre, des motifs particuliers qui les poussaient à rompre avec les hommes de l'ancien Comité. Fréron, qui avait été uni à Camille et à Lucile Desmoulins par les liens d'une amitié enthousiaste, avait juré une haine mortelle aux hébertistes du Comité, auteurs de la mort de ses amis. Il se réunit à quelques hommes du parti modéré, pour attaquer par la presse les anciens possesseurs du pouvoir. Leur journal, l'*Orateur du peuple*, ouvrit une polémique de jour en jour plus ardente contre tous ceux qui avaient, en quoi que ce fût, pris part à la politique de la dernière année. Tallien, lors de sa mission à Bordeaux, y avait connu la fille d'un riche banquier, Thérèse Cabarrus; jeune, belle, aimable, elle était alors séparée de son mari, M. de Fontenay, juge au parlement, et elle ne tarda pas à répondre à la passion qu'elle inspira au tout-puissant député. Son influence amena bientôt un changement total dans la conduite de Tallien;

elle éveilla en lui les premiers sentiments d'humanité, et les Jacobins de Bordeaux ne tardèrent pas à s'irriter de la douceur soudaine du représentant envers les fédéralistes et les capitalistes de la ville. Aussitôt Robespierre rappela son collègue, l'accabla de sa disgrâce, et fit arrêter madame de Fontenay, qui avait accompagné Tallien à Paris. Plus que tout autre donc celle-ci dut son salut au 9 thermidor; aussi redoubla-t-elle d'efforts pour décider Tallien à rompre complétement avec les terroristes. Les Jacobins la poursuivaient de leur haine et de leurs insultes; quant aux malheureux qu'elle arrachait par centaines à la prison et à l'échafaud, ils la nommaient *Notre-Dame de thermidor*. Elle était bonne et sensible, mais son esprit était peu remarquable et ses mœurs nullement sévères; on doit regarder comme un signe caractéristique de l'abaissement auquel Robespierre avait réduit la France qu'une telle femme ait pu y jouer un rôle politique.

La lutte que les dantonistes, ou, comme ils se nommaient eux-mêmes, les thermidoriens, se disposaient à soutenir se manifesta d'abord par de petites attaques journalières contre leurs adversaires. Le 19 août, Louchet s'étant plaint de ce que les aristocrates reprenaient le dessus et ayant demandé le rétablissement de la terreur, de nombreuses voix lui répondirent : « Pas de terreur, mais la justice! » Un autre montagnard, Charlier, vint à son secours : « Justice pour les patriotes, terreur pour les aristocrates! » dit-il. « Non, cria-t-on de nouveau, justice pour tout le monde! » — « Nous demandons, dit Tallien, un jugement sévère contre tous les ennemis du pays, mais nulle autre distinction que celle qui doit exister entre les bons et les mauvais citoyens... Nous demandons la liberté de la presse pour protéger la république et pour pulvériser les fripons; la liberté de la presse ou la mort! » Le 26, un membre demanda que les fonctionnaires fussent élus par le peuple; ce fut le signal d'une tempête générale. « On veut des élections, cria-t-on de la Montagne, maintenant que l'hydre de l'aristocratie relève hardiment la tête dans les sections. » Le soir même, les Jacobins déclarèrent que cette proposition constituait une trahison envers la patrie, et s'engagèrent à la combattre dans toutes les sections. Le 27, ils envoyèrent à la Convention une députation nombreuse chargée de demander la liste nominale de tous les prisonniers élargis, et de

mettre le gouvernement révolutionnaire en garde contre les tendances vers la faiblesse qui commençaient à se manifester. Le fauteuil de la présidence était occupé ce jour-là par Merlin de Thionville, un des plus ardents d'entre les thermidoriens; pour toute réponse, il exhorta sévèrement les Jacobins à être en toute chose soumis aux lois; mais quelques-uns de ses amis, tels que Bentabolle et Lecointre de Versailles, poursuivirent la députation de leurs attaques, accusant ceux qui en faisaient partie d'être des intrigants et des séides de Robespierre, sur lesquels le gouvernement avait les yeux. Lecointre était un homme passionné, honnête, mais sans consistance, que cette scène mit hors de lui. Dans le cours de la séance, la gauche réussit encore à faire écarter des plaintes portées par le département de Vaucluse contre les cruautés de Maignet; puis, le lendemain, elle renvoya aux Comités une motion de Fréron relative à la liberté de la presse, en leur demandant un rapport sur la répression des abus. Alors Lecointre ne se contint plus; sans écouter les observations de ses amis, il résolut d'aborder le mal en face; le 28, il annonça une accusation en règle contre sept membres des anciens comités. Tallien avait cherché à l'en dissuader, mais une fois qu'il eut ouvert la lutte, son parti ne l'abandonna pas. Tallien monta à la tribune immédiatement après lui, pour développer plus longuement la nature et les devoirs du gouvernement révolutionnaire. Il ne formula aucune proposition, mais son discours fut une sévère critique de l'ancien système de gouvernement, et le vaste programme d'un gouvernement nouveau. Les thermidoriens proclamaient aussi ouvertement que possible leur séparation d'avec la Montagne.

Les autres fractions de la gauche ne s'en rapprochèrent que plus étroitement; le lendemain, toutes étaient prêtes à recevoir les attaques de Lecointre. Celui-ci, au milieu du silence général, présenta vingt-six chefs d'accusation contre Collot d'Herbois, Billaud-Varennes et Barère, du Comité de Salut public, et contre Vouland, Vadier, Amar et David, du Comité de Sûreté générale, auxquels il reprochait d'avoir été les complices de Robespierre et d'avoir pris part à tous les crimes du temps de la terreur. Nul homme en France n'eût pu contester la vérité et la justesse de ces accusations; cependant, la question qui se pré-

sentait ici était de la plus haute gravité pour la Convention. Celle-ci devait-elle, en présence de l'indignation générale, sanctionner par un mensonge officiel les atrocités qui avaient été commises, ou devait-elle, en flétrissant ces atrocités comme elles méritaient de l'être, s'exposer à succomber elle-même pour y avoir participé? Goujon, l'un des plus jeunes des membres de la Montagne, dépeignit cette situation en termes passionnés : « En accusant le Comité de Salut public, dit-il, on accuse la Convention qui a souffert si longtemps la tyrannie de Robespierre! » Puis il demanda que, pour sauver le pays, la discussion cessât à l'instant. La majorité était visiblement pour lui; ce que voyant, les accusés demandèrent avec instances la continuation des débats, afin de pouvoir prouver leur innocence. Un long tumulte s'ensuivit. Vadier monte à la tribune, un pistolet à la main, et déclare qu'il mettra fin à ses jours si on refuse de l'écouter. Enfin Thuriot, le président, profitant d'un moment de calme, obtient que l'Assemblée passe à l'ordre du jour et déclare que les membres accusés ont toujours agi conformément aux vœux du peuple. Mais la Montagne ne se tient pas pour satisfaite; elle avait vu les hésitations de ses adversaires et les craintes du centre, elle demande donc le 29 que la discussion soit reprise, et que Lecointre soit sommé de fournir ses preuves. Cela donne lieu à une scène révoltante : Lecointre, qui n'est nullement préparé, ne peut produire les pièces nécessaires; les vingt-six chefs d'accusation sont lus encore une fois au milieu d'un bruit effroyable et d'insultes réciproques, puis la Convention rejette l'accusation comme calomnieuse.

La Montagne venait de remporter une victoire complète à la Convention; mais l'opinion publique lui était si évidemment hostile à Paris, et les rapports des départements étaient si unanimes dans le même sens, que Billaud et ses collègues reconnurent eux-mêmes que leur position n'était plus tenable. Le 1er septembre, ils se retirèrent volontairement du Comité de Salut public; Tallien jugea convenable de suivre leur exemple, et Lecointre lui-même, vivement attaqué par la gauche, se démit de ses fonctions de secrétaire. Cela n'empêcha pas les Jacobins de l'exclure solennellement du club, ainsi que Tallien et Fréron. Pendant quelques jours encore, la gauche conserva son influence

sur la Convention; les places devenues vacantes au Comité furent données à d'ardents montagnards; une adresse fulminante des Jacobins de Dijon reçut l'accueil le plus favorable; une motion tendant à l'abolition du maximum fut écartée, et les lois pénales rendues contre les émigrés furent remises en vigueur dans toute leur cruauté.

Mais ce triomphe ne devait être que de courte durée. De tous côtés, à Paris, se préparait l'orage qui devait changer radicalement la position respective des divers partis.

Nous avons vu que le comité révolutionnaire de Nantes, dirigé par Carrier, non content d'égorger les Vendéens par milliers, avait encore envoyé un transport de cent trente-deux prisonniers au tribunal révolutionnaire de Paris. Le procès, ayant été retardé, ne commença qu'à la fin d'août, alors que le tribunal venait d'être reconstitué et qu'une transformation s'était opérée aussi bien dans l'esprit du gouvernement que dans l'opinion publique. Jusque-là, vu l'interruption de toutes les relations avec la Vendée, on ne savait que vaguement à Paris qu'il se livrait dans ce pays une guerre à outrance, aussi acharnée d'un côté que de l'autre; mais l'interrogatoire de ces accusés dévoila à quelles atrocités inouïes ils avaient été en proie; les tortures infligées aux enfants, les outrages subis par les femmes, les noyades en masse, les horreurs des prisons envahies par la peste, les orgies brutales de bourreaux, tout cela fut dépeint sous les plus effroyables couleurs. La foule des assistants, frémissante d'indignation, devenait toujours plus compacte dans la salle du tribunal, la ville entière se demandait en tremblant s'il était possible que de telles cruautés eussent été commises, et des cris de vengeance retentissaient de toutes parts, répétés par des milliers de bouches. Ces malédictions unanimes inquiétaient d'autant plus les Jacobins, que les nouvelles les plus défavorables leur arrivaient également des départements. Les clubs de Sedan et de Saint-Omer s'étaient complétement séparés d'eux; à Caen, le peuple célébrait la mémoire des Girondins morts sur l'échafaud; dans le département de l'Ain, les plus considérables d'entre les Jacobins étaient arrêtés comme malfaiteurs. La violence du peuple croissait avec le danger. « Les crapauds du marais lèvent la tête, dit Duhem; tant mieux, elle sera plus facile à couper! »

Le club obtint l'emprisonnement d'un de ses membres qui s'était chargé de la défense des Nantais. Les Jacobins étaient prêts à assumer sur eux toute la haine qui poursuivait le comité de Nantes.

Le 10 septembre au soir, au moment où Tallien rentrait chez lui, il fut assailli par un inconnu qui lui cria : « Scélérat, il y a longtemps que je t'attends ! » et qui, ayant déchargé sur lui son pistolet, s'enfuit et disparut dans l'obscurité. Il fut impossible de suivre sa trace, et cet attentat resta impuni ; mais les thermidoriens profitèrent de ce prétexte pour attaquer violemment les Jacobins à la Convention. Merlin de Thionville énuméra d'une voix tonnante toutes les menaces de meurtre et de rébellion proférées par le club, aux applaudissements frénétiques du centre et des tribunes. Il termina en disant que, si l'on ne voulait pas fermer le club, il fallait au moins que pas un député ne remît le pied dans ce repaire de brigands. A ces mots, la colère de la Montagne éclata dans toute sa violence. Alors, pour la première fois depuis le 9 thermidor, Durand Maillane se leva des rangs du centre pour déclarer que les clubs affiliés constituaient un danger pour tout gouvernement, quel qu'il fût. Enfin, la Convention décida que le Comité de Salut public présenterait un rapport sur la situation du pays.

Le soir même, une inquiétude visible se manifesta au club. Il était évident que si le centre sortait enfin de sa réserve à la Convention, comme il l'avait fait ce jour-là, la majorité était perdue pour les Jacobins. En vain Collot d'Herbois chercha-t-il, le 11, à conjurer ce danger ; une motion faite par lui dans le but d'obtenir que les prisonniers délivrés fussent réincarcérés resta sans résultat. Meaulle réclama tout aussi vainement l'élargissement des patriotes emprisonnés pour des délits ordinaires. Merlin coupa court aux débats en demandant laconiquement si la Convention voulait soustraire les voleurs et les fripons à l'action de la justice ? Le procès des Nantais se termina le 14 septembre. Le tribunal révolutionnaire les déclara tous innocents et victimes d'une révoltante tyrannie, et, en même temps qu'il prononçait leur mise en liberté, il donna l'ordre de décréter d'accusation les membres du tribunal de Nantes. Cette décision augmenta encore la fureur des Parisiens contre les Jacobins ; ceux-ci ne pouvaient

plus se montrer au Palais-Royal, ni même dans les rues, sans être en butte aux injures de tous les jeunes gens, qui commençaient à s'organiser régulièrement pour cette lutte de la rue : ils portaient des habits gris à collets noirs, de hautes cravates, et un crêpe au bras, en souvenir des victimes de la terreur; leur arme fut d'abord une lourde canne; mais plus tard Fréron et Tallien, s'étant occupés d'eux, donnèrent des sabres et des fusils à cette *jeunesse dorée*, et l'exercèrent aux manœuvres militaires. Le gouvernement, que la désorganisation générale privait de tout moyen de répression, était impuissant à rétablir la paix dans les rues et tolérait forcément le désordre. Ce fut en vain que, le 20 septembre, Robert Lindet, le moins détesté des membres de l'ancien Comité de Salut public, convenant très-adroitement, dans un rapport sur la situation du pays, de tout ce que le moment actuel avait de triste et d'inquiétant, fit entrevoir une foule d'améliorations pour l'avenir, conseilla l'oubli du passé, et supplia les partis de ne pas attirer par leur soif de vengeance de nouveaux malheurs sur la France. Ce langage était celui d'un politique calme et sage; mais il dut paraître une amère raillerie aux millions d'infortunés qui avaient été si cruellement maltraités, pillés et offensés. « Comment, dirent ceux-ci, peut-on parler d'amnistie lorsque rien ne nous garantit contre le retour des malheurs passés ? lorsque Billaud et Collot siégent encore à la Convention, lorsque Maignet continue à exercer ses fureurs à Avignon, lorsque les Jacobins demandent sans cesse, par leurs députations et leurs adresses, la réincarcération des prisonniers élargis ? » Pendant la séance même où Lindet avait fait entendre ses inutiles exhortations, la Convention avait reçu une députation de Lyon, qui avait dépeint simplement, mais d'une manière émouvante, la triste situation de cette ville. Ici encore, une foule de spoliations vulgaires étaient venues se joindre aux persécutions politiques, et la Convention irritée ordonna aux Comités de lui présenter sous trois jours un rapport à ce sujet. Il n'avait encore été question jusque-là que des crimes de la terreur; mais, dès le lendemain, on eut un exemple des menées actuelles des Jacobins. Serre et Auguis, commissaires en mission à Marseille, écrivirent que le club procédait à de nouveaux massacres dans les prisons et se mettait en rébellion ouverte contre les envoyés de la Con-

vention. Quelques jours plus tard, on apprit qu'une insurrection avait éclaté dans la ville, que la vie des commissaires avait été menacée, et que l'intervention des troupes de ligne avait été nécessaire pour rétablir l'ordre. On revint alors sur la guerre de Vendée, sur les crimes des colonnes infernales, sur les cruautés des généraux Thureau, Huchet, Grignon. Tous ces faits, auxquels la Convention avait docilement applaudi du temps de Robespierre, soulevèrent en ce moment un cri unanime d'indignation, et les généraux que nous venons de nommer furent mis en accusation sans que personne songeât à les défendre. Chaque jour on apprenait de nouveaux actes de la licence effrénée des clubs : le club de Marseille avait mis un nouveau bataillon à la disposition de ses frères de Paris; un autre avait blâmé les commissaires de la Convention, pour avoir nommé de nouveaux fonctionnaires sans l'avoir consulté; un troisième avait proclamé les clubs les seuls véritables organes de la volonté du peuple. Comme toujours, les Jacobins de Paris l'emportaient sur tous les autres; ils s'agitaient dans les différentes sections, y suscitaient des troubles de tout genre chaque fois qu'une adresse de dévouement à la Convention y était discutée, accusaient leurs adversaires de royalisme, et menaçaient d'extermination tous ceux qui osaient leur résister. Ces violences donnaient lieu à une foule de dénonciations, d'arrestations, de mesures de police, et soulevaient de plus en plus la bourgeoisie contre ces incorrigibles fauteurs de désordres.

Les thermidoriens crurent le moment favorable pour faire une seconde tentative contre les chefs de la faction ennemie. Le 3 octobre, Legendre porta de nouveau une accusation criminelle contre Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Barère. Cambon essaya de défendre Barère, son ancien collègue au premier Comité de Salut public. « L'homme, dit-il, qui avait produit secrètement, peu de temps avant le 31 mai, un acte d'accusation contre Robespierre, Danton et Pache, ne pouvait être le complice du premier. » Mais, à ce souvenir de services anciens et douteux, Clauzel en opposa d'autres. « Billaud-Varennes et Barère, dit-il, n'ont-ils pas appuyé la loi du 22 prairial? Ne sont-ce pas eux qui ont immolé le plus de victimes dans les semaines qui ont précédé la chute de Robespierre? N'ont-ils pas proposé, l'un de

prolonger la permanence du Comité de Salut public, l'autre de nommer Fouquier-Tinville accusateur public? » Collot d'Herbois vint avec fermeté et le front haut au-devant de l'accusation : « Carnot, Prieur et Lindet ont toujours agi de concert avec nous, dit-il. Tous les membres du Comité de Salut public sont solidaires les uns des autres. Si nous sommes coupables, la Convention, qui pouvait faire chaque jour ce qu'elle a fait le 9 thermidor, ne l'est pas moins que nous. » Puis il développa les motifs qui avaient empêché le Comité de renverser plus tôt Robespierre, et il termina en se déclarant convaincu que son accusateur n'était mû que par des sentiments honorables et patriotiques. Son assurance produisit l'effet qu'il en attendait : une certaine hésitation se manifesta dans l'Assemblée, et lorsque Merlin de Thionville proposa de renvoyer l'accusation à l'examen d'une commission, le parti de la Montagne souleva un tel tumulte que Bréard demanda et obtint l'ordre du jour pur et simple, en faisant valoir la joie que ces discordes ne pouvaient manquer de causer aux étrangers.

La gauche venait de l'emporter encore une fois; mais ce triomphe n'était que le résultat momentané d'un effort suprême fait pour conjurer le danger, et ne constituait nullement un changement dans la situation. Le 6, Carnot, Lindet et Prieur quittèrent le Comité de Salut public; le 7, la Convention leva l'état de siége qui pesait sur Lyon et rendit à cette ville son ancien nom, auquel la terreur avait substitué celui de *Commune-Affranchie*. Le 13, Merlin mit la Convention en flammes en produisant une dépêche de Nantes, laquelle annonçait qu'un adjudant général venait de faire jeter dans la Loire, sans droit ni jugement, trente-neuf femmes et enfants dont quelques-uns étaient encore à la mamelle. Une effroyable tempête éclata alors contre les terroristes. De nombreuses voix demandèrent la mise hors la loi du cannibale; mais Merlin s'écria : « Non, je demande qu'il soit arrêté et traduit devant le tribunal révolutionnaire; il fera connaître à quels atroces tyrans on voulait livrer notre patrie. » Cette motion l'emporta; le tribunal révolutionnaire reçut l'ordre d'interrompre toute autre affaire pour instruire le procès des membres du comité nantais. L'acte d'accusation fut prêt dès le lendemain; les discussions commencèrent aussitôt,

et donnèrent lieu à Paris à une nouvelle manifestation de l'opinion publique. Sous cette impression, les Comités du gouvernement osèrent enfin se prononcer d'une manière décisive contre le puissant club. Le 16 octobre, Delmas présenta en leur nom un projet de loi qui interdisait « toutes affiliations, ainsi que toutes correspondances en nom collectif entre sociétés populaires », ordonnait à chacune de ces sociétés de dresser la liste exacte de ses membres, et décidait qu'à l'avenir toutes les pétitions devraient être individuellement signées. Ces mesures laissaient à chacun le droit de manifester ses opinions personnelles, mais elles rompaient le réseau redoutable formé par les affiliations corporatives dont les Jacobins avaient couvert la France, et au moyen desquelles ils l'avaient gouvernée pendant trois ans. Ce projet donna lieu à des débats d'une extrême violence. La gauche protesta énergiquement contre une telle atteinte portée aux principes éternels des droits de l'homme et contre un tel mépris du mérite patriotique, tandis que les Thermidoriens, et surtout Bourdon, firent ressortir le danger de laisser subsister cette aristocratie dangereuse, cette puissance rivale de la Convention que formaient les clubs. Merlin, Bentabolle, Rewbell appuyèrent vivement ces paroles; une foule d'ardents montagnards, qui jusque-là étaient restés neutres entre les hébertistes et les dantonistes, se rangèrent du côté de la majorité, et le décret fut voté séance tenante, article par article. Les Jacobins frémissaient de rage en se voyant imposer ces nouvelles entraves, mais ils n'osèrent résister ouvertement. Lejeune reprocha amèrement aux anciens héros de son parti d'avoir conservé à cette occasion un silence coupable. « Nous sommes depuis six mois dans la plus pénible des situations, répondit Billaud-Varennes; en parlant, nous aurions nui à notre cause, loin de la servir. » « Oui, reprit Fayau, l'aristocratie nous étouffe, un million de fainéants aspirent à gouverner la France; déjà le mot de populace recommence à se faire entendre. » Bassal chercha à les rassurer : « Une loi semblable, dit-il, a déjà été rendue en 1791; mais le club n'a pas tardé à s'affranchir de toute entrave... Il n'est que trop vrai, ajouta-t-il, que, pour le moment, l'opinion publique est hostile au club, mais ayons confiance en l'avenir. »

En attendant, le torrent des représailles grossissait et s'éle-

vait toujours davantage contre eux. Chaque séance du tribunal révolutionnaire dévoilait de nouveaux crimes des terroristes nantais. Aujourd'hui encore, nous ne pouvons lire le récit de ces débats sans frissonner d'horreur; quel effet ne devaient-ils donc pas produire sur la masse des auditeurs, alors que les atrocités mises au jour étaient encore si récentes? Le nombre de ces forfaits était trop considérable pour qu'il fût possible de les nier ou de chercher à les pallier; aussi, dès le début du procès, les accusés eurent-ils recours pour se défendre au dernier expédient : ils répétèrent sans cesse qu'ils n'avaient été que des instruments passifs dans la main de Carrier, le tout-puissant commissaire de la Convention. Ils ne réussirent pas à se disculper, mais chaque jour ils entassaient de nouvelles charges contre leur chef. Avec le désespoir de criminels dont la culpabilité est notoire, ils se plaignaient amèrement de ce qu'on les poursuivait, eux les agents, tandis que leur maître, l'instigateur de tous leurs crimes, siégeait dans les rangs des législateurs. « Carrier! » s'écriaient-ils, et bientôt des milliers d'assistants répétèrent après eux : « Carrier! Carrier! » La Convention reculait encore à l'idée de poursuivre un de ses membres; mais l'excitation du peuple la força à agir. Le 20 octobre, André Dumont aborda cette question délicate. Tallien, tout en convenant que la Convention ne pouvait plus se taire, demanda que l'on prît les plus grandes précautions pour éviter le retour des meurtres judiciaires en matière politique, et il proposa l'établissement d'une commission spéciale chargée de faire un rapport sur la conduite à tenir. Le parti modéré profita de cette occasion pour conquérir encore plus de terrain.

Quelques jours auparavant, il avait déjà été question des soixante-treize députés qui, après avoir signé dans l'été de 1793 une protestation contre le 31 mai, avaient été emprisonnés en septembre, et, depuis lors, avaient été mainte fois menacés de la mort. Un de leurs amis se leva alors à la Convention. « Vous demandez avec raison, dit-il, qu'on observe envers Carrier les règles de la justice; vous voulez un rapport, des preuves, des débats; rien de plus juste ni de plus nécessaire. Mais aucune de ces règles n'a été observée en faveur des soixante-treize députés prisonniers; personne ne les a interrogés, nulle preuve n'a été

produite contre eux. Le rapport les concernant, qui devait être fait il y a plus d'un an, ne l'est pas encore. Je demande que la Convention ordonne leur mise en liberté et les rappelle dans son sein. » La majorité résista; quelques Thermidoriens mêmes montrèrent de l'hésitation. « C'est une grave question, dit Thuriot; c'est la question de savoir si nous ferons le procès à la révolution du 31 mai, à ce jour auquel la Révolution a dû son énergie victorieuse, à ce jour qui a sauvé la France. La Convention, dans l'état où elle est, veut faire le bien, rejetons tout système qui tendrait à lui enlever son harmonie. La réintégration des soixante-treize députés pourrait devenir un levier terrible dans la main de ceux qui ne veulent pas cette harmonie dans la représentation nationale. »

En effet, cette mesure pouvait changer totalement le caractère de la Convention. Jusqu'alors la lutte n'avait existé qu'entre les fractions de la Montagne, dont l'une se rapprochait du centre dans l'espoir d'y trouver un appui qui lui permettrait d'enlever le pouvoir à l'autre; mais le retour des soixante-treize députés pouvait assurer une forte majorité au centre et à la droite, car très-souvent on ne comptait pas plus de deux cent cinquante membres présents aux séances; alors les dantonistes, qui jusqu'à la fin de 1793, avaient rivalisé de fureur avec les autres fractions de la Montagne, se seraient vus exposés à subir des représailles semblables à celles qu'eux-mêmes préparaient en ce moment aux hébertistes. Ni Tallien ni Merlin n'étaient disposés à permettre un désaveu du 31 mai. Cette proposition les saisit tellement, qu'ils ne voulurent pas même écouter la requête d'une section de Paris qui demandait l'abolition de la loi sur les suspects.

Mais l'opinion publique, et, ce qui est plus encore, la logique inexorable des faits furent plus fortes que leur volonté. Le 23 octobre, les Comités présentèrent un projet de loi sur la marche à suivre lorsqu'un député serait accusé. Les formalités protectrices n'étaient pas épargnées; il fallait d'abord que les deux Comités de gouvernement déclarassent qu'il y avait lieu à examen; puis on devait former une commission de vingt et un membres désignés par le sort; ensuite venait l'enquête, exclusivement sur les points indiqués par les Comités; puis le rapport de la commission, pour faire connaître s'il y avait lieu à accusation; puis, trois jours

plus tard, les débats de la Convention, débats auxquels l'accusé pouvait prendre part ; enfin la décision de la Convention et le renvoi de l'accusé devant le tribunal compétent, lequel, de son côté, devait se prononcer exclusivement sur les chefs d'accusation désignés par la Convention, sans avoir égard à tout autre délit. Il s'écoula près d'une semaine avant que cette marche si compliquée fût définitivement adoptée; pendant ce temps, l'agitation devint de plus en plus forte à Paris; les Jacobins cherchaient à travailler les ouvriers des faubourgs; une société qui leur était dévouée, le *club électoral*, présidée par un ardent fanatique nommé Babœuf, prêchait ouvertement la révolte contre la Convention. Le gouvernement dut user d'énergie; il ordonna la dissolution du club et fit arrêter les principaux agitateurs; puis, le 29, les Comités déclarèrent qu'il y avait lieu à examen contre Carrier. Aussitôt la commission des vingt et un fut formée et l'instruction commença.

Il était facile de prévoir ce qui arriverait si l'on ne réussissait à étouffer le procès dès le début; les membres de l'ancien Comité de Salut public ne s'y trompaient pas. Si les terroristes nantais n'avaient fait qu'obéir à Carrier, Carrier, à son tour, n'avait agi que par les ordres du Comité. La même logique qui atteignait le représentant menaçait infailliblement les têtes de Billaud-Varennes et de Collot d'Herbois. Dans cette extrémité, Billaud , le 3 novembre, sortit aux Jacobins de sa réserve habituelle. Un orateur venait de tonner contre les accapareurs, contre la *jeunesse dorée*, contre Tallien et Fréron; un autre s'était plaint de ce que, dans le procès de Carrier, il n'était fait nulle mention des crimes des Vendéens. Alors Billaud se lève à son tour; il déclare que les machinations qui ont amené les massacres du Champ de Mars recommencent à Paris; « mais, dit-il, le lion n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil il extermine tous ses ennemis. Les armées sont en présence, les patriotes sont dans les tranchées, la brèche est ouverte, le peuple va se réveiller et livrer un assaut formidable. » Des applaudissements prolongés couvrent ce discours menaçant.

Le club fondait alors tout son espoir sur la triste situation à laquelle l'approche de l'hiver réduisait les classes laborieuses. La législation communiste de l'automne précédent, après avoir ruiné

en quelques mois l'agriculture, l'industrie et le commerce, menaçait maintenant ses propres auteurs. Jusqu'en thermidor, la capitale, et les prolétaires en particulier, avaient comparativement peu ressenti les effets de cette législation, car l'État approvisionnait Paris au moyen des perquisitions, et procurait des ressources aux démocrates grâce à la solde de l'armée, des comités révolutionnaires et des assemblées populaires. Mais maintenant que ces sources étaient taries, la misère était effroyable. Les convois de blé n'arrivaient qu'à grand'peine, le manque de combustible se faisait sentir de la manière la plus inquiétante, les denrées coloniales les plus nécessaires, le sucre, par exemple, ne se trouvaient presque à aucun prix. Les lois sur les accapareurs et sur le maximum subsistaient toujours; mais depuis que ceux qui les transgressaient n'étaient plus mis aux fers, nul ne s'y soumettait. Quiconque n'avait que des assignats à offrir en payement était forcé de les donner à une valeur nominale vraiment fabuleuse, ou de se contenter du rebut des marchandises. Dans de telles circonstances, ces lois ne faisaient que créer des entraves au commerce, et, par conséquent, à l'alimentation du peuple. Plusieurs fois déjà il avait été question à la Convention d'abolir le maximum; mais l'opposition de la Montagne et la crainte des prolétaires avaient toujours fait différer l'adoption de cette mesure. Les Jacobins auraient regretté de ne plus pouvoir présenter au peuple affamé le mépris de la loi comme la source unique de ses maux, et exciter par là les basses classes à de nouvelles luttes contre la bourgeoisie.

La majorité de la Convention appréciait toute l'étendue de ces dangers. Le 4 novembre, un rapport sur le maximum est demandé aux Comités; le 5, Bentabolle dénonce les paroles séditieuses prononcées aux Jacobins par Billaud-Varennes. Aussitôt la Montagne se soulève avec bruit; mais la majorité ne se laisse pas intimider. Tallien déclare que toutes les menées des démagogues n'ont pour but que de soustraire des coupables sanguinaires à la juste vengeance qui les attend. Bourdon rappelle que la Convention a jadis, avec raison, appelé les classes pauvres à se lever contre l'aristocratie; mais il ajoute que, de même que cela se voit dans les incendies, des éléments corrompus se sont bientôt mêlés à elles, dans la personne des égorgeurs et des voleurs qui s'agitent aujourd'hui pour empêcher le rétablisse-

ment de l'ordre. « Les Jacobins seuls s'agitent, s'écrie Legendre; mais, en cas de révolte, vous aurez pour vous le peuple tout entier. Agissez contre ceux de vos membres qui osent prêcher la rébellion, et fiez-vous pour le reste à votre Comité de Sûreté générale; il saura comprimer toutes les factions. »

Dès lors, chaque jour vit se produire des scènes semblables. Au premier mot, les discussions dégénéraient en luttes et en violences, la haine remplissait la salle, et des injures personnelles étaient échangées entre les rangs de la gauche et ceux de la droite. Un jour, le centre demandait qu'il fût interdit aux députés de faire partie du club; le lendemain, la Montagne demandait qu'il leur fût interdit d'écrire dans les gazettes. La gauche retentissait de violentes menaces chaque fois qu'on tentait de toucher au maximum, et d'augmenter par là, disait-elle, le prix des subsistances du pauvre peuple; la droite produisait des rapports sur la tyrannie impudente exercée jusque-là par les clubs de Dijon et d'Avignon.

Les séances des Jacobins n'étaient pas moins orageuses. On s'y élevait contre les faits inouïs qui se renouvelaient chaque jour; on s'y plaignait de ce que le tribunal révolutionnaire admettait les dépositions des Chouans et des Vendéens contre les patriotes nantais; on y accusait Tallien de trahir la patrie, et de conseiller une paix honteuse avec les puissances étrangères.

Le 9 novembre (19 brumaire) la commission des vingt-et-un annonça que son opinion était formée sur Carrier, et qu'elle présenterait son rapport le surlendemain. Le moment décisif approchait; tous le sentaient, et les Thermidoriens résolurent de devancer leurs adversaires par un rapide coup de main. Dans la soirée, la *jeunesse dorée* redoubla d'activité dans tous les cafés du Palais-Royal, demandant à grands cris la fermeture des Jacobins; enfin une forte colonne se mit en marche vers le club. Les Jacobins, très-nombreux ce soir-là, étaient en séance; les tribunes étaient remplies comme d'habitude; beaucoup de femmes même étaient mêlées à ces démocrates. A l'approche des ennemis, les portes sont barricadées; mais les assaillants font pleuvoir dans la salle une grêle de pierres à travers les fenêtres qui volent en éclats; alors les Jacobins, sous la conduite de quelques députés montagnards, tentent d'échapper par une sortie au danger qui les menace. Une affreuse

mêlée s'établit dans la rue; les Jacobins ont le dessous et sont refoulés dans la salle. Les femmes, qui cherchent à fuir, sont saisies et fouettées pour la plupart, tandis que la foule se répand en railleries contre les *furies de la guillotine*, les élèves de Robespierre. Le tumulte était à son comble, lorsque parurent des patrouilles de police et des membres des deux Comités; ceux-ci entrèrent en pourparlers et obtinrent qu'on laissât sortir librement les Jacobins, mais ils ne purent empêcher que les sarcasmes et les insultes les plus sanglantes ne les accueillissent au passage.

Quoique cette émeute ne fût pas comparable aux combats populaires qui avaient eu lieu précédemment ni à ceux qu'on vit se renouveler plus tard, elle fut mortelle pour l'existence politique de ce club jadis si puissant. Les attaques dirigées contre lui n'avaient suscité nulle émotion au dehors, pas un bras ne s'était levé pour le défendre, les ouvriers euxmêmes ne songeaient plus qu'à leur faim et à leur misère; tous ces symptômes étaient écrasants pour les Jacobins. Quelle ne fut pas la colère de la Montagne lorsque, sur sa demande de vengeance, le Comité de Sûreté générale déclara froidement que la fermeture du club était le meilleur moyen d'empêcher le retour de semblables désordres. La gauche réunit toutes les ressources de sa dialectique, de sa passion, de ses poumons, et réussit à obtenir qu'un nouveau rapport fût demandé aux Comités. A son instigation, une députation d'un district démocratique vint, le 11, demander à la Convention, avec toute la phraséologie de 1793, le châtiment des infâmes émeutiers; mais, malgré les cris et les trépignements de la Montagne, la Convention passa outre, impatiente qu'elle était d'en venir à l'ordre du jour, qui appelait à la tribune le rapporteur des vingt et un. Dès que celui-ci parut, un imposant silence succéda au tumulte. Le rapport écartait avec soin tous ceux des crimes de Carrier dont la responsabilité devait peser sur ses supérieurs; mais il présentait encore une longue suite de griefs, et concluait en déclarant, au nom de la commission, qu'il y avait lieu de mettre Carrier en accusation. D'après l'ordre établi, la parole revenait ensuite à l'accusé. Carrier parla pendant plusieurs heures, souvent avec passion, quelquefois en proie à un trouble profond. Il s'appliqua uniquement à établir qu'il n'avait fait qu'obéir au Comité, à la Convention et à la loi,

qu'il n'avait fait que défendre la sainte cause de la liberté contre les fanatiques de la Vendée. Dès l'ouverture des débats, la Convention s'était attendue à ces arguments ; aussi ce discours ne produisit-il aucun effet. En dépit de l'opposition énergique de la Montagne, l'arrestation préventive de Carrier fut ordonnée.

A l'heure même où Carrier franchissait le seuil de la prison, le gouvernement prononçait sur le sort du club dont les applaudissements avaient si fréquemment encouragé ses forfaits six mois auparavant. Le 12, le Comité de Salut public annonça à la Convention que le gouvernement avait fait fermer le club des Jacobins la nuit précédente. « Ils osaient rivaliser avec vous, dit Laignelot ; ils annonçaient que la brèche était ouverte ! Ils apprendront qu'il n'y a en France qu'une république et qu'une Convention. » Les acclamations prolongées de la Convention et des tribunes sanctionnèrent cette communication.

La majorité se réjouit, à bon droit, de ces importants succès. La chute du club avait fait disparaître le foyer le plus dangereux des menées et des intrigues du parti hostile ; les poursuites exercées contre Carrier avaient ouvert l'attaque contre l'ancien Comité de Salut public. Legendre renouvela ses plaintes contre Billaud-Varennes et ses amis, et l'hostilité de l'Assemblée était si évidente, que la gauche elle-même imposa silence à Billaud et l'empêcha de laisser éclater sa colère. Les discussions relatives à la mise en accusation de Carrier remplirent cinq séances, durant lesquelles les plaintes les plus vives sur les maux causés par la terreur arrivèrent à la Convention de toutes les parties de la France. Dans les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aveyron, des masses de paysans paisibles avaient été arrêtés, les marchands avaient été persécutés, les riches dépouillés. Un tribunal révolutionnaire avide de sang, établi à Nîmes, avait répandu le meurtre et la terreur dans toute la contrée environnante ; le nom de Courbis, président de ce tribunal, qui envoyait arbitrairement les prisonniers à l'échafaud, aux galères ou dans les marais de Cayenne, était maudit dans tout le Midi. On apprit avec un étonnement mêlé de colère que les tribunaux sanguinaires établis par Couthon dans le Puy-de-Dôme, le Cantal et la Corrèze avaient continué à fonctionner trois mois après le 9 thermidor, et avaient emprisonné tous les riches, sans autres motifs

que leurs richesses. L'excès de la misère avait fini par produire une irritation et une fermentation également excessives. A Montbrison, une secte nombreuse s'était groupée autour d'un prêtre constitutionnel, dans le but de quitter une patrie maudite et d'aller à Jérusalem fonder un nouveau royaume sous la domination de Jésus-Christ. Des faits analogues se produisaient dans le département de l'Ardèche, où les créatures de Couthon avaient porté la même terreur que dans le Puy-de-Dôme, et où les paysans allaient au fond des montagnes, comme trois ans auparavant, demander aux prêtres non-assermentés un adoucissement aux maux que leur faisait souffrir la Révolution. Mais la soif de vengeance l'emportait encore sur le désir de consolations célestes. Il n'y avait pas, dans cette région du Sud, un seul département où les magistrats ne s'attendissent de jour en jour à une explosion contre les Jacobins.

A l'Ouest de la France, en Vendée, en Bretagne, la guerre civile n'avait pas été interrompue un seul instant, et quoiqu'elle n'eût plus des proportions aussi considérables que l'année précédente, elle n'avait pas cessé d'étendre le théâtre de ses entreprises.

Depuis les grandes victoires remportées au dehors par la république, les rebelles de ces contrées avaient perdu, sans doute, l'espoir de renverser la constitution; mais il était évident que si l'on persistait dans le système de sévérité impitoyable employé jusque-là, les insurgés continueraient à combattre avec le courage du désespoir, et la république dépenserait inutilement ses meilleures forces à cette triste guerre. Les généraux qui commandaient dans l'Ouest répétaient sans cesse au Comité de Salut public que la masse de la population ne poursuivait plus un but politique, et qu'il serait difficile de la maîtriser tant que chaque individu combattrait pour défendre sa vie et ses biens; selon eux, une amnistie générale pouvait seule ramener le calme dans ces provinces. Malgré toute l'horreur que leur inspiraient les actes de Robespierre, les chefs actuels du gouvernement avaient peine à se décider à user d'une telle clémence envers des royalistes rebelles; mais les événements et l'opinion publique les entraînèrent presque malgré eux, et l'amnistie fut décrétée par la Convention le 1er décembre. Le rapport qui

accompagnait le projet de loi était l'œuvre de Carnot; nul n'osa le contredire lorsqu'il déclara que, conformément aux lois alors en vigueur, non-seulement tout homme armé, mais tout prêtre réfractaire, tout fédéraliste, tout habitant de la Vendée qui avait eu quelque rapport avec les rebelles méritait la mort; mais que plus des deux tiers de la population se trouvaient dans ce cas, et qu'en continuant à se conformer aux lois on prolongerait indéfiniment la guerre civile. Le décret qui fut alors rendu, et qui promettait un entier pardon à quiconque déposerait les armes avant un mois était donc la condamnation officielle de la politique de terreur du dernier gouvernement.

Dans ces circonstances, Lecointre ne fut plus accusé de calomnie lorsque, le 5 décembre, il renouvela ses accusations contre les membres des anciens Comités. Une députation du malheureux village de Bédouin venait de se présenter à la barre de la Convention et avait excité l'indignation de l'Assemblée par la peinture des maux auxquels ce village avait été soumis; sur quoi Legendre s'était écrié : « Carrier noyait les habitants de Nantes, Lebon remplissait Arras de ses cruautés, Maignet égorgeait à Orange, et le Comité de Salut public restait silencieux en présence de tant de forfaits! Je demande que ses membres soient appelés à rendre compte de leur conduite! » Ce fut alors que Lecointre se leva et déclara qu'il avait actuellement en mains les preuves nécessaires pour appuyer son accusation. Et, presque sans discussion, ainsi que l'autorisait la nouvelle loi, la Convention rendit un décret qui enjoignait aux trois Comités du gouvernement de lui présenter, dans le plus bref délai possible, un rapport sur Bédouin et sur tout ce qui s'y rattachait.

Le parti renversé voyait tous les coups l'accabler successivement. Après avoir offert une amnistie aux Vendéens, on ne pouvait plus se refuser à la réintégration des soixante-treize députés prisonniers, auxquels on n'avait à reprocher que la manifestation de leurs opinions, sans qu'ils se fussent rendus coupables de rébellion ni d'autres délits. Le 8 décembre, ils reprirent possession de leurs sièges, aux cris de joie du centre, ainsi que trois autres membres exclus d'une manière tout aussi arbitraire. La majorité se trouva par-là assurée aux fractions modérées, et les chefs des Jacobins comprirent que leur sort était dé-

cidé. Le lendemain, Grégoire aborda une question plus brûlante encore : il présenta une requête par laquelle Lanjuinais, Girondin proscrit, demandait aussi sa réintégration. Lanjuinais avait été banni, comme Buzot et Vergniaud, pour avoir protesté contre la révolution du 31 mai; déclarer qu'il avait été poursuivi injustement, c'était reconnaître que le 31 mai avait été un coup de main inique, et condamner d'une manière écrasante la validité du pouvoir de la Convention depuis ce jour mémorable. La majorité était irrésolue ; n'osant pas rejeter ouvertement une demande que soutenait l'opinion publique, elle se borna à demander sous trois jours un rapport aux Comités. Tandis que ceux-ci délibéraient, les partis s'agitaient de plus en plus au dehors. Les ouvriers du faubourg Saint-Antoine, exaspérés par la faim et le froid, présentaient pétition sur pétition. Les Jacobins avaient appelé à Paris les membres des anciens comités révolutionnaires de tous les départements, afin de se trouver en force en cas d'explosion. Quant à la bourgeoisie parisienne, elle assistait, avide de vengeance, aux derniers débats du procès des Nantais, débats dans lesquels Carrier portait un front fier et calme, et montrait malgré ses crimes une telle assurance et un tel mépris de la mort, que les assistants en étaient effrayés et révoltés tour à tour. Le tribunal prononça la sentence le 16 décembre. Il déclara Carrier et deux de ses coaccusés passibles de la mort; quant aux autres, quoique convaincus des crimes qui leur étaient imputés, ils furent acquittés comme n'ayant pas eu d'intentions contre-révolutionnaires. Les trois condamnés furent aussitôt conduits au lieu de l'exécution, mais leur mort fut impuissante à calmer l'irritation causée par l'acquittement de leurs complices. La fureur devint telle à Paris, que la Convention se vit forcée de faire arrêter de nouveau ces malheureux, et de reconstituer le tribunal qui avait rendu un jugement si contraire à l'équité.

Ce fut au milieu de ces agitations que les Comités présentèrent leur rapport sur les Girondins proscrits. Ce rapport, très-court d'ailleurs, était l'expression fidèle de l'anxiété générale et de l'incertitude de la situation. « Par suite, dit Merlin de Douai, des mêmes sentiments patriotiques qui leur ont fait élargir les soixante-treize députés prisonniers, les Comités demandent que

les proscrits ne soient plus poursuivis, mais qu'ils ne soient pas non plus réintégrés à la Convention. » C'était une amnistie au lieu d'une restauration; on offrait des garanties personnelles aux victimes du 31 mai, pour garantir également le souvenir du 31 mai. La droite murmura et demanda une discussion. « Voulez-vous, s'écria Merlin, soulever l'opinion publique contre la révolution tout entière? » — « Nous ne demandons pas de grâce, reprit Saladin, mais seulement justice en faveur de nos collègues; s'ils sont coupables, qu'on les envoie à l'échafaud; s'ils sont innocents, qu'ils viennent ici reprendre leurs places. » Mais les Thermidoriens, qui tous avaient pris part au 31 mai, se rangèrent cette fois du côté de la gauche. « Un mot de plus sur cette question serait un malheur pour la patrie, » dit Legendre. Un affreux tumulte s'éleva alors dans l'Assemblée; les rappels à l'ordre du président se perdaient au milieu du bruit, la droite demandait que la question fût mise aux voix, la gauche réclamait l'expulsion et l'arrestation des perturbateurs. Enfin le président déclara que les conclusions des Comités étaient adoptées, et leva la séance.

Cette victoire, si péniblement remportée par la gauche, n'empêcha pas ses adversaires de recommencer bientôt leurs attaques. Le 24 décembre, un montagnard ardent fit un long discours sur les dangers de la patrie, prenant pour thème que la liberté du commerce ne profitait qu'aux usuriers et la liberté de la presse qu'aux aristocrates. Ses amis ayant demandé l'impression de ce discours, Legendre s'écria : « Combien de temps la Convention se laissera-t-elle encore duper par quelques coquins? » A ces mots, la gauche se soulève en masse; un de ses membres s'élance contre Legendre en brandissant sa canne, une rixe s'établit dans la salle même. Legendre déclare alors qu'il n'a entendu parler que des trois scélérats membres de l'ancien Comité de Salut public, déjà si souvent accusés par lui. Collot veut répondre; mais, malgré les efforts faits par ses amis pour lui assurer la parole, la majorité refuse de l'entendre et passe à l'ordre du jour. Chaque séance voyait recommencer la lutte. La droite, les yeux fixés sur sa proie, demandait sans cesse une prompte décision. Le 25, on apprit que les Jacobins s'agitaient de nouveau à Marseille : « Naturellement, dit Couturier; les criminels conti-

nueront partout leurs mouvements tant que leurs chefs resteront impunis; pourquoi les Comités hésitent-ils à faire leur rapport sur la dénonciation de Lecointre? » Le 26, Clauzel dénonça les excès des Jacobins de Paris, et demanda que le rapport des Comités fût présenté le lendemain. « Toute la France, s'écria-t-il, réclame la punition des maîtres de Carrier. C'est en vain que ceux-ci protestent que Robespierre était leur ennemi, et qu'ils n'ont agi qu'en vue d'amener la chute du tyran; nous savons ce qui en est. Robespierre voulait les bannir pour ne pas partager la tyrannie avec eux; ils ont aidé à le renverser pour exercer seuls la tyrannie. » A peine a-t-il cessé de parler, que la majorité demande la mise aux voix et la conclusion immédiate. Alors Duhem, un des plus violents d'entre les Jacobins, s'écrie de sa place : « Si Clauzel, que je regarde comme un infâme calomniateur, ne prouve pas ses accusations, je déclare que je l'assassinerai moi-même. » Ces mots mettent l'Assemblée en feu; on tente d'arracher Duhem à la tribune; on veut le conduire en prison; mais il tient bon, dénoue sa cravate, comme pour se préparer à la lutte, et renouvelle ses injures. Enfin la majorité passe à l'ordre du jour, se contentant de lui fermer la bouche par le mépris.

Conformément à la motion de Clauzel, les Comités présentèrent le 27 le rapport si instamment demandé. Ils déclaraient dans ce rapport qu'il n'y avait pas lieu à examen à l'égard de Vouland, Amar et David, mais qu'il y avait lieu à l'égard de Barère, Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et Vadier. Aussitôt la Convention, sans autre débat, conclut à la formation de la commission des vingt-et-un. Les accusés témoignèrent une grande joie de ce qu'on les mettait enfin en mesure de réfuter toutes les calomnies auxquelles ils étaient depuis si longtemps en butte, et de rompre un silence que leurs ennemis, tout en le leur imposant, voulaient faire passer pour un aveu de leur culpabilité.

Cinq mois s'étaient écoulés depuis le 9 thermidor. Collot, alors président de la Convention, avait obstinément refusé la parole à Robespierre; maintenant, il remerciait la Convention de la lui accorder à lui-même par une accusation de crime capital. Dans la ville, la *jeunesse dorée* avait adopté une chanson ayant pour titre *le Réveil du Peuple*, et tandis qu'à la Convention les différentes

fractions démocratiques se poursuivaient de leur haine mutuelle, on entendait les citoyens chanter au dehors :

Peuple français, peuple de frères,
Peux-tu voir sans frémir d'horreur
Le crime arborer les bannières
Du carnage et de la terreur?

CHAPITRE II

RESTAURATION DES GIRONDINS

Pendant que le sort de Carrier, de Billaud-Varennes et de Collot d'Herbois était ainsi l'objet d'orageuses discussions, l'hiver était arrivé, et Paris offrait un tableau inconnu depuis des siècles dans cette grande capitale. Pendant un an, pas un homme n'y avait été sûr d'une heure d'existence, la crainte d'une mort prochaine avait oppressé tous les esprits, l'absence complète de lois et de sécurité avait paralysé toutes les forces, émoussé toutes les jouissances, brisé tous les liens de famille, de voisinage, de société. Soudain la tyrannie venait de cesser, et tout semblait renaître à une vie nouvelle. Lorsqu'une population, après avoir fui devant l'explosion d'un volcan, revient dans sa patrie, elle cherche, au milieu des ruines et de la désolation, les lieux qui lui étaient chers, travaille à s'y établir de nouveau, et, malgré des privations de tout genre, oublie dans sa joie toutes les souffrances passées; telle était la situation, tels étaient les sentiments des Parisiens après la mort de Robespierre. Chaque jour, à chaque pas, on rencontrait des traces des maux que la France avait eu à subir. Il était bien peu de familles qui n'eussent payé leur tribut à l'échafaud ou à la guerre; tous les habitants, quels que fussent leur état et leur position, avaient été frappés dans leurs affections ou dans leur bien-être. Nous avons vu comment le gouvernement de Robespierre, par ses illégalités et ses violences, avait réduit au silence tous les partis, toutes les classes de la population, et avait paralysé toutes les industries. Personne ne voulait plus travailler, car nul n'était sûr de recueillir le fruit de son

travail ; peu à peu l'État était devenu le seul propriétaire, le seul agriculteur, le seul fabricant, le seul marchand du pays. Les conséquences de ce funeste système s'étaient déjà fait sentir du vivant de Robespierre ; après la chute du dictateur, elles se manifestèrent davantage de mois en mois. Les récoltes avaient été abondantes pendant l'année qui venait de s'écouler, mais la perversité des hommes l'avait emporté sur la libéralité de la nature, et, dès l'automne, on vit se produire dans les subsistances une cherté qui dégénéra avec l'hiver en véritable disette. Tous les ouvriers des campagnes avaient été enlevés pour les armées, les chevaux avaient été pris par les réquisitions, les propriétaires de terres avaient été emprisonnés par milliers, les paysans avaient été éloignés des marchés par les prix dérisoires du maximum. Aussi les plaintes les plus amères arrivaient-elles de toutes les villes ; nulle part les magistrats ne pouvaient réussir, même avec les plus grands efforts et au prix des plus grands sacrifices, à se procurer le blé nécessaire. La viande était un peu moins rare que le pain dans la plupart des départements, car, la loi du maximum ayant oublié de tarifier le bétail vivant, les paysans en avaient tué le moins possible sous Robespierre. Maintenant, moyennant un bon prix, ils en apportaient sur les marchés en quantité suffisante ; mais la capitale était de toutes les villes de France celle qui profitait le moins de cet avantage, vu que depuis des siècles, elle recevait ses approvisionnements des provinces de l'Ouest, de la Bretagne et de la Vendée, qui étaient en ce moment ravagées par la guerre civile. Pendant l'été déjà, les bouchers n'avaient vendu de viande aux habitants que sur des cartes délivrées par la police ; en automne, la portion quotidienne de chaque citoyen avait été réduite à un quart de livre. Des milliers de gens, assez aisés d'ailleurs, vivaient donc depuis plusieurs mois d'herbes et de légumes ; on remplaçait le pain par des pommes de terre, qui étaient assez abondantes à Paris depuis qu'Hébert et son parti avaient ordonné, sous peine de mort, de cultiver ce tubercule dans tous les jardins de luxe. Les riches mêmes, lorsqu'ils donnaient un repas, ajoutaient à leur invitation la prière que chaque convive apportât son pain. Tous les matins, les boutiques de boulangers étaient assiégées par une

foule affamée qui s'y était réunie dès le milieu de la nuit malgré la rigueur du froid, et qui, aussitôt que les contrevents s'ouvraient, se précipitait en désordre pour obtenir quelques onces d'une pâte humide et gluante que la faim seule pouvait donner le courage de manger. Vers la fin de l'hiver, le thermomètre marqua longtemps dix-huit degrés au-dessous de zéro, et au manque de vivres vint se joindre, par les mêmes motifs, une absence presque absolue de combustible. Les forêts étaient dévastées, les canaux et les routes n'étaient plus praticables, les entrepreneurs de flottage et les marchands de charbon évitaient les villes, où leurs marchandises leur étaient enlevées par la police ou par le peuple, et où ils ne recevaient en échange qu'un papier sans valeur. Il en était à peu près de même pour les produits de tous les genres d'industrie que pour ces objets de consommation usuelle. La plupart des fabriques étaient fermées depuis que l'État avait mis en réquisition les ouvriers et les matières premières. Le commerce extérieur n'existait plus; ce que la guerre en avait épargné avait été ruiné par la défense absolue de faire sortir l'argent français hors du pays; pendant plus d'un an le titre de négociant avait été tout aussi suspect aux Jacobins que celui de prêtre ou de noble. Chacun avait donc caché ses capitaux, suspendu son travail, rompu ses relations.

La chute de Robespierre avait modifié cette situation. Le maximum, qui n'avait jamais été complétement observé, en dépit de la terreur, devint un vain mot dès qu'on put le transgresser sans encourir les fers ou la mort. Les ouvriers, les fabricants, les marchands entrevirent de nouveau la possibilité de gagner de l'argent par leur travail, et une certaine activité recommença à se produire. Cependant de toutes parts surgissaient d'énormes difficultés. Les confiscations, vu leurs immenses proportions, avaient déplacé toutes les fortunes; la moitié des maisons de Paris appartenaient alors à la république et étaient vendues irrégulièrement et à vil prix. La valeur des assignats diminuait de jour en jour, et cette dépréciation ébranlait le crédit de l'État ainsi que celui des particuliers. Personne ne croyait encore pouvoir compter sur l'avenir, personne n'osait faire un placement durable, tout le monde regardait comme une folie de se refuser une jouissance pour épargner en vue d'un lendemain encore in-

certain. La joie et l'allégresse qui remplissaient les masses depuis le 9 thermidor se manifestaient donc avec une violence que n'arrêtaient nulle réflexion et nul obstacle. La vie avait depuis si longtemps perdu toute valeur, que maintenant on voulait à tout prix savourer les charmes de l'existence. Quiconque possédait une poignée d'assignats ou d'argent se hâtait de courir à quelque plaisir; on voulait boire à longs traits à la coupe des jouissances quelles qu'elles fussent. Les théâtres, qui s'étaient rouverts dès l'automne, étaient pleins chaque soir. L'intervention du public dans les représentations ajoutait encore à l'attrait de celles-ci : un jour, c'était un acteur connu pour être un partisan des Jacobins, que l'on forçait à faire à genoux amende honorable pour ses opinions politiques; le lendemain, c'était la *jeunesse dorée* qui envahissait la scène pour y mettre en pièces le buste de Marat; d'autres fois, la représentation était interrompue par des chants réactionnaires ou des querelles avec des Jacobins. Les cabarets et les cafés étaient témoins de scènes semblables et présentaient la même animation. Dans tous les quartiers de la ville, ils retentissaient chaque soir des sons de la musique et du bruit de la danse; on se souvenait qu'au temps de la terreur on avait dû, le cœur plein de haine et de douleur, danser par ordre aux fêtes nationales, et à ce souvenir, on se précipitait avec un redoublement d'ardeur dans le tourbillon des plaisirs. Mais cette gaieté même avait un caractère particulier; elle offrait des alternatives bien tranchées de vive lumière et de tristes ombres, empruntées aux souvenirs et aux émotions de la révolution. Les salons de la haute société présentaient également un mélange bizarre d'hommes d'État influents, de spéculateurs enrichis, de beautés éblouissantes et faciles; la politique marchait de concert avec le choc des verres et les intrigues d'amour; les femmes avaient adopté un costume que l'on nommait antique, mais qui n'était qu'inconvenant; la nouvelle aristocratie créée par la révolution se plongeait avec avidité dans le torrent des voluptés mondaines. Il était d'autres cercles où les personnes qui avaient perdu quelque parent sur l'échafaud étaient seules admises; là les toilettes de bal rappelaient les cheveux coupés et les collets rejetés en arrière des condamnés conduits à la guillotine, et les danseurs invitaient leurs danseuses avec un mouvement de tête

qui était censé imiter la chute de la tête séparée du corps! Dès que le froid se calmait un peu, de nombreux jardins s'ornaient de guirlandes de fleurs et de lampes aux couleurs variées, et les danses et les festins avaient lieu en plein air, à la clarté de la lune ou au feu des illuminations. Bientôt la foule qui se pressait à ces fêtes fut si considérable, que les anciens locaux ne suffirent plus à la contenir, et chaque jour en voyait ouvrir de nouveaux. Un spéculateur décora dans ce but la cour du couvent des carmes, dont les murs étaient encore teints du sang des victimes de septembre; un autre choisit le cimetière Saint-Sulpice, où la terre fraîchement remuée des fosses était à peine aplanie. Le sens moral avait été tellement émoussé et corrompu par la terreur, que ces bals imprégnés de sang et de putréfaction furent bientôt aussi fréquentés que tous les autres. Les plus affreux contrastes se présentaient donc partout. Après ces fêtes, la foule joyeuse, en se dispersant aux premières lueurs du matin, rencontrait dans les rues faiblement éclairées les ombres glacées et affamées qui commençaient dès deux heures à assiéger les portes des boulangers, et tandis que les boulevards qui formaient l'enceinte de la ville n'offraient aux regards que des images de plaisir et de luxe, il était dangereux de s'aventurer à un quart de lieue des portes. La misère, jointe à l'incurie du gouvernement, rendait les routes on ne peut plus dangereuses; chaque jour on entendait parler d'attaques livrées par des bandes nombreuses, et nulle voiture de poste n'osait plus sortir de la ville sans une bonne escorte.

Ces traits suffisent pour caractériser la situation et les dangers de cette époque. Les chefs du parti modéré reconnaissaient clairement qu'il fallait avant tout rouvrir les sources de la production et ramener le peuple dans les voies du travail; aussi ne se passa-t-il pas une semaine, à dater du mois de novembre, sans que ces questions occupassent l'Assemblée. On voyait se renouveler à cette occasion ce qui se produisait dans les luttes politiques. La gauche condamnait sévèrement tout ce qui s'écartait du système suivi jusque-là; elle déclarait qu'abolir le maximum et proclamer la liberté du commerce, c'était livrer le peuple à l'avidité des égoïstes, des accapareurs et des usuriers; que l'État était tenu de pourvoir à l'existence des citoyens; qu'en conséquence, il ne pouvait permettre qu'un marchand au cœur dur réduisît les

pauvres ouvriers au désespoir en demandant des prix exorbitants en échange de ses denrées. La majorité resta longtemps incertaine et hésitante. Les vices du maximum étaient évidents pour elle, mais elle redoutait les ébranlements que pouvait produire la brusque adoption de meilleurs principes. Il n'était que trop vraisemblable qu'en attendant que la production eût repris son essor, l'abolition des taxes forcées ferait hausser le prix des marchandises et accroîtrait encore la misère et le mécontentement des classes pauvres. L'idée première du maximum, si nous nous en souvenons, avait été inspirée par la distinction que les marchands établissaient entre le numéraire et les assignats; il était fort à craindre que l'abolition de ce même maximum n'augmentât cette distinction, c'est-à-dire qu'elle ne fît baisser encore la valeur du papier-monnaie; or, comme l'État vivait exclusivement d'assignats, tout autre mal, quel qu'il fût, semblait préférable à une nouvelle dépréciation. On procédait donc avec une extrême lenteur. Le 8 novembre, il fut prouvé de nouveau qu'il était impossible que le paysan donnât son blé au prix légal; différentes propositions se croisèrent, tendant à abolir peu à peu le maximum et à établir des prix différents pour le nord et pour le midi de la France; mais on finit par se borner à accorder aux paysans une petite augmentation sur le prix du blé. Après les productions intérieures, on s'occupa du commerce extérieur que la terreur avait ruiné à un égal degré. Le 9 novembre, Johannot demanda qu'on levât le séquestre auque avaient été soumis les biens des sujets des puissances belligérantes; naturellement ces puissances avaient usé de représailles, et Johannot put prouver que, si cette mesure avait acquis à la France pour environ 20 millions de biens étrangers, les citoyen français avaient, de leur côté, perdu pour plus de 50 millions de leurs biens. Néanmoins, il ne put encore triompher de l'opposition bruyante des Jacobins et entraîner la majorité. Un autre obstacle suscité au commerce était le droit illimité qu'avait tout fonctionnaire de faire des réquisitions. Nul négociant étranger n'osait plus envoyer de marchandises en France, de peur de voir ces marchandises arrêtées de l'autre côté de la frontière par le premier commissaire venu, qui s'en emparait moyennant un prix arbitraire et dérisoire. Ici, le gouvernement réussit, le 26 no-

vembre, à faire un pas important. Il obtint un décret qui prononçait la liberté du commerce extérieur pour toutes les denrées de première nécessité, et garantissait ces denrées contre toute espèce de réquisition; puis, le lendemain 27, cette liberté et cette garantie furent étendues à toutes les marchandises non-prohibées. Ce premier succès ranima les courages; le 2 et le 3 décembre, on discuta de nouveau la question du manque de pain, de charbon et de bois; le Comité de Salut public, pressé par le besoin, avait eu encore une fois recours à des mesures révolutionnaires; il avait ordonné par exemple, des coupes de bois si considérables que Cambon lui-même avait déclaré que, si l'on agissait de la même manière dans tous les départements, les forêts françaises seraient à jamais détruites. Le 7, des plaintes se produisirent au sujet de la rareté du lin et du chanvre; les uns proposèrent alors de faire des avances aux fabricants, les autres d'établir un conseil du commerce, etc.; mais Thibaudeau s'écria : « Tous les conseils, toutes les avances ne remédieront à rien; il n'est qu'un moyen de sauver la France, c'est de proclamer la liberté absolue du commerce et l'abolition du maximum. » D'autres voix se joignirent à la sienne, disant que le maximum était déjà aboli de fait par la force des choses, sans quoi, pas un seul marchand honnête ne pourrait depuis longtemps subsister. Enfin, les Comités reçurent l'ordre de faire un rapport sur cette grave question.

Ceci se passait au moment même où Carrier comparaissait devant le tribunal révolutionnaire, et où Lecointre renouvelait ses accusations contre Collot d'Herbois et ses amis.

Tandis que les Comités préparaient leur rapport et le discutaient article par article, la question qui les occupait se présentait sans cesse à la Convention sous des aspects nouveaux; chaque jour on découvrait de nouvelles conséquences du système d'anarchie auquel la terreur avait soumis la France. Le 10 décembre, un lugubre cortége parut à la barre de l'Assemblée; c'étaient les veuves et les enfants des citoyens guillotinés, dont les biens étaient échus en partage à l'État, en vertu des lois révolutionnaires. Les survivants venaient dépeindre toute l'étendue de leur misère : les magistrats avaient confisqué non-seulement les propriétés du mari, mais encore la fortune de la femme; non-

seulement les biens du père, mais encore le patrimoine maternel acquis aux enfants; en même temps que des maisons et des capitaux, ils s'étaient emparés des meubles, des habits, du linge, de tous les ustensiles du ménage, puis ils avaient jeté sans ressources dans la rue les malheureux qu'ils venaient ainsi de dépouiller. Dans un élan d'humanité, la Convention enjoignit aux Comités de redoubler d'attention dans la rédaction de leur rapport, et fit suspendre la vente des mobiliers. Mais ici des scrupules révolutionnaires se produisirent. « Si vous restituez les mobiliers, dit Lecointre, il faudra bientôt restituer également les biens; vous condamnez par là la révolution tout entière. Vous ne trouverez plus d'acquéreurs pour vos domaines et vous ruinerez vos finances, si vous enlevez aux assignats la base de l'hypothèque sur laquelle ils reposent. En un mot, vous ne pourrez plus désormais vous arrêter sur la voie de la réaction. » La Convention, dont la conviction n'était pas encore bien formée, se laissa effrayer par ces paroles et retira ses ordres. Huit jours plus tard, une question analogue fit naître les mêmes craintes. Merlin de Douai présenta, au nom du gouvernement, un rapport sur les paysans alsaciens qui avaient quitté leur pays dans l'automne de 1793, fuyant devant les fureurs d'Eulogius Schneider. Schneider en avait immolé plusieurs milliers; plus de trois mille autres s'étaient réfugiés au delà du Rhin, et avaient encouru par là les rigueurs de la loi contre les émigrés. La même chose s'était passée au Nord, sur les frontières de Belgique; à Lyon, une foule des plus habiles ouvriers avaient fui les horreurs de la guerre civile; sur trente mille métiers que renfermait cette ville, il n'en restait plus alors que dix-huit cents en activité. Il semblait important de rendre tous ces bras au travail; aussi Merlin obtint-il un décret qui sommait les fugitifs de rentrer dans leurs départements et de se présenter devant les commissaires en mission, lesquels seraient chargés d'examiner leur situation. Mais les députés de la Montagne se levèrent avec impétuosité : « Rien, dirent-ils, n'était plus délicat que les lois sur les émigrés; si l'on en laissait revenir un seul, n'importe pour quel motif, tous les autres se présenteraient sous le même prétexte, réclameraient leurs biens, priveraient par là les assignats de leur gage et donneraient le coup de la mort au crédit de l'État, déjà si ébranlé. » Grâce à ces

arguments, ils parvinrent à faire rapporter le décret. La Convention voulait bien rétablir la justice et la liberté dans la France régénérée; mais tous les émigrés, sans distinction, lui semblaient, comme les nobles et les prêtres, être des parties intégrantes, iniques et corrompues, de l'ancien régime.

Telles étaient les hésitations de l'Assemblée lorsque, le 22 décembre, le rapport sur le maximum lui fut présenté. Ce rapport, rédigé par Johannot et Giraud, concluait, comme on devait s'y attendre, à l'abandon total du système communiste. Il proposait un examen scrupuleux de l'état des finances, la liberté du commerce, la réduction des droits de douane, la restitution des biens ayant appartenu aux sujets des puissances belligérantes, et enfin l'abolition du maximum. La Convention décida d'abord que la discussion serait remise à trois jours, afin de laisser à ses membres le temps de mûrement réfléchir; mais ni amis ni ennemis ne purent se contenir aussi longtemps. Dès le 23, Lecointre rompit la glace; il proposa d'abolir le maximum en principe, mais de le laisser cependant subsister pour le blé, qui constituait l'aliment le plus nécessaire au peuple. Aussitôt une vive agitation se produisit de toutes parts. On représenta à Lecointre que, d'après son système, le paysan français devrait donner son blé pour 18 livres, tandis que l'État le payait journellement 50 livres aux marchands étrangers; que le propriétaire foncier devrait payer 10 livres au journalier la journée qui ne valait que cinquante sous trois ans auparavant; que tous les prix avaient augmenté dans la même proportion que celui de la main-d'œuvre; que les frais de culture dépassaient de beaucoup le prix du blé tel que l'avait fixé le maximum, etc. Il fut donc immédiatement décidé qu'à dater de ce jour la taxe serait abolie pour toutes les marchandises sans exception. Dans les séances suivantes, la loi fut discutée en détail; le droit de réquisition fut limité aux besoins des armées et de la capitale, et tous les procès pendants pour cause de trangression du maximum furent considérés comme non avenus. « Tandis que notre gouvernement, dit Boissy d'Anglas, cherche de tous côtés à assurer et à défendre les bienfaits de la révolution, ici contre les royalistes et les émigrés, là contre les bandits et les assassins, il se montre dans la même mesure révolutionnaire et républicain, c'est-à-dire juste et équi-

table ; il s'efforce de protéger la propriété, de relever le crédit, de ranimer le commerce. »

Les instigateurs de cette grande restauration eurent la satisfaction de voir qu'aucune des effrayantes prédictions sur lesquelles leurs adversaires avaient appuyé leur résistance ne se réalisait. La cherté sans doute, resta encore affreuse pendant longtemps : depuis deux ans la terreur paralysait toute production et tout commerce : il fallait maintenant attendre la nouvelle récolte ; jusque-là, nul système au monde n'aurait eu le pouvoir de tirer quelque chose du néant et de changer la disette en abondance. Mais la continuation du maximum aurait éternisé la misère et la famine, tandis que la liberté des tarifs n'empira pas la situation. Les prix des diverses marchandises n'éprouvèrent qu'une faible augmentation, proportionnée au cours des assignats ; quant à ceux-ci, ils perdirent, il est vrai, de la valeur de semaine en semaine ; mais cette dépréciation, due au grand nombre des émissions et à l'incertitude de la réalisation en argent, n'avait rien de commum avec le maximum. Elle avait toujours subsisté, à peu près dans la même mesure ; pendant la terreur, les assignats étaient tombés de 45 à 33 pour cent ; du 9 thermidor au 23 décembre, ils tombèrent de 33 à 22. Cette diminution ne s'arrêta pas : un mois après l'abolition du maximum, ils étaient à 19, quatre semaines plus tard à 17 pour cent (1). Robespierre lui-même n'aurait pu arrêter cette dépréciation, pas plus qu'il n'avait réussi pendant l'été à maintenir le taux à 40 pour cent.

Après l'abolition des taxes forcées, on décréta, le 29 décembre, la levée du séquestre sur les valeurs allemandes, anglaises et espagnoles. Trois jours plus tard, Johannot fit abolir une autre des mesures favorites de la terreur, celle qui interdisait l'exportation du numéraire et des métaux précieux. Boissy d'Anglas représenta à cette occasion que, pour obtenir n'importe quelle marchandise étrangère, il fallait la payer ou avec de l'argent ou au moyen d'autres marchandises ; or la France, dont toutes les fabriques

(1) D'après les états du ministère des finances (Ramel, *Histoire de la France en l'an IX*) avec lesquels s'accordent parfaitement les notes des Suisses (Yvernois, *Coup d'œil sur les assignats*). L'assertion si souvent répétée que l'ancien Comité de Salut public avait maintenu les assignats au pair et qu'ils avaient baissé avec rapidité à dater du commencement de 1795, n'est que l'écho des pamphlets jacobins.

étaient ruinées, n'avait plus de produits à exporter; il fallait donc qu'elle se décidât à revenir aux payements en argent. Il déclara que le dernier gouvernement avait compris cela, et n'avait prononcé la prohibition que dans le but de réunir dans ses caisses tout l'argent du pays et de devenir le seul négociant de la France, comme il en était déjà le seul propriétaire. « Notre commission du commerce, dit-il, était une institution gigantesque, qui occupait dix mille employés, faisait des affaires avec l'Europe entière et coûtait des sommes fabuleuses; mais si nous recherchons quels services elle a rendus, nous trouvons que, dans les dix-neuf mois de son existence, elle a importé deux millions et demi de quintaux de blé, c'est-à-dire à peine ce que le peuple français consomme en trois jours; tant il est vrai que le pouvoir, même le plus puissant, n'est jamais capable de remplacer la libre action des forces individuelles. » En conséquence, Boissy d'Anglas, quelques jours plus tard, fit prononcer la dissolution de la commission. « Elle avait été instituée, dit-il, dans le même esprit que toutes les mesures de ce malheureux système; elle devait s'emparer de tout le commerce de la France, de même que les autres commissions devaient s'emparer de l'agriculture et de l'industrie. Sous cette domination, la France serait devenue semblable à une corporation monastique. »

Après avoir pris ces grandes décisions, la Convention eut quelques jours de calme. Les nouvelles les plus satisfaisantes lui arrivaient de l'extérieur : les armées françaises pénétraient alors en Hollande, la paix se concluait avec la Toscane, les négociations entamées à Bâle avec la Prusse se présentaient sous un jour favorable; on entrevoyait enfin la possibilité d'arriver en peu de temps au plus grand des biens, à celui qui seul pouvait guérir tous les maux, au rétablissement de la paix générale. La population saluait cet espoir avec bonheur. Nous savons combien la politique de guerre avait été étroitement liée aux excès de la révolution; aussi les citoyens désiraient-ils la paix extérieure non moins ardemment que l'ordre intérieur. Les masses étaient presque unanimes sur ce point, et le parti modéré de la Convention avait de bonnes raisons pour ne soulever aucune opposition à cet égard. Après les efforts et les pertes de l'année précédente, en effet, le recrutement rencontrait de graves

difficultés; mais la plus sérieuse de toutes était le manque absolu d'argent, car il paralysait l'équipement des troupes, et, sans les ressources fournies par les pays conquis, il aurait promptement amené la désorganisation générale. A la vérité, les Jacobins tiraient de cette situation une conclusion toute contraire; ils ne voyaient dans le manque d'argent qu'un motif de plus pour étendre davantage les conquêtes, et pour nourrir ainsi les Français libres aux dépens de leurs voisins esclaves. Mais lorsqu'ils essayèrent d'émettre cette opinion, le mécontentement public s'éleva énergiquement contre eux. Chaque fois qu'une section parisienne paraissait à la barre de la Convention, ses déclamations contre les hommes de la terreur étaient accompagnées de cette remarque qu'entre autres crimes ils avaient suscité des obstacles au rétablissement de la paix, si bienfaisante et si nécessaire. Quant à la majorité de la Convention, aux Comités et au gouvernement, ils évitaient de se prononcer sur ce point, sur lequel le parti dominant lui-même était encore très-divisé. La plupart des membres de ce parti avaient autant de peine à s'affranchir des traditions révolutionnaires pour la politique extérieure que pour la politique intérieure, et cherchaient, pour l'une comme pour l'autre, à conserver une attitude réservée. On était d'accord sur certaines maximes générales; pour déclarer, par exemple, que la Convention voulait la liberté et la justice, qu'elle repoussait les terroristes aussi bien que les royalistes, qu'elle souhaitait la paix, mais une paix sûre et honorable. Puis, lorsqu'il s'agissait de mettre ces phrases en pratique et d'en faire l'application à des cas spéciaux, aussitôt les divergences de sentiments de manifestaient, et la majorité se divisait en trois groupes bien caractérisés.

Entre les Jacobins et les Thermidoriens s'étaient réunis, sous le titre d'indépendants, un certain nombre d'hommes qui tous avaient appartenu au grand parti de la Montagne et avaient pris une part active aux mesures générales de la terreur, tout en restant étrangers aux luttes de Danton, d'Hébert et de Robespierre. Ils ne faisaient aucune difficulté pour laisser détruire tout ce qui était en particulier l'œuvre de ces deux derniers; mais ils étaient résolus à ne sacrifier aucun des résultats obtenus par la révolution jusqu'au printemps de 1793 et Barras était tout à fait

dans leurs idées lorsqu'il fit décréter une fête solennelle en l'honneur du 21 janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI. Leurs chefs étaient Merlin de Douai, le rédacteur de la terrible loi contre les suspects, Cambacérès qui, le 22 janvier, avait fait prévaloir l'emprisonnement des enfants de Louis XVI contre une motion plus douce tendant seulement à les bannir, et enfin l'abbé Siéyès, qui reparaissait à la tribune après un silence de plusieurs années, et cherchait comme autrefois à en imposer à tous les partis en se tenant dans un isolement mystérieux. Aucun d'eux n'aurait alors toléré un doute sur le maintien de la république, sur l'avenir des assignats, sur la durée de la confiscation des biens soit de l'Église, soit des émigrés ; pour ce qui concernait la politique extérieure, ils inclinaient généralement vers la guerre et les conquêtes, et s'ils soutenaient quelques tentatives de paix isolées, ce n'était que pour s'en faire des armes contre les autres États de l'Europe. Ils n'étaient séparés des Jacobins par aucun principe de droit ni de justice ; ils s'en distinguaient seulement alors par une conduite différente, en abandonnant les chefs odieux de l'ancienne tyrannie, en réprimant dans la rue les émeutes du peuple souverain, et en aidant à abroger les lois communistes. Du reste, toutes leurs sympathies les portaient vers la gauche. S'ils n'avaient pas craint personnellement Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, ils se seraient volontiers réconciliés avec les Jacobins et auraient scellé leur alliance nouvelle dans le sang des royalistes. Ce qui surtout déterminait leur conduite était la certitude que leur passé les condamnerait irrévocablement, si la réaction dépassait les bornes qu'ils lui avaient assignées.

Les Thermidoriens, au contraire, qui comptaient alors cent cinquante membres environ, étaient de plus en plus poussés vers la droite par le même instinct de conservation. Eux aussi avaient autrefois plongé leurs mains dans le sang du 2 septembre et du 21 janvier ; mais leur récente rupture avec les Jacobins avait fait disparaître tout souvenir du passé. Ils savaient que leur perte était assurée si le pouvoir revenait, non aux partis tombés en 1789, mais aux hommes de la terreur et, pour conjurer ce danger, ils étaient prêts à faire toutes les concessions possibles aux anciens partis. Ils combattaient donc les Jacobins avec une haine

mortelle, et les royalistes avec mollesse et modération. Dès l'automne de 1794, nous voyons leurs chefs en relations suivies avec des constitutionnels émigrés et des monarchistes libéraux. Ils concertent en commun le renversement des Jacobins, le rappel des soixante-treize députés bannis, la restauration des Girondins; ils ne reculent même pas avec effroi lorsque leurs nouveaux alliés parlent de la constitution de 1791 et de la translation de Louis XVII de la prison du Temple au trône constitutionnel. Ils firent plus encore : dans leur désir ardent d'assurer à tout prix leur situation personnelle, Tallien et plusieurs de ses amis entrèrent en relations avec les agents des princes émigrés. Le 8 janvier 1795, le comte de Provence annonçait à un de ses compagnons d'exil que Tallien semblait gagné à la monarchie, quoique ses notions sur ce qui constituait une bonne monarchie ne fussent pas précisément des plus justes. Sans doute, ces relations n'étaient franches ni loyales d'aucun côté. Les monarchistes trouvaient Tallien et Fréron méprisables par leurs talents mêmes, et plus encore par leur caractère; quant à ceux-ci, ils ne se seraient fait aucun scrupule, à un moment donné, d'envoyer froidement leurs amis secrets à l'échafaud. Ce qu'ils voulaient avant tout, c'était fortifier par tous les moyens possibles leur influence sur la bourgeoisie parisienne, et se mettre à l'abri, pour l'avenir, contre tous les coups du sort.

La troisième fraction de la majorité se composait des restes du centre et de l'ancienne droite; depuis la rentrée des soixante-treize députés, elle comptait environ deux cent trente membres, dont les principaux étaient toujours Boissy d'Anglas, Durand Maillane et Thibaudeau. La plupart d'entre eux avaient autrefois, dans une nullité absolue, voté d'après les ordres des puissants du jour; au début de la Convention, ils avaient, sans conviction aucune, proclamé la république; plus tard, ils s'étaient prononcés contre la mort de Louis XVI; enfin, ils avaient subi avec colère et terreur la révolution du 31 mai. Depuis lors, les terribles événements qui s'étaient déroulés sous leurs yeux les avaient éclairés, et leur avaient même communiqué un degré de résolution dont la longue suite de leurs défaites leur avait fait sentir la nécessité. Il était connu de tout le monde que très-peu d'entre eux croyaient à la durée de la république, et qu'à la première

occasion ils se déclareraient ouvertement pour le rétablissement de la royauté. Les Thermidoriens, qui, en qualité de régicides, ne voulaient pas laisser relever le trône sans obtenir de solides garanties personnelles, les regardaient avec une crainte et une méfiance que les modérés leur rendaient du fond du cœur (1). Cependant ces deux fractions étaient unies pour le moment; elles poursuivaient en commun la lutte contre les Jacobins à l'intérieur, et, à l'extérieur, elles désiraient une paix prompte et acceptable. Dans ces sentiments, elles consentirent pendant l'hiver à entrer en pourparlers avec la Vendée et les chouans, et à traiter presque en puissance indépendante ces rebelles qui n'étaient désignés partout que sous le nom de bandits et de brigands. C'est ici le moment de jeter un regard sur les événements qui marquèrent cette guerre civile pendant l'année 1794.

La guerre de Vendée, après avoir été au moment de s'éteindre à la suite des grandes défaites subies au Nord de la Loire par les insurgés, avait été, nous l'avons vu, rallumée par les cruautés des colonnes infernales de Turreau. Bien que ce général eût soixante-dix mille hommes sous ses ordres, il ne put parvenir à subjuguer les bandes de Stofflet, de Marigny et de Charette. Toute la population s'était réfugiée dans les bois, au fond desquels les républicains n'osaient se hasarder; malgré les rigueurs du froid, la faim, les maux de tout genre auxquels elle était en proie, elle tenait bon contre ses oppresseurs et continuait cette lutte inégale avec un courage héroïque. Charette surtout était infatigable; sans cesse en mouvement, il passait entre les colonnes ennemies sans que celles-ci pussent jamais ni le trouver ni le saisir, jusqu'à ce que, jugeant le moment favorable, il attaquât et vainquît soudainement un adversaire isolé. L'alarme se répandait alors dans les divisions républicaines; mais Charette disparaissait de nouveau avant l'arrivée des renforts, pour reparaître quelques jours plus tard et causer de nouvelles terreurs à l'ennemi sur un point tout opposé. C'est ainsi que se passa tout le printemps. Les soldats de Turreau, à force de se livrer au pillage et à la dévastation,

(1) Mallet du Pan, *Mémoires*, II, 120 et s

étaient devenus de plus en plus féroces et indisciplinés; au mois de mai 1794, ils n'osaient nulle part se mesurer en rase campagne avec les paysans, si bien que Turreau finit par abandonner complétement le Poitou et l'Anjou, ce qui permit à Charette et à Stofflet de donner une véritable constitution politique et militaire à ces deux provinces. Carnot rappela alors le général Turreau, et, malgré l'opposition de Robespierre, il autorisa son successeur, le général Vimeux, à faire la guerre d'une manière plus humaine. Celui-ci rassembla ses troupes dans des camps retranchés, sur les frontières du pays, et inaugura son commandement par une proclamation qui annonçait aux paysans une suspension d'armes jusqu'au 19 juillet. Les Vendéens profitèrent de ce temps d'arrêt pour compléter leur organisation administrative, et pour ouvrir une correspondance avec le ministère anglais et le comte d'Artois. Quant aux paroles de paix de Vimeux, ils n'y attachaient qu'une médiocre importance, car ils avaient souvent éprouvé combien étaient peu sûres les promesses républicaines. C'était surtout un ecclésiastique, l'abbé Bernier, homme inquiet, ambitieux et rusé, qui éloignait Stofflet, et par celui-ci Charette, de toute pensée de paix avec la république. Vimeux, ayant encouru la disgrâce du Comité de Salut public, fut remplacé par le général Dumas. La lutte recommença alors, mais sans plus de succès pour les républicains. Charette détruisit, au contraire, deux de leurs camps, et fit avancer quelques-unes de ses bandes jusque sous les murs de Nantes; sur quoi le général Canclaux, qui succéda à Dumas au mois d'octobre, déclara sans détours au gouvernement qu'il fallait que la république fît à l'ennemi les premières propositions de paix, attendu, dit-il, que ses troupes étaient épuisées, et que la Vendée, que l'on voulait anéantir, allait finir par triompher.

La république n'était pas alors plus heureuse en Bretagne. Les habitants de cette vaste presqu'île avaient jusque-là conservé à peu près intacts les traits distinctifs du caractère celtique. Les neuf dixièmes d'entre eux ne parlaient pas français; ils vivaient dans des habitations isolées, conservant les mêmes mœurs, les mêmes costumes, les mêmes travaux que lors de la conquête romaine, dix-sept siècles auparavant. Ils tenaient avec un attachement qui rappelait le moyen-âge à leur religion et à leur Église, dont ils

avaient enrichi les dogmes d'une foule de superstitions populaires et païennes. Ils savaient à peine ce que c'était que l'État et la politique. Le gouvernement des Bourbons n'avait jamais tenté d'imposer son autorité à ces hommes opiniâtres, rusés et frugals; il avait laissé le soin de percevoir les impôts à des paysans investis de la confiance de leurs compatriotes et choisis par eux, et celui d'administrer la justice aux seigneurs et au parlement de Rennes. Il n'y avait de soldats que les enrôlés volontaires; mais, en revanche, des milliers d'habitants étaient en guerre constante avec les douaniers et les employés de la gabelle. Les paysans avaient d'abord salué avec joie une révolution qui les délivrait des droits seigneuriaux et du fisc; mais ils changèrent de sentiment lorsque commencèrent les persécutions contre les prêtres, et surtout lorsque le premier grand recrutement de trois cent mille hommes fut décrété au printemps de 1793. On vit alors des émeutes éclater de tous côtés; mais ces révoltes partielles ne se combinèrent pas comme en Vendée pour former une grande insurrection, et les gardes nationales des villes suffirent presque partout pour mettre les insurgés à la raison; aussi le général Canclaux, qui commandait alors à Rennes, conseilla-t-il dès le mois de mai la modération aux commissaires de la Convention, et ceux-ci, en épargnant les prêtres et en suspendant le recrutement, parvinrent à calmer en grande partie les esprits. Un pauvre paysan nommé Jean Cottereau, mais dont la famille portait le surnom de *Chouans*, ou *Chats-huants*, s'était surtout fait remarquer comme un des principaux agitateurs. Il n'avait jamais eu d'autre métier que celui de contrebandier; s'étant une fois laissé prendre, il avait été gracié par le roi, et depuis lors, sa force physique, sa bravoure, son ardente piété, avaient fait de lui le héros et le chef de tous les habitants de son village. Ce fut de lui que le nom de Chouans passa à tous les insurgés de Bretagne, bien que lui-même n'eût jamais à sa suite que quelques centaines de paysans, qui, disaient-ils, lui obéissaient par attachement pour sa personne. Dans l'été de 1793, la lutte entre la Gironde et la Montagne s'était fait sentir jusque dans ces contrées. Le comte Joseph de Puisaye, qui avait siégé à l'Assemblée constituante daus les rangs de la noblesse libérale, s'était uni en Normandie à Buzot et à ses amis pour faire la guerre à la Con-

vention. C'était un homme d'une haute taille et d'une belle tournure, qui s'accommodait sans peine à toutes les positions et à tous les genres de vie; sans talents militaires, mais rempli de courage personnel et d'un esprit aventureux, imposant et séduisant tout à la fois, il était également habile à enthousiasmer des contrebandiers bretons ou des ministres anglais, également prêt à revêtir le costume des paysans pour faire avec ceux-ci la petite guerre dans les bois, ou à étaler dans les cours un luxe aristocratique. Après la chute de la Gironde, il se jeta dans les rangs des chouans, gagna promptement leur confiance, et se montra infatigable dans ses efforts pour remettre leurs bandes en mouvement et pour les réunir en une seule et solide armée. Il eut pour cela bien des difficultés à vaincre, car les Bretons étaient plus indomptables, plus obstinés, plus lourds que les Vendéens; ils étaient aussi plus cruels envers l'ennemi, et supportaient plus difficilement une autorité supérieure. Cependant la grande armée de Vendée était entrée en Bretagne, et, après les victoires de Laval et de Dol, elle se dirigeait vers Granville, de l'autre côté de la presqu'île. Un certain nombre de volontaires bretons, parmi lesquels on distinguait le hardi et gigantesque Georges Cadoudal, s'étaient déjà joints aux Vendéens; Jean Chouan courut également à eux après la bataille de Laval; quant à Puisaye, il en fut empêché par les troupes ennemies. Bientôt l'insurrection couvrit les quatre cinquièmes de la province, et la défaite totale de l'armée de Vendée ne rendit nullement le repos au pays. L'arbre en flammes était bien tombé sous les coups des républicains, mais en lançant au loin des étincelles qui allumèrent d'innombrables petits incendies. Cadoudal, de sa propre autorité, transporta dès lors la guerre dans son pays, tandis que le sieur de Bois-Hardi, gentilhomme de la vieille souche, soulevait les paysans du Morbihan, et que Jean Cottereau tenait en haleine la ville du Mans et tout le pays environnant. Sans livrer de grandes batailles, ils faisaient la chasse aux corps de troupes isolés, enlevaient les caisses publiques, arrêtaient les courriers, suspendaient les employés républicains, et occupaient toute une armée ennemie par cette petite guerre incessante. Puisaye réussit peu à peu à organiser régulièrement ces bandes; il leur donna pour chef supérieur chargé de diriger les opérations un soi-disant baron Corma-

tin (1), homme sans consistance, mais aventurier courageux, puis lui-même partit pour Londres dans l'été de 1794, afin de se concerter avec le gouvernement anglais. Au mois d'octobre, les républicains avaient fait de si grandes pertes que le Comité de Salut public envoya contre les chouans le glorieux libérateur de Landau, le général Hoche, qui était incontestablement le meilleur de ses officiers. Celui-ci, politique aussi perspicace qu'énergique soldat, déclara au bout de quelques semaines, comme Canclaux l'avait fait en Vendée, que cette guerre serait interminable si l'on ne parvenait pas à calmer les esprits; sur quoi, comme nous l'avons vu, le Comité de Salut public se décida, au commencement de décembre, à proclamer une amnistie générale pour tous ceux qui déposeraient les armes avant un mois.

Chacun savait que ce n'était là que le prélude de négociations officielles. Le général Canclaux et le commissaire Ruelle mirent, en effet, tout en œuvre pour entrer en relations avec Charette. Il y avait à Nantes une créole, madame Gasnier, qui s'était dévouée aux royalistes prisonniers, les avait soignés, nourris et protégés contre les bandes meurtrières de Carrier; elle réussit, au prix de bien des dangers, à pénétrer jusqu'au général vendéen, et, le 28 décembre, elle lui apporta des paroles de paix. Le premier mouvement de Charette fut de demander la restauration immédiate du roi; mais la réflexion le fit bientôt revenir à des idées plus sages. La Vendée, quoique victorieuse jusque-là, était dans une cruelle situation. La guerre l'avait complétement épuisée; un tiers au moins de sa population avait péri dans les combats et dans les prisons, ou avait succombé à la misère et à la faim. La plupart des villages étaient détruits ou abandonnés; dans la ville de Chollet notamment, il n'était resté qu'un seul habitant, qui, chaque fois qu'il sortait pour se procurer des vivres, avait à se défendre contre les loups qui avaient pris possession des demeures des hommes. Charette pensa donc que le pays avait surabondamment prouvé son dévouement au roi et à l'Église, et qu'il était temps de songer un peu moins aux pouvoirs politiques

(1) D'après une note du *Moniteur* du 3 juin 1796, il était fils d'un barbier de village et sa baronnie était tout à fait illusoire. Il avait fait la guerre d'Amérique, pendant laquelle il s'était lié avec les Lameth; plus tard, il avait professé avec eux des idées démagogiques; puis, étant entré au service de Bouillé, il s'était compromis pour la fuite du roi, ce qui l'avait forcé à émigrer.

pour s'occuper du bonheur et des souffrances des individus. Ses officiers convinrent avec lui qu'une paix honorable ne devait pas être repoussée, et deux d'entre eux se rendirent à Nantes pour en régler les conditions avec les commissaires de la Convention. Ceux-ci demandèrent avant tout la reconnaissance du gouvernement républicain; les Vendéens s'y montrèrent disposés, mais, en revanche, ils présentèrent une liste de prétentions qui ne tendaient à rien moins qu'à faire de la Vendée un état indépendant au sein même de l'État. Ils voulaient que la république n'y établît aucun conseil, ni de districts ni de départements, que le culte catholique pût y être célébré librement et sans obstacles, que le pays fût indemnisé des maux que lui avait causés la guerre, et que les troupes de Charette restassent sous les armes, en qualité de milice civique à la solde de la république, mais en ne conservant leurs chefs actuels. Bien que les commissaires pussent accorder une telle indépendance à la Vendée, ils continuèrent à protester de leur désir de paix, et ils se déclarèrent même, dans leurs entretiens particuliers, disposés à contribuer au prompt rétablissement de la monarchie. Cette condescendance éveilla bien dans l'esprit de Charette quelques doutes sur la sincérité des négociations; cependant, comme toutes les nouvelles qui arrivaient de Paris constataient l'essor que prenaient les partis monarchiques, Charette résolut de tenter l'aventure. Stofflet et Bernier, au contraire, ne voulaient pas entendre parler de paix avant qu'on n'eût placé Louis XVII sur le trône de ses pères. « Le roi ou la mort! » s'écria Stofflet, et il reprit aussitôt les hostilités. Cela n'empêcha pas Charette de se rendre au château de la Jaunaye, à une lieue de Nantes, où il eut une entrevue avec les commissaires et où l'accord fut signé le 18 février 1795. Les négociateurs républicains évitèrent de donner à cet acte la forme d'un traité en règle, et Charette dut consentir à ce que la teneur des arrangements fût publiée par eux; mais, dans le fait, il obtint plusieurs concessions importantes, telles qu'une liberté de culte illimitée, l'aquittement des engagements d'argent pris par les généraux royalistes, jusqu'à concurrence de deux millions, une promesse d'amnistie, de protection et de soutien pour tous les habitants sans distinction, la formation d'une garde territoriale de deux mille hommes, l'exemption du service mili-

taire pour la jeunesse, et des sommes d'argent considérables pour les principaux chefs royalistes (1). Nous verrons plus tard quelles difficultés rencontra l'exécution de ces mesures; la plus grande vint de ce que, dès le principe, aucun des deux partis n'eut foi en la sincérité de son adversaire. Charette lui-même était fortement imbu de cette méfiance, et il l'exprima à ses paysans dès le lendemain de la conclusion de la paix. « Croyez-vous, leur dit-il, que je sois devenu républicain depuis hier? Ce n'est pas la paix que nous venons de signer, ce n'est qu'une trêve qui nous était indispensable. Grâce à elle, nous pouvons maintenant attendre le secours que les monarques de l'Europe nous ont si souvent promis. Nous conservons nos armes et notre bannière, et, si l'ennemi nous a tendu un piége, nous l'éviterons d'autant plus facilement que nous l'avions prévu, et que je reste au milieu de vous. »

Cependant, quelque peu assurée que fût cette situation, le fait seul de la double reconnaissance de la république par Charette et de l'indépendance de la Vendée par la république précipita les événements. La guerrre se poursuivait toujours entre Stofflet et Canclaux; elle donnait lieu à de sanglants combats partiels, mais on avait abandonné l'ancien système de destruction inexorable, et les républicains ne se lassaient pas, après chaque conflit, de renouveler leurs tentatives de réconciliation. En Bretagne, le jeune général Humbert, investi de vastes pouvoirs par Hoche et les commissaires de la Convention, parvint à gagner le léger et inconstant Cormatin, ainsi que le courageux et ferme Bois-Hardy, le plus redoutable des chefs de bandes bretons. Les entrevues se succédèrent pendant les deux mois de décembre et de janvier; enfin, le 12 février 1795, Cormatin et quelques autres chefs se déclarèrent disposés à traiter aux mêmes conditions que Charette. Cependant, la confiance réciproque n'était pas plus grande en Bretagne qu'en Vendée. Le 31 décembre encore, Cormatin avait fait savoir au comte de Puisaye que jamais on ne parviendrait à traiter, et qu'il ne continuait les négociations que pour gagner du temps et se mettre en communication avec Charette, tandis que le général Hoche, apprenant que quelques centaines

(1) Ce dernier point seul donna lieu à quelques articles secrets vivement débattus.

d'émigrés avaient quitté Londres et venaient de débarquer dans le pays, avait demandé dix mille hommes de renfort au Comité de Salut public. Toutefois, ici comme en Vendée, l'épuisement et la lassitude l'emportèrent des deux parts sur toute autre considération; le chemin de la réconciliation une fois frayé, tous les chefs firent successivement leur soumission aux conditions posées à la Jaunaye. Tout concourait donc à amener la pacification au moins momentanée de ce pays si rudement éprouvé.

Ces événements excitèrent la plus violente colère chez les Jacobins et leurs partisans. La Convention traitait de puissance à puissance avec les « brigands » de la Vendée! elle punissait les chefs des colonnes infernales, comme si la sincérité des sentiments révolutionnaires ne devait pas suffire à justifier le meurtre, l'incendie, les violences! elle laissait les marchands libres de fixer eux-mêmes le prix de leurs marchandises, et condamnait le pauvre peuple, les hommes du 10 août et du 2 septembre, à chercher dans de rudes travaux les moyens d'apaiser leur faim! En dépit de toutes les lois pénales, les émigrés rentraient en foule, la jeunesse dorée jetait le buste de Marat dans un égout, la Convention bannissait ses restes du Panthéon. Des pamphlets royalistes étaient vendus par milliers à Paris, et leurs auteurs, lorsqu'ils étaient poursuivis, étaient absous par le tribunal révolutionnaire. La Montagne irritée soulevait chaque jour de nouvelles tempêtes à la Convention. Le député Duhem, homme violent et passionné, alla même si loin que ses injures et ses menaces lui valurent plusieurs jours de prison, sur quoi Choudieu et Cambon se levèrent pour déclarer que tout le parti voulait partager sa captivité; mais Dumont, leur répondant, soutint que ces désordres n'avaient pour but que de mettre obstacle à la paix avec l'étranger, « car ces hommes de sang savaient, dit-il, que si les armées rentraient en France, c'en serait fait de leur domination. » En février, de nouveaux indices vinrent prouver que les Jacobins comptaient, au besoin, recourir à un coup de main pour défendre leurs chefs menacés et pour soulever les basses classes contre la Convention. Bien que les convois de grains arrivassent alors sans interruption, on répandit le bruit que les magasins étaient vides, et que sous peu de jours les boulangers n'auraient plus de pain à livrer, tandis que, dans les environs,

la police mettait la main sur des hommes qui cherchaient à arrêter les convois et engageaient les communes à garder le blé pour elles-mêmes, en leur assurant que Paris en était abondamment pourvu. Les boutiques des boulangers voyaient donc chaque jour se produire de nouvelles émeutes, et retentissaient de plaintes sur l'insuffisance des livraisons et sur la disette toujours croissante. A cela, le gouvernement répondait que la consommation de farine était exorbitante; que sous l'ancien régime, alors que la population fixe et le nombre des étrangers étaient bien plus considérables, on n'en consommait que quinze cents sacs par jour, tandis que maintenant il en fallait dix-neuf cents, deux mille et quelquefois plus. Boissy d'Anglas, qui fit ces communications, déclara en terminant que c'étaient les partisans de Robespierre qui entretenaient l'agitation, afin de mettre obstacle au procès de Collot d'Herbois et de ses amis. Dans le même temps, on apprit que des soulèvements Jacobins avaient eu lieu à Nancy, à Toulon, à Marseille; bien qu'ils eussent été promptement réprimés, ils réveillèrent les anciennes haines, et plusieurs sections parisiennes réclamèrent le prompt châtiment des grands coupables. La commission des vingt-et-un, quoiqu'elle redoublât d'activité, dut à plusieurs reprises demander un délai, vu la masse des matériaux qu'elle avait à examiner. Enfin, le 2 mars 1795, Saladin présenta son rapport qui fut écouté avec une anxieuse attention. Dans un exposé de plusieurs heures, il énuméra encore une fois toutes les oppressions cruelles et illégales que la terreur avait fait peser sur le pays, et conclut en demandant que les quatre députés inculpés fussent déférés au tribunal révolutionnaire. Legendre, au milieu de bruyants applaudissements, fit aussitôt décréter leur arrestation; sur quoi Collot d'Herbois, sans perdre contenance, demanda que l'on examinât ses actes de la manière la plus sévère, mais en prenant pour base du jugement ce principe que tout ce qui avait été imposé par la nécessité était juste et ne devait encourir aucun châtiment. « Sans cela, s'écria-t-il, le passé n'est rien, le présent n'est rien, l'avenir ne sera rien encore; sans cela, la révolution n'inspire plus aucune confiance. » Afin de laisser aux accusés le temps de préparer leur défense et à la Convention celui de réfléchir, les débats sur l'acte d'accusation furent fixés au 22 mars.

Pendant ce temps, l'opinion publique s'agitait, toujours dans le même esprit, mais dans une direction tout opposée. En même temps que l'accusation criminelle était prononcée contre Collot, la cause des Girondins proscrits était de nouveau défendue. Le 1er mars, des députations de trois sections de Paris parurent à la barre de la Convention pour demander la réintégration des députés illégalement condamnés. Les modérés leur avaient toujours été favorables; les Thermidoriens, qui s'attendaient à une lutte nouvelle et ardente avec les Jacobins, ne reproduisirent pas leurs anciennes objections, et, parmi les indépendants même, de nombreuses voix obéirent à la pression du mouvement populaire. La discussion décisive eut lieu le 8 mars. Ce fut Chénier qui présenta la motion. « Le rappel, dit-il, est juste ; il est réclamé par la voix impérieuse de la nation ; il ne provoquera à la Convention aucun nouvel acte de vengeance. » Du haut de la Montagne, Bentabolle prend alors la parole pour soulever une vive opposition. « On ne paraît pas, s'écrie-t-il, apprécier toute la portée d'une telle décision ; que sommes nous? où voulons-nous aller? » — « Nous venons de la tyrannie, nous allons à la république », lui répondent plusieurs voix. Mais, reprenant son discours : « On oublie, continue-t-il, que plusieurs de ces députés sont sous le coup d'une accusation en règle. » — « Cette accusation a été arrachée à la Convention par la pression de la terreur. » — « Alors toutes vos lois sont nulles comme cette accusation, car la terreur a constamment régné sur la Convention. » Un affreux tumulte l'interrompt; on rappelle que, lors de l'expulsion des Girondins, la Convention était entourée de bandes armées, retenue prisonnière dans la salle et menacée de violences et de mort. « Est-ce le 31 mai que vous voulez attaquer, reprend Bentabolle ? » — « Oui, oui ! » répond la droite.— « Alors vous attaquez aussi les quatre-vingt mille hommes qui ont fait le 31 mai ! » Ici, André Dumont se lève vivement : « On n'a pas, s'écrie-t-il, l'intention de faire le procès aux quatre-vingt mille hommes qui, sans le savoir, ont fait une contre-révolution, on ne poursuivra que les auteurs de cette manœuvre infernale. » Siéyès prend alors la parole : « La postérité, dit-il, partagera l'histoire de la Convention jusqu'au 10 thermidor en deux époques : avant le 31 mai, oppression de la Convention par le peuple trompé; après le

31 mai, oppression du peuple par la Convention asservie! » Ici, l'organe des Comités de gouvernement, Merlin de Douai, monte à la tribune : « Je ne dirai pas qu'il m'a fallu quelque courage pour accepter la mission dont vos Comités m'ont chargé, mais je dirai que je ne me suis pas cru maître de la refuser. » Après ce début, il expose les faits et conclut en déclarant que la Convention peut accomplir un grand acte de justice et rappeler les députés bannis, attendu que la faction des tyrans, redoutable encore en décembre, n'est plus à craindre désormais.

Des applaudissements bruyants et prolongés accueillent cette conclusion. Lors de la mise aux voix, quelques membres de la gauche s'abstiennent, mais Goujon seul vote contre la réintégration. Ainsi furent rappelés à l'activité politique les députés qui avaient échappé à la mort dans leurs luttes avec les Jacobins. Ceux qui venaient ainsi d'être sauvés étaient au nombre de seize, parmi lesquels se trouvaient Louvet, Lanjuinais, Doulcet de Pontécoulant, Isnard, Larivière. « Pourquoi, s'écrie Chénier, ne s'est-il pas trouvé de caverne assez profonde pour soustraire aux bourreaux l'éloquence de Vergniaud et le génie de Condorcet! » Le lendemain, la fête instituée jadis par la Montagne en l'honneur du 31 mai fut abolie; puis, le 20, il fut décidé, sur la proposition de Boissy d'Anglas et de Tallien, que la vente des biens des députés condamnés à cette époque serait suspendue, et qu'un rapport sur leur restitution serait demandé aux Comités. En effet, comment la Convention, après avoir renié le 31 mai, aurait-elle pu justifier la confiscation prononcée par la tyrannie de la Montagne contre les biens des membres de la droite?

Bien des mesures étaient plus funestes aux Jacobins que celle-ci, mais nulle ne pouvait leur être plus sensible. Déclarer que le 31 mai avait été non un jour de justice, mais un jour de violence, c'était condamner toute la politique de la Montagne depuis l'origine de la Convention. Si la conduite de la Gironde avait été juste et légale, comme la nation le proclamait en ce moment par son organe suprême, la mort de Louis XVI n'était plus qu'un vil assassinat, et la dictature du Comité de Salut public une tyrannie brutale. Dès lors le sort de Collot d'Herbois et de Billaud-Varennes était décidé, et tous leurs partisans se voyaient également menacés. Les Jacobins réunirent donc toutes leurs forces

pour tirer vengeance d'une offense si mortelle. Lorsque le Comité de Salut public demanda l'autorisation de traiter avec la Toscane, ils déclarèrent sans détours que le Comité ne pouvait plus représenter honorablement la nation à l'étranger, et qu'on ne pouvait plus lui confier le pouvoir d'ajouter des articles secrets aux traités. Or il était notoire que la paix avec la Prusse ne pouvait être conclue sans articles secrets, et que tout dépendait de l'autorisation réclamée en ce moment. La presse parisienne la demandait sur tous les tons; elle insistait pour que l'on fît la paix, dût-on, pour l'obtenir, renoncer à toutes les conquêtes; mais les Jacobins criaient encore plus fort, disant que les patriotes devaient s'opposer à toute paix séparée, par la seule raison que les aristocrates et les égoïstes avaient l'infamie de la désirer. Il devenait plus évident chaque jour qu'un choc violent avec les Jacobins était imminent, et que la défaite de ces derniers pourrait seule rendre la paix possible.

Les agitations prenaient un caractère de plus en plus sérieux dans les quartiers ouvriers. Sur la proposition de Boissy d'Anglas, il fut décidé, le 15 mars, que tout habitant de Paris recevrait une livre et les ouvriers employés à de rudes travaux une livre et demie de pain par jour; aussitôt, c'est-à-dire dès le 16, Boissy annonça que les travailleurs du faubourg Saint-Antoine refusaient de se prêter aux menées des perturbateurs. Mais le lendemain, une bande nombreuse, qui se disait députée par les sections du Finistère et de l'Observatoire, se présenta à la Convention pour demander la cessation de la famine, et exprima le regret d'avoir sacrifié tant de victimes pour une révolution qui laissait la ruine du peuple s'accomplir. Thibaudeau, qui présidait l'Assemblée, répondit par de sévères paroles, et Boissy d'Anglas prouva que la veille, conformément à la loi, l'administration municipale avait délivré la quantité de farine suffisante pour que la moitié de la population reçût une livre et demie de pain, et l'autre moitié une livre. Néanmoins, les pétitionnaires ne voulaient pas se retirer; ils frappaient la barre du poing et demandaient du pain à grands cris. Le tumulte se communiqua jusqu'au vestibule, où des femmes ivres prêchaient la révolte; le peuple tenta à plusieurs reprise de forcer les portes de la salle, et l'intervention de la force armée parvint seule à rétablir l'ordre. Le jour suivant, les deux sections au nom des-

quelles les pétitionnaires s'étaient présentés déclarèrent que ces scènes de violence avaient eu lieu à leur insu, et qu'elles y étaient complétement étrangères; il était donc évident que ce n'était là que le prélude de troubles plus graves. Le 19, la gauche fit connaître un nouveau point du programme en faveur duquel elle se disposait à combattre. Lecointre de Versailles, le premier agresseur de Billaud-Varennes et de Collot d'Herbois, était un homme d'un esprit étroit et ombrageux; effrayé par le rappel des Girondins, il avait aussitôt abandonné ses amis pour revenir à la Montagne, et, après avoir siégé aux premiers rangs de la droite, il se montrait maintenant un des plus chauds défenseurs de la gauche. Il développa, dans un discours qui dura deux heures, la pensée que le temps du gouvernement révolutionnaire était passé, qu'il fallait établir un ordre de choses définitif, et que la Convention devait, sans hésiter, mettre la constitution de 1793 en vigueur. Depuis que la Montagne n'était plus en possession du pouvoir et qu'elle n'avait plus la majorité à la Convention, ses membres avaient déjà plusieurs fois invoqué cette constitution qu'eux-mêmes avaient montré tant d'empressement à rejeter dans d'autres circonstances. Sans doute ils n'espéraient guère que de nouvelles élections rendissent aux Jacobins la majorité au corps législatif; mais ils savaient que cette constitution, en reconnaissant au peuple le droit de réunion et le droit d'insurrection, et en lui assurant sa subsistance aux frais de l'État, empêcherait toujours l'établissement d'un gouvernement fort, quel qu'il fût. Ils se rattachaient donc avec ardeur à ces lois déjà presque oubliées, et dont la proclamation seule eût été la réhabilitation du 31 mai. Lecointre lui-même compara cette journée au 14 juillet et au 10 août, la gauche applaudit, la majorité se récria; l'orateur n'arriva qu'à grand'peine au bout de son discours, et la Convention renvoya sa motion à l'examen des Comités.

Cependant le jour fixé pour l'ouverture des débats sur Collot et ses amis approchait, et les Jacobins redoublaient d'efforts pour sauver leurs anciens chefs. Ils réussirent peu à peu à regagner du terrain chez les ouvriers des faubourgs; le 26, une députation du faubourg Saint-Antoine vint demander à la Convention la constitution de 1793 et une nourriture meilleure pour le peuple. Une troupe de plusieurs milliers d'hommes avait suivi les péti-

tionnaires jusqu'à la porte des Tuileries, et là, en attendant que le résultat des demandes leur fût communiqué, ces hommes se mirent à donner la chasse à la jeunesse dorée; plusieurs jeunes gens furent attaqués à coups de bâton, d'autres jetés dans le bassin du jardin des Tuileries. A l'Assemblée, le président Thibaudeau répondit d'abord que la Convention n'avait jamais attribué les pétitions insidieuses qui lui avaient été présentées aux robustes et sincères défenseurs de la liberté que renfermait le faubourg Saint-Antoine; après lui, Tallien s'éleva contre les hommes qui, dit-il, « se montrent aujourd'hui si ardents défenseurs de la constitution, après l'avoir jadis renfermée eux-mêmes dans une boîte. » Puis il demanda, au milieu des cris de la Montagne, qu'on s'occupât sans retard des moyens de mettre la constitution en vigueur. Une section étant venue enfin exprimer sa haine contre les terroristes et réclamer leur désarmement, Thibaudeau quitta le fauteuil de la présidence et monta à la tribune pour y prononcer le mot décisif de cette journée. « Jamais, dit-il, je ne voterai pour la promulgation d'une constitution qui n'est pas démocratique, puisqu'elle soumettrait de nouveau la représentation nationale au pouvoir des Jacobins et de la commune de Paris; qui ne donnerait pas au corps législatif la direction de la police dans le lieu où elle siége; qui accorderait à une fraction du peuple le droit d'insurrection partielle et la faculté de bouleverser l'Etat. » Et il conclut en demandant l'ajournement de l'affaire et le renvoi aux Comités. La Convention salua de ses acclamations ce discours ferme et hardi, qui allait droit au cœur de la question, et, sur la proposition de Legendre, on décida la formation d'une commission spéciale chargée de préparer les lois organiques qui devaient accompagner la constitution. Il était impossible de se méprendre sur la signification de ce décret. A la demande de la constitution de 1793, la majorité venait de répondre en décidant la promulgation d'une constitution nouvelle. Elle y répondit encore en rendant, sur la proposition de Siéyès, une loi de grande police qui punissait d'exil tout rassemblement tumultueux, toute menace contre la république, la Convention, les députés, les magistrats; qui prescrivait des mesures pour la prompte levée de la garde nationale, et qui, en cas d'insurrection à Paris, désignait Châlons aux députés ou à leurs suppléants, comme siége d'une nouvelle assemblée, à

laquelle seulement les troupes et les diverses autorités devraient obéir.

Ainsi protégée, la Convention ouvrit le 28 mars les débats relatifs à l'accusation portée contre les membres de l'ancien gouvernement. Robert Lindet, Carnot et Prieur de la Côte-d'Or, les plus estimés de leurs collègues, se levèrent pour les défendre. Lindet appuya sur la solidarité qui existait entre tous les membres du Comité et ceux de la Convention, solidarité qui s'opposait à ce qu'aucun d'eux fût poursuivi ou puni isolément. Carnot, développant la même pensée, expliqua comment l'encombrement des affaires avait obligé les membres du Comité à se partager le travail, et à signer ensuite de confiance les décisions de leurs collègues. Prieur demanda comme ses amis à être compris dans l'acte d'accusation, et réclama une enquête sur l'ensemble de l'ancien gouvernement. Tous trois parlèrent avec orgueil des travaux du Comité de Salut public, ce qui provoqua plusieurs fois des marques de mécontentement de la part de la majorité, tandis que les bandes de la jeunesse dorée faisaient retentir les tribunes du chant du *Réveil du peuple* et empêchaient leurs adversaires d'entonner la *Marseillaise*. Ces discussions, durant lesquelles les divers partis se reprochèrent mutuellement tous les crimes de la terreur, durèrent une semaine entière. L'énergie et la résolution dont tous firent preuve à cette occasion ne permirent pas un seul instant de douter de ce qui allait arriver. Les Jacobins s'agitaient dans la ville avec une ardeur frénétique; ils cherchaient à mettre obstacle aux distributions de pain, et excitaient les habitants des faubourgs à assaillir la Convention de leurs pétitions. Le 27, une députation des femmes de la halle se présenta pour demander du pain. Boissy d'Anglas, que le peuple avait surnommé *Boissy-Fariné* ou *Boissy-Famine*, vu sa qualité de président du comité des approvisionnements, répondit que Paris avait reçu, durant les quatre derniers mois, huit cent cinquante mille quintaux de farine, et, la veille même, sept cent quatorze mille livres de pain; mais que, depuis quelques jours, les fauteurs de troubles avaient réussi à arrêter les convois, si bien que le gouvernement avait envoyé des détachements de troupes pour les protéger. Cependant les femmes criaient toujours : « Du pain ! du pain ! » et l'on dut avoir recours à la garde

pour leur faire quitter la salle. Quatre jours plus tard, une députation du faubourg Saint-Antoine parut à son tour pour se plaindre de l'abolition du maximum, déclarer que l'insurrection est un devoir quand elle s'oppose à l'oppression, et demander la délivrance des patriotes arrêtés, la cessation de la famine, la publication de la constitution de 1793. Le président, Pelet, répondit que la Convention n'aspirait qu'à rétablir le commerce, ruiné dans sa base par un parti criminel; qu'elle travaillait aux lois organiques qui devaient accompagner la constitution, et qu'elle saurait punir ceux qui venaient troubler ses travaux. Cette fois, les tribunes n'étaient remplies que d'ouvriers et de femmes de la halle, qui accueillirent de leurs sarcasmes tous les orateurs de la majorité; les pétitionnaires prirent la parole et se mêlèrent aux débats, et Goujon eut l'impudence de se faire leur défenseur. Tout était prêt pour le grand coup qui devait être porté le lendemain.

Le 1er avril (12 germinal), la plus vive agitation se manifeste, dès le début de la séance, dans les rangs de la gauche. Crassous demande la liberté de tous les prisonniers arrêtés depuis le 9 thermidor; Ruamps déclare que le royalisme relève la tête avec plus d'audace que jamais; Bourgeois, menaçant du poing la droite, dont les cris interrompent les orateurs, se précipite à la tribune, qu'il dispute à Tallien et à Bourdon. Une députation de la section de l'Unité somme la Convention de rester à son poste et de juger enfin les complices de la plus effroyable tyrannie qui ait jamais pesé sur les hommes; Thuriot s'écrie que le royalisme seul peut tenir un tel langage, et accuse la majorité de vouloir revenir à la constitution monarchique de 1791. Enfin, Boissy d'Anglas commence un rapport dans lequel il dépeint les abus du système employé depuis 1793 pour pourvoir à la subsistance du peuple; mais à peine a-t-il ouvert la bouche, qu'un bruit effroyable se fait entendre aux portes de la salle; bientôt la garde est renversée, et une foule mugissante envahit la partie basse de l'enceinte en agitant ses chapeaux et en criant : « Du pain ! du pain ! » Toute discussion est suspendue, la foule interrompt de ses cris chaque orateur qui essaye de prendre la parole. Le président somme ces masses de se retirer, mais les femmes persistent à crier : « Du pain ! du pain ! » Enfin un homme sort

des rangs de cette populace, un héros du 31 mai, nommé Vanec, et demande au nom du peuple la mort des usuriers, la constitution de 1793, la liberté des patriotes. Un long tumulte suit ces paroles, de nouveaux flots de peuple font irruption dans la salle. Le président, vivement sommé de mettre les demandes aux voix, répond qu'il faut auparavant que la salle soit évacuée. Au milieu de tout ce bruit, les cris : « Du pain ! du pain ! » continuent à se faire entendre. Ces scènes de désordre duraient depuis près de quatre heures lorsque enfin du secours du dehors vint y mettre un terme. Dès le début du tumulte, les Comités de gouvernement avaient fait battre la générale dans les quartiers voisins, tous habités par la classe aisée. Peu à peu les bataillons s'étaient réunis, et, à leur approche, les insurgés jugèrent prudent de céder la place. Aussitôt la Convention prit les mesures nécessaires pour punir les délits passés et pour garantir l'avenir. Sur la motion d'Isabeau, elle déclare qu'un attentat vient d'être commis contre la représentation nationale, et ordonne que les auteurs de cet attentat soient déférés au tribunal criminel de Paris. On rappelle que plusieurs membres de la gauche ont traité le président de royaliste, et que l'émeute n'a eu pour objet que la délivrance des députés accusés ; enfin, André Dumont propose de voter immédiatement la déportation de ces derniers à Cayenne, et Bourdon de l'Oise demande l'arrestation de trois autres montagnards, Choudieu, Chales et Foussedoire ; ces deux motions sont adoptées avec acclamations. Tous les membres alors se lèvent successivement pour venir apporter leur contingent à l'énumération des crimes des Jacobins. Léonard Bourdon, le septembriseur d'Orléans, Ruamps, qui a accusé les Comités de trahison, Duhem, que le peuple des faubourgs nommait le bouclier de la sansculotterie, Amar, le meilleur ami de Billaud-Varennes et de Fouquier-Tinville, sont arrêtés comme instigateurs et complices de l'insurrection, et l'ordre est donné de les conduire au château de Ham. On apprend en outre que les commissaires de la Convention ont été insultés et maltraités par le peuple sur divers points, sur quoi Barras obtient que le commandement en chef des forces de la capitale soit donné au général Pichegru, alors à Paris. Celui-ci rétablit, sans grande difficulté, le calme dans les différents quartiers, et, dès le 3 avril, il pouvait annon-

cer laconiquement à la Convention que tous ses ordres avaient été exécutés.

Cependant la colère de la majorité se ranima bientôt, car on apprit que des mouvements jacobins avaient éclaté dans différents départements en même temps que dans la capitale, et sous les mêmes prétextes; on devait donc redouter l'existence d'un vaste complot dont les ramifications se seraient étendues à la moitié de la France. A Amiens, le peuple avait pillé des convois de grains; à Rouen, il avait demandé la liberté des patriotes poursuivis; à Marseille, le commissaire Cadroy avait dû éloigner de la ville un bataillon dévoué aux Jacobins, afin de prévenir un soulèvement; à Toulon, la crainte seule des troupes qui formaient la garnison tenait en respect la foule frémissante. Le Comité de Sûreté générale présenta donc un rapport sur les derniers troubles, rapport qu'il conclut en déclarant que la Montagne était le foyer de la conspiration, et en désignant, outre les membres déjà arrêtés, Thuriot, Cambon, Granet, Hentz, Bayle, Levasseur, Crassous et Lecointre comme les fauteurs et les chefs de l'émeute. Aussitôt la Convention rendit un décret d'accusation contre ces députés.

Le triomphe de la majorité était complet; les Jacobins étaient domptés à Paris et écrasés à la Convention. Ce furent les relations extérieures qui en recueillirent les premiers avantages, car cette victoire permettait enfin au gouvernement de conclure la paix avec la Prusse.

CHAPITRE III

PAIX DE BALE

Il était évident, à la fin de 1794, que de toutes parts la situation était mûre pour amener la paix entre la France et l'Allemagne.

La France était dans tout l'essor du progrès et du triomphe. L'indépendance de ce pays était sortie victorieuse d'une lutte terrible, le respect de l'Europe lui était plus assuré qu'il ne

l'avait été dans tout le cours du XVIIIe siècle; mais, d'un autre côté, toutes les ressources intérieures étaient épuisées et la population éprouvait un besoin immense de paix et de repos. Les intérêts du parti modéré, lequel représentait les neuf dixièmes du pays, réclamaient surtout que l'on traitât avec l'étranger aussi promptement que possible, car la révolution avait prouvé avec une terrible évidence que la conquête extérieure était synonyme de bouleversement intérieur, et que quiconque désirait la tranquillité du pays devait s'appliquer à établir la paix avec le dehors.

Quant à l'Allemagne, nous n'avons pas besoin de faire ressortir combien une paix honorable lui était devenue nécessaire. Les deux premières puissances de ce pays étaient en lutte ouverte au sujet de la Pologne, et cette lutte allait conduire l'Autriche à conclure une alliance en règle avec la Russie contre la Prusse. Celle-ci était épuisée par la double guerre qu'elle avait eu à soutenir sur le Rhin et sur la Vistule, et, quoiqu'elle ignorât encore les intentions des deux cours impériales, leur attitude lui inspirait les plus vives appréhensions. Les autres États de l'Empire, tout à fait impuissants et divisés entre eux par suite des influences contraires de la Prusse et de l'Autriche, étaient cependant unanimes à appeler la paix de leurs vœux. Depuis que la Belgique et la rive gauche du Rhin étaient au pouvoir de l'ennemi, la continuation de la guerre ne pouvait leur attirer que des maux toujours croissants.

Des deux côtés donc tout faisait souhaiter la paix. Des deux côtés, les vrais intérêts des nations réclamaient une paix solide et durable, une paix, par conséquent, qui pût assurer le repos des deux parties contractantes. Lorsque la Prusse entama les négociations de Bâle, il y avait tout lieu d'espérer que ce but si désirable pour l'Europe serait bientôt atteint. A Ratisbonne, les États allemands se déclaraient aussi énergiquement que possible en faveur d'une prompte paix; à Paris, le parti modéré gagnait chaque jour du terrain, et la voix du peuple demandait de plus en plus vivement la cessation des maux que la guerre entraînait à sa suite. Le gouvernement prussien accéda donc volontiers à la demande que lui fit le Comité de Salut public d'envoyer à Paris un homme de confiance, avec lequel le gouver-

nement français pût s'expliquer directement sur les sentiments et les intérêts des deux Etats. Le secrétaire de légation Harnier, qui jusque-là avait dirigé les négociations de Bâle, reçut en conséquence, le 19 décembre, l'ordre de retourner dans cette ville pour se rendre de là à Paris.

Malheureusement, les armes françaises remportèrent à cette époque un succès qui amena dans la situation respective des deux puissances un changement tout à fait défavorable à l'Allemagne, et qui fit renaître à Paris la tentation de revenir à la politique de conquêtes et de bouleversement : la Hollande tomba au pouvoir de la France.

Nous avons vu plus haut comment le duc d'York, découragé par la désorganisation de son armée, avait abandonné, au milieu de septembre, la position qu'il occupait sur la prairie de Donger, avait évacué le Brabant septentrional, et s'était retiré derrière la Meuse, sur le territoire des Provinces-Unies, en emmenant avec lui trente mille hommes environ. Les alliés possédaient encore comme postes avancés, dans ce pays envahi par l'ennemi, Bois-le-Duc avec la solide forteresse de Crèvecœur, Grave et Venloo en amont du fleuve, Breda en aval, et enfin Berg-op-Zoom. L'armée française ne comptait pas alors plus de quarante-huit mille hommes, elle était fatiguée par une longue campagne, incomplétement armée, et surtout totalement dépourvue d'artillerie de siége. Si les troupes alliées avaient encore conservé quelque consistance et quelque nerf, elles auraient pu résister longtemps à de tels adversaires; mais l'abattement et le relâchement étaient dans tous leurs rangs; les soldats, mollement commandés par le duc d'York, se montraient de jour en jour plus indisciplinés, les officiers étaient désunis entre eux et n'avaient plus aucune résolution en présence de l'ennemi; aussi toutes les places que nous venons de nommer capitulèrent-elles honteusement dès que les républicains parurent devant leurs murs. Lors des troubles de 1787, un bourgmestre nommé Daendels s'était fait remarquer entre tous les patriotes; il avait fui le pays lorsque ceux-ci avaient été réprimés, et, lors de l'explosion de la révolution française, il était entré dans la légion batave, avec laquelle Dumouriez avait compté ouvrir l'attaque contre la Hollande en 1793. Maintenant, il se retrouvait au premier rang

parmi ceux qui combattaient la maison d'Orange. Le 27 septembre, il parut à la tête d'un petit détachement français devant le fort de Crèvecœur, dont il commença le bombardement à l'aide de légers canons de campagne; mais il n'eut pas de grands efforts à déployer. Le commandant du fort, le colonel Tiboel, arbora aussitôt le drapeau blanc et livra la place, à la seule condition qu'il en sortirait librement avec ses soldats. Les vainqueurs y trouvèrent quarante-deux canons de gros calibre, avec lesquels Pichegru entreprit immédiatement le siége de Bois-le-Duc. Toute la contrée étant inondée, on ne pouvait approcher de la ville que par quelques étroites digues; le feu des assiégeants manquait donc d'ensemble et ne pouvait produire grand effet; mais la garnison était peu nombreuse, et les habitants complétement découragés. Les Français étant parvenus à ouvrir les écluses près de Crèvecœur et à faire rentrer dans le lit du fleuve les eaux qui couvraient le pays, le commandant, qui était un prince de Hesse-Philippsthal affaibli par l'âge, capitula le 10 octobre. A Venloo, le général Pfister ouvrit tout aussi honteusement aux Français les portes de la ville après un blocus de deux jours, et sans qu'un seul coup de canon eût encore été tiré. Pendant ce temps, l'armée alliée restait inactive sur la Meuse. Le duc d'York qui, sans plan arrêté, avait conduit, de côté et d'autre ses troupes harassées par des pluies continuelles, résolut, après la chute de Crèvecœur, de continuer sa retraite jusque derrière le Wahal; cependant, sur les instantes prières des Hollandais, il consentit à laisser une partie de son armée sur la rive gauche du fleuve. La démoralisation des régiments hollandais était si grande et si bien connue, que le général Hanstein crut devoir donner à ses Hessois l'ordre de tuer tout soldat de ces régiments qui reculerait sans que cela lui eût été commandé. Nimègue, la plus considérable des places au delà du Wahal, n'était ni complétement armée ni suffisamment approvisionnée, et les paysans refusaient de s'enrôler dans le landsturm, convaincus que les troupes ne tarderaient pas à les abandonner, et que les Français les traiteraient ensuite avec un redoublement de rigueur. En présence de défenseurs ainsi disposés, il n'est pas étonnant que la première tentative faite par les Français pour passer la Meuse ait complétement réussi. Le 18 et le 19, trente

mille hommes effectuèrent ce passage près d'Alphen, sur un pont de bateaux. Les alliés restèrent pendant trente-six heures sans les inquiéter; puis, battus dans plusieurs engagements partiels, ils reculèrent dans toutes les directions au delà du Wahal. Le 1er novembre, Nimègue était bloquée par les Français. Les alliés regardaient la situation comme si désespérée, qu'un officier fort capable, le général Hessois Wurmb, avait refusé ouvertement le commandement de cette place, de peur d'être fait prisonnier. Quant au général Wallmoden, que le duc d'York avait alors nommé commandant, il évacua la ville dès le 3; cette opération, faite au moyen d'un pont de bateaux, s'accomplit avec une telle précipitation que le pont fut brûlé avant que toutes les troupes eussent franchi le fleuve, ce qui laissa onze cents Hollandais aux mains de l'ennemi. Par la prise de Nimègue, les Français se trouvèrent maîtres de tout le pays situé entre le Rhin et la Meuse, depuis la frontière d'Allemagne jusqu'à l'île de Bommel. Les Provinces-Unies étaient encore fortement protégées par le Wahal et le Leck, entre lesquels les masses principales des troupes alliées étaient réunies; mais déjà un vent glacé, qui soufflait du Nord, annonçait que l'hiver était arrivé, et si, comme cela était à redouter, le Wahal, dont les eaux étaient beaucoup plus calmes que celles du Leck, venait à geler le premier, la situation des alliés pouvait devenir extrêmement critique : en effet, les ennemis auraient pu arriver jusqu'à eux sur la surface glacée du fleuve, tandis que le Leck leur aurait fermé toute retraite. Cette possibilité effraya tellement le duc d'York, qu'il quitta l'armée le 2 décembre pour retourner en Angleterre, et paralysa tout à fait le commandement en le partageant entre le Hanovrien Wallmoden et l'Anglais Hartcourt.

Ces événements ne pouvaient manquer d'exercer une influence décisive sur la situation intérieure des Pays-Bas. Chacun voyait qu'une invasion ennemie était imminente. Le trouble et l'anxiété régnaient dans la masse de la population; les employés et officiers du gouvernement étaient complétement démoralisés. En revanche, tout ce qui avait appartenu jadis au parti patriotique s'agitait avec une audace que l'abattement des magistrats et les progrès des libérateurs contribuaient encore à augmenter. Dès

le commencement de l'année (1794), les chefs de ce parti s'étaient mis en relation avec le gouvernement parisien; de petites sociétés populaires avaient été formées dans toutes les villes dans le but d'échauffer les esprits; on avait réuni de l'argent et des armes; on avait même équipé un certain nombre de petits bâtiments. Les patriotes émigrés, à la tête desquels se trouvait toujours l'infatigable Daendels, répandaient de la frontière des pamphlets révolutionnaires parmi les paysans, déjà exaspérés contre les alliés par la brutalité des soldats anglais. Le gouvernement, ainsi menacé au dedans et au dehors, adressait les demandes de secours les plus pressantes à ses puissants alliés. Thugut venait précisément de déclarer que la Belgique n'était qu'une charge pour la monarchie autrichienne; l'Angleterre proposa donc de réunir cet État à la Hollande, espérant par là disposer de plus en plus le gouvernement français en faveur de la paix. La Prusse applaudit à cette pensée et se déclara prête à soutenir toute démarche qui aurait la paix pour but; mais, ni Berlin ni Londres ne voulurent promettre ce qui était le plus nécessaire pour le moment, l'appui de leurs armes et des renforts de troupes. L'Autriche, qui venait de décider avec la Russie que la guerre contre la France serait vigoureusement continuée, envoya bien sur le Rhin un corps de vingt mille hommes, sous les ordres du général Alvinzy, qui prit position entre Emmerich et Arnheim et échangea de temps en temps, d'une rive à l'autre, quelques coups de canon avec les Français; mais ces troupes ne faisaient que protéger le flanc gauche de l'armée alliée, sans contribuer en rien à la défense du pays (1). Dans ces circonstances, le prince d'Orange se décida enfin à adresser une humble demande de paix à l'ennemi victorieux; le commissaire de la Convention à l'armée du Nord, Lacombe de Saint-Michel, lui ayant assuré que la France ne désirait nullement s'agrandir, il résolut d'envoyer les sieurs Repelaer et Brantsen à Paris pour y ouvrir des négociations séparées. Il fut encore fortifié dans ce projet lorsque, sur les instances

(1) Dittfurth donne ce chiffre de vingt mille hommes d'après Porbeck et le Journal autrichien de 1820. — Vivenot parle de trente mille hommes, peut-être d'après un état officiel de l'effectif, qui, comme il le dit ailleurs, porte toujours un tiers de plus que le nombre réel.

incessantes de Daendels, le général Moreau, qui commandait alors à la place de Pichegru malade, attaqua énergiquement l'île de Bommel le 12 décembre, et menaça en même temps la position des Hanovriens et des Hessois sur le haut Wahal. Cependant, les Hollandais parvinrent à repousser les Français hors de l'île et au delà de la Meuse. Moreau pensait que ses troupes n'avaient pas moins besoin de repos que celles de ses adversaires, et les envoyés Hollandais ayant rencontré sur leur route Bellegarde, le commissaire de la Convention, celui-ci leur déclara que, si la Hollande voulait loyalement traiter de la paix et soumettre tous ses traités extérieurs à une révision, on renoncerait à Paris à continuer les hostilités.

En effet, quelques semaines s'écoulèrent pendant lesquelles un calme complet régna sur le théâtre de la guerre. Mais, le 18 décembre, l'hiver le plus rude s'y fit sentir dans toute sa rigueur; la Meuse et le Wahal commencèrent à charrier des glaces qui ne tardèrent pas à s'agréger, et bientôt les deux fleuves formèrent une vaste surface solide. Le 27, le froid était de 17 degrés; la Meuse et le Wahal étaient complétement gelés, tandis que le Leck n'était qu'obstrué par d'énormes glaçons qui interrompaient la navigation. Les généraux alliés jetaient de tous côtés des regards d'anxiété. Dès le 24, Hartcourt avait enjoint à ses subordonnés d'étudier ce qu'il y aurait à faire dans le cas où les Français profiteraient pour attaquer de la route inespérée qui s'offrait à eux. Mais le 27, avant que cette étude eût pu produire le moindre résultat, Pichegru s'ébranla, chassa les troupes hollandaises de l'île de Bommel, et les poursuivit avec une telle opiniâtreté sur la surface glacée du Wahal, que le corps principal des Hollandais, placé à Thiel sur la rive septentrionale du fleuve, se débanda totalement et s'enfuit en désordre jusqu'à Utrecht. Deux mille Français prirent aussitôt sa place et établirent un poste avancé à Thiel. Toutefois, Pichegru n'osait pas encore hasarder le gros de son armée sur le Wahal, car la glace, quoique déjà assez épaisse pour supporter les hommes, aurait cédé sans nul doute sous le poids de l'artillerie; le 29 donc, les Anglais et les Hessois battirent encore une fois les Français et leur firent abandonner la rive droite du fleuve; mais l'île resta en leur pouvoir. Le 4 janvier 1795, les Français attaquèrent de

nouveau avec des forces considérables. Bien que plusieurs détachements hessois et hanovriens soutinssent héroïquement quelques combats partiels, le général Hartcourt déclara bientôt que ses troupes étaient hors de combat, et le 10, Wallmoden donna l'ordre de se retirer derrière le Leck. Le dégel, qui se manifesta alors soudainement, donna un instant l'espoir de conserver ce dernier boulevard de la Hollande; mais, dès le 14, le froid reprit avec plus d'intensité que jamais, et bientôt le Leck lui-même fut complétemeut gelé. L'armée alliée était réduite à vingt-trois mille hommes, que les privations de toute nature, les fatigues, l'indiscipline avaient mis dans le plus piteux état. Wallmoden, voyant qu'il lui était impossible de résister davantage à un ennemi plus de deux fois supérieur, abandonna définitivement la Hollande, et se retira le 15 derrière l'Yssel. Ses soldats, mal nourris et couverts d'habits en lambeaux, se traînaient avec des peines inouïes, par un froid de 20 degrés, à travers un pays peu habité et misérablement cultivé. Une partie de l'artillerie et des bagages dut être abandonnée, car les chevaux de transport tombaient à chaque pas sur la glace qui couvrait les routes; les blessés et les malades mouraient de froid sur les voitures des ambulances; les paysans, exaspérés par les dégâts et les crimes commis par les Anglais, immolaient sans pitié tous les traînards que l'épuisement retenait en arrière. Bien que l'ennemi s'abstînt de toute poursuite, les alliés reconnurent sur-le-champ que ces dispositions hostiles du pays, la désorganisation de l'armée et les difficultés qu'ils éprouvaient à se procurer des vivres, ne leur permettaient pas de songer à s'arrêter, même à l'Yssel; ils continuèrent donc leur triste retraite jusqu'à leur arrivée en Allemague, de l'autre côté de l'Ems.

Cependant, les envoyés hollandais furent reçus en première audience par le Comité de Salut public, le 8 janvier 1795; mais, comme ils n'avaient à offrir en échange de la paix que la reconnaissance de la république française, ils furent bientôt congédiés avec colère. D'un autre côté, les patriotes mettaient tout en œuvre pour contre carrer leurs efforts. Repelaer ayant pris sur lui d'offrir au Comité une contribution de guerre de 80 millions de florins à la condition que Pichegru suspendrait ses attaques, les patriotes se déclarèrent prêts à souscrire un

impôt fraternel de 100 millions de florins si Pichegru, au contraire, prenait Amsterdam et renversait la maison d'Orange. En présence de ces dissensions des Hollandais, le Comité n'avait rien de mieux à faire que de laisser les événements suivre leur cours. Pichegru envoya la moitié de ses forces sur l'Yssel, et s'avança avec l'autre moitié vers l'intérieur de la Hollande. Il arriva à Utrecht le 17, à Amsterdam le 20, et, le 23, la division Bonnaud entrait à La Haye après avoir traversé Dordrecht et Rotterdam. Le gouverneur s'était embarqué le 18 sur une barque de pêcheurs, avec sa famille, pour se réfugier en Angleterre; aussitôt le gouvernement s'était dissous et les comités patriotiques et les clubs s'étaient emparés partout des rênes de l'administration. Le Comité de Salut public leur avait promis que, eu égard à leurs bons sentiments et aux services que l'on attendait d'eux dans l'avenir, la Hollande ne serait pas traitée en pays conquis, mais en pays allié. Cela n'empêcha pas que des réquisitions considérables ne fussent opérées pour l'approvisionnement des troupes; mais, du reste, la discipline la plus sévère ne cessa pas de régner dans l'armée, l'organisation du nouveau gouvernement fut abandonnée aux patriotes, et la propriété, soit publique soit privée, fut scrupuleusement respectée. Les Français agirent en cela non seulement avec humanité, mais encore avec une sage politique. Les marins de la flotte de guerre, presque tous zélés orangistes, avaient d'abord songé à faire sortir les vaisseaux du Texel et à les conduire en Angleterre, afin qu'ils ne devinssent pas la proie des ennemis; les communes de Zeelande, de leur côté, avaient eu la pensée de demander au gouvernement anglais une garnison et une flotte de secours pour leurs îles, ce qui eût peut-être prolongé pendant des mois les fatigues et les efforts des Français. Mais, grâce à l'attitude modérée prise par ces derniers, les patriotes parvinrent à amener ces populations à la condescendance et à l'accord. Les vaisseaux capitulèrent dès qu'ils virent un escadron de cavaliers français paraître sur les glaces du Texel, et la Zeelande se soumit sans coup férir au nouvel ordre de choses. En février, les généraux Moreau et Souham, accueillis partout par les acclamations joyeuses des habitants, occupèrent de même, sans verser une goutte de sang, les provinces de la Frise, entre l'Yssel et l'Ems.

C'était un coup terrible porté à la coalition. Toutes les forces, toutes les richesses de la Hollande passaient par là aux mains d'un ennemi déjà bien supérieur. L'Allemagne du Nord devait s'attendre maintenant à être attaquée au printemps par soixante-dix mille hommes de troupes reposées, bien nourries, pleines de confiance dans le succès, tandis que les États chargés principalement du soin de sa défense, la Prusse, le Hanovre, la Hesse, outre que leurs ressources étaient épuisées, avaient perdu toute ardeur belliqueuse. La joie et l'orgueil étaient donc grands à Paris, et la fraction des indépendants, qui prétendait étendre la politique révolutionnaire à l'étranger, acquit par là, au Comité de Salut public, une suprématie décidée sur les tendances du parti modéré. « Nous voulons la paix, sans doute, mais une paix glorieuse », disaient les hommes de cette fraction. Harnier devait bientôt apprendre ce qu'ils entendaient par là.

Ce fut le 7 janvier 1795 qu'il fut introduit pour la première fois au sein du Comité de Salut public, avec les membres duquel il eut encore un entretien d'une heure le 8 et le 9. Tous lui déclarèrent d'un commun accord que les intérêts de la Prusse et ceux de la France étaient les mêmes, et qu'une solide alliance semblait indiquée entre ces deux États. « Car, disaient-ils, l'Autriche, irritée par ses défaites récentes, ne tardera pas à revenir à ses anciens projets contre la liberté des États de l'Empire. » Quant à la Russie, elle visait, selon eux, à la souveraineté universelle; il importait avant tout de lui opposer une digue redoutable en rattachant les Suédois, les Danois, les Turcs et les Polonais à l'alliance franco-prussienne. La France pourrait alors s'emparer sans peine du Hanovre et le donner à la Prusse, ce qui serait pour celle-ci une ample compensation à la perte de ses provinces de la rive gauche du Rhin. Quant aux autres États de l'Empire, toujours faibles, toujours chancelants, ils se verraient contraints de prendre une décision, sous peine de retomber sous le joug de l'Autriche. Dans cette situation, la France ne pouvait accorder une trêve, mais seulement se déclarer prête à conclure une paix définitive; elle devait insister sur la possession de Mayence, et considérer le Rhin comme la frontière que lui assignait la nature. Ce principe était immuable; mais, en revanche, la France s'engageait à procurer des indemnités aux

princes dépossédés, soit aux dépens de l'Autriche, soit par tout autre moyen.

Le mot fatal était prononcé; c'en était fait de l'espoir d'une paix simple, honorable des deux côtés, avec lequel la Prusse avait commencé les négociations. Harnier s'efforça de fléchir ses adversaires; il leur démontra que la perte des provinces rhénanes renverserait tout l'Empire romain, créerait des difficultés immenses, et entraînerait la France elle-même dans des guerres nouvelles; il fit ressortir tout ce qu'il y avait d'inconséquent à priver la Prusse de plusieurs de ses provinces au moment même où l'on déclarait que les intérêts de la France réclamaient l'agrandissement de cette puissance, et, à prétendre grouper tout l'Empire allemand autour de la bannière de la Prusse, alors que l'on demandait au roi Frédéric-Guillaume de se résigner tranquillement à abandonner Cologne et Mayence. « On croirait, s'écria-t-il, que vous ne voulez que prolonger indéfiniment la guerre; vous y réussirez, si vous ne changez pas de ligne de conduite, et votre avidité finira par mettre toute l'Allemagne sous les armes. » — « Vous êtes injuste envers nous; nous désirons ardemment la paix », répondirent les Français. — « Du reste, ajouta un membre, nous savons que toute l'Allemagne partage ce désir; jamais vous ne réussirez à allumer une guerre générale contre nous. »

On revint ensuite à la proposition d'une alliance franco-prussienne. Harnier, tout en protestant des sentiments les plus amicaux, s'appliqua à démontrer qu'une alliance active était impossible. « Notre intérêt le plus puissant, dit-il, est de faciliter, par notre médiation, la conclusion d'une paix générale entre l'Empire allemand et la république française, ce qui ne pourrait avoir lieu si nous prenions parti pour vous contre l'empereur. » Ici le Comité exprima un vif regret. « La république, selon lui, ne pouvait accepter une médiation officielle entre elle et les États allemands; elle reconnaîtrait toujours les bons services que pourrait lui rendre la Prusse, mais elle ne se refuserait à une négociation directe avec aucun des États de l'Empire. Ce qu'il y avait de plus fâcheux, c'est que ce refus d'alliance exercerait nécessairement une influence décisive sur les conditions de paix offertes à la Prusse. La république, en effet, aurait accordé avec joie une indemnité bien spécifiée à la

Prusse son alliée, tandis qu'elle ne pouvait pas la promettre à la Prusse État neutre. » Harnier répliqua que l'on étouffait la paix dans son germe. « Il doutait fort, dit-il, que son gouvernement consentît à renoncer à la rive gauche du Rhin ; mais, ce qui était certain pour lui, c'était que la guerre serait inévitable si, en ce cas, une ample compensation n'était pas accordée à la Prusse. » Là-dessus le Comité, après une longue discussion, déclara enfin qu'il persistait à réclamer la rive gauche du Rhin, mais qu'il ne s'opposait pas à ce que la Prusse acquît un territoire équivalent sur la rive droite, et que, si les circonstances le permettaient, il s'emploierait même pour le lui faire obtenir.

Après avoir reçu cette réponse peu satisfaisante, Harnier revint à Bâle, où la négociation officielle commença le 12 janvier entre Goltz et Barthélemy. Ce dernier témoigna les meilleures dispositions personnelles, mais il déclara que la médiation désirée par la Prusse rencontrait à Paris trois obstacles sérieux : le parti jacobin, l'influence de l'Angleterre, les intrigues de l'Autriche. Il semblait clair, d'ailleurs, que ces deux dernières puissances négociaient secrètement avec le Comité de Salut public. Au commencement de décembre, le prince Colloredo, vice-chancelier de l'Empire, avait déclaré au chargé d'affaires de Bavière que les puissances belligérantes étaient à peu près d'accord, et que l'électeur devrait vraisemblablement sacrifier une partie de son territoire. Au commencement de janvier, on apprit, en outre, que le frère de l'empereur, le grand-duc Ferdinand de Toscane, envoyait le chevalier Carletti à Paris pour traiter de la paix avec la république, et l'entente qui régnait entre Thugut et Manfredini ne permit à personne de douter que la mission du chevalier n'eût pour objet principal de préparer la paix entre la France et l'Autriche. Il fallait maintenant que le gouvernement prussien prît une résolution, en présence de ces difficultés si diverses et si multipliées.

Les opinions des ministres de Frédéric-Guillaume étaient très-partagées. Le vieux Finkenstein voulait déclarer nettement au Comité de Salut public que ses prétentions sur la rive gauche du Rhin rendaient la paix impossible. En effet, la France n'était pas moins intéressée que la Prusse à conclure la paix, et il était permis d'espérer qu'elle se désisterait de ses exigences si elle voyait ses

adversaires décidés à ne pas céder. Mais, d'un autre côté, si cet espoir était trompé et si la guerre se rallumait au printemps avec un nouvel acharnement, la Prusse, serrée de près en Westphalie par les Français et privée en Pologne de toute défense contre les deux cours impériales, se trouverait exposée aux plus grands dangers. N'était-il pas possible aussi que l'Autriche traitât avec le Comité de Salut public, et s'assurât l'appui de la France pour ses autres plans par la cession de la rive gauche du Rhin, pendant que le roi de Prusse se sacrifierait et romprait définitivement avec la république pour sauver ces mêmes provinces rhénanes?

Aussi Alvensleben rejeta-t-il bien loin l'avis de Finkenstein. « Il faut, écrivit-il, qu'à tout prix et le plus vite possible nous cherchions à conclure une paix séparée avec la France, si nous ne voulons pas nous exposer, sans ressources aucunes, à nous mettre mal avec les deux cours impériales, et plus mal encore avec la république. Les deux cours ne nous pardonneront jamais les démarches que nous avons déjà faites, et la France, maintenant qu'elle a tout à fait conquis la Hollande, persistera plus que jamais dans ses prétentions. Au mois de mars, nos finances seront totalement épuisées; nous n'avons ni crédit à l'extérieur, l'insuccès de notre dernier emprunt ne l'a que trop prouvé, ni le moyen de nous créer des ressources à l'intérieur; le ministère des finances ne nous laisse aucune illusion à cet égard. Nous ne pouvons songer à lever de nouvelles troupes dans ce pays, car la nation est si hostile à cette guerre, que nous risquerions même, en la prolongeant, d'ébranler la fidélité si connue des sujets prussiens. Ce qu'il y a de pire, c'est que nous devons craindre le triomphe de nos alliés presque autant que celui de nos ennemis. Avec les dispositions actuelles des cours impériales à notre égard, tout succès remporté par l'Autriche contre les Français accélérerait notre perte. » Il concluait de ces considérations qu'il fallait accéder à ce que voulait le Comité de Salut public, et préparer au moins l'alliance franco-prussienne en cédant les provinces de la rive gauche du Rhin, à la condition que la France garantirait à la couronne de Prusse la possession de tous ses autres États, plus l'acquisition de la Pologne jusqu'à la Vistule.

Alvensleben, on le voit, adoptait en tout point le contre-pied

du système de Finkenstein. Celui-ci tenait avant tout à conserver la rive gauche du Rhin; celui-là tout le pays jusqu'à la Vistule. L'un voulait effrayer la France, l'autre, l'Autriche. Tous deux, si leur tentative échouait, devaient s'attendre à une guerre nouvelle, le premier avec la France, le second avec l'Autriche; chacun d'eux devait se dire que, ce cas échéant, son allié quel qu'il fût, empereur ou république, ne devrait lui inspirer que peu de confiance. Ce que disait Alvensleben de l'épuisement militaire et financier de la Prusse et de l'impossibilité de continuer la guerre pouvait donc aussi bien servir à combattre ses projets que ceux de Finkenstein.

Ce fut l'opinion du roi qui décida la question. Depuis l'expédition de Pologne, Frédéric-Guillaume était triste, malade, et n'aspirait qu'au repos. Toute vigueur, tout ressort l'avait abandonné, et il ne voulait aborder aucune voie qui ne conduisìt en droite ligne à une paix prompte et assurée. Il repoussait surtout avec énergie toute pensée d'alliance avec la France. La révolution lui avait fait prendre en horreur la nation française tout entière; il ne voulait plus de cuisiniers français à sa cour, plus de danseurs français sur ses théâtres; il n'était pas au monde un intérêt qui eût pu le décider à se rapprocher de la Convention. En revanche, quelque tendues et difficiles que fussent ses relations avec l'Autriche, le roi ne pouvait s'habituer à l'idée de rompre ouvertement avec l'empereur. A l'opposé complet de Frédéric II, il était imbu des sentiments de ses ancêtres; Gibelin et prince de l'Empire avant tout, il conservait toujours au fond de son cœur un reste de leur antique dévouement envers le chef de cet Empire. Il ne pouvait pas non plus se détacher complétement de l'impératrice Catherine, ni renoncer à l'espoir de voir la bonne intelligence se rétablir entre la Prusse et la Russie. Son désir le plus ardent était donc de se délivrer aussi promptement que possible de la guerre de France, sans cependant s'enlever les moyens de se rapprocher des cours de Vienne et de Saint-Petersbourg. Haugwitz se chargea de donner une forme diplomatique à ces sentiments; il rédigea en conséquence les instructions destinées au comte de Goltz, et se plaça par là en première ligne dans la confiance du monarque.

Haugwitz pensait que la Prusse avait avant tout besoin de la

paix, de la paix immédiate, de la paix complète. Quelque regrettables que lui parussent les prétentions de la France sur les provinces rhénanes, il pensait qu'il fallait y souscrire, mais à la condition que la Prusse obtiendrait ailleurs une augmentation équivalente de territoire et d'influence. Il blâmait donc l'emportement de Finkenstein, et ne voulait pas, comme celui-ci, rompre la négociation; mais il regardait la proposition d'Alvensleben comme tout aussi irréfléchie. La Prusse, en se retirant de la guerre, n'aurait pas empêché l'Autriche et l'Angleterre de rester armées contre la France, et, quelque peu probable que ce fût, il n'était pas impossible qu'elles remportassent une victoire. Dans quelle fausse position se trouverait alors la Prusse, si elle avait cédé la province de Clèves à la France? En conséquence, Haugwitz proposait de déclarer au négociateur de Bâle que le cabinet de Berlin était surpris des désirs de conquête soudainement manifestés par les Français, mais qu'il ne pouvait se prononcer à ce sujet, car il était évident que la cession de la rive gauche du Rhin ne devait être discutée que lorsqu'on traiterait de la paix générale, et ne devait pas faire l'objet d'un arrangement séparé entre la France et la Prusse. Cette déclaration était l'expression fidèle des idées du roi, qui signa le 28 janvier une instruction rédigée en ce sens pour le comte de Goltz.

Le caractère de cette décision ne peut être méconnu. Sans doute, ce n'était pas encore la cession définitive des provinces rhénanes; cependant, c'était déjà un acte de faiblesse; c'était la renonciation de la Prusse au rôle de grande puissance, et à l'influence qu'elle avait exercée jusque-là sur les affaires de l'Allemagne. Elle n'abandonnait pas précisément les frontières allemandes aux Français, mais elle renonçait à les défendre avec ses propres forces. Maintenant que tous les événements nous sont connus, il ne peut plus être question ici de déloyauté envers l'Autriche, de trahison envers l'Allemagne. Après l'alliance armée conclue contre la Prusse, le 3 janvier, entre la Russie et l'Autriche, cette dernière puissance ne pouvait plus raisonnablement s'attendre à ce que la Prusse continuât à lui prêter le secours de ses armes contre la France. Après avoir, pendant trois années de guerre, mis à peine vingt mille hommes

sur pied en dehors des mercenaires payés par l'Angleterre, et après avoir, tout récemment, humblement exprimé ses désirs de paix, l'empire d'Allemagne n'avait plus aucun droit de se plaindre de la négociation de Bâle. On aurait d'ailleurs cherché vainement alors, en Allemagne, le moindre sentiment national ; la justice historique ne saurait donc permettre de juger les actes des négociateurs de Bâle ou ceux de l'empereur François d'après les principes d'une politique nationale qui n'existait plus nulle part. On peut donc déclarer et répéter qu'en adoptant le système du comte de Haugwitz la Prusse ne commettait point de trahison ; mais il est vrai aussi qu'elle se condamnait à une entière nullité politique. Un tel suicide ne peut jamais se justifier de la part d'une nation ; c'est tout au plus si la force des circonstances peut quelquefois le faire excuser. Mais était-ce bien le fait alors ?

L'épuisement financier et militaire de la Prusse ne pouvait exercer une grande influence dans cette question. Sans doute, cet épuisement était réel et devait éloigner le gouvernement de toute pensée de guerre en faveur d'un intérêt étranger, quelque louable et utile qu'il pût être ; mais il s'agissait ici d'une question d'existence, et l'on doit reconnaître que la Prusse n'avait pas fait, depuis 1792, le tiers des efforts par lesquels la France avait su, en l'espace d'une année, sortir de la plus profonde faiblesse pour se placer à la tête de l'Europe.

Les relations extérieures étaient compliquées et inquiétantes au plus haut point ; et si, au milieu de toutes ces complications, nous recherchons lesquelles étaient ou auraient dû être décisives en ce moment, nous découvrons deux points prédominants, l'un qui justifie, l'autre qui condamne le système de la Prusse.

Le premier était la crainte bien fondée, si un désaccord nouveau survenait entre la Prusse et la France au sujet des frontières rhénanes, que l'Autriche n'hésitât pas à s'assurer l'amitié du Comité de Salut public par l'abandon de la rive gauche du fleuve. Que deviendrait la Prusse, affaiblie à l'intérieur par trois années de guerre, en lutte avec la Russie au sujet de la Pologne, brouillée avec l'Angleterre depuis l'automne, si elle voyait maintenant se tourner contre elle les forces réunies de l'empereur et de la république ? On conçoit que la simple possibilité de ce dan-

ger remplît d'effroi le comte Alvensleben, et fît sentir au comte Haugwitz la nécessité d'agir avec courage et fermeté s'il voulait se refuser à la cession immédiate des provinces réclamées par la France.

L'attitude du cabinet de Vienne faisait donc désirer la paix à la Prusse, presque à tout prix. D'un autre côté, la situation de la France l'invitait d'une manière non moins pressante à la résistance et à l'audace.

En ce moment même, le procès Barère donnait chaque jour de nouvelles forces au parti modéré, éloignait de plus en plus les indépendants des Jacobins, et poussait toujours davantage l'opinion publique vers les voies pacifiques et conservatrices. En dépit de toutes leurs victoires, les armées françaises étaient dans un profond dénûment; ce qui en restait encore, après les pertes immenses de l'année précédente, ne vivait qu'aux dépens des pays conquis; la France était pour longtemps hors d'état de rien faire en faveur de ses défenseurs. L'immense majorité de la population désirait la paix, et si, à la Convention, un orateur se hasardait encore à parler d'extension et de gloire, la presse et le peuple lui répondaient par des cris de haine et de malédiction. Il fallait que le gouvernement se hâtât de donner satisfaction au vœu de la multitude, sous peine de succomber sous les coups du mécontentement public. Un des observateurs les plus clairvoyants de cette époque disait alors : « Si, avant deux mois, la république ne donne pas la paix au peuple, le peuple rétablira la monarchie. »

Ces faits n'étaient pas enveloppés d'obscurité comme les intrigues de Thugut; ils s'offraient avec évidence aux yeux de l'Europe entière. Rien n'importait autant au Comité de Salut public, au point de vue même de son existence, que la conclusion immédiate du traité prussien. Si Alvensleben pensait qu'il fallait, par amour de la paix, accéder aux demandes de la France, le Comité, de son côté, trouvait dans le même besoin de paix des motifs plus graves encore pour ne repousser aucune des conditions imposées par la Prusse. La suite de la négociation confirmera à chaque pas la vérité de cette assertion. Il importait au salut même de la république que la Prusse se retirât de la coalition, et nous ne doutons pas que la France n'eût volontiers payé cette retraite par l'évacuation des provinces rhénanes.

Les deux négociateurs étaient donc dans une situation à peu près analogue, chacun d'eux prévoyant qu'il serait forcé de céder si l'autre restait inflexible. Il s'agissait seulement de savoir lequel aurait le plus de pénétration, de force de volonté, de confiance en lui-même, et, nous le disons avec honte, la supériorité des Français sous tous ces rapports était incontestable alors; aussi la victoire leur resta-t-elle, au congrès comme sur le champ de bataille.

Ce fut le 26 janvier 1795 qu'eut lieu la première entrevue officielle entre le comte de Goltz et Barthélemy. Le comte demanda en premier lieu une suspension d'armes pour tout le temps que dureraient les négociations; Barthélemy y consentit et pria aussitôt les Comités de lui déléguer les pouvoirs nécessaires pour décider ce point. Mais, ce qui caractérise bien la situation des deux parts, c'est qu'à cette nouvelle le cabinet de Berlin et le Comité de Salut public enjoignirent à leurs représentants de ne pas prolonger les négociations en traitant d'une suspension d'armes, vu qu'il s'agissait surtout de s'entendre aussitôt que possible pour ce qui regardait la paix. Au besoin, du reste, le Comité se déclara prêt à n'ordonner aucune hostilité nouvelle contre le territoire prussien, et en particulier contre la place de Wesel. Quant aux Prussiens, ils décidèrent avec l'Autriche, le 29 janvier, que le général Mœllendorff, du moment que la Hollande était perdue, abandonnerait le Rhin moyen à la garde de l'armée impériale, et irait prendre position en Westphalie. Lorsque le Comité apprit cette décision, il y donna son entier assentiment, promit de n'inquiéter Mœllendorff en aucune façon, et offrit même de faire une fausse attaque contre la Westphalie, au cas où la Prusse croirait avoir besoin de ce prétexte pour justifier ses mouvements aux yeux du cabinet autrichien. « Nous voulons faire tout ce qui pourra hâter la conclusion de la paix, écrivait le Comité à Barthélemy, et nous ne rejetons la suspension d'armes que parce qu'il est vraisemblable qu'elle retarderait cette conclusion. »

Cependant les négociations furent bientôt interrompues par un événement tout à fait imprévu : le comte de Goltz, déjà souffrant lors de son arrivée à Bâle, ne tarda pas à tomber sérieusement malade et fut emporté en quelques jours par une fièvre bilieuse. Le ministère prussien chargea provisoirement Harnier

du soin de continuer les conférences, et ce fut à lui qu'une dépêche du 13 février donna connaissance des résolutions prises le 28 janvier par le roi, avec ordre d'agir en conséquence. Il devait, lui disait la dépêche, déclarer que la question de la cession des provinces rhénanes n'était pas du ressort de la présente négociation, et ne pourrait être discutée que lorsqu'il s'agirait de la paix générale. Le traité actuel devait tout au plus en faire mention pour dire que la délimitation des frontières ne serait réglée qu'à cette époque. Harnier devait, en outre, manifester le désir que le Comité de Salut public proposât un projet pour le traité de paix. Barthélemy donna à tout son entière approbation. « Il fallait, dit-il, tâcher de trouver un *mezzo termine* pour différer la question des frontières ». Il fit seulement remarquer que l'on ne pouvait songer, pour le moment, à l'évacuation des provinces de la rive gauche du Rhin par les troupes françaises. « Mais afin d'éviter tout frottement, on pourrait, dit-il, arrêter une ligne de démarcation bien précise pour les futures provinces neutres. » Haugwitz tomba d'accord avec lui sur ce point; il était déjà préparé à consentir à l'occupation militaire de la rive gauche jusqu'à la paix. Le chemin qui devait conduire à une entente parfaite semblait donc aplani de tous côtés.

Mais la tournure prise par ces discussions excita en France le mécontentement des chefs du pouvoir, qui, d'après les déclarations de Meyerink et les discours tenus à Paris par Harnier, s'étaient attendus à la cession immédiate des provinces rhénanes. Le renvoi de cette cession à la paix générale était loin de les satisfaire, malgré toutes les bonnes dispositions du gouvernement prussien dont les négociateurs leur donnaient l'assurance. Il était clair que la Prusse ne se considérerait comme enchaînée par ces promesses qu'autant que son intérêt politique y trouverait son compte. Sachant d'ailleurs combien le gouvernement prussien désirait la paix, ils résolurent de faire une dernière tentative, et d'avoir même recours aux menaces pour arracher à la faiblesse de leur adversaire le consentement auquel ils attachaient tant de prix.

« La Prusse fait de nouvelles difficultés, écrivirent-ils le 1er mars à Barthélemy; sa répugnance à nous céder les pays

conquis nous fait douter de sa sincérité; nous retirons donc la promesse que nous lui avions faite relativement à Wesel, et nous donnons à nos généraux l'ordre de ne prendre pour règle de leur conduite que les considérations militaires. » Dans le premier moment, cette lettre inquiéta fort les négociateurs; mais, Barthélemy lui-même ayant offert de protester contre les décisions qui y étaient exprimées, Harnier annonça à son gouvernement que ces menaces n'étaient pas sérieuses, et qu'il fallait se montrer inexorable. Les ministres, se rangeant à son avis, ne prêtèrent nulle attention à ces nouveaux bruits de guerre, sur quoi le Comité de Salut public s'amenda. « Les nuages qui semblaient menacer la négociation se sont dissipés grâce aux explications de Barthélemy, » écrivait-il le 11 mars; et il envoya à son ambassadeur le projet de traité réclamé par la Prusse.

Ce projet, tout en sauvegardant autant que possible les intérêts français, répondait complétement aux principes posés jusque-là par Haugwitz. Il établissait que l'amitié et la paix devaient régner entre la république et le roi, considéré soit comme roi, soit comme électeur de l'Empire; qu'aucune des parties contractantes ne devrait désormais soutenir l'ennemi de l'autre ni lui accorder le passage dans ses États; que les troupes françaises devraient évacuer les provinces prussiennes de la rive droite du Rhin, mais qu'elles continueraient à occuper celles de la rive gauche; que ces provinces (art. 6) partageraient, lors de la paix générale, le sort des autres provinces de l'Empire situées comme elles sur la rive gauche; que la France (art. 9) accepterait les bons offices du roi en faveur des États de l'Empire qui voudraient entrer directement en négociation avec la république. A ces points principaux s'ajoutait un post-scriptum, dont l'acceptation toutefois n'était pas exigée expressément comme condition du traité. « Pour mettre, disait le Comité, nos relations avec la Prusse en harmonie avec notre système général, nous désirons, par un article secret, exiger de la Prusse, ou plutôt convenir avec elle, qu'elle acquiescera à un plan soit de neutralité armée, soit d'alliance ouverte avec la Suède, le Danemark, et peut-être la Hollande. Si la Prusse n'y est pas disposée, nous n'insisterons pas; mais nous comptons pour tout le reste sur une conclusion

immédiate. » — « C'est notre ultimatum, écrivait encore le Comité à la date du 16; tout délai nous mécontenterait beaucoup. » Et le 19 : « Dépêchez-vous; traitez; les moments sont précieux; si la paix ne se conclut pas, chaque jour qui s'écoule est autant de perdu pour le triomphe de nos armées, qui, sans ces négociations, seraient depuis longtemps dans de fertiles contrées, au lieu de mourir de faim dans des pays épuisés. »

Harnier partageait personnellement cette impatience du Comité; cependant, il dut répondre que, pour le moment, la Prusse ne pouvait s'engager dans l'alliance qui lui était proposée avec les puissances du Nord, ni accepter l'article 6 sans espoir de compensation. Pour le reste, il devait attendre l'arrivée à Bâle de Hardenberg, ministre des provinces franconiennes, que le roi avait désigné le 28 février pour succéder au comte de Goltz. Hardenberg était un homme instruit et éclairé, de formes élégantes et faciles, d'un esprit large, d'un tempérament ardent, d'une nature dépourvue de grandeur héroïque, mais dont les vues n'étaient cependant ni étroites ni bornées, d'un caractère qui ne fut pas, sans doute, à la hauteur des crises ultérieures de son pays, mais qui suffisait à la situation actuelle, et qui surpassait de beaucoup le ministre Haugwitz et le roi en courage et en vigueur. Il avait manifesté dès le mois de janvier son opinion au sujet de la paix; selon lui, elle était indispensable à la Prusse, quand même l'Autriche et l'Angleterre resteraient sous les armes; cependant il était d'avis qu'il fallait rejeter toute demande d'alliance avec la France, et se borner à une ferme neutralité, tant pour la Prusse que pour les États de l'Empire qui faisaient cause commune avec elle. « Cette neutralité, ajoutait-il, était si nécessaire et si importante pour la France, qu'on l'obtiendrait sans aucun sacrifice de territoire si l'on montrait quelque fermeté. » Il voulait donc, comme Finkenstein, que l'on rejetât énergiquement et absolument la demande de la France relativement à la rive gauche du Rhin. Dans ces dispositions, il lut avec un vif regret les instructions que son gouvernement lui donna au moment de son départ pour Bâle. Haugwitz y faisait une concession à la France, en consentant à l'abandon éventuel des provinces rhénanes à condition que la Prusse serait indemnisée pour ce sacrifice; il de-

mandait seulement que cette concession fût l'objet d'un article secret et séparé. Du reste, Hardenberg devait réclamer le Rhin comme ligne de démarcation militaire, et, si cela était refusé par les Français, proposer une ligne qui s'étendrait de Frankfort à la Roehr et au Rhin, en passant par Altenkirchen et Elberfeld ; il devait, en outre, réserver à la Prusse une influence bien déterminée sur le règlement des affaires allemandes lors de la paix générale, et s'efforcer d'obtenir une indemnité convenable pour la maison d'Orange.

Hardenberg reçut en route, dans le Brisgau, l'ultimatum français. Il remarqua aussitôt qu'il n'y était question ni de dédommagement pour la cession des provinces rhénanes, ni de ligne de démarcation, ni des intérêts de la maison d'Orange. Il en profita le 16 mars pour revenir encore une fois à la charge auprès des ministres prussiens, au sujet des principes généraux. « Je voudrais me borner, dit-il, à un article secret qui garantirait une entente aussi complète que possible relativement aux frontières, lors de la paix de l'Empire. La France a le plus grand intérêt à nous détacher de la coalition, et, pour atteindre ce but, elle accepterait notre ultimatum. C'est pourquoi il serait à désirer que j'eusse deux cordes à mon arc et que je pusse prendre une attitude belliqueuse vis-à-vis des Français, au cas où ils n'accepteraient pas mes propositions. » C'était incontestablement ce qui eût été le plus digne et le plus sage; mais cette proposition mit Alvensleben en fureur. Il s'éleva violemment contre les idées de guerre que l'on voulait mêler à la plus simple des négociations. Haugwitz déclara de son côté que l'article 6 répondrait aux désirs de la Prusse si on pouvait le rendre secret et obtenir la promesse d'une indemnité. La neutralité armée proposée dans le post-scriptum offrait, selon lui, la forme la plus commode pour y rattacher la demande d'une ligne de démarcation. Quant à la maison d'Orange, on pouvait s'employer pour elle, mais sans subordonner la paix à ses destinées. Enfin, on n'avait nul moyen de procurer à Hardenberg la seconde corde qu'il désirait; c'était à lui à agir en conséquence.

Hardenberg déplora d'autant plus cette faiblesse, que tout, à Bâle, lui confirma la justesse de ses appréciations. Les nouvelles qui arrivaient de Paris prouvaient de plus en plus combien la

paix était nécessaire à la nation française; toutes démontraient l'impossibilité de faire peser plus longtemps les charges de la guerre sur le pays, et la prépondérance que recouvraient les partis modérés et monarchiques. Bacher lui-même, secrétaire de l'ambassade française, lui conseilla de ne pas se presser, assurant que, dans quelques semaines, la France se montrerait plus traitable. Bien que son gouvernement l'empêchât de tirer complétement parti de cette situation, il résolut cependant de faire tout ce qui dépendrait de lui pour y réussir. Dans la première conférence qu'il eut avec Barthélemy, le 21 mars, après avoir présenté le projet de traité rédigé par la Prusse, il revint à la demande d'une suspension d'armes provisoire, attendu, dit-il, que les prétentions de la France sur les provinces rhénanes pourraient peut-être faire traîner les négociations en longueur. Barthélemy répondit que la France ne renoncerait à aucun prix à la frontière du Rhin; que, pour le reste, il était prêt à consentir à toutes les concessions, à tous les articles secrets, à toutes les lignes de démarcation, et qu'il consulterait son gouvernement au sujet de la suspension d'armes. Mais le Comité de Salut public le désapprouva complétement. « Quoi ! s'écria-t-il le 25 mars, allons-nous retomber dans les hésitations et les lenteurs? Nous persistons à vouloir notre article 6 sans paragraphes secrets; nous n'accordons pas de trève, nous voulons une décision immédiate. » Quatre jours plus tard cependant, Barthélemy ayant annoncé que Hardenberg persistait à ne vouloir faire mention de la rive gauche du Rhin que dans un article secret et avec la promesse formelle d'une indemnité, le Comité se décida pour la seconde fois à faire un pas en arrière et à accéder à la demande de la Prusse. Mais, dans l'intervalle, Hardenberg avait produit une autre prétention. L'ultimatum français acceptait l'intervention du roi de Prusse auprès des États de l'Empire qui voudraient entrer directement en négociation avec la république; Hardenberg, alléguant que l'Autriche mettrait sans doute tout en œuvre pour empêcher que le traité séparé conclu par la Prusse ne dégénérât réellement de la sorte en paix pour l'Empire, déclara comme indispensable de décider ces États par l'appât d'un avantage immédiat; en conséquence, il demanda que la France, par un codicille à l'article 9, s'engageât à s'abstenir pendant trois mois de

traiter en ennemi tout État de la rive droite du Rhin qui réclamerait l'intervention de la Prusse. A cette nouvelle exigence, le Comité de Salut public s'irrita sérieusement. « Des yeux soupçonneux, écrivit-il à Barthélemy, considéreraient Hardenberg comme un ministre de la coalition. Ce codicille est tout à fait inadmissible. Il nous rendrait la guerre impossible sur la rive droite du Rhin, car tout État qui verrait nos troupes s'approcher réclamerait aussitôt l'intervention prussienne, et se mettrait par là, pour le quart d'une année, à l'abri de nos attaques. Nous sommes à bout de patience, nous ne voulons plus de retard; il nous faut un oui ou un non définitif et immédiat (30 mars). » Avant que cette dépêche arrivât à Bâle, les plénipotentiaires s'étaient entendus, le 1er avril, sur le point principal, la rédaction de l'article relatif aux provinces rhénanes. Il avait été convenu que les troupes françaises resteraient en possession des provinces prussiennes de la rive gauche du Rhin; mais que toute décision définitive à l'égard de ces provinces serait suspendue jusqu'à la pacification générale. Un article secret ajoutait ensuite que, si l'Empire abandonnait la rive gauche du Rhin à la république, le roi s'entendrait avec celle-ci sur la cession des provinces qu'il y possédait, moyennant une indemnité de territoire équivalente. Pour ce qui concernait la ligne de démarcation, la principale crainte exprimée par les Français était que le Hanovre ne fût couvert par cette ligne, car ils n'osaient espérer que l'électeur conservât une loyale neutralité; mais Hardenberg déclara qu'au besoin son gouvernement se montrerait prêt à faire occuper militairement ce pays par ses troupes afin d'assurer cette neutralité. Le Comité de Salut public avait réitéré le 31 mars son adhésion aux articles secrets réclamés par Hardenberg; la nouvelle en arriva à Bâle le 4 avril, et comme Hardenberg se montrait inébranlable à l'endroit de son codicille, Barthélemy se décida, malgré la dépêche du 30, à prendre sur lui de faire encore cette concession. La paix fut donc signée le 5 avril 1795. Le Comité déclara le 9 que le codicille avait été accepté malgré ses prescriptions, mais qu'il ne voyait pas là un motif suffisant pour priver la France et l'Europe des bienfaits de la paix; et il ratifia le traité.

Les petits avantages qu'il était parvenu à obtenir dans le cours de la négociation réconcilièrent quelque peu Hardenberg avec

l'œuvre en général. Il comprenait aussi bien que le Comité de Salut public l'importance du dernier codicille, grâce auquel il espérait que tout l'Empire serait en peu de temps soustrait, par la neutralité, à l'influence autrichienne. La satisfaction des ministres prussiens fut plus grande encore ; depuis plusieurs semaines ils avaient fait le sacrifice de la rive gauche du Rhin, et ils accueillirent avec joie l'espoir d'une riche compensation. Ils pensaient comme Hardenberg que la plupart des États de l'Empire ne tarderaient pas à se rattacher à eux ; ils voyaient d'ailleurs l'Europe entière incliner vers le système de la paix générale.

A Madrid, en effet, Alcudia avait déclaré à l'ambassadeur prussien que sa cour n'hésiterait pas un instant à suivre l'exemple de la Prusse, dès que celle-ci aurait traité avec la France. La Toscane avait déjà signé un traité à Paris au mois de février. Un diplomate vénitien avait informé Hardenberg, à Bâle, qu'il était chargé par le roi de Sardaigne de réclamer en son nom la médiation de la Prusse pour obtenir la paix avec la France. Le roi lui-même, à la vérité, hésitait encore à conclure une paix séparée ; mais les princes et ses ministres l'y poussaient avec tant d'ardeur, qu'il était impossible qu'il résistât longtemps à traiter en prenant le *statu quo* pour base. Barthélemy, auquel Hardenberg laissa entrevoir cet espoir, certifia à celui-ci que le gouvernement français entrerait avec joie en négociation, et que, ne pouvant rendre la Savoie qui était déjà incorporée à la France, il serait prêt à donner Milan au roi de Sardaigne comme compensation, dès que cette ville serait enlevée aux Autrichiens. A Paris surtout, les événements prenaient une tournure de plus en plus favorable à la paix. Depuis le 12 germinal, l'autorité du parti modéré se fortifiait chaque jour, et les chefs de ce parti demandaient sans détours que l'on abandonnât les provinces rhénanes. Hardenberg, qui était resté à Bâle pour régler avec Barthélemy les détails de la ligne de démarcation, écrivit le 20 avril à son gouvernement qu'il avait reçu les renseignements les plus positifs sur les sentiments des modérés, que ceux-ci traiteraient avec la Sardaigne comme avec la Prusse, et aux mêmes conditions, si les deux États s'engageaient à conclure ensuite une alliance avec la France ; qu'en conséquence, il fallait avant tout

que la Prusse, en vertu de l'article additionnel consenti à Bâle, s'occupât de négocier la paix de l'Empire et demandât sans détours que cette paix fût basée sur le *statu quo*. Il eut à ce sujet plusieurs discussions avec Barthélemy, discussions dans lesquelles le diplomate français, quoique très-réservé au sujet des vues de son gouvernement, lui donna clairement à entendre que lui et son parti partageaient ses idées, et étaient intimement convaincus du bien qu'une politique de paix véritable, c'est-à-dire désintéressée, ferait à la France.

Le gouvernement prussien s'abandonna donc encore une fois à l'espoir de convertir le traité de Bâle en une paix générale, sans que rien fût distrait du territoire de l'Empire.

LIVRE XII

FIN DE LA CONVENTION NATIONALE

CHAPITRE PREMIER

LES CONSTITUTIONNELS

La victoire du 12 germinal fut comme un signal donné au peuple français pour qu'il s'affranchît à jamais des derniers vestiges de la terreur, dans les habitudes sociales aussi bien que dans les institutions politiques. Le tutoiement républicain fut dès lors abandonné; la carmagnole et le *ça ira* cessèrent de se faire entendre, même dans les cabarets les plus infimes; le premier chant de guerre de la révolution, la *Marseillaise* elle-même, que la faveur des Jacobins avait discréditée, fut banni de tous les lieux publics. Nul ne voulut plus entendre parler du calendrier républicain, le décadi devint pour tous un objet de raillerie, le dimanche recommença à être célébré en tous lieux, et les habitants des villes comme ceux des campagnes se rendirent en foule aux offices du culte chrétien. La Convention, tout en proclamant au mois de février la liberté du culte privé, avait maintenu la prohibition des offices publics, et surtout la défense de rendre les églises à leur ancienne destination; mais, dans la plupart des communes de France, ni le peuple ni les autorités ne tenaient compte du décret; si parfois cependant un magistrat plus zélé que les autres voulait sévir contre le prêtre qui avait officié, les habitants déclaraient qu'ils l'y avaient contraint par la force,

qu'ils faisaient partie du peuple souverain, et qu'ils savaient que la résistance à la tyrannie, quelle qu'elle fût, était un devoir sacré pour le citoyen. Il était naturel que partout l'on donnât la préférence aux prêtres réfractaires, dont la conviction était garantie par la fermeté avec laquelle ils avaient supporté la persécution et affronté la mort, tandis qu'au contraire une foule de gens méprisés s'étaient glissés dans les rangs du clergé constitutionnel. Partout on demandait la restitution des biens ecclésiastiques, au moins dans une proportion suffisante pour couvrir les dépenses nécessitées par le soin des âmes et les frais du culte. Le temps n'était plus où le clergé, en qualité d'ordre puissant de l'ancien régime, était haï et redouté de tous; on ne se souvenait que des violences exercées par les Jacobins contre tout ce qui, depuis des siècles, avait été sacré pour le peuple. Les paysans, sans doute, n'entendaient pas recommencer à payer la dîme; mais ils voulaient le baptême pour leurs enfants, et, pour eux, un mariage religieux et une sépulture chrétienne. Il en était de même pour ce qui regardait la noblesse : nul ne songeait à lui rendre ses priviléges politiques ou à faire revivre les anciens parlements; mais la haine de l'émigration, qui avait donné lieu à tant de violences, était partout éteinte. Comment eût-il pu en être autrement? Les effroyables persécutions des deux dernières années avaient tellement accru le nombre de ceux qui avaient fui la France, que les chevaliers de Coblentz n'en formaient plus la dixième partie. Constitutionnels et Girondins, marchands et paysans, monarchistes et républicains avaient cherché par centaines et par milliers, au delà de la frontière, un refuge contre le poignard et la hache des Jacobins; maintenant, tous désiraient ardemment rentrer dans leur pays, quelle qu'en fût la constitution. Bien souvent même le caprice des gouvernants avait fait porter sur les listes des émigrés les noms d'hommes qui n'avaient jamais quitté la France. Un grand nombre de soldats qui combattaient aux frontières pour défendre la république étaient dans ce cas; les biens de leurs parents avaient été mis sous le séquestre, et leurs familles languissaient dans la misère. Bien que la terreur eût cessé, la législation sur les émigrés subsistait toujours; à la fin de 1794, la Convention, par un nouveau décret, en avait même confirmé toute la sévérité;

mais il ne se trouvait plus personne qui voulût l'appliquer. Les émigrés rentraient donc de toutes parts; les autorités locales les rayaient des listes sans difficultés ou fermaient les yeux sur leur retour; elles comprenaient qu'en sévissant contre eux on compromettrait le repos public, tant était grande la sympathie qu'ils inspiraient. Les citoyens s'opposaient par des menaces énergiques à toute espèce de procédures ou de mesures judiciaires, et même il n'était pas rare de voir leurs votes, dans les élections aux divers emplois, se porter sur des émigrés. Dans ces circonstances, la vente des biens de ces derniers, devenus biens nationaux, s'arrêta dans la plupart des départements; chacun répétait qu'il était inique d'en priver plus longtemps les possesseurs légitimes, à moins que ceux-ci n'eussent porté les armes contre la France. Or, nous savons que tout le système financier de la république avait les confiscations pour base, et que la vente des biens nationaux pouvait seule maintenir le cours des assignats. La Convention s'irritait donc de cette attitude prise par la population, car, outre le mépris de ses lois, elle y voyait la certitude d'une banqueroute prochaine; mais sa colère inquiétait peu les masses. L'immense majorité des habitants ne tenait nullement à l'approbation de la Convention; si on la soutenait contre les Jacobins, ce n'était pas par estime pour elle-même, mais uniquement par haine de ses adversaires. Le gouvernement républicain était l'objet d'un mépris profond et général, et nul décret n'était plus populaire que celui du 21 mars, qui annonçait la promulgation d'une constitution nouvelle. On prévoyait que cette constitution ne serait pas rédigée d'après les idées des Jacobins, c'en était assez; tout le reste était indifférent aux habitants. Ils ne demandaient qu'une chose, c'était de voir des hommes nouveaux, probes, instruits, honorables, succéder au pouvoir aux démagogues grossiers et passionnés dont les querelles brutales minaient de jour en jour l'autorité du gouvernement et l'empêchaient de s'affermir. Ni la presse ni la littérature ne cherchaient à dissimuler ces sentiments; de nombreuses brochures et la plupart des gazettes ne parlaient du gouvernement républicain en général qu'avec un profond mépris et une méfiance hostile. « Il était temps, disait-on, que la France regagnât enfin la terre ferme, après avoir été si longtemps ballottée par les divers par-

tis sur les vagues de la haine. Il lui fallait un gouvernement indépendant, fort et durable; la monarchie avait cet avantage qu'elle communiquait sa propre force à tout l'ensemble de la chose publique, et offrait par là de solides garanties à la liberté des citoyens; la constitution de 1791 n'avait manqué son but que parce que la méfiance inspirée par le roi avait paralysé la force du gouvernement, etc. » On entendait, à Paris même, des ouvriers se demander entre eux si, sous la monarchie, le blé était aussi rare et le pain aussi cher que sous la république, et la jeunesse dorée se plaisait à répéter que huit et neuf faisaient dix-sept, c'est-à-dire que la révolution de 89 devait aboutir à la restauration de Louis XVII.

Quand ces faits étaient portés à la connaissance de la Convention, l'esprit républicain se réveillait encore; les indépendants surtout, et quelques enthousiastes de la Gironde, s'écriaient alors avec colère que, tout en combattant la terreur, il ne fallait pas négliger de combattre aussi la royauté. Cependant ils étaient encore si profondément engagés dans la lutte contre les Jacobins, ils avaient encore tant d'œuvres de restauration à accomplir, et surtout ils étaient si dépourvus des forces intérieures nécessaires pour résister à l'opinion publique, qu'ils ne pouvaient songer pour le moment à entraîner la majorité de la Convention hors de ses voies habituelles. Si de temps à autre, d'ailleurs, quelques élans de sentiments monarchiques se produisaient chez les citoyens paisibles, ils savaient que ces manifestations n'étaient inspirées que par le désir du repos, et, par conséquent, ne dégénéreraient pas en actes de violence. Bien qu'ils entendissent souvent proférer des paroles peu respectueuses pour la Convention, ils pouvaient encore espérer de reconquérir la faveur de la population s'ils continuaient à réparer les maux causés par la terreur. Mais leur raison déterminante était que la Convention n'avait plus d'aide et d'appui à espérer que de la part de la jeunesse dorée et des citoyens paisibles, qu'elle devait tout craindre des Jacobins, et qu'il importait à son existence même de prévenir une répétition du 31 mai. Le 3 avril, on porta donc à seize le nombre des membres du Comité de Salut public, qui succombait sous le poids des affaires; puis, le 10, on prit une mesure que les sections parisiennes avaient déjà réclamée souvent, sans pouvoir

l'obtenir de la Convention méfiante : on décréta le désarmement de tous les citoyens qui avaient secondé, en quoi que ce fût, la tyrannie de la terreur. Cette tâche fut confiée aux conseils des communes dans les départements, et, à Paris, aux sections. Tandis qu'elle s'efforçait ainsi de paralyser les Jacobins, la Convention cherchait d'un autre côté à fortifier la classe aisée et modérée en ordonnant une réorganisation de la garde nationale de Paris, basée sur les principes de 1791. Elle revenait aussi à ces principes pour ce qui regardait l'administration du pays : la loi du 4 décembre 1793 fut abrogée, et on rendit aux autorités des départements et des districts l'importance et l'autorité qu'elles avaient reçues en 1791. Toutefois, on n'osa pas encore rétablir l'élection des divers fonctionnaires par le peuple ; les nominations furent provisoirement conservées aux Comités et aux commissaires de la Convention.

Du moment que la cause de la Convention se confondait ainsi avec celle du peuple, il était naturel que la grande restauration du droit et de la propriété devînt l'objet de vives discussions. Après la révolte des Girondins, c'est-à-dire pendant l'été et l'automne de 1793, plusieurs centaines de leurs partisans avaient été bannis comme fédéralistes; maintenant que la Convention avait proclamé les chefs de ce parti représentants de la bonne cause et avait rappelé dans son sein tous ceux d'entre eux qui vivaient encore, elle ne pouvait, sans se contredire elle-même, poursuivre plus longtemps les victimes secondaires du 31 mai. Toutes les sentences de bannissement qui avaient été prononcées contre elles furent donc révoquées le 11 avril, en même temps que la loi tyrannique du 10 mars 1793, qui déclarait hors la loi tous les ennemis de la révolution, sans préciser quels étaient ceux que l'on considérait comme tels. Quatre jours plus tard, Johannot proposa de nouveau d'effacer la confiscation du droit pénal de la France et de restituer les biens des victimes mortes sur l'échafaud aux familles de ces dernières. Il représenta que la plupart des exécutions avaient eu lieu sans aucune procédure préalable, que les biens nationaux étaient souillés du sang innocent, et que le crédit de l'État ne pourrait être relevé que par un grand acte de purification et de réparation. La majorité partageait si bien ces idées, que le décret fut voté sur-le-champ,

au milieu de bruyantes acclamations. Mais bientôt des craintes se manifestèrent. Rewbell s'écria qu'il était imprudent de rendre un tel décret sous l'empire d'un enthousiasme irréfléchi, et qu'il y avait là une foule de graves intérêts à examiner, si l'on ne voulait pas que la mesure tournât exclusivement au profit des royalistes. Quelques Thermidoriens, alarmés par le mouvement qui se produisait en faveur de l'Église, se joignirent à lui, et la majorité consentit encore une fois à ajourner sa décision. Le 18, Rewbell revint à la charge. Il convint que, dans des temps de calme, la confiscation était une iniquité, attendu qu'elle atteignait non-seulement le coupable, mais encore sa famille innocente; mais il ajouta qu'en temps de révolution et de luttes politiques, il était du devoir du vainqueur de mettre les descendants des vaincus dans l'impuissance de renouveler et de continuer la guerre. « Johannot lui-même, dit-il, a reconnu qu'il fallait distinguer les émigrés des condamnés; mais il ne peut nier que parmi les innocentes victimes qui ont péri il y ait eu des conspirateurs qui s'étaient armés contre la république, qui entretenaient des correspondances avec les émigrés, et qui leur faisaient passer des fonds pour nous combattre. » En conséquence, Rewbell demanda que l'on terminât d'abord la vente des biens des émigrés, puis que l'on prît une décision relativement à la fortune de leurs parents. « Alors seulement, dit-il, on pourra discuter la question de restitution des biens des condamnés. »

La Convention hésita. Quiconque faisait un appel énergique à son aversion pour les émigrés et la royauté manquait rarement son effet sur la grande masse de ses membres. Il fut donc décidé que les Comités feraient un rapport sur la fortune des ascendants des émigrés; mais un nouvel incident changea presque aussitôt les dispositions de l'Assemblée : le Comité de Sûreté générale l'informa qu'un nouveau projet d'insurrection des Jacobins venait d'être découvert. Le lendemain ou le surlendemain, plusieurs colonnes devaient sortir du faubourg Saint-Antoine, envahir l'arsenal, se rendre maîtresses des Comités de gouvernement et délivrer les patriotes prisonniers. Cette communication provoqua une violente explosion contre les terroristes, et ramena promptement du côté de la droite le flot qui commençait à incli-

ner vers la gauche. On apprit bientôt que des émeutes suscitées par les Jacobins avaient également éclaté dans plusieurs provinces; à ces nouvelles, la crainte de la terreur l'emporta sur toute autre considération, et le parti modéré regagna la prépondérance. Le 25 avril, on rendit presque sans difficulté un décret qui autorisait la réouverture des bourses, et le commerce de l'or et de l'argent; la gauche essaya bien encore de demander que l'on prît des mesures pour prévenir les accaparements et l'usure, mais les murmures de la majorité étouffèrent cette motion, qui ne fut pas même discutée. Ce sujet était, comme nous le savons, un de ceux à l'occasion desquels les tendances communistes s'étaient le plus hautement manifestées pendant le règne de la terreur; la facilité avec laquelle le décret fut voté témoignait donc d'un changement radical dans l'état des choses et des esprits.

Le même jour commença la discussion relative aux parents des émigrés, demandée par Rewbell. Nous avons dit précédemment comment, sous la terreur, la Convention avait mis sous le séquestre les biens de tous les citoyens dont les fils avaient émigré, attendu, disait-elle, que les parents avaient vraisemblablement été complices du crime de leurs enfants, et que la nation devait s'assurer pour l'avenir l'héritage des émigrés. Une foule de familles innocentes avaient été réduites par là à une misère absolue, et vivaient depuis lors d'aumônes ou des secours que leur accordaient les communes ou l'État. La loi que l'on proposa n'osait pas encore revenir purement et simplement à ce principe que nul ne peut être puni pour le crime d'un autre, et qu'il était inique et insensé de confisquer un bien par la seule raison qu'il pourrait peut-être revenir un jour à un émigré; mais elle ordonna de séparer dans cette masse de biens, pour la confisquer définitivement, la part qui constituait l'héritage des émigrés, et de rendre ensuite le reste aux ascendants de ceux-ci; elle décida de plus,à la grande colère de la gauche, qu'un préciput considérable serait toujours, dans ce partage, attribué au père.

La discussion sur les biens des condamnés eut lieu à la même époque, et dans le même esprit. Plusieurs Girondins, tels que Doulcet, Louvet, Lanjuinais, qui avaient souffert personnellement des cruautés de la terreur, mirent tout en œuvre pour entraîner

la Convention à prendre une décision conforme aux lois de la justice et de la morale; mais ici les difficultés étaient grandes. Bien qu'ils eussent pour eux l'opinion publique, qui parlait impérieusement et par mille voix à l'oreille des gouvernants, leurs efforts patriotiques se heurtaient au plus grave de tous les soucis de la Convention, à celui qui avait pour objets les revenus de l'État et le crédit des assignats, dont le gage devait se trouver réduit d'un tiers, et peut-être même de moitié, par la restitution qu'ils proposaient. C'était saper dans leurs fondements toutes les théories des indépendants, que de demander que des bornes fussent assignées, au nom de la justice, à la toute-puissance de la Convention; aussi Rewbell et ses amis, voyant qu'ils ne pouvaient complétement s'opposer à ces efforts, s'appliquèrent-ils au moins à en affaiblir les conséquences, et à sauver le principe, s'ils ne pouvaient sauver les biens. On rendit donc, le 3 mai, un décret qui maintenait la confiscation pour les biens des conspirateurs, des émigrés et de leurs complices, ainsi que des fabricateurs et distributeurs de faux assignats, mais qui ordonnait que les biens de tous les condamnés exécutés depuis le 10 mars 1793 fussent rendus aux familles de ces derniers. Les modérés étaient ainsi parvenus à mettre fin à un des maux les plus terribles qui eussent pesé sur le pays, et si le principe révolutionnaire avait été conservé, grâce aux efforts de la gauche, Lanjuinais et Doulcet avaient du moins obtenu qu'il fût frappé d'impuissance pour l'avenir. A dater de ce jour, l'immoralité de la confiscation fut reconnue par la conscience publique dans l'Europe entière.

A la même époque, l'œuvre de réconciliation s'accomplit également dans les provinces occidentales, ce qui était, aux yeux du parti modéré, un succès presque aussi important. L'exécution du traité de La Jaunaye ne rencontra aucun obstacle en Vendée. Charette en personne se rendit à Nantes, où il fut reçu avec les plus grands égards par les autorités républicaines, et salué des acclamations des habitants malgré sa cocarde blanche. Depuis lors, il vécut tranquille à Belleville, son quartier-général, et comme les commissaires de la Convention n'essayaient pas d'intervenir dans les affaires des paysans du Marais, toute trace des luttes mortelles qui avaient déchiré ce pays semblait effacée, au moins pour le moment. Stofflet, qui avait d'abord refusé arro-

gamment de souscrire à la paix de La Jaunaye, se voyait de jour en jour plus abandonné par ses partisans et serré de plus près par les forces de Canclaux; le 2 mai enfin, il se décida à signer à Saint-Florent un traité par lequel il acceptait les mêmes conditions que Charette, ce qui rendit la paix à la Vendée dans toute son étendue. En Bretagne, la pacification des Chouans rencontra plus de difficultés. Les pourparlers que le zèle du général Humbert avait réussi à entamer s'étaient bien continués et s'étaient même étendus peu à peu aux chefs de bandes les plus influents; mais il n'existait pas ici, comme en Vendée, de commandement en chef fortement organisé; l'autorité de Cormatin diminuait de jour en jour, et si l'on voulait conclure un traité réel et efficace, il fallait négocier successivement avec tous les chefs en particulier. D'un autre côté, le général Hoche, toujours convaincu que les Chouans n'étaient pas sincères dans leurs paroles de paix, et ne voulaient que gagner du temps afin de permettre aux émigrés de débarquer, se montrait raide et absolu dans les négociations, adressait remontrance sur remontrance au Comité de Salut public, et blâmait amèrement l'aveugle crédulité des commissaires de la Convention. Il alla même si loin, que le Comité le menaça de sa disgrâce et finit par lui enlever la moitié de son commandement; il ne lui laissa que l'armée de Brest (dans la Bretagne méridionale), et donna la direction de l'armée de Cherbourg (dans la Normandie occidentale) au général Aubert du Bayet. Cette mesure accrut l'autorité des commissaires, qui conclurent enfin, le 20 avril, un traité formel avec Cormatin et vingt-deux autres chefs de Chouans. Ce traité fut signé à La Mabilais, aux conditions déjà consenties en Vendée.

Ces succès remportés à l'intérieur, le traité qui venait d'être signé avec la Prusse, et une négociation qui commençait avec l'Espagne, remplissaient le parti modéré de joie et d'espoir : il croyait enfin toucher au but, c'est-à-dire à l'apaisement général, à la satisfaction de tous, et au terme de la révolution par la pacification de l'Europe. La première tâche à accomplir pour en arriver là était la rédaction de la constitution nouvelle, aussi se mit-on immédiatement à l'œuvre. Le 18 avril, Cambacérès présenta le rapport de la commission chargée de rédiger les lois organiques; sous le prétexte de faire connaître l'ordre qui

devait présider aux travaux de cette commission, il énuméra toutes les réformes à opérer et fit ressortir la nécessité de remplacer la constitution de 1793 par une œuvre tout à fait nouvelle. Ce rapport ne souleva aucune opposition; on décida que le nombre des membres de la commission serait porté à onze, et on procéda le 22 à la nomination des membres nouveaux. Depuis 1789, Siéyès jouissait d'une telle célébrité pour ses talents en matière de constitution, et il était devenu si notoirement le chef des indépendants, que son nom fut le premier qui sortit de l'urne; mais, soit qu'il fût trop fier pour vouloir partager sa gloire avec dix collègues, soit qu'il préférât en ce moment l'activité pratique du Comité de Salut public, il déclina toute participation à l'œuvre projetée. Cambacérès et Merlin de Douai, membres comme lui du Comité, refusèrent également. On nomma alors Thibaudeau, Laréveillère, Lesage, Boissy d'Anglas, Creuzé-Latouche, Louvet, Daunou, Berlier, Lanjuinais, Durand-Maillane et Baudin des Ardennes. Les modérés et les Girondins étaient donc en majorité, et, parmi les indépendants eux-mêmes, c'étaient les plus raisonnables et les plus capables qui avaient été nommés dans la personne de Daunou, Berlier et Laréveillère.

La gauche n'avait pas lieu d'être plus satisfaite de ec résultat qu'elle ne l'était des événements des dernières semaines en général. Il était possible que la France marchât vers un avenir plus calme, mais le présent n'était pas sans nuages pour la Convention. Si Johannot, Boissy d'Anglas, Lanjuinais s'étaient attiré la reconnaissance générale pour avoir provoqué la restitution des biens, ces éloges donnés à quelques-uns n'empêchaient pas la Convention d'être, dans son ensemble, un objet d'aversion pour la France entière. Nul n'éprouvait amour ni respect pour une Assemblée qui, pendant toute une année, avait été l'instrument de la plus effroyable tyrannie, et qui, en ce moment même, comptait encore une foule de membres chargés des malédictions de tous. Le gouvernement, exercé par les Comités, était faible, hésitant, soumis à des personnes et à des influences toujours nouvelles. Il manquait d'argent pour subvenir aux services publics; toutes ses troupes étaient aux frontières, et il n'avait plus, pour assurer l'ordre et le repos à l'intérieur,

ni les gardes nationales de Lafayette ni les masses populaires organisées jadis par Henriot. Il flottait donc, sans force et sans resssources, au gré de l'opinion publique. La majorité dans les deux Comités appartenait alors aux indépendants, tous Jacobins dans le cœur, qui avaient toujours pensé que le premier caractère du règne de la liberté consistait dans l'oppression des ennemis de cette même liberté. Ils voyaient avec une colère contenue le retour des émigrés et la réapparition des prêtres réfractaires, et ils finirent par obtenir, le 25 avril, que la Convention rendît un décret en vertu duquel aucun nom ne pouvait désormais être rayé de la liste des émigrés sans son autorisation. Ils ne s'irritaient pas moins de l'impunité avec laquelle les gazettes célébraient chaque jour les vertus de Louis XVI et flétrissaient les crimes de ses meurtriers. Quelquefois ils s'enhardissaient à faire emprisonner un rédacteur royaliste; mais ils ne faisaient par là que susciter une tempête qui éclatait dans vingt feuilles à la fois; la jeunesse dorée demandait alors à grands cris la liberté de la presse ou la mort, et le Comité, par un sage esprit de paix, finissait toujours par céder et par élargir le prisonnier. La loi sur le désarmement des terroristes avait provoqué à Paris la plus vive agitation; toutes les sections étaient devenues le théâtre de querelles personnelles, et les Jacobins menacés demandaient incessamment secours et protection au Comité de Sûreté générale contre la colère de leurs concitoyens. Quant à ceux-ci, ils attendaient que l'organisation de la garde nationale fût complète et qu'ils eussent des armes à la main; alors, pensaient-ils, la vengeance atteindrait tous les coupables et punirait tous les crimes de l'année précédente. Les nouvelles des départements, de ceux du Midi en particulier, étaient encore plus inquiétantes. Les commissaires de la Convention écrivaient de toutes parts que la population se ferait justice à elle-même si la Convention ne prenait pas promptement quelque grande mesure pour punir les forfaits commis depuis 1793. Quoique Thibaudeau, sincèrement revenu de ses anciennes idées démocratiques, fût actuellement l'un des chefs influents du parti modéré, il regardait la prolongation de cet état d'anarchie comme intolérable, et, à la grande surprise de la Convention, il lui proposa de concentrer encore une fois tous les pouvoirs entre les mains du Comité de Salut

public, jusqu'à la mise en vigueur de la nouvelle constitution. Les membres jacobins applaudirent à cette motion; mais la plupart des amis de Thibaudeau s'élevèrent contre ce retour vers le despotisme. Lanjuinais, à la grande colère de la gauche, déclara que l'on ne devait pas espérer le rétablissement du calme et de la prospérité tant que le pouvoir exécutif ne serait pas séparé du pouvoir législatif, et que ce dernier lui-même ne serait pas divisé en deux corps. Mais, sans attendre qu'on eût décidé quelque chose à cet égard, Chénier présenta le 1er mai, au nom des Comités, un rapport sur la situation du pays, dans lequel il énumérait, d'un ton menaçant, tous les griefs formulés contre la faiblesse des magistrats et contre l'audace de la presse, des prêtres et des émigrés. « On demande tous les jours, dit-il, comme un privilége de la liberté, le droit de louer le royalisme; des adresses coupables en faveur de la monarchie sont répandues à grands flots dans le Dauphiné et la Bretagne; Lyon vient d'être souillée par plusieurs meurtres politiques; une grande énergie peut seule sauver la république. » D'après les conclusions de ce rapport, il fut décrété que tout émigré ou prêtre non assermenté qui rentrerait en France serait aussitôt arrêté, que les écrits royalistes seraient sévèrement poursuivis, que les auteurs en seraient bannis, et que le désarmement des terroristes serait opéré par les soins du Comité de Sûreté générale. Ce fut en vain que Tallien chercha à protéger la presse contre les entraves qui lui étaient ainsi imposées; la Convention était tellement dominée par la crainte de la réaction, qu'elle vota successivement tous les articles du décret. Thibaudeau et Lanjuinais parvinrent cependant, en rappelant l'esprit qui animait la Vendée, à faire écarter une motion, celle qui menaçait de la prison toute infraction à la loi de février sur le culte.

Les tristes nouvelles qui arrivaient du Midi contribuaient encore à fortifier l'impulsion donnée à la majorité par les Comités. Il faut se rappeler ici à quels excès les amis de Robespierre et d'Hébert s'étaient portés à Lyon, à Marseille, à Avignon, à Orange, à Toulon, à Arles; il faut se dire qu'il n'était pas dans ces diverses villes une seule famille qui n'eût été frappée par la terreur dans ses membres ou dans ses biens, pour comprendre l'irritation qu'y éprouvait le peuple en voyant les séides de la ty-

rannie jouir impunément du fruit de leurs forfaits. Quelques-uns avaient bien été arrêtés ; mais il n'était pas sûr qu'un jugement fût prononcé contre eux, et, dans tous les cas, les procédures marchaient très-lentement. La fermentation augmentait donc de jour en jour. Des menées politiques venaient s'y joindre ; les émigrés rentrés facilitaient de nombreuses intelligences avec les princes fugitifs. Dans le courant du printemps, on vit se former, à Lyon d'abord et bientôt sur cent autres points, des bandes armées, qui, sous le nom de *Compagnies du Soleil* ou de *Compagnies de Jésus*, s'arrogeaient une mission vengeresse. Dès lors, les membres des commissions sanguinaires instituées par Collot et Maignet, les espions de la police terroriste, tous ceux qui avaient fait partie des anciens comités révolutionnaires, eurent sans cesse à trembler pour leur vie. A Lyon, il suffisait de crier en plein jour derrière un passant : « Arrêtez le Mathevon (c'est-à-dire le Jacobin), » pour que celui-ci fût saisi, arrêté et jeté dans le Rhône. Le 5 mai, un espion bien connu de la police de Collot, contre lequel le peuple réclamait une condamnation immédiate, comparut devant le tribunal. Comme les juges ne voulaient pas s'écarter des formes légales, la foule fit irruption dans la salle, égorgea l'accusé, et, avide de vengeance, se précipita ensuite vers la prison, qui n'avait qu'une garde peu nombreuse et mollement dirigée. Le peuple força les portes, et immola dans sa rage quatre-vingt-dix-sept terroristes prisonniers. Le représentant Boissel parut sur le lieu du carnage quand tout était fini ; les meurtriers eux-mêmes l'entourèrent en protestant de leurs bonnes intentions, lui racontèrent ce qui venait de se passer, décrivirent en termes passionnés de quels hommes maudits ils avaient débarrassé le pays, et se plaignirent amèrement de la troupe, qui avait voulu les arrêter. Des scènes non moins terribles eurent lieu à Aix le 11 mai : le peuple força également la prison et tua trente prisonniers, sous les yeux mêmes du commissaire Chambon, qui fit bien entendre quelques faibles paroles de légalité, mais qui, au fond du cœur, partageait les sentiments de la foule furieuse.

Ainsi que l'on devait s'y attendre, ces événements furent exploités à Paris, par les partisans des Jacobins, contre les royalistes et les émigrés. Le 10 mai, les pouvoirs du Comité de Salut

public furent considérablement augmentés, mais pas autant, toutefois, que l'avait proposé Thibaudeau. On s'occupa ensuite de réprimer la licence des journaux, sans se laisser arrêter par aucune considération. Dans quelques sections, les citoyens se prononcèrent encore en faveur de la liberté de la presse, mais ils ne firent par là que décider le Comité à retarder l'organisation de la garde nationale. Le désarmement des terroristes fut complètement suspendu; le Comité de Sûreté générale accueillait comme légitimes toutes les raisons que ceux-ci faisaient valoir pour justifier leur conduite, et la Convention fermait l'oreille aux réclamations des sections, qui se plaignaient de ce que la loi n'était pas exécutée. En lisant les rapports qui lui arrivaient de Lyon, le Comité de Salut public trouvait les *Compagnies de Jésus* plus redoutables pour lui que tous les Jacobins réunis. Ces gouvernants, dépourvus pour la plupart de principes moraux et de convictions politiques, et poussés par les événements tantôt à droite, tantôt à gauche, n'avaient d'autre but que de conserver le pouvoir et les jouissances qu'il procure, et étaient prêts à se servir indistinctement de tous les partis pour combattre ceux qui leur portaient ombrage. Après avoir, le 12 germinal, triomphé des terroristes à l'aide des citoyens, monarchistes pour la plupart, ils ménageaient et protégeaient maintenant les Jacobins, pour s'en servir dans la lutte qui se préparait contre les royalistes.

Mais il ne leur fut pas donné de marcher longtemps sur cette voie sans rencontrer d'obstacles.

La cherté des denrées était toujours aussi excessive qu'en hiver, et ne pouvait, en effet, diminuer avant l'époque des récoltes. D'un autre côté, comme la guerre entravait partout le commerce extérieur, la consommation diminuait les ressources de semaine en semaine. Au mois de mai, il devint impossible aux autorités parisiennes de procurer à la population la ration quotidienne d'une livre ou d'une livre et demie de pain par tête qui lui avait été assignée en mars, et l'on s'estimait heureux lorsqu'à une demi-livre de pain on pouvait joindre une demi-livre de riz. La misère des basses classes était donc immense, et les suggestions des Jacobins recommençaient à être écoutées dans les faubourgs. L'extrême gauche de la Convention avait été vaincue et écrasée le 12 germinal, mais elle n'était nullement anéantie, et ses sentiments

n'avaient pas changé. Ses membres, qui avaient assisté avec colère, pendant tout le mois d'avril, au triomphe des modérés, ressentirent une joie haineuse, dès les premières semaines de mai, en voyant les craintes que les royalistes causaient à la Convention. Lorsque les Comités recommencèrent à protéger les Jacobins, soit contre le désarmement, soit contre toute autre vexation, les membres de la Montagne, loin d'en éprouver de la reconnaissance, résolurent sur-le-champ de profiter de ces instants où quelque liberté de mouvement leur était rendue, et de tenter de reconquérir le pouvoir par un hardi coup de main. Les députés Goujon et Bourbotte prirent la direction de l'entreprise; Thuriot et Cambon qui avaient échappé à l'arrestation par la fuite après le 12 germinal, se chargèrent d'exciter les faubourgs. La misère des ouvriers leur était un puissant auxiliaire; les massacres qui avaient eu lieu dans le midi de la France et les menaces de la bourgeoisie parisienne donnaient à leur cause une apparence de justice; enfin la discorde qui s'était produite entre le gouvernement et les sections à l'occasion de la nouvelle protection accordée aux Jacobins, leur permettait d'espérer qu'ils parviendraient à subjuguer la Convention, et à lui imposer des décrets qui soumettraient les citoyens. Leur plan était, comme le 12 germinal, d'interrompre la séance de la Convention en lui présentant une pétition qui demanderait du pain, la constitution de 1793 et la mise en liberté des patriotes, puis de disperser la majorité de l'Assemblée, qui leur était hostile, de constituer les membres de la gauche comme les seuls vrais représentants de la nation, et, tandis que d'autres colonnes s'empareraient de l'Hôtel de ville et de l'Arsenal, de dissoudre le gouvernement et de rétablir le système de 1793. Les masses des faubourgs étaient si bien disposées, que l'on osa, le 19, imprimer et publier ce plan d'insurrection. Dès l'après-midi de ce jour, des émeutes éclatèrent dans différents quartiers, et la Convention vit sa séance troublée par les cris et les applaudissements des tribunes à chaque mot que proférait un orateur jacobin.

Le lendemain, 20 mai (1er prairial), dès cinq heures du matin, la générale et le tocsin appelèrent aux armes les insurgés des faubourgs. Aussitôt les Comités du gouvernement se réunirent, et, vers huit heures, ils ordonnèrent de battre le rappel dans les

autres parties de la ville, pour rassembler les citoyens. Lorsque, trois heures plus tard, la Convention entra en séance, tout était encore assez calme dans le voisinage des Tuileries, mais les tribunes étaient remplies de femmes dont les cris et les rires s'opposèrent à toute discussion, et que les huissiers étaient impuissants à faire rentrer dans l'ordre. D'un côté, la force armée ne se réunissait pas dans les sections, de l'autre, la jeunesse dorée agitait dans les cafés du Palais-Royal la question de savoir si les membres du Comité de Salut public n'étaient pas des Jacobins plus dangereux que les ouvriers du faubourg Saint-Antoine. Le président confie enfin la défense de la Convention à un général de brigade qui se trouve là par hasard; celui-ci arme de fouets de poste une demi-douzaine de jeunes gens, et bientôt les tribunes sont évacuées, au milieu du plus affreux tumulte. Au plus fort du bruit, une première troupe d'ouvriers paraît à l'entrée de la salle, en brise les portes et envahit l'espace resté libre en avant de la tribune. Quelques députés, soutenus par un détachement de gendarmerie qui arrive à point nommé pour leur prêter main forte, s'élancent pour barrer le passage aux émeutiers, et les insurgés sont repoussés à coups de sabre. Mais le danger ne faisait que commencer. Le tocsin retentissait de toutes parts, le tumulte croissait de minute en minute sur la place du Carrousel, et les abords de la salle n'étaient gardés que par un faible bataillon réuni dans une seule section. Vers quatre heures, les insurgés reviennent à la charge avec des forces plus considérables; le combat s'engage aux portes mêmes de la salle; la garde nationale, assaillie à coups de fusils, est bientôt écrasée, et le flot de la multitude populaire, passant sur le corps du député Féraud qui s'était élancé pour l'arrêter, envahit l'enceinte, tandis que les plus acharnés se précipitent vers le bureau pour forcer le président à rendre les décrets, but de l'insurrection. Boissy d'Anglas occupe le fauteuil présidentiel, à la place de Vernier, âgé et malade. La pâleur couvre ses traits, mais il reste calme et impassible, bien que le peuple l'accable d'injures et que tous les bras, toutes les bayonnettes soient dirigés contre lui. « La mise aux voix! Du pain! Les décrets! » lui crie la foule furieuse. Féraud, qui s'est relevé, accourt pour le défendre et détourne une pique qui le menace; mais, en ce moment, lui-même est ren-

versé d'un coup de pistolet et traîné hors de la salle, où ces forcenés l'achèvent. Sa tête est mise au bout d'une pique et présentée à Boissy, qui la salue avec respect, sans se départir de sa fermeté et de son sang-froid. Les chefs des insurgés essayent de profiter alors de ce qu'une grande partie des députés ont fui devant l'émeute, pour présenter et faire adopter leurs motions; mais ils ne peuvent parvenir à se faire entendre. La foule s'agite dans la salle, buvant, criant, demandant bruyamment du pain et la liberté, et plusieurs heures s'écoulent avant qu'il soit possible à Goujon et à ses amis d'établir un semblant de discussion.

A la nouvelle de ces désordres cependant, un certain nombre de sections se sont émues, et, à l'entrée de la nuit, plusieurs bataillons finissent par se réunir sur la place du Carrousel; mais nul ne sait où se trouvent les Comités du gouvernement, ni même s'il existe encore un gouvernement. Dans la salle, Boissy d'Anglas et les secrétaires ont quitté le bureau; vers neuf heures, les montagnards poussent le vieux Vernier au fauteuil de la présidence, et le peuple empêche les députés encore présents de quitter la salle. Goujon, Romme, Soubrany présentent alors leurs motions patriotiques; toutes sont adoptées sur-le-champ par les députés, qui agitent leurs chapeaux en signe d'assentiment. Toutefois l'on manque de secrétaires pour les enregistrer, et ce n'est qu'à onze heures que Duquesnoi fait nommer une commission exécutive qui doit s'emparer des rênes du gouvernement et faire arrêter les membres des deux Comités. Mais alors ces derniers ont réussi à s'entendre avec la garde nationale et à réunir de nouveaux renforts; bientôt après Boissy reprend possession du fauteuil, et, au moment même où les membres de la commission révolutionnaire se disposent à sortir, Legendre, Chénier et d'autres Thermidoriens paraissent à la porte, à la tête d'une troupe armée. Une affreuse mêlée s'engage aussitôt. Les insurgés ont d'abord le dessous ; mais ils reçoivent également des renforts, et ils repoussent la troupe à leur tour, aux cris de victoire de la Montagne. Tout à coup la générale se fait entendre au dehors : bientôt d'épais bataillons débouchent par tous les passages, la baïonnette au bout du fusil; les insurgés éperdus se réfugient en désordre dans les tribunes, assiégent les portes latérales ou se précipitent aux fenêtres, par

lesquelles ils s'échappent. Treize montagnards, qui s'étaient fait remarquer entre tous par leur violence, sont arrêtés et immédiatement conduits en prison. Il était plus de minuit lorsque la Convention rentra enfin en possession de toute sa liberté. La ville était tranquille; dans la section de la Cité seule, le bruit du tambour retentissait encore de loin en loin.

Cependant le danger n'était pas encore passé. Le lendemain, dès le début de la séance, on apprit qu'une Convention du peuple souverain venait de se former à l'Hôtel de ville, mais que déjà les bataillons des sections bien pensantes marchaient contre elle. Tous les orateurs s'élevèrent alors contre les terroristes avec la plus vive énergie. « Les braves citoyens que l'on nomme royalistes ne sont pas dangereux, dit Larivière; mais on a fait sortir les Jacobins des prisons, vous voyez maintenant quel usage ils font de leur liberté. » A midi, on apprit que les rebelles avaient abandonné l'Hôtel de ville et s'étaient retirés dans le faubourg Saint-Antoine; la garde nationale les avait d'abord poursuivis; mais tout à coup elle s'était vue menacée par des masses considérables, armées de l'artillerie du faubourg, et elle n'avait pas osé risquer le combat. Vers cinq heures, elle parut devant les Tuileries, serrée de près à son tour par les bandes des faubourgs. Le président annonce alors aux députés que les canons des ennemis sont braqués sur le château, mais Legendre s'écrie : « Je demande que nos collègues restent à leur poste! La nature nous a tous condamnés à la mort! Un peu plus tôt, un peu plus tard, qu'importe! » Un silence plein d'anxiété succède à ces paroles. Une demi-heure s'écoule, pendant laquelle les canonniers des deux partis parlementent au dehors. Enfin un membre annonce que les faubouriens seraient disposés à rentrer dans l'ordre si on les accueillait avec douceur, si on leur promettait des vivres plus abondants, et si on leur donnait l'espoir que la constitution serait promptement promulguée. Aussitôt la Convention rend un décret, un peu équivoque, à la vérité. « La Convention, dit-elle, toujours occupée du soin des subsistances, décrète que la commission des Onze lui proposera sous quatre jours les lois organiques de la constitution. » Sur une nouvelle manifestation des vœux populaires, la loi relative au commerce de l'or et de l'argent est rapportée, et les biens des parents des

émigrés sont de nouveau mis sous le séquestre. Une députation des faubouriens se présente alors, et quoique ses allures soient encore très-provocatrices, le président embrasse ceux qui la composent et leur fait les meilleures promesses. La réconciliation ainsi scellée, les insurgés regagnent les faubourgs en vainqueurs.

Mais ils n'avaient obtenu que de belles paroles, et la Convention attendait avec une fiévreuse impatience le moment de leur faire sentir sa puissance. Au plus fort du tumulte du 20, le Comité de Salut public avait fait un pas décisif : il avait envoyé à l'armée du Nord l'ordre de diriger, à marches forcées, trois mille hommes de cavalerie sur Paris. Ceux-ci arrivèrent dans la soirée du 22, en même temps que de fortes colonnes d'infanterie étaient également annoncées de divers côtés. Le gouvernement se sentait donc soutenu, et il était fermement résolu à faire usage de sa force. Le 23, les députés Aubry, Delmas et Gillet furent chargés du commandement des troupes, les mesures les plus sévères furent prises pour prévenir toute tentative d'émeute, et une commission militaire fut instituée avec ordre de se montrer inflexible envers les factieux. Comme le faubourg Saint-Antoine ne voulait livrer ni son artillerie ni les assassins de Feraud, on se mit en mesure de le mitrailler immédiatement ; aussi, pour le soir, la soumission était-elle complète. Les arrestations se poursuivirent sans interruption dans tous les quartiers, les sections reçurent l'ordre de rester en permanence jusqu'au complet désarmement des terroristes, et, la remise des piques ayant été prescrite sous les peines les plus sévères, les citoyens eux-mêmes se mirent à l'œuvre pour faire exécuter les ordres du gouvernement. La réorganisation de la garde nationale reprit aussi un nouvel essor : les ouvriers, les domestiques, tous ceux qui n'avaient ni biens ni patrie furent licenciés, et on enrôla à leur place des volontaires de la classe aisée, dont on forma des compagnies de grenadiers et de cavaliers. On était tout à fait revenu aux idées et aux vues des premières semaines d'avril, et l'on saisissait avidement toutes les occasions de faire une complète réparation d'honneur aux citoyens décriés comme monarchistes jusque-là.

Les Jacobins eux-mêmes semblaient prendre à tâche d'entre-

tenir ces sentiments. A peine était-on parvenu à les réduire à Paris, qu'on apprit que, le 17, leurs partisans s'étaient mis à Toulon à la tête d'une menaçante insurrection et s'étaient complétement rendus maîtres de la ville. Depuis plusieurs semaines déjà, les commissaires en mission dans le Var témoignaient la plus vive inquiétude; ils annonçaient dans leurs rapports que les mécontents de tous les départements du Midi affluaient dans cette importante place maritime, que les ouvriers du port, au nombre de plusieurs mille, étaient dans une effrayante fermentation, et que des éléments de jacobinisme se rencontraient jusque dans les marins de la flotte et dans la garnison, trop faible d'ailleurs. La flotte s'apprêtait précisément alors à tenter une attaque contre l'île de Corse et les Anglais, ce qui devait enlever aux insurgés une partie considérable du butin sur lequel ils comptaient; d'un autre côté, ils apprirent le massacre de leurs amis d'Aix et de Lyon; peut-être même furent-ils instruits des projets des Parisiens; bref, ils résolurent de ne pas tarder davantage. L'émeute commença donc le 17 dans la ville; le 18, les ouvriers du port éclatèrent à leur tour, et la garnison n'osa ou ne voulut opposer aucune résistance. Dans son désespoir, un des représentants se brûla la cervelle; un autre, Niou, se réfugia à grand'peine sur un des bâtiments de guerre à l'ancre dans la grande rade. Sur la flotte même, on craignit pendant quelques jours de ne pouvoir maintenir la discipline parmi les équipages; mais, par bonheur, un détachement de la flotte de Brest était arrivé à Toulon peu de temps auparavant, et son attitude ferme et loyale contint dans le devoir les matelots mécontents. Dans la ville, les insurgés, au nombre de huit mille environ, conservèrent assez d'ordre; mais ils annonçaient l'intention de marcher sur Marseille, d'entraîner cette ville à leur suite, et de courir, avec ces forces réunies, au secours de leurs frères de Paris. Il y avait là évidemment un projet de résistance bien décidé; aussi le gouvernement n'hésita-t-il pas à envoyer des pouvoirs illimités aux commissaires en mission dans le Midi; mais il n'était pas besoin de l'impulsion d'en haut pour enflammer tous les esprits et armer tous les bras contre les émeutiers. Partout où arrivait la nouvelle que les Jacobins étaient maîtres de Toulon, les populations se soulevaient d'un commun accord. Un des commissaires résidant à Marseille,

nommé Chiappe, se rendit courageusement seul à Toulon pour y porter les ordres de la Convention, et faire rentrer, si c'était possible, les séditieux dans le devoir; il ne put se faire écouter, et il dut s'estimer heureux de s'échapper sain et sauf, après un emprisonnement de plusieurs jours. Isnard, son collègue, rassembla alors quelques chefs militaires et des détachements de l'armée d'Italie, troupes bien exercées, auxquelles les habitants, pleins d'enthousiasme, se joignirent par milliers. « Si vous n'avez pas assez d'armes, leur dit Isnard au moment du départ, déterrez les cadavres de vos frères immolés et servez-vous de leurs os pour frapper leurs assassins! » Ces paroles prouvent éloquemment quel esprit animait ces hommes armés pour la résistance. A quelques lieues de Toulon, ils rencontrèrent les rebelles qui s'avançaient en désordre, au nombre de trois mille tout au plus et avec douze canons seulement, tandis que les commissaires de la Convention disposaient de forces trois fois plus considérables. Toutefois, ces insurgés soutinrent pendant trois heures un combat opiniâtre; mais enfin ils durent céder devant l'habileté et la force de leurs adversaires et s'enfuirent dans toutes les directions. Le 31, Toulon se rendit à discrétion.

Paris suivait avec la plus vive anxiété les différentes phases de cette insurrection. Il n'y avait qu'une voix pour demander qu'on en finît avec une faction que rien ne pouvait corriger. Le 24 mai, Pache, Bouchotte et six de leurs compagnons de l'ancien ministère de la guerre, dévoués à la Montagne, furent cités devant le tribunal criminel, et la commission de législation reçut l'ordre de présenter dans le plus bref délai un rapport sur tous les représentants qui, en qualité de commissaires dans les provinces ou aux armées, avaient souillé leur caractère par des actes illégaux, de quelque nature que ce fût. Le lendemain et le surlendemain, huit montagnards furent décrétés d'accusation pour avoir pris part aux troubles du 1er prairial; le 28, tous les membres des anciens Comités du gouvernement furent arrêtés, à l'exception de Carnot, Prieur (de la Côte-d'Or) et Louis (du Bas-Rhin); le 1er juin enfin, huit autres députés de la Montagne suivirent leurs collègues devant le tribunal. Dans le même temps, on reprit le procès de Lebon, commencé depuis des mois. Dès

le 7 mai, Fouquier-Tinville et quinze de ses amis étaient montés sur l'échafaud, où les avaient accompagnés les malédictions de la foule; le 17 juin la commission militaire condamna Goujon, Romme, Soubrany, Duquesnoy, Bourbotte et Duroy, pour avoir trempé dans la révolte du 1er prairial. Les discussions soulevées par ces actes de rigueur rappelèrent toutes les horreurs commises aux jours les plus redoutables de la terreur. Ce fut avec une indignation toujours croissante que la population entendit dévoiler les iniquités du tribunal révolutionnaire de Paris, les fureurs insensées de Lebon à Arras, la conduite cruelle et révoltante de quelques autres commissaires : l'un avait admis le bourreau à sa table, l'autre avait pillé les propriétés publiques et privées, un troisième, à l'occasion d'une fête patriotique, avait paru à un théâtre dépouillé de tous ses vêtements, et avait adressé les paroles les plus obscènes aux femmes qui se trouvaient présentes; tous avaient versé sans distinction le sang des innocents aussi bien que celui des coupables. Ces révélations eurent pour résultats immédiats la suppression du tribunal révolutionnaire qui avait été pendant plus de deux ans l'effroi de la France, et la modification de la loi de février sur le culte ; à dater de ce jour, le service divin put être célébré par tout prêtre qui consentait à signer une simple déclaration de soumission aux lois de l'État. Enfin, la commission de législation reçut le pouvoir d'opérer des radiations sur la liste des émigrés, sans décret de la Convention. « Il faut, dit Sévestre un peu plus tard, supprimer les expressions aussi bien que les institutions de la tyrannie; bannissons le mot révolutionnaire de notre langue, et rendons aux comités révolutionnaires, qui, sous ce titre, ont attiré sur eux la haine de la nation, leur ancienne dénomination de comités de surveillance. » Cette motion, accueillie avec enthousiasme, fut aussitôt suivie de vingt autres du même genre : Il fallait proscrire le bonnet rouge, qui, au fond, n'était autre chose que la coiffure des galériens; il fallait rayer les trois derniers mots de cette inscription que l'on retrouvait partout : « La liberté ou la mort » ; il fallait faire disparaître tout ce qui rappelait les sanglantes orgies de la souveraineté populaire. Une année seulement s'était écoulée depuis que la Convention avait frénétiquement applaudi aux paroles de Billaud qui demandait le renversement de toutes les institutions

alors existantes, et déjà cette même Convention semblait n'avoir plus pour tâche que de renverser de nouveau tout ce qu'elle avait alors édifié.

En ceci, l'opinion publique était complétement d'accord avec elle. A Paris comme dans les départements, l'immense majorité des citoyens déclarait hautement qu'il était impossible que la république durât plus longtemps, et qu'une monarchie constitutionnelle pouvait seule sauver la France. Quiconque, depuis 1792, avait trempé en quoi que ce fût dans la politique républicaine, soit comme girondin soit comme hébertiste, comme partisan de Danton ou comme ami de Robespierre, se voyait évité dans la société, exclu de tout emploi, et exposé à des poursuites criminelles à la plus légère occasion. Le girondin Lehardy était alors à Rouen : « Treize membres de ma famille avaient été mis hors la loi pendant la terreur, dit-il plus tard à la Convention ; néanmoins, le peuple égaré me traitait de terroriste et de Jacobin, et j'étais poursuivi en tous lieux par les plus violentes insultes; si je citais un royaliste ou un émigré devant les tribunaux, le peuple maltraitait tous les patriotes qui osaient déposer contre lui; j'entendais proclamer dans tous les lieux publics que la guerre contre l'Angleterre était une folie, et qu'il fallait un roi à la France; et cela, non-seulement à Rouen, mais dans toute la contrée environnante. » — « Il en est de même dans tous les départements », reprirent plusieurs voix. A Paris où, comme de coutume, l'opinion publique se manifestait plus librement et avec plus de force que partout ailleurs, les neuf dixièmes des citoyens demandaient ouvertement la constitution de 1791, avec les modifications nécessaires pour assurer l'ordre et la tranquillité. A côté de ces vœux, on voyait se produire presque partout un profond dégoût des querelles politiques et une répugnance décidée à prendre les armes contre le gouvernement. On ne voulait plus de révolution, même pour renverser des chefs révolutionnaires; les masses, du reste, éprouvaient une aversion tout aussi marquée pour l'ancien régime, pour le rétablissement de l'ancienne noblesse, de l'ancienne hiérarchie, de la monarchie absolue et de droit divin, et les princes fugitifs et les émigrés commettaient une grave erreur en fondant sur les tendances conservatrices qui se manifestaient des espérances favora-

bles à leurs vœux et à leurs intérêts. Tous les yeux des partisans que la monarchie comptait encore à Paris se tournaient. au contraire, sur l'unique descendant de la race royale, qu'un sort funeste avait séparé de sa famille, sur l'héritier direct de la couronne brisée, sur le fils de Louis XVI, prisonnier au Temple. Les uns voyaient en lui leur roi légitime; pour les autres, c'était un prisonnier de la révolution, que l'on pouvait placer sur le trône sans l'entourer de vestiges de l'ancien régime, et qui, vu sa jeunesse, ne pourrait de longtemps exercer personnellement le pouvoir. On espérait ainsi sauver le grand principe de la monarchie, sans compromettre les intérêts qui avaient surgi depuis 1789. Ces idées avaient leurs interprètes à la Convention, et jusqu'au sein de la commission de constitution. Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Lesage et le vieux Durand Maillane avouaient à leurs collègues leurs convictions monarchiques; mais ils reconnurent bientôt qu'ils ne convertissaient personne, et que, ni la commission, ni surtout l'Assemblée, n'adopteraient un projet de constitution en tête duquel ne serait pas inscrit le mot de république. Pour tenter cependant de tout concilier, ils demandèrent que la constitution mît un terme aux désordres résultant d'une administration collective et plaçât un président à la tête du gouvernement, prenant modèle en cela sur la république américaine, souvent citée par leurs collègues. Ils espéraient réunir ainsi les avantages de la monarchie à ceux de la république, et amener une fusion de tous les partis en nommant le jeune Louis président et en donnant le pouvoir réel non à un vice-président, mais à un conseil de régence pris au sein de la Convention. La tendance des esprits était si prononcée à Paris, qu'un grand nombre de députés furent gagnés à ce plan et que la commission finit par le discuter avec calme et bienveillance, malgré les graves inconvénients qu'y trouvaient les plus républicains de ses membres. L'existence d'un pauvre enfant, cruellement torturé et presque oublié du monde entier, devint donc tout à coup un objet de haute importance politique.

Lorsque ces hommes se demandaient ainsi s'ils replaceraient le jeune prince sur le trône, savaient-ils dans quelle situation se trouvait cet héritier de cinquante rois ? Ne soupçonnaient-ils pas qu'au moment même où ils songeaient à lui donner une cou-

ronne, cet enfant, victime de longues tortures, marchait à une mort longuement préméditée? Ou bien manquaient-ils du courage nécessaire pour agir et pour sauver une vie qui allait devenir la pierre angulaire de leur nouvel édifice politique?

Depuis la terrible nuit du 3 juillet 1793, pendant laquelle le fils avait été arraché aux étreintes de sa mère, la vie du jeune Louis n'avait été qu'une longue suite de douleurs et de révoltantes tortures. Nul ne peut lire sans éprouver un sentiment d'horreur les détails qu'une main pieuse nous a transmis sur le martyre de ce malheureux enfant. Le cordonnier Simon, voisin et admirateur de Marat, avait été recommandé par Robespierre pour être le gardien du jeune Capet. C'était un homme vulgaire et dur, terrible dans ses fureurs, et complétement dominé par le fanatisme révolutionnaire. En entrant en fonctions, il n'avait éprouvé d'autre sentiment que celui d'une joie brutale à la pensée de faire du jeune prince un vil sans-culotte, et de punir en sa personne toutes les fautes du despotisme royal. « Le jeune loup a été élevé dans l'orgueil, dit-il au Comité de Sûreté générale, je le dompterai; mais je ne puis répondre qu'il n'en crèvera pas. D'ailleurs, que voulez-vous? Le déporter? — Non. — Le tuer? — Non. — Le proscrire? — Non. — Que le diable vous emporte! que voulez-vous donc? — Nous voulons être débarrassés de lui! » Simon n'en demandait pas davantage. Torturer ce faible enfant, tel fut dès lors son plaisir quotidien, son passe-temps, sa tâche patriotique. Il revêtait le prince du costume des sans-culottes, le forçait à se coiffer d'un bonnet rouge, l'enivrait avec de l'eau-de-vie et lui faisait chanter des chansons licencieuses. A cela se joignaient les injures, les coups, les mauvais traitements de tout genre chaque fois que l'enfant évoquait le souvenir de ses parents ou se révoltait contre une humiliation, ou bien encore lorsque la nouvelle de quelque victoire remportée par les Autrichiens ou les Vendéens venait exaspérer le cruel geôlier. La femme de Simon et d'autres témoins oculaires ont rapporté quelques scènes isolées qui déchirent le cœur. Un jour, ce monstre accabla l'enfant de coups parce qu'il ne voulait pas proférer des injures contre sa mère. Une autre fois, Simon, s'étant éveillé au milieu de la nuit, entendit que l'enfant priait, à genoux sur son lit :

« Je t'apprendrai, lui dit-il, à murmurer des patenôtres! » Et il lui versa sur le corps un seau d'eau glacée qui inonda les draps, puis il le força, en le frappant d'un soulier garni de clous de fer, à passer le reste de la nuit dans ce lit froid et mouillé. Pendant longtemps, cet enfant de neuf ans opposa à son bourreau une patience et une force de caractère surprenantes, se contentant de verser des larmes silencieuses, et étouffant ses gémissements afin que sa mère, qui aurait pu les entendre, n'en fût pas affligée. A la fin, ses forces physiques s'épuisèrent; toutefois, il persista dans son silence et resta les yeux baissés, sans voix et sans mouvement, quelles que fussent les brutalités dont il était l'objet. Au mois de janvier 1794, Simon quitta le Temple pour prendre part à la politique active en qualité de membre du conseil de la commune révolutionnaire, et il finit le 9 thermidor sur le même échafaud que Robespierre. Mais le sort du malheureux enfant n'en devint que plus affreux. Robespierre ayant décidé que le jeune Capet n'avait pas besoin d'un gardien spécial, le conseil de la commune le fit enfermer dans une petite cellule, où il passa six mois dans une solitude absolue et dans la plus profonde abjection. Sa nourriture, consistant en un petit morceau de viande, du pain et de l'eau, lui était passée, une seule fois par jour, par un guichet ménagé dans la porte. Chaque nuit, les commissaires paraissaient à ce guichet, souvent deux et trois fois, pour constater la présence de leur victime, qu'ils arrachaient à son sommeil par leurs injures et leurs menaces. Du reste, l'enfant ne voyait jamais un visage humain; la moitié d'une année s'écoula sans qu'il lui fût donné une goutte d'eau pour se laver et sans que ses vêtements ni son lit fussent renouvelés une seule fois; sa prison, étroite et hermétiquement fermée, n'était pas même débarrassée des immondices qui s'y entassaient. Tel fut le meurtre lent et prémédité qui s'accomplit pendant de longs mois contre un aimable et malheureux enfant dont la naissance auguste était le seul crime!

Le 10 thermidor, Barras parut au Temple avec une nombreuse escorte, et annonça à un nommé Laurent, membre du comité de la section à laquelle appartenait cette prison, qu'il avait été choisi pour être le gardien du royal enfant. Ce Laurent, qui était bon et honnête, prit possession de son nouvel emploi dans la nuit du 11.

Il fut surpris, lorsqu'à la pâle lueur d'une lanterne on le conduisit à l'entrée du réduit empoisonné du fond duquel des appels réitérés firent enfin sortir quelques sons étouffés ; mais quel ne fut pas son effroi lorsque, le lendemain matin, ayant fait enfoncer la porte, il pénétra dans cet antre de la douleur? L'enfant, couvert de vêtements en lambeaux, était étendu sur un lit à moitié pourri, au milieu d'une atmosphère fétide ; son visage amaigri était d'une pâleur mortelle, sa chevelure était inculte, sa tête et son corps couverts de plaies et de vermine ; ses yeux étaient ouverts, mais ternes et sans regard ; son dos s'était voûté, toutes ses articulations étaient gonflées ou saignantes. Les aliments de la veille n'avaient pas été touchés, toute force intellectuelle semblait à demi éteinte chez l'infortuné prisonnier. Il ne répondit pas d'abord aux questions de Laurent, puis enfin il s'écria : « Je veux mourir ! » Laurent, ému jusqu'au fond du cœur, obtint du gouvernement, à force d'instances, l'autorisation de prendre à l'égard de l'enfant les mesures que prescrivait la plus stricte humanité. Il le fit mettre au bain, coucher dans un lit propre, couvrir de vêtements neufs, porter à l'air, et quelques soins médicaux lui furent donnés. Mais cette jeune vie était frappée au cœur. Louis resta en face de la bonté et de la bienveillance ce qu'il avait été en face des mauvais traitements, silencieux et concentré en lui-même ; il ne pouvait plus éprouver que méfiance envers les hommes, qui, pendant toute une année, ne lui avaient infligé que des tortures. De temps à autre cependant, une larme furtive ou un mot reconnaissant lui échappait, comme la dernière lueur d'une flamme expirante. Au mois de novembre 1794, on adjoignit à Laurent un honorable citoyen nommé Gomin, dont les soins affectueux semblèrent, pour la première fois, toucher le cœur de l'enfant mourant ; puis, le 1[er] avril 1795, Laurent fut remplacé par Lasne, capitaine de la garde nationale, brave soldat, républicain sincère, mais rempli de droiture et d'humanité. Malheureusement ces hommes ne pouvaient améliorer le sort du Dauphin que dans une mesure très-limitée. Les Comités du gouvernement ne disaient plus comme les Hébertistes qu'il fallait que l'enfant mourût ; mais, à mesure que l'opinion publique s'occupait de lui davantage, leur méfiance devenait plus soupçonneuse et ils étaient moins disposés à adoucir

sa situation. Les gardiens obtinrent à grand'peine la permission de conduire quelquefois le jeune prince sur la plate-forme de la tour; mais on leur refusa obstinément celle de lui faire faire des promenades dans le jardin et de lui donner une nourriture différente de celle des autres prisonniers, bien que sa santé réclamât impérieusement le grand air, un peu d'exercice et un régime fortifiant. On le privait avec la même rigueur de société et d'occupations. Jusqu'au mois de décembre 1794, Gomin n'eut l'autorisation de rester auprès de lui que pendant ses repas, et il éprouva une peine infinie à obtenir que l'on s'écartât en sa faveur de la règle qui voulait que la lampe de la prison ne fût allumée qu'à huit heures du soir. Vers cette époque, une gazette ayant loué le gouvernement, qui s'occupait, disait-elle, de l'éducation et de l'instruction du jeune prince, le Comité de Sûreté générale s'empressa de déclarer que cette nouvelle était une insidieuse calomnie du royalisme, ajoutant que la Convention s'entendait à immoler les tyrans, mais non à élever leurs enfants. Sous de telles influences, l'état du malade s'aggravait de semaine en semaine; à la fin de février 1795, ses gardiens exprimèrent des craintes si sérieuses, que le Comité de Sûreté générale crut devoir envoyer trois de ses membres au Temple, pour s'assurer par eux-mêmes de la vérité. Ils trouvèrent le prince dans sa chambre, assis devant une table et occupé avec un jeu de cartes. Il était pâle, maigre, la poitrine rentrée, le dos voûté; toujours silencieux et impassible, il n'adressa ni un regard ni une parole à ses visiteurs. Ceux-ci s'élevèrent avec tant d'indignation contre les privations et le régime qui lui étaient imposés, que les gardiens osèrent depuis lors améliorer quelque peu la nourriture de l'enfant; mais des mois s'écoulèrent de nouveau sans que le gouvernement parût songer à lui. Nous savons qu'à cette époque la lutte qui s'était élevée entre les Jacobins et les modérés avait donné la prépondérance dans les Comités au parti mixte des Indépendants; or ceux-ci n'auraient rien fait, sans doute, pour hâter la fin du jeune prince, mais ils n'étaient pas non plus disposés à faire la moindre chose pour prolonger ses jours. On le laissa donc languir dans une étroite et misérable captivité, ce qui, vu son état, était son arrêt de mort. Les espérances des royalistes, qui commençaient à se tourner vers le malheureux prisonnier du

Temple, ne pouvaient que rendre plus rigoureux encore le traitement auquel il était soumis.

Le 3 mai 1795, Lasne et Gomin annoncèrent au Comité que le petit Capet était malade : ils ne reçurent aucune réponse. Le 4, ils écrivirent qu'il était gravement malade : même silence. Le 5, ils déclarèrent qu'ils le croyaient en danger de mort : le Comité pensa alors qu'il devait et pouvait, sans compromettre la république, faire quelque chose, ne fût-ce que pour la forme. Il envoya au Temple l'habile chirurgien Desault, qui avait déjà soigné le jeune prince avant la révolution, et qui ne put revoir cette misérable victime sans une profonde émotion. Desault prescrivit quelques médicaments, tout en déclarant aux gardiens que le cas était désespéré. « La seule chose, dit-il, qui pourrait encore produire quelque bien serait de transporter le malade à la campagne et au grand air. » Mais le Comité resta sourd à ce conseil, aussi bien qu'aux supplications de la sœur du Dauphin, qui, retenue dans un autre cachot du Temple, demandait avec instances qu'il lui fût permis de voir et de soigner son frère mourant. Le 30 mai, un commissaire municipal ayant demandé à Desault : « L'enfant est perdu, n'est-ce pas ? » — « Je le crains, répondit le médecin ; peut-être y en a-t-il d'autres qui l'espèrent ! » Le lendemain, Desault mourait après trois heures de maladie. Une mort si soudaine, dans de semblables circonstances, fit naître de violents soupçons dans tout Paris, et contribua beaucoup à donner naissance aux suppositions qui se répandirent plus tard sur la fin de Louis XVII. Le Comité resta cinq jours sans donner de successeur à Desault ; puis, ce qui prouve assez quels sentiments animaient les possesseurs du pouvoir, on renouvela la défense de visiter le malade de huit heures du soir à neuf heures du matin ; l'enfant devait donc passer toutes les nuits dans un isolement complet, malgré la gravité de son état et l'intensité de ses souffrances ! Le nouveau médecin, le docteur Pelletan, obtint enfin, par ses remontrances indignées, que le lit du malade fût transféré dans une chambre dont les fenêtres, dépourvues de contrevents, donnassent accès au soleil et à la lumière. Louis se laissa faire en ceci comme en toute chose. Toutefois, il parut éprouver quelque bien de ce changement ; mais, comme Gomin remarquait une grosse larme qui coulait le long de sa joue : « Je suis toujours seul, dit-il, ma

mère est restée dans l'autre tour. » Il ne savait pas que, depuis près de deux ans, sa mère reposait dans la tombe; ce fut l'amour filial qui produisit la dernière étincelle dans cette intelligence qui s'éteignait! Le 8 juin, tous les symptômes d'une fin prochaine se manifestèrent. L'enfant était immobile sur son lit; Gomin lui ayant demandé s'il souffrait : « Oh! oui, dit-il, mais la musique que j'entends là-haut est si belle! » Puis, tout à coup, il s'écria : « C'est la voix de ma mère! Qui sait si ma sœur a aussi entendu cette musique? » demanda-t-il ensuite. Il se fit encore un long silence, puis il poussa un cri de joie : « Je veux te dire..... » dit-il à Lasne qui, penché sur son lit, recueillait ses paroles. Mais Lasne n'en entendit pas davantage; la vie de l'enfant s'était exhalée avec ces derniers mots, le sacrifice était accompli (1).

Le Comité de Sûreté générale reçut cette nouvelle avec une indifférence affectée; il ordonna que le décès fût légalement constaté et enregistré, et fit faire l'autopsie du cadavre par les médecins qui avaient soigné le malade. Le résultat de cette autopsie est d'accord avec ce que la princesse, sœur du Dauphin, écrivit plus tard dans ses mémoires : « Il n'a pas été empoisonné, dit-elle; les poisons par lesquels on l'a tué sont la malpropreté, les mauvais traitements, la cruauté. » Le 9 juin, le Comité annonça la mort du Dauphin à la Convention, qui accueillit cette communication par un profond silence et reprit immédiatement sa discussion. Cependant l'impression produite par cet événement fut gé-

(1) Je ne vois, dans les éclaircissements récemment fournis par Louis Blanc (vol. XII, liv. XV, chap. IV) sur la question si souvent discutée du sort de Louis XVII, aucun motif pour modifier mon récit. On peut accorder à Louis Blanc que les dépositions de Lasne et de Gomin, faites trente ans après l'événement, ne sont peut-être pas exactes dans toutes leurs particularités; mais les matériaux fournis par lui ne conduisent pas plus loin. Le silence du prince, dans lequel, sans le dire positivement, il voudrait faire voir une preuve de la substitution d'un enfant muet au lieu et place du Dauphin, ce silence s'explique tout naturellement par les horribles traitements auxquels celui-ci avait été soumis. Louis Blanc ne s'aperçoit pas de ce qui dément surtout son hypothèse. Ce n'est pas la retraite et le mystère dans lesquels le Dauphin serait resté caché après sa délivrance, ceci pourrait s'expliquer par les troubles du temps, la discorde qui régnait parmi les royalistes, et le caractère du comte de Provence; mais ce qui me semblerait tout à fait inexplicable, ce serait qu'en présence du gouvernement espagnol, qui pendant de longs mois refusa de faire la paix en donnant la captivité du prince comme motif de son refus, et en présence du parti constitutionnel, qui, pendant des mois également, aspira à rétablir la monarchie en faveur de Louis XVII, le Comité de Salut public, qui désirait tant la paix et redoutait si fortement les mouvements constitutionnels, eût pu hésiter si longtemps si c'était un enfant inconnu et substitué qu'il tenait prisonnier au Temple.

nérale et profonde, quoique bien diverse selon les points de vue. Les républicains éprouvaient une vive satisfaction, car ils se voyaient délivrés d'un grave sujet d'inquiétude. Les monarchistes, au contraire, étaient consternés, et la masse de la population avec eux. Quelque vagues et incertaines qu'eussent été les espérances qui se rattachaient au nom de l'enfant prisonnier, elles avaient cependant indiqué le seul chemin par lequel on eût pu peut-être arriver à l'accord de sentiments qui semblaient irréconciliables. Maintenant, le roi légitime était Louis XVIII, le chef de l'émigration armée; on n'avait plus à choisir qu'entre la restauration complète de l'ancien régime ou la continuation de la république. Les plus décidés même d'entre les modérés et les monarchistes n'hésitèrent pas un instant. Lanjuinais et ses amis votèrent immédiatement, à la commission des Onze, en faveur de l'établissement d'un conseil exécutif républicain.

CHAPITRE II

POLITIQUE EXTÉRIEURE

Nous avons vu combien la situation était tendue et incertaine. Tous les intérêts, tous les sentiments de la majorité de la population réclamaient la paix, le calme, la légalité, l'établissement d'un pouvoir ferme et durable qui pût assurer au pays la concorde à l'extérieur, et, au dedans, garantir aux habitants la possession de leurs biens et la liberté du travail. Mais les immenses bouleversements des dernières années avaient tout confondu, et avaient rendu la continuation de l'œuvre révolutionnaire nécessaire à bien des ambitions et à bien des intérêts. C'était une tâche difficile que celle d'établir une administration régulière sur les ruines de la terreur, et combien était petit, parmi les gouvernants, le nombre des hommes assez désintéressés pour ne penser qu'au bien de la patrie et non à leur élévation personnelle! Cependant tout l'avenir, non-seulement de la France, mais de

l'Europe entière, dépendait de ce qui allait se passer à Paris. A qui resterait la victoire, du droit ou de la force, de la loi ou de la passion, de la constitution ou de la révolution? telle était la question qui résumait toutes les autres. La politique extérieure et la politique intérieure étaient aussi étroitement liées en 1795 qu'en 1792; les mêmes aspirations qui avaient donné naissance au parti modéré à l'intérieur, réclamaient impérieusement la paix au dehors, et les mêmes passions qui méprisaient les droits des citoyens au dedans tendaient à jeter les Français au delà des frontières. Comme autrefois aussi cet enchaînement se retrouvait surtout dans ce qui avait trait aux questions financières et économiques.

Les Thermidoriens n'avaient pas plus réussi que Robespierre à rendre aux finances leurs bases naturelles. On ne pouvait songer à augmenter les impôts, par la raison toute simple que rien n'était organisé pour cela et que les imposables étaient ruinés. Si, par hasard, un citoyen avait la fantaisie de payer sa quote-part, il ne le faisait nécessairement qu'en assignats, et ceux-ci étaient tombés si bas que l'État ne touchait que le vingtième de ce qui lui était dû. Lors du 1er prairial, c'est-à-dire à la fin de mai 1795, la masse du papier émis s'élevait à près de 13 milliards, dont 10 milliards étaient en circulation, et, par une conséquence toute naturelle, le taux des assignats était tombé à sept pour cent. Or, l'État n'avait d'autre ressource que ce papier pour subvenir à ses dépenses; mais, s'il le donnait à ses employés et à ses créanciers à la valeur nominale, ses armées, ses fournisseurs, ses ouvriers, ne le recevaient qu'à la valeur réelle; il est donc évident qu'il lui en fallait des quantités toujours plus considérables; aussi les émissions augmentaient-elles de mois en mois, le cours baissait dans la même proportion, et les dépenses du mois suivant s'en trouvaient encore accrues. A la fin de juin, ce n'était plus 10 mais 11 milliards d'assignats qui se trouvaient en circulation; à la fin de juillet 14, à la fin d'août 16, et la valeur en était tombée successivement à 4, 3 et 2 et demi pour cent. A cette époque, le Comité de Salut public déclara que la fabrication ne pourrait plus suffire aux besoins de chaque jour si l'on continuait à imprimer des bons de moins de 10 000 livres. Il y avait des jours où le trésor restait devoir jusqu'à un milliard et demi, parce que

l'imprimerie ne pouvait livrer la quantité d'assignats qui eût été nécessaire.

Les financiers que renfermait la Convention s'efforçaient en vain de démontrer à la nation que le papier offrait les meilleures garanties, espérant par là en arrêter la dépréciation. A la fin de 1794, lorsque 7 milliards d'assignats environ étaient en circulation, Johannot avait déclaré que l'État possédait, comme hypothèque de son papier, une masse de biens rapportant annuellement plus de 300 millions de rente; or, comme la rente représentait ordinairement, selon lui, le quarantième de la valeur du bien, l'hypothèque de ces 7 milliards était de 12 milliards, ce qui eût donné, en effet, toute sécurité aux détenteurs de papier; mais l'élasticité avec laquelle ce calcul fut modifié par la suite permet d'en révoquer l'exactitude en doute. En avril 1795, lorsque le chiffre représenté par les assignats se fut élevé à 9 milliards, Johannot prouva que l'on possédait pour 16 milliards de biens nationaux, quoique la vente de ces biens se poursuivît avec activité. Il n'était pas difficile, d'ailleurs, de prouver combien ces assertions étaient érronées. Avant la révolution, le prix de vente des biens, en France, représentait en moyenne trente fois le revenu; actuellement la valeur avait baissé partout; pour les petits biens, la diminution était de deux cinquièmes, et de trois et quatre cinquièmes pour les biens plus considérables; si parfois quelques propriétés nationales étaient vendues à un taux plus élevé, cela tenait exclusivement à quelque combinaison particulière, telle que le projet de piller le domaine, puis de l'abandonner à l'approche du terme de payement suivant. L'espoir exprimé par Johannot d'obtenir par la vente un chiffre égal à quarante fois la rente des biens nationaux était donc une pure illusion; on devait s'estimer heureux si l'on arrivait seulement à la moitié, c'est-à-dire à un capital de 6 milliards. A la fin de 1794, malgré les immenses proportions qu'avaient prises les confiscations, la somme de papier émis dépassait donc déjà de beaucoup la valeur des propriétés qui lui servaient d'hypothèque.

Cette hypothèque fut encore considérablement réduite lorsque la Convention se vit forcée de remédier à quelques-uns des plus grands maux causés par la terreur. Par un décret du 1er janvier 1795, l'État se chargea des dettes des émigrés dont il avait con-

fisqué les biens; ces dettes s'élevaient à 1800 millions, répartis entre près d'un million de créanciers. Les biens qui, à dater du mois de mai, furent restitués aux familles des condamnés, représentaient une somme plus considérable encore; c'étaient ceux qui avaient été confisqués du temps de Robespierre, et qui, après entière liquidation, se trouvèrent former un peu plus de la moitié des possessions domaniales (1). Si l'on réunit ces deux sommes, 1 800 millions de dettes des émigrés et 3 200 millions de biens restitués, il ne restera plus des 6 milliards mentionnés plus haut que pour un milliard de biens environ, lesquels, à l'automne de 1795, étaient l'unique hypothèque destinée à garantir pour 16 milliards d'assignats.

L'État marchait donc évidemment et à grands pas vers une effroyable banqueroute. On conçoit quel trouble une telle situation devait nécessairement amener dans toutes les relations privées. Ceux qui en souffraient le plus étaient les fonctionnaires et les créanciers de l'État, qui touchaient leurs traitements et leurs rentes en assignats à la valeur nominale, et dont, par conséquent, la perte était de 93 pour cent au mois de mai et de 97 au mois de juillet. Un décret rendu au mois d'août par le Comité de Salut public prouve que l'État comprenait tout ce que leur position avait de pénible : « L'État, disait ce décret, livrera dans la ville et la banlieue de Paris, aux prolétaires, aux employés publics et aux possesseurs de rentes, de la chandelle, de l'huile et des harengs au prix du cours. » Ce n'étaient cependant pas les seuls qui ressentissent les tristes conséquences de cette situation. Tant que les assignats furent reconnus comme moyen de payement légal, nul créancier ne put exiger autre chose de ses débiteurs, et malheureusement les cas étaient rares où ceux-ci étaient assez honnêtes pour renoncer volontairement à cet avantage. Quiconque avait emprunté 10 000 livres en 1790, pouvait donc, dans l'été de 1795, se procurer cette somme en assignats au moyen de 20 louis d'or, et le créancier qui recevait ces assignats en remboursement les voyait réduits au bout d'un mois à la valeur de 12 ou 15 louis. Au mois de juillet, la Convention

(1) Lecoulteux au conseil des *Cinq-Cents*, le 14 avril 1796 : « La restitution a réduit le revenu des biens nationaux à 140 millions. »

tenta de réprimer ces abus par un décret qui ordonnait d'ajouter au payement de toute ancienne dette autant de fois 25 pour cent de sa valeur nominale qu'il y avait de fois 500 millions d'assignats en circulation au-delà de 2 milliards. Comme il y avait alors 12 milliards en circulation, on aurait donc payé 9000 livres pour une dette de 1000 livres, tandis qu'au cours du moment cette somme eût dû, en réalité, s'élever à 33 000. Une loi aussi peu efficace ne pouvait manquer de tomber dans un abandon complet au bout de quelques semaines, et les maux auxquels elle était destinée à remédier s'accrurent avec une effroyable rapidité. Les tentations qui en résultaient empoisonnaient toutes les relations de commerce, de famille et d'amitié. Le 18 mai, un frère cadet vint se plaindre à la Convention de ce que, son père lui ayant laissé par testament un douzième de la fortune, son frère aîné, auquel revenait le reste, lui avait payé sa part en assignats, lui donnant ainsi à peine les deux centièmes de ce qui lui était dû. Le 13 juillet, le comité de législation signala un abus qui se renouvelait fréquemment : un grand nombre de maris, profitant de la facilité des lois sur le divorce pour dépouiller leurs femmes, faisaient casser leur mariage et remboursaient la dot qu'ils avaient reçue au moyen d'assignats sans valeur. Les fermiers seuls tiraient avantage de la situation, car ils payaient leur fermage en assignats, et, vu le prix élevé du blé, un seul sac leur suffisait pour acquitter le fermage de toute une terre; aussi les propriétaires mouraient-ils de faim et de misère, tandis que la fortune de leurs fermiers augmentait de jour en jour. On rencontrait alors dans les plus petites maisons de paysans des meubles d'acajou et de palissandre, des ustensiles d'argent, des étoffes de soie, des repas somptueux, des caves bien remplies. C'était le renversement complet de ce qui avait existé au temps de la terreur, laquelle, comme nous l'avons vu, pillait et pressurait les campagnes pour nourrir les habitants des villes. Toutes les forces sociales étaient déplacées; mais les souffrances passées, loin d'avoir élevé les sentiments des heureux du jour, les avaient plutôt corrompus. Ces tristes effets se produisaient dans toutes les provinces et dans tous les rangs. L'argent, jadis l'objet de tant de convoitises, semblait brûler maintenant les mains de ceux qui le possédaient; chacun s'efforçait de s'en débarrasser au plus

vite et de le convertir en une propriété qui offrît de plus sûres garanties. Le commerce était devenu un pur jeu usuraire; en présence de la dépréciation toujours plus considérable des assignats, et de la hausse générale du prix des denrées qui en était la conséquence, chacun achetait les plus grandes quantités possibles de n'importe quelle marchandise, non avec l'espoir de réaliser des bénéfices, mais seulement pour éviter les pertes à venir. La rareté du numéraire, résultat de l'émigration, des réquisitions, et de la balance du commerce, toujours défavorable à la France depuis 1789, ainsi que le taux élevé de l'intérêt qui était monté à 12 pour cent dans les départements les plus riches, et à 13 pour cent à Paris, avaient rendu les opérations de banque à peu près nulles. Les revendeurs avaient pris la place des banquiers; mais, au lieu d'avancer comme autrefois de l'argent sur hypothèque, ils échangeaient des assignats contre des meubles, des habits, des montres, des bijoux, des livres, des vivres, etc., et cela, bien entendu, à des taux usuraires et arbitraires. On comprend quelle double difficulté rencontrait, dans ces circonstances, le soin de pourvoir à la nourriture du peuple : d'un côté, hausse de tous les prix, de l'autre, empressement de chacun à échanger son capital contre des marchandises, et, par conséquent, à soustraire pour longtemps ces dernières à la circulation. Avant la fin de l'année, on ne trouvait presque plus de papier-monnaie qu'entre les mains des prolétaires, des fonctionnaires, et des petits rentiers dont la fortune n'était pas assez considérable pour qu'ils pussent la convertir en provisions ou en biens nationaux.

Des faits tout aussi scandaleux se produisaient dans le commerce des domaines. Il était facile de reconnaître en toute occasion que, malgré toutes les victoires remportées au dehors, nul n'avait encore une entière confiance dans la possession des biens nationaux. Les anciens biens de l'Église avaient été assez bien vendus; mais ceux des émigrés, pour peu qu'ils fussent encore grevés de quelque ancienne hypothèque, ne trouvaient pas un acquéreur, si bas qu'en fussent les prix. Si les acquéreurs sérieux disparaissaient, on voyait, en revanche, surgir de toutes parts les spéculateurs sans conscience. Dans le désir bien naturel d'activer les ventes et de retirer de la circulation une masse considérable de papier-monnaie, la Convention décida, à la fin de mai 1795, que

les biens nationaux pourraient être adjugés sans enchère à tout acheteur qui payerait dans l'espace de trois mois soixante-quinze fois ce que chaque bien rapportait en 1790; cette loi donna lieu à de vrais scandales d'avidité. Les assignats, comme nous l'avons dit, étaient tombés alors à 7 pour cent; quiconque possédait quelque numéraire pouvait donc se procurer 75 livres en papier pour 5 livres environ en argent, et, par conséquent, acquérir un bien national pour une somme équivalente à cinq fois le revenu de ce bien. De plus, c'était assez la coutume, avant 1789, que les contrats ne fissent mention que de la moitié du revenu réel et même de moins quelquefois; le reste était payé à part, et formait ce que l'on nommait les *pots de vin;* il résultait de là que, d'après la nouvelle loi, un bien pouvait être acheté pour un peu plus du double de ce qu'il rapportait. Une telle perspective ne pouvait manquer d'attirer des acquéreurs. Il avait été décidé que celui qui se présenterait le premier obtiendrait la préférence; aussi les employés chargés d'enregistrer les offres annoncèrent-ils bientôt qu'au coup de la cloche la porte de l'hôtel des ventes était assaillie par la foule, que trente offrants se disputaient le même bien, que le premier arrivé était souvent devancé sur l'escalier par le second, et que tous deux voyaient ensuite le troisième se précipiter dans le bureau avant eux. Comme c'était le sort qui devait décider, lorsque plusieurs acquéreurs se présentaient en même temps, on voyait des gens riches envoyer dix ou quinze domestiques et ouvriers pour augmenter les chances en leur faveur. D'autres faisaient par écrit une soumission en bloc pour tous les biens nationaux de leur district. Si la Convention avait pu, par là, réaliser quelques milliards, elle aurait peut-être fermé les yeux sur tous ces abus, tant elle comprenait la nécessité de diminuer la masse des assignats et d'en relever la valeur; mais ce but ne fut nullement atteint par la nouvelle mesure. Au contraire, tous les acheteurs s'entendirent pour faire encore baisser le cours du papier, afin de pouvoir se libérer plus facilement. Lorsque ce résultat fut évident, la Convention suspendit la loi sans hésiter; elle fit même plus encore : elle annula les ventes déjà opérées, avec la légèreté qui caractérisait la politique révolutionnaire en matière de finances, et porta par là un nouveau coup au crédit de l'État. Vers la même époque, un projet analo-

gue fut pourtant encore présenté, celui de vendre les maisons appartenant à l'État, lesquelles ne rapportaient plus rien, soit par suite de leur mauvaise administration, soit à cause des frais d'entretien, pour cent cinquante fois ce qu'en donnaient les loyers en 1792. Il était aisé de prévoir ce qui adviendrait si cette motion était adoptée : depuis 1788, le prix des loyers, à Paris, était tombé au dixième de ce qu'il était autrefois, et les assignats, en juillet 1795, ne valaient plus que 3 pour 100 de leur valeur nominale; on aurait donc pu avoir une maison pour la moitié de ce qu'elle rapportait avant la révolution. Aussi ne fut-il jamais question d'adopter cette mesure.

A quels moyens cependant ne recourut-on pas, dans cet été de 1795, pour faire cesser la cause de tous ces maux et pour relever le cours des assignats? On songea à faire une grande loterie d'un milliard à 3 pour cent d'intérêts; mais, en dépit de ces intérêts et des primes qui étaient offertes, nul n'était disposé à confier ses assignats, si dépréciés qu'ils fussent, au gouvernement. On dit ensuite que, si les paysans et les marchands n'avaient point d'argent, ils possédaient du blé et des marchandises, et qu'il serait facile de relever les finances en leur demandant des payements en nature, aux prix de 1790. Cette proposition fut discutée pendant plusieurs semaines, tous les vices d'un pareil système furent clairement démontrés, et enfin il fut décidé que la moitié des impôts fonciers serait exigible en blé. Mais tout le pays protesta qu'il ne se soumettrait pas à un nouveau maximum, sous quelque forme que celui-ci se présentât, et ce décret ne fut que très-incomplétement mis en vigueur. En un mot, chaque nouvelle tentative ne faisait que démontrer plus clairement que nul pouvoir terrestre n'était capable de conjurer les suites des actes de violence qui avaient signalé les années précédentes. Il fallait que la coupe que le système de Robespierre avait fait déborder par ses iniquités fût vidée jusqu'à la lie. Après les horreurs de la veille, il n'était pas de remède aux maux du jour. La seule chose à faire était de chercher à regagner un terrain solide dans un avenir aussi peu éloigné que possible. On était tombé dans un abîme de misère pour avoir voulu conquérir le monde et la liberté par l'illégalité et le bouleversement; une seule route, longue et pénible, pouvait ramener au bien-être et à la

prospérité, celle de l'économie, de l'ordre et de la justice. Le budget du gouvernement à cette époque n'est pas digne d'examen; il n'offre que des chiffres approximatifs et arbitraires, basés sur une masse d'assignats toujours croissante, mais dont la valeur diminuait de jour en jour. Il est dans la nature des choses que le désordre, la prodigalité, le dénûment produisent les mêmes effets dans les États que dans les ménages. Le gouvernement était, nous le savons, divisé, hésitant, mal organisé, et la situation du pays telle que nous l'avons décrite fournissait à ses agents mille occasions de tromperies, d'exactions, d'escroqueries. Les plaintes contre l'administration étaient donc les mêmes qu'au temps de Robespierre : tous les services continuaient à être négligés; les routes, les canaux, les ponts devenaient impraticables, les écoles et les hôpitaux tombaient en ruines, les forêts étaient dévastées, l'entretien des ports complétement négligé. Les troupes n'étaient payées que très-irrégulièrement, la fabrication des armes était suspendue, les places fortes n'étaient plus réparées. La dernière campagne avait dévoré un si grand nombre d'hommes, que, depuis un an, les armées des frontières ne comptaient plus que les trois huitièmes de leur effectif; mais personne n'osait parler de recrutement, malgré les instances avec lesquelles les généraux demandaient des renforts. Cependant, bien que les troupes vécussent aux dépens de l'ennemi ou mourussent de faim et de misère, l'administration de la guerre entrait encore pour plus des deux tiers dans les dépenses de l'État. Pour ramener le bien-être et la prospérité, pour revenir à l'ordre et à la justice, il n'était qu'un seul moyen véritable et efficace, le rétablissement de la paix. Nous voyons donc combien la politique intérieure et la politique extérieure étaient étroitement liées l'une à l'autre.

On comprend maintenant pourquoi la masse de la population, sur laquelle s'appuyait le parti modéré à la Convention, rejetait avec tant d'énergie et de fermeté toute politique de conquête, et pourquoi Hardenberg, peu de semaines après avoir, pour ainsi dire, cédé la rive gauche du Rhin au Comité de Salut public, pouvait espérer la paix générale presque sans sacrifice de territoire pour l'Empire.

Mais nous savons que ces sentiments, bien qu'ils dominassent

dans la population, n'exerçaient qu'une influence restreinte et incertaine dans les régions gouvernementales. Les Jacobins n'étaient pas les seuls qui leur fussent hostiles. Le groupe des indépendants, une partie des Thermidoriens, et, parmi les modérés même, plusieurs des anciens Girondins restaient fidèles aux tendances belliqueuses qui l'avaient emporté jusque-là. Selon eux, l'honneur national ne pouvait admettre la paix qu'à la condition qu'il en résulterait d'importantes acquisitions pour la France. La paix sans agrandissement leur semblait être la négation de leurs principes favoris touchant l'affranchissement universel et le renversement des trônes. Aux objections fondées sur la ruine des finances, ils répondaient que rien n'était plus propre à combler le déficit que le butin fait à la guerre. A ce moment même, Siéyès et Rewbell, qui prenaient chaque jour une position plus prépondérante parmi les hommes de cette opinion, conclurent avec les Pays-Bas un traité d'alliance, lequel, outre l'appui de la flotte hollandaise, assurait à la république l'entretien de vingt-cinq mille hommes qu'elle laissait à titre de garnisons dans les places fortes de la Hollande, et lui garantissait une contribution de guerre de 100 millions de florins, ce qui équivalait presque alors à 3 milliards en assignats. Siéyès haussa les épaules avec mépris lorsque ses pacifiques collègues parlèrent d'assurer le plus vite possible l'indépendance de la Hollande et peut-être même d'augmenter ce pays de la province de Clèves et de la Gueldre prussienne. Tallien, bien qu'il lui fût toujours opposé d'ordinaire, se joignit ici à lui, et déclara en toute occasion qu'il fallait entourer la France d'une ceinture de républiques dont elle serait la mère, ce qui la rendrait l'arbitre du monde entier. A l'époque précisément où se concluait la paix de Bâle, ces idées reçurent un soutien tout à fait inattendu.

J'ai déjà dit plus haut que le frère de l'empereur François, le grand-duc Ferdinand de Toscane, avait envoyé le chevalier Carletti à Paris pour y traiter de la paix. La Toscane n'avait jamais pris une part active à la guerre, et aucun des deux États n'avait violé les frontières de l'autre; la paix avait donc été conclue sans difficulté dans le courant du mois de février (1795). Carletti était resté ensuite à Paris en qualité de ministre de Toscane, et, comme il avait toujours professé un vif enthousiasme pour la

révolution, il était en très-bons termes avec le gouvernement français. Il brillait au premier rang dans les salons de la haute société, que le 9 thermidor avait rouverts, donnait des fêtes magnifiques aux membres influents des Comités, et entretenait des relations avec les chefs de tous les partis. Lorsqu'il vit la négociation avec la Prusse devenir sérieuse, il profita de ces relations pour semer de toutes parts des insinuations qui accusaient la Prusse de déloyauté et d'inconsistance, si bien que tous les discours hostiles à la cour de Berlin qui furent alors prononcés à la Convention furent attribués par cette cour à son influence. Néanmoins la paix de Bâle se conclut, et le désir de voir cette paix amener une alliance prusso-scandinave se manifesta à Paris en plusieurs occasions. Mais Carletti donna d'abord à entendre que la France pouvait prétendre à mieux que cela, puis enfin il déclara que l'Autriche était disposée à conclure immédiatement la paix avec la république en lui abandonnant la Belgique et la rive gauche du Rhin, à la condition que la France l'aiderait à acquérir la Bavière. Il ne dit pas que le gouvernement autrichien l'eût formellement chargé de faire cette déclaration, mais il assura qu'il était parfaitement instruit des résolutions du cabinet de Vienne (1), et les liens d'étroite parenté qui unissaient son prince à l'empereur, ainsi que les relations intimes qui existaient entre Thugut et Manfredini donnaient de la vraisemblance à ces assertions. D'un autre côté, le chargé d'affaires de Bavière à Vienne annonça dans le même temps à sa cour qu'il était évident que la Toscane n'avait conclu la paix qu'avec l'assentiment de l'Autriche, laquelle s'était assuré par là un point d'appui à Paris (2); et la Prusse elle-même reçut de Florence la nouvelle positive que la mission de Carletti ne lui avait été donnée qu'à l'instigation de Thugut, désireux de se préparer ainsi les moyens d'entamer lui-même une négociation (3). En tout cas, Carletti n'eut pas de peine à convaincre les chefs du gouvernement fran-

(1) D'après les pièces que nous citerons plus loin, relatives à la mission de Hardenberg à Bâle.

(2) Reichlin à Vieregg, 3 mars.

(3) Le ministère à Tauenzien, 12 avril. En novembre et en décembre déjà, Lucchesini avait annoncé de Vienne à son gouvernement que Thugut était en correspondance avec Manfredini, ministre de Toscane, et se ménageait par là une route vers Paris. Le 8 juin, le ministère prussien donne des détails encore plus précis sur les relations secrètes de l'Autriche et de la France.

çais. Il en était beaucoup parmi eux qui considéraient l'adoption de son projet comme dangereuse; mais il n'en était pas un qui ne fût convaincu que ce projet était l'expression fidèle des vœux de l'Autriche, et qui, par conséquent, ne s'attendît à voir une négociation officielle s'ouvrir incessamment. Tous, sans exception, prenaient cette prévision pour base de leurs plans et de leur conduite (1).

Quels étaient alors les véritables sentiments de l'Autriche (2)?

Thugut avait envoyé à Cobentzel, le 4 février 1795, la ratification impériale du traité secret de Saint-Pétersbourg, accompagnée de nombreuses dépêches. Il s'agissait de savoir ce qui adviendrait si la Prusse, sommée de reconnaître le traité de partage, s'y refusait avec hostilité. Le premier et le dernier mot de ces dépêches étaient toujours qu'il fallait que la Russie parvînt à intimider le roi de Prusse et à assurer à l'empereur les subsides de l'Angleterre. « L'Autriche, disait Thugut, avait pleine confiance dans la sagesse et la loyauté de l'impératrice, mais si, contre toute prévision, cette confiance venait à être trompée, l'opiniâtreté de la Prusse forcerait l'empereur à conclure au plus vite la paix avec la France, car il était bien résolu à ne pas céder Cracovie et Sendomir. L'empereur, du reste, ne pouvait que désirer le terme de cette malheureuse guerre. En présence de l'insatiable avidité de la Prusse, de la possibilité d'une attaque de la part des Turcs et de plusieurs autres circonstances inquiétantes, il devait chercher à ménager ses troupes et à les ramener dans ses États héréditaires, afin de les avoir sous sa main pour toutes les éventualités. »

C'était dire clairement que le chef du Saint-Empire romain

(1) Il est bon de mentionner que les traces de cette négociation ont disparu partout. A Florence, le grand-duc Ferdinand a brûlé en 1799 toutes les dépêches relatives à la mission de Carletti. A Paris, il existait en 1852 aux Archives impériales (Comité de Salut public, affaires extérieures) un dossier avec ce titre : « Autriche »; mais ce dossier était vide. A Munich, on trouve aux Archives royales une lettre de Reichlin, chargé d'affaires à Berlin, qui annonce le commencement d'une négociation avec la France, par l'intermédiaire de Charles-Théodore en personne; mais les autres lettres qui devaient y avoir trait n'existent plus. Cependant une preuve authentique qu'il y a eu négociation nous est donnée par un projet de lettre à Thugut du 18 septembre, conservé à Paris au ministère des affaires étrangères. Il est fait mention dans cette lettre d'une ouverture précédemment faite par l'Autriche *par une voie indirecte*.

(2) Voir, pour ce qui suit, de Sybel, *Chute de la Pologne et la guerre de la Révolution*, chap IV, dans le *Journal historique*, 1870, nº 1.

subordonnait la défense du Rhin et la continuation de la guerre de France au plus ou moins de forces que la Russie mettrait sur pied pour lui assurer la possession de Cracovie, en dépit des résistances de la Prusse. Ce langage fit le plus mauvais effet à Saint-Pétersbourg, où l'on désirait ardemment que la guerre de France se prolongeât. « Vous nous menacez de faire la paix avec la France, dit Ostermann ; mais c'est vous qui en ressentirez le plus les funestes conséquences. » — « Vous êtes déjà en négociations avec la France », dit Markoff après avoir lu la dépêche. Si Thugut, sans oser l'avouer, faisait des vœux pour que la Prusse se portât à quelque acte d'hostilité, afin de pouvoir, après avoir conclu la paix avec la France, s'unir à la Russie pour attaquer sa rivale ; les Russes, au contraire, s'efforçaient de ne pas exaspérer la Prusse, afin de pouvoir en toute liberté se tourner contre la Turquie. Besborodko obtint donc que la publication officielle du traité de partage serait encore retardée, et qu'une nouvelle tentative serait faite en vue d'un accord avec la cour de Berlin. Puis Cobentzel eut le regret, dans une nouvelle conférence avec Tauenzien, de voir les Russes chercher à réconcilier les deux partis tout en défendant les intérêts de l'Autriche et en exhortant les Prussiens à céder ; Ostermann alla même jusqu'à demander au commencement d'avril si l'Autriche, moyennant une compensation, ne pourrait pas renoncer à ce palatinat de Cracovie, objet de tant de convoitises.

Cependant Clerfayt, après la perte de la Hollande, avait ramené son armée dans les provinces situées entre la Lahn et le Mein, et les troupes prussiennes, au contraire, passant entre les colonnes autrichiennes, avaient abandonné la Lahn pour rentrer en Westphalie. Afin de calmer l'irritation causée en Russie et en Angleterre par l'inaction dans laquelle on restait depuis quelque temps, le cabinet de Vienne résolut de profiter du retard que les pourparlers de Berlin apportaient au dénouement de la question polonaise, pour frapper quelques coups contre les Français. On enjoignit donc à Clerfayt de passer le Rhin, d'occuper Coblentz de nouveau, de débloquer Mayence, puis, si les circonstances le permettaient, de faire une tentative pour secourir Luxembourg, alors étroitement cernée. Mais au moment où Clerfayt allait commencer ces opérations, la nouvelle de la paix conclue à Bâle

vint le remplir de trouble et d'appréhensions. Il suspendit ses mouvements à peine commencés et demanda de nouvelles instructions à Vienne, tout en déclarant que, selon lui, ce qu'il y avait de mieux à faire était de rester sur la défensive. Néanmoins, il reçut de nouveau l'ordre de marcher vers Coblentz ou d'attaquer le corps français qui bloquait Mayence, sur quoi il déclara formellement, le 31 mai, que tous ses généraux réunis en conseil de guerre avaient reconnu que, dans les circonstances présentes, les dangers d'une telle entreprise dépassaient de beaucoup les avantages qui pouvaient en résulter.

Quelque déplaisir que pussent éprouver l'empereur et Thugut en se voyant forcés de renoncer à la victoire qu'ils avaient espérée, ils partageaient pleinement les idées de Clerfayt relativement à la paix de Bâle. « La trahison de la Prusse est manifeste, écrivait Thugut à Cobentzel le 20 avril; il faut nous attendre de sa part aux projets les plus perfides et les plus ambitieux. » L'unique pensée du ministère autrichien fut dès lors de déjouer ces projets par l'énergie de sa conduite. Supposant que la Prusse et la France devaient avoir décidé le rétablissement de la Pologne, il aurait voulu que les cours impériales prissent l'initiative de cette mesure, mais en conservant pour elles-mêmes les provinces polonaises qui leur convenaient, et en formant de celles qui avaient été cédées à la Prusse en 1772, 1793 et 1795 un nouveau royaume que Catherine donnerait à un prince de son choix. « La crise est terrible, dit-il, il faut prendre des mesures qui y soient proportionnées. »

Ainsi, Thugut ne se bornait plus à revendiquer pour l'Autriche la possession de Cracovie; il proposait de faire ce que Napoléon fit à Tilsitt douze ans plus tard. C'était demander la guerre, la guerre à mort, la guerre par tous les moyens possibles; c'était forcer le roi de Prusse à conclure avec la France (si toutefois c'était encore possible) l'alliance qui lui était si odieuse. En présence de semblables projets, regardera-t-on encore comme invraisemblable que Thugut ait fait son possible pour enlever aux Prussiens jusqu'à cette dernière ressource? que Carletti, agissant à son instigation, ait dit vrai en assurant que Thugut, au besoin, était prêt à sacrifier les provinces de la rive gauche du Rhin? Sa proposition relativement à la Pologne n'était pas d'ailleurs le simple

effet d'une colère passagère; elle fut renouvelée le 7 mai avec de nouvelles instances; et le 16 enfin, Thugut déclara formellement qu'après le dernier acte de déloyauté de la politique prussienne, l'empereur se voyait forcé de prendre des mesures énergiques et de faire revenir ses troupes dans ses États héréditaires.

Les projets de Thugut semblèrent un instant trouver un accueil favorable à Saint-Pétersbourg. Si l'on se reporte à la déclaration secrète du 3 janvier, on comprend que la paix de Bâle ait fortement mécontenté Catherine, car elle contre-carrait en tout point le système d'offensive simultanée contre la Bavière, l'Italie et l'Orient. Dans le premier moment, la colère contre la Prusse ne fut donc pas moins vive à Saint-Pétersbourg qu'à Vienne. Les ambassadeurs d'Angleterre et de Prusse annoncèrent à leurs cours qu'il était de nouveau question dans l'entourage de Catherine de donner le royaume de Pologne au grand-duc Constantin. On communiqua la déclaration du 3 janvier à Morris, cet homme d'État américain que nous avons déjà rencontré à Paris, et on lui développa un plan tendant à rendre la Prusse inoffensive pour toujours. Il ne s'agissait de rien moins que de réunir la Pologne, la Prusse orientale et occidentale, la Silésie et la Neumark en une vaste monarchie constitutionnelle, en même temps que l'on donnerait la Bavière à l'Autriche. Mais, bien que ces projets répondissent pour le moment aux désirs de l'impératrice, le gouvernement russe ne pouvait, sans compromettre ses intérêts, abandonner les voies qu'il avait suivies jusque-là. Il voulait soumettre la Prusse, mais non l'anéantir; autant la prolongation de la guerre de France était favorable à ses plans contre la Turquie, autant la guerre avec la Prusse leur aurait porté préjudice. Les ministres russes promirent donc à Cobentzel de le soutenir énergiquement pour ce qui regardait Cracovie et Sendomir, mais ils ne voulurent s'engager à rien en dehors des traités du mois de janvier. Enfin, lorsque l'on sut que les derniers pourparlers étaient restés sans résultat à Berlin, ils proposèrent de publier officiellement le traité de partage et de sommer la Prusse d'y souscrire. C'était là ce que Thugut avait jadis désiré; mais la paix de Bâle avait considérablement modifié ses idées à cet égard. Il écrivit au comte Cobentzel, le 27 mai, pour lui représenter que, vu le désordre toujours

croissant qui régnait dans l'empire allemand, une rupture entre l'empereur et la Prusse était imminente. « Déjà, dit-il, cette dernière rappelait ses troupes de Westphalie pour les diriger vers l'Est. L'Autriche n'avait en Bohême que des forces bien insuffisantes; les forteresses de ce pays n'étaient pas même armées. Si la notification du traité de partage arrivait à Berlin dans ces circonstances, les conséquences les plus graves étaient à redouter. Pour peu que le roi de Prusse possédât quelque énergie, son armée pouvait être devant Vienne avant même que ses intentions fussent connues à Saint-Pétersbourg. » Thugut demandait donc que la notification fût retardée jusqu'au moment où l'Autriche aurait une armée en Bohême, et où les forteresses de ce pays seraient en état de défense. Les Russes ne pouvaient qu'approuver cette prudence. Aussitôt l'Autriche mit toutes ses ressources militaires en œuvre pour protéger la Bohême et la Moravie, ce qui amena nécessairement un ralentissement total dans les opérations des bords du Rhin. On adressa bien le 10 juin à Clerfayt une lettre par laquelle on blâmait sévèrement son inaction; mais, au lieu de lui donner l'ordre d'avancer sans délai, cette lettre se terminait par l'annonce d'un plan de campagne qu'il aurait à adopter et à mettre immédiatement à exécution. Or, on s'en tint là tant que la question polonaise resta indécise; le plan ne parut pas, et Clerfayt ne fit pas un mouvement.

Ce fut un grand malheur pour l'Allemagne; mais depuis longtemps Thugut n'éprouvait plus le moindre intérêt pour le Saint-Empire. Quant à son opinion relativement à l'Allemagne, il avait eu, peu de mois auparavant, l'occasion de la faire connaître sans détours à l'empereur et au vice-chancelier de l'Empire, le prince Colloredo. En décembre 1794, lorsque la diète de Ratisbonne avait invité l'empereur et le roi de Prusse à s'interposer de concert en faveur de la paix, Colloredo avait déclaré que l'Empire, dans les circonstances qui se présentaient alors, ne pouvait espérer de paix honorable; qu'en conséquence, l'empereur devait repousser cette demande injurieuse, provoquer de sérieux armements, et succomber honorablement, s'il le fallait, en se faisant le premier champion de l'intégrité de l'Empire. Mais Thugut avait été d'un avis tout opposé. Il voulait simplement que l'on se bornât à ratifier la décision de la diète, et qu'on

laissât ensuite le soin de poursuivre la négociation de paix à la Prusse et aux États de l'Empire. « La constitution de l'Empire était, dit-il, depuis longtemps impuissante; l'Empire ne renfermait plus un seul homme qui fût disposé à faire quelque chose pour l'empereur ou pour l'Autriche; il était urgent que le cabinet de Vienne comprît enfin cette situation, qu'il adoptât une politique purement autrichienne, et prît l'attitude indépendante qui convenait à une grande puissance européenne. On ne perdrait à cela que la charge d'avoir à défendre les États de l'Empire, si ingrats et si inutiles pour l'Autriche. » Cette manière d'envisager la situation était incontestablement de nature à amener un accord avec la France, et la mission donnée à Carletti offrait une occasion commode pour entamer une première négociation sans s'engager en rien.

On comprend facilement quel effet les ouvertures de Carletti produisirent à Paris. Les fractions révolutionnaires, Siéyès et ses amis les accueillirent avec une vive satisfaction. Ils y virent l'assurance de conquérir une riche proie, longtemps convoitée; ils se dirent, en outre, que la cession de la rive gauche du Rhin à la France détruirait inévitablement toute la constitution de l'Empire puisqu'elle ferait disparaître les trois principaux électorats, et que les indemnités à accorder aux autres États situés en deçà du fleuve amèneraient un bouleversement complet dans les divisions territoriales de l'Allemagne. Quelle occasion favorable pour étendre l'influence française et pour propager les principes révolutionnaires! Toutefois, Siéyès n'entendait pas agir avec une imprudente précipitation, qui eût peut-être donné à l'Autriche une puissance illimitée sur les débris du corps impérial ainsi mutilé. « Il ne faut pas, disait-il, que les frontières de l'Autriche soient trop rapprochées des nôtres. Si les Autrichiens veulent avoir la Bavière, il faut qu'ils renoncent au Brisgau et à Milan, et qu'ils cherchent une compensation à cet abandon dans l'intérieur de l'Allemagne. » Mais ce qui surtout le faisait hésiter, c'était la réflexion que la France ne pouvait tolérer en Allemagne la prépondérance de l'Autriche, l'alliée intime de la Russie. Dans ce moment même le baron de Stael arriva pour la seconde fois à Paris en qualité d'ambassadeur de Suède, afin d'implorer pour cette puissance l'alliance et les subsides de la

France. On reçut également des nouvelles favorables de la Sublime Porte, qui se montrait disposée à recommencer la guerre contre les cours impériales. Si la Prusse se décidait à prendre ouvertement et énergiquement parti de ce côté, un tel système semblait à l'ambitieux abbé plus avantageux encore que n'importe quelle négociation avec l'Autriche; mais il fallait naturellement pour cela que la Prusse commençât par renoncer d'une manière définitive à la rive gauche du Rhin. Le désintéressement du parti modéré était ridicule, coupable même, aux yeux des indépendants. Bien que ceux-ci refusassent encore de se prononcer irrévocablement, c'était avec une joie qu'ils avaient peine à contenir qu'ils voyaient se dérouler devant eux un avenir plein d'agitations, de bouleversements et de profits.

Le parti modéré, au contraire, était consterné. Lui non plus n'avait pas encore bien arrêté les détails de son programme de paix, mais il voyait clairement qu'il n'était plus possible d'abandonner tout à fait la politique de conquête. Il était donc irrésolu dans ses vues; tantôt il voulait acquérir toute la partie de la Belgique située en deçà de la Meuse, tantôt il songeait à comprendre dans les frontières de la France la partie de l'évêché de Bâle située sur la rive gauche du Rhin, Montbéliard, Saarbruck et Liége; l'essentiel pour lui était de mettre obstacle à la réalisation des vœux les plus ardents des indépendants, c'est-à-dire au renversement de l'Empire, à la propagation de la politique révolutionnaire, et surtout à la continuation et à l'extension de la guerre, que la république, épuisée dans ses ressources matérielles et morales, était selon eux hors d'état de supporter plus longtemps. Ces idées étaient aussi celles de Merlin de Thionville, qui, depuis la défense de Mayence, avait acquis une autorité incontestée sinon incontestable pour tout ce qui avait trait aux provinces rhénanes. Merlin de Thionville était un zélé Thermidorien, en désaccord complet avec Siéyès, très-irritable, et accessible à mille influences contraires. Vers le milieu de mai, comme il se trouvait au quartier général de Pichegru en qualité de commissaire de la Convention, son homonyme, Merlin de Douai, lui demanda s'il considérait la possession de la ligne du Rhin comme avantageuse ou non pour la France. Merlin répondit d'une manière évasive que cela

dépendait du point de vue d'après lequel la question était posée; que, si l'on ne considérait que les victoires déjà remportées, il était certain que le meilleur moyen de les rendre profitables était d'ouvrir une négociation avec l'empereur dans le but d'obtenir son consentement à l'incorporation de la Belgique et des provinces rhénanes à la France moyennant l'abandon de la Bavière à l'Autriche; mais que, si l'on réfléchissait à la détresse financière de la France, au dénûment des armées, aux dangers suscités par les discordes intestines, une prompte conclusion de la paix semblait impérieusement nécessaire, soit qu'on dût attendre de l'Empire allemand la ligne de la Meuse, soit qu'on dût se contenter d'assurer la grandeur de la France en restant dans les anciennes limites. « Quant à moi, dit-il en terminant, je suis pour ce dernier parti. Je regarde cette opinion comme la seule bonne; puisse-t-elle l'emporter sur les projets gigantesques d'hommes qui ont oublié à quelles conditions est attaché le sort des empires (1). »

Dans cette disposition, l'impatient député se décida, de son autorité privée, à faire une démarche dont il espérait les plus grands résultats.

Hardenberg était encore à Bâle, où, le 17 mai, il avait arrêté avec Barthélemy la ligne de démarcation du Nord de l'Allemagne. D'après le traité conclu entre eux, cette ligne partait de l'Ost-Frise, passait par Munster et Clèves, longeait le Rhin jusqu'à Duisbourg, puis la frontière du comté de La Marck jusqu'à la Lahn; de là elle gagnait le Mein, suivait la frontière du duché de Darmstadt, côtoyait le Nekar d'Éberbach à Wimpfen, puis se dirigeait au Sud-Est, vers Nœrdlingen, pour comprendre enfin les cercles de la Franconie et de la haute Saxe, en longeant les frontières de Bavière et de Bohême. La France promettait de ne pas attaquer les pays situés au delà de cette ligne, et la Prusse s'engageait à faire observer la plus stricte neutralité par tous les États situés en deçà. Le lendemain du jour où cette convention

(1) J. Reynaud, *Vie et correspondance de Merlin de Thionville*, p. 184. Merlin n'avait pas toujours pensé ainsi. En novembre (Ibid., p. 119), il désirait la ligne du Rhin. Plus tard, comme la Prusse ne se conduisait pas ainsi qu'il l'eût voulu, il se demanda de nouveau si l'on ne ferait pas mieux de s'entendre avec l'Autriche; mais il revint bientôt à la pensée que le plus sûr était de traiter avec la Prusse et l'Empire, en laissant l'Autriche de côté.

fut signée, le ministre prussien dina à Huningue chez Merlin et Pichegru, avec Barthélemy et Bacher. Après le dîner, Merlin conseilla à Hardenberg de se rendre à Paris sans tarder; il lui dit que Carletti y mettait tout en œuvre pour amener la paix entre l'Autriche et la France sur les bases développées plus haut, et que, malgré la résistance de Merlin de Douai, qui, du reste, dirigeait en ce moment toutes les affaires diplomatiques, les choses étaient déjà très-avancées, car Pichegru, au moment de passer le Rhin, avait reçu l'ordre de suspendre toute hostilité contre l'Autriche. Barthélemy évita de se prononcer; quant à Pichegru, il confirma toutes les assertions du représentant, lequel finit par engager Hardenberg à mettre les États allemands de l'Empire en garde contre l'ambition autrichienne. Merlin de Thionville ajouta que son vœu le plus cher était de voir une alliance prusso-française donner le signal de la paix générale et assurer à la France tout le pays situé sur la rive gauche de la Meuse, et non sur celle du Rhin.

On comprend facilement quelle surprise ces ouvertures si précises durent causer à Hardenberg. Comme il était impossible qu'il allât en personne à Paris, il convint avec Barthélemy qu'il y enverrait un de ses subordonnés, le secrétaire de légation Gervinus, tandis que lui-même se rendrait en toute hâte à Berlin pour informer le roi de ce qui se passait. Il vit à Mannheim le duc Maximilien-Joseph de Deux-Ponts, lui communiqua les importantes nouvelles qu'il venait d'apprendre, et le pria d'en instruire sous main son parent, l'électeur Charles-Théodore. Au lieu de cela, le chargé d'affaires du duc, l'abbé Salabert, fit de ces nouvelles l'objet d'une note officielle qu'il adressa au gouvernement bavarois, et que celui-ci envoya immédiatement à Ratisbonne, à son représentant à la diète. Cette note arriva ainsi à la connaissance de l'ambassadeur impérial, et à peine Hardenberg était-il de retour à Berlin, qu'une circulaire autrichienne était adressée à toutes les cours allemandes pour protester contre une fable absurde, y était-il dit, qui dégénérerait, si elle était répandue, en une calomnie injurieuse pour l'empereur. L'Autriche, ajoutait cette circulaire, n'avait jamais songé à traiter avec la France, surtout par l'entremise du soi-disant comte Carletti.

Il était difficile pour le gouvernement prussien de découvrir qui méritait le plus de créance de Thugut ou de Merlin de Thionville. Haugwitz pensa d'abord que ce dernier n'avait eu pour but que d'entraîner la Prusse, par un mensonge hardi, dans un système hostile et offensif contre l'Autriche; en conséquence, il assura, dans sa réponse officielle à la circulaire autrichienne, que Hardenberg n'avait recueilli que des bruits vagues et ne les avait répétés que comme tels à un petit nombre de personnes. Mais les rapports envoyés de Bâle par Harnier et de Paris par Gervinus ne tardèrent pas à éveiller en lui les soupçons les plus graves. Dans les premiers jours de juin, alors que l'on était encore sous le coup des impressions du premier prairial et que le parti modéré reprenait le dessus, Barthélemy fit connaître à l'envoyé prussien que son gouvernement était disposé à se désister de ses prétentions au sujet de la ligne du Rhin, et à se contenter d'une rectification des frontières. Il demanda en même temps avec instances que la Prusse décidât l'Empire allemand à traiter promptement, ajoutant qu'il ne lui faisait cette communication que dans la crainte que l'Autriche, qui avait déjà consenti à céder la ligne du Rhin pour obtenir la Bavière, ne prît en main toute la négociation, et ne fît surgir mille complications afin de pouvoir l'exploiter en faveur de ses intérêts particuliers. D'un autre côté, Gervinus, dans une conférence qu'il avait eue le 29 mai avec une commission du Comité de Salut public, avait reconnu quelles étaient les idées des partis révolutionnaires. L'abbé Siéyès avait presque constamment porté la parole, et s'était montré acerbe et tranchant au plus haut point. « Où avez-vous pris, dit-il en commençant, toutes vos idées au sujet de notre prétendue négociation austro-bavaroise? » Et comme Gervinus se bornait à répondre que c'était le bruit de toute l'Allemagne, il s'écria avec colère que quiconque n'avait pas de confiance en autrui ne devait pas non plus en espérer lui-même. « Cependant, continua-t-il, vous dites que l'on peut vous parler avec confiance; eh bien! je veux vous découvrir le fond de notre pensée : nous avons besoin de la paix pour nous fortifier à l'intérieur; mais nous voulons une paix glorieuse, et, pour l'Allemagne, un système nouveau et solide, qui comportera quelques États de plus qu'il n'en a existé jusqu'à présent et en suppri-

mera d'autres. — Avez-vous sous la main, reprit-il tout à coup, un plan bien arrêté pour la paix générale, avec une carte du pays? » Et comme Gervinus répondit négativement : « Il faut, ajouta-t-il, que la Prusse nous soumette ce plan; jusque-là, nous ne pourrons rien faire. Nous ne comprenons rien à ce chaos de l'Empire allemand; il ne nous a pas reconnus, il n'existe pas pour nous; nous ne pouvons entamer que des négociations partielles avec des princes isolés. » Gervinus demanda alors qu'on lui donnât une base d'après laquelle le plan devrait être conçu. « La Convention nationale s'est déjà prononcée au sujet de nos frontières, répondit Siéyès; le Rhin en fera partie, il n'y a pas à s'en dédire. » — « Ainsi, reprit Gervinus, c'est là la volonté du gouvernement français et non l'opinion de quelques députés isolés? » — « Je n'ai pas dit cela, répondit Siéyès, ce n'est pas ce que je veux dire. » En terminant, il se montra un peu plus traitable, exprima le vœu de voir se reserrer les liens qui existaient déjà entre la France et la Prusse, et ajouta que la république contribuerait volontiers à augmenter la force de cette puissance si elle voulait être raisonnable dans ses prétentions.

Quelques jours plus tard, Gervinus eut un entretien avec Boissy d'Anglas, qu'il savait être un homme de valeur et digne de confiance. Boissy ne nia pas plus que Siéyès l'existence d'une négociation avec l'Autriche. Pour rassurer Gervinus sur l'étendue du danger, il lui dit, au contraire : « Jusqu'ici, notre négociation avec l'Autriche a fait peu de progrès. » Puis, à l'appui de cette assertion, il déclara que lui et la majorité de la Convention, tout en désirant ardemment la paix, ne consentiraient jamais à la conclure à ce prix. Il ajouta que la France n'était nullement disposée à donner la Bavière à l'Autriche, qu'elle cherchait à amoindrir et non à augmenter la puissance de l'empereur, et qu'elle voulait surtout conserver la Belgique. Puis il confirma ce que Barthélemy avait déjà dit au sujet de la Sardaigne, c'est-à-dire que la France, ne voulant pas affaiblir cet État et ne pouvant lui rendre Nice ni la Savoie, désirait lui assurer le Milanais. Bref, Gervinus acquit la conviction que Carletti, bien que sans mission officielle, avait agi sous l'inspiration de Thugut, mais que le gouvernement français voulait attendre, pour se prononcer relativement à la paix, que les troubles lus-

sent quelque peu apaisés à l'intérieur du pays et que sa propre situation fût consolidée ; du reste, il était évident que les membres de ce gouvernement étaient profondément divisés entre eux pour ce qui regardait les questions extérieures. « Les indépendants avec Siéyès à leur tête, se disait-il, sont nos ennemis déclarés et n'aspirent qu'à couvrir l'Europe de jeunes républiques. Le parti qui nous est favorable est le plus fort, sans doute, mais il se divise lui-même en deux fractions : les modérés, qui veulent abandonner les provinces rhénanes, et les exaltés qui veulent garder ces provinces et recourir à un bouleversement de l'Allemagne pour dédommager brillamment la Prusse. » Néanmoins, il pensait qu'avec un peu de fermeté on parviendrait à rentrer en possession au moins de la plus grande partie de la rive gauche du Rhin, car, malgré le désordre et la démoralisation qui régnaient dans les sphères gouvernementales, le peuple désirait ardemment la paix, et tous les hommes intelligents et éclairés étaient hostiles à la politique de conquête.

On voit de quelle importance était pour l'Europe l'issue de la lutte engagée à Paris entre les partis. D'un côté se présentait la possibilité de conserver à peu près l'ancien état de choses, et de donner la paix à l'Allemagne moyennant les très-faibles sacrifices que proposait la Prusse ; de l'autre côté, on entrevoyait une atmosphère toute chargée d'orages, la modification de toutes les divisions territoriales en Italie, la perte des provinces rhénanes au profit de la France, le bouleversement complet de l'Empire allemand, et, dans le lointain, l'extension de la domination russe jusqu'à l'Oder, celle de la puissance de l'Autriche sur le reste de l'Empire, enfin des projets ambitieux et avides sur les pays baignés par l'Adige et le bas Danube.

L'incertitude qui planait sur ces graves questions eut pour premier effet de suspendre complétement les opérations de guerre. L'Autriche était bien décidée à engager le moins possible sa grande armée du Rhin du côté de l'Ouest, car elle voulait l'avoir à sa disposition pour défendre la Bohême en cas d'une rupture avec la Prusse. Tant que la question polonaise n'était pas tranchée et que la Prusse restait en possession de Cracovie, l'Angleterre devait donc échouer dans ses efforts pour obtenir que toutes les troupes impériales fussent tournées contre la

France. Thugut était prodigue de promesses, mais il ne se pressait pas de les tenir. Il déclara d'abord qu'il manquait d'argent pour mobiliser ses troupes, sur quoi l'Angleterre se montra prête à lui compter des subsides; puis il marchanda pendant tout un mois sur le montant de l'intérêt des sommes qu'on lui offrait, et, pendant ce temps, les Français s'emparèrent de la Hollande. Cependant l'on finit par s'entendre ; les deux puissances conclurent, le 4 mai, un traité relatif aux subsides, qui fut suivi, le 20, d'un traité d'alliance complet. Mais il resta encore à décider si les forces principales seraient dirigées sur le haut Rhin pour attaquer la Franche-Comté, ou sur le bas Rhin pour délivrer Luxembourg. La fatalité voulut que, chaque fois que Grenville proposait une chose, Thugut déclarât que le contraire seul était possible, de sorte que tout resta en suspens. Lord Grenville annonça enfin que, sans examiner ce qui était préférable, il se tiendrait pour satisfait si l'on attaquait, n'importe sur quel point; à quoi Thugut lui répondit avec les expressions d'un profond regret, que, malgré toutes les instances de l'empereur, Clerfayt se refusait absolument à prendre l'offensive en ce moment, et basait son refus sur des motifs tout militaires. Sur ces entrefaites, Luxembourg capitula et l'on vit s'évanouir l'espoir d'un soulèvement royaliste en Franche-Comté. Des commissaires anglais qui arrivèrent à la fin de juillet au quartier général de Clerfayt, y trouvèrent l'armée dans le meilleur état, reposée, bien nourrie, renforcée et impatiente de se battre; et comme ils exprimaient leur étonnement au sujet de la résistance qu'il avait opposée aux ordres d'attaque qui lui étaient venus de Vienne, Clerfayt indigné leur répondit qu'il se serait battu avec bonheur, mais qu'il n'avait pu obtenir l'autorisation de prendre l'offensive. Sir Morton Eden, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, refusa de croire à cette trahison; cependant lui-même avait dû informer à plusieurs reprises son gouvernement, en mars, en mai et en juin, que si la Prusse n'abandonnait pas Cracovie, la guerre était inévitable entre cette puissance et l'Autriche, et il eût dû comprendre que l'on ne pouvait s'attendre à voir les Autrichiens agir sur le Rhin tant que la question polonaise ne serait pas résolue (1).

(1) Tous ces détails sont tirés des rapports de sir Morton Eden et du colonel Crawford. V. de Sybel, *L'Autriche et l'Allemagne pendant la guerre de la Révolution*, p 113 et s.

Les Français restèrent donc pendant tout l'été tranquilles possesseurs de la rive gauche du Rhin; ils étaient également rassurés du côté de la Franche-Comté, car tout l'intérêt de Thugut était alors concentré sur Cracovie, et le ministre autrichien n'éprouvait que du mépris pour le Saint Empire romain. Rien ne pouvait leur être plus agréable en ce moment. La désorganisation de leurs armées, la diminution de leur effectif, le dénûment des troupes avaient pris de telles proportions, que, malgré les instances du Comité de Salut public, aucun général n'osait prendre l'offensive et passer le Rhin; tous restaient dans une inaction complète sur la rive gauche du fleuve, épuisée par la guerre. L'armée de Rhin-et-Moselle, réduite à quatre-vingt-dix mille hommes au plus et commandée par Pichegru, occupait le haut Rhin, et l'armée de Sambre-et-Meuse, de force à peu près égale, occupait le Rhin moyen et le bas Rhin, sous les ordres de Jourdan. Même après la prise de Luxembourg, Pichegru et Jourdan laissèrent les semaines s'écouler sans sortir de leur repos. Les Autrichiens, les troupes impériales, les émigrés qui se trouvaient en face d'eux ne se remuaient pas davantage; on eût dit que les deux nations avaient réuni leurs forces sur les deux rives du Rhin pour une simple parade. La plus grande émotion, au contraire, régnait en ce moment à la diète de Ratisbonne; tous les États, sans exception, désiraient ardemment la paix; mais ils flottaient irrésolus entre l'influence de l'Autriche et celle de la Prusse, redoutant la première à cause de ses idées guerrières, et n'osant réclamer la médiation de la seconde, de crainte d'offenser l'empereur. Dans le courant de juillet cependant, la diète décida que l'on supplierait l'empereur d'intervenir en faveur de la paix, et que l'on invoquerait le concours de la Prusse pour cette œuvre sainte; ce qui, vu le désaccord qui existait entre les deux puissances, n'avait par le fait aucune signification.

Le gouvernement français avait de tout autres sentiments à l'égard de l'Italie, au nord de laquelle il mesurait alors ses forces avec celles de l'Autriche. Là les deux partis, les indépendants comme les modérés, désiraient conserver la Savoie et arracher Milan aux Autrichiens. Les indépendants, nous l'avons vu, étaient prêts, dans ce cas, à abandonner la Bavière à l'empereur en échange de la rive gauche du Rhin. Ils considéraient

donc la conquête du Milanais comme un dernier effort fait dans le but d'obtenir pour la république un traité de paix glorieux et profitable, et ils insistaient incessamment pour que les armées des Alpes et d'Italie frappassent de ce côté un coup décisif. Cependant la désorganisation des troupes n'y était pas moins grande que sur le Rhin, et malgré les discordes intestines qui paralysaient les opérations austro-sardes, il était évident que les généraux républicains avaient besoin de renforts considérables pour atteindre leur but. Comme une nouvelle levée de troupes était impossible pour le moment, le Comité de Salut public se décida à conclure la paix avec l'Espagne, afin de pouvoir envoyer sur les Apennins les troupes qui avaient combattu jusque-là sur les Pyrénées (1).

Ainsi que nous l'avons vu plus haut, la cour de Madrid était depuis longtemps revenue de ses idées de guerre. Pendant quelque temps, la reine et son ministre Godoï, duc d'Alcudia, s'étaient montrés pleins d'ardeur pour la lutte, laquelle, vu les idées de paix d'Aranda, semblait constituer une question d'existence pour le règne du favori. Mais, depuis l'été de 1794, la fortune les avait abandonnés ; à l'est comme à l'ouest des Pyrénées, les Espagnols s'étaient vus contraints d'évacuer le territoire ennemi ; le général Dugommier avait même passé la frontière et avait envahi les vallées de la Cerdagne avec son aile droite, tandis que son aile gauche s'emparait des forts qui défendaient les côtes de la Catalogne. Ces revers avaient fait la plus profonde impression sur la pitoyable cour de Madrid. La reine se voyait déçue dans toutes ses espérances, et Alcudia flottait irrésolu, partagé entre un orgueil insensé et une crainte pusillanime. Au mois de septembre, il se décida enfin à faire un premier pas vers une négociation : il fit informer de son désir de conclure la paix un certain Simonin, que le Comité de Salut public avait envoyé à Barcelone pour s'y occuper des prisonniers de guerre français ; mais à peine eut-il fait cette démarche, qu'il apprit que les royalistes préparaient une levée de boucliers à Paris et dans le midi de la France, et aussitôt il s'abandonna de nouveau au vain espoir d'écraser victorieusement la révolution. Quant au Comité de Sa-

(1) Voir, pour ce qui suit, *Mémoires du roi Joseph*, vol. I, correspondance de 1795, et surtout Baumgarten, *Histoire de l'Espagne pendant la Révolution française*.

lut public, il répondit à Alcudia avec l'arrogance que donne la certitude du succès, et, au mois d'octobre, l'armée de l'Ouest rejeta en effet les Espagnols jusque sous Pampelune. Sous le coup de ces impressions si diverses, Godoï annonça d'abord au conseil d'État, avec toutes les expressions du désespoir, que nulle force humaine n'était capable d'arrêter les Français; puis il proposa de nouveau à l'Angleterre de reconnaître le comte de Provence comme souverain de la France; puis enfin, au milieu de novembre, il remit à Simonin un ultimatum par lequel il se déclarait prêt à traiter avec la république, à la condition que celle-ci délivrerait les enfants de Louis XVI et donnerait au fils un royaume indépendant formé des provinces françaises limitrophes de l'Espagne. Cette proposition ne pouvait qu'irriter le Comité, qui rappela immédiatement Simonin et ordonna à ses généraux de répondre par la voix du canon à la demande impudente de la cour d'Espagne.

Le général Dugommier n'avait pas attendu cet ordre pour agir. Son incapable adversaire, le comte de la Union, s'était retiré près de Figuières, derrière des retranchements élevés presque au hasard; le 17 novembre, le général Augereau tourna l'aile gauche des Espagnols, qui protégeait le corps principal; mais, Dugommier ayant été tué par un boulet au moment où il allait commencer l'attaque du centre, le mouvement s'arrêta; toutefois, la Union ne sut pas profiter de ces heures précieuses, et le 20, lorsque le successeur de Dugommier, le général Pérignon, reprit l'attaque interrompue, la défaite des Espagnols fut complète sur tous les points. Serrés de plus en plus près sur leur aile gauche, ils perdirent successivement toutes leurs positions; la Union lui-même tomba dans la mêlée, neuf mille officiers et soldats furent tués, et quatre-vingts redoutes furent prises avec deux cents canons. Un tel effroi s'empara alors de l'armée vaincue, et la consternation des Espagnols fut si profonde, que huit jours plus tard, sans qu'un nouveau coup de feu eût été tiré, le général Torrès ouvrit aux vainqueurs la place forte de Figuières, qui renfermait neuf mille hommes de garnison, cent soixante-dix canons et une quantité considérable de vivres et de munitions.

Cette catastrophe provoqua un puissant élan d'enthousiasme patriotique dans toute la Catalogne, qui se voyait dès lors direc-

tement menacée. Dans l'intérieur du pays, les impôts ne rentraient qu'à grand'peine, les enrôlements étaient plus difficiles encore; l'irritation contre le gouvernement, la détresse des finances, la démoralisation politique étaient si profondes que le peuple demandait la paix à grands cris; mais sur les frontières, les habitants ne songeaient qu'à leur propre conservation et étaient dominés par la haine que leur inspiraient les Français. Quant à ceux-ci, ils avaient cru bien à tort que l'apparition du drapeau tricolore suffirait pour soulever leurs voisins contre la cour de Madrid. Les Espagnols étaient remplis d'horreur pour les meurtriers de Louis XVI, les persécuteurs de l'Église, les profanateurs du christianisme. La rudesse des commissaires de la Convention, les excès des soldats français, la dévastation des pays occupés par eux ne faisaient qu'accroître cette aversion; en Catalogne, comme en Navarre et en Biscaye, le peuple ne demandait qu'à prendre les armes pour combattre ces ennemis détestés. Le gouvernement de Madrid, sans doute, n'inspirait plus nulle part la moindre confiance; après la chute de Figuières, la Catalogne se serait volontiers soustraite complétement aux ordres de la cour; mais cela n'empêchait pas qu'elle ne se déclarât prête à mettre cent cinquante mille hommes sur pied pour repousser les Français. Cependant une rupture ouverte fut encore une fois évitée, et un armement populaire de vingt-quatre mille hommes eut lieu, avec le concours du successeur de la Union, le général Urrutia, qui était heureusement un homme habile et énergique. Pérignon, au lieu de poursuivre l'épée à la main les débris de l'armée vaincue à Figuières, entreprit le siége de Rosas, place forte de la côte, qui, pour la première fois de toute cette campagne, donna l'exemple d'une résistance héroïque et ne capitula qu'au commencement de février; cela permit à Urrutia de reformer derrière la Fluvia ses régiments débandés, et d'organiser l'armement du peuple de la Catalogne sur une vaste échelle.

Tandis que, sur ce point, la nation et l'armée rivalisaient de patriotisme et d'activité, la cour de Madrid offrait toujours le même spectacle d'imprévoyante frivolité et d'incapacité révoltante. Alcudia oubliait dans un tourbillon de plaisirs et de désordres honteux la terreur que lui avait causée l'échec de Figuières; quant à la reine, les instances du ministre de la marine,

Valdès, en faveur de la paix ne faisaient que la fortifier dans le projet de continuer la guerre, car elle n'admettait pas qu'un contradicteur espagnol pût avoir raison contre son favori. Au mois de décembre 1794, Tallien ayant fait savoir officieusement à la cour de Madrid que la France était prête à faire la paix sans demander de cession de territoire, et à la seule condition que l'Espagne se séparerait de l'Angleterre, Alcudia rejeta cette proposition, non plus par fierté ou certitude de vaincre, car au fond du cœur il aurait été heureux de se délivrer des embarras que lui causait la guerre, mais, comme le dit le comte de la Caneda, parce que la cour se sentait incapable de faire les efforts qui eussent été nécessaires pour obtenir la paix et une solide neutralité. « La reine veut la paix, écrivait alors l'ambassadeur de Prusse; le roi ne veut rien; Godoï, jeune et inexpérimenté, croit qu'on peut faire la paix et la guerre par les mêmes moyens, et attend une décision, je ne sais d'où. » Dans ces circonstances, le comte Cabarrus, beau-père de Tallien, réussit à nouer en secret les fils d'une négociation à laquelle les nouvelles de la conquête de la Hollande et du départ du comte de Goltz pour Bâle vinrent, au mois de février, donner une puissante impulsion. Alcudia revint alors à son ancienne jalousie contre l'Angleterre; il se réconcilia avec Valdès, et, dans un grand conseil des ministres tenu le 22 mars 1795 en présence du roi et de la reine, on proposa formellement de conclure la paix avec la France, en y mettant pour unique condition la liberté des deux enfants royaux. Tous les assistants applaudirent à cette motion; le roi Charles seul, devant lequel pas une parole de paix n'avait encore été prononcée, se révolta à la pensée de traiter avec des régicides; mais la reine le calma en lui énumérant toutes les chapelles qui avaient été détruites et dévastées par la guerre, et en lui prouvant que l'Église elle-même réclamait impérieusement la paix. Don Domingo de Yriarte, politique habile mais léger, que ses idées démocratiques avaient jadis fait éloigner de la cour et envoyer comme ambassadeur en Pologne, fut choisi pour aller à Bâle entamer des négociations avec Barthélemy. De la part de tout autre gouvernement que le gouvernement espagnol, cette démarche eût indiqué une ligne de conduite et un système bien décidés; mais, à peine les ordres donnés à Yriarte eurent-ils été

expédiés, que la cour de Madrid changea d'idée. L'impression produite par la conquête de la Hollande fut effacée par la nouvelle qu'une triple alliance allait se conclure entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie, et tout désir de suivre l'exemple de la Prusse disparut devant une note de l'Angleterre, qui menaçait nettement de déclarer la guerre à l'Espagne si celle-ci venait à conclure la paix avec la France. Au milieu de sollicitations si contradictoires, le duc prit un parti qui le caractérise tout à fait : il se décida à laisser Yriarte négocier, mais sans montrer trop d'empressement. Il voulait ainsi gagner du temps, permettre à Urrutia de protéger les frontières, et amener l'Angleterre à se montrer moins exigeante.

Pendant ces longues hésitations du ministre espagnol, le Comité de Salut public, poussé par les indépendants, avait notifié aux généraux qui commandaient sur les Pyrénées son intention de détacher de la domination espagnole tout le pays en deça de l'Èbre, et de lui donner un gouvernement républicain sous la protection de la France. Mais la nouvelle de la mission confiée à Yriarte mit fin à ces aspirations belliqueuses. Ceux qui désiraient la paix ne pouvaient que saluer avec joie toute démarche de ce genre; quant aux indépendants, la fin de la guerre d'Espagne devait les aider à atteindre le but qu'ils poursuivaient en Italie. Barthélemy reçut donc l'ordre d'entrer en négociation, mais les instructions qui lui furent données alors n'étaient pas moins catégoriques que celles qu'il avait reçues lorsqu'il s'était agi de traiter avec la Prusse. Il devait, lui dit-on, faire en sorte de conclure promptement, en imposer par son attitude, se refuser à toute suspension d'armes, ne permettre aucune mention des affaires intérieures de la France, des enfants de Louis XVI, des émigrés, ni de l'Église; sur toutes les autres questions, telles que les indemnités, les frontières, les frais de la guerre, il devait demander le plus possible et n'accorder que ce qui serait absolument nécessaire. On reconnut bientôt combien il serait difficile aux deux ambassadeurs de s'entendre. Barthélemy déclara à Yriarte que la république était prête à abandonner les pays déjà occupés par ses troupes au delà des Pyrénées; mais qu'en revanche, elle exigeait en Amérique la cession de la Louisiane et de la partie espagnole de l'île de Saint-Domingue. Yriarte

répondit à ces demandes par un refus décidé, et déclara que son gouvernement n'oserait jamais proposer un arrangement aussi humiliant au peuple espagnol; puis il demanda à son tour une pension pour les princes français, la libre rentrée des autres émigrés, et la reconnaissance de l'Église catholique en France; sur quoi Barthélemy l'informa qu'il était prêt à discuter avec lui les questions de territoire, mais que toute allusion à la situation intérieure de la France serait la rupture de la négociation. Yriarte, voyant qu'il parlait sérieusement, fut forcé de céder; toutefois il insista énergiquement sur un point qui, dit-il, était pour sa cour une question d'honneur, de religion, de fanatisme même si l'on voulait, sur le sort des enfants prisonniers au Temple. Ces discussions se prolongèrent pendant plusieurs semaines. En vain Barthélemy représentait-il qu'il était impossible que la république remît un prétendant aussi dangereux que le Dauphin entre les mains d'un gouvernement étranger; Yriarte déclarait qu'il était tout aussi impossible que son roi restât indifférent au sort de ses parents les plus proches et les plus augustes : il y avait un abîme entre les principes de ces deux hommes.

La mort du malheureux prince exerça donc une influence tout aussi grande sur les relations extérieures que sur la situation intérieure de la France. Le Comité informa Barthélemy que la Convention, dans sa séance du 9 juin, avait appris à la fois la mort du jeune Capet et la prise de Luxembourg, la première avec une parfaite indifférence et la seconde avec un vif enthousiasme. Yriarte témoigna une grande douleur; cependant il était évident que la véritable négociation allait seulement pouvoir commencer. Quelques graves difficultés se présentaient bien encore, mais aucune d'elles n'était insurmontable. La première pensée d'Yriarte, lorsqu'il sut que la mort avait enlevé le frère à la haine des hommes, fut de demander la délivrance de la sœur, le seul membre de la famille royale qui vécût encore. Ici le Comité n'était arrêté par aucune crainte relativement à la constitution républicaine, mais son orgueil national se révoltait à l'idée de faire une telle concession aux instances d'un gouvernement étranger; il alla donc au-devant de la demande de l'Espagne, et proposa à la Convention d'offrir à l'empereur

François l'échange de la princesse contre les députés livrés jadis aux Autrichiens par Dumouriez. Il était hors de doute que le cabinet de Vienne accepterait, et en effet, l'échange eut lieu quelques mois plus tard. En conséquence, Barthélemy répondit à l'envoyé espagnol que la liberté de la princesse n'avait plus à les occuper, attendu que la Convention négociait en ce moment même avec l'Autriche à ce sujet. Cette question vidée, on en vint à la partie politique de l'œuvre de paix. Quelques obstacles se présentaient également de ce côté. La France persistait à demander la cession de la Louisiane et de Saint-Domingue, cession dont le plénipotentiaire espagnol ne voulait pas entendre parler, et l'Espagne demandait à être reconnue comme médiatrice entre la république et les États italiens, le pape surtout, tandis que Barthélemy avait l'ordre formel de ne pas permettre qu'il fût fait la moindre mention de l'Italie. Pendant ce temps, la supériorité des armes françaises se manifestait plus clairement chaque jour sur les Pyrénées, et le Comité de Salut public eût peut-être rompu les négociations, si les circonstances que nous avons mentionnées plus haut ne lui avaient fait désirer vivement de pouvoir augmenter l'armée d'Italie; pour cela, il fallait qu'il fît à tout prix la paix avec l'Espagne.

Jusque-là, l'attention s'était surtout portée vers la partie orientale des Pyrénées; mais actuellement, l'armée de l'Ouest, qui occupait le Guipuscoa et la Biscaye, allait concentrer tout l'intérêt, car on espérait prendre les Espagnols au dépourvu de ce côté et obtenir facilement d'importants succès. Le cabinet de Madrid, pensait-on, consentirait alors à la paix, et l'on pourrait envoyer l'armée de l'Est en Italie pour hâter les événements qui devaient décider du sort de l'Autriche et de celui de l'Europe.

Le général Moncey, qui commandait alors l'armée des Pyrénées occidentales, reçut des instructions dans ce sens et des renforts en conséquence. Il avait environ quarante mille hommes sous ses ordres, tandis que le prince de Castelfranco, placé en face de lui, en comptait trente mille à peine; encore ceux-ci, ayant à protéger la Navarre d'un côté et la Biscaye de l'autre, étaient-ils dispersés et morcelés en une infinité de petits postes éloignés les uns des autres. A la fin de juin, Moncey parvint à passer la Deba, qui séparait les deux armées, et attaqua énergi-

quement le corps de Biscaye, commandé par le général Crespo; puis il jeta une partie considérable de ses forces sur le détachement qui gardait la Navarre, le repoussa au loin dans l'intérieur du pays, et lui coupa ainsi toute communication avec les troupes de Biscaye. C'était mettre Crespo dans l'impossibilité d'opposer une sérieuse résistance à son adversaire. Les Français atteignirent bientôt Vittoria, l'Èbre et les frontières de la Castille d'un côté, et, de l'autre côté, ils s'emparèrent de Bilbao, capitale de la Biscaye. La terreur l'emporta alors à Madrid sur toute autre considération. Bien qu'en Catalogne le général Urrutia eût résisté avec bravoure et succès, dans une sanglante rencontre, au général Schérer, le nouveau commandant de l'armée de l'Est, bien que, dans la Cerdagne, le général Cuesta eût fait reculer les républicains, la cour de Madrid, aussitôt après les victoires de Moncey, s'empressa de donner au négociateur de Bâle de nouvelles instructions qui concilièrent tout.

Barthélemy et Yriarte signèrent donc la paix le 22 juillet. La France renonçait à ses prétentions sur la Louisiane, et l'Espagne abandonnait la portion de l'île de Saint-Domingue qui lui avait appartenu jusque-là. La France acceptait la médiation de l'Espagne pour une négociation de paix avec Naples, Parme et le Portugal; pour ce qui regardait les autres États d'Italie (le pape y était compris par un article spécial et secret) l'intervention de l'Espagne était également autorisée. Une fois, du reste, le premier sacrifice accompli, les idées changèrent si complétement à Madrid, qu'Yriarte. aussitôt après la signature de la paix, exprima au nom de sa cour le désir de voir se renouer entre les deux États l'alliance qui jadis unissait les Bourbons, « afin, dit-il, de mettre par l'union des forces de la France et de l'Espagne, obstacle à la prépondérance de l'Angleterre dans la Méditerranée, comme à celle de l'Autriche en Italie. »

Ce résultat causa une grande joie à Paris. Le parti modéré et la population se réjouirent de ce fait immédiat qu'un grand théâtre de guerre allait disparaître; les indépendants, portant plus loin leurs regards, calculèrent avec satisfaction les avantages que la libre disposition de l'armée des Pyrénées allait procurer à leur système. « On approuve mes plans offensifs, écrivait Napoléon, nous verrons bientôt de grands événements s'accomplir en Lom-

bardie ; la Sardaigne va, sans nul doute, songer à la paix, et il ne dépend que de nous de conclure sur-le-champ aussi la paix avec l'empereur. Mais, ajoutait-il, nous lui demandons des conditions très-avantageuses, et nous les obtiendrons par la force des armes. »

Tandis que le traité espagnol, par ses conséquences probables, favorisait ainsi le parti révolutionnaire et ses idées de conquête, l'intérieur du pays voyait se produire des événements qui affaiblissaient également l'influence des modérés, et qui déterminèrent, en dernière analyse, la politique de la Convention.

CHAPITRE III

LES ROYALISTES

Tandis qu'à l'extérieur la république enregistrait triomphe sur triomphe, grâce à la désunion et au découragement de ses adversaires, le gouvernement ne pouvait plus au-dedans en imposer à aucun parti, ni prendre l'attitude indépendante qui eût été nécessaire au bien du pays. Quiconque cherche à faire une révolution visera toujours à l'entier anéantissement de son adversaire; quiconque, au contraire, veut y mettre un terme, doit avant tout s'efforcer de réconcilier les partis. Dans l'été de 1795, chacun, ami ou ennemi de la révolution, avait encore présentes à la pensée ces maximes de la terreur : « Les demi-mesures sont mortelles en temps de révolution... un pas en arrière mène à une ruine certaine... les morts seuls ne reviennent pas... » Ceux donc qui avaient le dessus en ce moment croyaient devoir s'assurer à jamais cet avantage en écrasant complétement leurs ennemis : chaque succès provoquait de nouvelles violences, soulevait des passions plus vives, des résistances plus désespérées. Nulle situation ne pouvait être plus défavorable aux partis modérés; les factions extrêmes, de la droite comme de la gauche, occupaient de jour en jour plus exclusivement la scène.

La journée du 1[er] prairial avait de nouveau soulevé toute la France contre les Jacobins. On ne se contentait pas partout, comme à la Convention, de combattre les lois de ces derniers ou d'arrêter leurs chefs. Nous savons déjà combien la soif de vengeance et de représailles était ardente dans les départements du Midi ; après la révolte de Toulon, ce sentiment se traduisit par des crimes effroyables. Quelques centaines de terroristes étaient enfermés au fort Saint-Jean, à Marseille; pendant les troubles de Toulon, les Marseillais avaient craint que les insurgés ne vinssent délivrer ces prisonniers pour se les adjoindre; aussi les chefs de la *Compagnie du soleil* résolurent-ils, aussitôt après la prise de la ville insurgée, de se mettre pour toujours à l'abri de ce danger. Le 5 juin, une troupe d'hommes armés attaqua le fort; la garde, peu nombreuse d'ailleurs, qui en défendait l'entrée fut immédiatement dispersée, et l'officier qui la commandait saisi et mis en prison; après quoi, les assaillants pénétrèrent successivement dans tous les cachots et massacrèrent ceux qui y étaient renfermés. Cette boucherie dura presque tout un jour; les portes ayant résisté aux coups de hache, les assaillants amenèrent un canon qui triompha de tous les obstacles, et qui servit ensuite à mitrailler les prisonniers. Vers le soir, les meurtriers, fatigués et ivres pour la plupart, abrégèrent encore leur atroce besogne en jetant dans les cachots, à travers les fenêtres brisées, des masses de paille auxquelles ils mettaient le feu, brûlant ainsi les malheureux tout vivants. Ce ne fut qu'à la nuit que les commissaires de la Convention parurent, accompagnés de porteurs de torches et de gardes nationaux. Ils représentèrent aux assassins l'iniquité de leur conduite, les exhortèrent à rentrer dans le calme et la légalité (1), et les dispersèrent enfin, après avoir arrêté quelques-uns de leurs chefs et avoir reconstitué la garde du fort. Le nombre des victimes est porté à quatre-vingt-six dans les listes officielles, et à plus de deux cents dans d'autres récits. On n'envoya un médecin au secours des blessés qu'au bout de plusieurs jours, alors que le plus grand nombre d'entre eux avait déjà succombé; quant

(1) C'est ce qui résulte du récit du duc de Montpensier, frère de Louis-Philippe, qui était présent ; ce récit mérite incontestablement plus de créance que le rapport de Fréron, écrit après coup avec partialité et exagération.

aux meurtriers qui avaient été arrêtés, ils furent bientôt relâchés sans aucune enquête.

Ce qui fut encore plus effrayant que le fait en lui-même, ce fut la satisfaction avec laquelle la nouvelle en fut accueillie de toutes parts par la population. Les crimes de la terreur, en se prolongeant, avaient fini par pervertir en France toutes les notions de morale et de justice. Plusieurs villes du Midi suivirent l'exemple de Marseille. A Avignon, une vengeance sanglante fut tirée des assassins de la Glacière. A Sisteron et à Digne, tous les employés nommés par les Jacobins, tous les membres des anciens comités révolutionnaires furent mis à mort. A Tarascon, les victimes furent lancées, du haut d'une tour élevée, sur les rochers aigus et escarpés qui bordent le Rhône; dans cette dernière ville, de même qu'à Lyon, ces atrocités se prolongèrent pendant trois mois. Au début, la politique était restée étrangère à ces meurtres, lesquels n'étaient que l'effet d'une explosion de colère, une vengeance des crimes de la terreur. Mais lorsque ces scènes se multiplièrent, lorsqu'elles en vinrent à ensanglanter vingt départements, les partis politiques finirent par attacher des espérances à cette excitation et à ces fureurs. Les royalistes de la vieille roche s'agitèrent en plusieurs lieux; de nombreux nobles qui avaient fait partie de la première émigration revinrent à Lyon et à Marseille; quant aux prêtres non-assermentés, nous savons qu'ils avaient toujours exercé une immense influence dans ces contrées. A Lyon surtout, ces tendances se manifestèrent si ouvertement que la Convention crut devoir intervenir, quelque peu disposée qu'elle fût, depuis le 1er prairial, à user de rigueur envers les ennemis des Jacobins; elle appela les fonctionnaires à venir lui rendre compte de leur conduite, confia le soin de la police à l'autorité militaire, et ordonna le désarmement de la garde nationale. Ces mesures s'exécutèrent sans aucune résistance; mais les menées des royalistes et les persécutions exercées contre les Jacobins n'en furent pas diminuées.

A Paris même se formait, au sein de l'opposition monarchique et constitutionnelle dont nous avons parlé précédemment, un groupe royaliste dévoué aux Bourbons qui prenait une attitude toujours plus caractérisée. Ce groupe se composait d'éléments nombreux et très-divers. Il comptait une partie considérable de la

Jeunesse dorée, d'anciens membres de l'Assemblée constituante, et enfin un certain nombre de citoyens calmes et libéraux, lesquels pensaient que, puisque la monarchie était nécessaire à la France, il fallait, sans s'effrayer d'une poignée d'émigrés, reconnaître pour roi celui que la mort du Dauphin avait rendu le plus proche héritier du trône, c'est-à-dire Louis XVIII, frère puîné de Louis XVI, alors résidant à Vérone. Du reste, ils ne songeaient nullement à une prompte restauration effectuée par des voies de violence. Ils voulaient attendre la nouvelle constitution et les prochaines élections, croyant pouvoir alors rappeler les Bourbons sans le secours des armes, en vertu d'une décision du corps législatif. Mais à côté d'eux se trouvaient d'autres têtes plus ardentes, qui s'attendaient de jour en jour à voir la répulsion inspirée par les Jacobins provoquer un soulèvement en faveur du roi légitime, et qui visaient à l'entière restauration de l'ancien régime. Il était impossible, sans doute, de méconnaître davantage la véritable situation du pays et les vœux réels du peuple; mais ce manque de clairvoyance n'empêchait pas ces hommes de donner libre cours à leur zèle inquiet. Ils enrôlaient, correspondaient, conspiraient, entretenaient des intelligences avec Tallien et d'autres Thermidoriens, s'agitaient dans les assemblées des sections, écrivaient à Vérone au roi Louis XVIII, à Bâle aux émigrés qui se trouvaient à l'armée autrichienne, en Vendée et en Bretagne à Charette et à Cormatin. Au mois de novembre 1794, la cour de Vérone avait choisi parmi eux l'abbé Brottier, l'abbé Lemaître et le chevalier Despomelles pour former une agence royaliste; le plus remuant des trois était l'abbé Brottier; son collègue l'abbé Maury disait de lui : « Voulez-vous embrouiller une affaire et la rendre inextricable? confiez-la à l'abbé Brottier; il serait capable de provoquer une sédition parmi les anges, devant le trône même de Dieu. » De même que tous les politiques de cette trempe en général, et que la plupart des membres de la noblesse émigrée en particulier, Brottier était animé d'un fanatisme aveugle et rempli de crédulité. Il croyait qu'un quart au moins des membres de la Convention était prêt à s'armer pour la bonne cause; il haïssait les constitutionnels à l'égal des plus cruels Jacobins, et après la paix de la Jaunaye, il avait déclaré que Charette était un homme sans consis-

tance, auquel nul ne pouvait se fier. Mais ayant appris, au bout de quelque temps, que Louis XVIII avait écrit au général vendéen pour lui exprimer sa reconnaissante admiration, et découvrant en même temps que la paix ne semblait pas très-assurée en Vendée, il n'hésita pas à changer de langage : il déclara qu'il fallait que l'Ouest se soulevât de nouveau, sous la conduite de l'inimitable Charette, tandis que Précy, le défenseur de Lyon, déploierait dans le Midi l'étendard de la révolte, que le prince de Condé, à la tête de ses troupes, pénétrerait en Dauphiné par la Suisse, et qu'à Paris tous les hommes bien pensants, grâce à un mouvement énergique, mettraient par la terreur un terme à la Convention. Pour ce qui regardait les puissances étrangères, il détestait les Anglais, dans lesquels il ne voyait que d'égoïstes et héréditaires ennemis de la France, et au mois de juin 1795 encore, il répétait à Louis XVIII que le seul souverain sur lequel on pût compter, le seul dont les émigrés pussent honorablement et utilement réclamer l'appui, était le roi d'Espagne.

Quelque peu consistants que fussent ces projets, il n'en est pas moins certain que, très-peu de temps après la conclusion de la paix, les affaires prirent de nouveau une tournure inquiétante en Bretagne et en Vendée. Dès le premier jour, chaque parti se plaignit des actes illégaux de son adversaire. Quand on parcourt les nombreux documents qui existent à ce sujet (1), on renonce à décider qui a eu tort ou raison au point de vue du droit; mais on ne peut rester dans le doute quant aux points suivants : les chefs républicains, le Comité de Salut public et les commissaires qui avaient traité de la paix désiraient la maintenir. Ils nommèrent aux divers emplois du pays des hommes de leur opinion sans doute, mais, autant que possible, des hommes honnêtes et modérés. Ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour rétablir l'ordre, la discipline, la bonne tenue parmi les officiers et les soldats, et lorsque les généraux se plaignaient de l'esprit de révolte des Vendéens, on leur répondait invariablement d'évi-

(1) Les documents républicains les plus complets se trouvent dans les *Guerres des Vendéens*, vol. V, et les documents royalistes dans Crétineau-Jolly, *Vendée militaire*, vol. II et III. Il faut nécessairement distraire de cet ouvrage les pièces apocryphes, notamment le prétendu manifeste des chefs Vendéens du 22 juin, que Crétineau a la crédulité de reproduire, quoique la signature de Stofflet et de Bernier suffise pour en prouver la fausseté.

ter de s'associer aux terroristes. Ce que nous disons des républicains peut également s'appliquer, au moins pour le début, aux chefs royalistes. Ni Charette ni Stofflet en Vendée, ni Cormatin en Bretagne ne désiraient voir la guerre civile se rallumer. Le souvenir du passé ne leur permettait pas d'avoir confiance en leurs adversaires; mais ils espéraient un bouleversement général, qui les délivrerait de la Convention sans qu'ils eussent besoin de recourir aux armes. Cependant, malgré ces bonnes dispositions des chefs, la paix avait beaucoup de peine à s'établir. Les forces militaires des insurgés étaient trop considérables pour que les commissaires de la Convention pussent songer à un désarmement général des paysans. Bien loin de là, lorsqu'il eut été décidé que deux mille Vendéens resteraient sous les armes en qualité de milice civique à la solde de la république, les commissaires eux-mêmes déclarèrent verbalement au général Charette qu'il pouvait enrôler ses meilleurs hommes dans cette troupe et continuer à les commander. Or, laisser les paysans sous les armes et sous les ordres de Charette, c'était, par le fait, conserver l'armée royaliste sans y rien changer, car, même pendant la guerre, les paysans n'avaient jamais été réunis en un corps d'armée proprement dit, mais s'étaient toujours tenus prêts à marcher au premier signe de leur général. Deux troupes indépendantes l'une de l'autre, excitées par de longues et impitoyables luttes, continuèrent donc à exister dans le pays. Toutes deux étaient animées par un ardent fanatisme, toutes deux s'étaient échauffées aux horreurs de la guerre civile, toutes deux ne connaissaient plus qu'une discipline molle et relâchée. Les officiers républicains s'irritaient de ce que les paysans, après avoir reconnu la république, continuaient à nommer leurs généraux, leurs colonels et leurs majors, et de ce qu'on laissait subsister au sein de l'État des corps de troupes autres que les armées régulières. D'un autre côté, la Bretagne renfermait encore quelque chefs de bandes redoutés, qui n'avaient jamais adhéré à la paix de la Mabilais et qui continuaient à persécuter les employés de la république, à piller les voitures de poste, à attaquer les petits détachements. Charette et Stofflet réussirent pendant quelques temps à maintenir le bon ordre en Vendée; mais, au mois de mai, l'agence parisienne intervint et l'abbé Brottier donna au nom du roi, à

un certain nombre de chefs royalistes, l'ordre de recommencer les hostilités. Peu à peu donc le pays devint le théâtre de griefs réciproques et de discordes toujours croissantes. Des soldats républicains maltraitèrent des paysans isolés; ceux-ci saisirent la première occasion de se venger et tuèrent les républicains; des villages refusèrent de porter leurs denrées dans les villes pour les échanger contre des assignats; les généraux, qui voyaient leurs soldats souffrir de la faim, menacèrent de s'emparer des grains de vive force; alors les paysans recommencèrent à porter leurs provisions au fond des bois, dans leurs anciennes cachettes, autour desquelles ils se postèrent, les armes à la main; sur quoi le Comité de Salut public fut informé que les paysans établissaient des magasins, formaient des attroupements et cherchaient à affamer les républicains. Quant aux habitants animés d'idées démocratiques qui avaient fui le pays pendant la guerre pour chercher un refuge près des armées républicaines, lorsqu'ils revinrent dans leurs foyers, confiants dans la paix qui venait d'être signée, ils trouvèrent leurs maisons et leurs biens au pouvoir des royalistes, se virent repoussés comme des terroristes et des séides de Robespierre, et, s'ils avaient recours à l'autorité pour rentrer en possession de ce qui leur avait jadis appartenu, ils étaient sûrs de voir les nouveaux propriétaires les repousser les armes à la main.

Une telle situation ne pouvait se prolonger longtemps; il fallait ou que les paysans fussent désarmés ou que les républicains quittassent le pays. Cette alternative se fût imposée, quand même l'accord, la sincérité et la paix eussent régné réciproquement; elle était à bien plus forte raison commandée par la haine et la méfiance qui existaient des deux parts, et par les excitations à recommencer la lutte qui arrivaient du dehors. Le comte de Puisaye était depuis huit mois en Angleterre, où il cherchait à décider le gouvernement à soutenir énergiquement les royalistes. Il avait eu d'abord de grandes difficultés à surmonter, car les émigrés s'étaient aliéné la confiance de l'Europe par leurs fanfaronnades et leurs vaines promesses, et avaient blessé le gouvernement anglais en particulier par l'horreur fanatique qu'ils témoignaient contre tout régime libéral et constitutionnel. Puisaye, qui avait été membre de l'Assemblée con-

stituante et plus tard ami des Girondins, était cependant plus capable que tout autre de fléchir l'opinion des ministres anglais relativement aux questions politiques; il réussit à gagner Pitt à ses plans, ainsi que Wyndham, le ministre de la guerre. Les traités de la Jaunaye et de la Mabilais ne le déconcertèrent pas; il assura qu'à l'apparition d'une flotte anglaise sur les côtes de Bretagne le pays prendrait de nouveau les armes, et nous savons maintenant combien cette assurance était fondée. Son premier et son dernier mot furent toujours qu'il fallait que cette entreprise eût un caractère tout national; que, par conséquent, l'Angleterre devait se borner à la soutenir par ses vaisseaux, ses subsides et ses armes, et laisser le corps de débarquement se composer exclusivement d'émigrés. Pitt approuva tout. Des provisions immenses d'uniformes, d'armes, de munitions furent rassemblées, et Puisaye invita les émigrés dispersés dans l'Europe entière à se réunir dans les ports d'Angleterre pour prendre part à l'expédition projetée. Ceux-ci accoururent de toutes parts. Le comte d'Hervilly rassembla environ quinze cents hommes à Cowes, sur la côte de la Manche; le colonel anglais Nesbitt en enrôla tout autant en Allemagne, à Brême et à Stade. Le ministre anglais conçut alors la malheureuse pensée de renforcer ces recrues au moyen des prisonniers de guerre français détenus en Angleterre; d'Hervilly, qui était un vieux soldat et un royaliste inflexible, n'était pas d'avis qu'on dût adjoindre à l'expédition ces éléments suspects; mais Pitt déclara qu'à la guerre il ne fallait pas être aussi scrupuleux, et plus de seize cents de ces prisonniers furent réunis aux troupes de débarquement.

Pendant ce temps, les querelles s'envenimaient de jour en jour en Bretagne et en Vendée. Les chefs de bandes royalistes rassemblaient peu à peu leur monde. Au mois de mai, la plupart d'entre eux avaient donné, sous peine des plus sévères châtiments, l'ordre formel de ne plus accepter d'assignats, et de ne plus fournir de vivres aux garnisons républicaines. C'était forcer celles-ci à se procurer par la violence ce qui leur était nécessaire; de nombreux combats eurent lieu en effet, dans lesquels plusieurs chefs royalistes furent tués ou pris. Les généraux Hoche et Aubert du Bayet écrivaient chaque jour à Paris que la paix n'était qu'une funeste illusion, et que d'énergiques mesures

pouvaient seules sauver la république. Le général Canclaux, qui commandait en Vendée, s'exprimait peut-être un peu moins franchement que ses collègues de Bretagne; mais il témoignait des craintes tout aussi vives. Dans le courant du mois de mai, le personnel des commissaires de la Convention fut changé en Bretagne; ceux qui avaient signé la paix furent remplacés par quelques vieux montagnards de la fraction des indépendants, auxquels Hoche répétait sans cesse qu'il fallait faire un pas décisif et s'assurer des chefs les plus importants, de Cormatin surtout, au moyen d'une arrestation soudaine. Mais en ceci, Hoche était injuste : au moment même où il accusait Cormatin des plus noires infamies, celui-ci passait presque pour un traître aux yeux de son parti, qu'il cherchait sans cesse à modérer et à contenir; et tandis que les chouans de Lisieux sommaient les habitants de cette ville de rester sous les armes et de mourir, s'il le fallait, pour l'Église, pour le roi, pour la patrie, Cormatin représentait au conseil royaliste du Morbihan qu'une démarche précipitée pourrait perdre la bonne cause sans retour; que, du moment qu'ils ne formaient plus un parti isolé, mais qu'ils faisaient cause commune avec tous les royalistes de France, ils devaient subordonner leurs actes aux décisions générales. Ces lettres, saisies le 24 mai par des patrouilles républicaines, furent considérées par Hoche comme des preuves palpables de projets séditieux et mûrement conçus. Sur les instances de ce général, les commissaires de la Convention écrivirent au Comité de Salut public pour demander l'arrestation immédiate des chefs vendéens. Le Comité reçut cette lettre le 30 mai, c'est-à-dire dix jours après le 1er prairial, et, par conséquent, à un moment où il lui semblait beaucoup plus urgent de combattre les Jacobins que de rompre avec les royalistes. Il répondit donc vaguement qu'il reconnaissait la nécessité de prendre de fermes mesures; mais qu'il fallait avant tout s'assurer de l'authenticité des lettres saisies, et n'agir que lorsqu'on aurait la force suffisante pour le faire avec succès.

Mais le général Hoche n'avait pas attendu l'autorisation de son gouvernement. Dès le 25 mai, il avait arraché aux commissaires l'ordre de s'emparer de tous les chefs de bandes que ses troupes parviendraient à atteindre. Huit d'entre eux, parmi lesquels se

trouvait Cormatin, avaient ainsi été saisis et arrêtés, et plusieurs détachements de chouans dispersés. Une proclamation du général menaça ensuite d'une mort certaine tous les habitants que l'on surprendrait les armes à la main, en même temps qu'elle promettait aux citoyens paisibles protection, sécurité, et le libre exercice de leur culte. Trente-deux colonnes mobiles furent chargées de parcourir le pays en tout sens, et la lutte se ralluma dans la Bretagne entière avec un redoublement de fureur. Ce qui caractérise tout à fait la situation de la France à cette époque, c'est que ces faits si graves étaient accomplis par le pouvoir militaire à l'insu du gouvernement. Ce ne fut que le 16 juin que le Comité présenta à la Convention un rapport qui n'était, pour ainsi dire, que la copie de la proclamation de Hoche, et demanda à l'Assemblée d'approuver simplement les actes accomplis.

La nouvelle de cette rupture ne pouvait que causer une joie extrême à Londres et à Cowes. Il ne manquait plus, pour assurer le succès de l'expédition projetée, que la coopération active des royalistes de l'intérieur; dans ce but, le marquis de Rivière était depuis des semaines auprès de Charette, qu'il cherchait à décider à une nouvelle levée de boucliers, espérant que le feu allumé en Bretagne se communiquerait de lui-même à la Vendée. Charette n'avait fait d'abord qu'un très-froid accueil au marquis, et avait même témoigné une vive jalousie lorsque l'envoyé royaliste lui avait désigné le comte de Puisaye comme le chef de l'expédition. Il pensait, en effet, qu'après les services qu'il avait rendus, nul ne pouvait lui contester la première place, et moins que tout autre un homme aussi peu solide dans ses principes que l'était Puisaye, cet ex-constituant libéral, cet ami des Girondins. Cependant, lorsque la Bretagne eut donné le signal, il se montra plus maniable et promit qu'un nouveau soulèvement aurait lieu dès que le corps expéditionnaire paraîtrait en vue des côtes de France. Aussitôt les royalistes de Londres se décidèrent à agir. L'escadre de débarquement se composait de huit frégates et de huit bâtiments plus petits, sous les ordres de sir John Warren; elle portait la première division des émigrés, c'est-à-dire trois mille cinq cents hommes, commandés par le comte d'Hervilly, vingt-deux mille uniformes, trente mille fusils, dix-neuf

canons et six cents quintaux de poudre (1); l'amiral Bridport, avec une flotte de quinze vaisseaux de ligne, était chargé de protéger la traversée. Afin de diviser l'attention et les forces de l'ennemi, sir Sidney Smith et sir Robert Strachan firent simultanément mine de vouloir attaquer l'un les côtes de Normandie, l'autre les côtes du nord de la Bretagne, tandis que Bridport et Warren, partis de Cowes le 17 juin, se dirigeaient vers la baie de Quiberon, au sud de cette dernière province. Arrivé en pleine mer, Puisaye prit connaissance des dernières instructions que lui avait données Windham, le ministre de la guerre anglais. Ces instructions lui confiaient la conduite de toute l'expédition, et enjoignaient aux amiraux anglais de le soutenir et d'agir en toute occasion conformément à ses ordres. Malheureusement Windham avait négligé de communiquer ces ordres au comte d'Hervilly; celui-ci, borné et opiniâtre comme la plupart des nobles émigrés, déclara que lui aussi avait reçu des instructions du ministère, lesquelles lui enjoignaient de ne pas compromettre ses régiments en pénétrant légèrement dans l'intérieur du pays sans avoir un point de retraite assuré. En dépit de toutes les observations, il persista à déclarer qu'il répondait personnellement de l'exécution des ordres qu'il avait reçus; qu'en conséquence, il prétendait conserver en tout sa liberté d'appréciation, et qu'il se considérait comme le compagnon, non comme le subordonné de Puisaye.

Cette division des chefs était déjà d'un triste augure pour le succès de l'entreprise; mais le fanatisme étroit et aveugle du parti royaliste produisit des effets plus funestes encore et marqua du sceau du néant tous les projets de ce parti.

Jamais les circonstances n'avaient été aussi favorables aux princes de Bourbon; les masses populaires étaient lasses des agitations politiques; l'horreur des Jacobins, le désir de l'ordre dominaient en elles tout autre sentiment, et si ces princes s'étaient

(1) « Des vivres pour six mille hommes pendant trois mois, dit Puisaye. » L. Blanc, qui insiste ici comme toujours sur le « machiavélisme » de Pitt, s'étonne que, peu de temps après, Puisaye ait annoncé au ministère anglais qu'il manquait des choses les plus nécessaires. On avait alors, outre les trois mille cinq cents émigrés, quatorze mille chouans à nourrir, et l'on cherchait à étendre encore l'insurrection. Dans ces circonstances, il était d'autant moins surprenant que des besoins se manifestassent de toutes parts, que, comme le dit Puisaye lui-même, les émigrés étaient insatiables et l'absence d'administration régulière donnait lieu à un déplorable gaspillage.

décidés à prendre une attitude vraiment royale, à accueillir en ami quiconque n'était pas leur adversaire déclaré, et à garantir au pays les réformes conquises par la révolution, ils auraient eu pour eux les neuf dixièmes de la population. La promesse d'une constitution libérale, une amnistie absolue pour tout ce qui se rapportait aux événements politiques, la garantie des possessions récemment acquises, par des indemnités accordées aux émigrés, eussent suffi à Louis XVIII pour s'assurer promptement l'adhésion de la nation française. Au lieu de cela, qu'advint-il?

Au moment même où l'expédition de Quiberon mettait à la voile, le comte d'Entraigues, un des principaux confidents de Louis XVIII, faisait paraître à Paris un mémoire qui dénonçait les constitutionnels comme des pécheurs bien plus dangereux que les Jacobins, et les vouait à la roue et au gibet. Dans les rangs mêmes de l'émigration, tous ceux qui professaient des idées quelque peu libérales se voyaient en butte aux railleries et au mépris; le comte de Montlosier écrivait que les compagnons constitutionnels de son exil étaient entachés de plus de crimes que Marat et Robespierre, et de nombreux pamphlets annonçaient aux Français le châtiment prochain de tous les promoteurs et partisans d'idées révolutionnaires, quels qu'ils fussent. Les monarchistes qui se trouvaient à Paris étaient consternés. Tandis que les Thermidoriens mettaient tout en œuvre pour gagner leur faveur et les accablaient des plus chaudes promesses, ils se voyaient menacés de mille humiliations et de mille maux par les amis et les conseillers des Bourbons. Il n'y avait qu'une voix parmi les Parisiens pour demander qu'avant de clore la révolution on détournât les nouveaux malheurs qui venaient, de l'étranger, menacer le pays. Puisaye n'avait pas encore atteint les côtes de France que déjà l'opinion publique lui était mortellement hostile.

Ce n'était pas tout encore. L'agence de l'abbé Brottier partageait les idées de Charette à l'égard de Puisaye. Elle avait toujours désapprouvé les plans de ce dernier, par cela seul qu'ils avaient pour base la protection des Anglais. Au mois de mai, Lemaître s'était rendu à Londres où il avait acquis la conviction que Puisaye n'avait pas abandonné ses idées libérales. Aussitôt Brottier avait écrit au comte d'Artois pour le mettre en garde

contre cet agent, qui ne songeait, selon lui, à rien moins qu'à placer le duc d'York sur le trône de France au lieu de Louis XVIII. Le prince déclara alors que Puisaye lui était tout aussi odieux que Robespierre; mais ce fut là tout le résultat de cette calomnie; le gouvernement anglais n'en continua pas moins à le protéger et à le mettre en avant. Alors l'abbé Brottier s'adressa à Charette, qui avait pris les armes le 24 juin; il l'informa au nom du roi que l'attaque de Quiberon n'était qu'une fausse démonstration destinée à tromper l'ennemi; que le vrai débarquement aurait lieu en Vendée; que, par conséquent, lui Charette devait l'attendre et ne pas s'éloigner des frontières de sa province. Brottier était d'autant plus sûr de réussir ici que cette perspective flattait l'ambition personnelle du général : il enleva donc ainsi aux malheureux compagnons de Puisaye la coopération de la Vendée, qui peut-être leur eût assuré le succès. Le second chef vendéen, Stofflet, était jaloux de Charette comme celui-ci l'était de Puisaye. Il hésitait encore, incertain s'il devait suivre l'exemple de Charette ou rester fidèle à la foi jurée, lorsqu'il fut enveloppé par une autre intrigue qui perdit tout. A côté de l'abbé Brottier et de ses amis, il existait à Paris une seconde agence royaliste qui accusait Louis XVIII de libéralisme, et dont toutes les espérances se portaient sur le comte d'Artois, auquel elle voulait donner la couronne au lieu et place de son frère. Louis XVIII venait justement de nommer Charette lieutenant général, en lui écrivant une lettre des plus flatteuses; Stofflet, exaspéré par cette distinction accordée à son rival, se laissa aisément persuader par les agents parisiens de séparer sa cause de celle de Louis XVIII et du lieutenant général, et de rester neutre entre les combattants. Pendant ce temps, Brottier poursuivait en Bretagne ses misérables menées. Il envoyait à tous les chefs de chouans de prétendues instructions de Louis XVIII, par lesquelles celui-ci leur enjoignait de se tenir tranquilles jusqu'à nouvel ordre, de ne pas réunir leurs bandes, et d'éviter tout conflit avec les républicains. Une grande partie de ces chefs lui obéirent. Ainsi, au moment même où la flotte anglaise amenait l'armée des émigrés sur les côtes de France, c'était un royaliste fanatique qui désarmait les bras dont le secours était si nécessaire au succès de l'entreprise.

Le 22 juin, sir John Warren aperçut à l'horizon la côte de Lorient et la flotte républicaine de quatorze vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Villaret-Joyeuse. Il en donna aussitôt avis à l'amiral Bridport, retenu à quelque distance par un vent contraire; celui-ci s'empressa d'accourir, et le 23, il ouvrit vivement le combat contre Villaret-Joyeuse. Après une courte mais chaude canonnade, il réussit à percer le centre de la ligne ennemie; les navires français regagnèrent alors le port en toute hâte; néanmoins trois vaisseaux de ligne, cernés par les Anglais, furent pris après une héroïque résistance. Cette victoire fraya la route aux émigrés : le 25 juin, sir John Warren jeta l'ancre près de Carnac, entre le golfe du Morbihan et la presqu'île de Quiberon. Quoique les meilleures nouvelles arrivassent de tous côtés et que la défaite de la flotte républicaine semblât avoir réveillé l'enthousiasme du pays, d'Hervilly ne voulut pas aborder avant d'avoir fait une reconnaissance; le débarquement n'eut donc lieu que le 27 juin. Tous les chouans du Morbihan étaient sur pied, commandés par Georges Cadoudal, Dubois-Berthelot et le chevalier de Tinténiac, et tandis que les émigrés débarquaient sur la côte, ces chouans repoussaient vers Auray et Landevan les premiers postes républicains qu'ils rencontrèrent. Puisaye les partagea sur-le-champ en trois divisions, et, le 28, il les dirigea sur les deux points que nous venons de nommer. Ce mouvement eut un plein succès; les chouans s'emparèrent d'Auray et poussèrent leur avant-garde jusqu'à Vannes. Ces premiers triomphes agirent puissamment sur l'esprit dn pays, tandis que, d'un autre côté, ils répandaient la consternation parmi les autorités républicaines et les gardes nationales du voisinage. Nous savons que les troupes républicaines étaient divisées en petites colonnes et dispersées dans toute la province; les royalistes, s'ils s'étaient avancés résolument et en masse, eussent donc pu étendre le soulèvement à la Bretagne entière.

Le général Hoche montra encore une fois ici cette résolution, cette perspicacité, cette hardiesse qui avaient déjà décidé, en 1793, du sort de la campagne du Rhin. Il fallait avant tout enlever à l'ennemi l'avantage de la supériorité morale, et empêcher à tout prix que l'incendie ne se propageât. Il écrivit à Canclaux et à Aubert du Bayet pour leur demander de prompts renforts; il

enjoignit aux commandants de Lorient et de Brest de défendre ces deux places jusqu'à la dernière goutte de leur sang; il envoya aux chefs de toutes ses colonnes l'ordre de diriger le plus promptement possible sur Auray tous les hommes qui ne leur étaient pas absolument indispensables. Quant à lui, il rassembla en toute hâte les forces éparses dans le voisinage, et qui s'élevaient à un peu plus de deux mille hommes; puis, sans se soucier de la disproportion du nombre, il se jeta avec elles sur les chouans de Vannes. Dans la soirée du 28, il repoussa ces derniers hors de la ville, et les poursuivit sur la route d'Auray; mais là il rencontra la troupe de Dubois-Berthelot, avec laquelle il était trop faible pour pouvoir se mesurer. Pendant ce temps, Puisaye pressait vainement le comte d'Hervilly de réunir toutes ses forces pour écraser ce redoutable adversaire; d'Hervilly, persistant à ne pas vouloir que les émigrés fissent un pas dans l'intérieur du pays avant d'avoir assuré la retraite en cas de besoin, retenait toujours ses régiments sur la côte. Le 29 juin enfin, soutenu par quelques chaloupes canonnières anglaises, il attaqua la presqu'île de Quiberon. Cette presqu'île, habitée seulement par quelques pêcheurs, n'est autre chose qu'une langue de terre longue de trois lieues et large d'une demi-lieue, sablonneuse, aride, sans arbres ni eau, laquelle se rétrécit encore à l'endroit de sa jonction avec le continent. Là l'espace était presque entièrement couvert par le fort Penthièvre, dont la garnison, forte de sept cents hommes, mit bas les armes le 3 juillet, après une faible résistance, et passa en grande partie dans les rangs des émigrés. Mais, au moment même où d'Hervilly se rendait ainsi maître de la presqu'île, Hoche, qui avait porté ses forces à cinq mille hommes, repoussait les chouans hors de leurs positions à Auray et à Landevan. Les paysans, furieux de ce que d'Hervilly les laissait sans soutien, se plaignirent à Puisaye d'avoir été trahis. Quant à d'Hervilly, il venait précisémant de recevoir de l'abbé Brottier des lettres qui lui disaient de temporiser, et d'attendre pour agir que les plans suspects de Puisaye se fussent dévoilés. Ayant donc été sommé par ce dernier de marcher le 4 juillet contre Hoche avec toutes ses forces, il resta pendant quelques instants silencieux; puis enfin, sans donner la moindre explication, il décida qu'il fallait que toutes les troupes se reti-

rassent sur la presqu'île, où, sous la protection du fort Penthièvre et des chaloupes canonnières des Anglais, elles pourraient attendre que de nouvelles instructions arrivassent de Londres.

C'était préparer une ruine certaine; c'était renoncer à la concentration de toutes les bandes des Bretons, qui seule eût pu rendre la victoire possible; c'était enfin laisser aux républicains le temps d'appeler à eux des forces suffisantes pour écraser quand ils le voudraient la poignée d'émigrés qu'ils avaient devant eux. Les chouans le reconnurent bien, aussi beaucoup se dispersèrent-ils pour regagner leurs foyers, pendant que les autres, tristes et abattus, se rassemblaient sur la presqu'île où les suivirent les femmes et les enfants des villages voisins. Bientôt vingt mille personnes se trouvèrent entassées dans cet étroit espace, sans abri et sans aucune possibilité de se procurer des vivres. Puisaye et d'Hervilly restèrent trois jours sans pouvoir s'entendre; ce ne fut que le 7 que les officiers de chouans parvinrent à grand'peine à les rapprocher. On adopta alors, sur les instances de d'Hervilly, un plan de campagne d'après lequel deux détachements de chouans devaient être conduits par des bâtiments anglais sur deux points différents de la côte, pour se réunir dans l'intérieur du pays et prendre le camp républicain à revers le 16 juillet, pendant qu'une troisième troupe de paysans et les émigrés l'attaqueraient simultanément, les uns en flanc et les autres de front. C'était une singulière tactique que celle qui consistait à disperser ainsi ses forces à l'aventure et à fixer pour leur jonction un moment éloigné, où il était sûr que l'ennemi aurait acquis une écrasante supériorité. Chez les républicains, en effet, régnaient l'activité, l'ardeur, l'accord. La Convention avait envoyé en Bretagne deux membres du Comité de Salut public, Tallien et Blad, investis de pouvoirs illimités; du Bayet et Canclaux fournissaient à Hoche des troupes et des munitions; au milieu du mois enfin, ce général avait plus de quinze mille hommes réunis au camp de Sainte-Barbe, qui fermait l'entrée de la presqu'île et qui était fortifié par des retranchements et des redoutes bien armées. Tous les efforts des royalistes échouèrent contre tant d'énergie. Les deux troupes, fortes chacune de trois mille cinq cents hommes, qui avaient quitté Quiberon le 7, sous les ordres de Tinténiac et de Jean-Jean, errèrent çà et là dans le

pays, eurent plusieurs petits combats à soutenir, et furent arrêtées par des ordres contradictoires de l'agence de Paris; enfin, Tinténiac ayant été tué dans une escarmouche sans importance, les paysans se dispersèrent et s'enfuirent dans les bois. La troisième troupe, commandée par le comte de Vauban, qui devait aborder à Carnac dans la nuit du 16, manqua également au rendez-vous, de sorte qu'au jour décisif d'Hervilly se trouva seul avec ses trois mille cinq cents émigrés en face d'un ennemi quatre fois supérieur. Ses régiments, dédaigneux du danger, s'élancèrent à l'attaque avec une ardeur toute chevaleresque; mais le feu des batteries ennemies ne tarda pas à les décimer et à leur enlever tout espoir. D'Hervilly lui-même ayant été mortellement blessé, la retraite devint inévitable, et les bordées des vaisseaux anglais, qui balayaient toute la presqu'île, empêchèrent seules les républicains de pénétrer dans le fort à la suite des assiégés. Au milieu du combat, la seconde division des émigrés, forte de quinze cents hommes, arriva d'Angleterre, conduite par le jeune comte de Sombreuil; mais elle ne put prendre part aux événements du jour ni en changer le cours. Elle était destinée à grossir, inactive, le nombre des victimes.

Le fort Penthièvre, le seul obstacle qui arrêtât encore les républicains, n'aurait pu résister longtemps à un siége en règle; mais on n'en vint pas même là. Les prisonniers de guerre républicains que l'on avait incorporés en Angleterre dans les régiments des émigrés désertaient en foule pour revenir à leurs anciens drapeaux; l'un d'eux, le sergent Goujon, soldat intelligent et éprouvé, se présenta le 19 juillet devant Hoche, et lui soumit un plan d'après lequel une attaque nocturne devait les rendre maîtres du fort. Conformément à ce plan, les colonnes républicaines s'ébranlèrent le 20, un peu avant minuit. Au moment de la haute mer, le fort était des deux côtés battu par les vagues; mais le reflux laissait à sec un étroit passage à droite et à gauche; c'était par là que les troupes devaient se glisser à la faveur de la nuit, entre les batteries de la citadelle et la mer écumante, afin de gravir les remparts du côté de la presqu'île, où ils n'étaient que faiblement gardés. Hoche lui-même, accompagné de Tallien et de Blad, s'approcha du front du fort avec un troisième détachement, afin d'être prêt à porter secours à ses

hommes en cas de besoin. Le ciel était couvert d'épais nuages, et la nuit aussi sombre que les assaillants pouvaient le désirer. Mais, au moment où ceux-ci arrivaient à la côte, un violent orage, accompagné d'une pluie torrentielle, les empêcha pendant une grande heure de faire un seul pas en avant. La tempête, soulevant les vagues, les repoussait vers le rivage où elles se brisaient avec fracas, et lorsque les troupes purent enfin se remettre en marche, elles trouvèrent toute la côte couverte par les eaux. A cette vue, la colonne de gauche, conduite par le général Humbert, s'arrête ; mais, à droite, Goujon répète avec assurance qu'il connaît le terrain et saura retrouver la route ; le général Ménage fait alors entrer ses hommes dans la mer, au bruit du tonnerre et sous une pluie abondante. Malgré l'eau qui leur monte jusqu'à la ceinture, malgré le vent et les vagues qui s'opposent à leur marche, ces braves soldats, au mépris du danger, s'avancent sans bruit et un à un ; ils arrivent enfin sur un terrain sec, au pied des remparts qui protégent le fort du côté de la presqu'île. Les transfuges avaient reçu de leurs camarades restés dans la place le mot d'ordre de la garnison ; on atteint donc sans difficulté la plate-forme du rempart ; mais alors quelques coups de fusil sont tirés, le bruit donne l'éveil, toute la garnison est bientôt sur pied. Aux premières lueurs du jour, les canonniers placés du côté de la terre aperçoivent le corps principal des républicains qui s'avance vers l'entrée du fort ; ils ouvrent alors un feu si vif et si meurtrier que ce corps recule, et que Hoche, redoutant une trahison, donne le signal de la retraite. Mais tout à coup le canon se tait ; Hoche se retourne, et, à sa joyeuse surprise, il aperçoit le drapeau aux trois couleurs qui flotte au sommet du fort. Ménage avait écrasé tout ce qui s'était présenté sur sa route ; quelques centaines de déserteurs s'étaient joints à lui ; les canonniers royalistes avaient été immolés sur leurs pièces, le fort Penthièvre était au pouvoir des républicains.

L'expédition avait donc échoué sans retour. Il n'était pas sur toute cette langue de terre un seul point sur lequel il fût encore possible de résister à un ennemi trois fois supérieur et enivré par la victoire. Les émigrés se retirèrent, consternés et en désordre, à l'extrême pointe de la presqu'île ; leur seul espoir était que les vaisseaux anglais verraient leur détresse et enverraient

des canots à leur secours. Mais plusieurs heures s'écoulèrent avant que sir John Warren pût être informé de la perte du fort (1), et d'ailleurs comment eût-il été possible de transporter ces milliers d'hommes à bord des vaisseaux aussi promptement que la situation le réclamait? Le général Hoche, mû sans doute par un sentiment d'humanité, parvint, sous différents prétextes, à retenir pendant quelque temps ses troupes dans le fort; vers midi cependant il ne put les arrêter davantage, et il laissa une colonne s'avancer sur la presqu'île. Bientôt les balles des républicains atteignent le lieu où s'effectue l'embarquement précipité des royalistes et y causent un lamentable désordre. Des femmes, des enfants, se font jour à travers les soldats, des officiers blessés sont portés sur les bras de serviteurs fidèles, la foule se précipite sur les canots avec une telle impétuosité, que les matelots anglais ont besoin parfois de recourir aux coups de sabre pour prévenir une submersion générale. Toute discipline avait disparu; Puisaye, pensant qu'il servirait mieux sa cause en retournant en Angleterre qu'en montant sur l'échafaud, s'était réfugié un des premiers sur le vaisseau amiral. Le feu bien nourri d'une corvette anglaise, qui sillonnait toute la largeur de la presqu'île, arrêtait seul les républicains, car Sombreuil n'avait plus auprès de lui qu'une petite troupe avec laquelle il opposait aux tirailleurs ennemis une résistance héroïque, mais sans espoir. Ce beau jeune homme était résolu à fuir le dernier, et à mourir, s'il le fallait, pour sauver ses malheureux compagnons d'armes. Il était fils du dernier gouverneur de l'hôtel des Invalides, à Paris, de ce vénérable vieillard que le dévouement de sa fille avait sauvé des mains sanglantes des septembriseurs, mais qui était mort un an plus tard sous la hache de Robespierre (2). Le fils avait fui la France; beau, brave, loyal, il avait su se concilier l'estime générale, et il était sur le point d'épouser une jeune fille qu'il adorait lorsque les agents de Puisaye l'avaient appelé à Quiberon. De même qu'alors il n'avait pas hésité à partir, il n'hésite pas davantage en ce moment sur ce qui lui reste à faire. Les troupes ennemies s'avançaient toujours, et leurs officiers criaient au mi-

(1) Puisaye assure que le signal donné par l'amiral pour que l'on envoyât les chaloupes à la côte ne fut pas d'abord compris par les vaisseaux.

(2) Ternaux, *La Terreur*, III, 288.

lieu du sifflement des balles : « Rendez-vous ! nous ne vous ferons aucun mal ! » Les généraux Humbert et Ménage paraissent et répètent ces paroles (1) ; en ce moment l'artillerie ennemie arrive également ; une grêle de balles couvre le lieu de l'embarquement ; ce qui reste encore des prisonniers de Londres parmi les émigrés quitte les rangs... c'en était fait de l'armée royaliste ! Sombreuil ordonna de mettre bas les armes ! Hoche le reçut avec tous les signes d'une haute estime, mais lorsque Sombreuil demanda, au cas où il n'y aurait pas de capitulation, qu'il lui fût permis de donner sa vie en échange de la liberté de ses compagnons, le général lui répondit laconiquement qu'il ne pouvait autoriser l'embarquement de ces derniers.

Dix-huit cents personnes environ avaient trouvé un refuge sur la flotte anglaise ; six mille deux cents hommes furent faits prisonniers, parmi lesquels mille émigrés, trois mille six cents chouans, et seize cents anciens soldats républicains. Ces derniers furent relâchés, ainsi que les femmes et les enfants ; mais il restait encore plus de mille hommes qui, d'après la rigueur des lois républicaines, devaient être mis à mort immédiatement. Hoche profita du prétexte que lui offraient quelques autres combats livrés par les chouans dans l'intérieur du pays, pour quitter dès le 23 ces lieux glorieux mais si tristes, et laissa aux deux représentants le soin de décider du sort des prisonniers. Tallien et Blad penchaient pour la clémence, qui était en ce moment à l'ordre du jour dans leur parti et à la Convention ; cependant ils n'osèrent rien décider sans ordres supérieurs, et tous deux partirent pour Paris afin d'en référer à l'Assemblée. Mais la fatalité qui s'était constamment attachée à cette entreprise en poursuivit les malheureux débris jusqu'après la catastrophe. A l'arrivée de Tallien, le 26 juillet, sa femme lui apprit que Lanjuinais était venu la veille l'informer en toute hâte que le Comité de Salut public avait en main les preuves des relations secrètes qu'il entretenait avec les royalistes ; que Siéyès avait rapporté ces preuves de Hol-

(1) C'étaient des promesses personnelles, faites au milieu de la mêlée. Il n'y a pas eu de capitulation proprement dite. Granier de Cassagnac, *Histoire du Directoire*, prétend cependant le contraire, d'après les assertions de Villeneuve-Barnaud, *Mémoires sur l'expédition de Quiberon*. Je n'ai pas eu ce livre à ma disposition ; mais le récit que Granier de Cassagnac en a tiré ne s'accorde pas avec les faits connus et avérés.

lande, et qu'il fallait que Tallien évitât d'exciter de nouveaux soupçons. Aussitôt, la première, l'unique pensée de cet homme sans caractère fut que, dans un semblable moment, il se perdrait en conseillant la clémence. Le 27 juillet, jour anniversaire du 9 thermidor et de son plus grand exploit révolutionnaire, il monta à la tribune pour accabler les vaincus d'insultes ampoulées. Il rejeta bien loin, comme une calomnie, la possibilité d'avoir songé à une capitulation avec de tels traîtres; il montra un poignard saisi sur un des prisonniers, et dont la pointe était empoisonnée; enfin, il termina en déclarant que toutes les mesures étaient prises pour purger promptement la terre de tous ces criminels. La Convention signala donc le terme de sa carrière par une grande boucherie semblable à celle qui en avait accompagné le début. Après une session de plusieurs semaines, le conseil de guerre établi à Auray, dont un grand nombre d'officiers refusèrent, du reste, de faire partie, prononça la peine de mort contre Sombreuil et six cents de ses compagnons. Aujourd'hui encore, la place où l'exécution eut lieu se nomme le *champ des Victimes*. Immédiatement après, Charette fit mourir un nombre égal de prisonniers républicains : on eût dit que cette guerre était destinée à reproduire toutes les atrocités du temps de la terreur.

La consternation et la douleur furent immenses à Londres comme à Vérone. L'opposition anglaise et les émigrés accusèrent Pitt et le ministère de n'avoir pas suffisamment soutenu l'expédition; mais nous savons que ces accusations étaient complétement dénuées de fondement, et que c'était au parti royaliste seul que devait être imputée la mort des victimes. Tandis que l'on s'épuisait ainsi en vaines et injustes récriminations, tandis qu'à Paris le parti monarchique était abattu et délaissé, et que le parti révolutionnaire, au contraire, recommençait à lever la tête, les paysans des provinces de l'Ouest essayaient de venger les cruautés par lesquelles la Convention avait souillé la victoire de Quiberon. Les chouans qui avaient pu échapper au carnage faisaient retentir toute la Bretagne de leurs cris de haine, et bientôt les colonnes républicaines se virent attaquées de toutes parts, plus violemment que jamais. La fureur des paysans se porta d'abord sur quatre bataillons qui avaient fourni des juges et des exécu-

teurs au conseil de guerre d'Auray; avant la fin du mois d'août, il n'en restait plus un seul homme : tous avaient succombé dans une suite de petits combats. Partout où ils se montraient, ils étaient traqués et proscrits; à leurs cris de pardon on répondait par des cris de vengeance, accompagnés du coup de la mort; les paysans, ayant cerné une compagnie d'un de ces bataillons, lui accordèrent une capitulation, puis ils l'exterminèrent en masse, en souvenir de Quiberon. Cadoudal, Guillot, Jambe-d'Argent, tels étaient les chefs qui tenaient en haleine cinquante mille soldats commandés par les meilleurs généraux de la république, qui étendaient la révolte au Nord jusqu'aux frontières de la Normandie, et qui, au Sud, forçaient les républicains à faire venir de la Vendée près de huit mille hommes de renfort.

Dans ces circonstances, il était impossible que le général Canclaux songeât à rien entreprendre de sérieux contre Charette. Il ne possédait plus que vingt-cinq mille hommes, sur lesquels il devait distraire de fortes garnisons pour les villes, et un détachement considérable pour surveiller Stofflet; il déclara donc à plusieurs reprises au Comité de Salut public qu'il était hors d'état de prendre l'offensive contre un ennemi qui avait quinze mille hommes sous les armes. Au mois d'août, Charette reçut d'Angleterre une quantité considérable d'armes, d'uniformes et de munitions, et bientôt après, on lui annonça que le comte d'Artois s'était décidé à se rendre en personne en Vendée, avec quelques centaines d'officiers éprouvés, sous l'escorte d'une flotte anglaise. En effet, cette expédition partit de Portsmouth le 25 août, et son approche excita encore une fois le plus vif enthousiasme chez les Vendéens et chez les chouans. Les paysans jurèrent que, dès que le prince royal aurait mis le pied sur la terre de France, tout le pays se soulèverait jusque sous les murs de Paris. Mais que pouvaient leur énergie et leur dévouement en présence des misérables éléments que leur apportait cette fois l'émigration, et de la faiblesse avec laquelle l'expédition était dirigée par les Anglais? La flotte resta d'abord douze jours inactive dans la malheureuse baie de Quiberon, attendant qu'on eût décidé sur quel point de la Vendée s'effectuerait le débarquement; puis on perdit de nouveau du temps en négociations inutiles avec la garnison française de l'île de Noirmoutiers;

enfin ce ne fut que dans les derniers jours de septembre que l'on débarqua sur le sol français, dans la petite île Dieu. Mais alors le général Hoche avait pris depuis un mois, en Vendée, le commandement de l'armée de l'Ouest; six mille hommes de l'armée du Nord, vingt mille des Pyrénées occidentales étaient en marche pour venir le soutenir, et il écrivait au Comité de Salut public qu'ici comme à Quiberon il pouvait répondre du salut de la république. Cette fois, celle-ci n'était pas destinée à recueillir de sanglants lauriers : les royalistes ne se préparaient qu'une honteuse défaite. L'approche du prince avait électrisé tous les paysans; les bataillons de Charette étaient plus complets que jamais, et lorsque, le 5 octobre, le marquis de Rivière parut au camp des Vendéens pour leur ordonner, au nom du comte d'Artois, de venir le rejoindre sur la côte, tous s'élancèrent pleins d'enthousiasme vers le rivage, renversant devant eux quelques postes avancés des républicains. Stofflet lui-même, à l'apparition d'un Bourbon, oublia sa jalousie contre Charette et annonça qu'il se mettait, lui et ses hommes, à la disposition de son prince. Mais le 10 octobre, comme l'armée de Charette n'était plus qu'à une petite lieue de la côte, un second adjudant vint annoncer au général que le prince avait ajourné le débarquement à des temps plus propices. En même temps, pour adoucir l'amertume de ce message, il remit à Charette une épée d'honneur, sur laquelle était gravée cette inscription : « Je ne recule jamais ! » Charette, pâle d'émotion, prit l'arme d'une main crispée et tremblante; puis, après quelques minutes de silence : « Dites au prince, s'écria-t-il, que c'est ma condamnation à mort qu'il m'envoie. J'ai aujourd'hui quinze mille hommes avec moi, demain je n'en aurai plus trois cents. Il ne me reste qu'à choisir entre la fuite ou la mort : je mourrai ! » Charette connaissait son pays et ses hommes; il savait qu'après un semblable mécompte ceux-ci ne pourraient plus être maintenus; il voyait sa ruine assurée, mais il tint sa parole, bien que la colère remplît son cœur : « La lâcheté de votre frère a tout perdu », écrivit-il à Louis XVIII. Le comte d'Artois resta encore quelques semaines à l'île Dieu, découragé et irrésolu. Il trouvait les chances d'une lutte contre le général Hoche trop incertaines, alléguait qu'il ne pouvait faire la guerre qu'en prince, et non en aventurier, et ses adjudants étaient d'accord avec lui pour dé-

clarer qu'il n'était ni convenable ni possible qu'un prince royal se mît à la tête de chouans comme un homme vulgaire. Enfin, lorsque au mois de novembre l'hiver commença à se faire sentir, le comte d'Artois remit à la voile et regagna l'Angleterre. Quant à Louis XVIII, il se consola de ce honteux échec par la pensée qu'une victoire de son frère l'aurait rejeté dans l'ombre, lui et sa royauté, et que le peuple aurait pu chanter comme autrefois : « Saül en a tué mille, mais David dix mille. »

Tels étaient les adversaires que le sort opposait aux progrès de la révolution française. De même que les haines, l'ineptie, la mollesse de la coalition expliquent les victoires du temps de Robespierre, malgré la dissolution, la discorde, le gaspillage qui régnaient à l'intérieur, de même aussi l'attitude et la conduite des représentants de l'ancien régime nous font comprendre comment la société française devenait nécessairement plus démocratique de jour en jour, malgré l'horreur profonde que lui inspiraient la Convention et les Jacobins. A l'exception d'un petit nombre d'hommes vaillants et généreux, les classes élevées d'avant 1789 étaient dégénérées et corrompues; dans le parti royaliste même, la force d'action et l'espoir du succès ne résidaient pas chez les princes ni chez les chefs, mais chez les paysans de l'Ouest, chez les prêtres du Midi et chez la bourgeoisie parisienne. Les chouans étaient prêts à mourir pour le roi, parce qu'ils voyaient en lui l'orgueil et le salut de la patrie; mais le comte d'Artois aurait regardé comme insensé de mourir pour la patrie, car la patrie pour lui n'avait jamais été que le marchepied de sa grandeur princière.

CHAPITRE IV

FIN DE LA CONVENTION

La Convention aborda à la fin de juin 1795 la dernière partie de sa tâche, la rédaction de la constitution nouvelle. Boissy d'Anglas, rapporteur de la commission des Onze, présenta le 23 un projet motivé par un long rapport. L'intérêt était vivement

excité, au dedans comme au dehors de l'Assemblée. L'expérience des dernières années ne permettait plus, sans doute, de se livrer à l'espoir qui avait accueilli en 1791 l'œuvre de l'Assemblée constituante; on savait maintenant que les meilleurs paragraphes étaient impuissants à ramener l'âge d'or et à rendre la prospérité au pays; mais l'état actuel devenait de jour en jour plus difficile à maintenir pour les uns, plus insupportable pour les autres, et la population tout entière aspirait à un temps d'arrêt et de repos. Quant aux différents partis de la Convention, ils étaient au moins unanimes dans le désir de faire accepter le triomphe de leurs idées par le peuple au moyen de la nouvelle constitution.

Boissy d'Anglas commença par jeter les regards en arrière, sur les différentes phases de la révolution. En parlant de la constitution de 1791, il chercha à démontrer que la monarchie et la liberté étaient incompatibles en France; mais il s'étendit surtout sur les vices de la constitution de 1793 et sur les crimes de la terreur, lesquels n'étaient que le fruit des institutions qui les avaient précédés. Il était évident que les crises terribles que l'on avait eu à traverser n'étaient pas au moins restées stériles. Il déplora la licence des mouvements populaires, et le danger que l'on avait couru tant de fois de voir la représentation nationale asservie aux émeutiers. Il fit ressortir combien il avait été regrettable que le corps législatif ne fût pas divisé en deux chambres, afin d'empêcher que le gouvernement et la nation ne fussent soumis aux caprices et à la tyrannie de la majorité. Il insista sur la nécessité de rendre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif indépendants l'un de l'autre, et d'éviter par là soit des luttes constantes, soit l'asservissement de l'un à l'autre. Chaque phrase de ce discours aurait, trois ans plus tôt, passé pour une hérésie; aujourd'hui, quiconque aurait fait entendre un mot d'opposition aurait été considéré comme un anarchiste avide de crimes.

La discussion des lois fondamentales, dont ce discours était le prélude, fut terminée en moins de six semaines, bien qu'elle fût interrompue chaque jour par les affaires courantes. Elle ne souleva que très-peu d'opposition de principes. Les modérés n'espéraient pas, pour le moment, obtenir de nouvelles concessions dans le sens monarchique et conservateur; quant aux indépen-

dants, qui comptaient être à la tête du futur gouvernement, ils n'avaient aucun intérêt à affaiblir celui-ci au profit de la liberté individuelle, des clubs ou des assemblées populaires. Il fallait aussi, en prévision des élections prochaines, qu'ils évitassent de froisser l'opinion publique, laquelle se manifestait clairement. « Pour l'amour du ciel, s'écria un jour la Réveillère-Lépeaux, un de leurs chefs, épargnez-nous les principes abstraits et les pompeuses fleurs de rhétorique qui ont fait notre malheur pendant si longtemps; faisons une constitution favorable aux intérêts de ceux qui ont quelque chose. »

En conséquence, la commission, déclarant que l'égalité absolue était une utopie dangereuse, que l'égalité civile était seule possible et désirable, que le règne de ceux qui ne possédaient rien appartenait à l'état de nature, mais que celui des propriétaires était seul compatible avec la civilisation, la commission, disons-nous, proposa que ceux qui possédaient quelque chose pussent seuls faire partie du corps législatif. Tout en reconnaissant que l'admission au vote constituait un droit et non un emploi public, elle ne concédait ce droit qu'aux citoyens qui avaient depuis un an une résidence fixe et payaient un impôt, quel qu'il fût; c'était évidemment en priver tous les pauvres. Désireuse de poser également des limites à l'éligibilité, elle proposait, comme Mirabeau l'avait autrefois demandé, que nul ne pût être appelé à une fonction sans avoir passé par une autre d'un ordre inférieur. Tous les votes devaient être directs; l'expérience avait appris aux membres de la commission des Onze que l'élection à deux degrés n'était nullement favorable au maintien de l'ordre. Pour l'administration, la commission conservait la division en départements, mais elle supprimait les districts comme tout à fait inutiles, soumettait les communes à l'autorité directe des magistrats placés à la tête des départements, et se bornait à grouper par cantons les petites localités. Elle simplifiait les rouages administratifs, diminuait le nombre des employés, et augmentait sensiblement l'influence du pouvoir. Le corps législatif devait être partagé en deux Conseils, dont les membres seraient nommés par le peuple; l'un, le Conseil des *Anciens*, devait se composer de deux cent cinquante membres, et l'autre, deux fois plus considérable, devait prendre le titre de Conseil

des *Cinq-Cents*. Les membres du premier devaient être âgés de quarante ans et ceux du second de trente ans au moins; du reste, aucune différence ne devait exister entre ces deux Conseils, afin d'éviter toute apparence de retour vers les institutions aristocratiques. La durée de chaque mandat devait être de quatre ans; tous les deux ans, la moitié des membres devaient sortir des Conseils et être remplacés au moyen d'élections nouvelles. Il allait de soi, d'après les idées de l'époque, qu'il n'y aurait aucun intervalle entre les législatures, et que le gouvernement n'aurait pas le droit de dissoudre les Conseils. La présentation des lois était exclusivement réservée au Conseil des Cinq-Cents; en cas de rejet d'une loi, le Conseil des Anciens devait délivrer le gouvernement de la responsabilité du *veto* et de l'odieux qui y était attaché. Le Conseil des Anciens devait avoir le droit de changer le siége des séances du corps législatif et de donner une garde à ce corps, afin de le protéger contre les émeutes de la populace parisienne. Enfin, pour empêcher que le gouvernement ne pût peser sur la liberté des délibérations, aucun corps de troupes ne devait être admis à passer ni à séjourner à moins de six myriamètres de la commune où le corps législatif tiendrait ses séances; mais à cela on eût pu objecter qu'un gouvernement qui aurait eu la volonté et la force d'user de violence envers les Conseils n'aurait pas plus respecté ce périmètre que les Conseils eux-mêmes.

Les opinions de la commission avaient été longtemps divisées quant à la forme du pouvoir exécutif. Les membres qui professaient des idées monarchistes demandaient un président; Daunou, qui était très-estimé et très-influent, proposait deux Consuls, dont chacun ne serait resté qu'un an en fonction; d'autres voulaient trois gouvernants; d'autres encore en voulaient cinq. Ce dernier chiffre fut celui qu'adopta la majorité. La commission proposa donc un Directoire composé de cinq membres, dont l'un devrait sortir chaque année pour être remplacé par un membre nouveau. La nomination des Directeurs ne devait pas procéder directement du peuple, de peur qu'étant élus par la nation tout entière, ils n'eussent une position trop supérieure à celle des députés, lesquels n'étaient nommés que par un seul département. Le Conseil des Cinq-Cents devait donc dresser une

liste de candidats, parmi lesquels le Conseil des Anciens choisirait les Directeurs : on espérait par là assurer l'accord entre le gouvernement et la majorité du corps législatif. Le Directoire devait, avec le concours des ministres, diriger la diplomatie, la guerre, la justice, l'administration et les finances, mais n'exercer aucune action sur l'administration du trésor; les Directeurs ne pouvaient commander les armées, et surtout le gouvernement ne devait se mêler en rien de ce qui regardait la législation ou le consentement des impôts. Les Conseils ne devaient pas avoir le droit d'exclure un Directeur de la participation au gouvernement; mais, en présence de délits avérés, ils pouvaient le mettre en accusation et le citer à comparaître devant un tribunal spécial institué à cet effet.

Enfin le projet réglait les rapports du pouvoir, ainsi constitué, avec les droits des citoyens. « Il n'existe entre les citoyens, disait-il, d'autre supériorité que celle des fonctionnaires publics relativement à l'exercice de leurs fonctions. L'État ne reconnaît pas de vœux religieux. Nul ne peut être empêché d'exercer le culte qu'il a choisi, ni forcé de contribuer aux dépenses de celui qu'il n'adopte pas. L'État ne salarie aucun culte. La presse est libre. Les métiers, l'industrie, le commerce sont affranchis de toute entrave. La constitution garantit l'inviolabilité des propriétés, ou la juste indemnité de celles dont la nécessité publique, légalement constatée, exigerait le sacrifice. La maison de tout citoyen est inviolable; nul ne peut y pénétrer pendant la nuit. Aucune assemblée de citoyens ne peut prendre le nom de club; les sociétés particulières qui s'occupent de questions politiques ne peuvent tenir de séances publiques ni se mettre en relation les unes avec les autres. Les individus ou les autorités ont seules le droit de présenter des pétitions, à l'exclusion des sociétés ou associations. Tout attroupement armé est interdit. La nation française s'oppose irrévocablement au retour des émigrés dans leurs foyers, et garantit aux acquéreurs de biens nationaux les propriétés achetées par eux. »

En rapprochant ces diverses propositions, on a sous les yeux l'histoire et l'image de la situation de ceux qui étaient alors au pouvoir. La Convention, menacée tout à la fois par les Jacobins et par les royalistes, s'oppose d'un côté à la formation des

clubs, de l'autre à la rentrée des émigrés. Elle se rappelle le 31 mai et la guerre de Vendée; voilà pourquoi la constitution interdit toute pétition collective et tout attroupement, et rejette toute solidarité entre l'État et l'Église. La nouvelle constitution n'était que l'expression fidèle de la conduite de la Convention, qui, depuis le 9 thermidor, n'avait fait que louvoyer entre deux partis irréconciliables, pour conserver une autorité odieuse à tous. Ce n'était qu'une énumération des maux que l'on voulait éviter, des adversaires que l'on voulait renverser. Malheureusement on cherche en vain quels pouvaient être les partisans, les appuis, les défenseurs de l'œuvre nouvelle, tandis que l'on voit plusieurs millions d'hommes que la proscription des émigrés et l'indifférence témoignée à l'égard de l'Église devaient mettre en état de guerre permanente contre la république. A ces hommes il fallait joindre les restes des Jacobins, frappés à leur tour par les décisions prises contre les associations et les pétitions. Comme le premier consul savait mieux attirer à lui la nation, lorsqu'il disait, cinq années plus tard : « Je n'appartiens à aucun parti, mais seulement à la France; quiconque aime la France et obéit au gouvernement est de mon parti! »

Il eût fallu une organisation plus que parfaite des pouvoirs politiques pour édifier une constitution sur un terrain aussi ébranlé que l'était celui de 1795; et, bien loin d'être parfaite, celle-ci manquait des premiers, des plus indispensables éléments. Dans le régime parlementaire, tout repose sur la juste solidarité qui doit exister entre le gouvernement et le corps législatif : il faut avant tout que tous deux, quoique indépendants dans les détails, influent et réagissent sans cesse l'un sur l'autre dans l'ensemble. Il ne peut nécessairement y avoir de règles précises à cet égard; les dispositions légales doivent varier selon les peuples et les époques; mais partout, à côté des lois, il faut le tact et le bon vouloir des intéressés. On avait fait en France l'expérience de la suprématie de l'Assemblée, laquelle avait fini par absorber tout à fait le gouvernement; on voulut y remédier en donnant à ces deux pouvoirs des attributions complétement distinctes. Le Directoire pouvait adresser des lettres et des vœux aux deux Conseils, mais la constitution ne lui accordait pas la moindre influence légale sur les décisions de ces Conseils. Ceux-ci pouvaient

citer en justice les Directeurs assez imprudents pour se laisser surprendre en flagrant délit de crime, mais il leur était interdit de se concerter avec eux pour ce qui regardait l'administration, la police et la diplomatie. Le Directoire avait, par le fait, tout pouvoir sur les troupes et les magistrats, et, par là, sur la masse des citoyens; cependant la constitution n'en faisait théoriquement que le simple organe exécutif de la volonté des deux Conseils. Il suffit de comparer ce système avec celui des autres États constitutionnels pour en reconnaître les vices essentiels : le gouvernement, privé du droit de présenter les lois aussi bien que de celui de prononcer l'ajournement et la dissolution des Conseils, était beaucoup trop faible vis-à-vis du corps législatif, quoiqu'il fût considérablement plus fort que celui de 1791. Le Conseil des Cinq-Cents n'avait pas besoin d'accusation judiciaire pour le tenir sans cesse en échec; les lois qu'il pouvait promulguer et le refus des impôts lui suffisaient pour cela. L'identité de nature qui existait entre les deux Conseils ne permettait pas de supposer que le Conseil des Anciens pût jamais prendre une autre direction que celui des Cinq-Cents, et, par là, empêcher ou amortir le choc. Il était donc évident qu'aussitôt qu'une rupture éclaterait entre le corps législatif et le gouvernement, on verrait le premier reconquérir son ancienne omnipotence, ou le second recourir de nouveau à des actes de violence; dans l'un comme dans l'autre cas, la violation de la constitution était inévitable.

La Convention ne réfléchit pas à tout cela. La discussion fut calme et modérée, presque toujours digne dans la forme, mais peu sérieuse dans le fond. On demanda d'abord que la nouvelle constitution fût accompagnée d'une déclaration des droits de l'homme. Quelques membres plus clairvoyants conseillèrent de ne pas se perdre de nouveau dans de vagues sentences morales; mais ils ne purent arrêter le torrent, et l'on crut avoir fait un grand progrès en joignant à cette déclaration des droits une déclaration des devoirs. Dans les détails cependant, la majorité prouva combien, après l'expérience faite en 1793, elle était loin de l'esprit de 1791. Quelqu'un ayant parlé du droit au travail, Lanjuinais déclara qu'il était du devoir de la société de prendre soin de tous ses membres, mais que les individus n'avaient aucun droit à un secours déterminé : que, reconnaître ce droit,

c'était éterniser le désordre et la guerre civile. Thomas Payne fit une tentative pour maintenir le suffrage universel; mais il ne fut soutenu que par une seule voix et énergiquement combattu par la Réveillère-Lépeaux. La Convention n'apporta au projet de la commission que des modifications de peu d'importance et qui ne touchaient pas aux principes en eux-mêmes. Elle rétablit l'élection à deux degrés, limita à trois ans la durée du mandat des députés, et décida que les Conseils se renouvelleraient par tiers chaque année. Un seul député parla de la nécessité de ne pas laisser le Directoire étranger à la confection des lois; mais, quoiqu'il fût soutenu par Lanjuinais, sa motion fut rejetée aux cris de : « Ce serait le veto! ce serait la royauté! » Le projet de la commission fut donc adopté dans son ensemble.

Les seuls débats qui eurent une certaine importance et une influence réelle sur l'avenir furent provoqués par l'abbé Siéyès. Depuis les premiers temps de l'Assemblée constituante, Siéyès avait conservé intacte sa réputation d'habileté en matière de constitution. Il n'avait jamais donné de preuves de ses talents pratiques comme homme d'État; mais il passait pour être, en politique, un théoricien et un philosophe de première force; et dans un temps où tout le monde était rempli de tendances radicales et abstraites, cette renommée eût suffi pour mettre un homme en relief, cet homme n'eût-il pas possédé la confiance en lui-même et l'impénétrabilité de l'abbé Siéyès. Les membres de la commission lui avaient donc demandé plusieurs fois de les aider de ses conseils et de ses leçons; mais il s'était borné à donner à entendre qu'il aurait beaucoup à dire s'il était sûr d'être compris, et la commission avait dû terminer son travail sans lui. Il ne parla d'abord de ce travail qu'avec dédain et raillerie, le nommant la constitution *ba be bi bo bu*, par allusion à un léger bégayement dont Boissy d'Anglas était atteint; puis tout à coup, au milieu même de la discussion, il produisit une esquisse du système qui lui avait été tant de fois demandé. Il trouvait, non sans raison, que le projet de la commission passait sous silence bien des points importants et privait le gouvernement de ses attributions les plus essentielles; quant à la division de l'Assemblée en deux Conseils, elle lui paraissait superflue. Revenant ensuite à ce qu'il nommait les principes, il trouvait insensé de parler de

partage, d'équilibre ou de contre-poids des pouvoirs. Selon lui, la vie politique d'une nation ne devait pas être une force unique, mais une unité de forces. Il distinguait quatre manifestations principales de la volonté nationale : la volonté constituante, qui pose les bases de la politique de l'État; la volonté pétitionnaire, par laquelle les individus font connaître leurs besoins; la volonté gouvernante, qui étudie les besoins généraux de l'État et leur donne satisfaction, et la volonté législative, qui prend les mesures et crée les institutions nécessaires pour arriver au but. Il voulait une assemblée de représentants pour chacune de ces manifestations, un tribunal pour défendre les intérêts des citoyens, un gouvernement pour représenter ceux de l'État, une législature pour décider sur les demandes des deux premières, et enfin un *jury constitutionnaire,* chargé de veiller à l'intégrité de la constitution et des tribunaux.

Ce long exposé fut accueilli d'abord avec un mélange de respect, d'étonnement et de raillerie, puis enfin avec une défaveur marquée. On reconnut sur-le-champ que ce tribunal qui ne pourrait que faire des propositions sans jamais rien décider ne serait qu'une vaine machine à paroles, et que cette législature qui ne devrait soulever aucune question, mais attendre que des demandes lui fussent présentées, ne posséderait aucune force. Quant au jury constitutionnaire, la commission, par égard pour Siéyès, en fit l'objet d'un bienveillant examen; mais elle décida bientôt qu'une telle institution, pour peu qu'elle acquît de l'importance, ne tarderait pas à rejeter toutes les autres dans l'ombre, et finirait peu à peu par concentrer tous les pouvoirs en elle-même, par suite de l'autorité qu'elle exercerait sur les actes du gouvernement et du corps législatif. La Convention rejeta donc d'une voix unanime le projet de Siéyès. Celui-ci déclara qu'il n'avait jamais espéré autre chose de ses collègues, et il se résigna à attendre le moment où des hommes plus éclairés sauraient s'élever à sa hauteur. Il devait avoir cette satisfaction quelques années plus tard, car son projet servit, en 1799, de base à la constitution consulaire; toutefois, ce ne dut pas être sans un amer dépit qu'il découvrit que toute sa philosophie démocratique n'avait servi qu'à préparer l'avénement d'un pouvoir militaire aussi absolu que possible.

Le 17 août 1795, la Convention termina son œuvre par une seconde lecture de la constitution; immédiatement après, la commission des Onze présenta de nouvelles motions tendant à fixer l'époque où le nouveau régime serait mis en vigueur et la manière dont on l'appliquerait. Si, lorsqu'il s'était agi de la constitution, nul n'avait songé qu'au bien de l'avenir, ici, au contraire, les sentiments et les passions du moment se manifestèrent dans tout leur jour.

C'était pendant les dernières discussions relatives à la constitution que la nouvelle de l'expédition de Quiberon était arrivé à l'Assemblée. Nous avons déjà vu ce qui en était résulté; la masse de la population parisienne s'était éloignée pour un instant des royalistes, et, à la Convention, les partis modérés s'étaient involontairement rapprochés de la gauche. Tous, en effet, voyaient surgir à l'extrême droite un adversaire dont le triomphe les aurait enveloppés dans une même ruine. Le gouvernement, qui, depuis le 1er prairial, favorisait les partisans de la monarchie par crainte des terroristes, recommença à attirer à lui les restes des Jacobins, pour combattre les royalistes avec leur aide. Après avoir arrêté dans les théâtres ceux qui voulaient empêcher que l'on chantât le *Réveil du peuple*, la police intervint maintenant lorsque le public s'opposait à ce que l'on entonnât la *Marseillaise*, jusqu'à ce qu'enfin un décret de la Convention défendît au parterre tout chant qui ne ferait pas partie de la pièce représentée. Ce qui fit surtout le plus mauvais effet à Paris, ce fut que le Comité de Sûreté générale s'opposa désormais à l'arrestation des citoyens partisans des Jacobins. Les sections manifestèrent leur mécontentement par de violentes adresses, auxquelles la Convention répondit en protestant chaleureusement que nul ne songeait à rétablir la terreur; mais le soupçon, une fois éveillé, resta dans les sections de la capitale et y fit oublier les craintes inspirées par les émigrés. Le 24 juillet, un violent débat s'éleva à la Convention au sujet des terroristes prisonniers; de toutes parts on reconnaissait que ces emprisonnements, opérés par la police sans enquête judiciaire, ne pouvaient se prolonger; mais, lorsque la commission de législation proposa de déférer les inculpés aux tribunaux ordinaires, la gauche souleva une vive opposition, basée sur ce que ces tribunaux étaient exclusivement

composés de réactionnaires, et, par conséquent, d'ennemis des prisonniers. On décida, en conséquence, qu'une commission formée de douze membres de la Convention serait instituée à l'effet d'instruire ces procès; les bourgeois de Paris virent là la réalisation de leurs craintes; ils pensèrent que la Convention voulait soustraire ces hommes de sang au châtiment qu'il leur était dû, afin d'en faire les instruments d'une tyrannie nouvelle, et ils redoublèrent d'ardeur et d'énergie. Le 29 juillet, une section parut à la barre pour demander que la Convention rejetât de son sein les criminels qui s'y trouvaient encore; le 31, une autre section réclama l'abrogation du dernier décret, et la comparution des prisonniers devant un conseil de guerre qui les jugerait promptement. Jusque-là, la Montagne seule avait murmuré contre les manifestations de ce genre; mais ici Louvet, toujours irritable et prompt dans ses résolutions, se leva du milieu des Girondins pour déclarer que les complices de Robespierre n'étaient pas seuls à surveiller, et que les chouans et leurs amis étaient pour la liberté des ennemis tout aussi redoutables. Les Thermidoriens applaudirent bruyamment à ces paroles. « Nous ne voulons pas ramener la terreur, s'écria Legendre; mais nous saurons dompter les émigrés et les rois tout aussi bien que les terroristes. » A l'issue de la séance, Dubois-Crancé s'avança vers les pétitionnaires et les accabla de si grossières injures, qu'un officier de la garde nationale protesta hautement contre cette violation du droit de pétition, et qu'un long murmure s'éleva du sein même de la Convention. Cette scène produisit un fâcheux effet; elle causa une telle irritation parmi les citoyens, que Dubois crut devoir s'excuser, trois jours plus tard, sur ce qu'il était né dans la forêt des Ardennes, où il avait sucé la rudesse avec le lait de sa mère. Puis, renouvelant ses accusations contre la réaction et la presse mal pensante, il insista pour que la commission des Douze mît les patriotes en liberté avant le commencement des élections, afin d'empêcher que les royalistes n'eussent le dessus dans les assemblées primaires. Mais il changea précisément par là les dispositions de la majorité. Plus l'époque des élections approchait, plus les députés désiraient se concilier l'opinion publique; aussi Henri Larivière fut-il chaudement applaudi lorsque, repoussant avec une éloquente énergie toute mesure en faveur

des terroristes, il demanda la justice, une justice sévère contre tous les criminels du temps de la terreur. Quelques jours plus tard, il obtint la révocation du décret qui avait institué la commission des Douze; le 9 août enfin, sur un rapport des Comités du gouvernement, on ordonna l'arrestation de neuf membres du parti de la Montagne, qui avaient, sous Robespierre, rempli les provinces de sang et de deuil. Nul ne songeait à intenter contre eux une action judiciaire. La Convention voulait seulement, par ces arrestations, se concilier les sections parisiennes; puis, pour donner également satisfaction à la gauche, elle ordonna, la semaine suivante, que tous les émigrés qui étaient alors en instances pour obtenir que leur nom fût rayé des listes de proscription, quittassent immédiatement la capitale.

Le même jour, le 18 août, Baudin des Ardennes présenta, au nom de la commission des Onze, un rapport sur la mise en vigueur de la constitution, ou, comme il le disait, sur les moyens de clore la révolution. Il fut écouté avec une grande et légitime attention. En effet, quiconque se rendait bien compte de la situation de la France devait reconnaître qu'il était plus difficile d'opérer la transition entre le despotisme et un état légal et régulier que de rédiger la constitution elle-même. La valeur intrinsèque de cette constitution était relativement peu de chose pour la Convention; ce qui lui importait surtout, c'était de savoir à quelles mains serait confié le nouveau pouvoir. En présence d'un ordre de choses entièrement nouveau, qui n'avait de racines ni dans le temps, ni dans la tradition, ni dans les circonstances, on pouvait à plus juste titre que jamais répéter cette vieille maxime, que les lois ne valent que ce que valent les hommes qui les appliquent. Qui aura le pouvoir sous la nouvelle constitution? Telle était la question qui occupait tous les membres de l'Assemblée, et qui servit de thème au nouveau rapport de la commission.

Baudin déclara d'abord qu'il fallait que la constitution reçût sa consécration définitive de la masse même du peuple français réuni en assemblées primaires. Aucun doute n'était possible quant au résultat de cette épreuve. Le pays n'avait d'autre alternative que d'accepter la constitution ou de conserver la Convention, et Baudin et ses collègues savaient que la France préférait

tout à la prolongation de l'état de choses actuel. Mais c'était précisément là que gisait le danger le plus redoutable aux yeux des gouvernants. Du moment que le pays ne voulait plus de la Convention, il était peu vraisemblable que les électeurs en renommassent les membres; et s'ils donnaient aux Conseils une majorité réactionnaire, si ces Conseils, à leur tour, nommaient un Directoire animé du même esprit, les chefs actuels du gouvernement n'auraient-ils pas eu personnellement tout à craindre, sans parler de la perte du pouvoir et des jouissances qui en étaient la conséquence? Qui répondait même que les nouveaux venus ne s'entendraient pas pour proclamer avec éclat la restauration de la royauté, aux applaudissements de la nation entière?

Baudin rappela que l'Assemblée constituante, en s'opposant à la réélection de ses membres, avait porté un coup mortel à son œuvre. Selon lui, la constitution avait prévenu ce danger en décidant qu'un tiers du corps législatif serait renouvelé chaque année au moyen d'élections nouvelles; mais il demanda que l'on appliquât immédiatement ce principe, et que l'on fît entrer au corps législatif les deux tiers des membres de la Convention, ce qui devait assurer une forte majorité aux possesseurs actuels du pouvoir. Rien ne montre mieux que cette motion combien les attaques des royalistes avaient fait pencher la majorité de la Convention vers la gauche. Dans la partie modérée même il ne se trouva plus une seule voix qui osât réclamer pour la nation l'entière liberté des votes. Toutes les fractions, sans exception, s'accordèrent pour décider que les deux tiers des membres actuels feraient partie de la nouvelle législature; les dissidences ne portèrent que sur les moyens à employer. La gauche, qui avait peu de chances de voir ses hommes choisis par l'Assemblée, demandait que l'on procédât par la voie du sort; elle était soutenue en ceci non-seulement par les restes de la Montagne, mais encore par les indépendants et quelques Thermidoriens, entre autres par Tallien, qui, depuis la découverte de ses intelligences avec les royalistes, recherchait avidement l'amitié et la protection de Siéyès, si détesté par lui jusque-là. Les modérés auraient voulu que, puisque l'on imposait des membres de la Convention au peuple, on laissât au moins celui-ci choisir ceux qui devaient continuer à le gouverner; ils eussent été assurés par là d'avoir

la majorité dans les deux Conseils. Mais l'attitude peu franche des Thermidoriens ne leur permettant pas de compter sur ces derniers, il était à craindre qu'ils ne fussent pas assez forts pour l'emporter; ils se décidèrent donc, afin de conserver au moins une partie de leurs anciens alliés, à prendre un moyen terme et à proposer que les membres rentrants de la nouvelle Assemblée fussent nommés par la Convention. Unis aux Thermidoriens, ils étaient sûrs de l'emporter : en conséquence, la commission des Onze proposait qu'une commission spéciale, un jury de confiance, fût chargée des choix.

Cette partie du rapport de Baudin provoqua une vive discussion. La gauche eut d'abord le dessus, par suite d'une expression imprudente échappée à Lanjuinais; mais, Chénier ayant insisté avec énergie sur l'hostilité des sections parisiennes, la proposition de laisser le choix des deux tiers au peuple finit par être rejetée presque à l'unanimité. On rejeta également l'idée de faire nommer les membres rentrants par une commission prise au sein de la Convention, ainsi que le proposait Baudin, et un second rapport fut demandé aux onze sur le tirage au sort. Ici la disposition des esprits changea totalement. Adopter ce moyen du sort, c'était admettre que tous les membres avaient des droits égaux, ainsi que le montagnard Charlier s'appliqua à le démontrer. « Nous avons tous été nommés par le peuple, dit-il; nous méritons tous la confiance publique à un égal degré. » Mais Bailleul lui répondit avec énergie : « Oui, nous avons tous été nommés par le peuple; mais, depuis notre élection, nous n'avons pas tous tenu la même conduite. Dites que nous jouissons tous d'une égale confiance, et, de tous les points du pays, un *non* formidable vous répondra. » La commission proposa alors que les deux tiers fussent nommés par la Convention; mais la droite insista plus que jamais pour que les élections fussent faites par le peuple; l'un de ses orateurs causa une vive émotion lorsqu'il déclara qu'il tenait ses pouvoirs du peuple et ne les résignerait qu'entre les mains du peuple. Tallien et Louvet se récrièrent hautement : « Qui donc, demandèrent-ils, protégera les républicains dans les assemblées électorales? » Il était impossible d'avouer plus ouvertement que la Convention, bien qu'elle fît profession de ne reconnaître aucun principe au-dessus de celui de la liberté et de la

souveraineté du peuple, ne croyait pouvoir se protéger contre ce peuple souverain que par la force et la violence. Le parti des indépendants lui-même ressentit la honte d'un tel aveu; la désignation par le sort fut repoussée à une forte majorité, et, après quatre jours de discussion, la Convention décida que les deux tiers à conserver seraient désignés par les assemblées électorales. Ce décret, dont la rédaction fut votée le 22 août (5 fructidor), décida, en outre, que la nouvelle constitution serait présentée à l'acceptation des armées, ce qui n'était autre chose qu'un défi jeté aux sentiments hostiles de la bourgeoisie. Huit jours plus tard, le 13 fructidor, un second décret, rendu sur la proposition de la commission des Onze, régla la manière dont les élections auraient lieu.

Chaque département devait d'abord choisir les deux tiers de ses députés parmi les membres de la Convention, puis nommer le dernier tiers de son libre choix. Il devait ensuite désigner un certain nombre des députés actuels, parmi lesquels la Convention choisirait des suppléants pour combler les vides résultant des doubles élections. C'était là une dernière concession que le côté droit faisait à ses alliés révolutionnaires, sans en comprendre, paraît-il, toute l'importance pour l'avenir. La Convention éprouvait une immense satisfaction d'être arrivée ainsi, sur la plus importante des questions, à une entente qui touchait presque à l'unanimité. Elle fit dans le même temps diverses tentatives pour calmer ou pour dompter les partis au dehors : elle enleva à une loi révolutionnaire vivement discutée, celle qui défendait les testaments et consacrait l'égalité des droits des héritiers, la force rétrospective jusqu'à 1789 qui lui avait été donnée; elle abolit les certificats de patriotisme que les magistrats devaient délivrer à tous les citoyens, et dont le refus rendait ceux-ci passibles de la prison comme suspects; elle interdit d'un trait de plume les sociétés révolutionnaires et les clubs, ces palladiums de la liberté révolutionnaire. On espérait arriver par là à ce que les élections s'accomplissent sans ébranlement; cependant, pour être prêt à tout événement, on rassembla quelques milliers de soldats de la ligne dans un camp près de Paris. Ainsi la Convention en était arrivée à prendre des mesures analogues à celles par lesquelles le ministère de Broglie avait amené jadis la prise de la

Bastille : elle cherchait à empêcher les discussions populaires et opposait des troupes à la bourgeoisie.

L'événement ne tarda pas à lui donner raison. Les deux derniers décrets exaspérèrent la population parisienne. Depuis un an, celle-ci attendait avec impatience la clôture de la Convention, et, au moment où elle touchait à ce but si vivement désiré, elle se voyait condamnée à supporter au moins pendant un an encore la domination d'une majorité formée de membres de cette Assemblée. Tous les citoyens, à cette nouvelle, sentirent leur sang bouillonner dans leurs veines. Une mûre réflexion leur aurait cependant démontré que leur fureur n'était pas fondée. La haine qui les animait contre l'Assemblée en général, sauf quelques exceptions en faveur des chefs modérés, tels que Thibaudeau, Boissy d'Anglas et Lanjuinais, ainsi que la profonde indifférence qu'ils éprouvaient quant à la forme de la constitution. pourvu que des hommes honorables arrivassent au pouvoir, étaient aussi les sentiments qui dominaient dans l'immense majorité de la nation, et il était facile de prévoir que le nouveau tiers se composerait presque exclusivement d'hommes de cette trempe. Si l'on parvenait, en outre, à établir une entente parfaite entre les départements pour le choix des membres de la Convention qui devaient former les deux tiers du nouveau corps législatif, il était plus que vraisemblable que l'on obtiendrait une majorité modérée et conservatrice dans les deux Conseils, et que l'on arriverait par là à la formation d'un gouvernement honnête et pacifique. Tout indiquait donc qu'il fallait accepter les deux décrets, tâcher d'en tirer le meilleur parti possible, et ajourner toute démarche jusqu'au moment où la nouvelle constitution serait en vigueur. Mais les partis et les masses ne savent pas calculer aussi froidement. Depuis quelques semaines, la Convention était soupçonnée de pencher de nouveau vers les Jacobins; l'arrivée des troupes ne fit qu'augmenter la méfiance; bref, les Parisiens déclarèrent que l'honneur leur faisait une loi de ne pas se soumettre aux deux décrets, et d'obtenir pour la nation l'entière liberté des choix.

Le 28 août, une députation parut à la barre pour se plaindre de l'approche des troupes « Les armées sont aussi une portion du peuple, dit Chénier, qui présidait. Les ennemis de la liberté

peuvent seuls concevoir des méfiances envers des citoyens qui ont versé tant de sang précieux sur les frontières de la république. » Une autre députation réclama la liberté du choix des députés, et son orateur se permit cette observation audacieuse que les députés actuels feraient mieux de mériter les choix que de vouloir les commander. « C'est la dernière ressource du despotisme royal, dit Chénier, de calomnier les représentants du peuple qui ont fondé la république, et les quatorze armées qui ont su la maintenir contre les despotes conjurés. » Tallien obtint que cette réponse fût imprimée et envoyée aux armées et aux départements.

Tandis que la Convention montrait ainsi de plus en plus clairement qu'elle considérait les armées comme son véritable appui, le mécontentement des citoyens augmentait chaque jour. La section Lepelletier, autrefois des Filles-Saint-Thomas, vint, quatre jours plus tard, reproduire les demandes des deux premières. Cette section, qui comprenait les rues Vivienne et Richelieu, peuplées exclusivement par des habitants riches, s'était toujours montrée hostile aux démocrates, et se mit encore cette fois à la tête de la résistance. Les assemblées primaires étaient convoquées pour le 6 septembre (20 fructidor), à l'effet d'accepter la constitution et les décrets. La section Lepelletier commença par déclarer solennellement que tout citoyen avait le droit d'exprimer librement son opinion sur la constitution, sur les décrets et sur toute mesure de bien public, attendu que les pouvoirs de tout corps constituant disparaissaient devant les assemblées primaires du peuple souverain, et qu'en ceci toutes les sections étaient sous la sauvegarde les unes des autres. La Convention trouva cette conclusion si dangereuse, que quelques voix demandèrent que l'Assemblée se déclarât en permanence; mais on se contenta de rendre un décret qui s'opposait, sous les peines les plus sévères, à la formation d'un comité central réclamé par les sections. On prononça en même temps la destitution des prêtres réfractaires, des parents d'émigrés et des officiers de la garde nationale qui exerçaient quelque fonction publique, et l'on fit étalage des adresses de dévouement des régiments, envoyées par ces derniers au moindre signe des Comités. Les soldats, en effet, se souciaient peu de la Convention qui les laissait mourir

de faim et de misère; mais ils tenaient au drapeau de la république, qui les avait conduits à de si brillantes victoires; ils se souvenaient que c'était sous ce drapeau qu'ils avaient combattu contre les alliés et contre les émigrés, dont les menées, leur disait-on, étaient les seules causes des nouveaux désordres qui se produisaient à Paris.

Nous n'avons pas besoin de faire ressortir la fausseté de cette accusation. Il n'eût existé ni Bourbons ni émigrés, que les sections parisiennes n'eussent pas été moins hostiles à la Convention et à ses décrets. Il était naturel, sans doute, que les émigrés ressentissent de la joie de ces agitations et missent tout en œuvre pour les augmenter et les propager; mais il faut se hâter d'ajouter que, par leur précipitation irréfléchie, ils poussèrent la bourgeoisie sur les voies les plus dangereuses, et amenèrent enfin une catastrophe fatale. Tout délai leur était insupportable; ils croyaient pouvoir écraser la Convention au moyen d'une insurrection formidable, et accomplir en faveur de la monarchie, à l'aide de la bourgeoisie parisienne, un coup de main semblable à celui que les Jacobins avaient accompli le 31 mai en faveur de la démocratie. L'agence royaliste, secondée en ceci par plusieurs membres du côté droit des anciennes Assemblées, entretenait une agitation fiévreuse parmi tous ses affidés; un certain nombre de jeunes littérateurs et de journalistes remplissaient la presse de virulentes attaques; la *Jeunesse dorée* de Fréron se répandait en injures contre ses anciens chefs, qui, l'abandonnant perfidement, lui interdisaient maintenant le chant du *Réveil du peuple* et les rixes avec les Jacobins. Bien que la masse des citoyens, en dépit de tout son mécontentement, fût peu disposée à se révolter contre la Convention, nul n'obtenait plus la parole dans les sections s'il ne proclamait que l'insurrection était le devoir des patriotes en cas d'oppression; ceux qui s'exprimaient moins nettement voyaient leur voix couverte par les cris, et les opposants étaient chassés avec des menaces. La même fermentation régnait dans toutes les provinces. A Chartres, une troupe de femmes qui demandaient du pain à bon marché avaient forcé le commissaire résidant dans la ville à signer une taxe très-réduite; puis, le faisant monter sur un âne, elles l'avaient promené par la ville aux cris de : Vive le roi! si bien que le malheureux, exaspéré, s'était

ensuite brûlé la cervelle. A Nonancourt, une rixe sanglante avait eu lieu entre les habitants et la troupe; à Versailles, à Dreux, à Strasbourg, les décrets avaient produit une explosion générale de colère. Dans le même temps, une nouvelle d'une tout autre nature circulait en secret parmi les principaux d'entre les royalistes : on disait que le prince de Condé, qui commandait sur le haut Rhin la petite armée des émigrés, était parvenu, dans le courant du mois d'août, à gagner l'oreille de Pichegru par l'entremise d'un libraire de Neufchâtel, nommé Fauche-Borel, et que le général républicain avait fait les meilleures promesses relativement à la restauration des Bourbons. Quelque invraisemblable que fût cette nouvelle, elle était parfaitement exacte. Il serait difficile de dire quels furent les motifs qui déterminèrent ici la conduite de l'ancien protégé de Saint-Just, car Pichegru s'est toujours renfermé à cet égard dans un impénétrable silence. Fut-il guidé par le patriotisme, par la haine, par l'amour du bien public ou par son intérêt personnel? nul ne saurait le décider; mais ce qui est certain, c'est qu'il déclara au prince de Condé qu'il était prêt à faire passer son armée sur la rive droite du Rhin, et à se réunir là aux émigrés pour marcher avec eux sur Paris. Les troupes de l'armée du Rhin étaient toutes dévouées à leur général et irritées contre la Convention (1); l'entreprise, bien que dangereuse, n'aurait donc été nullement désespérée; néanmoins, Condé ne put parvenir à s'entendre avec les Autrichiens. Ceux-ci persistèrent à s'opposer à ce que les troupes républicaines passassent le Rhin, quoique Pichegru répétât que ce n'était qu'après une attaque victorieuse qu'il était sûr de pouvoir entraîner ses hommes. L'exécution du plan proposé par lui fut donc différée, mais il resta secrètement en correspondance avec les émigrés, et l'agence royaliste de Paris, se sentant soutenue par un semblable allié, n'en insista que davantage pour qu'une explosion eût lieu dans les rues de la capitale.

A la Convention, les révolutionnaires n'éprouvaient que de la satisfaction à la vue de ces intrigues. Ils se sentaient assurés de pouvoir, dès qu'ils le voudraient, comprimer à l'aide des troupes

(1) Indépendamment du récit de Fauche-Borel, ceci est confirmé de la manière la plus précise par Gouvion Saint-Cyr, qui dépeint notamment l'acceptation de la nouvelle constitution par les armées comme une vaine comédie.

de ligne toute insurrection tentée par la bourgeoisie, et ils comptaient ensuite profiter de la victoire pour écraser le parti modéré. Rien n'était plus propre que cette insurrection à leur assurer la majorité dans les futurs conseils, en dépit du nouveau tiers, tandis que, si les sections restaient dans le calme et la légalité, cette majorité était acquise d'avance aux modérés. Plus les royalistes s'agitaient à Paris, plus les Thermidoriens et les irrésolus se rapprochaient des indépendants; on en eut une preuve évidente au milieu même des discussions relatives aux élections, lorsque l'on vit la gauche réussir, à une forte majorité, à faire abolir la liberté du culte public, décrétée peu de mois auparavant.

Les sections ne se laissèrent pas troubler par là. Toutes annoncèrent successivement à la Convention, avec une joie haineuse, que leurs assemblées primaires avaient accepté la constitution, mais rejeté les décrets. Cependant elles ne réussirent pas du premier coup à entraîner les provinces; les registres des votes, qui arrivaient peu à peu, constataient partout une grande majorité, non-seulement en faveur de la constitution, mais encore en faveur des décrets : la masse de la population était restée étrangère à l'émotion qui régnait à Paris. Plus de neuf cent mille votants s'étaient déclarés pour la constitution, et quarante mille contre; quant aux décrets, ils étaient acceptés par près de cent soixante-huit mille voix et rejetés par quatre-vingt-quinze mille. Les armées avaient tout accepté à l'unanimité. Le 23 septembre 1795 (1er vendémiaire an IV), la constitution et les décrets furent donc solennellement déclarés lois de l'État par la Convention. Celle-ci ordonna ensuite que la nomination des électeurs fût terminée pour le 2 octobre au plus tard, puis elle fixa le commencement des élections au 12 octobre, et la réunion du nouveau corps législatif au 6 novembre (15 brumaire).

La promulgation de ces décrets fut pour les sections le signal d'une résistance ouverte. Une émeute, accompagnée de coups de fusil, éclata le 25 septembre au Palais-Royal. Des bandes de jeunes gens parcouraient les rues en criant : « A bas les deux tiers! » Des bruits sinistres s'entre-croisaient, la stupeur régnait partout. La Convention rendit les habitants de Paris responsables envers le peuple français de la conservation de la représentation nationale, et ordonna aux généraux de tenir des colonnes mo-

biles prêtes à marcher. Tous les partis de l'Assemblée sentaient tellement la nécessité de rester unis en présence de l'émeute, que Thibaudeau rappela aux Parisiens les menaces prononcées par Isnard, en 1793, contre la commune jacobine, sans que Boissy d'Anglas ni Lanjuinais osassent prononcer une syllabe pour la justification de ceux dont, au fond du cœur, ils partageaient les vœux. On vit alors se succéder les décrets préventifs et comminatoires : l'un portait que quiconque serait, n'importe comment, pris dans un attroupement, serait considéré et traité comme traître au pays; l'autre interdisait aux autorités municipales le droit de requérir la force armée; un troisième décidait que tout officier qui marcherait sur l'ordre d'une section serait poursuivi par les tribunaux militaires. La fameuse loi sur les suspects, l'œuvre de prédilection des terroristes, qui conférait aux autorités municipales le droit d'opérer des arrestations, tomba dans cette lutte engagée contre les ennemis du terrorisme. Ainsi, des deux parts on marchait pas à pas vers un conflit à main armée. Les indépendants d'un côté et les royalistes de l'autre entraînaient irrésistiblement leurs partisans paisibles après eux, au grand désespoir des citoyens prudents et du parti modéré. Tallien, quoique appartenant toujours à la droite, se répandait en invectives contre les bandits et les chouans qui intriguaient dans les sections, et Barras se plaignait vivement de la faiblesse avec laquelle le gouvernement laissait le champ libre aux ennemis de la liberté. Le 3 octobre (11 vendémiaire), comme la Convention célébrait la fête funèbre en mémoire des Girondins immolés par Robespierre, on apprit que quatre sections avaient convoqué les électeurs de Paris pour ce jour-là même, au lieu du 12 octobre qui avait été légalement fixé, et avaient appelé la force armée pour protéger ces assemblées. C'était un premier acte de résistance que la Convention résolut de réprimer énergiquement. Elle décréta la dispersion immédiate de toutes les assemblées primaires, défendit toute réunion d'électeurs avant le 12 octobre, et, afin d'être incessamment prête à la lutte, elle se déclara en permanence. La lecture de ce décret, faite à la lueur des torches dans la soirée du 3 octobre, fut accueillie par les huées et les sifflets du peuple. Les torches furent éteintes et les officiers de police mis en fuite. Enfin le général Menou apparut

à la tête d'un détachement considérable ; alors seulement l'émeute se dispersa et les électeurs cédèrent à la force. Pendant ce temps, les Comités avaient formé une commission de cinq membres, chargée de protéger l'ordre public. Barras, qui en faisait partie, organisa aussitôt un bataillon sacré, dans lequel il réunit les débris de l'armée révolutionnaire à l'écume de la populace des faubourgs. Tout ce que Paris renfermait encore de Jacobins de vieille roche tressaillit de joie à la vue de cette troupe patriotique ; tandis que les sections s'écrièrent d'un commun accord qu'il fallait se préparer à une lutte à outrance, du moment que la Convention appelait de nouveau sous les armes les bandes sanguinaires du temps de la terreur.

Sur les quarante-huit sections de la capitale, quarante-quatre étaient en pleine insurrection dans la matinée du 4 octobre (12 vendémiaire). Elles avaient organisé à la section Lepelletier un comité directeur, et disposaient de près de trente mille gardes nationaux, qui, à la vérité, ne possédaient plus de canons depuis prairial. C'était une révolte déclarée contre la Convention. La générale retentissait de toutes parts ; les gardes nationaux accouraient en foule à la section Lepelletier, déclarant qu'ils allaient défendre leurs femmes et leurs enfants contre les bourreaux de la Convention. Le gouvernement fit entrer à Paris neuf régiments nouveaux ; mais les officiers montraient peu d'ardeur pour la guerre civile, et le général Menou, chargé du commandement en chef, refusa de prendre le bataillon de patriotes sous ses ordres, disant qu'il ne voulait pas commander à des bandits. Après bien des hésitations, il marcha cependant vers la section Lepelletier ; mais il engagea sa colonne de la manière la plus défavorable dans les rues pleines d'insurgés, et, la section ayant répondu par un refus énergique lorsqu'il la somma de se disperser, il se décida à rebrousser chemin. Il ne se rendit pas coupable de trahison comme l'en accusa la gauche ; mais il espérait triompher au moyen de bonnes paroles, ce qui était insensé dans un tel moment. Son commandement lui fut enlevé sur l'heure.

Il est certain que sa conduite eût pu amener la ruine de la Convention, car les Tuileries, dans la soirée du 4, n'étaient défendues que par les patriotes, au nombre de quinze cents, et par quatre mille hommes de troupes de ligne privés d'artillerie, qui ne

pouvaient communiquer avec les divers magasins dispersés dans la ville, et qui surtout manquaient d'un chef capable de leur donner une direction énergique. Les cinq commissaires avaient laissé à Barras, vu son grade (il avait d'abord été officier et était enfin arrivé par l'ancienneté au grade de général de brigade), la conduite des affaires militaires. Barras excellait à faire résonner son sabre et ses éperons, et à prononcer des discours pompeux dans lesquels il promettait d'écraser les royalistes comme les terroristes l'avaient été le 9 thermidor; malheureusement, toutes ses paroles n'aboutirent à aucune mesure ferme et réfléchie. Si les gardes nationaux avaient poursuivi vigoureusement les colonnes fléchissantes de Menou, leur victoire eût donc été assurée; mais les talents militaires leur faisaient également défaut. Ils passèrent toute la nuit à se réjouir de la vaillance avec laquelle la section Lepelletier avait repoussé le général Menou, et ce ne fut que vers le matin qu'ils réussirent à se donner un chef. Leur choix se porta sur un certain général Danican, qui avait commandé autrefois en Vendée, et que les commissaires de la Convention avaient destitué, à cause de son humanité disaient les uns, ou de son incapacité, prétendaient les autres. Ses sentiments patriotiques lui firent accepter l'offre des sections, bien qu'il n'eût pas grande confiance, sous le rapport militaire, dans les hommes qu'il allait commander; du reste, il n'était pas plus décidé que les autres sur les mesures à prendre. Ce fut à ces hésitations de l'ennemi que la Convention dut son salut.

Le 5 octobre (13 vendémiaire), Barras fut nommé officiellement général en chef des forces militaires de la Convention. Il songea aussitôt à un homme qui, depuis un mois environ, était devenu le conseiller militaire du Comité de Salut public, au général Bonaparte. Nous avons laissé celui-ci à l'armée d'Italie, pendant la campagne de 1794, suggérant aux commissaires de la Convention le plan d'opérations qui fut définitivement adopté. Bonaparte était un ardent républicain, car la révolution lui faisait entrevoir la possibilité de donner carrière au génie qu'il sentait en lui-même; mais il n'était nullement Jacobin ni partisan de Robespierre, comme on l'a dit si souvent. Il favorisait, au contraire, les officiers nobles qui se trouvaient dans sa brigade, lorsque ceux-ci se montraient capables et dévoués, et il n'avait pas caché sa joie lorsque le

9 thermidor avait mis fin aux menées démagogiques qui se produisaient jusque dans les armées. Cependant, comme il avait été chaudement protégé par les anciens commissaires, et surtout par Robespierre le jeune, il fut pendant quelque temps suspect aux nouveaux possesseurs du pouvoir; sa conduite fut même soumise à une enquête; mais la fausseté des accusations portées contre lui fut bien vite reconnue, et on déclara officiellement que « les connaissances militaires et topographiques du nommé Bonaparte pouvaient être utiles à l'État ». Peu de temps après, le Comité de Salut public s'étant vu forcé d'opérer de grandes réformes dans le corps d'officiers des armées, attendu que les nominations arbitraires et irrégulières faites par les commissaires de la Convention avaient accrû dans des proportions incroyables le nombre des généraux et des colonels, Bonaparte perdit son commandement et fut mis en disponibilité avec solde entière. Il se rendit alors à Paris, afin de faire les démarches nécessaires pour être replacé; mais il n'avait ni protection ni appui, et il dut longtemps attendre. Vu la dépréciation des assignats, sa solde suffisait à peine à le mettre à l'abri du besoin; cependant les privations matérielles n'étaient rien pour lui auprès du chagrin de se voir condamné à végéter dans une obscure oisiveté, lui dont la tête était remplie d'une abondance de pensées, de plans et de projets. Il assiégeait de ses instances les membres des Comités, et développait aux députés qu'il parvenait à aborder ses idées sur la guerre et les moyens infaillibles qu'il avait découverts pour la faire avec succès. Le feu de ses paroles donnait de la force et de l'autorité à ses assertions. Il n'avait alors que vingt-cinq ans, son nom n'était connu que de quelques personnes, son extérieur était étrange mais nullement sympathique. Petit et frêle, avec un visage pâle et maigre, des traits fortement accentués, des cheveux longs et plats qui lui cachaient le front en partie, il se renfermait le plus souvent dans un silence sombre et dédaigneux qui rendait ses élans d'enthousiasme d'autant plus étranges; aussi les uns le regardaient-ils comme un pur original, les autres comme un rêveur et un utopiste. Mais, qu'un homme possédant quelque intelligence des affaires se trouvât en contact un peu intime avec lui, aussitôt il était irrésistiblement captivé par la justesse, la précision et la portée de ses raisonnements. Malheureusement, Aubry, qui était

en ce moment chargé de la direction des affaires militaires au Comité de Salut public, et qu'il avait par conséquent le plus grand intérêt à se concilier, n'était nullement apte à apprécier un génie qui se révélait sous des formes si bizarres, et il fermait l'oreille à toutes les prières, à toutes les propositions du jeune officier. « Vous nous dites de belles choses, lui répondait-il, mais votre jeunesse ne nous offre pas assez de garanties. » — « On vieillit vite sur le champ de bataille, et j'en arrive », reprenait Bonaparte : ce qui n'empêchait pas Aubry de persister dans ses refus. Il finit cependant par offrir à l'infatigable solliciteur le commandement d'une brigade d'infanterie en Vendée; mais Bonaparte n'était disposé ni à prendre part à la guerre civile ni à quitter l'artillerie, dans laquelle il avait toujours servi jusque-là; il resta à Paris, dans son oisive attente, concevant chaque jour un nouveau plan de campagne pour l'armée d'Italie. A peine la paix fut-elle conclue avec l'Espagne, qu'il entrevit la possibilité de frapper sur les Apennins, avec les troupes occupées jusque-là sur les Pyrénées, des coups qui auraient ébranlé le monde (1). Quelques semaines plus tard, les événements prirent une tournure qui décida de sa destinée et de celle de la France.

Le personnel du Comité de Salut public ayant été renouvelé le 15 thermidor, la direction de la guerre échut à Doulcet de Pontécoulant, qui, étant un homme de la partie, n'en apprécia que mieux l'immense responsabilité qui pesait sur lui, et désira s'assurer le concours d'un collaborateur habile. Boissy d'Anglas lui parla alors du jeune officier corse, le mit en relation avec lui, et le premier entretien, qui eut lieu le 20 août (fructidor), suffit pour tout décider. Doulcet devina sur-le-champ le rare génie de Bonaparte; dès le 24, un projet rapidement rédigé par ce dernier fut envoyé au quartier général de l'armée d'Italie (2). Bonaparte, l'officier sans emploi, se trouva donc tout à coup, par un concours des plus simples circonstances, le successeur réel de Carnot, l'arbitre de la guerre européenne. Il se mit à l'œuvre avec un zèle ardent, une activité infatigable et universelle. La roideur de

(1) Correspondance de Napoléon Ier, vol. I, p. 75.
(2) *Mémoires* de Doulcet de Pontécoulant, I, 331. Ceci diffère du récit de Barante, *Histoire de la Convention*, vol. V, dernières lignes, sur lequel je m'étais guidé jusqu'ici.

sa nature concentrée disparut dans l'action que lui imposait son immense travail. « Je ne vois autour de moi que bonheur et espérance, écrivait-il à son frère Joseph (1). » Mais, quelques jours plus tard, les choses changèrent encore. Letourneur, qui prit la place de Doulcet de Pontécoulant, fut offensé du ton tranchant du jeune général; il l'éloigna des bureaux du Comité, et, comme Bonaparte persistait à refuser un emploi en Vendée, il le fit rayer de la liste des généraux en activité. Bonaparte revint alors à une idée qui l'avait déjà occupé antérieurement, mais qu'une décision du Comité de Salut public, provoquée par Doulcet de Pontécoulant, lui avait fait abandonner : je veux parler du projet d'aller à Constantinople, avec une mission du gouvernement français, et d'organiser l'armée turque de manière à la mettre en état d'attaquer hardiment les cours impériales. Cette fois, le Comité approuva son plan, heureux de pouvoir se débarrasser par là de cet officier gênant et ambitieux; mais il lui était impossible, pour le moment, de réunir les sommes nécessaires à cette expédition. Sur ces entrefaites eut lieu la journée du 13 vendémiaire et la révolte des Parisiens. Barras, bien qu'il eût pris le commandement avec une grande confiance, désirait cependant trouver un homme sur lequel il pût compter pour exécuter ses ordres, et il demanda dans les bureaux du Comité qu'on lui indiquât un officier d'artillerie propre aux luttes de la rue. Nul n'était plus connu dans ces régions que le général Bonaparte; Barras le fit appeler en toute hâte, obtint que le Comité de Salut public lui donnât le commandement en second, et lui abandonna dès lors le soin de tout régler. Aussitôt la pensée, l'ordre, la vie vinrent tout animer. Le jeune officier, malgré les violentes objections des orateurs de la gauche, s'adressa d'abord au général Menou, pour connaître de lui la position et la force de l'ennemi. Puis, ayant envisagé la situation d'un regard assuré, il prit sur l'heure une résolution, et des ordres furent immédiatement donnés de tous les côtés à la fois. Il voulait, en quelques heures, transformer les Tuileries en un camp inexpugnable. Les canons de la garde nationale étaient réunis dans un grand parc près de Meudon; son premier soin

(1) Correspondance de Napoléon Ier, I, 88.

fut d'enjoindre à un escadron de cavalerie d'aller les chercher à bride abattue et de les ramener autour du château. Il posta ensuite ses six mille hommes derrière des batteries placées aux différents abords des Tuileries, fit distribuer des fusils et des munitions aux sept cents députés, lesquels devaient former une troupe de réserve, puis, abandonnant le reste de la ville à elle-même, il attendit l'attaque. Du côté des insurgés, le général Danican jugeait la situation absolument de la même manière que Bonaparte. Il déclara à ses hommes que l'on avait, la veille au soir, laissé échapper le moment favorable; qu'une attaque contre les forces de la Convention, actuellement organisées, présentait de graves dangers, surtout par suite du peu de garanties militaires qu'offraient les troupes civiques; que ce qu'il y avait de mieux à faire était d'élever des barricades dans toutes les rues qui conduisaient aux Tuileries, afin de forcer l'ennemi à engager des combats partiels désavantageux pour lui, ou de le réduire par la famine. Mais les succès remportés la veille par la section Lepelletier avaient ébloui les plus ardents d'entre les chefs; jugeant qu'une attaque les conduirait promptement au but, ils pénétrèrent sur plusieurs points, à la tête de leurs bandes, jusqu'aux avant-postes républicains. D'autres cependant, plus calmes, s'effrayaient à l'idée de rallumer la guerre civile; ils firent une dernière tentative de négociation et offrirent à la Convention de se réconcilier avec elle si elle voulait désarmer son bataillon de terroristes. Les plus modérés de la Convention penchaient pour que l'on acceptât; mais les huées des patriotes armés qui remplissaient les tribunes couvrirent leurs paroles, et leur motion fut repoussée avec indignation par la majorité des députés. La Convention, leur répondit-on, ne pouvait négocier avant que les rebelles eussent déposé les armes. Barras, Tallien, Louvet insistaient impatiemment pour que l'on prît un parti; au dehors, Bonaparte voyait, non sans inquiétude, des paroles amicales s'échanger entre le peuple et ses soldats. Tout à coup, quelques coups de fusil, tirés on ne sait où ni par qui, se font entendre. « Nous sommes trahis! » crie-t-on des deux parts, et en un instant le combat s'engage sur toute la ligne. Peu importe ici que le premier coup de feu ait été tiré par Barras et Bonaparte ou par les agents royalistes; ce qui est certain, c'est que,

dans la situation telle qu'elle était alors, les premiers seuls avaient intérêt à le faire.

La large façade des Tuileries touche d'un côté à la Seine et se prolonge ensuite, vers le Nord, jusqu'à la rue de Rivoli; mais cette magnifique rue n'existait pas alors; l'espace qu'elle occupe aujourd'hui était couvert d'une foule de petites rues étroites, bordées de hautes maisons qui débouchaient sur la rue Saint-Honoré, parallèle au fleuve. Les sectionnaires attaquèrent le palais de ce côté et du côté de la Seine tout à la fois. Ils avaient placé leurs meilleurs combattants sur les marches de l'église Saint-Roch, d'où ceux-ci engagèrent un feu bien nourri avec le bataillon des patriotes, à travers une des rues dont nous venons de parler, tuèrent quelques canonniers sur leurs pièces, et repoussèrent plusieurs tentatives faites par les républicains pour arriver à la rue Saint-Honoré. Du côté du fleuve, au contraire, Bonaparte balayait toute l'étendue du quai du feu de ses batteries, et les citoyens, hors d'état de résister, furent bientôt mis en fuite par les régiments de ligne. Ce succès inspire un nouveau courage aux patriotes, en même temps qu'il diminue la confiance des citoyens de la rue Saint-Honoré. Bonaparte, grâce à une attaque vigoureuse, s'empare alors du poste de l'église Saint-Roch, fait avancer ses batteries dans la rue Saint-Honoré, et en repousse les citoyens par un feu de mitraille dirigé dans tous les sens. Ce succès fut décisif. En quelques minutes, une affreuse confusion s'établit dans les rangs des gardes nationaux. Bonaparte, qui avait montré jusque-là une énergie impitoyable, se contenta de compléter la fuite de ses ennemis au moyen de quelques coups de canon chargés à poudre, et le lendemain matin, il occupait, sans avoir rencontré de nouvelle résistance, tous les points importants de la ville. Quelques centaines d'hommes étaient tombés des deux côtés, mais la victoire de la Convention était complète.

L'expérience avait appris aux chefs révolutionnaires à ne pas souiller leur victoire par de sanguinaires procédures. Ils ne visaient plus d'ailleurs, comme autrefois Billaud-Varennes et Robespierre, à transformer toute une population; ils ne voulaient que conserver le pouvoir sans bouleverser la société. Les motions de quelques Jacobins ardents furent donc écartées, et les chefs seuls de la révolte furent cités devant un conseil de

guerre; celui-ci prononça un certain nombre de condamnations à mort, mais en laissant aux accusés la possibilité de fuir, et il ne fut exécuté que deux personnes. La ville se remit promptement de l'impression produite par cet échec; nul ne songea plus à s'opposer à la nomination des deux tiers. Toutefois, lorsque les élections commencèrent, le 12 octobre, les votes ne se portèrent que sur ceux des membres de la Convention qui ne faisaient pas mystère de leurs sentiments monarchiques; le troisième tiers lui-même fut exclusivement composé de royalistes et d'aristocrates dont quelques-uns étaient fort ardents. Dans le reste de la France, le 13 vendémiaire produisit au contraire la plus profonde émotion. Il désorganisa complétement le parti vaincu et l'empêcha de s'entendre pour les élections. Surtout il donna aux idées révolutionnaires de la Convention une impulsion qu'elles n'avaient plus ressentie depuis le 9 thermidor, et dont les conséquences ne devaient pas être moins funestes à l'Europe qu'à la France. Les tribunes, que la jeunesse dorée occupait seule depuis quelque temps, se remplirent de nouveau des terroristes qui avaient formé le bataillon des patriotes. La masse des députés nuls et sans conviction, cette masse du centre qui, après s'être déclarée en faveur des Girondins au commencement de 1793, avait été dantoniste pendant quelque temps, qui avait ensuite obéi successivement aux cris d'Hébert et aux signes de Robespierre, qui enfin, après thermidor, s'était laissé guider par Tallien, et après germinal par Lanjuinais, cette masse se groupa maintenant autour de Siéyès et de Chénier, qui repoussaient du tonnerre de leur parole toute mesure de modération, comme étant dictée par un royalisme maudit. La gauche demanda la mise en liberté de tous les patriotes encore prisonniers, la réintégration des députés arrêtés, l'expulsion des émigrés et des prêtres réfractaires qui étaient déjà rentrés en France. Il fut question de destituer les électeurs de Paris et de procéder à de nouvelles nominations; on alla même, dans les Comités, jusqu'à examiner s'il ne conviendrait pas que la Convention nommât les membres du Directoire avant l'installation du nouveau tiers. Pendant quelque temps, les modérés, par une résistance timide mais opiniâtre, l'emportèrent sur plusieurs points, grâce à ce que Tallien, Fréron et leurs amis, malgré les sentiments révolutionnaires dont ils faisaient

profession, n'osaient pas encore se séparer tout à fait de leur ancien parti. Mais à dater du 12 octobre, lorsque le résultat des élections commença à être connu, le mouvement entra dans une phase nouvelle. Dans les trois quarts du pays, les électeurs ne nommèrent pour le nouveau tiers que des aristocrates, des constitutionnels et des royalistes déclarés. Pour ce qui concernait les deux tiers des membres de la Convention qui devaient être réélus, la grande majorité rejeta non-seulement les Jacobins et les indépendants, mais les Thermidoriens eux-mêmes, et, à l'exception d'un certain nombre de députés insignifiants du centre, elle ne nomma presque que des modérés et des Girondins. Les chefs de ces derniers jouissaient d'une telle faveur dans l'opinion publique, que Lanjuinais fut nommé dans soixante-treize départements, Boissy d'Anglas dans soixante-douze, Pelet dans soixante et onze, Pontécoulant dans trente-trois, Thibaudeau dans trente-deux. Conformément au décret de fructidor, il en serait résulté trois cents élections supplémentaires à faire par la Convention; mais la plupart de ces députés purent faire connaître leur choix avant la fin des élections, ce qui permit aux électeurs de les remplacer immédiatement, et la Convention n'eut à pourvoir qu'à cent cinq places vides. Dès que les premiers symptômes de cette tendance se manifestèrent dans les élections, les Thermidoriens demandèrent à leurs alliés modérés la promesse qu'ils appuieraient leur réélection; mais ceux-ci, effrayés depuis longtemps par la conduite équivoque de Tallien, ne voulurent prendre aucun engagement; dès lors une rupture ouverte et profonde s'opéra entre les deux fractions.

Lors du procès auquel le 13 vendémiaire avait donné lieu, la police avait réussi à mettre la main sur l'abbé Lemaître, membre de l'agence royaliste, et à s'emparer de ses papiers. Parmi ces papiers se trouvaient des notes sur les sentiments probables de plusieurs députés. Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Lesage, Larivière y étaient désignés comme des amis de la monarchie; quant à Tallien, il y était dit que, depuis Quiberon, on ne pouvait plus se fier à lui; Saladin, ancien ami des Girondins, et Rovère, ancien terroriste, y étaient représentés comme ayant dirigé secrètement la révolte des sections; mais nulle explication précise, nul fait concluant ne venait à l'appui de ces allégations.

Le Comité de Sûreté générale n'en saisit pas moins ce prétexte pour présenter, le 15 octobre, un rapport à l'instar de ceux d'Amar et de Saint-Just sur la grande conspiration du parti de l'étranger, mais sans toutefois nommer aucun député. Lemaître fut déféré au tribunal militaire, et quelques voix demandèrent l'impression du rapport, dans le but, dirent-elles, d'éclairer la nation. Tallien, qui avait quitté depuis deux jours la place qu'il occupait à la droite pour reprendre son ancienne position au haut de la Montagne, se leva et appuya cette motion. Il venait justement de se réconcilier avec Siéyès et Barras, auxquels il avait promis son concours pour renverser les modérés, en échange des papiers qui prouvaient ses intrigues avec les royalistes, et que Siéyès détourna des actes du Comité de Salut public pour les lui remettre. Tallien commença par déclarer que l'impression du rapport était nécessaire; mais il ajouta que la Convention devait au pays la vérité tout entière; qu'en conséquence, le rapport avait besoin d'être complété; qu'il fallait nommer les chefs de la conspiration, faire connaître à la France quels étaient les hommes qui s'étaient efforcés pendant si longtemps de paralyser ceux qui voulaient mettre l'assemblée électorale de Paris à la raison. Les tribunes applaudirent avec frénésie à ces paroles. Tallien continua en s'accusant lui-même de s'être tu trop longtemps, et la gauche lui ayant crié : « Les noms! les noms! » il se déclara prêt à les faire connaître si la Convention voulait se former en comité secret. Aussitôt les assistants évacuèrent les tribunes aux cris de : « Vive la république! Sauvez la patrie! » Tallien alors eut le front d'accuser de trahison et de conspiration royaliste les députés mentionnés dans les papiers de Lemaître, sans en excepter Lanjuinais qui l'avait averti de la découverte de sa correspondance avec Vérone, et avec le parti duquel il n'avait jamais cessé d'avoir des relations de bonne amitié, malgré une discussion assez vive provoquée par les événements du 13 vendémiaire. Toutefois, comme il manquait de preuves pour appuyer ses accusations, l'Assemblée ne lui témoigna que froideur, indignation et dégoût, et cette grossière attaque resta sans effet.

Le lendemain, Louvet dénonça de nouveau une conspiration avec l'étranger, et finit par demander l'arrestation de Rovère et

de Saladin. Tous deux avaient, en effet, pris part au mouvement des sections, et nul n'osa les défendre. Thibaudeau se borna à représenter que Saladin venait d'être élu député par la ville de Paris; mais la fureur de la gauche n'en fut que plus violente. Tout ce que l'on apprenait des élections présageait à ce parti un avenir plein de périls; malgré les décrets de fructidor, malgré la victoire de vendémiaire, il avait tout à redouter si le nouveau gouvernement lui était hostile. Patrie, droit, liberté, tout se résumait pour lui dans cette question, aussi l'absorbait-elle exclusivement. Bentabole déclara que c'en était fait de la révolution si la Convention ne choisissait pas immédiatement les Directeurs parmi ses membres; Dubois-Crancé exprima les craintes les plus vives relativement à la composition du Conseil des Anciens; enfin le parti démocratique imagina d'attaquer la validité des élections, qu'il accusa d'être entachées de royalisme et de trahison; il espérait par là prolonger la durée de la Convention, et arriver à obtenir que de nouvelles élections lui fussent favorables. Il n'y avait pas de temps à perdre, car on touchait à l'époque fixée pour la clôture de la Convention : la première séance des deux Conseils devait avoir lieu le 27 octobre (5 brumaire). Barras, qui, en sa qualité de chef de la force armée, exerçait en ce moment une influence immense, entreprit, le 22 octobre, de mettre ce projet à exécution. Il prononça un discours fulminant contre les puissances étrangères, les royalistes et les émigrés; il accusa le général Menou de trahison, et attaqua vivement les sentiments des sections parisiennes et des électeurs français en général. « Si vous laissez, dit-il, les rênes de la révolution en des mains suspectes, qui pourra être certain de son avenir? » — « Le salut de la patrie sera compromis, s'écria Garnier, si, dans les quatre jours qui nous restent, nous ne savons pas tirer parti de la victoire. » Un régiment de cavalerie était campé au dehors, dans le jardin du palais; tous les abords de l'édifice étaient gardés par de l'artillerie, sur les tribunes se pressait une populace bruyante, qui couvrait de ses applaudissements tous les discours de la Montagne et accablait le côté droit de ses menaces; la masse de la Convention semblait intimidée, comme jadis au 2 juin. Tallien enfin monta à la tribune, pour faire la motion décisive. Il prédit

que, dans quelques jours, les bancs des représentants de la nation seraient occupés par des royalistes que les conseils de guerre avaient condamnés, et qui, avant trois mois, accompliraient constitutionnellement la contre-révolution. Déclarant qu'il fallait, à tout prix, tâcher de prévenir ce malheur, il demanda qu'une commission de cinq membres fût nommée et chargée de présenter le lendemain un rapport sur les moyens de sauver la république. Il était évident que c'était marcher à une dictature démocratique; tous le comprenaient; néanmoins l'Assemblée était si asservie qu'elle accueillit cette proposition presque sans résistance, et que Tallien et quatre autres montagnards ardents furent nommés membres de la commission. De plus, Aubry et Lhomont, députés royalistes, furent arrêtés, et le général Menou fut cité devant la cour martiale.

Le 23, tous les esprits attendaient avec anxiété et émotion le rapport de la commission des cinq, lequel, pensait-on, retarderait la mise en vigueur de la nouvelle constitution. La majorité était hostile au projet de Tallien, car ce double renégat inspirait une haine secrète à la plupart des députés; malheureusement nul n'avait de plan à opposer au sien. La Convention écoutait dans un sombre silence une proposition relative à un nouveau code pénal, lorsque Cavaignac, membre de la gauche, interrompit la séance pour annoncer une députation qui venait présenter une pétition contre le collége électoral de Cahors. « Quoi! s'écria alors Thibaudeau avec une émotion concentrée, le premier venu a-t-il le droit de venir interrompre nos travaux? La Convention peut-elle juger les opérations des colléges électoraux? Ce serait un attentat à la constitution! Je sais bien que ce ne serait pas le premier qu'on lui aurait porté, mais je déclare que je mourrai plutôt que de la laisser détruire. » Ces paroles énergiques, les premières qui fussent sorties des rangs de la droite depuis vendémiaire, relevèrent tous les courages; ce fut aux bruyantes acclamations de son parti et aux cris tumultueux de la Montagne que Thibaudeau continua : « Oui, je prends l'engagement de dévoiler à la nation la nouvelle tyrannie qu'on lui prépare. Qu'on cherche à créer des dictateurs! je me dévoue aux proscriptions, je braverai la mort pour être la barrière de fer qui arrêtera les progrès des ambitieux. » Puis il dépeignit les intrigues de la gauche, le soulèvement contre la volonté du

peuple exprimée dans les assemblées électorales, l'audace des tribunes, la bassesse des transfuges politiques; et comme ici un profond murmure de la gauche l'interrompit : « C'est de Tallien que je parle », dit-il. A ces mots, la tempête éclate, mais Thibaudeau reste impassible; il continue à flétrir, par des traits sanglants, l'avilissement moral et l'inconsistance politique de son adversaire, et déclare que nulle puissance humaine ne le contraindra à rester membre de la Convention au-delà du 27 octobre. De toutes parts un cri d'adhésion lui répond. En dévoilant le plan de la gauche, il venait de le déjouer; il avait délivré la Convention du poids qui l'oppressait; l'accusation portée par lui contre Tallien réduisait pour jamais celui-ci au néant. La commission des cinq ayant demandé la permanence de la Convention jusqu'au 27, cette motion fut rejetée sur l'heure; le lendemain, Tallien parla avec une colère contenue de la nécessité de casser les élections; « mais, ajouta-t-il, la séance d'hier a rendu impossible cette mesure salutaire. » La commission des cinq se contenta alors de demander que les émigrés et leurs parents, ainsi que tous les individus qui avaient proposé des mesures liberticides dans les assemblées électorales, fussent exclus des emplois publics, que tous les citoyens qui ne voudraient pas vivre sous les lois de la république fussent autorisés à quitter la France, et que les lois contre les prêtres réfractaires fussent exécutées sans retard. La Convention, heureuse d'échapper aussi facilement à la dernière crise, adopta ces dispositions et le décret fut rendu. Cependant elle s'opposa énergiquement à une tentative faite par la gauche pour obtenir le rétablissement du maximum, après quoi la dissolution de la commission des cinq fut prononcée.

Cette lutte devait être la dernière de toutes celles qui avaient déchiré la Convention pendant les trois années de son existence. Elle déjoua les projets des Jacobins, qui voulaient soumettre la France à un nouvel esclavage, et augmenta la force de la loi qui, le 27 octobre (5 brumaire an IV), inaugura le gouvernement constitutionnel; mais là s'arrêta son effet. Au dedans comme au dehors de l'Assemblée, les idées révolutionnaires conservèrent la suprématie que leur avait donnée le 13 vendémiaire. La force militaire, dirigée par Barras, régnait sans partage à Paris; le temps des assemblées de la bourgeoisie et de la jeunesse dorée était passé

pour longtemps. Le général Bonaparte, qui avait été confirmé dans ses fonctions de commandant en second de la force armée, savait prévenir par sa vigilance toute tentative de mouvement populaire; il s'était acquis un tel renom d'inflexibilité, que la crainte qu'il inspirait suffisait pour maintenir l'ordre. Comme représentant du gouvernement, il prenait en toute occasion un ton d'autorité ferme et mesuré inconnu à Paris depuis dix ans, et agissait le plus souvent d'après sa propre inspiration, sans prendre conseil de Barras, qui ne s'en offensait pas. Aussi aucune manifestation de l'opinion publique n'arrivait-elle plus à l'oreille de la Convention, qui ne fût conforme aux vœux des gouvernants. La gauche avait acquis une force nouvelle, car les Thermidoriens en masse s'étaient joints à elle, et elle pouvait compter sur la dépendance du centre de l'Assemblée, c'est-à-dire de ces nombreux membres sans couleur et sans convictions, dont les voix cependant décidaient des votes. Les indépendants dominaient donc, en réalité, la situation; cette domination, sans doute, n'était ni aussi exclusive ni aussi complète qu'ils l'eussent désiré; néanmoins, ils étaient à peu près sûrs d'avoir la majorité, à condition de rester éloignés des anciens Jacobins et de faire çà et là quelques concessions aux chefs du parti modéré. Telle était la situation lorsque la Convention clôtura ses travaux. Dans sa séance du 26 octobre (4 brumaire), qui devait être la dernière, Baudin des Ardennes proposa une amnistie générale pour tous les délits politiques commis depuis 1791 : tous les partis applaudirent à cette motion; cependant la droite et la gauche réclamèrent chacune une exception : la première, relativement aux acteurs du 1er prairial; la deuxième, touchant les rebelles de vendémiaire. La force de chaque parti se dessina clairement à cette occasion, car ce fut la demande de la gauche qui fut appuyée par le plus de voix. Enfin Génissieux, qui occupait le fauteuil de la présidence, déclara que la Convention avait rempli sa mission, et que la session était terminée.

Le 27 octobre, les trois cent soixante dix-neuf députés réélus par le peuple et les représentants des colonies s'assemblèrent pour nommer les cent quatre membres qui manquaient encore. La liste en avait été concertée et dressée d'avance par le Comité de Salut public; on y avait fait quelques concessions aux modérés, mais, en revanche, on y avait introduit plusieurs montagnards ardents;

quant aux autres, on n'avait choisi que des hommes insignifiants et faciles à diriger. Les indépendants se trouvaient par là considérablement renforcés; en outre, plus de cent membres du nouveau tiers n'étaient pas encore arrivés à Paris, circonstance qui leur fut très-avantageuse. Il fallait, avant tout, répartir les membres présents entre les deux Conseils; cette opération fut faite par la voie du sort, conformément à la loi. Quatre-vingt-trois membres âgés de plus de quarante ans, mariés ou veufs, du nouveau tiers, et cent soixante-sept membres de la Convention furent désignés pour composer le Conseil des Anciens; les autres membres déjà présents et ceux qui n'étaient pas encore arrivés devaient former le Conseil des Cinq-Cents. Les anciens membres de la Convention étaient donc, pour le moment, cinq ou six fois plus nombreux dans ce dernier Conseil que les nouveaux venus, avantage dont les chefs se hâtèrent de profiter pour le choix des Directeurs, le plus important de tous. Il avait été depuis longtemps décidé par eux qu'on n'admettrait au Directoire que des hommes ayant voté la mort de Louis XVI, et, après bien des délibérations, leur choix s'était fixé sur Siéyès, Rewbell, Barras, la Réveillère-Lepeaux et Letourneur. Ils espéraient faire adopter cette liste sans difficulté par le Conseil des Cinq-Cents; mais ils étaient beaucoup moins sûrs du Conseil des Anciens, dont la majorité avait porté ses vues sur les favoris de l'opinion publique, tels que Lanjuinais, Boissy d'Anglas, Thibaudeau et Cambacérès. Aux termes de la constitution, les Directeurs devaient être nommés par le Conseil des Anciens, sur une liste de candidats présentée par le Conseil des Cinq-Cents et décuple du nombre de membres à élire; on résolut donc de placer en tête de cette liste les cinq indépendants dont nous avons parlé plus haut, et d'y adjoindre ensuite quarante-cinq noms tout à fait inacceptables. Ce plan peu loyal eut le succès qu'on en attendait. Les cinq candidats sérieux obtinrent chacun de 206 à 317 voix; puis vinrent quarante-quatre juges de paix, hommes de loi, employés subalternes, officiers de la garde nationale, etc., chacun avec 163 à 181 voix, et enfin Cambacérès, qui avait autrefois siégé à la gauche, mais qui s'était récemment rendu suspect à son parti par son attitude réservée et ses relations avec Lanjuinais. Malgré toute la colère qu'il éprouvait à voir ses choix ainsi forcés, le Conseil des Anciens n'avait aucun moyen de se soustraire à cette con-

trainte, et les cinq candidats de la gauche furent proclamés souverains de la France. Siéyès ayant refusé la dignité dont il venait d'être investi, soit par indolence, soit par suite du peu de confiance que lui inspirait une constitution qui n'était pas son œuvre, Carnot fut nommé à sa place, grâce aux mêmes procédés.

Telles furent les peines que dut prendre la Convention, après trois ans de toute-puissance, pour imposer au peuple français la continuation du régime établi par elle. Il fallut qu'aux fautes grossières des royalistes, qu'à un sanglant combat livré dans les rues de Paris, vînt encore se joindre l'emploi des ruses électorales, pour assurer de nouveau le pouvoir à ceux qui l'avaient possédé jusque-là, et, grâce à ce pouvoir, l'impunité pour leurs actes passés, et le maintien des intérêts révolutionnaires. De quelque côté que l'on tournât les regards, l'avenir ne se présentait que sous de sombres couleurs; pour se décider à accepter le fardeau du gouvernement, il fallait, comme Barras, ne considérer que les forts émoluments attachés à la charge de Directeur, ou voir, comme les autres, une question d'existence dans la perte de l'autorité. La banqueroute de l'État était à peu près déclarée, car la masse des assignats s'élevait à 27 milliards, et ce papier ne valait plus qu'un demi pour cent; en d'autres termes, la pièce d'or de 20 francs équivalait à 4200 francs en papier. Un désordre absolu régnait dans toutes les branches de l'administration : d'un côté, les commissaires de la Convention avaient enlevé toute liberté d'action aux anciennes autorités; de l'autre, les autorités nouvelles commençaient seulement à s'organiser, et il était impossible de prévoir quand le mécanisme des affaires pourrait fonctionner régulièrement. Quant à l'agriculture, elle avait produit, l'été précédent, des résultats considérables; mais nous savons sur quelle situation fausse et forcée reposait cet essor. Il était évident que le bien-être matériel des paysans ne pourrait se consolider tant que la possession des biens nationaux ne leur serait pas tout à fait assurée, et que l'agitation ne se calmerait pas dans les campagnes tant que les querelles religieuses ne seraient pas apaisées, deux choses que la nouvelle effervescence révolutionnaire rejetait, comme nous l'avons vu, dans un avenir lointain. L'industrie et le commerce intérieur n'étaient pas plus florissants à l'automne de 1795 qu'ils ne l'avaient été au com-

mencement de l'année; quant au commerce extérieur, il était complétement ruiné. Les émeutes d'ouvriers, les conspirations communistes s'offraient donc en perspective au Directoire tout autant qu'aux gouvernements qui l'avaient précédé. La masse des citoyens reportait sur les successeurs de la Convention la haine que lui avait inspirée cette dernière Assemblée, et les lois sur les prêtres et les émigrés continuaient à maintenir des milliers de familles en hostilité déclarée contre le gouvernement. Le pouvoir de ce dernier ne s'appuyait donc véritablement que sur l'armée, et la fin de la révolution, dont on parlait si souvent alors, ne pouvait être autre chose qne l'avénement prochain de la souveraineté militaire, au lieu et place de la souveraineté du peuple.

Après avoir vu dans quelle situation la Convention laissait la France, jetons nos regards sur les relations européennes; de ce côté, le tableau qui s'offre à nous n'est pas moins sombre.

Depuis la victoire de Quiberon et la conclusion de la paix avec l'Espagne, la politique française avait nettement adopté le système que nous ont fait connaître les déclarations de l'abbé Siéyès. On ne voulait pas, même pour rétablir à l'intérieur le repos et la légalité, se contenter au dehors d'une paix honorable et désintéressée. De même que, dans la première période de la révolution, on avait aspiré pour le peuple à une liberté impossible, on aspirait maintenant à une puissance et à une gloire qui devaient s'étendre sur l'Europe entière. La Prusse voulait la paix générale et le maintien de la division actuelle de l'Europe, aussi avait-elle perdu toute influence à Paris. Siéyès, qui s'emparait de plus en plus de la direction de la diplomatie française, avait bientôt acquis la conviction que cette puissance ne consentirait jamais à l'alliance de la France, de la Suède et de la Pologne, alliance au moyen de laquelle il espérait bouleverser l'Europe; il accueillait donc avec empressement les conseils de Carletti et la pensée de traiter avec l'Autriche. Nous savons quelle circonstance retardait seule encore l'ouverture de la négociation : nul ne doutait à Paris que l'Autriche ne fût prête à sacrifier la Belgique, et peut-être même la rive gauche du Rhin aux Français, si ceux-ci, en revanche, lui abandonnaient la Bavière; Siéyès, de son côté, était tout disposé à céder la Bavière, à la condition que l'empereur, non-seulement donnerait la Belgique à la France, mais laisserait en-

core cette puissance libre de disposer du Brisgau et de Milan, et, par là, s'éloignerait des frontières de France au lieu de s'en rapprocher. Le gouvernement français prévoyait toutefois qu'une campagne victorieuse lui serait encore nécessaire pour arriver à la réalisation de son système. Dans le but de réunir pour cela les forces suffisantes, il conclut d'abord la paix avec l'Espagne; puis, dès que les traités de ratification eurent été échangés, c'est-à-dire à la fin d'août, il donna à l'armée des Pyrénées orientales l'ordre de se diriger sans retard vers les Alpes, afin de faire prendre une tournure décisive à la guerre d'Italie. En même temps, il enjoignit à Jourdan et à Pichegru, qui se trouvaient, le premier sur le bas Rhin et l'autre sur le haut Rhin, de passer le fleuve, de faire camper leurs troupes sur le territoire ennemi, et de contraindre les États allemands à demander la paix à tout prix.

Parmi ces États, il en était peu qui n'eussent déposé les armes avec joie. Le Nord de l'Allemagne s'était déclaré à l'unanimité satisfait de la ligne de démarcation qui le protégeait, et le landgrave de Hesse-Cassel conclut même séparément la paix à Bâle au mois d'août, aux termes acceptés par la Prusse. Les États du Sud auraient volontiers suivi cet exemple, s'il avait été en leur pouvoir d'éloigner de chez eux les armées impériales; mais au moins pressaient-ils impatiemment la cour de Vienne d'entamer de sérieuses négociations de paix. Dans le but de les satisfaire, François II, vers la fin d'août, chargea le gouvernement neutre de Copenhague d'annoncer à Paris qu'il était disposé à faire la paix; mais il n'y avait là ni proposition ni projet positif, et le Comité de Salut public relégua cette vague notification parmi les pièces dont il réservait l'examen au futur Directoire. C'était bien là ce que l'on espérait à Vienne. L'Autriche, nous l'avons vu, voulait savoir avant tout si la Russie donnerait à l'empereur toute sécurité contre la Prusse et lui assurerait les acquisitions de territoire qu'il demandait. Dans ce cas, on devait continuer la guerre de France; mais, dans le cas contraire, on était décidé à y mettre fin sans délai. Le 9 juin, Cobentzel annonça de Saint-Pétersbourg que le gouvernement russe était prêt à employer les armes, s'il le fallait, pour éloigner les Prussiens de Cracovie, et à tomber avec toutes ses forces sur Breslau et Kœnigsberg à la première menace que la Prusse se permettrait contre l'Autriche.

Lorsque cette lettre arriva à Vienne, la défense de la Bohême était assurée, les forteresses étaient armées, et le Nord du royaume protégé par un corps de quatre-vingt mille hommes environ. Thugut donna donc au prince de Reuss, son ambassadeur à Berlin, l'autorisation de s'entendre avec l'amdassadeur russe pour la publication du traité de partage du 3 janvier. En attendant, on se mit en mesure de reprendre l'offensive sur le Rhin aussitôt que la Prusse serait soumise. Au lieu de laisser à Clerfayt le commandement général de toutes les troupes autrichiennes et impériales, on forma sur le haut Rhin un commandement séparé que l'on donna au général Wurmser, toujours vif et belliqueux malgré son grand âge. Toutefois les opérations ne devaient commencer que lorsque la question polonaise serait résolue à Berlin.

Le 8 août, les ambassadeurs des deux cours impériales à Berlin demandèrent à avoir une conférence avec le ministère, auquel ils avaient, disaient-ils, à faire une communication officielle. Cette conférence eut lieu le lendemain. Les ambassadeurs firent connaître aux ministres confondus la déclaration des deux cours impériales, du 3 janvier, relativement à la Pologne. Ils refusèrent, du reste, toute explication, et demandèrent au nom de leurs cours que la négociation fût, comme autrefois, continuée à Saint-Pétersbourg. Les ministres, outrés de la duplicité de leurs alliés et ne sachant que résoudre, se hâtèrent d'en référer au roi. Alvensleben, qui ne considérait que l'épuisement de la Prusse et qui était aussi effrayé du danger qui se présentait aujourd'hui à l'Est qu'il l'avait été six mois auparavant de celui qui avait menacé sa patrie du côté de l'Ouest, aurait voulu qu'on cédât sans retard et sans condition aux demandes des cours impériales; mais Haugwitz, bien qu'il fût au fond du même avis, conserva plus de calme et de dignité; il conseilla, au moins pour la forme, de montrer une apparence de résistance. En conséquence, le roi écrivit le 15 août à l'impératrice; il se plaignit de ce que les cours impériales avaient conclu un traité séparé au moment même où une négociation générale était pendante; cependant il déclara qu'il accéderait à ce traité, dans l'intérêt de la paix, si on lui abandonnait la partie occidentale du palatinat de Cracovie qui était nécessaire à la protection de ses frontières de Silésie, ainsi qu'une petite langue de terre entre le Bug et la Vistule, des-

tinée à empêcher que les frontières autrichiennes ne touchassent aux portes mêmes de Varsovie.

Tout, dans la situation de l'Europe, devait porter le gouvernement prussien à la condescendance. Ostermann déclara au comte Tauenzien qu'il fallait en finir avec la question polonaise : « Si vous attaquez l'Autriche, lui dit-il, nous la soutiendrons de tout notre pouvoir; quant à l'empereur, il se séparera de l'Empire allemand, fera la paix avec la France, et tournera ensuite toutes ses forces contre vous. » Peu de temps après, un agent de Hardenberg à Paris réussit à s'emparer d'un mémoire de l'abbé Siéyès, dans lequel était développé le système qui consistait à céder la Bavière en échange du Milanais et de la Belgique; ce mémoire exprimait en même temps un vif mécontentement de ce que la Prusse, au lieu de profiter de la paix de Bâle pour conclure une alliance avec la France, ne l'avait considérée que comme un moyen d'assurer sa neutralité (1). Les paroles d'Ostermann n'étaient donc pas une vaine menace : si l'empereur voulait faire la paix avec la France, le chemin était ouvert devant lui. On apprit encore par Tauenzien que Catherine faisait des armements considérables : un recrutement de dix hommes sur mille était ordonné dans toute l'étendue de son vaste empire; on faisait d'immenses approvisionnements de vivres et de munitions; des troupes étaient rassemblées et exercées sur tous les points. Le vieux Romanzoff, à la tête d'une forte armée, protégeait les frontières du côté du Dniester contre tout mouvement des Turcs; des masses considérables d'infanterie étaient en marche vers la Pologne, et déjà l'on disait qu'en cas de guerre avec la Prusse, Suwarow et Repnin seraient chargés du commandement, avec ordre de pénétrer le plus promptement possible en Silésie et dans la Prusse orientale.

C'est dans ces circonstances menaçantes pour la Prusse qu'eut lieu, le 3 septembre, la première conférence entre Tauenzien, Markoff et Cobentzel. A peine l'envoyé prussien eut-il fait connaître les dernières demandes, si modestes pourtant, de son sou-

(1) Ce que dit Barante, *La Convention*, VI, 438, au sujet des conférences de Rewbel avec Hardenberg, n'est pas confirmé par les dépêches de ce dernier. Hardenberg ne put découvrir ce que Rewbel venait faire à Bâle; celui-ci lui dit seulement que l'attitude irrésolue de la Prusse ne pouvait inspirer nulle confiance à la France.

verain, que Cobentzel se leva sans mot dire et quitta la salle. Les Russes témoignèrent leurs regrets de cet incident; mais ils déclarèrent en même temps qu'ils étaient liés par des engagements, que cette discussion serait la dernière, et qu'il fallait que la Prusse cédât. Tauenzien répondit que, pour prouver combien la Prusse désirait la paix, il outrepasserait ses pouvoirs, renoncerait à la ville de Cracovie, et signerait cette renonciation, sauf toutefois l'approbation ultérieure de son souverain. Markoff promit d'appuyer cette proposition auprès du comte Cobentzel; mais, deux jours plus tard, il fit connaître à Tauenzien que l'Autriche ne voulait pas se départir de la déclaration du 3 janvier. Le 11 enfin, Ostermann écrivit à Berlin qu'il avait décidé l'Autriche à accorder à la Prusse une langue de terre entre le Bug et la Vistule, mais qu'il n'avait rien pu obtenir relativement à Cracovie, et il demanda avec instances l'assentiment de la Prusse. « Il vaut mieux en revenir à nos frontières de 1793, s'écria Alvensleben, protester contre tout partage, attendre l'issue des événements qui fermentent en Pologne, et nous fortifier par une alliance avec la France. » Mais le vieux Finkenstein pensait que rien ne pouvait être plus funeste à la Prusse que cette alliance. Le roi, qui partageait cette opinion, ordonna donc à Tauenzien de se contenter, pour la Silésie, d'une légère rectification des frontières; quant à la garantie réciproque des possessions polonaises, qui était une des conditions du traité de janvier, Tauenzien devait déclarer que la Prusse ne s'y engageait qu'autant que cette garantie n'entraînerait pas la violation de la paix de Bâle.

Dans le même temps, c'est-à-dire le 28 septembre 1795, une triple alliance fut conclue à Saint-Pétersbourg entre la Russie, l'Angleterre et l'Autriche; c'était la reproduction des divers traités existant entre les trois puissances, avec la promesse formelle, de la part de la Russie, de consacrer un corps de troupes à la guerre de France, guerre que l'Autriche s'engageait à continuer avec toutes ses forces. L'alliance était générale; elle ne faisait d'exception en faveur d'aucun des adversaires qui pourraient surgir dans l'avenir contre une des puissances contractantes; nulle limite n'était assignée à sa durée, et elle impliquait le renoncement à toute négociation séparée. Forts d'un tel acte, Markoff et Cobentzel se montrèrent moins que jamais disposés à faire des

concessions à la Prusse. Le 19 octobre, un dernier entretien eut lieu avec Tauenzien. Pour ce qui regardait les frontières de la Silésie, les Russes consentirent enfin à ce qu'une commission mixte fût nommée pour régulariser la ligne en litige; mais, pour ce qui concernait la garantie des possessions polonaises, Tauenzien dut se contenter de l'assurance verbale qu'elle ne compromettrait en rien la paix conclue avec la France. Il se décida enfin à signer, mais bien à regret, car il savait que Frédéric-Guillaume, tout en ratifiant la négociation, accablerait le malheureux négociateur de sa disgrâce. Ainsi fut résolue cette question polonaise qui avait si profondément divisé l'Allemagne, et ouvert à la France une longue et victorieuse carrière.

Pendant toutes ces négociations, la campagne d'automne avait commencé, sur les Alpes comme sur le Rhin.

Nous avons vu plus haut que les Autrichiens et les troupes impériales, qui formaient un peu plus de cent quatre-vingt mille hommes, étaient divisés en deux armées; l'une de ces armées, commandée par le général Clerfayt, occupait la rive droite du Rhin depuis Dusseldorf jusqu'à Philippsbourg; l'autre, sous les ordres du général Wurmser, s'étendait de Philippsbourg à Bâle. Le 7 septembre, trois divisions de Jourdan passèrent le Rhin à quelques lieues au-dessous de Dusseldorf, et repoussèrent jusqu'à la Sieg les détachements autrichiens qui formaient l'aile droite de la position; aussitôt le ministre palatin Hompesch abandonna honteusement Dusseldorf, tandis qu'un peu plus loin le centre des Français gagnait également la rive droite près de Cologne, et forçait les Autrichiens à se retirer derrière la Lahn; enfin les dernières divisions françaises passèrent le fleuve à leur tour près de Neuwied. Jourdan alors, fort de plus de soixante-dix mille hommes, attaqua si vivement la nouvelle position que les Autrichiens venaient de prendre derrière la Lahn, près de Dietz, que Clerfayt se retira précipitamment vers le Mein avec toutes ses colonnes. Il accéléra d'autant plus sa marche, que Pichegru venait aussi de passer le Rhin près de Mannheim avec trois divisions, et que le ministre Oberndorf, sur l'ordre secret de son faible gouvernement (1), avait livré cette dernière place à

(1) On nia plus tard que cet ordre eût été donné, mais le fait n'est que trop vrai. Oberndorf devait, par sa capitulation, obtenir que le pays fût traité humainement.

l'ennemi avec la même facilité que son collègue avait livré Dusseldorf quinze jours auparavant. Les Autrichiens avaient à trois lieues de là, à Heidelberg, leurs principaux magasins et leurs dépôts les plus importants, lesquels, après la chute de Mannheim, ne se trouvèrent plus gardés que par un faible détachement de neuf bataillons, sous les ordres du général Quasdanovich. Que Pichegru attaquât immédiatement ce point, et toute communication par le Rheinthal était coupée entre l'armée de Wurmser, placée près de Fribourg, et les troupes de Clerfayt qui se trouvaient derrière le Mein. Pour prévenir ce malheur, Clerfayt repassa le Mein en toute hâte, prit position près d'Arheiligen, de Babenhausen et d'Aschaffenbourg, et envoya au plus vite quelques renforts à Heidelberg. Grâce à ce secours, le général Quasdanovich réussit le 29, après un brillant combat, à repousser des environs de Heidelberg deux divisions françaises commandées par le général Dufour, ce qui permit à Wurmser de s'avancer pour soutenir ce point.

Cependant les avantages remportés par les Français dans ces premières semaines étaient considérables. Ils avaient pris possession de deux places fortes de la rive droite du Rhin, et occupaient tout le pays compris entre le Rhin, le Mein et la ligne de démarcation établie avec la Prusse. L'allégresse régnait à Paris. Le 24 septembre, le Comité de Salut public envoya à Jourdan et à Pichegru un plan d'opérations en vertu duquel les deux armées autrichiennes, cernées entre le Rhin, le Mein et le Neckar, devaient être complétement écrasées. Le même jour, le Comité, afin de faire connaître à l'Europe entière le système politique de la république, demanda à la Convention d'incorporer la Belgique et Liége à la France, conformément aux vœux de leurs habitants. A cette époque, la Convention, par son désaccord avec les sections de Paris, se plaçait de jour en jour dans une plus grande dépendance de la gauche. Vainement le parti modéré s'appliqua-t-il à représenter, par l'organe de Lanjuinais, de Lesage et d'Harmand, que cet agrandissement entraînerait la France dans une guerre interminable contre l'Europe entière : après une longue discussion, dans laquelle la gauche flétrit toute parole de paix du nom de trahison envers la patrie, l'incorporation fut prononcée le 1er octobre, au moment où chacun s'armait

pour le 13 vendémiaire. Par suite du même système, Boissy d'Anglas et Siéyès avaient, quelques jours auparavant, envoyé à Bâle un certain Theremin, ancien employé prussien, actuellement au service de la France, avec mission de se rendre auprès du baron Degelmann, diplomate autrichien, et d'informer Thugut, par l'entremise de ce dernier, que la république était prête à abandonner la Bavière à l'empereur si celui-ci consentait à céder à la France la Belgique et la rive droite du Rhin (1). Siéyès pensait, sans doute, faire par là une grande concession à la politique des modérés.

Cette fois, le châtiment suivit de près la faute. Lorsque Wurmser se fut rapproché de Heidelberg, Clerfayt se tourna de nouveau contre Jourdan, qui s'était établi sur le Mein, depuis l'embouchure de cette rivière près de Castel, jusqu'à la Nidda. Clerfayt résolut d'attaquer cette ligne par son flanc gauche; dans ce but, il fit passer le Mein à plusieurs de ses détachements, près d'Aschaffenbourg et d'Offenbach, afin de menacer d'abord de ce côté l'extrême gauche des Français, puis de les inquiéter ensuite par derrière en pénétrant dans le Taunus. Jourdan se vit par là dans une situation tellement critique, qu'après avoir échoué dans une attaque qu'il tenta contre les impériaux, il se retira sur trois colonnes du côté de la Lahn. Les Autrichiens ne le poursuivirent qu'avec de faibles avant-gardes; néanmoins, ses troupes éprouvèrent des pertes considérables et regagnèrent la rive gauche du Rhin dans le plus piteux état. Ces troupes, affamées et couvertes de lambeaux lorsque s'ouvrit la campagne, ne s'étaient pas plus tôt trouvées sur la rive droite du Rhin, qu'elles s'étaient précipitées avec une fureur avide sur ce malheureux pays, y avaient donné libre cours à toutes leurs passions, avaient exaspéré les habitants par leurs méfaits et leurs violences et avaient perdu ce qui leur restait de discipline et de force. Les régiments cependant restèrent unis tant que la victoire leur sourit; mais au premier revers, au premier pas fait en arrière, tout se débanda; des compagnies entières quittèrent leur corps pour s'enfuir plus vite, mettant tout à feu et à sang sur leur passage. Cette fois, la patience du peuple était à bout; partout, dans le Taunus comme

(1) Rapport de Theremin, aux archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

dans le Westerwald, les paysans se soulevèrent et s'armèrent de faux et de haches pour tirer vengeance des maux qu'ils avaient soufferts. Un grand nombre de maraudenrs français furent ainsi massacrés ou conduits comme prisonniers aux détachements ennemis. Pour la fin d'octobre, les Autrichiens étaient redevenus maîtres de toute la rive du Rhin jusqu'à la Sieg.

Cependant Clerfayt s'était arrêté, et, convaincu que Jourdan ne le menacerait d'aucun danger pour quelque temps, il s'était subitement tourné, avec ses forces principales, contre un autre adversaire. Lorsque Pichegru eut occupé Mannheim avec trois de ses divisions, le reste de l'armée du Rhin s'était partagé en deux masses à peu près égales : quatre divisions avaient pris position entre Strasbourg et Huningue, et quatre autres avaient été envoyées pour cerner et observer Mayence. Dans le but de bloquer complétement cette place sur la rive gauche du Rhin, les Français l'avaient entourée d'un vaste demi-cercle de retranchements dont les redoutes étaient occupées par plus de cent cinquante pièces d'artillerie et par trente et un mille hommes. Clerfayt résolut de renforcer d'abord la garnison au moyen de quelques-uns de ses détachements, puis de rompre, par une sortie vigoureuse, la chaîne des ouvrages ennemis. Cette audacieuse entreprise, énergiquement conduite, fut couronnée d'un plein succès. Le 28 octobre, les colonnes autrichiennes pénétrèrent dans la ville par le pont qui reliait celle-ci à la rive droite, sans que les Français soupçonnassent même leur approche; le lendemain de grand matin, favorisés par un violent vent d'Ouest qui dérobait à l'ennemi le bruit de leur marche nocturne, ils effectuèrent leur sortie. Après avoir, par une fausse attaque, attiré l'attention sur l'aile gauche des lignes françaises, ils dirigèrent tout à coup tous leurs efforts vers l'extrême droite, et réussirent à s'emparer pied à pied de toutes les positions. Pour midi tout était fini; cent trente-huit canons et dix-sept cents prisonniers étaient en leur pouvoir; l'ennemi était complétement dispersé et ses divisions fuyaient de tous côtés. Ce ne fut que lorsque Pichegru en personne accourut du haut Rhin avec des renforts considérables, que les Français reprirent position derrière la Pfriem, où ils formèrent une ligne qui s'étendait de Worms et de Pfeddersheim jusqu'au Donnersberg.

Tandis que Clerfayt, par ces coups vigoureux, relevait l'honneur des armes allemandes et rendait force et courage à l'Empire, Wurmser n'était pas resté inactif. Le 17 et le 18 octobre, il avait attaqué les troupes françaises près de Mannheim et les avait repoussées jusque dans cette ville. Par là, toute la rive méridionale du Neckar avait été purgée d'ennemis. Le 29, le jour même où Clerfayt s'emparait des retranchements élevés devant Mayence, Wurmser s'était également rendu maître du Galgenberg, sur la rive droite du Neckar, où se trouvait la dernière des positions que les Français possédassent encore devant Mannheim. Cependant, pour commencer le siége de cette ville il fallait pouvoir la cerner complétement du côté de la rive droite, et, pour cela, il fallait forcer Pichegru à abandonner la position qu'il occupait sur la Pfriem. Le 10 novembre donc, Clerfayt, renforcé de dix-neuf bataillons de l'armée de Wurmser, marcha vers cette rivière. Bien que, contrairement à ses habitudes, il montrât ici quelque crainte et quelque hésitation, il remporta une victoire complète; après une lutte de quatre heures, il força les Français à se retirer derrière la Queich et les murs de Landau. La garnison de Mannheim se trouva par là tout à fait isolée; Wurmser commença le bombardement de tous les côtés à la fois, et, le 22 novembre, la place fut forcée de capituler. Vainement Jourdan tenta-t-il deux fois de pénétrer dans le Palatinat par le Hundsruck et Kreuznach, avec ses régiments désorganisés; il fut repoussé chaque fois, sur l'ordre de Clerfayt, par le général Wartensleben. Après la chute de Mannheim enfin, comme Wurmser n'avait plus besoin de secours pour tenir l'armée du Rhin en échec, Clerfayt put diriger toutes ses forces contre lui, et il se vit forcé d'abandonner même le Hundsruck, qui resta, comme la plus grande partie du Palatinat, au pouvoir des Allemands. La double attaque par laquelle la Convention avait prétendu prouver en Allemagne sa supériorité militaire avait donc totalement échoué; aussi le cabinet de Vienne répondit-il poliment, mais froidement à Theremin que le gouvernement impérial ne consdérait pas les circonstances comme favorables à l'examen de ses propositions (1).

En Italie, le Comité de Salut public avait ordonné, le 31 août,

(1) Archives du ministère des affaires étrangères, à Paris.

la séparation de l'armée d'Italie proprement dite et de l'armée des Alpes; celle-ci, sous les ordres du général Kellermann, avait été envoyée en Savoie, et la première, confiée au général Scherer, l'ancien chef de l'armée des Pyrénées, dut occuper la Rivièra de Gênes. Au commencement de septembre, les premiers renforts arrivèrent d'Espagne; mais, ici encore, tout manquait, argent, vêtements, vivres et munitions. D'un autre côté, l'agitation qui régnait dans les départements du Sud de la France exigeait qu'on y laissât de forts détachements; de plus, si Schérer était animé du plus ardent patriotisme républicain, il était tout à fait dépourvu de talents militaires. Le Comité décida l'envoi en Italie de dix mille hommes de l'armée du Rhin, mais ce renfort n'arriva à Gênes qu'au mois de novembre; et ce ne fut qu'alors que Schérer, fort de cinquante mille hommes, se décida à commencer les opérations. Les Austro-Sardes, commandés par le comte Wallis et le général Colli, occupaient les hauteurs des Apennins, où ils restaient aussi immobiles que leurs ennemis; absolument dépourvus de matériel de campement, exposés à une température très-variable et qui finit par devenir rigoureuse, ils souffraient physiquement et moralement, et étaient profondément fatigués de cette guerre sans résultat. Le 23 novembre enfin, les Français les attaquèrent sur tous les points. Les Piémontais, qui formaient la gauche de l'armée alliée, résistèrent victorieusement à Serrurier; mais Masséna repoussa de Bardinetto les Autrichiens qui occupaient le centre, et Augereau, près de Loano, réussit à battre complétement la droite, composée également d'Autrichiens. Le 24 enfin, Wallis, qui avait perdu plus de quatre mille hommes, abandonna les hauteurs et prit position à Acqui, Dégo et Millesimo, sur le versant septentrional des montagnes. Les Français se trouvaient maîtres de la Rivièra du Levant et des passages qui conduisaient en Piémont; ils étaient par là en position d'ouvrir la campagne suivante par une grande attaque sur la haute Italie, conformément aux plans de Bonaparte.

Nous avons suivi toutes les phases de la guerre que la Convention léguait au nouveau gouvernement constitutionnel, et nous savons ce que cette guerre avait produit jusque-là. Aux frontières d'Allemagne, loin d'avoir fait un pas depuis l'année précé-

dente, on avait, au contraire, perdu une considérable étendue de territoire sur le haut Rhin; en Italie, on allait enfin, grâce à la victoire de Loano, pouvoir commencer la lutte décisive. Néanmoins le caractère et l'issue de la guerre ne pouvaient plus faire l'objet d'un doute. Après la défaite du parti modéré en France et l'abaissement de la Prusse en Allemagne, il était facile de comprendre qu'une transformation au profit des idées militaires et révolutionnaires se préparait pour l'Europe. Les gouvernements de Paris, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, quoique bien différents de forme et d'origine, y marchaient également. Déjà il n'était plus question entre la France et l'Autriche de vieux droits ou de principes révolutionnaires; les luttes de 1796 eurent uniquement pour objet de décider si l'Autriche obtiendrait quelques lieues de plus ou de moins au Nord ou au Sud des Alpes. L'empereur d'Allemagne reconnaissait comme le Directoire de la république française que la constitution de l'Empire romain devait être renversée, soit par l'incorporation de la Bavière à l'Autriche, soit par l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France, soit même par ces deux événements réunis. Du côté de la Russie, la durée d'existence que le ciel accorderait à l'impératrice Catherine semblait seule devoir décider si la tourmente s'étendrait jusqu'aux provinces turques, si toute la partie de l'Europe située à l'Est de la Vistule appartiendrait aux Russes comme tous les pays de l'Ouest du Rhin aux Français, et si, peut-être, l'anéantissement complet de la Prusse ne ferait pas du reste de l'Allemagne une province de la maison de Lorraine. Telle était la situation, tel s'offrait l'avenir à la fin de l'année 1795; nul ne pressentait encore quelle force devait, quelques mois plus tard, s'emparer de la direction des événements, bouleverser toutes les prévisions, et hâter le développement de la révolution militaire.

FIN DU TROISIÈME VOLUME

tière, on avait, au contraire, perdu une considérable étendue de territoire sur le haut Rhin et en Italie, on allait enfin, grâce à la mort de Hoche, pouvoir continuer la lutte [illegible] moins le caractère et l'issue de la guerre ne pouvaient plus être l'objet d'un doute. Après la défaite du parti modéré en France et l'abaissement de la Prusse en Allemagne, il était facile de comprendre qu'une transformation au profit des idées militaires et révolutionnaires se préparait pour l'Europe. Les gouvernements de Paris, de Vienne et de Saint-Pétersbourg, quoique bien différents de forme et d'origine, y marchaient également. Déjà il n'était plus question entre la France et l'Autriche de vieux droits ou de principes révolutionnaires; les luttes de 1796 eurent uniquement pour objet de décider si l'Autriche obtiendrait quelques lieues de plus ou de moins au Nord ou au Sud des Alpes. L'empereur d'Allemagne reconnaissait comme le Directoire de la république française que la constitution de l'Empire romain devait être renversée, soit par l'incorporation de la Bavière à l'Autriche, soit par l'annexion de la rive gauche du Rhin à la France, soit même par ces deux événements réunis. Du côté de la Russie, la durée d'existence que le ciel accorderait à l'impératrice Catherine semblait seule devoir décider si la tourmente s'étendrait jusqu'aux provinces turques, si toute la partie de l'Europe située à l'Est de la Vistule appartiendrait aux Russes, comme tous les pays de l'Ouest du Rhin aux Français, et si, peut-être, l'anéantissement complet de la Prusse ne ferait pas du reste de l'Allemagne une province de la maison de Lorraine. Telle était la situation, tel s'offrait l'avenir à la fin de l'année 1795, même en présentant encore quelle force devait, après une mort plus tard, s'emparer de la direction des événements, bouleverser toutes les prévisions, et hâter le développement de la révolution militaire.

FIN DU TROISIÈME VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TROISIÈME VOLUME

LIVRE IX.

VICTOIRES DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CHAPITRE PREMIER. — ARMEMENTS DE LA FRANCE.

CHAPITRE II. — PLANS DE LA RUSSIE CONTRE LA TURQUIE.

CHAPITRE III. — INSURRECTION DE LA POLOGNE.

CHAPITRE IV. — LUTTES EN BELGIQUE.

CHAPITRE V. — ÉVACUATION DE LA BELGIQUE.

CHAPITRE VI. — CHUTE DE ROBESPIERRE.

LIVRE X.

TROISIÈME PARTAGE DE LA POLOGNE.

CHAPITRE PREMIER. — Prise de Cracovie.

CHAPITRE II. — Prise de Varsovie.

CHAPITRE III. — Traité de partage austro-russe.

LIVRE XI.

PAIX DE BALE.

CHAPITRE PREMIER. — Chute des Jacobins.

CHAPITRE II. — Restauration des Girondins.

CHAPITRE III. — Paix de Bale.

LIVRE XII.

FIN DE LA CONVENTION NATIONALE.

CHAPITRE PREMIER. — Les Constitutionnels.

CHAPITRE II. — Politique extérieure.

CHAPITRE III. — Les Royalistes.

CHAPITRE IV. — Fin de la Convention.

FIN DE LA TABLE DU TROISIÈME VOLUME.

Coulommiers. — Typ. Paul BRODARD.

FÉLIX ALCAN, Éditeur
LIBRAIRIES FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

PHILOSOPHIE — HISTOIRE

CATALOGUE
DES
Livres de Fonds

On peut se procurer tous les ouvrages
qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires
de France et de l'Étranger.
On peut également les recevoir franco *par la poste,*
sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande
des TIMBRES-POSTE FRANÇAIS *ou un* MANDAT *sur Paris.*

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108
PARIS, 6e

DÉCEMBRE 1907

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des élèves et des professeurs et pour les distributions de prix des lycées et collèges.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

La *psychologie,* avec ses auxiliaires indispensables, l'*anatomie* et la *physiologie du système nerveux*, la *pathologie mentale*, la *psychologie des races inférieures et des animaux*, les *recherches expérimentales des laboratoires;* — la *logique;* — les *théories générales fondées sur les découvertes scientifiques ;* — l'*esthétique;* — les *hypothèses métaphysiques ;* — la *criminologie* et la *sociologie ;* — l'*histoire des principales théories philosophiques ;* tels sont les principaux sujets traités dans cette Bibliothèque. — Un catalogue spécial à cette collection, par ordre de matières, sera envoyé sur demande.

VOLUMES IN-16, BROCHÉS, A 2 FR. 50

Ouvrages parus en 1907 :

BOS (C.), docteur en philosophie. **Pessimisme, Féminisme, Moralisme.**
BOUGLÉ (C.), professeur à l'Université de Toulouse. **Qu'est-ce que la Sociologie ?**
COIGNET (C.). **L'évolution du protestantisme français au XIX siècle.**
CRESSON (A.), professeur au lycée de Lyon. **Les bases de la philosophie naturaliste.**
LACHELIER (J.), de l'Institut. **Etudes sur le syllogisme,** suivies de l'observation de Platner et d'une note sur le « Philèbe ».
LODGE (Sir Oliver). **La Vie et la Matière,** trad. de l'anglais par J. Maxwell.
PROAL (Louis), conseiller à la Cour d'appel de Paris. **L'éducation et le suicide des enfants.** Etude psychologique et sociologique.
RAGEOT (G.). **Les savants et la philosophie.**
REY (A.), agrégé de philosophie, docteur ès lettres. **L'énergétique et le mécanisme** au point de vue des conditions de la connaissance.
ROEHRICH (E.). **L'attention spontanée et volontaire.** Son fonctionnement, ses lois, son emploi dans la vie pratique. (Récompensé par l'Institut.)
ROGUES DE FURSAC (J.). **Un mouvement mystique contemporain.** Le réveil religieux au Pays de Galles (1904-1905).
SCHOPENHAUER. **Philosophie et philosophes,** trad. Dietrich.
SOLLIER (Dr P.). **Essai critique et théorique sur l'association en psychologie.**

Précédemment publiés :

ALAUX (V.). **La philosophie de Victor Cousin.**
ALLIER (R.). ***La Philosophie d'Ernest Renan.** 2e édit. 1903.
ARRÉAT (L.). ***La Morale dans le drame, l'épopée et le roman.** 3e édition.
— ***Mémoire et imagination** (Peintres, Musiciens, Poètes, Orateurs). 2e édit.
— **Les Croyances de demain.** 1898.
— **Dix ans de philosophie.** 1900.
— **Le Sentiment religieux en France.** 1903.
— **Art et Psychologie individuelle.** 1906.
BALLET (G.). **Le Langage intérieur** et les diverses formes de l'aphasie. 2e édit.
BAYET (A.). **La morale scientifique.** 2e édit. 1906.
BEAUSSIRE, de l'Institut. ***Antécédents de l'hégél. dans la philos. française.**
BERGSON (H.), de l'Institut, professeur au Collège de France. ***Le Rire.** Essai sur la signification du comique. 5e édition. 1908.
BERTAULD. **De la Philosophie sociale.**
BINET (A.), directeur du lab. de psych. physiol. de la Sorbonne. **La Psychologie du raisonnement,** expériences par l'hypnotisme. 4e édit. 1907.
BLONDEL. **Les Approximations de la vérité.** 1900.
BOS (C.), docteur en philosophie. ***Psychologie de la croyance.** 2e édit. 1905.
BOUCHER (M.). **L'hyperespace, le temps, la matière et l'énergie.** 2e édit. 1905.
BOUGLÉ, prof. à l'Univ. de Toulouse. **Les Sciences sociales en Allemagne.** 2e éd. 1902.
BOURDEAU (J.). **Les Maîtres de la pensée contemporaine.** 5e édit. 1906.
— **Socialistes et sociologues.** 2e éd. 1907.
BOUTROUX, de l'Institut. ***De la contingence des lois de la nature.** 6e éd. 1908.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

BRUNSCHVICG, professeur au lycée Henri IV, docteur ès lettres. ***Introduction à la vie de l'esprit.** 2° édit. 1906.
— * **L'Idéalisme contemporain.** 1905.
COSTE (Ad.). **Dieu et l'âme.** 2° édit. précédée d'une préface par R. Worms. 1903.
CRESSON (A.). docteur ès lettres. **La Morale de Kant.** 2° édit. (Cour. par l'Institut.)
— **Le Malaise de la pensée philosophique.** 1905.
DANVILLE (Gaston). **Psychologie de l'amonr.** 4° édit. 1907.
DAURIAC (L.). **La Psychologie dans l'Opéra français** (Auber, Rossini, Meyerbeer).
DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. ***L'organisation de la conscience morale.** *Esquisse d'un art moral positif.* 1906.
DUGAS, docteur ès lettres. ***Le Psittacisme et la pensée symbolique.** 1896.
— **La Timidité.** 4° édit. augmentée 1907.
— **Psychologie du rire.** 1902.
— **L'absolu.** 1904.
DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. ***Le Sourire,** avec 19 figures. 1906.
DUNAN, docteur ès lettres. **La théorie psychologique de l'Espace.**
DUPRAT (G.-L.), docteur ès lettres. **Les Causes sociales de la Folie.** 1900.
— **Le Mensonge.** *Etude psychologique.* 1903.
DURAND (de Gros). ***Questions de philosophie morale et sociale.** 1902.
DURKHEIM (Émile), professeur à la Sorbonne. * **Les règles de la méthode sociologique.** 4° édit. 1907.
D'EICHTHAL (Eug.) (de l'Institut). **Les Problèmes sociaux et le Socialisme.** 1899.
ENCAUSSE (Papus). **L'occultisme et le spiritualisme.** 2° édit. 1903.
ESPINAS (A.), de l'Institut. * **La Philosophie expérimentale en Italie.**
FAIVRE (E.). **De la Variabilité des espèces.**
FÉRÉ (Ch.). **Sensation et Mouvement.** Étude de psycho-mécanique, avec fig. 2° éd.
— **Dégénérescence et Criminalité,** avec figures. 4° édit. 1907.
FERRI (E.). ***Les Criminels dans l'Art et la Littérature.** 3° édit. 1908.
FIERENS-GEVAERT. **Essai sur l'Art contemporain.** 2° éd. 1903. (Cour. par l'Ac. fr.).
— **La Tristesse contemporaine,** essai sur les grands courants moraux et intellectuels du XIX° siècle. 4° édit. 1904. (Couronné par l'Institut.)
— * **Psychologie d'une ville.** *Essai sur Bruges.* 2° édit. 1902.
— **Nouveaux essais sur l'Art contemporain.** 1903.
FLEURY (Maurice de). **L'Ame du criminel.** 2° édit. 1907.
FONSEGRIVE, professeur au lycée Buffon. **La Causalité efficiente.** 1893.
FOUILLÉE (A.), de l'Institut. **La propriété sociale et la démocratie.**
FOURNIÈRE (E.). **Essai sur l'individualisme.** 1901.
FRANCK (Ad.), de l'Institut. * **Philosophie du droit pénal.** 5° édit.
GAUCKLER. **Le Beau et son histoire.**
GELEY (Dr G.). **L'être subconscient.** 2° édit. 1905.
GOBLOT (E.), professeur à l'Université de Lyon. **Justice et liberté.** 2° éd. 1907.
GODFERNAUX (G.), docteur ès lettres. **Le Sentiment et la Pensée,** 2° éd. 1906.
GRASSET (J.), professeur à la Faculté de médecine de Montpellier. **Les limites de la biologie.** 5° édit. 1907. Préface de Paul BOURGET.
GREEF (de). **Les Lois sociologiques.** 3° édit.
GUYAU. * **La Genèse de l'idée de temps.** 2° édit.
HARTMANN (E. de). **La Religion de l'avenir.** 5° édit.
— **Le Darwinisme,** ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine. 6° édit.
HERBERT SPENCER. * **Classification des sciences.** 6° édit
— **L'Individu contre l'État.** 5° édit.
HERCKENRATH. (C.-R.-C.) **Problèmes d'Esthétique et de Morale.** 1897.
JAELL (Mme). **L'intelligence et le rythme dans les mouvements artistiques.**
JAMES (W.). **La théorie de l'émotion,** préf. de G. DUMAS. 2° édition. 1906.
JANET (Paul), de l'Institut. * **La Philosophie de Lamennais.**
JANKELEWITCH (Dr). * Nature et Société. *Essai d'une application du point de vue finaliste aux phénomènes sociaux.* 1906.
LACHELIER (J.), de l'Institut. **Du fondement de l'induction,** suivi de **psychologie et métaphysique.** 5° édit. 1907.
LAISANT (C.). **L'Éducation fondée sur la science.** Préface de A. NAQUET. 2° éd. **1905.**

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16, à 2 fr. 50 le vol.

LAMPÉRIÈRE (Mme A.). * **Rôle social de la femme**, son éducation. 1898.
LANDRY (A.), agrégé de philos., docteur ès lettres. **La responsabilité pénale.** 1902.
LANGE, professeur à l'Université de Copenhague. * **Les Émotions**, étude psycho-physiologique, traduit par G. Dumas. 2e édit. 1902.
LAPIE, professeur à l'Université de Bordeaux. **La Justice par l'État.** 1899.
LAUGEL (Auguste). **L'Optique et les Arts.**
LE BON (Dr Gustave). * **Lois psychologiques de l'évolution des peuples.** 7e édit.
— * **Psychologie des foules.** 13e édit.
LÉCHALAS. * **Etude sur l'espace et le temps.** 1895.
LE DANTEC, chargé du cours d'Embryologie générale à la Sorbonne. **Le Déterminisme biologique et la Personnalité consciente.** 3e édit. 1908.
— * **L'Individualité et l'Erreur individualiste.** 2e édit. 1905.
— * **Lamarckiens et Darwiniens**, 3e édit. 1908.
LEFÈVRE (G.), prof. à l'Univ. de Lille. **Obligation morale et idéalisme.** 1895
LIARD, de l'Inst., vice-rect. de l'Acad. de Paris.* **Les Logiciens anglais contemp.** 5e éd
— **Des définitions géométriques et des définitions empiriques.** 3e édit.
LICHTENBERGER (Henri), maître de conférences à la Sorbonne. * **La philosophie de Nietzsche.** 9e édit. 1906.
— * **Friedrich Nietzsche. Aphorismes et fragments choisis.** 3e édit. 1905.
LOMBROSO. **L'Anthropologie criminelle** et ses récents progrès. 4e édit. 1901.
LUBBOCK (Sir John). * **Le Bonheur de vivre.** 2 volumes 10e édit. 1907.
— * **L'Emploi de la vie.** 7e éd. 1908
LYON (Georges), recteur de l'Académie de Lille. * **La Philosophie de Hobbes.**
MARGUERY (E.). **L'Œuvre d'art et l'évolution.** 2e édit. 1905
MAUXION, professeur à l'Université de Poitiers. * **L'éducation par l'instruction** *et les Théories pédagogiques de Herbart*. 1900.
— * **Essai sur les éléments et l'évolution de la moralité.** 1904.
MILHAUD (G.), professeur à l'Université de Montpellier. * **Le Rationnel.** 1898.
— * **Essai sur les conditions et les limites de la Certitude logique.** 2e édit. 1898.
MOSSO * **La Peur.** Étude psycho-physiologique (avec figures). 3e édit.
— * **La Fatigue intellectuelle et physique**, trad. Langlois. 5e édit.
MURISIER (E.), professeur à la Faculté des lettres de Neuchâtel (Suisse). * **Les Maladies du sentiment religieux.** 2e édit. 1903.
NAVILLE (E.), prof. à la Faculté des lettres et sciences sociales de l'Université de Genève. **Nouvelle classification des sciences.** 2e édit. 1901.
NORDAU (Max). * **Paradoxes psychologiques**, trad. Dietrich. 6e édit. 1907
— **Paradoxes sociologiques**, trad. Dietrich. 5e édit. 1907.
— * **Psycho-physiologie du Génie et du Talent**, trad. Dietrich. 4e édit. 1906.
NOVICOW (J.). **L'Avenir de la Race blanche.** 2e édit. 1903.
OSSIP-LOURIÉ, lauréat de l'Institut. **Pensées de Tolstoï.** 2e édit. 1902.
— * **Nouvelles Pensées de Tolstoï.** 1903.
— * **La Philosophie de Tolstoï.** 2e édit. 1903.
— * **La Philosophie sociale dans le théâtre d'Ibsen.** 1900.
— **Le Bonheur et l'Intelligence.** 1904.
PALANTE (G.), agrégé de l'Université. **Précis de sociologie.** 2e édit. 1903.
PAULHAN (Fr.). **Les Phénomènes affectifs et les lois de leur apparition** 2e éd. 1901.
— * **Joseph de Maistre et sa philosophie.** 1893.
— * **Psychologie de l'invention.** 1900.
— * **Analystes et esprits synthétiques.** 1903.
— * **La fonction de la mémoire et le souvenir affectif.** 1904.
PHILIPPE (J.). * **L'Image mentale**, avec fig. 1903.
PHILIPPE (J.) et PAUL-BONCOUR (J.). **Les anomalies mentales chez les écoliers.** (*Ouvrage couronné par l'Institut*). 2e éd. 1907.
PILLON (F.). * **La Philosophie de Ch. Secrétan.** 1898.
PIOGER (Dr Julien). **Le Monde physique**, essai de conception expérimentale. 1893.
QUEYRAT, prof. de l'Univ. * **L'Imagination et ses variétés chez l'enfant.** 2e édit.
— * **L'Abstraction**, son rôle dans l'éducation intellectuelle. 2e édit. revue. 1907.
— * **Les Caractères et l'éducation morale.** 2e éd. 1901.
— * **La logique chez l'enfant et sa culture.** 3e édit. revue. 1907.
— * **Les jeux des enfants.** 1905.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-16 à 2 fr. 50 le vol.

REGNAUD (P.), professeur à l'Université de Lyon. **Logique évolutionniste.** *L'Entendement dans ses rapports avec le langage.* 1897.
— **Comment naissent les mythes.** 1897.
RENARD (Georges), professeur au Collège de France. **Le régime socialiste,** *son organisation politique et économique.* 6e édit. 1907.
RÉVILLE (A.), professeur au Collège de France. **Histoire du dogme de la Divinité de Jésus-Christ.** 4e édit. 1907.
RIBOT (Th.), de l'Institut, professeur honoraire au Collège de France, directeur de la *Revue philosophique.* **La Philosophie de Schopenhauer.** 10e édition.
— * **Les Maladies de la mémoire.** 20e édit.
— * **Les Maladies de la volonté.** 21e édit.
— * **Les Maladies de la personnalité.** 13e édit.
— * **La Psychologie de l'attention.** 10e édit.
RICHARD (G.), prof. à l'Univ. de Bordeaux. * **Socialisme et Science sociale.** 2e édit.
RICHET (Ch.), prof. à l'Univ. de Paris. **Essai de psychologie générale.** 7e édit. 1907.
ROBERTY (E. de). **L'Inconnaissable, sa métaphysique, sa psychologie.**
— **L'Agnosticisme.** Essai sur quelques théories pessim. de la connaissance. 2 édit.
— **La Recherche de l'Unité.** 1893.
— * **Le Bien et le Mal.** 1896.
— **Le Psychisme social.** 1897.
— **Les Fondements de l'Ethique.** 1898.
— **Constitution de l'Éthique.** 1901.
— **Frédéric Nietzsche.** 3e édit. 1903.
ROISEL. **De la Substance.**
— **L'Idée spiritualiste.** 2e éd. 1901.
ROUSSEL-DESPIERRES. **L'Idéal esthétique.** *Philosophie de la beauté.* 1904.
SCHOPENHAUER. * **Le Fondement de la morale,** trad. par M. A. Burdeau. 7e édit.
— * **Le Libre arbitre,** trad. par M. Salomon Reinach, de l'Institut. 10 éd.
— **Pensées et Fragments,** avec intr. par M. J. Bourdeau. 21e édit.
— * **Écrivains et style.** Traduct. Dietrich. 1905.
— * **Sur la Religion.** Traduct. Dietrich. 1906.
SOLLIER (Dr P.). **Les Phénomènes d'autoscopie,** avec fig. 1903.
SOURIAU (P.), prof. à l'Université de Nancy. **La Rêverie esthétique.** *Essai sur la psychologie du poète.* 1906.
STUART MILL. * **Auguste Comte et la Philosophie positive.** 8e édit. 1907.
— * **L'Utilitarisme.** 5e édit. revue. 1908.
— **Correspondance inédite avec Gust. d'Eichthal (1828-1842)—(1864-1871).** 1898. Avant-propos et trad. par Eug. d'Eichthal.
— **La Liberté,** avant-propos, introduction et traduc. par DUPONT-WHITE. 3e édit.
SULLY PRUDHOMME, de l'Académie française. * **Psychologie du libre arbitre** suivi de *Définitions fondamentales des idées les plus générales et des idées les plus abstraites.* 1907.
— et Ch. RICHET. **Le problème des causes finales.** 4e édit. 1907.
SWIFT. **L'Éternel conflit.** 1901.
TANON (L.). * **L'Évolution du droit et la Conscience sociale.** 2e édit. 1905.
TARDE, de l'Institut. **La Criminalité comparée.** 6e édit. 1907.
— * **Les Transformations du Droit.** 5e édit. 1906.
— * **Les Lois sociales.** 5e édit. 1907.
THAMIN (R.), recteur de l'Acad. de Bordeaux. * **Éducation et Positivisme** 2e édit.
THOMAS (P. Félix). * **La suggestion, son rôle dans l'éducation.** 4e édit. 1907.
— * **Morale et éducation,** 2e édit. 1905.
TISSIÉ. * **Les Rêves,** avec préface du professeur Azam. 2e éd. 1898.
WUNDT. **Hypnotisme et Suggestion.** Étude critique, traduit par M. Keller 3e édit. 1905.
ZELLER. **Christian Baur et l'École de Tubingue,** traduit par M. Ritter.
ZIEGLER. **La Question sociale est une Question morale,** trad. Palante. 3e édit.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

VOLUMES IN-8, BROCHÉS

à 3 fr. 75, 5 fr., 7 fr. 50, 10 fr., 12 fr. 50 et 15 fr.

Ouvrages parus en 1907.

BARDOUX (J.). **Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine.** *Les crises politiques. Protectionnisme et Radicalisme.* 5 fr.

BAZAILLAS (A.), professeur au lycée Condorcet. **Musique et inconscience.** *Introduction à la psychologie de l'inconscient.* 5 fr.

BELOT (G.), agrégé de philosophie. **Etudes de morale positive.** (*Récompensé par l'Institut.*) 7 fr. 50

BERGSON (H.), de l'Institut. **L'Evolution créatrice.** 3e édit. 7 fr. 50

DURKHEIM, professeur à la Sorbonne. **Année sociologique.** 10e Année (1905-1906). — P. HUVELIN : Magie et droit industriel. — R. HERTZ : Contribution à une étude sur la représentation collective de la mort. — C. BOUGLÉ : Note sur le droit et la caste en Inde. — *Analyses.* 12 fr. 50

EVELLIN (F.), inspecteur général honoraire de l'instruction publique. **La Raison pure et les antinomies.** Essai critique sur la philosophie kantienne. (*Couronné par l'Institut.*) 5 fr.

FOUILLÉE (A.), de l'Institut. **Morale des idées-forces.** 7 fr. 50

HAMELIN (O.), chargé de cours à la Sorbonne. **Essai sur les éléments principaux de la Représentation.** 7 fr. 50

HÖFFDING, prof. à l'Université de Copenhague. **Philosophes contemporains,** traduction Tremesaygues. 3 fr. 75

KEIM (A.), docteur ès lettres. **Helvétius,** *sa vie, son œuvre.* 10 fr.

LYON (G.), recteur à Lille. **Enseignement et religion.** Etudes philosophiques. 3 fr. 75

RENOUVIER (Ch.), de l'Institut. **Science de la morale.** Nouvelle édition. 2 vol. 15 fr.

REY (A.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. **La Théorie de la physique chez les physiciens contemporains.** 7 fr. 50

ROUSSEL-DESPIERRES (Fr.). **Hors du scepticisme. Liberté et beauté.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

WAYNBAUM (Dr I.). **La physionomie humaine.** 5 fr.

Précédemment publiés :

ADAM (Ch.), recteur de l'Académie de Nancy. * **La Philosophie en France** (première moitié du XIXe siècle). 7 fr. 50

ALENGRY (Franck), docteur ès lettres, inspecteur d'académie. * **Essai historique et critique sur la Sociologie chez Aug. Comte.** 1900. 10 fr.

ARNOLD (Matthew). **La Crise religieuse.** 7 fr. 50

ARRÉAT. * **Psychologie du peintre.** 5 fr.

AUBRY (Dr P.). **La Contagion du meurtre.** 1896. 3e édit. 5 fr.

BAIN (Alex.). **La Logique inductive et déductive.** Trad. Compayré. 2 vol. 3e éd. 20 fr.

— * **Les Sens et l'Intelligence.** Trad. Cazelles. 3e édit. 10 fr.

BALDWIN (Mark), professeur à l'Université de Princeton (États-Unis). **Le Développement mental chez l'enfant et dans la race.** Trad. Nourry. 1897. 7 fr. 50

BARDOUX (J.). * **Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine.** *Les crises belliqueuses.* (*Couronné par l'Académie française*). 1906. 7 fr. 50

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, de l'Institut. **La Philosophie dans ses rapports avec les sciences et la religion.** 5 fr.

BARZELOTTI, prof. à l'Univ. de Rome. * **La Philosophie de H. Taine.** 1900. 7 fr. 50

BAZAILLAS (A.), docteur ès lettres, professeur au lycée Condorcet. * **La Vie personnelle,** *Étude sur quelques illusions de la perception extérieure.* 1905. 5 fr.

BERGSON (H.), de l'Institut. * **Matière et mémoire.** 5e édit. 1908. 5 fr.

— **Essai sur les données immédiates de la conscience.** 6e édit. 1908. 3 fr. 75

BERTRAND, prof. à l'Université de Lyon. * **L'Enseignement intégral.** 1898. 5 fr.

— **Les Études dans la démocratie.** 1900. 5 fr.

BINET (A.). * **Les révélations de l'écriture,** avec 67 grav. 5 fr.

BOIRAC (Émile), recteur de l'Académie de Dijon. * **L'Idée du Phénomène.** 5 fr.

BOUGLÉ, prof. à l'Univ. de Toulouse. * **Les Idées égalitaires.** 2e édit. 1908. 3 fr. 75

BOURDEAU (L.). **Le Problème de la mort.** 4e édition. 1904. 5 fr.

— **Le Problème de la vie.** 1901. 7 fr. 50

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

BOURDON, professeur à l'Université de Rennes. ***L'Expression des émotions et des tendances dans le langage.** 7 fr. 50

BOUTROUX (E.), de l'Inst. **Etudes d'histoire de la philosophie.** 2ᵉ éd. 1901. 7 fr. 50

BRAUNSCHVIG (M.), docteur ès lettres, prof. au lycée de Toulouse. **Le sentiment du beau et le sentiment poétique.** *Essai sur l'esthétique du vers.* 1904. 3 fr. 75

BRAY (L.). **Du beau.** 1902. 5 fr.

BROCHARD (V.), de l'Institut. **De l'Erreur.** 2ᵉ édit. 1897. 5 fr.

BRUNSCHVICG (E.), prof. au lycée Henri IV, doct. ès lett. **La Modalité du jugement.** 5 fr.

— ***Spinoza.** 2ᵉ édit. 1906. 3 fr. 75

CARRAU (Ludovic), prof. à la Sorbonne. **Philosophie religieuse en Angleterre.** 5 fr.

CHABOT (Ch.), prof. à l'Univ. de Lyon. ***Nature et Moralité.** 1897. 5 fr.

CLAY (R.). * **L'Alternative,** *Contribution à la Psychologie.* 2ᵉ édit. 10 fr.

COLLINS (Howard). ***La Philosophie de Herbert Spencer,** avec préface de Herbert Spencer, traduit par H. de Varigny. 4ᵉ édit. 1904. 10 fr.

COMTE (Aug.). **La Sociologie,** résumé par E. Rigolage. 1897. 7 fr. 50

COSENTINI (F.). **La Sociologie génétique.** *Pensée et vie sociale préhist.* 1905. 3 fr. 75

COSTE. **Les Principes d'une sociologie objective.** 3 fr. 75

— **L'Expérience des peuples et les prévisions qu'elle autorise.** 1900. 10 fr.

COUTURAT (L.). **Les principes des mathématiques.** 1906. 5 fr.

CRÉPIEUX-JAMIN. **L'Écriture et le Caractère.** 4ᵉ édit. 1897. 7 fr. 50

CRESSON, doct. ès lettres. **La Morale de la raison théorique.** 1903. 5 fr.

DAURIAC (L.). ***Essai sur l'esprit musical.** 1904. 5 fr.

DE LA GRASSERIE (R.), lauréat de l'Institut. **Psychologie des religions.** 1899. 5 fr.

DELBOS (V.), maître de conf. à la Sorbonne. ***La philosophie pratique de Kant.** 1905. (Ouvrage couronné par l'Académie française.) 12 fr. 50

DELVAILLE (J.), agr. de philosophie. **La vie sociale et l'éducation.** 1907. 3 fr. 75

DELVOLVE (J.), docteur ès lettres, agrégé de philosophie. ***Religion, critique et philosophie positive chez Pierre Bayle.** 1906. 7 fr. 50

DRAGHICESCO (D.), chargé de cours à l'Université de Bucarest. **L'Individu dans le déterminisme social.** 1904. 7 fr. 50

— **Le problème de la conscience.** 1907. 3 fr. 75

DUMAS (G.), chargé de cours à la Sorbonne. ***La Tristesse et la Joie.** 1900. 7 fr. 50

— **Psychologie de deux messies.** *Saint-Simon et Auguste Comte.* 1905. 5 fr.

DUPRAT (G. L.), docteur ès lettres. **L'Instabilité mentale.** 1899. 5 fr.

DUPROIX (P.), prof. à la Fac. des lettres de l'Univ. de Genève. ***Kant et Fichte et le problème de l'éducation.** 2ᵉ édit. 1897. (Ouv. cour. par l'Acad. franç.) 5 fr.

DURAND (de Gros). **Aperçus de taxinomie générale.** 1898. 5 fr.

— **Nouvelles recherches sur l'esthétique et la morale.** 1899. 5 fr.

— **Variétés philosophiques.** 2ᵉ édit. revue et augmentée. 1900. 5 fr.

DURKHEIM, prof. à la Sorbonne. ***De la division du travail social.** 2ᵉ édit. 1901. 7 fr. 50

— **Le Suicide,** *étude sociologique.* 1897. 7 fr 50

— * **L'année sociologique :** 10 années parues.

1ʳᵉ Année (1896-1897). — Durkheim : La prohibition de l'inceste et ses origines. — G. Simmel : Comment les formes sociales se maintiennent. — *Analyses* des travaux de sociologie publiés du 1ᵉʳ Juillet 1896 au 30 Juin 1897. 10 fr.

2ᵉ Année (1897-1898). — Durkheim : De la définition des phénomènes religieux. — Hubert et Mauss : La nature et la fonction du sacrifice. — *Analyses.* 10 fr.

3ᵉ Année (1898-1899). — Ratzel : Le sol, la société, l'État. — Richard : Les crises sociales et la criminalité. — Steinmetz : Classif. des types sociaux. — *Analyses.* 10 fr.

4ᵉ Année (1899-1900). — Bouglé : Remarques sur le régime des castes. — Durkheim : Deux lois de l'évolution pénale. — Charmont : Notes sur les causes d'extinction de la propriété corporative. *Analyses.* 10 fr.

5ᵉ Année (1900-1901). — F. Simiand : Remarques sur les variations du prix du charbon au xixᵉ siècle. — Durkheim : Sur le Totémisme. — *Analyses.* 10 fr.

6ᵉ Année (1901-1902). — Durkheim et Mauss : De quelques formes primitives de classification. Contribution à l'étude des représentations collectives. — Bouglé : Les théories récentes sur la division du travail. — *Analyses.* 12 fr. 5

7ᵉ Année (1902-1903). — Hubert et Mauss : Théorie générale de la magie. — *Anal.* 12 fr. 50

8ᵉ Année (1903-1904). — H. Bourgin : La boucherie à Paris au xixᵉ siècle. — E. Durkheim : L'organisation matrimoniale australienne. — *Analyses.* 12 fr. 50

9ᵉ Année (1904-1905). — A. Meillet : Comment les noms changent de sens. — Mauss et Beuchat : Les variations saisonnières des sociétés eskimos. — *Anal.* 12 fr. 50

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

ÆGGER (V.), prof. à la Fac. des lettres de Paris. **La parole intérieure.** 2ᵉ éd. 1904. 5 fr.
ESPINAS (A.), de l'Institut, professeur à la Sorbonne. ***La Philosophie sociale du XVIIIᵉ siècle et la Révolution française.** 1898. 7 fr. 50
FERRERO (G.). **Les Lois psychologiques du symbolisme.** 1895. 5 fr.
FERRI (Enrico). **La Sociologie criminelle.** Traduction L. TERRIER. 1905. 10 fr.
FERRI (Louis). **La Psychologie de l'association,** depuis Hobbes. 7 fr. 50
FINOT (J.). **Le préjugé des races.** 3ᵉ édit. 1908. (Récomp. par l'Institut). 7 fr. 50
— **La philosophie de la longévité.** 12ᵉ édit. refondue. 1908. 5 fr.
FONSEGRIVE, prof. au lycée Buffon. ***Essai sur le libre arbitre.** 2ᵉ édit. 1895. 10 fr.
FOUCAULT, maître de conf. à l'Univ. de Montpellier. **La psychophysique** 1903. 7 fr. 50
— **Le Rêve.** 1906. 5 fr.
FOUILLÉE (Alf.), de l'Institut. ***La Liberté et le Déterminisme.** 4ᵉ édit. 7 fr. 50
— **Critique des systèmes de morale contemporains.** 5ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***La Morale, l'Art, la Religion,** d'après GUYAU. 6ᵉ édit. augm. 3 fr. 75
— **L'Avenir de la Métaphysique fondée sur l'expérience.** 2ᵉ édit. 5 fr.
— ***L'Évolutionnisme des idées-forces.** 4ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***La Psychologie des idées-forces.** 2 vol. 2ᵉ édit. 15 fr.
— ***Tempérament et caractère.** 3ᵉ édit. 7 fr. 50
— **Le Mouvement positiviste et la conception sociol du monde.** 2ᵉ édit. 7 fr. 50
— **Le Mouvement idéaliste et la réaction contre la science posit.** 2ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***Psychologie du peuple français.** 3ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***La France au point de vue moral.** 3ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***Esquisse psychologique des peuples européens.** 3ᵉ édit. 1903. 10 fr.
— ***Nietzsche et l'immoralisme.** 2ᵉ édit. 1903. 5 fr.
— ***Le moralisme de Kant et l'amoralisme contemporain.** 2ᵉ édit. 1905. 7 fr. 50
— ***Les éléments sociologiques de la morale.** 1905. 7 fr. 50
FOURNIÈRE (E.). ***Les théories socialistes au XIXᵉ siècle.** 1904. 7 fr. 50
FULLIQUET. **Essai sur l'Obligation morale.** 1898. 7 fr. 50
GAROFALO, prof. à l'Université de Naples **La Criminologie.** 5ᵉ édit. refondue. 7 fr. 50
— **La Superstition socialiste.** 1895. 5 fr.
GÉRARD-VARET, prof. à l'Univ. de Dijon. **L'Ignorance et l'Irréflexion.** 1899. 5 fr.
GLEY (Dʳ E.), professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris. **Études de psychologie physiologique et pathologique,** avec fig. 1903. 5 fr.
GOBLOT (E.), Prof. à l'Université de Lyon. ***Classification des sciences.** 1898. 5 fr.
GORY (G.). **L'Immanence de la raison dans la connaissance sensible.** 5 fr.
GRASSET (J.), professeur à l'Université de Montpellier. **Demifous et demiresponsables.** 2ᵉ édit. 1908. 5 fr.
GREEF (de), prof. à l'Univ. nouvelle de Bruxelles. **Le Transformisme social.** 7 fr. 50
— **La Sociologie économique.** 1904. 3 fr. 75
GROOS (K.), prof. à l'Université de Bâle. ***Les jeux des animaux.** 1902. 7 fr. 50
GURNEY, MYERS et PODMORE. **Les Hallucinations télépathiques,** 4ᵉ édit. 7 fr. 50
GUYAU (M.). ***La Morale anglaise contemporaine.** 5ᵉ édit. 7 fr. 50
— **Les Problèmes de l'esthétique contemporaine.** 6ᵉ édit. 5 fr.
— **Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction.** 8ᵉ édit. 5 fr.
— **L'Irréligion de l'avenir,** étude de sociologie. 11ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***L'Art au point de vue sociologique.** 7ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***Éducation et Hérédité,** étude sociologique. 9ᵉ édit. 5 fr.
HALÉVY (Élie), dʳ ès lettres. **Formation du radicalisme philosoph.,** 3 v., chacun 7 fr. 50
HANNEQUIN, prof. à l'Univ. de Lyon. **L'hypothèse des atomes.** 2ᵉ édit. 1899. 7 fr. 50
HARTENBERG (Dʳ Paul). **Les Timides et la Timidité.** 2ᵉ édit. 1904. 5 fr.
HÉBERT (Marcel), prof. à l'Université nouvelle de Bruxelles. **L'Évolution de la foi catholique.** 1905. 5 fr.
— ***Le divin.** *Expériences et hypothèses. Etudes psychologiques.* 1907. 5 fr.
HÉMON (C.), agrégé de philosophie. **La philosophie de M. Sully Prudhomme.** Préface de M. SULLY PRUDHOMME. 1907. 7 fr. 50
HERBERT SPENCER. ***Les premiers Principes.** Traduc. Cazelles. 9ᵉ édit. 10 fr.
— ***Principes de biologie.** Traduct. Cazelles. 4ᵉ édit. 2 vol. 20 fr.
— ***Principes de psychologie.** Trad. par MM. Ribot et Espinas. 2 vol. 20 fr.
— ***Principes de sociologie.** 5 vol. : Tome I. *Données de la sociologie.* 10 fr. — Tome II. *Inductions de la sociologie. Relations domestiques.* 7 fr. 50. — Tome III. *Institutions cérémonielles et politiques.* 15 fr. — Tome IV. *Institutions ecclésiastiques.* 3 fr. 75. — Tome V. *Institutions professionnelles.* 7 fr. 50.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine,* format in-8.

— HERBERT SPENCER. * **Essais sur le progrès.** Trad. A. Burdeau. 5e éd. 7 fr. 50
— **Essais de politique.** Trad. A. Burdeau. 4e édit. 7 fr. 50
— **Essais scientifiques.** Trad. A. Burdeau. 3e édit. 7 fr. 50
— * **De l'Education physique, intellectuelle et morale.** 13e édit. 5 fr.
— **Justice.** Traduc. Castelot. 7 fr. 50
— **Le rôle moral de la bienfaisance.** Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
— **La Morale des différents peuples.** Trad. Castelot et Martin St-Léon. 7 fr. 50
— **Problèmes de morale et de sociologie.** Trad. H. de Varigny. 7 fr. 50
— * **Une Autobiographie.** Trad. et adaptation par H. de Varigny. 10 fr.
HIRTH (G.). * **Physiologie de l'Art.** Trad. et introd. de L. Arréat. 5 fr.
HÖFFDING, prof. à l'Univ. de Copenhague. **Esquisse d'une psychologie fondée sur l'expérience.** Trad. L. POITEVIN. Préf. de Pierre JANET. 2e éd. 1903. 7 fr. 50
— * **Histoire de la Philosophie moderne.** Traduit de l'allemand par M. BORDIER, préf. de M. V. DELBOS. 1906. 2 vol. Chacun 10 fr.
ISAMBERT (G.), dr ès lettres. **Les idées socialistes en France (1815-1848).** 1905. 7 fr. 50
IZOULET, prof. au Collège de France. **La Cité moderne.** Nouvelle édit. 1 vol. 10 fr.
JACOBY (Dr P.). **Études sur la sélection chez l'homme.** 2e édition. 1904. 10 fr.
JANET (Paul), de l'Institut. * **Œuvres philosoph. de Leibniz.** 2e édit. 2 vol. 20 fr.
JANET (Pierre), prof. au Collège de France. * **L'Automatisme psychologique.** 5e éd. 7 fr. 50
JAURÈS (J.), docteur ès lettres. **De la réalité du monde sensible.** 2e éd. 1902. 7 fr. 50
KARPPE (S.), doct. ès lettres. **Essais de critique d'histoire et de philosophie** 3 fr. 75
LACOMBE (P.). **Psychologie des individus et des sociétés chez Taine.** 1906. 7 fr. 50
LALANDE (A.), maître de conférences à la Sorbonne, * **La Dissolution opposée à l'évolution,** dans les sciences physiques et morales. 1899. 7 fr. 50
LANDRY (A.), docteur ès lettres. * **Principes de morale rationnelle.** 1906. 5 fr.
LANESSAN (J.-L. de). * **La Morale des religions.** 1905. 10 fr.
LANG (A.). * **Mythes, Cultes et Religions.** Introduc. de Léon Marillier. 1896. 10 fr.
LAPIE (P.), professeur à l'Univ. de Bordeaux. **Logique de la volonté** 1902. 7 fr. 50
LAUVRIÈRE, docteur ès lettres, prof. au lycée Charlemagne. **Edgar Poë.** *Sa vie et son œuvre. Essai de psychologie pathologique.* 1904. 10 fr.
LAVELEYE (de). * **De la Propriété et de ses formes primitives.** 5e édit. 10 fr.
— * **Le Gouvernement dans la démocratie.** 2 vol. 3e édit. 1896. 15 fr.
LE BON (Dr Gustave). * **Psychologie du socialisme.** 5e éd. refondue. 1907 7 fr. 50
LECHALAS (G.). * **Études esthétiques.** 1902. 5 fr.
LECHARTIER (G.). **David Hume, moraliste et sociologue.** 1900. 5 fr.
LECLÈRE (A.), pr. à l'Univ. de Fribourg. **Essai critique sur le droit d'affirmer.** 5 fr.
LE DANTEC, chargé de cours à la Sorbonne. * **L'unité dans l'être vivant.** 1902. 7 fr. 50
— **Les Limites du connaissable,** *la vie et les phénom. naturels.* 2e éd. 1904. 3 fr. 75
LÉON (Xavier). * **La philosophie de Fichte,** *ses rapports avec la conscience contemporaine,* Préface de E. BOUTROUX, de l'Institut. 1902. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.
LEROY (E. Bernard). **Le Langage.** *Sa fonction normale et pathol.* 1905. 5 fr.
LÉVY (A.), chargé de cours à l'Un. de Nancy. **La philosophie de Feuerbach.** 1904 10 fr.
LÉVY-BRUHL (L.), prof. adjoint à la Sorbonne. * **La Philosophie de Jacobi** 1894. 5 fr.
— * **Lettres inédites de J.-S. Mill à Auguste Comte,** *publiées avec les réponses de Comte et une introduction.* 1899. 10 fr.
— * **La Philosophie d'Auguste Comte.** 2e édit. 1905. 7 fr. 50
— * **La Morale et la Science des mœurs.** 3e édit. 1907. 5 fr.
LIARD, de l'Institut, vice-recteur de l'Acad. de Paris. * **Descartes,** 2e éd. 1903. 5 fr.
— * **La Science positive et la Métaphysique,** 5e édit. 7 fr. 50
LICHTENBERGER (H.), maître de conférences à la Sorbonne. * **Richard Wagner, poète et penseur.** 4e édit. revue. 1907. (Couronné par l'Académie franç.) 10 fr.
— **Henri Heine penseur.** 1905. 3 fr. 75
LOMBROSO. * **L'Homme criminel.** 3e éd., 2 vol. et atlas. 1895. 36 fr.
— **Le Crime.** *Causes et remèdes.* 2e édit. 10 fr.
LOMBROSO et FERRERO. **La femme criminelle et la prostituée.** 15 fr.
LOMBROSO et LASCHI. **Le Crime politique et les Révolutions.** 2 vol. 15 fr.
LUBAC, agrégé de philosophie. * **Esquisse d'un système de psychologie rationnelle.** Préface de H. BERGSON. 1904. 3 fr. 75
LUQUET (G.-H.), agrégé de philosoph. * **Idées générales de psychologie.** 1906. 5 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

LYON (Georges), recteur de l'Académie de Lille. * **L'Idéalisme en Angleterre au XVIIIe siècle.** 7 fr. 50
MALAPERT (P.), docteur ès lettres, prof. au lycée Louis-le-Grand. * **Les Éléments du caractère et leurs lois de combinaison.** 2e édit. 1906. 5 fr.
MARION (H.), prof. à la Sorbonne * **De la Solidarité morale.** 6e édit. 1907 5 fr.
MARTIN (Fr.). * **La Perception extérieure et la Science positive.** 1894. 5 fr.
MAXWELL (J.). **Les Phénomènes psychiques.** Préf. de Ch. RICHET. 3e édit. 1906. 5 fr.
MULLER (MAX), prof. à l'Univ. d'Oxford. * **Nouvelles études de mythologie.** 1898 12 f. 50
MYERS. **La personnalité humaine.** *Sa survivance après la mort, ses manifestations supra-normales.* Traduit par le docteur JANKÉLÉVITCH. 1905. 7 fr. 50
NAVILLE (E.), correspondant de l'Institut. **La Physique moderne.** 2e édit. 5 fr.
— * **La Logique de l'hypothèse.** 2e édit. 5 fr.
— * **La Définition de la philosophie.** 1894. 5 fr.
— **Le libre Arbitre.** 2e édit. 1898. 5 fr.
— **Les Philosophies négatives.** 1899. 5 fr.
NAYRAC (J.-P.). **Physiologie et Psychologie de l'attention.** Préface de M. Th. RIBOT. (Récompensé par l'Institut.) 1906. 3 fr. 75
NORDAU (Max). * **Dégénérescence,** 7e éd. 1907 2 vol Tome I. 7 fr. 50. Tome II. 10 fr.
— **Les Mensonges conventionnels de notre civilisation.** 7e édit. 1904. 5 fr.
— * **Vus du dehors** *Essais de critique sur quelques auteurs français contemp.* 1903. 5 fr.
NOVICOW. **Les Luttes entre Sociétés humaines.** 3e édit. 10 fr.
— * **Les Gaspillages des sociétés modernes.** 2e édit. 1899. 5 fr.
— * **La Justice et l'expansion de la vie.** *Essai sur le bonheur des sociétés.* 1905. 7 fr. 50
OLDENBERG, professeur à l'Université de Kiel. * **Le Bouddha,** *sa Vie, sa Doctrine, sa Communauté,* trad. par P. FOUCHER, chargé de cours à la Sorbonne. Préface de SYLVAIN LÉVI, prof. au Collège de France. 2e éd. 1903. 7 fr. 50
— * **La religion du Véda.** Traduit par V. HENRY, prof. à la Sorbonne. 1903. 10 fr.
OSSIP-LOURIÉ. **La philosophie russe contemporaine.** 2e édit. 1905. 5 fr.
— * **La Psychologie des romanciers russes au XIXe siècle.** 1905. 7 fr. 50
OUVRÉ (H.), professeur à l'Université de Bordeaux. * **Les Formes littéraires de la pensée grecque.** 1900. (Couronné par l'Académie française.) 10 fr.
PALANTE (G.), agrégé de philos. **Combat pour l'individu.** 1904. 3 fr. 75
PAULHAN. **L'Activité mentale et les Éléments de l'esprit.** 10 fr.
— * **Les Caractères.** 2e édit. 5 fr.
— **Les Mensonges du caractère.** 1905. 5 fr.
— **Le mensonge de l'Art.** 1907. 5 fr.
PAYOT (J.), recteur de l'Académie d'Aix. **La croyance.** 2e édit. 1905 5 fr.
— * **L'Éducation de la volonté.** 28e édit. 1908 5 fr.
PÉRÈS (Jean), professeur au lycée de Caen. * **L'Art et le Réel.** 1898. 3 fr. 75
PÉREZ (Bernard). **Les Trois premières années de l'enfant.** 5e édit. 5 fr.
— **L'Enfant de trois à sept ans.** 4e édit. 1907. 5 fr.
— **L'Éducation morale dès le berceau.** 4e édit. 1901. 5 fr.
— * **L'Éducation intellectuelle dès le berceau.** 2e éd. 1901. 5 fr.
PIAT (C.). **La Personne humaine.** 1898. (Couronné par l'Institut). 7 fr. 50
— * **Destinée de l'homme.** 1898. 5 fr.
PICAVET (E.), chargé de cours à la Sorb. * **Les Idéologues.** (Cour. par l'Acad. fr.). 10 fr.
PIDERIT. **La Mimique et la Physiognomonie.** Trad. par M. Girot. 5 fr.
PILLON (F.). * **L'Année philosophique,** 17 années : 1890 à 1906. 16 vol. Chac. 5 fr.
PIOGER (J.). **La Vie et la Pensée,** essai de conception expérimentale. 1894 5 fr.
— **La Vie sociale, la Morale et le Progrès.** 1894. 5 fr.
PRAT (L.), doct. ès lettres. **Le caractère empirique et la personne** 1906. 7 fr. 50
PREYER, prof. à l'Université de Berlin. **Éléments de physiologie.** 5 fr.
PROAL, conseiller à la Cour de Paris. * **La Criminalité politique.** 1895. 5 fr.
— * **Le Crime et la Peine.** 3e édit. (Couronné par l'Institut.) 10 fr.
— **Le Crime et le Suicide passionnels.** 1900. (Cour. par l'Ac. franç.). 10 fr.
RAGEOT (G.), prof. au Lycée St-Louis. * **Le Succès.** *Auteurs et Public.* 1906. 13 fr 75
RAUH, chargé de cours à la Sorbonne. * **De la méthode dans la psychologie des sentiments.** 1899. (Couronné par l'Institut.) 5 fr.
— * **L'Expérience morale.** 1903. (Récompensé par l'Institut.) 3 fr. 75
RÉCEJAC, doct. ès lett. **Les Fondements de la Connaissance mystique.** 1897 5 fr.
RENARD (G.), professeur au Collège de France. * **La Méthode scientifique de l'histoire littéraire.** 1900. 10 fr.

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-8.

RENOUVIER (Ch.) de l'Institut. ***Les Dilemmes de la métaphysique pure.** 1900. 5 fr.
— ***Histoire et solution des problèmes métaphysiques.** 1901. 7 fr. 50
— **Le personnalisme**, avec une étude sur la *perception externe et la force*. 1903. 10 fr.
— ***Critique de la doctrine de Kant.** 1906. 7 fr. 50
RIBERY, doct. ès lett. **Essai de classification naturelle des caractères.** 1903. 3 fr. 75
RIBOT (Th.), de l'Institut. * **L'Hérédité psychologique.** 8ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***La Psychologie anglaise contemporaine.** 3ᵉ édit. 7 fr. 50
— ***La Psychologie allemande contemporaine**, 6ᵉ édit. 7 fr. 50
— **La Psychologie des sentiments.** 6ᵉ édit. 1906. 7 fr. 50
— **L'Évolution des idées générales.** 2ᵉ édit. 1904. 5 fr.
— * **Essai sur l'Imagination créatrice.** 3ᵉ édit. 1908. 5 fr.
— ***La logique des sentiments.** 2ᵉ édit. 1907. 3 fr. 75
— ***Essai sur les passions.** 1907. 3 fr. 75
RICARDOU (A.), docteur ès lettres. * **De l'Idéal.** (Couronné par l'Institut.) 5 fr.
RICHARD (G.), chargé du cours de sociologie à l'Univ. de Bordeaux. * **L'idée d'évolution dans la nature et dans l'histoire.** 1903. (Couronné par l'Institut.) 7 fr. 50
RIEMANN (H.), prof. à l'Univ. de Leipzig. **Esthétique musicale.** 1906. 5 fr.
RIGNANO (E.). **Sur la transmissibilité des caractères acquis.** 1906. 5 fr.
RIVAUD (A.), chargé de cours à l'Université de Poitiers. **Les notions d'essence et d'existence dans la philosophie de Spinoza.** 1906. 3 fr 75
ROBERTY (E. de). **L'Ancienne et la Nouvelle philosophie.** 7 fr. 50
— ***La Philosophie du siècle** (positivisme, criticisme, évolutionnisme). 5 fr.
— **Nouveau Programme de sociologie.** 1904. 5 fr.
ROMANES. * **L'Évolution mentale chez l'homme.** 7 fr. 50
RUYSSEN (Th.), pr. à l'Univ. de Dijon. ***L'évolution psychologique du jugement.** 5 fr.
SABATIER (A.), doyen honoraire de la Faculté des sciences de Montpellier. **Philosophie de l'effort.** *Essais philosoph. d'un naturaliste.* 2ᵉ édit. 1908. 7 fr. 50
SAIGEY (E.). * **Les Sciences au XVIIIᵉ siècle.** La Physique de Voltaire. 5 fr.
SAINT-PAUL (Dʳ G.). * **Le Langage intérieur et les paraphasies.** 1904. 5 fr.
SANZ Y ESCARTIN. **L'Individu et la Réforme sociale**, trad. Dietrich. 7 fr. 50
SCHOPENHAUER. **Aphor. sur la sagesse dans la vie.** Trad. Cantacuzène. 9ᵉ éd. 5 fr.
— ***Le Monde comme volonté et comme représentation.** 5ᵉ éd. 3 vol., chac. 7 fr. 50
SÉAILLES (G.), prof. à la Sorbonne. **Essai sur le génie dans l'art.** 2ᵉ édit. 5 fr.
— ***La Philosophie de Ch. Renouvier.** *Introduction au néo-criticisme.* 1905. 7 fr. 50
SIGHELE (Scipio). **La Foule criminelle.** 2ᵉ édit. 1901. 5 fr.
SOLLIER. **Le Problème de la mémoire.** 1900. 3 fr. 75
— **Psychologie de l'idiot et de l'imbécile**, avec 12 pl. hors texte. 2ᵉ éd. 1902. 5 fr.
— **Le Mécanisme des émotions.** 1905. 5 fr.
SOURIAU (Paul), prof. à l'Univ. de Nancy. **L'Esthétique du mouvement.** 5 fr.
— ***La Beauté rationnelle.** 1904. 10 fr.
STAPFER (P.). * **Questions esthétiques et religieuses.** 1906. 3 fr. 75
STEIN (L.), professeur à l'Université de Berne. * **La Question sociale au point de vue philosophique.** 1900. 10 fr.
STUART MILL. * **Mes Mémoires.** Histoire de ma vie et de mes idées. 5ᵉ éd. 5 fr.
— ***Système de Logique déductive et inductive.** 4ᵉ édit. 2 vol. 20 fr.
— ***Essais sur la Religion.** 3ᵉ édit. 5 fr.
— **Lettres inédites à Aug. Comte et réponses d'Aug. Comte.** 1899. 10 fr.
SULLY (James). **Le Pessimisme.** Trad. Bertrand. 2ᵉ édit. 7 fr. 50
— * **Études sur l'Enfance.** Trad. A. Monod, préface de G. Compayré. 1898. 10 fr.
— **Essai sur le rire.** Trad. Terrier. 1904. 7 fr. 50
SULLY PRUDHOMME, de l'Acad. franç. **La vraie religion selon Pascal.** 1905. 7 fr. 50
TARDE (G.), de l'Institut.* **La Logique sociale.** 3ᵉ édit. 1898. 7 fr. 50
— ***Les Lois de l'imitation.** 5ᵉ édit. 1907. 7 fr. 50
— **L'Opposition universelle.** *Essai d'une théorie des contraires.* 1897. 7 fr. 50
— ***L'Opinion et la Foule.** 2ᵉ édit. 1904. 5 fr.
— ***Psychologie économique.** 1902. 2 vol. 15 fr.
TARDIEU (E.). **L'Ennui.** *Étude psychologique.* 1903. 5 fr.
THOMAS (P.-F.), docteur ès lettres. ***Pierre Leroux, sa philosophie.** 1904. 5 fr.
— ***L'Éducation des sentiments.** (Couronné par l'Institut.) 4ᵉ édit. 1907. 5 fr.
VACHEROT (Et.), de l'Institut. ***Essais de philosophie critique.** 7 fr. 50
— **La Religion.** 7 fr. 50
WEBER (L.). ***Vers le positivisme absolu par l'idéalisme.** 1903. 7 fr. 50

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

ARISTOTE. **La Poétique d'Aristote**, par HATZFELD (A.), et M. DUFOUR. 1 vol. in-8. 1900. 6 fr.
— **Physique, II**, traduction et commentaire par O. HAMELIN. 1907. 1 vol. in-8 .... 3 fr.

SOCRATE. ***Philosophie de Socrate**, par A. FOUILLÉE. 2 v. in-8. 16 fr.
— **Le Procès de Socrate**, par G. SOREL. 1 vol. in-8...... 3 fr. 50

PLATON. **La Théorie platonicienne des Sciences**, par ÉLIE HALÉVY. In-8. 1895.............. 5 fr.
— **Œuvres**, traduction VICTOR COUSIN revue par J. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE : *Socrate et Platon ou le Platonisme — Eutyphron — Apologie de Socrate — Criton — Phédon*. 1 vol. in-8. 1896. 7 fr. 50

ÉPICURE. ***La Morale d'Épicure** et ses rapports avec les doctrines contemporaines, par M. GUYAU. 1 volume in-8. 5e édit...... 7 fr. 50

BÉNARD. **La Philosophie ancienne**, ses systèmes. *La Philosophie et la Sagesse orientales. — La Philosophie grecque avant Socrate. Socrate et les socratiques. — Les sophistes grecs*. 1 v. in-8... 9 fr.

FAVRE (Mme Jules), née VELTEN. **La Morale de Socrate**. In-18. 3 50
— **Morale d'Aristote**. In-18. 3 fr. 50

OUVRÉ (H.) **Les formes littéraires de la pensée grecque**. In-8. 10 fr.

GOMPERZ. **Les penseurs de la Grèce**. Trad. REYMOND (*Trad. cour. par l'Acad. franç.*).
I. *La philosophie antésocratique*. *1 vol. gr. in-8.......... 10 fr.
II. **Athènes, Socrate et les Socratiques*. 1 vol. gr. in-8.... 12 fr.
III. (*Sous presse*).

RODIER (G.). ***La Physique de Straton de Lampsaque**. In-8. 3 fr.

TANNERY (Paul). **Pour la science hellène**. In-8........ 7 fr. 50

MILHAUD (G.).* **Les philosophes géomètres de la Grèce**. In-8. 1900. (*Couronné par l'Inst.*). 6 fr.

FABRE (Joseph). **La Pensée antique** *De Moïse à Marc-Aurèle*. 2e éd. In-8. 5 fr.
—***La Pensée chrétienne**. *Des Evangiles à l'Imitation de J.-C.* In-8 9 fr.

LAFONTAINE (A.). **Le Plaisir**, *d'après Platon et Aristote*. In-8. 6 fr.

RIVAUD (A.), chargé de cours à l'Un. de Poitiers **Le problème du devenir et la notion de la matière**, *des origines jusqu'à Théophraste*. In-8. 1906 10 fr.

GUYOT (H.), docteur ès lettres. **L'Infinité divine** *depuis Philon le Juif jusqu'à Plotin*. In-8. 1906.. 5 fr.
— **Les réminiscences de Philon le Juif chez Plotin**. *Etude critique*. Br. ch. in-8........ 2 fr.

PHILOSOPHIES MÉDIÉVALE ET MODERNE

* DESCARTES, par L. LIARD, de l'Institut 2e éd. 1 vol. in-8. 5 fr.
— **Essai sur l'Esthétique de Descartes**, par E. KRANTZ. 1 vol. in-8. 2e éd. 1897.............. 6 fr.
— **Descartes, directeur spirituel**, par V. de SWARTE. Préface de E. BOUTROUX. 1 vol. in-16 avec pl. (*Couronné par l'Institut*). 4 fr. 50

LEIBNIZ. ***Œuvres philosophiques**, pub. par P. JANET. 2 vol. in-8. 20 fr.
— ***La logique de Leibniz**, par L. COUTURAT. 1 vol. in-8.. 12 fr.
— **Opuscules et fragments inédits de Leibniz**, par L. COUTURAT. 1 vol. in-8.............. 25 fr.
— ***Leibniz et l'organisation religieuse de la Terre**, *d'après des documents inédits*, par JEAN BARUZI. 1 vol. in-8 (*Couronné par l'Institut*).............. 10 fr.

PICAVET, chargé de cours à la Sorbonne. **Histoire générale et comparée des philosophies médiévales**. In-8. 2e éd. 7 fr. 50

WULF (M. de) **Histoire de la philos. médiévale**. 2e éd. In-8. 10 fr.

FABRE (JOSEPH). ***L'imitation de Jésus-Christ**. Trad. nouvelle avec préface. In-8.......... 7 fr.
— **La pensée moderne**. *De Luther à Leibniz*. 1908. 1 vol. in-8. 8 fr.

SPINOZA. **Benedicti de Spinoza opera**, quotquot reperta sunt, recognoverunt J. Van Vloten et J.-P.-N. Land. 2 forts vol. in-8 sur papier de Hollande........... 45 fr.
Le même en 3 volumes. 18 fr.
— **Sa philosophie**, par M.-E. BRUNSCHVICG. 1 vol. in-8. 2e éd 3 fr. 75

FIGARD (L.), docteur ès lettres. **Un**

Médecin philosophe au XVI[e] siècle. *La Psychologie de Jean Fernel.* 1 v. in-8. 1903. 7 fr. 50

GASSENDI. **La Philosophie de Gassendi,** par P.-F. THOMAS. In-8 1889 .... 6 fr.

MALEBRANCHE. * **La Philosophie de Malebranche,** par OLLÉ-LAPRUNE, de l'Institut. 2 v. in-8. 16 fr.

PASCAL. **Le scepticisme de Pascal,** par DROZ. 1 vol. in-8......... 6 fr.

VOLTAIRE. **Les Sciences au XVIII[e] siècle.** Voltaire physicien, par Em. SAIGEY. 1 vol. in-8. 5 fr.

DAMIRON. **Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII[e] siècle.** 3 vol. in-8. 15 fr.

J.-J. ROUSSEAU * **Du Contrat social,** édition comprenant avec le texte définitif les versions primitives de l'ouvrage d'après les manuscrits de Genève et de Neuchâtel, avec introduction par EDMOND DREYFUS-BRISAC. 1 fort volume grand in-8. 12 fr.

ERASME. **Stultitiæ laus des. Erasmi Rot. declamatio** Publié et annoté par J.-B. KAN, avec les figures de HOLBEIN. 1 v. in-8. 6 fr. 75

PHILOSOPHIE ANGLAISE

DUGALD STEWART. * **Éléments de la philosophie de l'esprit humain.** 3 vol. in-16 ... 9 fr.

BACON. * **Philosophie de François Bacon,** par CH. ADAM. (Cour. par l'Institut). In-8..... 7 fr. 50

BERKELEY. **Œuvres choisies** *Essai d'une nouvelle théorie de la vision. Dialogues d'Hylas et de Philonoüs.* Trad. de l'angl. par MM. BEAULAVON (G.) et PARODI (D.). In-8. 5 fr.

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

FEUERBACH. **Sa philosophie,** par A. LÉVY. 1 vol. in-8..... 10 fr.

JACOBI. **Sa Philosophie,** par L. LÉVY-BRUHL. 1 vol. in-8......... 5 fr.

KANT. **Critique de la raison pratique,** traduction nouvelle avec introduction et notes, par M. PICAVET. 2[e] édit. 1 vol. in-8.. 6 fr.

— * **Critique de la raison pure,** traduction nouvelle par MM. PACAUD et TREMESAYGUES. Préface de M. HANNEQUIN. 1 vol. in 8.. 12 fr.

— **Eclaircissements sur la Critique de la raison pure,** trad. TISSOT. 1 vol. in-8....... 6 fr.

— **Doctrine de la vertu,** traduction BARNI. 1 vol. in-8 .... 8 fr.

— * **Mélanges de logique,** traduction TISSOT. 1 v. in-8..... 6 fr.

— * **Prolégomènes à toute métaphysique future** qui se présentera comme science, traduction TISSOT. 1 vol. in-8......... 6 fr.

— * **Essai critique sur l'Esthétique de Kant,** par V. BASCH. 1 vol. in-8. 1896......... 10 fr.

— **Sa morale,** par CRESSON. 2[e] éd. 1 vol. in-12 .... 2 fr. 50

— **L'Idée ou critique du Kantisme,** par C. PIAT, D[r] ès lettres. 2[e] édit. 1 vol. in-8....... 6 fr.

KANT et FICHTE **et le problème de l'éducation,** par PAUL DUPROIX. 1 vol. in-8. 1897....... 5 fr.

SCHELLING. **Bruno,** ou du principe divin. 1 vol. in-8....... 3 fr. 50

HEGEL. * **Logique.** 2 vol. in-8. 14 fr.

— * **Philosophie de la nature.** 3 vol. in-8.............. 25 fr.

— * **Philosophie de l'esprit.** 2 vol. in-8.................. 18 fr.

— * **Philosophie de la religion.** 2 vol. in-8............. 20 fr.

— **La Poétique,** trad. par M. Ch. BÉNARD. Extraits de Schiller, Gœthe, Jean-Paul, etc., 2 v. in-8. 12 fr.

— **Esthétique.** 2 vol. in-8, trad. BÉNARD................ 16 fr.

— **Antécédents de l'hégélianisme dans la philos. franç.,** par E. BEAUSSIRE. In-18. 2 fr. 50

— **Introduction à la philosophie de Hegel** par VÉRA. in-8 6 fr. 50

— * **La logique de Hegel,** par EUG. NOEL. In-8. 1897 .... 3 fr.

HERBART. * **Principales œuvres pédagogiques,** trad. A. PINLOCHE. In-8. 1894........... 7 fr. 50

— **La métaphysique de Herbart et la critique de Kant,** par M. MAUXION. 1 vol. in-8... 7 fr. 50

MAUXION (M.). **L'éducation par l'instruction** *et les théories pédagogiques de Herbart.* 2[e] éd. In-12. 1906................. 2 fr. 50

SCHILLER. **Sa Poétique,** par V. BASCH. 1 vol. in-8. 1902... 4 fr.

Essai sur le mysticisme spéculatif en Allemagne au XIV[e] siècle, par DELACROIX (H.), professeur à l'Université de Caen. 1 vol. in-8. 1900....... 5 fr.

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, pages 2 à 11.)

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, pages 2 à 11.)

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

(Voir *Bibliothèque de philosophie contemporaine*. pages 2 à 11.)

LES MAITRES DE LA MUSIQUE

Études d'histoire et d'esthétique,

Publiées sous la direction de M. JEAN CHANTAVOINE

Chaque volume in-16 de 250 pages environ........................ 3 fr. 50

Collection honorée d'une souscription du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

Volumes parus :

* J.-S. BACH, par André PIRRO (2e *édition*).
* CÉSAR FRANCK, par Vincent D'INDY (3e *édition*).
* PALESTRINA, par Michel BRENET (2e *édition*).
* BEETHOVEN, par Jean CHANTAVOINE (3e *édition*).

MENDELSSOHN, par CAMILLE BELLAIGUE.

SMETANA, par WILLIAM RITTER.

RAMEAU, par LOUIS LALOY.

En préparation : **Grétry**, par PIERRE AUBRY. — **Moussorgsky**, par J.-D. CALVOCORESSI. — **Orlande de Lassus**, par HENRY EXPERT. — **Wagner**, par HENRI LICHTENBERGER. — **Berlioz**, par ROMAIN ROLLAND. — **Gluck**, par JULIEN TIERSOT. — **Schubert**, par A. SCHWEITZER. — **Haydn**, par MICHEL BRENET, etc., etc.

LES GRANDS PHILOSOPHES

Publié sous la direction de M. C. PIAT

Agrégé de philosophie, docteur ès lettres, professeur à l'École des Carmes.

Chaque étude forme un volume in-8° carré de 300 pages environ, dont le prix varie de 5 francs à 7 fr. 50.

***Kant**, par M. RUYSSEN, chargé de cours à l'Université de Dijon. 2e édition. 1 vol. in-8 (*Couronné par l'Institut.*) 7 fr. 50

***Socrate**, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.

***Avicenne**, par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. 5 fr

***Saint Augustin**, par l'abbé JULES MARTIN. 2e édition. 1 vol. in-8. 7 fr 50

***Malebranche**, par Henri JOLY, de l'Institut. 1 vol. in-8. 5 fr.

***Pascal**, par A. HATZFELD. 1 vol. in-8. 5 fr.

***Saint Anselme**, par DOMET DE VORGES. 1 vol. in-8. 5 fr.

Spinoza, par P.-L. COUCHOUD, agrégé de l'Université. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Académie Française*). 5 fr.

Aristote, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 5 fr.

Gazali, par le baron CARRA DE VAUX. 1 vol. in-8. (*Couronné par l'Académie Française*). 5 fr.

***Maine de Biran**, par Marius COUAILHAC. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut*). 7 fr. 50

Platon, par l'abbé C. PIAT. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

Montaigne, par F. STROWSKI, professeur à l'Université de Bordeaux. 1 vol. in-8. 6 fr.

Philon, par l'abbé JULES MARTIN. 1 vol. in-8. 5 fr.

MINISTRES ET HOMMES D'ÉTAT

HENRI WELSCHINGER, de l'Institut. — ***Bismarck**. 1 v. in-16. 1900. 2 fr. 50

H. LÉONARDON. — ***Prim**. 1 vol. in-16. 1901. . . . . 2 fr. 50

M. COURCELLE. — ***Disraëli**. 1 vol. in-16. 1901 . . . . 2 fr. 50

M. COURANT. — **Okoubo**. 1 vol. in-16, avec un portrait. 1904 . . 2 fr. 50

A. VIALLATE. — **Chamberlain**. Préface de E. BOUTMY. 1 vol. in-16. 2 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE GÉNÉRALE des SCIENCES SOCIALES

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION : DICK MAY, Secrétaire général de l'École des Hautes Études sociales.
Chaque volume in-8 de 300 pages environ, cartonné à l'anglaise, 6 fr.

1. **L'Individualisation de la peine**, par R. SALEILLES, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Paris.
2. **L'Idéalisme social**, par Eugène FOURNIÈRE.
3. ***Ouvriers du temps passé** (XVe et XVIe siècles), par H. HAUSER, professeur à l'Université de Dijon. 2e édit.
4. ***Les Transformations du pouvoir**, par G. TARDE, de l'Institut.
5. **Morale sociale**, par MM. G. BELOT, MARCEL BERNÈS, BRUNSCHVICG, F. BUISSON, DARLU, DAURIAC, DELBET, CH. GIDE, M. KOVALEVSKY, MALAPERT, le R. P. MAUMUS, DE ROBERTY, G. SOREL, le PASTEUR WAGNER. Préface de M. E. BOUTROUX.
6. ***Les Enquêtes**, pratique et théorie, par P. DU MAROUSSEM. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*)
7. ***Questions de Morale**, par MM. BELOT, BERNÈS, F. BUISSON, A. CROISET, DARLU, DELBOS, FOURNIÈRE, MALAPERT, MOCH, PARODI, G. SOREL (*École de morale*). 2e édit.
8. **Le développement du Catholicisme social** depuis l'encyclique *Rerum novarum*, par Max TURMANN.
9. ***Le Socialisme sans doctrines.** *La Question ouvrière et la Question agraire en Australie et en Nouvelle-Zélande*, par Albert MÉTIN, agrégé de l'Université, professeur à l'École Coloniale.
10. * **Assistance sociale.** *Pauvres et mendiants*, par PAUL STRAUSS, sénateur.
11. ***L'Éducation morale dans l'Université.** (*Enseignement secondaire.*) Par MM. LÉVY-BRUHL, DARLU, M. BERNÈS, KORTZ, CLAIRIN, ROCAFORT, BIOCHE, Ph. GIDEL, MALAPERT, BELOT. (*Ecole des Hautes Etudes sociales*, 1900-1901).
12. ***La Méthode historique appliquée aux Sciences sociales**, par Charles SEIGNOBOS, professeur à l'Université de Paris.
13. ***L'Hygiène sociale**, par E. DUCLAUX, de l'Institut, directeur de l'instit. Pasteur.
14. **Le Contrat de travail.** *Le rôle des syndicats professionnels*, par P. BUREAU, prof. à la Faculté libre de droit de Paris.
15. ***Essai d'une philosophie de la solidarité**, par MM. DARLU, RAUH, F. BUISSON, GIDE, X LÉON, LA FONTAINE, E. BOUTROUX (*Ecole des Hautes Études sociales*). 2e édit.
16. ***L'exode rural et le retour aux champs**, par E. VANDERVELDE, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.
17. ***L'Éducation de la démocratie**, par MM. E. LAVISSE, A. CROISET, Ch. SEIGNOBOS, P. MALAPERT, G. LANSON, J. HADAMARD (*Ecole des Hautes Etudes soc.*) 2e édit.
18. ***La Lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés**, par J.-L. DE LANNESSAN, député, prof. agr. à la Fac. de méd. de Paris.
19. ***La Concurrence sociale et les devoirs sociaux**, par le MÊME.
20. ***L'Individualisme anarchiste, Max Stirner**, par V. BASCH, chargé de cours à la Sorbonne.
21. ***La démocratie devant la science**, par C. BOUGLÉ, prof de philosophie sociale à l'Université de Toulouse. (*Récompensé par l'Institut.*)
22. ***Les Applications sociales de la solidarité**, par MM. P. BUDIN, Ch. GIDE, H. MONOD, PAULET, ROBIN, SIEGFRIED, BROUARDEL. Préface de M. Léon BOURGEOIS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
23. **La Paix et l'enseignement pacifiste**, par MM. Fr. PASSY, Ch. RICHET, d'ESTOURNELLES DE CONSTANT, E. BOURGEOIS, A. WEISS, H. LA FONTAINE, G. LYON (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
24. ***Etudes sur la philosophie morale au XIXe siècle**, par MM. BELOT, A. DARLU, M. BERNÈS, A. LANDRY, Ch. GIDE, E. ROBERTY, R. ALLIER, H. LICHTENBERGER, L. BRUNSCHVICG (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1902-1903).
25. ***Enseignement et démocratie**, par MM. APPELL, J. BOITEL, A. CROISET, A. DEVINAT, Ch.-V. LANGLOIS, G. LANSON, A. MILLERAND, Ch. SEIGNOBOS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
26. ***Religions et Sociétés**, par MM. TH. REINACH, A. PUECH, R. ALLIER, A. LEROY-BEAULIEU, le baron CARRA DE VAUX, H. DREYFUS (*Ecole des Hautes Etudes soc.*, 1903-1904).
27. ***Essais socialistes.** *La religion, l'art, l'alcool*, par E. VANDERVELDE.
28. ***Le surpeuplement et les habitations à bon marché**, par H. TUROT, conseiller municipal de Paris, et H. BELLAMY.
29. **L'individu, l'association et l'état**, par E. FOURNIÈRE.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 brochés à 3 fr. 50 — Volumes in-8 brochés de divers prix

Volumes parus en 1907

CHARMES (P.), LEROY-BEAULIEU (A.), MILLET (R.), RIBOT (A.), VANDAL (A.), de CAIX (R.), HENRY (R.), LOUIS-JARAY (G.), PINON (R.), TARDIEU (A.). **Les questions actuelles de la politique étrangère en Europe.** *La politique anglaise. La politique allemande. La question d'Autriche-Hongrie. La question de Macédoine et des Balkans. La question russe.* 1 vol. in-16, avec 3 cartes hors texte et 6 cartes dans le texte. 3 fr. 50

TARDIEU (A.), secrétaire honoraire d'ambassade. **La Conférence d'Algésiras.** *Histoire diplomatique de la crise marocaine* (15 janvier-7 avril 1906). 2e édit. 1 vol. in-8. 10 fr.

GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix-Marseille. **La politique coloniale en France (1789-1830).** 1 vol. in-8. 7 fr.

MATTER (P.), substitut au tribunal de la Seine. **Bismarck et son temps.** III. *Triomphe, splendeur et déclin* (1870-1896). 1 vol. in-8. 10 fr.

DRIAULT (E.), agrégé d'histoire. **La question d'Extrême-Orient.** 1 vol. in-8. 7 fr.

EUROPE

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne, * **Histoire diplomatique de l'Europe, de 1815 à 1878.** 2 vol. in-8. (*Ouvrage couronné par l'Institut.* 18 fr.

DOELLINGER (I. de). **La papauté,** ses origines au moyen âge, son influence jusqu'en 1870. Traduit par A. GIRAUD-TEULON, 1904. 1 vol. in-8. 7 fr.

SYBEL (H. de). * **Histoire de l'Europe pendant la Révolution française,** traduit de l'allemand par Mlle DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.

TARDIEU (A.). ***Questions diplomatiques de l'année 1904.** 1 vol. in-12. (*ouvrage couronné par l'Académie française*). 3 fr. 50

FRANCE

Révolution et Empire

AULARD, professeur à la Sorbonne. * **Le Culte de la Raison et le Culte de l'Être suprême,** étude historique (1793-1794). 2e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

— * **Études et leçons sur la Révolution française.** 5 v. in-12. Chacun. 3 fr. 50

BONDOIS (P.), agrégé d'histoire. * **Napoléon et la société de son temps** (1793-1821). 1 vol. in-8. 7 fr.

CARNOT (H.), sénateur. * **La Révolution française,** résumé historique. In-16. Nouvelle édit. 3 fr. 50

DRIAULT (E.), professeur au lycée de Versailles. **La politique orientale de Napoléon.** SÉBASTIANI et GARDANE (1806-1808). 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 7 fr.

— * **Napoléon en Italie (1800-1812).** 1 vol. in-8. 1906. 10 fr.

DUMOULIN (Maurice). * **Figures du temps passé.** 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50

MOLLIEN (Cte). **Mémoires d'un ministre du trésor public (1780-1815),** publiés par M. Ch. GOMEL. 3 vol. in-8. 15 fr.

BOITEAU (P.). **État de la France en 1789.** Deuxième éd. 1 vol. in-8. 10 fr.

BORNAREL (E.), doc. ès lettres. **Cambon et la Révolution française.** In-8. 7 fr.

CAHEN (L.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. * **Condorcet et la Révolution française.** 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 10 fr.

DESPOIS (Eug.). * **Le Vandalisme révolutionnaire.** Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 4e édit. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

DEBIDOUR, professeur à la Sorbonne. * **Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France** (1789-1870). 1 fort vol. in-8. 1898. (*Couronné par l'Institut.*) 12 fr.

— * **L'Église catholique et l'Etat en France sous la troisième République (1870-1906).** — I. (1870-1889), 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. — II. (1889-1906), paraîtra en 1908.

GOMEL (G.). **Les causes financières de la Révolution française. Les ministères de Turgot et de Necker.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **Les causes financières de la Révolution française ; les derniers contrôleurs généraux.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **Histoire financière de l'Assemblée Constituante (1789-1791).** 2 vol. in-8, 16 fr. — Tome I : (1789), 8 fr. ; tome II : (1790-1791), 8 fr.

— **Histoire financière de la Législative et de la Convention** 2 vol. in-8, 15 fr. — Tome I : (1792-1793), 7 fr. 50 ; tome II : (1793-1795), 7 fr. 50

ISAMBERT (G.). * **La vie à Paris pendant une année de la Révolution** (1791-1792). In-16. 1896. 3 fr. 50

MATHIEZ (A.), agrégé d'histoire, docteur ès lettres. * **La théophilanthropie et le culte décadaire**, 1796-1801. 1 vol. in-8. 12 fr.

— * **Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française**. In-16. 1906. 3 fr. 50

MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires**. 3 vol. in-12, précédés d'une préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50

SILVESTRE, professeur à l'École des sciences politiques. **De Waterloo à Sainte-Hélène** (20 Juin-16 Octobre 1815). 1 vol. in-16. 3 fr. 50

SPULLER (Eug.). **Hommes et choses de la Révolution** 1 vol. in-18. 3 fr 50.

STOURM, de l'Institut. **Les finances de l'ancien régime et de la Révolution**. 2 vol. in-8. 16 fr.

— **Les finances du Consulat**. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

VALLAUX (C.). * **Les campagnes des armées françaises (1792-1815)**. In-16, avec 17 cartes dans le texte. 3 fr. 50

Epoque contemporaine

BLANC (Louis). * **Histoire de Dix ans** (1830-1840). 5 vol. in-8. 25 fr.

DELORD (Taxile). * **Histoire du second Empire** (1848-1870). 6 vol. in-8. 42 fr.

DUVAL (J.). **L'Algérie et les colonies françaises**, avec une notice biographique sur l'auteur, par J. LEVASSEUR, de l'Institut. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix. * **Les Colonies françaises**. 1 vol. in-8. 6e édition revue et augmentée. 5 fr.

GAISMAN (A.). * **L'Œuvre de la France au Tonkin**. Préface de M. J.-L. de LANESSAN. 1 vol. in-16 avec 4 cartes en couleurs. 1906. 3 fr. 50

LANESSAN (J.-L. de). * **L'Indo-Chine française**. Etude économique, politique et administrative. 1 vol. in-8 avec 5 cartes en couleurs hors texte. 15 fr

— * **L'Etat et les Eglises de France**. *Histoire de leurs rapports, des origines jusqu'à la Séparation*. 1 vol. in-16. 1906. 3 fr. 50

— * **Les Missions et leur protectorat**. 1 vol. in-16. 1907. 3 fr. 50

LAPIE (P.), professeur à l'Université de Bordeaux. **Les Civilisations tunisiennes** (Musulmans, Israélites, Européens). In-16. 1898. (*Couronné par l'Académie française.*) 3 fr. 50

LAUGEL (A.). * **La France politique et sociale**. 1 vol. in-8. 5 fr.

LEBLOND (Marius-Ary). **La société française sous la troisième République**. 1905. 1 vol. in-8. 5 fr.

NOEL (O.). **Histoire du commerce extérieur de la France depuis la Révolution**. 1 vol. in-8. 6 fr.

PIOLET (J.-B.). **La France hors de France**, notre émigration, sa nécessité, ses conditions. 1 vol. in-8 1900 (*Couronné par l'Institut.*) 10 fr.

SCHEFER (Ch.), professeur à l'Ecole des sciences politiques. * **La France moderne et le problème colonial**. I. (1815-1830). 1 vol. in-8. 7 fr.

SPULLER (E.), ancien ministre de l'Instruction publique. * **Figures disparues**, portraits contemp., littér. et politiq. 3 vol. in-16. Chacun. 3 fr. 50

TCHERNOFF (J.). **Associations et Sociétés secrètes sous la deuxième République** (1848-1851). 1 vol. in-8. 1905. 7 fr.

VIGNON (L.), professeur à l'Ecole coloniale. **La France dans l'Afrique du nord**. 2e édition. 1 vol. in-8. (*Récompensé par l'Institut.*) 7 fr.

— **Expansion de la France**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

— LE MÊME. Édition in-8. 7 fr.

WAHL, inspect. général, A. BERNARD, professeur à la Sorbonne. * **L'Algérie**. 1 vol. in-8. 5e édit., 1908. (*Ouvrage couronné par l'Institut.*) 5 fr.

WEILL (G.), maître de conf. à l'Université de Caen. **Histoire du parti républicain en France, de 1814 à 1870**. 1 vol in-8. 1900. (*Récompensé par l'Institut.*) 10 fr.

— * **Histoire du mouvement social en France** (1852-1902). 1 v. in-8. 1905. 7 fr.

— **L'Ecole saint simonienne**, son histoire, son influence jusqu'à nos jours In-16. 1896. 3 fr. 50

ZEVORT (E.), recteur de l'Académie de Caen. **Histoire de la troisième République** :

Tome I. * **La présidence de M. Thiers**. 1 vol. in-8. 3e édit. 7 fr.
Tome II. * **La présidence du Maréchal**. 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.
Tome III. * **La présidence de Jules Grévy**. 1 vol. in-8. 2e édit. 7 fr.
Tome IV. **La présidence de Sadi Carnot**. 1 vol. in-8. 7 fr.

ANGLETERRE

MÉTIN (Albert), prof. à l'Ecole Coloniale. * **Le Socialisme en Angleterre**. In-16. 3 fr. 50

ALLEMAGNE

ANDLER (Ch.), prof. à la Sorbonne. ***Les origines du socialisme d'État en Allemagne.** 1 vol. in-8. 1897. 7 fr.

GUILLAND (A.), professeur d'histoire à l'Ecole polytechnique suisse. ***L'Allemagne nouvelle et ses historiens.** (NIEBUHR, RANKE, MOMMSEN, SYBEL, TREITSCHKE.) 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.

MATTER (P.), doct. en droit, substitut au tribunal de la Seine. ***La Prusse et la révolution de 1848.** In-16. 1903. 3 fr. 50

— ***Bismarck et son temps.** I. *La préparation* (1815-1863). 1 vol. in-8. 10 fr. II. * *L'action* (1863-1870). 1 vol. in-8. 10 fr.

MILHAUD (E.), professeur à l'Université de Genève. ***La Démocratie socialiste allemande.** 1 vol. in-8. 1903. 10 fr.

SCHMIDT (Ch.), docteur ès lettres. **Le grand-duché de Berg (1806-1813).** 1905. 1 vol. in-8. 10 fr.

VERON (Eug.). ***Histoire de la Prusse,** depuis la mort de Frédéric II. In-16. 6e édit. 3 fr. 50

— ***Histoire de l'Allemagne,** depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. In-16. 3e éd., mise au courant des événements par P. BONDOIS. 3 fr. 50

AUTRICHE-HONGRIE

AUERBACH, professeur à l'Université de Nancy. ***Les races et les nationalités en Autriche-Hongrie.** In-8. 1898 5 fr.

BOURLIER (J.). ***Les Tchèques et la Bohême contemporaine.** In-16. 1897. 3 fr. 50

*RECOULY (R.), agrégé de l'Univ. **Le pays magyar.** 1903. In-16. 3 fr. 50

RUSSIE

COMBES DE LESTRADE (Vte). **La Russie économique et sociale à l'avènement de Nicolas II.** 1 vol. in-8. 6 fr.

ITALIE

BOLTON KING (M. A.). ***Histoire de l'unité italienne.** Histoire politique de l'Italie, de 1814 à 1871, traduit de l'anglais par M. MACQUART; introduction de M. Yves GUYOT. 1900. 2 vol. in-8. 15 fr.

COMBES DE LESTRADE (Vte). **La Sicile sous la maison de Savoie.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

GAFFAREL (P.), professeur à l'Université d'Aix. ***Bonaparte et les Républiques italiennes (1796-1799).** 1895. 1 vol. in-8. 5 fr.

SORIN (Élie). ***Histoire de l'Italie,** depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel. In-16 1888. 3 fr. 50

ESPAGNE

REYNALD (H.). ***Histoire de l'Espagne,** depuis la mort de Charles III. In-16. 3 fr. 50

ROUMANIE

DAMÉ (Fr.). ***Histoire de la Roumanie contemporaine,** depuis l'avènement des princes indigènes jusqu'à nos jours. 1 vol. in-8. 1900. 7 fr.

SUISSE

DAENDLIKER. ***Histoire du peuple suisse.** Trad. de l'allem. par Mme Jules FAVRE et précédé d'une Introduction de Jules FAVRE. 1 vol. in-8. 5 fr.

SUÈDE

SCHEFER (C.). ***Bernadotte roi (1810-1818-1844).** 1 vol. in-8. 1899. 5 fr.

GRÈCE, TURQUIE, ÉGYPTE

BÉRARD (V.), docteur ès lettres. ***La Turquie et l'Hellénisme contemporain.** *(Ouvrage cour. par l'Acad. française).* In-16. 5e éd. 3 fr. 50

DRIAULT (G.). ***La question d'Orient,** préface de G. MONOD, de l'Institut. 1 vol. in-8. 3e édit. 1905. (*Ouvrage couronné par l'Institut*). 7 fr.

MÉTIN (Albert), professeur à l'École coloniale. ***La Transformation de l'Egypte.** In-16. 1903. (Cour. par la Soc. de géogr. comm.) 3 fr. 50

RODOCANACHI (E.). ***Bonaparte et les îles Ioniennes** (1797-1816). 1 volume in-8. 1899. 5 fr

INDE

PIRIOU (E.), agrégé de l'Université. ***L'Inde contemporaine et le mouvement national.** 1905. 1 vol. in-16. 3 fr. 50

CHINE

CORDIER (H.), professeur à l'Ecole des langues orientales. ***Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales** (1860-1902), avec cartes. 3 vol. in-8, chacun séparément. 10 fr.

— ***L'Expédition de Chine de 1857-58.** Histoire diplomatique, notes et documents. 1905. 1 vol. in-8. 7 fr.

CORDIER (H.), prof. à l'École des langues orientales. * **L'Expédition de Chine de 1860.** Histoire diplomatique, notes et documents. 1906. 1 vol. in-8. 7 fr.

COURANT (M.), maître de conférences à l'Université de Lyon. **En Chine.** *Mœurs et institutions. Hommes et faits.* 1 vol. in-16. 3 fr. 50

AMÉRIQUE

ELLIS STEVENS. **Les Sources de la constitution des États-Unis.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

DEBERLE (Alf.). * **Histoire de l'Amérique du Sud**, in-16. 3e éd. 3 fr. 50

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

BARNI (Jules). * **Histoire des idées morales et politiques en France au XVIIIe siècle.** 2 vol. in-16. Chaque volume. 3 fr. 50

— * **Les Moralistes français au XVIIIe siècle.** In-16. 3 fr. 50

BEAUSSIRE (Émile), de l'Institut. **La Guerre étrangère et la Guerre civile.** In-16. 3 fr. 50

LOUIS BLANC. **Discours politiques (1848-1881).** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

BONET-MAURY. * **Histoire de la liberté de conscience (1598-1870).** In-8. 2e édit. *(Sous presse.)*

BOURDEAU (J.). * **Le Socialisme allemand et le Nihilisme russe.** In-16. 2e édit. 1894. 3 fr. 50

— * **L'évolution du Socialisme.** 1901. 1 vol. in-16. 3 fr. 50

D'EICHTHAL (Eug.). **Souveraineté du peuple et gouvernement.** In-16. 1895 3 fr. 50

DESCHANEL (E.), sénateur, professeur au Collège de France. * **Le Peuple et la Bourgeoisie.** 1 vol. in-8. 2e édit. 5 fr.

DEPASSE (Hector), député. **Transformations sociales.** 1894. In-16. 3 fr. 50

— **Du Travail et de ses conditions** (Chambres et Conseils du travail). In-16. 1895. 3 fr. 50

DRIAULT (E.), prof. agr. au lycée de Versailles. * **Problèmes politiques et sociaux.** In-8. 2e édit. 1906. 7 fr.

GUÉROULT (G.). * **Le Centenaire de 1789.** In-16. 1889. 3 fr. 50

LAVELEYE (E. de), correspondant de l'Institut. **Le Socialisme contemporain.** In-16. 11e édit. augmentée. 3 fr. 50

LICHTENBERGER (A.). * **Le Socialisme utopique,** *étude sur quelques précurseurs du Socialisme.* In-16. 1898. 3 fr. 50

— * **Le Socialisme et la Révolution française.** 1 vol. in-8. 5 fr.

MATTER (P.). **La dissolution des assemblées parlementaires,** étude de droit public et d'histoire. 1 vol. in-8. 1898. 5 fr.

NOVICOW. **La Politique internationale.** 1 vol. in-8. 7 fr.

PAUL LOUIS. **L'ouvrier devant l'État.** Etude de la législation ouvrière dans les deux mondes. 1904. 1 vol. in-8. 7 fr.

— **Histoire du mouvement syndical en France (1789-1906).** 1 vol in-16 1907. 3 fr. 50

REINACH (Joseph), député. **Pages républicaines.** In-16. 3 fr. 50

— * **La France et l'Italie devant l'histoire.** 1 vol. in-8. 5 fr.

SPULLER (E.). * **Éducation de la démocratie.** In-16 1892. 3 fr. 50

— **L'Évolution politique et sociale de l'Église.** 1 vol. in-12. 1893. 3 fr. 50

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

* **DE SAINT-LOUIS A TRIPOLI PAR LE LAC TCHAD,** par le lieutenant-colonel MONTEIL. 1 beau vol. in-8 colombier, précédé d'une préface de M. DE VOGUÉ, de l'Académie française, illustrations de RIOU. 1895. *Ouvrage couronné par l'Académie française (Prix Montyon),* broché 20 fr., relié amat., 28 fr.

* **HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE,** par Taxile DELORD. 6 vol. in-8. avec 500 gravures. Chaque vol. broché. 8 fr.

TRAVAUX DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

PAUL FABRE. **La polyptyque du chanoine Benoît.** In-8. 3 fr. 50

A. PINLOCHE. * **Principales œuvres de Herbart.** 7 fr. 50

A. PENJON. **Pensée et réalité,** de A. SPIR, trad. de l'allem. In-8. 10 fr.

— **L'énigme sociale.** 1902. 1 vol. in-8. 2 fr. 50

G. LEFÈVRE * **Les variations de Guillaume de Champeaux et la question des Universaux.** Étude suivie de documents originaux. 1898. 3 fr.

J. DEROCQUIGNY. **Charles Lamb.** *Sa vie et ses œuvres.* 1 vol. in-8 12 fr.

BIBLIOTHÈQUE DE LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE et LITTÉRATURE ANCIENNES

*__De l'authenticité des épigrammes de Simonide__, par M. le Professeur H. HAUVETTE. 1 vol. in-8. 5 fr.

*__Les Satires d'Horace__, par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in-8. 11 fr.

*__De la flexion dans Lucrèce__, par M. le Prof A. CARTAULT. 1 vol. in-8 4 fr.

*__La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce__, par M. le Prof. GUIRAUD. 1 vol. in-8. 7 fr.

*__Recherches sur le Discours aux Grecs de Tatien__, suivies d'une *traduction française du discours*, avec notes, par A. PUECH, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1903. 6 fr.

*__Les « Métamorphoses » d'Ovide et leurs modèles grecs__, par A. LAFAYE, professeur adjoint à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 1904. 8 fr. 50

MOYEN AGE

*__Premiers mélanges d'histoire du Moyen âge__, par MM. le Prof. A. LUCHAIRE, de l'Institut, DUPONT-FERRIER et POUPARDIN. 1 vol. in-8. 3 fr. 50

Deuxièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, publiés sous la direct. de M. le Prof. A. LUCHAIRE, par MM. LUCHAIRE, HALPHEN et HUCKEL. 1 vol. in-8. 6 fr.

Troisièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, par MM. le Prof. LUCHAIRE, BEYSSIER, HALPHEN et CORDEY. 1 vol. in-8. 8 fr. 50

Quatrièmes mélanges d'histoire du Moyen âge, par MM. JACQUEMIN, FARAL, BEYSSIER. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

*__Essai de restitution des plus anciens Mémoriaux de la Chambre des Comptes de Paris__, par MM. J. PETIT, GAVRILOVITCH, MAURY et TÉODORU, préface de M. CH.-V. LANGLOIS, prof. adjoint 1 vol. in-8. 9 fr.

Constantin V, empereur des Romains (740-775). *Étude d'histoire byzantine*, par A. LOMBARD, licencié ès lettres. Préface de M. le Prof. Ch. DIEHL. 1 vol. in-8. 6 fr.

Étude sur quelques manuscrits de Rome et de Paris, par M. le Prof. A. LUCHAIRE. 1 vol. in-8. 6 fr.

Les archives de la cour des comptes, aides et finances de Montpellier, par L. MARTIN-CHABOT, archiviste-paléographe. 1 vol. in-8. 8 fr.

PHILOLOGIE et LINGUISTIQUE

*__Le dialecte alaman de Colmar (Haute-Alsace) en 1870__, grammaire et lexique, par M. le Prof. VICTOR HENRY. 1 vol. in-8. 8 fr.

*__Études linguistiques sur la Basse-Auvergne, phonétique historique du patois de Vinzelles (Puy-de-Dôme)__, par ALBERT DAUZAT. Préface de M. le Prof. A. THOMAS. 1 vol. in-8. 6 fr.

*__Antinomies linguistiques__, par M. le Prof. VICTOR HENRY 1 v. in-8. 2 fr.

Mélanges d'étymologie française, par M. le Prof. A. THOMAS. In-8. 7 fr.

*__A propos du corpus Tibullianum.__ *Un siècle de philologie latine classique*, par M. le Prof. A. CARTAULT. 1 vol. in 8. 18 fr.

PHILOSOPHIE

L'imagination et les mathématiques selon Descartes, par P. BOUTROUX, licencié ès lettres. 1 vol. in-8. 2 fr.

GÉOGRAPHIE

La rivière Vincent-Pinzon. *Étude sur la cartographie de la Guyane*, par M. le Prof. VIDAL DE LA BLACHE, de l'Institut. In-8, avec grav. et planches hors texte. 6 fr.

LITTÉRATURE MODERNE

*__Mélanges d'histoire littéraire__, par MM. FREMINET, DUPIN et DES COGNETS. Préface de M. le prof. LANSON. 1 vol. in-8 6 fr. 50

HISTOIRE CONTEMPORAINE

*__Le treize vendémiaire an IV__, par HENRY ZIVY. 1 vol. in-8. 4 fr.

ANNALES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Lettres intimes de J.-M. Alberoni adressées au comte J. Rocca, par Emile BOURGEOIS. 1 vol. in-8. 10 fr.
La républ. des Provinces-Unies, France et Pays-Bas espagnols, de 1630 à 1650, par A. WADDINGTON. 2 vol. in-8. 12 fr.
Le Vivarais, essai de géographie régionale, par BURDIN. 1 vol. in-8. 6 fr.

*RECUEIL DES INSTRUCTIONS

DONNÉES AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES DE FRANCE

DEPUIS LES TRAITÉS DE WESTPHALIE JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques au Ministère des Affaires étrangères.

Beaux vol. in-8 rais., imprimés sur pap. de Hollande, avec Introduction et notes

I. — **AUTRICHE**, par M. Albert SOREL, de l'Académie française. *Épuisé.*
II. — **SUÈDE**, par M. A. GEFFROY, de l'Institut. . . . . . 20 fr.
III. — **PORTUGAL**, par le vicomte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. . . . 20 fr.
IV et V. — **POLOGNE**, par M. LOUIS FARGES. 2 vol. . . . . . 30 fr.
VI. — **ROME**, par M. G. HANOTAUX, de l'Académie française. . . . 20 fr.
VII. — **BAVIÈRE, PALATINAT ET DEUX-PONTS**, par M. André LEBON. 25 fr.
VIII et IX. — **RUSSIE**, par M. Alfred RAMBAUD, de l'Institut. 2 vol. Le 1er vol. 20 fr. Le second vol. . . . . . 25 fr.
X. — **NAPLES ET PARME**, par M. Joseph REINACH, député. . . . . . 20 fr.
XI. — **ESPAGNE (1649-1750)**, par MM. MOREL-FATIO, professeur au Collège de France et LÉONARDON (t. I) . . . . . . 20 fr.
XII et XII *bis*. — **ESPAGNE** (1750-1789) (t. II et III), par les mêmes. . . . 40 fr.
XIII. — **DANEMARK**, par M. A. GEFFROY, de l'Institut . . . . . . 14 fr.
XIV et XV. — **SAVOIE-MANTOUE**, par M. HORRIC de BEAUCAIRE. 2 vol. 40 fr.
XVI. — **PRUSSE**, par M. A. WADDINGTON, professeur à l'Univ. de Lyon. 1 vol. (Couronné par l'Institut.) . . . . . . 28 fr.

*INVENTAIRE ANALYTIQUE

DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques

Correspondance politique de MM. de CASTILLON et de MARILLAC, ambassadeurs de France en Angleterre (1537-1542), par M. JEAN KAULEK, avec la collaboration de MM. Louis Farges et Germain Lefèvre-Pontalis. 1 vol. in-8 raisin . . . . . . 15 fr.
Papiers de BARTHÉLEMY, ambassadeur de France en Suisse, de 1792 à 1797 par M. Jean KAULEK. 4 vol. in-8 raisin. I. Année 1792, 15 fr. — II. Janvier-août 1793, 15 fr. — III. Septembre 1793 à mars 1794, 18 fr. — IV. Avril 1794 à février 1795, 20 fr. — V. Septembre 1794 à Septembre 1796 . . . . . . 20 fr.
Correspondance politique de ODET DE SELVE, ambassadeur de France en Angleterre (1546-1549), par M. G. LEFÈVRE-PONTALIS. 1 vol in-8 raisin . . . . . . 15 fr.
Correspondance politique de GUILLAUME PELLICIER, ambassadeur de France à Venise (1540-1542), par M. Alexandre TAUSSERAT-RADEL. 1 fort vol. in-8 raisin . . . . . . 40 fr.

Correspondance des Beys d'Alger avec la Cour de France (1759-1833), recueillie par Eug. PLANTET. 2 vol. in-8 raisin. 30 fr.
Correspondance des Beys de Tunis et des Consuls de France avec la Cour (1577-1830), recueillie par Eug. PLANTET. 3 vol. in-8. TOME I (1577-1700) *Épuisé.* — T. II (1700-1770). 20 fr. — T. III (1770-1830). 20 fr.

Les introducteurs des Ambassadeurs (1589-1900). 1 vol. in-4, avec figures dans le texte et planches hors texte. 20 fr.

*REVUE PHILOSOPHIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par Th. RIBOT, Membre de l'Institut, Professeur honoraire au Collège de France.

(32e année, 1907.) — Paraît tous les mois.

Abonnement du 1er janvier : Un an : Paris, 30 fr. — Départements et Etranger, 33 fr.

La livraison, 3 fr.

Les années écoulées, chacune 30 francs, et la livraison, 3 fr.

---

*REVUE GERMANIQUE (ALLEMAGNE — ANGLETERRE ÉTATS-UNIS — PAYS SCANDINAVES)

Troisième année, 1907. — Paraît tous les deux mois (*Cinq numéros par an*).

Secrétaire général : M. PIQUET, professeur à l'Université de Lille.

Abonnement du 1er janvier : Paris, 14 fr. — Départements et Etranger, 16 fr.

La livraison, 4 fr.

---

*Journal de Psychologie Normale et Pathologique

DIRIGÉ PAR LES DOCTEURS

Pierre JANET et Georges DUMAS

Professeur au Collège de France. Chargé de cours à la Sorbonne.

(4e année, 1907.) — Paraît tous les deux mois.

Abonnement du 1er janvier : France et Etranger, 14 fr. — La livraison, 2 fr. 60.

Le prix d'abonnement est de 12 fr. pour les abonnés de la Revue philosophique.

---

*REVUE HISTORIQUE

Dirigée par MM. G. MONOD, Membre de l'Institut, et Ch. BÉMONT

(32e année, 1907.) — Paraît tous les deux mois.

Abonnement du 1er janvier : Un an : Paris, 30 fr. — Départements et Etranger, 33 fr.

La livraison, 6 fr.

Les années écoulées, chacune 30 fr.; le fascicule, 6 fr. Les fascicules de la 1re année, 9 fr.

---

*ANNALES DES SCIENCES POLITIQUES

Revue bimestrielle publiée avec la collaboration des professeurs et des anciens élèves de l'Ecole libre des Sciences politiques

(22e année, 1907.)

Rédacteur en chef : M. A. VIALLATE, Prof. à l'Ecole.

Abonnement du 1er janvier : Un an : Paris, 18 fr. ; Départements et Etranger, 19 fr.

La livraison, 3 fr. 50.

---

*JOURNAL DES ÉCONOMISTES

Revue mensuelle de la science économique et de la statistique

Paraît le 15 de chaque mois par fascicules grand in-8 de 10 à 12 feuilles

Rédacteur en chef : G. DE MOLINARI, correspondant de l'Institut

Abonnement : Un an, France, 36 fr. Six mois, 19 fr.

Union postale : Un an, 38 fr. Six mois, 20 fr. — Le numéro, 3 fr. 50

Les abonnements partent de janvier ou de juillet.

---

*Revue de l'École d'Anthropologie de Paris

Recueil mensuel publié par les professeurs. — (17e année, 1907.)

Abonnement du 1er janvier : France et Étranger, 10 fr. — Le numéro, 1 fr.

REVUE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

(4e année, 1907) Mensuelle

Abonnement : Un an, France et Belgique, 50 fr. ; autres pays, 56 fr.

Bulletin de la Société libre pour l'Étude psychologique de l'Enfant

10 numéros par an. — Abonnement du 1er octobre : 3 fr.

LES DOCUMENTS DU PROGRÈS

Revue mensuelle internationale (1re année, 1907)

Dr R. BRODA, Directeur.

Abonnement : 1 an : France, 10 fr. — Etranger, 12 fr. La livraison, 1 fr.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de M. Émile ALGLAVE

Les titres marqués d'un astérisque * sont adoptés par le *Ministère de l'Instruction publique de France*-pour les bibliothèques des lycées et des collèges.

LISTE PAR ORDRE D'APPARITION

109 VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, OUVRAGES A 6, 9 ET 12 FR.

Volumes parus en 1907

108. CONSTANTIN (Capitaine). **Le rôle sociologique de la guerre et le sentiment national.** Suivi de la traduction de *La guerre, moyen de sélection collective*, par le Dr STEINMETZ. 1 vol. 6 fr.

109. LOEB, professeur à l'Université Berkeley. **La dynamique des phénomènes de la vie.** Traduit de l'allemand par MM. DAUDIN et SCHAEFFER, préf. de M. le Prof. GIARD, de l'Institut. 1 vol. avec fig. 9 fr.

1. TYNDALL (J.). * **Les Glaciers et les Transformations de l'eau,** avec figures. 1 vol. in-8. 7e édition. 6 fr.
2. BAGEHOT. * **Lois scientifiques du développement des nations** 1 vol in-8. 6e édition. 6 fr.
3. MAREY, de l'Institut. * **La Machine animale.** *Épuisé.*
4. BAIN. * **L'Esprit et le Corps.** 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
5. PETTIGREW. * **La Locomotion chez les animaux,** marche natation et vol. 1 vol. in-8 avec figures. 2e édit. 6 fr.
6. HERBERT SPENCER. * **La Science sociale.** 1 v. in-8. 14e édit. 6 fr.
7. SCHMIDT (O.). * **La Descendance de l'homme et le Darwinisme.** 1 vol. in-8, avec fig 6e édition. 6 fr.
8. MAUDSLEY. * **Le Crime et la Folie.** 1 vol. in-8. 7e édit. 6 fr.
9. VAN BENEDEN. * **Les Commensaux et les Parasites dans le règne animal.** 1 vol. in-8, avec figures. 4e édit. 6 fr.
10. BALFOUR STEWART. * **La Conservation de l'énergie,** avec figures. 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
11. DRAPER. **Les Conflits de la science et de la religion.** 1 vol. in-8. 10e édition. 6 fr.
12. L. DUMONT. * **Théorie scientifique de la sensibilité. Le plaisir et la douleur.** 1 vol. in-8. 4e édition. 6 fr.
13. SCHUTZENBERGER. * **Les Fermentations** In-8 6e édit. 6 fr.
14. WHITNEY * **La Vie du langage.** 1 vol. in-8. 4e édit 6 fr.
15. COOKE et BERKELEY * **Les Champignons** In-8. av. fig., 4e éd. 6 fr.
16. BERNSTEIN * **Les Sens.** 1 vol. in-8, avec 91 fig. 5e édit. 6 fr.
17. BERTHELOT, de l'Institut * **La Synthèse chimique.** 1 vol. in-8. 8e édit. 6 fr.
18. NIEWENGLOWSKI (H.). * **La photographie et la photochimie** 1 vol. in-8, avec gravures et une planche hors texte. 6 fr.
19. LUYS. * **Le Cerveau et ses fonctions.** *Épuisé.*
20. STANLEY JEVONS. * **La Monnaie.** *Épuisé.*
21. FUCHS. * **Les Volcans et les Tremblements de terre.** 1 vol. in-8, avec figures et une carte en couleurs. 5e édition 6 fr.
22. GÉNÉRAL BRIALMONT. * **Les Camps retranchés.** *Épuisé.*
23. DE QUATREFAGES, de l'Institut. * **L'Espèce humaine.** 1 v. in-8. 13e édit. 6 fr.
24. BLASERNA et HELMHOLTZ. * **Le Son et la Musique.** 1 vol in-8 avec figures. 5e édition. 6 fr.
25. ROSENTHAL. * **Les Nerfs et les Muscles.** *Épuisé.*

26. BRUCKE et HELMHOLTZ. * **Principes scientifiques des beaux-arts**. 1 vol. in-8, avec 39 figures. 4e édition. 6 fr.
27. WURTZ, de l'Institut. * **La Théorie atomique**. 1 vol. in-8. 9e éd. 6 fr.
28-29. SECCHI (le père). * **Les Étoiles**. 2 vol. in-8, avec 63 figures dans le texte et 17 pl. en noir et en couleurs hors texte. 3e édit. 12 fr.
30. JOLY. * **L'Homme avant les métaux**. *Épuisé*.
31. A. BAIN. * **La Science de l'éducation**. 1 vol. in-8. 9e édit. 6 fr.
32-33. THURSTON (R.). * **Histoire de la machine à vapeur**. 2 vol. in-8, avec 140 fig. et 16 planches hors texte. 3e édition. 12 fr.
34. HARTMANN (R.). * **Les Peuples de l'Afrique**. *Épuisé*.
35. HERBERT SPENCER. * **Les Bases de la morale évolutionniste**. 1 vol. in-8. 6e édition. 6 fr.
36. HUXLEY. * **L'Écrevisse**, introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol. in-8, avec figures. 2e édition. 6 fr.
37. DE ROBERTY. * **La Sociologie**. 1 vol. in-8. 3e édition. 6 fr.
38. ROOD. * **Théorie scientifique des couleurs**. 1 vol. in-8 avec figures et une planche en couleurs hors texte. 2e édition. 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. * **L'Évolution du règne végétal** (les Cryptogames). *Épuisé*.
40-41. CHARLTON BASTIAN. * **Le Cerveau, organe de la pensée chez l'homme et chez les animaux**. 2 vol. in-8, avec figures. 2e éd. 12 fr.
42. JAMES SULLY. * **Les Illusions des sens et de l'esprit**. 1 vol. in-8, avec figures. 3e édit. 6 fr.
43. YOUNG. * **Le Soleil**. *Épuisé*.
44. DE CANDOLLE. * **L'Origine des plantes cultivées**. 4e éd. 1 v. in-8. 6 fr.
45-46. SIR JOHN LUBBOCK. * **Fourmis, abeilles et guêpes**. *Épuisé*.
47. PERRIER (Edm.), de l'Institut. **La Philosophie zoologique avant Darwin**. 1 vol. in-8. 3e édition. 6 fr.
48. STALLO. * **La Matière et la Physique moderne**. 1 vol. in-8. 3e éd., précédé d'une Introduction par Ch. Friedel. 6 fr.
49. MANTEGAZZA. **La Physionomie et l'Expression des sentiments**. 1 vol. in-8. 3e édit., avec huit planches hors texte. 6 fr.
50. DE MEYER. * **Les Organes de la parole et leur emploi pour la formation des sons du langage**. In-8, avec 51 fig. 6 fr.
51. DE LANESSAN. * **Introduction à l'Étude de la botanique** (le Sapin). 1 vol. in-8. 2e édit., avec 143 figures. 6 fr.
52-53. DE SAPORTA et MARION. * **L'Évolution du règne végétal** (les Phanérogames). 2 vol. *Épuisé*.
54. TROUESSART, prof au Muséum. * **Les Microbes, les Ferments et les Moisissures**. 1 vol. in-8. 2e édit., avec 107 figures. 6 fr.
55. HARTMANN (R.). * **Les Singes anthropoïdes**. *Épuisé*.
56. SCHMIDT (O.). * **Les Mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques**. 1 vol. in-8, avec 51 figures. 6 fr.
57. BINET et FÉRÉ. **Le Magnétisme animal**. 1 vol. in-8. 4e édit. 6 fr.
58-59. ROMANES. * **L'Intelligence des animaux**. 2 v. in-8. 3e édit. 12 fr.
60. LAGRANGE (F.). **Physiol. des exerc. du corps**. 1 v. in-8. 7e éd. 6 fr.
61. DREYFUS. * **Évolution des mondes et des sociétés**. 1 v. in-8. 6 fr.
62. DAUBRÉE, de l'Institut. * **Les Régions invisibles du globe et des espaces célestes**. 1 v. in-8, avec 85 fig. dans le texte. 2 édit. 6 fr.
63-64. SIR JOHN LUBBOCK. * **L'Homme préhistorique**. 2 vol. *Épuisé*.
65. RICHET (Ch.), professeur à la Faculté de médecine de Paris. **La Chaleur animale**. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
66. FALSAN (A.). * **La Période glaciaire**. *Épuisé*.
67. BEAUNIS (H.). **Les Sensations internes**. 1 vol. in-8. 6 fr.
68. CARTAILHAC (E.). **La France préhistorique**, d'après les sépultures et les monuments. 1 vol. in-8, avec 162 figures. 2e édit. 6 fr.
69. BERTHELOT, de l'Institut. * **La Révol. chimique, Lavoisier**. 1 vol. in-8. 2e éd. 6 fr.
70. SIR JOHN LUBBOCK. * **Les Sens et l'instinct chez les animaux**, principalement chez les insectes. 1 vol. in-8, avec 150 figures. 6 fr.

71. STARCKE. * **La Famille primitive.** 1 vol. in-8. 6 fr.
72. ARLOING, prof. à l'École de méd. de Lyon * **Les Virus.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
73. TOPINARD. * **L'Homme dans la Nature.** 1 vol in-8, avec fig. 6 fr.
74. BINET (Alf.). * **Les Altérations de la personnalité.** In-8, 2 éd. 6 fr.
75. DE QUATREFAGES (A.). * **Darwin et ses précurseurs français.** 1 vol. in-8. 2e édition refondue. 6 fr.
76. LEFÈVRE (A.). * **Les Races et les langues.** *Épuisé.*
77-78. DE QUATREFAGES (A.), de l'Institut. * **Les Émules de Darwin.** 2 vol. in-8, avec préfaces de MM. Edm. PERRIER et HAMY. 12 fr.
79. BRUNACHE (P.). * **Le Centre de l'Afrique. Autour du Tchad.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
80. ANGOT (A.), directeur du Bureau météorologique. * **Les Aurores polaires.** 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
81. JACCARD. * **Le pétrole, le bitume et l'asphalte** au point de vue géologique. 1 vol. in-8, avec figures. 6 fr.
82. MEUNIER (Stan.), prof au Muséum. * **La Géologie comparée.** 2e éd. in-8, avec fig. 6 fr.
83. LE DANTEC, chargé de cours à la Sorbonne. * **Théorie nouvelle de la vie.** 4e éd. 1 v. in-8, avec fig. 6 fr.
84. DE LANESSAN. * **Principes de colonisation.** 1 vol. in-8. 6 fr.
85. DEMOOR, MASSART et VANDERVELDE. * **L'évolution régressive en biologie et en sociologie.** 1 vol. in-8, avec gravures. 6 fr.
86. MORTILLET (G. de). * **Formation de la Nation française.** 2e édit. 1 vol. in-8, avec 150 gravures et 18 cartes. 6 fr.
87. ROCHÉ (G.). * **La Culture des Mers** (piscifacture, pisciculture, ostréiculture). 1 vol. in-8, avec 81 gravures. 6 fr.
88. COSTANTIN (J.), prof. au Muséum. * **Les Végétaux et les Milieux cosmiques** (adaptation, évolution). 1 vol. in-8, avec 171 gra. 6 fr.
89. LE DANTEC. **L'évolution individuelle et l'hérédité.** 1 vol. in-8. 6 fr.
90. GUIGNET et GARNIER. * **La Céramique ancienne et moderne.** 1 vol., avec grav. 6 fr.
91. GELLÉ (E.-M.). * **L'audition et ses organes.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
92. MEUNIER (St.). * **La Géologie expérimentale.** 2e éd. in-8, av. gr. 6 fr.
93. COSTANTIN (J.). * **La Nature tropicale.** 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
94. GROSSE (E.). * **Les débuts de l'art.** Introduction de L. MARILLIER. 1 vol. in-8, avec 32 gravures dans le texte et 3 pl. hors texte. 6 fr.
95. GRASSET (J.), prof. à la Faculté de méd. de Montpellier. **Les Maladies de l'orientation et de l'équilibre.** 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
96. DEMENŸ (G.). * **Les bases scientifiques de l'éducation physique.** 1 vol. in-8, avec 198 gravures. 3e édit. 6 fr.
97. MALMÉJAC (F.). * **L'eau dans l'alimentation.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
98. MEUNIER (Stan.). * **La géologie générale.** 1 v. in-8, avec grav. 6 fr.
99. DEMENŸ (G.). **Mécanisme et éducation des mouvements.** 2e édit. 1 vol. in-8, avec 565 gravures. 9 fr.
100. BOURDEAU (L.). **Histoire de l'habillement et de la parure.** 1 vol. in-8. 6 fr.
101. MOSSO (A.). * **Les exercices physiques et le développement intellectuel.** 1 vol. in-8. 6 fr.
102. LE DANTEC (F.). **Les lois naturelles.** 1 vol. in-8, avec grav. 6 fr.
103. NORMAN LOCKYER. * **L'évolution inorganique.** 1 vol. in-8, avec 42 gravures. 6 fr.
104. COLAJANNI (N.). * **Latins et Anglo-Saxons.** 1 vol. in-8. 9 fr.
105. JAVAL (E.), de l'Académie de médecine. * **Physiologie de la lecture et de l'écriture.** 1 vol in-8, avec 96 gr. 2e éd. 6 fr.
106. COSTANTIN (J.). * **Le Transformisme appliqué à l'agriculture.** 1 vol. in-8, avec 105 gravures. 6 fr.
107. LALOY (L.). * **Parasitisme et mutualisme dans la nature.** Préface du Pr A. GIARD. 1 vol. in-8, avec 82 gravures. 6 fr.

RÉCENTES PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES

qui ne se trouvent pas dans les collections précédentes.

Volumes parus en 1907

ARMINJON (P.), prof. à l'École Khédiviale de Droit du Caire. **L'enseignement, la doctrine et la vie dans les universités musulmanes d'Égypte.** 1 vol. in-8. 6 fr. 50

BRASSEUR. **Psychologie de la force.** 1 vol. in-8. 3 fr. 75

DANTU (G.), docteur ès lettres. **Opinions et critiques d'Aristophane sur le mouvement politique et intellectuel à Athènes.** 1 vol. gr. in-8. 3 fr.

— **L'éducation d'après Platon.** 1 vol. gr. in-8. 6 fr.

DICRAN ASLANIAN. **Les principes de l'évolution sociale.** 1 vol. in-8. 5 fr.

HARTENBERG (Dr P.). **Sensations païennes.** 1 vol. in-16. 3 fr.

HÖFFDING (H.), prof. à l'Université de Copenhague **Morale.** *Essai sur les principes théoriques et leur application aux circonstances particulières de la vie*, traduit d'après la 4e éd. allemande par L. POITEVIN, prof. de philos. au Collège de Nantua. 2e édit. 1 vol. in-8. 10 fr.

JAMES (W.). * **Causeries pédagogiques**, trad. par L. PIDOUX, préface de M. PAYOT, recteur de l'Académie de Chambéry. 1 vol. in-16. 2 fr. 50

KEIM (A). **Notes de la main d'Helvétius**, publiées d'après un manuscrit inédit avec une introduction et des commentaires. 1 v, in-8. 3 fr.

LABROUE (H.), prof., agrégé d'histoire au Lycée de Toulon. **Le conventionnel Pinet**, d'après ses mémoires inédits Broch. in-8. 3 fr.

— **Le Club Jacobin de Toulon (1790-1796).** Broch. gr. in-8. 2 fr.

LANESSAN (de). **L'éducation de la femme moderne.** 1 volume in-16. 3 fr. 50

LALANDE (A.), agrégé de philosophie. * **Précis raisonné de morale pratique** par questions et réponses. 1 vol. in-18. 1 fr.

LAZARD (R.). **Michel Goudchaux (1797-1862)**, ministre des Finances en 1848. Son œuvre et sa vie politique. 1 vol gr. in-8. 10 fr.

NORMAND (Ch.), docteur ès lettres, prof., agrégé d'histoire au lycée Condorcet. **La Bourgeoisie française au XVIIe siècle.** *La vie publique. Les idées et les actions politiques* (1604-1661) Études sociales. 1 vol. gr. in-8, avec 8 pl. hors texte. 12 fr.

PIAT (C.). **De la croyance en Dieu.** 1 vol in-18. 3 fr. 50

PILASTRE (E.) **Vie et caractère de Madame de Maintenon**, d'après les œuvres du duc de Saint Simon et des documents anciens ou récents, avec une introduction et des notes. 1 vol. in-8, avec portraits, vues et autographe. 5 fr.

Protection légale des travailleurs (La). (3e série, 1905-1906). 1 vol. in-18. 3 fr. 50

WYLM (Dr). **La morale sexuelle.** 1 vol. in-8. 5 fr.

Précédemment parus :

ALAUX. **Esquisse d'une philosophie de l'être.** In-8. 1 fr.

— **Les Problèmes religieux au XIXe siècle.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50

— **Philosophie morale et politique.** In-8. 1893. 7 fr. 50

— **Théorie de l'âme humaine.** 1 vol. in-8. 1895. 10 fr.

— **Dieu et le Monde.** *Essai de phil. première.* 1901. 1 vol. in-12. 2 fr. 50

AMIABLE (Louis). **Une loge maçonnique d'avant 1789.** 1 v. in-8. 6 fr.

ANDRÉ (L.), docteur ès lettres. **Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique.** 1 vol. in-8 (*couronné par l'Institut*). 1906. 14 fr.

— **Deux mémoires inédits de Claude Le Pelletier.** In-8. 1906. 3 fr. 50

ARNAUNE (A.), conseiller maître à la cour des Comptes. **La monnaie, le crédit et le change**, 3e édition, revue et augmentée. 1 vol. in-8. 1906. 8 fr.

ARRÉAT. **Une Éducation intellectuelle.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
— **Journal d'un philosophe.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50 (Voy. p. 2 et 6).
***Autour du monde**, par les BOURSIERS DE VOYAGE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS. (*Fondation Albert Kahn*). 1 vol. gr. in-8. 1904. 5 fr.
ASLAN (G.). **La Morale selon Guyau.** 1 vol. in-16. 1906. 2 fr.
ATGER (F.). **Hist. des doctrines du Contrat social.** 1 v. in-8. 1906. 8 fr.
BACHA (E.) **Le Génie de Tacite.** 1 vol. in-18. 4 fr.
BALFOUR STEWART et TAIT. **L'Univers invisible.** 1 vol. in-8. 7 fr.
BELLANGER (A.), docteur ès lettres. **Les concepts de cause et l'activité intentionnelle de l'esprit.** 1 vol. in-8. 1905. 5 fr.
BENOIST-HANAPPIER (L.). docteur ès lettres. **Le drame naturaliste en Allemagne.** In-8. *Couronné par l'Académie française.* 1905. 7 fr. 50
BERNATH (de). **Cléopâtre.** *Sa vie, son règne.* 1 vol in-8. 1903. 8 fr.
BERTON (H.), docteur en droit. **L'évolution constitutionnelle du second empire.** Doctrines, textes, histoire. 1 fort vol. in-8. 1900. 12 fr.
BOURDEAU (Louis). **Théorie des sciences.** 2 vol. in-8. 20 fr.
— **La Conquête du monde animal.** In-8. 5 fr.
— **La Conquête du monde végétal.** In-8. 1893. 5 fr.
— **L'Histoire et les historiens.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
— * **Histoire de enl'alimtation.** 1894. 1 vol. in-8. 5 fr.
BOUTROUX (Em.), de l'Institut. ***De l'Idée de loi naturelle.** 1 vol. in-8. 2 fr. 50.
BRANDON-SALVADOR (Mme). **A travers les moissons.** *Ancien Test. Talmud. Apocryphes. Poètes et moralistes juifs du moyen âge.* In-16. 1903. 4 fr.
BRASSEUR. **La question sociale.** 1 vol. in-8. 1900. 7 fr. 50
BROOKS ADAMS. **Loi de la civilisation et de la décadence.** In-8. 7 fr. 50
BROUSSEAU (K.). **Éducation des nègres aux États-Unis.** In-8. 7 fr. 50
BUCHER (Karl). **Etudes d'histoire et d'économie polit.** In-8. 1901 6 fr.
BUDÉ (E. de). **Les Bonaparte en Suisse.** 1 vol. in-12. 1905. 3 fr. 50
BUNGE (C.-O.). **Psychologie individuelle et sociale.** In-16. 1904. 3 fr.
CANTON (G.). **Napoléon antimilitariste.** 1902. In-16. 3 fr. 50
CARDON (G.). ***La Fondation de l'Université de Douai.** In-8. 10 fr.
CHARRIAUT (H.). **Après la séparation.** In-12. 1905. 3 fr. 50
CLAMAGERAN. **La Réaction économique et la démocratie.** In-18. 1 fr. 25
— **La lutte contre le mal.** 1 vol. in-18. 1897. 3 fr. 50
— **Études politiques, économiques et administratives.** Préface de M. BERTHELOT. 1 vol gr. in-8. 1904. 10 fr.
— **Philosophie religieuse.** *Art et voyages.* 1 vol. in-12. 1904. 3 fr. 50
— **Correspondance (1849-1902).** 1 vol. gr. in-8. 1905. 10 fr.
COLLIGNON (A.). **Diderot** 2e édit. 1907. In-12. 3 fr. 50
COMBARIEU (J.), chargé de cours au Collège de France. ***Les rapports de la musique et de la poésie.** 1 vol. in-8. 1893. 7 fr. 50
Congrès de l'Éducation sociale, Paris 1900. 1 vol. in-8. 1901. 10 fr.
IVe Congrès international de Psychologie, Paris 1900. In-8. 20 fr.
Ve Congrès international de Psychologie, Rome 1905. In-8. 20 fr.
COSTE. **Économie polit. et physiol. sociale.** In-18. 3 fr. 50 (V. p. 3 et 7).
COUBERTIN (P. de). **La gymnastique utilitaire.** 2e édit. In-12. 2 fr. 50
COUTURAT (Louis). ***De l'infini mathématique.** In-8. 1896. 12 fr.
DANY (G.), docteur en droit. ***Les Idées politiques en Pologne à la fin du XVIIIe siècle.** *La Constit. du 3 mai* 1793. In-8. 1901. 6 fr.
DAREL (Th.). **Le peuple-roi.** *Essai de sociologie universaliste.* In-8. 1904. 3 f. 50
DAURIAC. **Croyance et réalité.** 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
— **Le Réalisme de Reid.** In-8. 1 fr.
DEFOURNY (M.). **La sociologie positiviste.** *Auguste Comte.* In-8. 1902. 6 fr.
DERAISMES (Mlle Maria). **Œuvres complètes.** 4 vol. Chacun. 3 fr. 50
DESCHAMPS. **Principes de morale sociale.** 1 vol. in-8. 1903. 3 fr. 50
DESPAUX. **Genèse de la matière et de l'énergie.** In-8. 1900. 4 fr.
— **Causes des énergies attractives.** 1 vol. in-8. 1902. 5 fr.
— **Explication mécanique de la matière, de l'électricité et du magnétisme.** 1 vol. in-8. 1905. 4 fr.

DOLLOT (R.), docteur en droit. **Les origines de la neutralité de la Belgique** (1609-1830). 1 vol. in-8. 1902. 10 fr.
DUBUC (P.). ***Essai sur la méthode en métaphysique.** 1 vol. in-8. 5 fr.
DUGAS (L.). ***L'amitié antique.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
DUNAN. ***Sur les formes a priori de la sensibilité.** 1 vol. in-8. 5 fr.
DUNANT (E.). **Les relations diplomatiques de la France et de la République helvétique** (1798-1803). 1 vol. in-8. 1902. 20 fr.
DU POTET. **Traité complet de magnétisme.** 5e éd. 1 vol. in-8. 8 fr.
— **Manuel de l'étudiant magnétiseur.** 6e éd., gr. in-18, avec fig. 3 fr. 50
— **Le magnétisme opposé à la médecine.** 1 vol. in-8. 6 fr.
DUPUY (Paul). **Les fondements de la morale.** In-8. 1900. 5 fr.
— **Méthodes et concepts.** 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.
***Entre Camarades**, par les anciens élèves de l'Université de Paris. *Histoire, littérature, philologie, philosophie.* 1901. In-8. 10 fr.
ESPINAS (A.), de l'Institut ***Les Origines de la technologie.** 1 vol. in 8. 1897. 5 fr.
FERRÈRE (F.). **La situation religieuse de l'Afrique romaine** depuis la fin du IVe siècle jusqu'à l'invasion des Vandales. 1 v. in-8. 1898. 7 fr. 50
Fondation universitaire de Belleville (La). Ch. GIDE. *Travail intellect. et travail manuel;* J. BARDOUX. *Prem. efforts et prem. année.* In-16. 1 fr. 50
GELEY (G.). **Les preuves du transformisme.** In-8. 1901. 6 fr.
GILLET (M.). **Fondement intellectuel de la morale.** In-8. 3 fr. 75
GIRAUD-TEULON. **Les origines de la papauté.** In-12. 1905. 2 fr.
GOURD. **Le Phénomène.** 1 vol. in-8. 7 fr. 50
GREEF (Guillaume de). **Introduction à la Sociologie.** 2 vol. in-8. 10 fr.
— **L'évol. des croyances et des doctr. polit.** In-12. 1895. 4 fr. (V. p. 3 et 8.)
GRIVEAU (M.). **Les Éléments du beau.** In-18. 4 fr. 50
— **La Sphère de beauté**, 1901. 1 vol. in-8. 10 fr.
GUEX (F.), professeur à l'Université de Lausanne. **Histoire de l'Instruction et de l'Education** In-8 avec gravures, 1906. 6 fr.
GUYAU. **Vers d'un philosophe.** In-18. 3e édit. 3 fr. 50
HALLEUX (J.). **L'Evolutionnisme en morale** (*H. Spencer*). In-12. 3 fr. 50
HALOT (C.). **L'Extrême-Orient.** In-16. 1905. 4 fr.
HOCQUART (E.). **L'Art de juger le caractère des hommes sur leur écriture**, préface de J. CRÉPIEUX-JAMIN. Br. in-8. 1898. 1 fr.
HORVATH, KARDOS et ENDRODI. ***Histoire de la littérature hongroise**, adapté du hongrois par J. KONT. Gr. in-8, avec gr. 1900. 10 fr.
ICARD. **Paradoxes ou vérités.** 1 vol. in-12. 1895. 3 fr. 50
JAMES (W.). **L'Expérience religieuse**, traduit par F. ABAUZIT, agrégé de philosophie. 1 vol. in-8°. 2e éd. 1907. Cour. par l'Acad. française. 10 fr.
JANSSENS (E.). **Le néo criticisme de Ch. Renouvier.** In-16. 1904. 3 fr. 50
— **La philosophie et l'apologétique de Pascal.** 1 vol. in 16. 4 fr.
JOURDY (Général). **L'instruction de l'armée française**, de 1815 à 1902. 1 vol. in-16. 1903. 3 fr. 50
JOYAU. **De l'invention dans les arts et dans les sciences.** 1 v. in-8. 5 fr.
— **Essai sur la liberté morale.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
KARPPE (S.), docteur ès lettres. **Les origines et la nature du Zohar**, précédé d'une *Etude sur l'histoire de la Kabbale.* 1901. In-8. 7 fr. 50
KAUFMANN. **La cause finale et son importance.** In-12. 2 fr. 50
KINGSFORD (A.) et MAITLAND (E.). **La Voie parfaite ou le Christ ésotérique**, précédé d'une préface d'Edouard SCHURÉ. 1 vol. in-8. 1892. 6 fr.
KOSTYLEFF. **Évolution dans l'histoire de la philosophie.** In-16. 2 fr. 50
— **Les substituts de l'âme dans la psychologie moderne.** In-8. 1906. 4 fr.
LACOMBE (Cl de). **La maladie contemporaine.** *Examen des principaux problèmes sociaux au point de vue positiviste.* 1 vol. in-8. 1906. 3 fr. 50
LAFONTAINE. **L'art de magnétiser.** 7e édit. 1 vol. in-8. 5 fr.
— **Mémoires d'un magnétiseur.** 2 vol. gr. in-18. 7 fr.
LANESSAN (de), ancien ministre de la Marine. **Le Programme maritime de 1900-1906.** In-12. 2e éd. 1903. 3 fr. 50

LASSERRE (A.). **La participation collective des femmes à la Révolution française.** In-8. 1905. 5 fr.
LAVELEYE (Em. de). **De l'avenir des peuples catholiques.** in-8. 25 c
LEMAIRE (P.). **Le cartésianisme chez les Bénédictins.** In-8. 6 fr. 50
LEMAITRE (J.), professeur au Collège de Genève. **Audition colorée et phénomènes connexes observés chez des écoliers.** In-12. 1900. 4 fr.
LETAINTURIER (J.). **Le socialisme devant le bon sens** In-18. 1 fr. 50
LEVI (Eliphas). **Dogme et rituel de la haute magie.** 2 vol. in-8. 18 fr.
— **Histoire de la magie.** Nouvelle édit. 1 vol. in-8, avec 90 fig. 12 fr.
— **La clef des grands mystères.** 1 vol. in-8, avec 22 pl. 12 fr.
— **La science des esprits.** 1 vol. 7 fr.
LEVY (L.-G.), docteur ès lettres. **La famille dans l'antiquité israélite.** 1 vol. in-8. 1905. Couronné par l'Académie française. 5 fr.
LEVY-SCHNEIDER (L.), professeur à l'Université de Nancy. **Le conventionnel Jeanbon Saint-André** (1749-1813). 1901. 2 vol. in-8. 15 fr.
LICHTENBERGER (A.). **Le socialisme au XVIIIe siècle.** In-8. 7 fr. 50
MABILLEAU (L.). ***Histoire de la philos. atomistique.** In-8. 1895. 12 fr.
MAGNIN (E.) **L'art et l'hypnose.** In-8 avec grav. et pl. 1906. 20 fr.
MAINDRON (Ernest). ***L'Académie des sciences.** In-8 cavalier, 53 grav., portraits, plans. 8 pl. hors texte et 2 autographes. 6 fr.
MANDOUL (J.) **Un homme d'État italien : Joseph de Maistre.** In-8. 8 fr.
MARGUERY (E.). **Le droit de propriété et le régime démocratique** 1 vol. in-16. 1905. 2 fr. 50
MARIÉTAN (J.). **La classification des sciences, d'Aristote à saint Thomas.** 1 vol. in-8. 1901 3 fr.
MATAGRIN **L'esthétique de Lotze.** 1 vol. in-12. 1900. 2 fr.
MERCIER (Mgr). **Les origines de la psych. contemp.** In-12. 1898. 5 fr.
MICHOTTE (A.). **Les signes régionaux** (répartition de la sensibilité tactile). 1 vol. in-8 avec planches. 1905. 5 fr.
MILHAUD (G.) ***Le positiv. et le progrès de l'esprit.** In-16 1902. 2 fr. 50
MILLERAND, FAGNOT, STROHL. **La durée légale du travail.** In-12. 1906. 2 fr. 50
MODESTOV (B.). ***Introduction à l'Histoire romaine.** *L'ethnologie préhistorique, les influences civilisatrices à l'époque préromaine et les commencements de Rome,* traduit du russe sur MICHEL DELINES. Avant-propos de M. SALOMON REINACH, de l'Institut. 1 vol. in-4 avec 36 planches hors texte et 27 figures dans le texte. 1907. 15 fr.
MONNIER (Marcel). ***Le drame chinois.** 1 vol. in-16. 1900. 2 fr. 50
NEPLUYEFF (N. de). **La confrérie ouvrière et ses écoles**, in-12. 2 fr.
NODET (V.). **Les agnoscies, la cécité psychique.** In-8. 1899. 4 fr.
NOVICOW (J.). **La Question d'Alsace-Lorraine.** In-8. 1 fr. (V. p. 4, 10 et 19.)
— **La Fédération de l'Europe.** 1 vol. in-18. 2e édit. 1901. 3 fr. 50
— **L'affranchissement de la femme.** 1 vol. in-16. 1903. 3 fr.
OVERBERGH. **La réforme de l'enseignement.** 2 vol. in-4. 1906. 10 fr.
PARIS (Comte de) **Les Associations ouvrières en Angleterre** (Trades-unions). 1 vol. in-18. 7e édit. 1 fr. — Édition sur papier fort 2 fr. 50
PARISET (G.), professeur à l'Université de Nancy. **La Revue germanique de Dollfus et Nefftzer.** In-8. 1906. 2 fr.
PAUL-BONCOUR (J.). **Le fédéralisme économique**, préf. de WALDECK-ROUSSEAU. 1 vol. in-8. 2e édition. 1901. 6 fr.
PAULHAN (Fr.). **Le Nouveau mysticisme.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
PELLETAN (Eugène). ***La Naissance d'une ville** (Royan). In-18. 2 fr.
— ***Jarousseau, le pasteur du désert.** 1 vol. in-18. 2 fr.
— ***Un Roi philosophe :** *Frédéric le Grand.* In-18. 3 fr 50
— **Droits de l'homme.** In-16. 3 fr. 50
— **Profession de foi du XIXe siècle.** In-16. 3 fr. 50
PEREZ (Bernard). **Mes deux chats.** In-12, 2e édition. 1 fr. 50
— **Jacotot et sa Méthode d'émancipation intellect.** In-18. 3 fr.
— **Dictionnaire abrégé de philosophie.** 1893. in-12. 1 fr. 50 (V. p. 10).
PHILBERT (Louis). **Le Rire.** In-8. (Cour. par l'Académie française.) 7 fr. 50

PHILIPPE (J.) **Lucrèce dans la théologie chrétienne.** In-8. 2 fr. 50

PHILIPPSON (J.). **L'autonomie et la centralisation du système nerveux des animaux.** 1 vol. in-8 avec planches. 1905. 5 fr.

PIAT (C.). **L'Intellect actif.** 1 vol. in-8. 4 fr.

— **L'Idée ou critique du Kantisme.** 2e édition 1901. 1 vol. in-8. 6 fr.

PICARD (Ch.). **Sémites et Aryens** (1893). In-18. 1 fr. 50

PICTET (Raoul). **Étude critique du matérialisme et du spiritualisme par la physique expérimentale.** 1 vol. gr. in-8. 10 fr.

PINLOCHE (A.), professeur honre de l'Univ. de Lille. ***Pestalozzi et l'éducation populaire moderne.** In-16. 1902. (*Cour. par l'Institut.*) 2 fr. 50

POEY. **Littré et Auguste Comte.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50

PRAT (Louis), docteur ès lettres. **Le mystère de Platon.** 1 vol. in-8. 1900. 4 fr.

— **L'Art et la beauté.** 1 vol. in-8. 1903. 5 fr.

— **Protection légale des travailleurs (La).** 1 vol. in-12. 1904. 3 fr. 50
Les dix conférences composant ce volume se vendent séparées chacune. 0 fr. 60

REGNAUD (P.). **L'origine des idées et la science du langage.** In-12. 1 fr. 50

RENOUVIER, de l'Inst. **Uchronie.** *Utopie dans l'Histoire.* 2e éd. 1901. In-8. 7 50

ROBERTY (J.-E.) **Auguste Bouvier,** pasteur et théologien protestant. 1826-1893. 1 fort vol. in-12. 1901. 3 fr. 50

ROISEL. **Chronologie des temps préhistoriques.** In-12. 1900. 1 fr.

ROTT (Ed.). **La représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses confédérés.** T. I (1498-1559). Gr. in-8. 1900, 12 fr. — T. II (1559-1610). Gr. in-8. 1902. T. III (1610-1626). Gr. in-8. 1906. 20 fr. (*Récompensé par l'Institut.*)

SABATIER (C.). **Le Duplicisme humain.** 1 vol. in-18. 1906. 2 fr. 50

SAUSSURE (L. de). **Psychol. de la colonisation franç.** In-12. 3 fr. 50

SAYOUS (E.). ***Histoire des Hongrois.** 2e édit. ill. Gr. in-8. 1900. 15 fr.

SCHILLER (Études sur), par MM. Schmidt, Fauconnet, Andler, Xavier Léon, Spenlé, Baldensperger, Dresch, Tibal, Ehrhard, Mme Talayrach d'Eckardt, H. Lichtenberger, A. Lévy. In-8. 1906. 4 fr.

SCHINZ. **Problème de la tragédie en Allemagne.** In-8. 1903. 1 fr. 25

SECRÉTAN (H.). **La Société et la morale.** 1 vol. in-12. 1897. 3 fr. 50

SEIPPEL (P.), professeur à l'École polytechnique de Zurich. **Les deux Frances et leurs origines historiques.** 1 vol. in-8. 1906. 7 fr. 50

SIGOGNE (E.). **Socialisme et monarchie.** In-16. 1906. 2 fr. 50

SKARZYNSKI (L.). ***Le progrès social à la fin du XIXe siècle.** Préface de M. Léon Bourgeois. 1901. 1 vol. in-12. 4 fr. 50

SOREL (Albert), de l'Acad. franç. **Traité de Paris de 1815.** In-8. 4 fr. 50

TARDE (G.), de l'Institut. **Fragment d'histoire future.** In-8. 5 fr.

VALENTINO (Dr Ch.). **Notes sur l'Inde.** In-16. 1906. 4 fr.

VAN BIERVLIET (J.-J.). **Psychologie humaine.** 1 vol. in-8. 8 fr.

— **La Mémoire.** Br. in-8. 1893. 2 fr.

— **Etudes de psychologie** 1 vol. in-8. 1901. 4 fr.

— **Causeries psychologiques.** 2 vol. in-8. Chacun. 3 fr.

— **Esquisse d'une éducation de la mémoire.** 1904. In-16. 2 fr.

VERMALE (F.). **La répartition des biens ecclésiastiques nationalisés dans le département du Rhône.** In-8. 1906. 2 fr. 50

VITALIS. **Correspondance politique de Dominique de Gabre.** 1904. In-8. 12 fr. 50

ZAPLETAL. **Le récit de la création dans la Genèse.** In-8. 3 fr. 50

ZOLLA (D.). **Les questions agricoles.** 1894, 1895. 2 vol. in-12. Chacun. 3 fr. 50

TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

TABLE DES AUTEURS ÉTUDIÉS

5879. — Imp. Motteroz et Martinet, rue Saint-Benoît, 7, Paris.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-12 à 3 fr. 50. Cartonnés : 4 fr. — Volumes in-8 à 5 et à 7 fr. Cartonnés : 6 et 8 fr.

EUROPE

HISTOIRE DE L'EUROPE PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *H. de Sybel*. Traduit de l'allemand par Mlle Dosquet. 6 vol in-8 . . . . 42 »
Chaque volume séparément. . 7 »

LE CENTENAIRE DE 1789. Evolution politique, philosophique, artistique et scientifique de l'Europe depuis cent ans, par G. GUÉROULT. 1 vol. in-12. 3 fr. 50

HISTOIRE DIPLOMATIQUE DE L'EUROPE (1814-1878), par *A. Debidour*. 2 vol. in-8. 18 fr.

FRANCE

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, résumé historique, par *H. Carnot*. 1 vol. in-12, nouvelle édition. . . . . 3 fr. 50

ETUDES ET LEÇONS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par *A. Aulard*. 1 v. in-12. 3 50

HISTOIRE DE LA RESTAURATION, par *de Rochau*. 1 vol. in-12, trad. de l'allem. 3 50

HISTOIRE DE DIX ANS, par *Louis Blanc*. 5 vol. in-8. . . . . 25 »

HISTOIRE DE HUIT ANS (1840-1848), par *Élias Regnault*. 3 vol. in-8. . . . . 15 »

HISTOIRE DU SECOND EMPIRE (1848-1870), par *Taxile Delord*. 6 vol. in-8. 42 »
Chaque volume séparément. . 7 »

HISTOIRE PARLEM. DE LA SECONDE RÉPUBLIQUE, par *E. Spuller*. 2e éd. 1 v. in-12. 3 fr. 50

LA FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-8 . . . . 5 »

LES COLONIES FRANÇAISES, par *Paul Gaffarel*. 1 vol. in-8. 5e édition. . . . 5 »

L'ALGÉRIE, par *M. Wahl*. 2e édition. 1 vol. in-8. . . . . 5 »

L'EXPANSION COLONIALE DE LA FRANCE, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 19 cartes hors texte . . . . 12 »

L'INDO-CHINE FRANÇAISE, par *J.-L. de Lanessan*. 1 vol. in-8 avec 5 cartes en couleurs hors texte. . . . . 15 fr.

L'EMPIRE D'ANNAM ET LE PEUPLE ANNAMITE, par *J. Silvestre*. 1 vol. in-12, avec 1 carte. 3 fr. 50

ANGLETERRE

HISTOIRE DE L'ANGLETERRE depuis la reine Anne jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-12. 2e édition. 3 50

LES QUATRE GEORGES, par *Thackeray*, trad. de l'anglais par Lefoyer. 1 v. in-12. 3 50

LOMBART-STREET, le marché financier en Angleterre, par *W. Bagehot*. 1 v. in-12. 3 50

LORD PALMERSTON ET LORD RUSSEL, par *Aug. Laugel*. 1 vol. in-12. . . . . . 3 50

ALLEMAGNE

HISTOIRE DE LA PRUSSE, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-12. 6e éd. 3 50

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours, par *Eug. Véron*. 1 vol. in-12. 3e édition revue par *P. Bondois*. 3 50

AUTRICHE-HONGRIE

HISTOIRE DE L'AUTRICHE, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours, par *L. Asseline*. 1 vol. in-12. 3e édition . . 3 50

ESPAGNE

HISTOIRE DE L'ESPAGNE, depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours, par *H. Reynald*. 1 vol. in-12 . . . . 3 50

RUSSIE

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE LA RUSSIE, par *G. Créhange*. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

SUISSE

HISTOIRE DU PEUPLE SUISSE, par *Daendliker*, avec préface de *Jules Favre*. 1 vol. in-8 . . . . 5 fr.

AMÉRIQUE

HISTOIRE DE L'AMÉRIQUE DU SUD, depuis sa conquête jusqu'à nos jours, par *Alfred Deberle*. 1 vol. in-12. 2e édition. 3 50

LES ETATS-UNIS PENDANT LA GUERRE 1861-1864. Souvenirs personnels, par *Aug. Laugel* 1 vol. in-12 . . . . . . 3 50

ITALIE

HISTOIRE DE L'ITALIE, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel, par *E. Sorin*. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

TURQUIE

LA TURQUIE ET L'HELLÉNISME CONTEMPORAIN, par *V. Bérard*. 1 vol. in-12. 3 50

Eug. Despois. LE VANDALISME RÉVOLUTIONNAIRE. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 1 vol. in-12. 4e édit., précédée d'une notice de *M. Ch. Bigot*, sur l'auteur . . . 3 50

Jules Barni. HISTOIRE DES IDÉES MORALES ET POLITIQUES EN FRANCE AU XVIIIe SIÈCLE. 2 vol. in-12, chaque vol. . . 3 50

— LES MORALISTES FRANÇAIS AU XVIIIe SIÈCLE. 1 vol. in-12 . . . . 3 50

J. Clamageran. LA FRANCE RÉPUBLICAINE. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

E. de Laveleye. LE SOCIALISME CONTEMPORAIN. 8e édition. 1 vol. in-12. . 3 50

Marcellin Pellet. VARIÉTÉS RÉVOLUTIONNAIRES. 3 vol. in-12 avec préface de *A. Ranc*. Chacun. 3 50

Spuller. FIGURES DISPARUES. 3 vol. in-12 chacun. 3 50

— HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA SECONDE RÉPUBLIQUE. 1 vol. in-12. 2e édit. 3 50

— L'ÉDUCATION DE LA DÉMOCRATIE. 1 vol. in-12 . . . . 3 50

— L'ÉVOLUTION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'EGLISE. 1 vol. in-12. . . . . . . 3 50

J. Bourdeau. LE SOCIALISME ALLEMAND ET LE NIHILISME RUSSE. 1 vol. in-12. 2e éd. 3 50

Aulard. LE CULTE DE LA RAISON ET DE L'ÊTRE SUPRÊME. 1 vol. in-12. . . 3 50

— ÉTUDES ET LEÇONS SUR LA RÉVOLUTION FRANÇAISE. 1 vol. in-12. . . . . . . 3 50

E. Simon. L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE AU XIXe SIÈCLE. 1 vol. in-12. . . . . 3 50

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

Albany de Fonblanque. L'ANGLETERRE, SON GOUVERNEMENT, SES INSTITUTIONS. Traduit de l'anglais sur la 14e édition par C. Dreyfus avec introduction par H. Brisson. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

Benloe . LES LOIS DE L'HISTOIRE. 1 vol. in-8. 5 fr.

Deschanel. LE PEUPLE ET LA BOURGEOISIE. 1 vol. in-8. . . . . 5 fr.

Renrard. HENRI IV ET LA PRINCESSE DE CONDÉ. 1 vol. in-8. . . . . 6 fr.

Du Casse. LES ROIS FRÈRES DE NAPOLÉON Ier. 1 vol. in-8. . . . . 10 fr.

Minghetti. L'ETAT ET L'EGLISE. 1 v. in-8. 5 fr.

Louis Blanc. DISCOURS POLITIQUES (1848-1881). 1 vol. in-8. . . . . 7 50

Philipp
GIEUS

J. Rein
L'HIST